

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC

THÈSE PRÉSENTÉE À
L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À TROIS-RIVIÈRES

COMME EXIGENCE PARTIELLE
DU DOCTORAT EN ÉTUDES QUÉBÉCOISES

PAR
PAUL-ETIENNE RAINVILLE

DE L'UNIVERSEL AU PARTICULIER : LES LUTTES EN FAVEUR DES
DROITS HUMAINS AU QUÉBEC, DE L'APRÈS-GUERRE À LA
RÉVOLUTION TRANQUILLE

DÉCEMBRE 2018

Université du Québec à Trois-Rivières

Service de la bibliothèque

Avertissement

L'auteur de ce mémoire ou de cette thèse a autorisé l'Université du Québec à Trois-Rivières à diffuser, à des fins non lucratives, une copie de son mémoire ou de sa thèse.

Cette diffusion n'entraîne pas une renonciation de la part de l'auteur à ses droits de propriété intellectuelle, incluant le droit d'auteur, sur ce mémoire ou cette thèse. Notamment, la reproduction ou la publication de la totalité ou d'une partie importante de ce mémoire ou de cette thèse requiert son autorisation.

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À TROIS-RIVIÈRES

DOCTORAT EN ÉTUDES QUÉBÉCOISES (PH.D.)

Programme offert par l'Université du QUÉBEC À TROIS-RIVIÈRES

DE L'UNIVERSEL AU PARTICULIER : LES LUTTES EN FAVEUR DES
DROITS HUMAINS AU QUÉBEC, DE L'APRÈS-GUERRE À LA
RÉVOLUTION TRANQUILLE

PAR

PAUL-ETIENNE RAINVILLE

SYLVIE TASCHEREAU, directrice de recherche

Université du Québec à Trois-Rivières

YVAN ROUSSEAU, président du jury

Université du Québec à Trois-Rivières

LOUISE BIENVENUE, évaluatrice externe

Université Sherbrooke

LAURA MADOKORO, évaluatrice externe

Université McGill

Thèse soutenue le 15 juin 2018

RÉSUMÉ

Notre thèse porte sur l'histoire du militantisme en faveur des droits humains au Québec, de la fin de la Deuxième Guerre mondiale aux premières années de la Révolution tranquille. Elle s'appuie sur une analyse comparative des discours et des revendications portés par quatre organisations issues du mouvement syndical (la Fédération des travailleurs du Québec et la Confédération des travailleurs catholiques du Canada), de la communauté juive (le Congrès juif canadien) et du mouvement étudiant francophone montréalais (l'Association générale des étudiants de l'Université de Montréal). À travers ces quatre études de cas, nous mettons en lumière le rôle déterminant des organisations non gouvernementales et des groupes et individus victimes d'atteintes à leurs droits dans les processus de réappropriation, d'internalisation et de diffusion des idéaux des droits humains à l'échelle locale et nationale. En exposant les similitudes et les spécificités des trajectoires de ces organisations, de même que l'étendue de leurs réseaux d'alliances, nous démontrons que le discours des droits humains s'est érigé comme un important instrument de mobilisation, de contestation et de changement social pour les principaux groupes et mouvements sociaux actifs au Québec dans les deux décennies suivant la Seconde Guerre mondiale.

Fondée sur une approche multiscalaire, notre recherche porte une attention particulière aux réseaux transnationaux dans lesquels s'inscrivent les acteurs que nous étudions et aux enjeux internationaux qui influencent leur combat pour la reconnaissance des droits humains à l'échelle locale, nationale, régionale et mondiale. À partir de cette dialectique globale-locale, nous démontrons l'impact déterminant du mouvement international des droits humains sur l'évolution des débats qui agitent la société québécoise, mais aussi le rôle structurant du contexte local, marqué par le passage de la période dite de la « Grande noirceur » à celle de la Révolution tranquille au Québec.

Sur le plan théorique, notre étude explore la manière dont les identités et les rapports de pouvoirs ethniques, de classe, d'âge et de genre contribuent à orienter les discours, les revendications et les stratégies des militants qui se revendiquent de l'idéal universaliste des droits humains. En nous inspirant des approches discursive, délibérative et socioconstructiviste, nous montrons que ces droits ne constituent pas un idéal abstrait et universel qui serait par essence désintéressé. Ils apparaissent en effet, sur le plan empirique, comme une catégorie discursive socialement construite et historiquement contingente, qui peut être mobilisée, négociée ou contestée par les acteurs sociaux en fonction de leurs idéologies, de leurs intérêts, de leurs stratégies et de leurs propres conceptions du juste et de l'injuste. Enfin, en envisageant ces droits dans leur dimension formelle (les normes établies par l'État, le droit et la loi) et identitaire (la reconnaissance d'identités sociales et citoyennes), nous mettons en lumière la dialectique entre universalisme et particularisme qui est à l'œuvre dans l'universalisation concrète de l'idéal des droits humains.

À ma mère, Monique...

REMERCIEMENTS

J'ai attendu avec impatience ce moment heureux, mais fatidique, où je pourrais remercier toutes les personnes qui m'ont appuyé dans la réalisation de ce projet. Cette thèse a été réalisée dans un contexte particulier, marqué par les moments les plus heureux, mais aussi les plus difficiles de ma vie. C'est pourquoi je tiens à remercier tout particulièrement ma famille, mes proches et mes ami.es pour leur soutien indéfectible.

On me pardonnera sans doute de déroger au protocole en remerciant tout d'abord celle qui m'a accompagné tous les jours dans cette longue épopée, Marie-Lou. Mon amour, merci d'avoir tenu le fort de notre vie, de notre couple et de notre famille. De m'avoir constamment rappelé qu'au-delà de la thèse, il y avait des choses plus profondes et plus essentielles au bonheur. Les mots sont impuissants pour te remercier de tout ce que tu as fait, pour moi et pour nous. Je me contenterai de te dire merci d'être ce que tu es et de remercier la vie de t'avoir mise sur ma route. Mes premiers mots vont aussi à ces deux petits êtres qui ont transformé ma vie : Gabrielle et Simon. Merci pour vos rires, votre folie, votre beauté, votre douceur, votre intelligence, votre amour et votre émerveillement. Merci de m'avoir ramené à l'essentiel. Vous êtes tous les trois un cadeau de la vie et j'espère chaque jour y faire honneur!

Mes remerciements vont également à ma directrice de thèse, Sylvie Taschereau, qui m'a accompagné au cours cette étape importante de ma vie. Merci d'avoir été présente dans les moments clés, d'avoir répondu à mes appels tardifs où je te soumettais des problèmes parfois insolubles. Merci pour ta rigueur, ton engagement et ta présence, surtout lors de la dernière année de rédaction (désolé d'avoir gâché ton temps des fêtes 2017!). Merci d'avoir su créer entre nous une relation égalitaire et de m'avoir accordé l'autonomie et la liberté, deux conditions essentielles pour conserver la passion nécessaire à la réalisation d'un projet de cette envergure.

Aux membres de ma famille, mes piliers. Merci à mes parents de m'avoir appris l'engagement, l'honnêteté et l'ouverture sur le monde. Bertrand, tu m'as toujours poussé à me questionner sur moi-même, sur l'Autre et sur le monde complexe qui nous entoure. Cette thèse te revient en grande partie. Merci d'avoir lu les nombreuses versions de ma thèse et de n'avoir jamais cessé de m'encourager à la mener à terme. À mes sœurs, Isabelle, Geneviève et Virginie, pour votre amour, votre chaleur, votre disponibilité et votre folie. Merci de m'avoir permis, tantôt de m'évader, tantôt de revenir à mes racines.

Je tiens également à remercier chaleureusement Henri et Louise. Pour votre disponibilité, vos encouragements (et vos découragements) et tous ces gestes, petits ou démesurés, de générosité. Henri, merci d'avoir commenté les milliers de pages de brouillons qui ont mené à cette thèse. Toute ma gratitude aussi envers ma « belle famille ». Merci d'avoir accepté mes absences, d'avoir trouvé les mots justes pour m'encourager et d'avoir pris soin de ma petite famille dans des moments importants.

Un mot aussi, trop court, mais essentiel, pour mes ami.es. Mes remerciements vont en premier lieu à Ian Mercier, qui a complété les quelque 1 619 notes de bas de page et quarante pages de la bibliographie de ma thèse! Tu as fait ce qu'aucun ami n'aurait fait pour un autre et ce projet est en grande partie arrivé à son terme grâce à toi. Un merci particulier à Charles et à Guillaume, partenaires indéfectibles de ce long travail solitaire, pour ces milliers d'heures passées à discuter de nos thèses et de nos vies. À mes autres amis de longue date, ceux qui ont fait ce que je suis et qui me font encore grandir aujourd'hui : Stu, Max, Ian C., Mike, Caro, Véro, Jo, Fred et Gab. À tous ces ami.es fidèles, essentiels à ma survie psychologique pendant ces longues années : Anne-Laure, Mathieu, Élisabeth, Ariane, Sony, France, Yvan et tant d'autres. À Karine et à toute la « gang de filles », pour votre solidarité et votre folie! Un mot aussi à l'équipe de la Ligue des droits et libertés, Lysiane, Martine, Dominique, Nicole, Sam (les deux) et les autres, pour votre engagement. À mes ami.es de l'UQTR : Marlyn, Charles B., Felipe, Franck, Doum, Louis, Audrey, Lauréanne, Aubert, et les autres. Au « peuple des bibliothèques », Claire, Benoîte, Virginie, Mikaël, Ariane, Annabelle, pour les solitudes partagées. Une pensée pour mes « maudits Français.es », qui me manquent : Fanny, Julien, Arnaud, Deydey, Olivier, Marion, Alex (les deux), Maude et Damien.

Je tiens par ailleurs à souligner que cette recherche n'aurait jamais été possible sans le soutien financier du Conseil de recherches en sciences humaines (CRSH), du Fonds de recherche du Québec en Société et culture (FRQSC), de la Fondation de l'UQTR, de la Fondation Desjardins, du Groupe d'histoire de Montréal (GHM) et du Centre interuniversitaire d'études québécoises (CIEQ).

Plusieurs collègues historien.nes ont joué un rôle crucial dans ce projet. Je tiens d'abord à remercier très sincèrement les membres du jury d'évaluation de ma thèse, Louise Bienvenue, Laura Madokoro et Yvan Rousseau. Merci pour votre patience (certainement), votre intelligence et la pertinence de vos remarques. Votre dévouement et la rigueur de votre travail font véritablement honneur à la discipline historique.

Mes remerciements aussi aux membres du Groupe d'histoire de Montréal, ma famille intellectuelle. Pour vos valeurs d'égalité, d'humanité et d'engagement. Merci de m'avoir rappelé qu'au-delà de ce monde de compétition, l'histoire est fondée sur l'entraide, la collaboration et la recherche commune de la vérité. Pour leur soutien, leur intelligence et leur amitié, un merci particulier à Brian Young, Jarrett Rudy, Magda Fahrni, Sean Mills, Brian Gettler et Mary Anne Poutanen. À mes amies du GHM, collègues dans la souffrance thésarde : Valérie Poirier, Sonya Roy et Amanda Ricci. Merci à toutes et à tous de m'avoir permis de devenir membre à part entière de cette belle et grande famille.

Je ne pourrais passer sous silence la contribution essentielle de mes collègues du département des sciences humaines de l'UQTR. Ils sont trop nombreux pour les nommer tous. Merci de m'avoir enseigné, stimulé et guidé. Un merci particulier à Lucia Ferretti, Yvan Rousseau et Thierry Nootens, qui ont cru en moi et qui m'ont appuyé tout au long de mes recherches. À Tomy Grenier et Jean-François Hardy pour votre soutien à des moments importants. Merci à Doris Leblanc et à Marie Germain pour votre disponibilité et votre efficacité. Une mention spéciale pour Isabelle Dupuis, au décanat, pour ton aide cruciale lors de mon séjour d'étude en France. Mes pensées vont aussi aux nombreux étudiant.es du cours HST1094, qui m'ont montré qu'enseigner, c'est d'abord et avant tout apprendre. On dit parfois que l'UQTR est une université à « échelle humaine »; cette réputation ne tient pas à sa taille, mais bien à l'humanité des gens qui y travaillent.

Je tiens à exprimer ma profonde gratitude envers plusieurs collègues historien.nes qui m'ont appuyé ou guidé de diverses manières dans mon projet : Stephanie Bangarth, Ivan Carel, Aline Charles, Dominique Clement, Bernard Ducharme, Karine Hébert, Steven Lapidus, Mathieu Lapointe, Catherine Larochelle, Julien Mauduit, David Meren, Martin Petitclerc, Martin Pâquet, Chantal Ringuet et Jennifer Tunnicliffe. J'en oublie forcément. Pour son amitié et ces nombreux cafés à échanger sur l'histoire des communautés juives, un merci tout particulier à Pierre Anctil.

Aux nombreux archivistes qui ont facilité mes recherches. Hélène Vallée et Janis Rosen, qui m'ont accueilli avec générosité et guidé avec patience et efficacité dans les méandres des archives du Congrès juif. Merci à l'équipe des archives de l'UQÀM, en particulier Claude Cantin, ainsi qu'à Yves Lacroix du Service des archives de la CSN.

J'aimerais en terminant remercier celle qui, d'aussi loin que je me rappelle, a donné un sens à ma vie, ma mère Monique. J'aurais tant aimé que tu sois présente à mes côtés pour célébrer cet accomplissement. Mais je sais que tu es partie en sachant que j'étais heureux, accompli, bien entouré et prêt à vivre ma vie. Merci d'avoir tout fait pour que ton départ nous soit le moins douloureux possible. Les mots sont impuissants pour décrire combien tu as été adéquate, grande et forte dans cette épreuve. Merci de m'avoir montré que la vie n'a de sens que si elle est vécue avec et pour les autres. Tu es, et resteras, mon pilier. Cette thèse t'est dédiée. Continue de veiller sur nous, comme tu l'as toujours fait...

TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ.....	I
REMERCIEMENTS.....	III
TABLE DES MATIÈRES	VI
LISTE DES SIGLES ET ABRÉVIATIONS.....	XI
INTRODUCTION	1
CHAPITRE 1 PROBLÉMATIQUE ET CADRE THÉORIQUE	9
1.1 Bilan historiographique	10
1.1.1 L'entrée dans l' <i>ère des droits</i> : genèse et interprétations	10
1.1.2 La <i>human rights history</i> au Canada	18
1.1.3 L'histoire des droits humains au Québec	29
1.2 Problématique et cadre conceptuel.....	38
1.2.1 Justification du choix des groupes retenus.....	38
1.2.2 Exposé de la problématique et des concepts opératoires	43
1.3 Méthodologie et sources	53
1.3.1 Sources premières.....	53
1.3.2 Méthodologie de recherche	57
1.4 Exposé du plan de thèse.....	66
PARTIE I - LES DROITS HUMAINS ET LA RECONSTRUCTION D'APRÈS-GUERRE (1945-1950)	72
CHAPITRE 2 LES DROITS HUMAINS COMME FONDEMENT DE LA RECONSTRUCTION MONDIALE D'APRÈS-GUERRE	73
2.1 La Deuxième Guerre : la « croisade des droits de l'homme »	78
2.1.1 Liberté, démocratie et droits humains : porte-étendards des pays alliés	78
2.1.2 Un nouvel idéal juridico-moral : la Déclaration universelle des droits de l'homme	83
2.2 « Un grand geste de rectification » : le Congrès juif canadien et la reconstruction du monde post-hitlérien.....	87
2.2.1 Au nom du sacrifice : l'holocauste et la protection des droits des Juifs	88

2.2.2 Entre les droits des individus et les droits des minorités : l'engagement international du CJC	91
2.2.3 Une « Magna Carta pour tous les peuples » : le CJC et la Déclaration universelle des droits de l'homme	96
2.3 « Paix, liberté et justice sociale » : le Congrès canadien du travail et la reconstruction mondiale d'après-guerre.....	98
2.3.1 Socialisme et démocratie : les bases d'une paix durable	100
2.3.2 Les droits humains : fondement de la reconstruction mondiale.....	105
2.3.3 La Déclaration universelle et l'action syndicale sociale-démocrate	107
2.4 La CTCC : les « droits de la personne humaine » comme fondement de la reconstruction de la paix mondiale	112
2.4.1 L'ordre, le bien commun et les droits de la personne humaine	113
2.4.2 L'Organisation internationale du Travail : un parlement modèle?	116
2.4.3 La Confédération internationale des syndicats chrétiens et la promotion internationale des droits de la personne humaine	119
2.5 Une génération sacrifiée : les étudiants francophones montréalais en quête d'une justice universelle.....	125
2.5.1 Une « génération au seuil de la destruction du monde »	126
2.5.2 Une jeunesse universitaire en quête d'universel	130
2.5.3 Le « droit naturel » comme fondement du droit international	132
2.5.4 Un nouvel ordre personnaliste : les droits de la personne humaine	136
Conclusion.....	139

CHAPITRE 3 LES DROITS HUMAINS ET LA RECONSTRUCTION DU CANADA D'APRÈS-GUERRE

3.1 Les droits universels et les régimes constitutionnel, civique et juridique internes au Canada	143
3.1.1 La guerre et les métamorphoses de la citoyenneté	143
3.1.2 Citoyenneté, identité(s), nationalisme(s) et droits universels	146
3.1.3 Les débats constitutionnels et l'adoption d'une charte des droits	150
3.1.4 Un « changement de paradigme » : les libertés civiles et politiques et le droit à l'égalité raciale et religieuse.....	153
3.1.5 Les droits humains, l'État-providence et la citoyenneté sociale	156
3.2 Les débuts de la « phase juive » dans le combat pour les droits humains au Québec	160
3.2.1 La guerre contre le nazisme, le consensus démocratique et la naissance de la citoyenneté canadienne.....	160
3.2.2 Canadianisme et démocratie : les alliances du CJC	167
3.2.3 L'Évangile face aux droits de l'homme : les lois antidiscrimination et la « diplomatie tranquille » au Québec.....	174
3.3 Le Congrès canadien du travail : les droits humains comme fondement de la reconstruction du Canada d'après-guerre.....	178

3.3.1	La rhétorique de guerre, le sacrifice civique et la reconnaissance des droits civiques et humains	179
3.3.2	Les droits humains, les libertés civiles et la lutte antiduplessiste	184
3.3.3	La lutte contre les discriminations raciales et religieuses	188
3.4	La « révolution sociale » : les droits de la personne comme fondement du projet de reconstruction nationale de la CTCC	200
3.4.1	Les libertés civiles : concilier les libertés et l'ordre social	201
3.4.2	Les droits de la personne... ouvrière	204
3.4.3	Le droit à l'égalité raciale et religieuse... des Canadiens français	210
3.4.4	La « révolution sociale » et les droits de la personne humaine	215
3.5	« Descendre de la montagne » : les étudiants de l'Université de Montréal face à la reconstruction nationale d'après-guerre	219
3.5.1	Les libertés civiles de l'étudiant universitaire : la liberté comme prémisses à l'engagement social des carabins	220
3.5.2	Les travailleurs intellectuels face à la « question sociale »	231
3.5.3	Reconstruire le Canada : identité, citoyenneté et constitution	242
	Conclusion	254

PARTIE II – LES DROITS HUMAINS ET LES ORIGINES DE LA RÉVOLUTION TRANQUILLE	258
--	-----

CHAPITRE 4 « LES LIBERTÉS CIVILES : LEUR DISPARITION OU LEUR SURVIE » : LES LUTTES POUR LA RESTAURATION DE LA DÉMOCRATIE ET DES LIBERTÉS CIVILES	266
--	-----

4.1	Du global au local : le mouvement international des droits humains et le combat pour les libertés civiles au Québec	268
4.1.1	L'influence du droit international relatif aux droits de l'homme	268
4.1.2	Les libertés civiles au risque de la guerre froide	269
4.1.3	Les libertés civiles : fondement du régime d'historicité des sociétés démocratiques modernes	271
4.1.4	L'influence du contexte québécois : anticommunisme, cléricisme et nationalisme	273
4.1.5	L'ennemi commun : la « dictature » duplessiste	276
4.2	Au nom de l'ordre ou de la liberté? Le Congrès juif canadien et les limites des libertés civiles en contexte démocratique	279
4.2.1	La « guerre froide juive » : le CJC face à la loi du cadenas	280
4.2.2	Du mauvais usage des libertés : le CJC et la répression des minorités non catholiques au Québec	289
4.2.3	La campagne du CJC pour la criminalisation de la propagande haineuse au Canada	298

4.3	Les libertés civiles, leur survie... : la Fédération des unions industrielles du Québec contre la « dictature » duplessiste.....	314
4.3.1	Les « petites lois du Cadenas » : les bills 19 et 20 et le combat contre la « dictature » duplessiste	316
4.3.2	La Déclaration universelle des droits de l'homme, un programme politique : le <i>Manifeste au peuple du Québec</i>	320
4.3.3	La FUIQ et la contestation judiciaire de la loi du cadenas	324
4.3.4	Les droits de l'homme : arme de combat contre Duplessis	327
4.4	La CTCC, les droits de la personne humaine et le combat contre le régime duplessiste.....	341
4.4.1	Au nom de l'ordre et du bien commun : du bon et du mauvais usage des libertés individuelles.....	342
4.4.2	Les droits de la personne humaine et le combat pour la sauvegarde des droits des travailleurs	348
4.4.3	La droits de l'homme et le programme politique de la CTCC.....	356
4.4.4	Un changement de climat : la CSN et les libertés civiles au début de la Révolution tranquille	365
4.5	Une jeunesse en quête de liberté : les luttes des étudiants de l'Université de Montréal pour les libertés civiles.....	368
4.5.1	Les étudiants de l'Université de Montréal face au mouvement de défense des libertés civiles	369
4.5.2	La lutte contre la censure : un combat pour la reconnaissance des libertés de conscience et d'expression des étudiants.....	383
4.5.3	L'engagement des étudiants dans le mouvement des libertés civiles au tournant des années 1960	396
	Conclusion.....	401
CHAPITRE 5 LE MOUVEMENT EN FAVEUR DU DROIT À L'ÉGALITÉ RACIALE ET RELIGIEUSE AU QUÉBEC		404
5.1	Du global au local : les débats sur le racisme et les droits humains dans la communauté internationale et au Québec.....	407
5.1.1	Le mouvement international des droits humains et la lutte contre le racisme.....	407
5.1.2	« Les préjugés ne s'arrêtent pas à la frontière » : l'influence du combat des Noirs aux États-Unis et en Afrique du Sud.....	409
5.1.3	« Race », langue et religion : le mouvement pour le droit à l'égalité et le schéma des relations interethniques au Québec	412
5.1.4	Le retard législatif du Québec et la persistance de l'« ordre racial libéral »	415
5.2	La « phase juive » au Québec : le Congrès juif canadien et le combat pour le droit à l'égalité raciale et religieuse	419
5.2.1	L'engagement international du CJC et la défense des droits des Juifs à l'extérieur du Canada	420

5.2.2	Canadianisme, citoyenneté civique et pluralisme ethnoculturel	425
5.2.3	Les campagnes juridiques et législatives du CJC au Québec	430
5.3	Solidarité ouvrière et fraternité humaine : les syndicats industriels et la lutte contre la discrimination raciale et religieuse	449
5.3.1	Le droit à l'égalité : fondement de la solidarité ouvrière et de l'unité nationale canadienne	450
5.3.2	Promouvoir les droits humains dans le monde : l'engagement international des militants des syndicats industriels	464
5.3.3	La campagne des syndicats industriels pour l'obtention de lois antidiscrimination au Québec	469
5.4	L'universalité au risque de l'identité : la CTCC et la lutte contre le racisme et la discrimination	483
5.4.1	Une frontière mouvante : la place de l'Autre dans le syndicalisme national et catholique	484
5.4.2	Universalisme et identité : les obstacles à l'engagement de la CTCC dans le combat contre le racisme et la discrimination	493
5.4.3	Adapter la pratique et la philosophie syndicales aux normes nationales et internationales en matière de droits humains	499
5.4.4	Du principe à la pratique : l'engagement local et international de la CTCC-CSN en faveur du droit à l'égalité raciale et religieuse	504
5.5	Du global au local : le combat des étudiants de l'Université de Montréal contre le racisme et la « ségrégation raciale »	510
5.5.1	L'identité au risque du pluralisme : les débats sur les relations interethniques à Montréal et à dans la communauté étudiante	511
5.5.2	L'influence des débats internationaux sur les « races » et des combats des Noirs aux États-Unis et en Afrique du Sud	520
5.5.3	Dans la cour des autres : la ségrégation raciale sur les campus des universités anglophones au Canada	526
5.5.4	« Les métèques grondent dans la Cité » : les étudiants internationaux et le combat contre la ségrégation à Montréal	529
	Conclusion	539
	CONCLUSION	542
	BIBLIOGRAPHIE	554

LISTE DES SIGLES ET ABRÉVIATIONS

<i>AGEUM</i>	Association générale des étudiants de l'Université de Montréal
<i>BIT</i>	Bureau international du Travail
<i>CB</i>	Congress Bulletin
<i>CCC</i>	Conseil canadien du civisme
<i>CCF</i>	Co-Operative Commonwealth Federation
<i>CCM</i>	Conseil de la citoyenneté de Montréal
<i>CCT</i>	Congrès canadien du travail
<i>CFTC</i>	Confédération française des travailleurs chrétiens
<i>CISC</i>	Confédération internationale des syndicats chrétiens
<i>CISL</i>	Confédération internationale des syndicats libres
<i>CJC</i>	Congrès juif canadien
<i>CJM</i>	Congrès juif mondial
<i>CMTC</i>	Conseil des métiers et du travail du Canada
<i>CNTR</i>	Comité national pour la tolérance raciale
<i>CODH</i>	Comité ouvrier des droits de l'homme de Montréal
<i>COJ</i>	Comité ouvrier juif du Canada
<i>CRCC</i>	Comité des relations culturelles au Canada
<i>CRI</i>	Club des relations internationales
<i>CRRH</i>	Centre de recherches en relations humaines
<i>CTCC</i>	Confédération des travailleurs catholiques du Canada
<i>CTCIR</i>	Comité du travail contre l'intolérance raciale de Montréal
<i>DUDH</i>	Déclaration universelle des droits de l'homme
<i>ECOSOC</i>	Conseil économique et social des Nations unies
<i>FPTQ</i>	Fédération provinciale du travail du Québec
<i>FTQ</i>	Fédération des travailleurs du Québec
<i>FUIQ</i>	Fédération des unions industrielles du Québec
<i>FNEUC</i>	Fédération nationale des étudiants universitaires du Canada
<i>JPRC</i>	Joint Public Relations Committee (CJC - B'Nai B'rith)
<i>LAS</i>	Ligue d'action socialiste
<i>LDH</i>	Ligue des droits de l'homme
<i>LJME</i>	Loi canadienne sur les justes méthodes d'emploi
<i>OIT</i>	Organisation internationale du Travail
<i>ONF</i>	Office national du film du Canada
<i>ONU</i>	Organisation des Nations unies
<i>UJPO</i>	United Jewish People Order
<i>PSD</i>	Parti social-démocratique du Canada
<i>PSQ</i>	Parti socialiste du Québec
<i>QL</i>	Le Quartier Latin
<i>ROC</i>	Rapports ouvriers canadiens
<i>SCEP</i>	Société canadienne d'éducation postsecondaire
<i>ULC</i>	Union des libertés civiles de Montréal
<i>UNESCO</i>	Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture

INTRODUCTION

Les années d'après-guerre marquent l'entrée progressive de l'Occident dans l'*ère des droits humains*. Cette interprétation, défendue notamment par Louis Henkin dans *The Age of Rights*¹, est devenue en sciences sociales un véritable paradigme. Elle illustre l'importance que ces droits ont acquise dans nos sociétés depuis leur première inscription dans le droit international à la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Au cours de la décennie 1990, plusieurs analystes ont également adopté cette explication triomphaliste, affirmant que les droits humains sont devenus le langage commun de l'humanité, la lingua franca du monde globalisé, voire le dernier grand récit collectif de nos sociétés contemporaines².

Comme le discours des droits humains lui-même, ces interprétations étaient le produit du contexte historique de leur énonciation. Elles participaient de l'optimisme de l'après-guerre froide, où d'aucuns pouvaient annoncer « la fin de l'histoire » avec le triomphe de la démocratie libérale dans le monde³. Or l'entrée dans le nouveau millénaire a coïncidé avec une série d'événements et de phénomènes mondiaux qui ont remis en cause l'idée d'une avancée inéluctable de nos sociétés vers l'ère des droits. Plusieurs reculs majeurs en matière de protection des droits humains ont effet marqué les deux dernières

¹ Henkin affirme que les droits humains sont désormais « the only political-moral idea that has received universal acceptance. *The Age of Rights*, New-York, Columbia University Press, 1990, p. ix

² Expressions tirées de Bhaskara D. Rao, *World Conference on Human Rights*, New Delhi, Discovery Publishing House, 2003, p. 5.; Kenneth Cmiel, « The recent history of human rights », *The American Historical Review*, vol. 109, no 1, 2004, p. 126; José A. Lindgren Alves, « The Declaration of Human Rights in Postmodernity », *Human Rights Quarterly*, vol. 22, no 2, 2000, p. 489.

³ Francis Fukuyama, *La fin de l'histoire et le dernier homme*, Paris, Flammarion, 1992, 452 p.

décennies, non seulement dans les pays du Sud global, mais également dans l'espace géographique et culturel qui était normalement le terreau de fertilisation et la base de diffusion de cet idéal universel : l'Occident. La mise en place de mesures antiterroristes qui prennent la forme d'un État d'urgence permanent, l'érosion des droits sociaux et la généralisation des mesures d'austérité suite à la crise financière de 2008; le resserrement drastique des frontières nationales face à l'arrivée massive des réfugiés et des personnes déplacées du Sud; la montée en force du néo-populisme et des partis d'extrême droite en Europe et aux États-Unis, l'élection de Donald Trump à la présidence des États-Unis; la montée de l'islamophobie et la multiplication sans précédent des mouvements identitaires et conservateurs opposés à la réalité multiculturelle, à l'immigration et la « société des identités » — voilà autant de phénomènes qui nous rappellent avec brutalité que l'*ère des droits* est également l'ère des reculs et des violations de droits⁴.

Contribuant au déclin de l'optimisme qui avait inspiré les thèses des années 1990 sur l'entrée dans l'*ère des droits*, ces ressacs ont opéré un retour en force de l'histoire. Ils montrent que la progression des droits humains – faite d'avancées et de reculs et tributaire de l'évolution des rapports de pouvoirs comme des contextes sociaux économiques, politiques et culturels – reste en définitive rebelle à toute forme d'interprétation téléologique⁵.

La rédaction de cette thèse s'est faite dans ce contexte paradoxal, marqué à la fois par une adhésion sans précédent, à travers le monde, aux normes du droit international relatif aux droits de l'homme et par la multiplication des entorses à ces droits. Au

⁴ Comme l'affirme Uprenda Baxi : « the Age of Rights is also, at the same time, the Age of Radical Evil » *The Future of Human Rights*, New York, Oxford University Press, 2006 (2e éd.), p. 18. Voir également : Dominique Clément, *Human Rights in Canada : A History*, Waterloo, Ontario, Wilfrid Laurier University Press, 2016, p. 3.

⁵ En 2004, dans l'un des premiers bilans historiographiques de la production mondiale sur l'histoire des droits humains, Kenneth Cmiel remarquait que le triomphalisme qui avait présidé à l'irruption rapide des droits humains dans le champ de la discipline historique était arrivé à son terme : « The optimism that underscored so much of the 1990s writing now appears to be past. », dans : « The Recent History... », p. 135.

Québec, l'histoire récente des droits humains témoigne de l'influence du contexte international. En se dotant d'une charte des droits parmi les plus avancées du genre en Occident⁶, nous avons en effet créé l'un des systèmes de protection des droits humains les plus progressistes au monde. Adoptée en 1975, la Charte québécoise des droits et libertés de la personne est l'un des textes (quasi)constitutionnels les mieux arrimés aux normes du droit international⁷. Cette loi reconnaît non seulement les droits civils et politiques et le droit à l'égalité, mais aussi les droits économiques, sociaux et culturels⁸. S'appliquant aux relations entre l'État et les citoyens autant qu'aux rapports entre les individus, elle est assortie de programmes d'accès à l'égalité et de mécanismes permettant aux personnes victimes d'atteintes à leurs droits d'intenter des poursuites civiles et des recours devant la Commission et le Tribunal des droits de la personne⁹.

Comme c'est le cas ailleurs dans monde occidental, la situation qui prévaut au Québec depuis le début des années 2000 est cependant marquée par plusieurs reculs manifestes en matière de droits humains, tant sur les plans juridique et social qu'idéologique. Dans la foulée de la Loi sur le terrorisme de 2001, le gouvernement du Canada a en effet mis sur pied une série de mesures de contrôle, de surveillance et d'échanges de renseignements qui – en plus de cibler de manière discriminatoire les ressortissants de certains pays et de favoriser le profilage des membres de la communauté arabo-musulmane – portent atteinte à plusieurs droits fondamentaux depuis longtemps considérés comme le socle de la démocratie libérale dans ce pays : les droits juridiques,

⁶ Jacques-Yvan Morin, « Pour une nouvelle Constitution du Québec », *McGill Law Journal*, vol. 30, no 171, 1985, p. 174, cité dans : Pierre Bosset (dir.), *Après 25 ans : la Charte québécoise des droits et libertés de la personne. Volume I : Bilan et recommandations*, Montréal, Commission des droits de la personne et de la jeunesse, 2003, p. 10.

⁷ André Morel, « La Charte québécoise : un document unique dans l'histoire législative canadienne », *La Revue juridique Thémis*, vol. 21, no 1, 1987, p. 1-23.

⁸ Considérant la non-juridicité de ces droits, Pierre Bosset remarque cependant à juste titre que les droits économiques, sociaux et culturels sont les « parents pauvres » de ce document. Voir : « Les droits économiques et sociaux : parents pauvres de la Charte québécoise? », *Revue du Barreau canadien*, vol. 75, 1996, p. 583-603.

⁹ Pour une description détaillée du « caractère unique » de la Charte québécoise et des mécanismes de protection des droits humains, consulter : Pierre Bosset (dir.), *Après 25 ans...*, p. 6-10.

le droit à la vie privée ainsi que les libertés de conscience, d'expression et d'association¹⁰. Les politiques d'austérité amorcées par le gouvernement provincial au lendemain de la crise financière de 2008 ont également contribué à fragiliser plusieurs droits économiques, sociaux et culturels jusque-là conçus comme le fondement du « modèle québécois » créé pendant les trente glorieuses, cette période qui apparaît aujourd'hui comme l'âge d'or de l'État-providence¹¹. Comme ailleurs en Occident, le Québec est également le théâtre d'une montée en force des mouvements de la droite extrême, identitaire et néopopuliste, qui s'incarne notamment dans l'éclosion de groupuscules ouvertement islamophobes, xénophobes et anti-immigration, dont La Meute, les Soldats d'Odin, Pegida Québec, Table Rase, Atalante-Québec, les III% et la Fédération des Québécois de souche¹².

L'actualité des dernières années au Québec montre par ailleurs que les débats sur les droits humains restent fortement tributaires du contexte local. En effet, la remise en cause de ces droits prend une coloration particulière dans cette province, où les enjeux associés aux droits individuels et aux droits des minorités sont dans une large mesure structurés par les débats sur la question nationale et sur les droits constitutionnels et collectifs des Québécois. Depuis plus de trois décennies, bon nombre de critiques formulées à propos des droits de la personne au Québec sont énoncées par les

¹⁰ Voir à ce sujet : Dominique Peschard, « Douze ans de lutte contre les mesures antiterroristes », dans : Martine Eloy, Nicole Fillion, P.-E. Rainville et al. (dir.), *Au cœur des luttes (1963-2013). La Ligue des droits et libertés, 50 ans d'action*, Montréal, LDL, 2013, p. 76-78; Pascal Dominique-Legault, *Le projet de loi antiterroriste canadien: Gouvernance sécuritaire et droits de l'homme*, mémoire (criminologie), Université d'Ottawa, 2009, 273 p. Ces mesures s'inscrivaient plus largement dans ce que David Sanschagrin a appelé la « contre-révolution des droits » initiée par le gouvernement conservateur de Stephen Harper. Voir : *Les juges contre le Parlement? La conscience politique de l'Ouest et la contre-révolution des droits au Canada*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2015, 188 p.

¹¹ Pour une analyse des conséquences de l'effritement de l'État-providence sur les droits économiques, sociaux et culturels, voir : Ligue des droits et libertés, *Rapport sur l'état des droits humains au Québec et au Canada*, Montréal, LDL, juin 2013, p. 9-32.

¹² Maryse Potvin et Frédérick Nadeau, « L'extrême-droite au Québec : une menace réelle? », *Relations*, no 791, 2017, p. 12-13; « Des groupuscules québécois d'extrême droite sortent de l'ombre », *Le Devoir*, 19 juillet 2017; Michel Nestor, « Retour vers le passé : portrait de l'extrême-droite au Québec », *Revue francophone de la NEFAC* [En ligne], www.nefac.net

représentants de courants nationalistes. Ils dénoncent le « chartisme » et le « droit-de-l'homme » qui soutiennent à leurs yeux l'« idéologie multiculturaliste »¹³. Plusieurs intellectuels engagés s'inquiètent en effet des menaces que le modèle multiculturel canadien fait peser sur le Québec¹⁴. Les accusations de chartisme et de droit-de-l'homme viennent aussi de nationalistes progressistes ou sociodémocrates pour qui le modèle canadien est une « une machine de guerre individualiste contre les droits collectifs » des Québécois¹⁵.

Depuis 1984, plusieurs jugements rendus par la Cour suprême du Canada ont invalidé certaines dispositions de la Charte de la langue française (Loi 101). Ils ont alimenté ce faisant la perception selon laquelle la charte canadienne constitue une menace pour la souveraineté politique du Québec et pour la préservation des droits culturels et linguistiques des francophones de cette province¹⁶. Les débats explosifs sur la laïcité qui ont enflammé le Québec au moment de la « crise des accommodements raisonnables » de 2007 et des débats sur le projet de charte des valeurs de 2012 ont eux aussi donné lieu

¹³ Les exemples de ces thèses sont évidemment trop nombreux pour en proposer une liste exhaustive. Voir la section « Une critique des Chartes de droits », dans : Joëlle Quérin, « La logique du nationalisme conservateur », dans : Micheline Labelle, Rachad Antonius et Pierre Toussaint (dir.), *Les nationalismes québécois face à la diversité ethnoculturelle*, Actes du colloque annuel de la Chaire de recherche en immigration, ethnicité et citoyenneté, Montréal, Éditions de l'IEIM, 2^e édition, 2014, p. 86-88.

¹⁴ Chedly Belkhodja et Christophe Traisnel, « Une communauté nationale assiégée? Le constat des « nouveaux penseurs de sensibilité conservatrice en France et au Québec », dans : Jocelyne Couture Micheline Labelle, Frank W. Remiggi (dir.), *La communauté politique en question : regards croisés sur l'immigration, la citoyenneté, la diversité et le pouvoir*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2012, p. 121-144; Jean-Marc Pottle et Jean-Pierre Couture, *Les nouveaux visages du nationalisme conservateur au Québec*, Montréal, Québec Amérique, 2012, 171 p. Citation tirée de Mathieu Bock-Côté, « Le multiculturalisme d'État et l'idéologie antidiscriminatoire », *Recherches sociographiques*, vol. 50, no 2, 2009, p. 355.

¹⁵ Citation d'Éric Martin, tirée de Louis Cornélius, « Penser un souverainisme de gauche », *Le Devoir*, 25 novembre 2017. Voir : Éric Martin, *Un pays en commun. Socialisme et indépendance au Québec*, Montréal, Les Éditions Écosociété, 2017, 272 p. Pour la généalogie des critiques des « droits de l'homme », de gauche comme de droite, consulter : Justice Lacroix et Jean-Yves Pranchère (dir.), *Le Procès des droits de l'homme. Généalogie du scepticisme démocratique*, Paris, Éd. du Seuil, 2017, 350 p.

¹⁶ Cette interprétation de la Charte canadienne comme menace à l'autonomie des institutions québécoises en matière linguistique ou, plus largement, pour le fait français a récemment été remise en cause par Frédéric Bérard. Voir : *Charte canadienne et droits linguistiques: Pour en finir avec les mythes*, Montréal, Les Presse de l'Université de Montréal, 2017, 386 p.

à plusieurs dénonciations de l'« utilisation abusive des chartes » par les immigrants, de la « bienveillance » des tribunaux à l'égard des revendications de droits des minorités et de « l'effet corrosif des chartes » sur la judiciarisation des rapports sociaux au Canada¹⁷. Plus récemment, en 2017, les réactions épidermiques d'une partie importante de la population et de la classe politique québécoises à l'annonce de la mise sur pied d'une Commission d'enquête sur le racisme et la discrimination systémique¹⁸ ont également mis en évidence le rapport complexe que plusieurs Québécois d'origine canadienne-française entretiennent à l'égard des enjeux touchant le racisme, la discrimination et l'intégration des immigrants et des minorités. En effet, cette démarche a été dénoncée par plusieurs comme une forme de procès, prolongement des accusations d'intolérance habituellement portées contre les nationalistes, alors que ces derniers considèrent être eux-mêmes la cible des préjugés, voire du racisme et du colonialisme des Canadiens anglais¹⁹.

En somme, étudier l'histoire des droits humains au Québec dans les deux décennies qui suivent l'inscription de ces droits au cœur des principes de gouvernance et du droit international, c'est non seulement se confronter à plusieurs débats d'actualité, mais aussi à des enjeux mémoriels importants. Ces enjeux tiennent notamment à l'intégration d'une société historiquement confrontée à l'enjeu fondamental de la préservation de ses particularités ethniques, religieuses, linguistiques et culturelles dans une trame historique

¹⁷ Gérard Bouchard et Charles Taylor, *Fonder l'avenir. Le temps de la conciliation. Rapport de la Commission de consultation sur les pratiques d'accommodement reliées aux différences culturelles*, Québec, 2008, p. 33, 67 et 106.

¹⁸ « Consultation sur le racisme et la discrimination systémique », *Communiqué émis par le ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion*, 21 mars 2017 [En ligne], <http://www.midi.gouv.qc.ca/fr/presse/communiqués/com20170321.html>

¹⁹ Voir : Mathieu Bock-Côté, « Le procès des Québécois », *Le Journal de Montréal*, 16 août 2017; Julien David-Pelletier, « Ceci n'est pas un procès », *L'Actualité*, 11 septembre 2017; Robert Laplante, « Éditorial - Coupables d'exister », *L'Action Nationale*, octobre 2017; Robert Dutrisac, « Commission sur le racisme: sortie de secours », *Le Devoir*, 10 octobre 2017. Devant le tollé de protestations, le Conseil des ministres a décidé de changer le mandat de cette commission, qui prend désormais le nom de *Forum sur la valorisation de la diversité et la lutte contre la discrimination*. Voir : « La consultation sur la discrimination systémique change de nom et de mandat », *La Presse*, 18 octobre 2017.

étroitement associée au modèle canadien du multiculturalisme. C'est ce qui explique selon nous l'important décalage qui existe entre la production sur l'histoire des droits humains au Québec et celle dans le reste du Canada, où le multiculturalisme et la charte des droits sont considérés comme des éléments fondamentaux de l'identité nationale²⁰.

Partant des spécificités du Québec et des acquis d'une littérature internationale et canadienne en pleine expansion depuis le tournant des années 2000, nous avons décidé de consacrer notre travail à une période cruciale du processus d'entrée dans l'*ère des droits*, celle qui va de la fin de la Deuxième Guerre mondiale au début des années 1960. Le contexte spécifique du Québec et les apports théoriques de l'historiographie canadienne et internationale récente nous ont également conduits à nous intéresser à l'histoire des individus et des groupes qui ont milité pour leur reconnaissance effective dans la période d'après-guerre.

Notre thèse porte sur l'histoire du militantisme en faveur des droits humains au Québec, de la fin de la Deuxième Guerre mondiale aux premières années de la Révolution tranquille. Elle s'appuie sur une analyse comparative des discours et des revendications portés par quatre organisations issues du mouvement syndical (la Fédération des travailleurs du Québec et la Confédération des travailleurs catholiques du Canada), de la communauté juive (le Congrès juif canadien) et du mouvement étudiant francophone montréalais (l'Association générale des étudiants de l'Université de Montréal). Nous nous intéressons à la fois à l'influence du mouvement international des droits humains de l'après-guerre et à celle du contexte québécois sur l'évolution de ces groupes. Ce travail met à jour les similitudes et les spécificités des trajectoires de ces organisations, de même que l'étendue de leurs réseaux d'alliances. Il montre que dans les deux décennies suivant la Seconde Guerre mondiale le discours des droits humains

²⁰ Voir « La "human rights history" au Canada » et « L'histoire des droits humains au Québec : un champ de recherche en friche », dans la section historiographie du chapitre 1.

s'est érigé comme un important instrument de mobilisation, de contestation et de changement social pour plusieurs des principaux acteurs de la société civile québécoise.

CHAPITRE 1

PROBLÉMATIQUE ET CADRE THÉORIQUE

Notre problématique est fortement influencée par l'imposante littérature sur l'histoire des droits humains qui s'est développée à l'échelle mondiale depuis le début des années 1990. Ainsi, avant d'expliquer notre cadre théorique et le choix des organisations que nous avons retenues, nous présenterons dans les pages qui suivent les principaux travaux qui nous ont conduit à nous intéresser aux acteurs non gouvernementaux qui ont milité en faveur des droits de l'homme, à adopter une approche fondée sur la dialectique globale-locale et à nous pencher sur le cas spécifique du Québec des années d'après-guerre. Nous ferons d'abord un survol des nombreux travaux qui se sont intéressés à l'histoire du mouvement international des droits humains dans la période que nous étudions. Dans un deuxième temps, nous mettrons en évidence l'influence qu'a eue le courant canadien de la *human rights history* sur la construction de notre objet d'étude et le choix des groupes que nous avons étudiés. Nous soulignerons principalement les travaux qui se sont intéressés aux discours, aux revendications et aux stratégies des acteurs de la société civile, des années 1930 jusqu'à l'adoption de la Déclaration canadienne des droits de 1960. Nous terminerons cette section historiographique en mettant en lumière l'absence presque complète d'études portant sur l'histoire du mouvement social des droits humains au Québec, au cours de la période qui va de la Deuxième Guerre mondiale aux premiers débats juridiques sur l'adoption d'une charte des droits provinciale, au début des années 1960.

1.1 Bilan historiographique

1.1.1 L'entrée dans l'ère des droits : genèse et interprétations

Les facteurs qui expliquent le passage contemporain vers l'ère des droits, au cours du second XX^e siècle, sont évidemment complexes et multiformes. Longtemps demeurées l'apanage presque exclusif des philosophes, des politicologues et des juristes, les interprétations permettant d'expliquer cette transition historique portent la marque d'une tradition scientifique qui a d'abord privilégié les approches de l'histoire des idées, de la philosophie, des relations internationales et des institutions juridiques et politiques. Comme le souligne Kenneth Cmiel, les historiens n'ont vraiment repris cette question qu'à partir des années 1990²¹. Cet objet d'étude a depuis acquis une importance telle dans la production historique que l'ex-présidente de l'*American Historical Association*, Linda K. Kerber, affirmait en 2006 : « We are all becoming historians of human rights.²² » Comme le rappelle avec justesse Samuel Moyn, cette irruption des droits humains dans le champ de la discipline historique tient moins à la centralité de ces droits dans l'histoire elle-même qu'à l'actualité de cette question dans les débats qui agitent la communauté mondiale depuis deux décennies²³. Notre thèse participe à l'évidence de cet engouement, qui relève du phénomène de l'historicité des questions historiques²⁴. Nous chercherons toutefois à éviter la tendance lourde identifiée par Moyn : celle qui consiste à exagérer l'importance de l'évolution des droits humains dans l'après-guerre pour mettre à jour la filiation historique qui lie cette période à l'avènement de la véritable « révolution des droits » des années 1970. Dans *The Last Utopia*, Moyn a opéré une forme de révisionnisme salutaire, en démontrant que l'entrée dans l'ère des droits s'est faite principalement à partir des années 1970 avec le déclin graduel des autres

²¹ Kenneth Cmiel, « The recent history... », p. 118-119.

²² Linda Kerber, « We are all historians of human rights », *Perspectives Online*, vol. 44, 2007, 12 p.

²³ Samuel Moyn, *Human Rights and the Uses of History*, Brooklyn, NY, Verso, 2014, 155 p.

²⁴ Antoine Prost, *Douze leçons sur l'histoire*, Paris, Seuil, 1996, p. 90.

utopies que sont à ses yeux la décolonisation et le communisme²⁵. Cette analyse métapolitique ne doit pas pour autant nous conduire à sous-estimer l'impact déterminant de la Deuxième Guerre mondiale dans la genèse du mouvement international des droits humains. Les années 1940 à 1960 sont en effet sur ce plan le théâtre de transformations majeures, que les chercheurs en sciences humaines et sociales ont mises en lumière au cours des trois dernières décennies.

Ainsi que l'ont montré plusieurs historiens, la notion de « droits de l'homme », en dépit de son ancienneté²⁶, ne s'est imposée en droit international qu'à partir de l'inscription de ces droits dans la Déclaration des Nations Unies (1942), dans la Charte de l'ONU (1945) et, surtout, dans la Déclaration universelle des droits de l'homme (1948) ainsi que dans les autres conventions et déclarations adoptées par l'ONU et ses agences spécialisées dans l'immédiat après-guerre²⁷. En dépit de son caractère purement déclaratoire et de l'absence de mécanismes de coercition envers les États signataires, la Déclaration universelle des droits de l'homme (DUDH) constitue une rupture majeure sur les plans symbolique et politique. Elle est adoptée par l'Assemblée générale de l'ONU le 10 décembre 1948 à Paris, par 48 voix contre 8 abstentions (Afrique du Sud, Arabie Saoudite et six pays du Bloc soviétique). Elle reconnaît pour l'essentiel les droits civils et politiques et le principe formel du droit à l'égalité et à la non-discrimination qui fondent la conception libérale classique des droits de l'homme héritée des grandes révolutions des XVII^e et XVIII^e siècles; mais elle affirme aussi le caractère universel des

²⁵ Samuel Moyn, *The Last Utopia: Human Rights in History*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 2012, 337 p.; Samuel Moyn et Jan Eckel, *The Breakthrough: Human Rights in the 1970s*, University of Pennsylvania Press, 2013, 352 p.

²⁶ Pour un aperçu de l'évolution de ce concept à l'époque pré-moderne, voir : Jack Donnelly, *Universal Human Rights in Theory and Practice*, Ithaca, Cornell University Press, 2013, 296 p.; Micheline Ishay, *The History of Human Rights: From Ancient Times to the Globalization Era*, Berkeley, University of California Press, 2004, 450 p.

²⁷ A. Iriye et P. Goedde, « Introduction : Human Rights as History », dans : Petra Goedde, Akira Iriye et William I. Hitchcock (dir.), *The Human Rights Revolution: An International History*, New York, Oxford University Press, 2012, p. 3-26; William Korey, *NGOs and the Universal Declaration of Human Rights: a curious grapevine*, Palgrave, 2001, p. 29; Thomas Buergenthal, « The Evolving International Human Rights System », *American Journal of International Law*, vol. 100, no 4, 2006, p. 783-807.

droits économiques, sociaux et culturels²⁸. En érigeant les droits de l'homme au rang de « l'idéal commun à atteindre par tous les peuples et toutes les nations²⁹ », la DUDH a de fait révolutionné les droits humains³⁰. Elle a contribué à faire de ces droits une nouvelle norme à partir de laquelle les citoyens et la communauté internationale allaient désormais juger des politiques internes des États³¹. Notre étude permettra de vérifier dans quelle mesure la DUDH et les autres documents fondateurs du droit international adoptés entre les années 1940 et le début des années 1960³² ont été mobilisés par les acteurs que nous étudions pour dénoncer le décalage entre l'adhésion formelle du Canada à ces normes et la réalité concrète des violations de droits au Québec au cours de cette période.

Le développement du droit international relatif aux droits de l'homme a également eu un impact déterminant sur l'évolution du droit interne de plusieurs pays qui, après la guerre, ont inscrit les droits humains au cœur de leur régime constitutionnel, sous forme de déclarations, de chartes ou de lois fondamentales³³. Ces principes ont par ailleurs été

²⁸ Pour le contenu de la DUDH et une analyse détaillée de chacun de ses articles, consulter : Johannes Morsink, *The Universal Declaration of Human Rights: Origins, Drafting, and Intent*, Philadelphia, University of Pennsylvania Press, 1999, p. 331-336.

²⁹ Préambule la Déclaration universelle des droits de l'homme. Assemblée générale des Nations-Unies, Résolution 217 (III), adoptée le 10 décembre 1948.

³⁰ Petra Goedde, William I. Hitchcock et Kira Iriye, *The Human Rights Revolution...*, p. 133.

³¹ Jack Donnelly, « The Social Construction of International human rights », dans Nicholas J. Wheeler et Tim Dunne (dir.), *Human Rights in Global Politics*, Cambridge University Press, 1999, 227 p. 73.

³² Avant l'adoption, en 1966, des deux Pactes internationaux relatifs aux droits civils et politiques et aux droits économiques, sociaux et culturels, l'ONU et ses institutions spécialisées adoptent plusieurs déclarations et conventions qui visent à mieux définir, circonscrire et protéger certaines catégories de droits et de populations. Elles concernent notamment la prévention du crime de génocide (1948), la liberté syndicale (1948), le droit d'organisation et de négociation collective (1948), le statut des réfugiés (1951), l'égalité de rémunération (1951), les droits politiques de la femme (1953), le statut des apatrides (1954), la discrimination en emploi (1958), les droits de l'enfant (1959) et l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (1963).

³³ Pour la liste des États qui ont inscrit les droits humains dans leur constitution interne, voir notamment : Peter N. Stearns, *Human Rights in World History*, New York, Routledge, 2012, p. 128-131. Voir également : Thomas Pegram, « Diffusion Across Political Systems : The Global Spread of National Human Rights Institutions », *Human Rights Quarterly*, vol. 32, no 3, 2010, p. 729-760; Thomas Risse et Kathryn Sikkink, « The Socialization of International Human Rights Norms into Domestic Practices »,

intégrés dans la jurisprudence et dans le droit privé de plusieurs États, contribuant ainsi inscrire les droits humains dans les mécanismes de régulation des rapports entre les États et leurs citoyens, et des rapports entre les citoyens eux-mêmes³⁴. Ainsi au Canada, dans l'après-guerre, l'évolution des lois et de la jurisprudence en matière de protection des droits humains atteste de l'influence majeure des normes onusiennes, non seulement sur l'évolution de la philosophie du droit, mais aussi sur les revendications des acteurs non gouvernementaux qui – comme nous le verrons plus bas – jouent un rôle important dans ces évolutions.

Plusieurs historiens ont par ailleurs mis l'accent sur le rôle crucial joué par des hommes et des femmes politiques, de même que par des philosophes, juristes et militants de tous horizons qui ont cherché, pendant et après la guerre, à faire triompher une certaine conception du Bien, dans un combat à forte dimension morale contre le Mal incarné par la barbarie du régime hitlérien³⁵. Nous voulons déterminer si certains de ces « grands visionnaires » des années 1930 et 1940 – parmi lesquels Eleanor Roosevelt, H.G. Wells, René Cassin, John Humphrey, Jacques Maritain et d'autres – exercent une influence sur la pensée, les discours et la pratique des acteurs que nous étudions³⁶.

dans Stephen C. Ropp, Thomas Risse et Kathryn Sikkink (dir.), *The Power of Human Rights : International Norms and Domestic Change*, New York, Cambridge University Press, 1999, p. 1-38.

³⁴ Pour un aperçu des travaux traitant de cette question, voir Ispeth Reid et Daniel Visser, *Private Law and Human Rights: Bringing Rights Home in Scotland and South Africa*, Edinburgh, Edinburgh University Press, 2013, p. 12-36.

³⁵ Come l'affirme Donnely, l'aspect hautement moral de la Deuxième Guerre est largement à l'origine des idées nouvelles de droits humains, de même que la prise en cause de l'holocauste : « Beyond self-interested propaganda, there was a genuine belief that the war, particularly against Hitler's Germany, was a struggle not only against material danger but also against a moral evil that arose from the systemic violation of human rights. [...] Only as victory was achieved, and the true horrors of the Holocaust became widely known and acknowledged, did human rights become a central concern. », dans : « The Social Construction of International Human Rights », dans Nicholas J. Wheeler et Tim Dunne (dir.), *Human Rights in Global...*, p. 72.

³⁶ Paul G. Lauren, *The Evolution of International Human Rights: Visions Seen*, University of Pennsylvania Press, 2011, p. 1-42; Christopher N. J. Roberts, *The Contentious History of the International Bill of Human Rights*, *The Contentious History of the International Bill of Human Rights*, Cambridge University Press, 2014, p. 54 et suiv.; Mary Ann Glendon, *A World Made New: Eleanor Roosevelt and the Universal Declaration of Human Rights*, New York, Random House, 2002, 333 p.; Jan Herman Burgers, « The Road

S'appuyant sur les thèses de la « mondialisation par le bas », plusieurs travaux récents ont remis en cause des interprétations qu'ils jugent élitistes, désincarnées, voire fondées sur une forme de fétichisme légal et institutionnel, pour privilégier l'étude des mouvements sociaux, de leurs *praxis*, de leur(s) identité(s) et de leurs luttes de pouvoir³⁷. Ils ont mis en lumière le rôle que des organisations non gouvernementales locales et internationales ont joué, dès 1945, dans les débats qui ont conduit à la création de l'ONU et à la mise sur pied du droit international relatif aux droits de l'homme³⁸. Ces travaux ont d'abord démontré que le projet d'inscrire les droits de l'homme au cœur des principes de la gouvernance mondiale et du droit international d'après-guerre a été dans une large mesure porté par des organisations non gouvernementales locales, en particulier américaines³⁹. Lors de la Conférence de San Francisco, au cours de laquelle a été signée la Charte des Nations Unies, la principale victoire des ONG a été l'inscription dans ce texte d'un article leur permettant d'obtenir un « statut consultatif » auprès du Conseil économique et social de l'ONU (ECOSOC)⁴⁰. Au moment de l'adoption de la DUDH en 1948, quarante-huit organisations ont ainsi obtenu un statut consultatif de

to San Francisco : The Revival of the Human Rights Idea in The Twentieth Century », *Human Rights Quarterly*, vol. 14, no 4, 1992, p. 447-477.

³⁷ Neil Stammers, *Human Rights and Social Movements*, New York, Pluto Press, 2009, 286 p.

³⁸ Puran Chandra, *NGOs and Human Rights Activism*, New Delhi, Forward Books, 2011, p. 5.

³⁹ Voir notamment : William Korey, *NGOs and the Universal Declaration of Human Rights: a Curious Grapevine*, New York, Palgrave, 2001, p. 29-30; Jan Herman Burgers, « The road to San Francisco... », p. 476-477; Puran Chandra, *NGOs and Human rights...*, p. 1-2

⁴⁰ En effet, l'article 71 de la Charte des Nations Unies stipule : « Le Conseil économique et social peut prendre toutes dispositions utiles pour consulter les organisations non gouvernementales qui s'occupent de questions relevant de sa compétence. » Voir : *La Charte des Nations Unies, Chapitre X - Conseil Économique et Social, art. 71*. [en ligne] : <http://www.un.org/fr/sections/un-charter/> Ces ONG peuvent être nationales ou locales. À noter que l'ECOSOC est chargée d'assurer la coordination des 14 agences spécialisées, des neuf commissions fonctionnelles et 5 commissions régionales. Elle est l'instance la plus importante de l'ONU, tant sur le plan des ressources humaines que financières. Voir à ce sujet : Chadwick F. Alger, *The United Nations System: A Reference Handbook*, Santa Barbara, Calif, ABC-CLIO, 2006, p. 19-21. Sur les ONG reconnues par l'ECOSOC et leur nature, voir : Peter Willetts (dir.), *The Conscience of the World: The Influence of Non-governmental Organisations in the UN System*, Washington, D.C., Brookings Institution, 1996, p. 31 et suiv. Pour une critique de la thèse concernant l'origine de l'article 27 de la Charte, consulter : Rachel Brett, « The role and limits of human rights NGOs at the United Nations », *Political studies*, vol. 43, no 1, 1995, p. 99.

l'ECOSOC : elles seront plus de 500 deux décennies plus tard⁴¹. Divisées en trois catégories, ces organisations représentent pour l'essentiel le mouvement syndical, des organismes religieux, des associations féminines, des mouvements de jeunesse et des associations professionnelles⁴². Les historiens s'entendent pour affirmer qu'après la guerre ces groupes ont joué un rôle déterminant dans l'établissement des normes (« standard-setting ») et dans la mise en lumière des entorses aux droits humains (« fact-finding ») à l'échelle internationale⁴³.

La mise en place de ce mécanisme de consultation auprès des acteurs non gouvernementaux est d'une importance cruciale pour notre étude. En effet, les quatre organisations que nous étudions, soit le Congrès juif canadien, la Fédération des unions industrielles du Québec, la Confédération des travailleurs catholiques du Canada et l'Association générale des étudiants de l'Université de Montréal, sont également membres d'ONG internationaux qui ont obtenu ce statut dans l'immédiat après-guerre, tels le Congrès juif mondial, la Confédération internationale des syndicats libres, la Confédération internationale des syndicats chrétiens et Pax Romana⁴⁴. Nous étudierons leur participation à ces organisations internationales. Nous évaluerons également le rôle de ces dernières comme courroies de transmission, voire comme lieux d'engagement direct dans les débats mondiaux sur la codification et la mise en œuvre des droits humains.

⁴¹ Elles sont 41 en 1948, 500 en 1968 et 1000 en 1992. William Korey, *NGOs and the Universal...*, p. 3. Sur le processus de reconnaissance des ONG par l'ONU, voir également : Puran Chandra, *NGOs and Human rights...*, p. 136 et suiv.

⁴² Nora McKeon, *The United Nations and Civil Society: Legitimizing Global Governance – Whose Voice?*, Zed Books, 2013, p. 8-9. Pour une description de la place des ONG dans le système onusien, consulter : Kerstin Martens, *NGO's and the United Nations: Institutionalization, Professionalization and Adaptation*, New York, Palgrave Macmillan, 2005, p. 16-32.

⁴³ Voir à ce sujet : William Korey, *NGOs and the Universal...*, p. 3; Rachel Brett, « The Role and Limits of Human Rights NGOs at the United Nations », *Political studies*, vol. 43, no 1, 1995, p. 100 et suiv.

⁴⁴ ECOSOC, *Liste officielle de toutes les ONG dotées du statut consultatif auprès de l'ECOSOC*, 1^{er} septembre 2016, 152 p. [En ligne], <http://undocs.org/E/2016/INF/5>

La littérature qui traite du rôle des ONG (locales et internationales) dans l'évolution de la gouvernance mondiale et du droit international est trop vaste pour que nous puissions en rendre compte ici. Nous devons souligner néanmoins que les ONG ont été parmi les principaux agents de mise en pratique des normes internationales des droits humains⁴⁵. Selon le spécialiste de cette question, William Korey, ce sont les ONG (nationales et internationales) qui ont contribué à faire reconnaître dans la pratique les principes abstraits inscrits dans la Déclaration universelle des droits de l'homme⁴⁶. Ces interprétations confirment ainsi la pertinence de l'approche que nous avons choisie, centrée sur l'étude des acteurs non gouvernementaux et sur l'analyse des dynamiques locales-globales encouragées par la reconnaissance des ONG dans les structures de l'ONU et de ses agences spécialisées.

Au cours de la période que nous étudions, le passage des normes internationales à la pratique des droits humains s'incarne dans des campagnes internationales visant à soutenir les luttes locales pour la reconnaissance de ces droits dans différentes parties du monde. Dans les années 1950 et 1960 déjà, certains mouvements transnationaux, dont quelques-uns se transposent dans les débats qui ont cours à l'ONU, ont un impact déterminant sur l'évolution de la culture des droits humains dans le monde. Le mouvement de condamnation des entorses faites aux droits des minorités religieuses dans l'empire soviétique, la campagne internationale de contestation du régime d'Apartheid en Afrique du Sud, le mouvement de solidarité internationale en faveur du combat des Afro-Américains pour leurs droits civiques ou à l'appui des luttes anticoloniales de plusieurs nations du Sud global constituent autant de catalyseurs de

⁴⁵ Voir également Alejandro Colás, *International Civil Society: Social Movements in World Politics*, Malden, MA Blackwell Publishers, 2002, 219 p.; G. Cohen-Jonathan et J. F. Flauss (dir.), *Les Organisations non gouvernementales et le droit international des droits de l'homme*, Bruxelles, Bruylant, 2005, 258 p.; Sara Guillet, *Nous, peuples des Nations Unies. L'action des ONG au sein du système de protection internationale des droits de l'homme*, Paris, Mont-chrestien, 1995, 179 p.

⁴⁶ William Korey, *NGOs and the Universal...*, p. 2. L'un des rédacteurs de la DUDH, René Cassin, a également affirmé, au sujet des ONG présentes à l'ONU : « They were the first to make widely known through official channels, the principles of the Universal Declaration of human rights to uninformed individuals. » René Cassin (Paris, 1968), cité dans : Puran Chandra, *NGOs and Human rights...*, 2011, p. 4.

l'éclosion d'une forme embryonnaire de « conscience civique mondialisée⁴⁷ ». Nous chercherons à déterminer dans quelle mesure les acteurs que nous étudions sont influencés par ces manifestations précoces de transnationalisation des luttes pour les droits humains et s'ils y participent.

Enfin, depuis le tournant des années 2000, plusieurs chercheurs ont étudié les façons dont le discours international des droits humains a été mobilisé dans l'après-guerre par des groupes et des mouvements sociaux militants pour la reconnaissance de ces droits dans différentes parties du monde⁴⁸. À l'instar de Jane K. Cowen et comme nous nous apprêtons à le faire⁴⁹, ils se sont interrogés sur la manière dont les acteurs sociaux ont transplanté, traduit, réinterprété, voire dans certains cas contesté, l'idiome universel des droits humains dans le cadre de leurs luttes menées à l'échelle locale⁵⁰. L'essentiel de notre cadre théorique s'appuie sur ces travaux, qui ont contribué à opérer un double retour, vers le local et vers l'agentivité des acteurs sociaux⁵¹. Nous ne pouvons rendre

⁴⁷ Håkan Thörn, *Anti-Apartheid and the Emergence of a Global Civil Society*, New York Palgrave Macmillan, 2006, p.6 et suiv.; William Korey, *NGOs and the Universal...*, p. 97-98; Rob Skinner, *The Foundations of Anti-Apartheid: Liberal Humanitarians and Transnational Activists in Britain and the United States, c.1919-64*, New York, Palgrave Macmillan, 2010, p. 157-170; John S. Saul, *On Building a Social Movement : The North American Campaign for Southern African Liberation Revisited*, Trenton, Africa World Press, 2016, 298 p.; Murray Friedman et Albert D. Chernin, *A Second Exodus: The American Movement to Free Soviet Jews*, London, University Press of New England, 1999, 265 p.; Penny M. V. Eschen, *Race against Empire: Black Americans and Anticolonialism, 1937-1957*, London, Cornell University Press, 2014, 259 p.

⁴⁸ Voir : Chris Moores, *Civil Liberties and Human Rights in Twentieth-Century Britain*, New York, Cambridge University Press, 2017, 344 p.; Catherine Albisa et Martha F. Davis Cynthia Soohoo, *Bringing Human Rights Home*, Westport, Conn., Greenwood Pub Group, 2007, vol. 2-3; Lora Wildenthal, *The Language of Human Rights in West Germany*, Philadelphia, Penn., University of Pennsylvania Press, 2012, 288 p.; Carol Elaine Anderson, *Eyes off the Prize: The United Nations and the African American Struggle for Human Rights, 1944-1955*, New York, Cambridge University Press, 2003, 302 p.

⁴⁹ Jane K. Cowen, « Culture and Rights after Culture and Rights », dans Mark Goodale (dir.), *Human Rights: An Anthropological Reader*, Malden, MA, Wiley-Blackwell, 2009, p. 305.

⁵⁰ Trois ouvrages collectifs exposent ces approches théoriques, qui sont cependant appuyées sur des études de cas plus contemporains : Richard A. Wilson, *Human Rights, Culture and Context : Anthropological Perspectives*, London, Chicago, Pluto Press, 1997, 227 p.; Mark Goodale (dir.), *Human Rights: An Anthropological...*, 2009, 406 p.; J.K. Cowan, M.B. Dembour, et R.A. Wilson (dir.), *Culture and Rights: Anthropological Perspectives*, Cambridge University Press, 2001, 258 p.

⁵¹ Voir en particulier : Mark Goodale et Sally E. Merry, *The Practice of Human Rights: Tracking Law between the Global and the Local*, New York, Cambridge University Press, 2007, 384 p.; Koen De Feyter

compte ici de toute la richesse de cette littérature. Mentionnons toutefois qu'en s'interrogeant sur la signification que les acteurs eux-mêmes donnent à la notion de droits humains et sur la manière dont ils mobilisent ce langage dans le cadre de luttes de pouvoirs concrètes, ces travaux ont explicitement démontré l'existence de différentes conceptions des droits humains qui relèvent de la morale et des idéologies des acteurs qui s'en réclament⁵². Cette plurivocité renforce à l'évidence l'intérêt de l'approche comparative qui est au cœur de notre propre étude.

1.1.2 *La human rights history au Canada*

Au Canada plusieurs historiens ont également étudié cette période d'entrée dans l'ère *des droits*, et les multiples manifestations politiques, juridiques, sociales et culturelles de ce que Michael Ignatieff appelle la « révolution des droits »⁵³. Leurs travaux mettent en lumière les facteurs qui expliquent comment le Canada, pays où il n'existe virtuellement aucune protection légale en matière de droits humains avant la Deuxième Guerre mondiale, hormis les libertés britanniques reconnues dans la Constitution de 1867, élabore l'une des cultures des droits les plus particulières et l'un des régimes législatifs de protection des droits de la personne les plus modernes du monde⁵⁴.

Développé depuis le début des années 2000, le courant de l'*histoire des droits humains* constitue l'un des domaines les plus prolifiques et les plus novateurs de l'historiographie

(dir.), *The Local Relevance of Human Rights*, New York, Cambridge University Press, 2011, 381 p.; Sally E. Merry, « Transnational human rights and local activism: Mapping the middle », *American anthropologist*, vol. 108, no 1, 2006, p. 38-51.

⁵² Benjamin Gregg affirme notamment : « I develop the idea of human rights as a kind of rhetorical vehicle, open to different contents and capable of transporting different conceptions of human rights as well as varying list of basic and secondary human rights. », dans : *Human Rights as Social Construction*, New York, Cambridge University Press, 2011, p. 5.

⁵³ Michael Ignatieff, *La révolution des droits*, Montréal, Boréal, 2001, 141 p.

⁵⁴ *Ibid.* p.18; Will Silver, Dominique Clément et Daniel Trottier, *L'évolution des droits de la personne au Canada*, Ottawa, Commission canadienne des droits de la personne, 2012, p. 1.

canadienne des dernières années⁵⁵. La récente synthèse de Dominique Clément et les deux ouvrages collectifs publiés en 2009 et 2013 sous la direction de Janet Miron puis de David Goutor et Stephen Heathorn, rendent compte de la pertinence heuristique d'inclure le paradigme des droits humains à l'analyse de l'histoire du Canada contemporain⁵⁶.

Comme dans le champ de l'histoire internationale des droits humains, les premières études qui se sont intéressées à la genèse de la révolution des droits au Canada ont d'abord traité cette problématique sous l'angle de l'histoire politique, juridique et diplomatique⁵⁷. Sur le plan de la politique extérieure, plusieurs historiens ont montré les fortes réticences du gouvernement canadien à appuyer la Déclaration universelle des droits de l'homme⁵⁸. L'analyse des travaux des Comités des droits de l'homme et des libertés fondamentales mis sur pied par le gouvernement fédéral en 1947-1948 et 1950 afin d'étudier la position du Canada sur la DUDH et la manière d'assurer la protection de ces droits à l'échelle nationale ont montré l'effet déterminant de l'évolution du droit international et en même temps les profonds obstacles constitutionnels, politiques,

⁵⁵ Pour un aperçu des avenues développées par ce courant de recherche, voir le bilan historiographique de Jennifer Tunnicliffe, « Canada and the Human Rights Framework: Historiographical Trends », *History Compass*, vol. 12, no 10, 2014, p. 807-817.

⁵⁶ Janet Miron (dir.), *A History of Human Rights in Canada*, Toronto, Canadian Scholars' Press, 2009, 271 p.; David Goutor et Stephen Heathorn (dir.), *Taking Liberties: A History of Human Rights in Canada*, Oxford University Press, Canada, 2013, 304 p.

⁵⁷ Parmi les nombreux travaux, voir : Robert Matthews et Cranford Pratt, *Human Rights in Canadian Foreign Policy*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 1988, 379 p.; Brian Howe, « The Evolution of Human Rights Policy in Ontario », *Canadian Journal of Political Science/Revue canadienne de science politique*, vol. 24, no 4, décembre 1991, p. 783-802; James Walker, « Race », *Rights and the Law in the Supreme Court of Canada: Historical Case Studies*, Toronto, The Osgoode Society for Canadian Legal History and Wilfrid Laurier University Press, 1997, 464 p.; Constance Backhouse, *Colour-coded: A legal history of racism in Canada, 1900-1950*, Toronto, University of Toronto Press, 1999, 432 p.; Brian Howe, « The evolution of human rights policy in Ontario », *Canadian Journal of Political Science/Revue canadienne de science politique*, vol. 24, no 4, décembre 1991, p. 783-802.

⁵⁸ William A. Schabas, « Canada and the Adoption of the Universal Declaration of Human Rights », *McGill Law Journal*, vol. 43, no 1997, p. 403-441; George Egerton, « Entering the Age of Human Rights: Religion, Politics, and Canadian Liberalism, 1945-50 », *Canadian Historical Review*, vol. 85, no 3, 2004, p. 451-480; A.J. Hobbs, « Eleanor Roosevelt, John Humphrey and Canadian Opposition to the Universal Declaration of Human Rights: Looking Back on the 50th Anniversary of the UDHR », *International Journal*, vol. 53, no. 2, 1998, p. 325-42.

idéologiques et surtout religieux qui ont retardé l'inscription des normes onusiennes dans le droit interne de ce pays⁵⁹. Ces études ont toutefois porté peu d'attention à une dimension importante de notre problématique : celle du rôle joué par les organisations canadiennes non gouvernementales dans l'évolution des débats qui ont cours dans l'après-guerre à l'ONU et au sein de ses institutions spécialisées⁶⁰.

Les premiers travaux sur l'histoire des droits humains au Canada se sont principalement intéressés aux premières lois adoptées dans les années 1950 par le gouvernement fédéral et les parlements provinciaux pour renforcer la protection des droits humains, de même qu'aux débats politiques, juridiques et constitutionnels qui ont entouré l'adoption des chartes des droits. Walter S. Tarnopolsky et d'autres ont ainsi montré qu'au-delà de leur portée souvent limitée, les premières lois antidiscrimination marquent le passage vers une conception moderne des libertés civiles. Une conception qui confère à l'État un rôle dans la protection des libertés individuelles et du principe de l'égalité formelle devant la loi, de même que dans la protection du droit des membres des minorités ethniques et religieuses de ne pas être victimes de discrimination⁶¹. Les premières lois antidiscrimination marquent de fait une inflexion majeure dans la définition du rôle de l'État, de la citoyenneté et des droits des individus. Selon James Walker : « It represented a fundamental shift, a reversal, of the traditional notion of citizens' rights to enrol the state as the protector of the right of the victim to freedom from discrimination. It was, in fact, a revolutionary change in the definition of individual freedom.⁶² » La Déclaration canadienne des droits adoptée en 1960 par le gouvernement conservateur de

⁵⁹ George Egerton, « Entering the Age... »; William A. Schabas, « Canada and the Adoption... ».

⁶⁰ Dominique Clément a étudié cette question en ce qui concerne les années 1970. Voir : Dominique Clément, « Human Rights in Canadian Domestic and Foreign Politics : From "Niggardly Acceptance" to Enthusiastic Embrace », *Human Rights Quarterly*, vol. 34, no 3, 2012, p. 751-778.

⁶¹ Walter S. Tarnopolsky, *The Canadian Bill of Rights*, Toronto, Oxford University Press, 2^e éd., 1964, 246 p.; Douglas A. Schmeiser, *Civil Liberties in Canada*, London, Ont., Oxford University Press, 1964, 302 p.; Brian Howe, « The evolution of human rights policy in Ontario », *Canadian Journal of Political Science/Revue canadienne de science politique*, vol. 24, no 4, décembre 1991, p. 783-802.

⁶² James W. Walker, "The "Jewish Phase" in the Movement for Racial Equality in Canada", *Canadian Ethnic Studies*, vol. 34, no 1, 2002, p. 18.

John Diefenbaker marque – en dépit de son caractère conservateur et inopérant – la reconnaissance juridique de cette nouvelle conception des droits humains, fondée à la fois sur les libertés civiles traditionnelles et sur la protection des principes d'égalité et de non-discrimination⁶³.

Pionniers de la *human rights history* au Canada, Constance Backhouse et James Walker se sont pour leur part intéressés à l'utilisation des tribunaux par les membres des minorités religieuses et racisées victimes de discrimination au cours de la première moitié des années 1950. Ils ont montré que jusqu'à cette époque le droit canadien constituait à la fois un instrument de protection des droits des « Blancs », un espace de construction des catégories raciales et un agent de perpétuation des pratiques racistes dans ce pays⁶⁴. Contemporains et protagonistes des luttes en faveur de la reconnaissance des droits de l'homme, le professeur de droit Maxwell Cohen et le constitutionnaliste Frank R. Scott considéraient les années 1950 comme « l'âge d'or des libertés civiles », « la décennie des droits humains » au Canada⁶⁵. De fait, plusieurs historiens ont mis en lumière le rôle déterminant de certains jugements rendus par les tribunaux canadiens – en particulier par la Cour suprême – au cours de ces années en matière de protection des

⁶³ Voir notamment : George Egerton, « Writing the Canadian Bill of Rights: Religion, Politics, and the Challenge of Pluralism 1957-1960 », *Canadian Journal of Law and Society*, vol. 19, no 2004, p. 1-22; Christopher MacLennan, *Toward the Charter: Canadians and the demand for a national bill of rights, 1929-1960*, Montreal et Kingston, McGill-Queens University Press, 2003, 229 p.

⁶⁴ Voir Constance Backhouse, *De la couleur des lois : Une histoire juridique du racisme au Canada entre 1900 et 1950*, Ottawa, University of Ottawa Press/Presses de l'Université d'Ottawa, 2010, p. 18.; James Walker, *"Race", Rights and the Law...*; Voir également le concept de « racial liberal order », dans : Barrington Walker, *Race on Trial: Black Defendants in Ontario's Criminal Courts, 1858-1958*, Toronto, University of Toronto Press, 2011, p. 33-34.

⁶⁵ Cités notamment dans Eric M. Adams, « Building a Law of Human Rights : Roncarelli v. Duplessis in Canadian Constitutional Culture », *McGill Law Journal*, vol. 55, no 2010, p. 339. Voir à ce sujet : Donald R. Songer, Susan W. Johnson et Jennifer Barnes Bowie, « Do Bills of Rights Matter? An Examination of Court Change, Judicial Ideology, and the Support Structure for Rights in Canada », *Osgoode Hall Law Journal*, vol. 51, no. 1, 2013, p. 297-329; James W. Walker, « Canadian Anti-Semitism and Jewish Community Response: The Case of Noble and Wolfe », dans Howard Adelman et John H. Simpson (dir.), *Multiculturalism, Jews, and Identities in Canada*, Jerusalem, Magnes Press, the Hebrew University, 1996, p. 37-68; Rosalind Dixon, « The Supreme Court of Canada and Constitutional (Equality) Baselines », *Osgoode Hall Law Journal*, vol. 50, no. 3, 2013, p. 637-669; Bruner, Arnold, « The Genesis of Ontario's Rights Legislation: A Study in Law Reform », *University of Toronto Faculty Law Review*, no 37, 1979, p. 236-253.

libertés civiles. Ces différentes analyses, qui présentent le droit et les tribunaux à la fois comme des lieux de perpétuation des entorses aux droits humains et comme des arènes de la lutte pour la reconnaissance de ces droits, nous incitent à étudier de près le rôle de l'État, celui de la loi et des tribunaux en tant que lieu de contestation des rapports de domination. Ils nous incitent également à analyser les transformations qu'engendre l'adoption des lois et des jugements qui renforcent la protection des libertés civiles et celle du droit à l'égalité raciale et religieuse au Canada entre les années 1940 et 1960.

Depuis le début des années 2000 surtout, les historiens canadiens ont déplacé leur focale vers l'étude des individus, des groupes et des mouvements sociaux qui ont milité pour la reconnaissance des droits humains au cours du XX^e siècle. Ces historiens ont mis en lumière l'importance du contexte d'après-guerre dans la diffusion du discours des droits humains au Canada. Ils ont d'abord montré l'influence de la rhétorique de guerre canadienne et alliée, qui oppose les dictatures fascistes et nazie aux valeurs libérales de démocratie, de liberté et de droits humains, sur les stratégies de revendications des militants des droits humains⁶⁶. La mise au jour des atrocités commises par le régime nazi, en particulier des horreurs de l'Holocauste, est également considérée par plusieurs historiens comme l'un des facteurs déterminants dans l'émergence d'une nouvelle conception des droits humains, fondée sur la reconnaissance des principes d'égalité et de non-discrimination, et dans la décision des représentants de la communauté juive canadienne de s'engager dans l'après-guerre dans une vaste campagne de lutte contre le racisme et la discrimination⁶⁷.

⁶⁶ « Le premier résultat d'une croisade », *Le Monde*, 6 déc. 2008, p. 62. Voir aussi : George Egerton, « Entering the Age of Human Rights: Religion, Politics, and Canadian Liberalism, 1945-50 », *Canadian Historical Review*, vol. 85, no 3, 2004, p. 452; Carmela Patrias, *Jobs and Justice : Fighting Discrimination in Wartime Canada, 1939-1945*, Toronto, University of Toronto Press, 2012, 249 p.

⁶⁷ Bien que certains, comme Irving Abella, soutiennent que la « découverte des barbaries nazies » et de l'« horreur de l'holocauste » n'ont en rien entamé la puissance de l'antisémitisme au Canada dans l'immédiat après-guerre, celui-ci souligne, à l'instar de plusieurs autres chercheurs, l'impact psychologique majeur de cette tragédie sur la communauté juive. Irving Abella, « Jews, Human Rights, and the Making of a New Canada », *Journal of the Canadian Historical Association*, vol. 11, no 2000, p. 7. 3-15; James W. Walker, "The" Jewish Phase"... »; Carmela Patrias et Ruth A. Frager, « "This Is Our

L'inscription des « droits de l'homme » dans la Charte de l'Atlantique, dans la Charte de l'Organisation des Nations unies en 1945 et, surtout, dans la Déclaration universelle des droits de l'homme en 1948 marque un tournant majeur dans l'évolution des discours et des stratégies des individus et des groupes qui militent pour la reconnaissance de ces droits au Canada. L'historien Christopher MacLennan rappelle ainsi le rôle de catalyseur du droit international dans les débats sur l'adoption d'une charte des droits au Canada⁶⁸. Stephanie Bargarth souligne également l'importance du changement de paradigme au niveau du droit international dans l'émergence du mouvement de lutte pour la reconnaissance du droit à l'égalité raciale et religieuse dans l'immédiat après-guerre⁶⁹. Ces interprétations sont d'une importance cruciale pour notre étude : elles mettent en évidence la centralité de la période d'après-guerre dans la transformation de la culture des droits humains au Canada, de même que l'impact de l'évolution du droit international sur les luttes menées à l'échelle locale par des acteurs non gouvernementaux⁷⁰.

Ces travaux ont par ailleurs mis en lumière la pertinence d'une approche théorique basée sur l'analyse des discours, de la *praxis* et de l'agentivité des individus, des groupes et des mouvements sociaux engagés dans la défense des droits humains. Ils ont montré que la reconnaissance des droits humains dans les textes constitutionnels, législatifs et juridiques du Canada, loin d'être le fruit d'une adhésion progressive des juges et des

Country, These Are Our Rights": Minorities and the Origins of Ontario's Human Rights Campaigns", *Canadian Historical Review*, vol. 82, no 1, mars 2001, p. 1.

⁶⁸ Celui-ci affirme en effet : « With the advent of the United Nations in 1945, human rights became the universal umbrella under which all other rights huddled. » Christopher MacLennan, *Toward the Charter...*, p. 10.

⁶⁹ Stephanie D. Bangarth, « "We are not asking you to open wide the gates for Chinese immigration" : The Committee for the Repeal of the Chinese Immigration Act and Early Human Rights Activism in Canada », *Canadian Historical Review*, vol. 84, no 3, 2003, p. 5; James W. Walker, « The "Jewish Phase"... », p. 6.

⁷⁰ Dominique Clément souligne avec justesse que la naissance d'un véritable mouvement social des droits humains au Canada se produit dans les 1970 avec la multiplication des revendications en faveur des droits économiques et sociaux et du droit à l'égalité concrète ou réelle (et non uniquement formelle). Clément insiste également sur le caractère conservateur du mouvement des droits humains au cours des deux décennies qui précèdent, orienté vers la défense des libertés civiles et de l'égalité formelle et procédurale, voir : *Canada's Rights Revolution: Social Movements and Social Change, 1937-82*, Vancouver, UBC Press, 2009, 281 p.

législateurs aux normes établies par l'ONU, est d'abord et avant tout l'aboutissement des luttes et des efforts des acteurs de la société civile. Stephanie Bangarth rappelle ainsi que « [t]he many successes in the fields of human rights did not occur automatically but were the result of considerable organization, frustration and perseverance⁷¹ ». Ces études ont mis en lumière une dimension cruciale de l'histoire des droits humains, qui est aussi au cœur de notre propre analyse : le fait que les militants qui les promeuvent ne sont pas des destinataires passifs des normes internationales, mais plutôt des agents de (re)définition, de traduction et d'adaptation de cet idéal à la réalité de leurs luttes et du contexte local dans lequel ils évoluent⁷².

À travers l'étude des individus et des groupes impliqués dans le combat pour la reconnaissance des droits humains dans différentes parties du Canada, les historiens ont mis en lumière la transformation du discours des militants dans l'après-guerre. Ces derniers ont en effet progressivement délaissé le langage traditionnel des « libertés britanniques » pour embrasser l'idiome universaliste des droits de l'homme⁷³. Cette transformation s'accompagne d'un changement de la définition même des « droits de l'homme » (*paradigm shift*), désormais associés à la fois aux libertés civiles individuelles (droit de propriété, droits juridiques, égalité devant la loi, libertés civiles et droits politiques) ainsi qu'au droit à l'égalité raciale et religieuse⁷⁴.

⁷¹ Stephanie D. Bangarth, « "We are not asking you..." », p. 6. Dominique Clément souligne que les combats successifs des mouvements sociaux constituent le principal moteur de la transformation de la « culture des droits humains » au Canada au XX^e siècle. Voir à ce sujet « A Sociology of Human Rights: Rights through a Social Movements Lens », *Canadian Review of Sociology/Revue canadienne de sociologie*, vol. 48, no 2, 2011, p. 121-135.

⁷² Pour reprendre la formule de Rhoda E. Howard-Hassmann, cité dans Dominique Clément, *Rights in the Age of Protest: A History of the Human Rights and Civil Liberties Movement in Canada, 1962-1982*, Thèse (histoire), Memorial University of Newfoundland, 2005, note 33, p. 422-423.

⁷³ Comme le mentionne avec justesse Ross Lambertson, le « langage des droits humains » s'est graduellement imposé après la guerre comme l'un des principaux « langages de débats » au Canada. Voir : *Repression and Resistance : Canadian Human Rights Activists, 1930-1960*, Toronto, University of Toronto Press, 2005, p. 3.

⁷⁴ Stephanie D. Bangarth, « "We are not asking you..." », p. 1; Ross Lambertson, *Repression and Resistance...*, p. 5; Dominique Clément, *Canada's Rights Revolution...*, p. 17-18.

Plusieurs historiens ont montré la place centrale des leaders et des organisations des communautés ethnoculturelles – juives, africaines, caribéennes, chinoises, japonaises et est-européennes, notamment – dans le mouvement d’après-guerre pour le droit à l’égalité raciale et religieuse⁷⁵. Ils ont souligné en particulier le rôle déterminant des membres de la communauté juive canadienne dans le combat contre la discrimination et dans la création des premiers réseaux de militants des droits humains. En 2000, le président de la Société historique du Canada, Irving Abella, appelait ainsi les historiens canadiens à étudier le militantisme des leaders de la communauté juive dans la construction de ce qu’il appelait un « nouveau Canada », ouvert, tolérant et pluraliste⁷⁶. James Walker a pour sa part parlé d’une véritable « phase juive » pour caractériser cette période des années 1940 et 1950 au cours de laquelle les Juifs ont joué un rôle pionnier dans le combat pour le droit à l’égalité⁷⁷. Mises en lumière par plusieurs chercheurs, les multiples manifestations de cette « phase juive » nous invitent ainsi à étudier le rôle des militants juifs dans le contexte spécifique du Québec des années 1940 à 1960⁷⁸. Cette

⁷⁵ Sur le rôle des minorités dans la lutte contre la discrimination, voir également : Carmela Patrias, *Jobs and Justice: Fighting Discrimination in Wartime Canada, 1939-1945*, Toronto, University of Toronto Press, 2012, p. 9-11; Carmela Patrias et Ruth A. Frager, « "This Is Our Country, These Are Our Rights": Minorities and the Origins of Ontario's Human Rights Campaigns », *Canadian Historical Review*, vol. 82, no 1, mars 2001, p. 1-35; Ross Lambertson, « The Black, Brown, White and Red Blues: The Beating of Clarence Clemons », *Canadian Historical Review*, vol. 85, no 4, 2004, p. 755-776; Stephanie Bangarth, *Voices Raised in Protest: Defending North American Citizens of Japanese Ancestry, 1942-49*, Vancouver, UBC Press, 2008, 280 p.

⁷⁶ Irving Abella, « Presidential Address: Jews, Human Rights, and the Making of a New Canada », *Journal of the Canadian Historical Association*, vol. 11, no 1, 2000, p. 3-15.

⁷⁷ Comme le souligne Walker : « The "Jewish Phase" [...] meant to suggest that there was one broad moment when Canadian Jews and Jewish organizations were fundamental to the conceptualization and implementation of human rights policy. That moment is represented by the successful crusade for protective legislation, in particular the "fair practices" laws of the 1950s. », dans : « The "Jewish Phase"... », p. 2.

⁷⁸ Sur les manifestations de cette phase juive, consulter également : Carmela Patrias, « Socialists, Jews, and the 1947 Saskatchewan Bill of Rights », *Canadian Historical Review*, vol. 87, no 2, 2006, p. 265-292; Carmela Patrias et Ruth A. Frager, « "This Is Our Country..." », p. 12 et suiv.; Ross Lambertson, « "The Dresden Story": Racism, Human Rights, and the Jewish Labour Committee of Canada », *Labour/Le Travail*, vol. 47, no 2001, p. 43-82; James W. Walker, « Canadian Anti-Semitism and Jewish Community Response: The Case of Noble and Wolfe. », dans Howard Adelman et John H. Simpson, *Multiculturalism, Jews, and Identities in Canada*, Jerusalem, Magnes Press, the Hebrew University, 1996, p. 37-68; Ruth Frager et Carmela Patrias, « Transnational Links and Citizens' Rights: Canadian Jewish Human Rights Activists and Their American Allies in the 1940s and 1950s », dans David Goutor et

perspective est d'autant plus pertinente que les deux plus importantes organisations juives au Canada, le Congrès juif canadien et le Comité ouvrier juif, ont leurs bureaux centraux à Montréal, où l'on retrouve par ailleurs la plus importante population juive au Canada dans l'immédiat après-guerre.

Les travaux de plusieurs historiens canadiens et américains attirent également notre attention sur le rôle que le mouvement ouvrier organisé joue dans la défense des droits humains dans l'après-guerre. S'inscrivant dans une longue tradition historiographique, que l'on peut faire remonter à la naissance de la « nouvelle histoire ouvrière » dans les années 1960 aux États-Unis⁷⁹, Agnes Calliste, Tania Das-Gupta, Sarah-Jane Mathieu, Ross Lambertson, Stephanie Bangarth, Carmela Patrias et Ruth A. Frager notamment se sont intéressés aux positions des syndicats canadiens sur le racisme et la discrimination à travers l'étude des rapports entre les identités de race et de classe⁸⁰. Au Canada, les syndicats ont longtemps été des agents actifs de la perpétuation du racisme, en agissant notamment comme lobbies pour l'adoption de lois discriminatoires et pour l'inscription de critères racistes dans les politiques d'immigration. Cependant, les historiens ont aussi montré qu'en dépit des attitudes contradictoires de leurs membres, les organisations ouvrières ont joué un rôle d'avant-garde, à compter du milieu des années 1940, dans la lutte contre la discrimination et dans mise sur pied des principales coalitions de militants

Stephen Heathorn (dir.), *Taking Liberties: A History of Human Rights in Canada*, Don Mills, Ont., Oxford University Press, Canada, 2013, p. 139-165.

⁷⁹ Eric Arnesen, « Passion and Politics: Race and the Writing of Working-Class History », *Journal of The Historical Society*, vol. 6, no 3, 2006, p. 323-356.

⁸⁰ En 2001, Ross Lambertson s'étonnait ainsi du fait que les historiens du travail et du mouvement ouvrier au Canada, qui ont longtemps discuté de l'impact de la diversité ethnique sur l'émergence d'une conscience de classe, avaient jusqu'alors occulté le rôle des syndicats dans la promotion des droits humains dans la période d'après-guerre. Pour un survol rapide de cette production, voir : Ross Lambertson, « "The Dresden Story"... », p. 43-44. Voir également: Ruth A. Frager, « "Mixing People on Spadina": The Tense Relations Between Non-Jewish Workers and Jewish Workers », dans Janet Miron (dir.), *A History of Human Rights in Canada*, Toronto, Canadian Scholars' Press, 2009, p. 117-134; Ruth Frager et Carmela Patrias, « Ethnic, Class and Gender Dynamics among Jewish Labour Activists and Jewish Human Rights Activists », *Canadian Jewish Studies/Études juives canadiennes*, vol. 21, no 1, 2013, p. 143-160.

des droits humains au Canada⁸¹. Selon Ross Lambertson, les syndicats dits industriels (par opposition aux syndicats de métiers) affiliés au Congrès canadien du travail (CCT) ont joué un rôle déterminant dans cette transformation⁸². Dans quelle mesure les syndicats industriels au Québec, regroupés à compter de 1952 à la Fédération des unions industrielles du Québec (FUIQ), ont-ils contribué à la diffusion du discours et des idéaux des droits humains dans la province? Cette question apparaît d'autant plus cruciale que plusieurs militants de la FUIQ sont également des membres actifs du parti Co-Operative Commonwealth Federation (CCF), qui a également joué un rôle majeur au Canada dans le combat politique et législatif pour la protection des droits humains⁸³.

Plusieurs historiens du courant de la *human rights history* ont plus largement mis au jour l'existence de ce que Ross Lambertson a appelé des « communautés des droits humains » au Canada : c'est-à-dire des réseaux plus ou moins denses et durables d'individus et de groupes provenant de plusieurs secteurs de la société civile et militant pour la défense des libertés civiles et du droit à l'égalité raciale et religieuse⁸⁴. Ces « communautés » d'intérêts politiques regroupent des syndicats, des organisations ethniques, des organisations féministes, des groupes religieux, des journalistes, des professeurs, des intellectuels réformistes, de même que plusieurs organismes issus des milieux communautaires et associatifs⁸⁵. Les analyses qui en ont été faites ont révélé

⁸¹ Stephanie D. Bangarth, « "We are not asking you..." », p. 9. Ross Lambertson, « "The Dresden Story"... », p. 1 et 24. Sur le rôle des syndicats à la fois comme lieu de lutte, mais aussi de perpétuation des pratiques discriminatoires dans le monde du travail, consulter : A. Calliste (1987). « Sleeping car porters in Canada: An ethnically submerged split labour market », *Canadian Ethnic Studies*, vol.19, no 1: 1-20.

⁸² Selon Lambertson, les militants du CCT au Canada sont également les principaux alliés du *Comité ouvrier juif* dans son combat contre le racisme et la discrimination. Ross Lambertson, « "The Dresden Story"... », p. 48.

⁸³ Carmela Patrias, « Socialists, Jews, and the 1947 Saskatchewan Bill of Rights », *Canadian Historical Review*, vol. 87, no 2, 2006, p. 265-292; Christopher MacLennan, *Toward the Charter...*

⁸⁴ Ross Lambertson, *Repression and Resistance...*, p. 8-9; Stephanie D. Bangarth, « "We are not asking you..." », p. 1.

⁸⁵ Comme le souligne Ross Lambertson dans son étude de la coalition antiraciste formée en Colombie-Britannique pour protester contre l'agression policière du jeune Noir Clarence Clemons : « Ethnic associations, religious groups, trade unions, womens groups, civil liberties bodies, and a number of other interests came together at the national and provincial levels to form what could be called human rights

l'étendue des réseaux établis entre des militants d'idéologies, de classes et d'origines ethniques diverses. Mais elles ont aussi mis en lumière les importants clivages ethniques, de classe, régionaux et surtout idéologiques qui ont contribué à miner les efforts d'unification des militants des droits humains, tant sur le plan local que national⁸⁶. À l'instar de ces historiens, nous porterons ainsi une attention particulière aux alliances contractées par les organisations que nous étudions et à leur possible inscription dans les réseaux de militants canadiens identifiés par ces études.

En somme, les travaux produits au cours des quelques quinze dernières années par les historiens du courant canadien de l'histoire des droits humains ont montré l'importance cruciale du contexte d'après-guerre, mis en lumière l'évolution du droit et de la pensée juridique au cours de cette période ainsi que le rôle crucial qu'ont joué différents acteurs de la société civile dans la lutte pour la reconnaissance effective des droits humains. Tout cela a contribué à la construction de notre objet d'étude et au choix des organisations sur lesquelles nous concentrerons notre analyse. Plus fondamentalement, ces travaux nous amènent à nous interroger sur ce qui paraît être l'angle mort du courant de la human rights history au Canada : la place qu'occupent les droits humains dans les débats qui agitent la société civile québécoise au cours de cette première phase de l'entrée du Canada dans l'ère des droits.

policy communities. Ross Lambertson, « The Black, Brown, White and Red Blues: The Beating of Clarence Clemons », *Canadian Historical Review*, vol. 85, no 4, 2004, p. 755.

⁸⁶ Le contexte de guerre froide apparaît de ce point de vue comme l'un des principaux obstacles à la création d'alliances entre les militants « respectables » des milieux libéraux réformistes et sociodémocrates avec les militants de la frange de la gauche plus radicale. Voir: Ross Lambertson, « The Black, Brown... », p. 755-776; Dominique Clément, « An Exercise in Futility? Regionalism, State Funding, and Ideology as Obstacles to the Formation of a National Social Movement Organization in Canada », *BC Studies*, no. 146, été 2005, p. 63-91; Frank K. Clarke, *Debilitating Divisions: The Civil Liberties Movement in Early Cold War Canada, 1946-48*, dans Dieter K. Buse, Mercedes Steedman et Gary Kinsman (dir.), *Whose National Security?: Canadian State Surveillance and the Creation of Enemies*, Toronto, Between the Lines, 2000, p. 171-187.

1.1.3 L'histoire des droits humains au Québec

L'histoire des droits humains au Québec est un champ de recherche encore en friche. Pour l'essentiel, l'historiographie des droits humains au Canada est publiée en langue anglaise. À de rares exceptions près ses représentants se sont peu intéressés aux luttes qui ont été menées au Québec dans ce domaine. En particulier la période d'après-guerre, considérée à juste titre comme une période charnière dans la naissance des droits humains en Occident, y a très peu été étudiée de ce point de vue. Nous savons que la première association de défense des libertés civiles au Québec, la Société canadienne des droits de l'homme, a été fondée en 1937 en réaction à l'adoption de la loi du cadenas par Maurice Duplessis, puis démantelée en 1941. Mais entre ce moment et la création de la Ligue des droits de l'homme en 1963, nous savons bien peu de choses de l'évolution du militantisme en faveur de ces droits⁸⁷. Les quelques historiens canadiens de langue anglaise qui se sont intéressés à l'après-guerre québécois ont presque tous repris le mythe réducteur de la « grande noirceur » pour affirmer que cette province est demeurée en marge du mouvement international des droits humains⁸⁸. Seul Dominique Clément a cherché à situer le Québec dans ce mouvement. Les trajectoires des Canadiens anglais et français (ce sont les termes qu'il utilise), observe-t-il, sont trop intrinsèquement liées pour être étudiées séparément⁸⁹. Clément a cependant concentré ses recherches sur les années 1960 et 1970, et son appréciation de la période pré-Révolution tranquille au Québec s'appuie principalement sur les interprétations défendues par Ross Lambertson, l'auteur de la plus importante synthèse sur l'histoire des droits humains au Canada pour

⁸⁷ À noter que les deux ouvrages synthèses sur l'histoire des droits humains au Canada n'abordent pas le Québec, si ce n'est un texte qui traite de la question des droits linguistiques. Janet Miron, *A History of Human Rights in Canada*, Toronto, Canadian Scholars' Press, 2009, 271 p.; David Goutor et Stephen Heathorn, *Taking Liberties: A History of Human Rights in Canada*, Don Mills, Ont., Oxford University Press, Canada, 2013, 304 p.

⁸⁸ Voir notamment : Ross Lambertson, *Repression and Resistance...*; Christopher MacLennan, *Toward the Charter...*

⁸⁹ À noter que celui-ci parle du « rapport dialectique » entre les Canadiens anglais et les Canadiens français sans toutefois définir précisément la nature exacte de ce rapport. Dominique Clément, *Human Rights in Canada: A History*, Waterloo, Ontario, Wilfrid Laurier University Press, 2016, p. xiii-xiv.

la période que nous étudions. Or selon Lambertson le Canada français (désigné au singulier comme une entité homogène) est resté imperméable aux idéaux universalistes des droits humains, à cause de son héritage catholique, de son conservatisme, de son « illibéralisme », de l'absence de tradition démocratique et des débats sur « la survivance » au Québec⁹⁰. George Egerton partage cette opinion. Il souligne en effet que l'un des deux principaux obstacles à l'entrée du Canada dans l'ère des droits est la « culture politique canadienne-française, protégée par le catholicisme du Québec⁹¹ ».

Ces interprétations témoignent d'une tendance lourde de l'historiographie canadienne de langue anglaise. Elle consiste à accepter sans distance critique les analyses ou commentaires que les militants des droits humains anglophones contemporains font à propos du Québec et des Canadiens français. Ainsi, hormis quelques allusions concernant l'existence de branches montréalaises de certains groupes pancanadiens qu'ils étudient, ces travaux ne mentionnent le Québec que pour discuter des violations de droits perpétrées sous le régime duplessiste⁹². Cette conception monolithique de la société québécoise paraît ignorer totalement les nombreuses études qui, depuis trois décennies, ont mis en lumière l'importante ébullition sociale et idéologique de la décennie qui précède l'avènement de la Révolution tranquille.

Cette distorsion est certainement aussi en patrie attribuable à l'absence presque complète, dans l'historiographie québécoise, d'études en français ou en anglais portant

⁹⁰ En introduction de son ouvrage, Lambertson soutient en effet : « ... the institutional focus of this book means that "French Canada" is both important and peripheral. A number of Quebec-centred issues, such as the infamous Padlock Law, had a major impact on the national scene. However, within Quebec most of the rights activists were anglophones; only a few Québécois played a role in human rights organizations. Prior to the Quiet Revolution in Quebec, debate over la survivance, and the corresponding matter of provincial rights, played better upon the political stage than any discussion of individual liberties. » Ross Lambertson, *Repression and Resistance...*, p. 14. Celui-ci qualifie par ailleurs le Québec de « province la plus conservatrice », tout en soulignant que le combat pour une charte des droits est demeuré l'apanage des Canadiens anglais.

⁹¹ George Egerton, « Writing the Canadian Bill of Rights: Religion, Politics, and the Challenge of Pluralism 1957-1960 », *Canadian Journal of Law and Society*, vol. 19, no 2004, p. 475.

⁹² La chasse aux communistes, la répression du mouvement ouvrier et la « guerre sans merci » menée par Duplessis contre les Témoins de Jéhovah feront partie intégrante de notre analyse.

sur l'histoire des droits humains. Dans un bilan de l'histoire sociale au Québec publié en 1997, le sociologue-historien Gérard Bouchard notait déjà l'absence d'études sur les questions de droits et libertés. Il s'étonnait du décalage manifeste qui existait de ce point de vue par rapport à la production canadienne-anglaise (hors Québec) et du silence des historiens sur une question pourtant centrale de l'actualité⁹³.

Comme cela a été le cas aux premières étapes du développement de l'histoire des droits humains dans la littérature scientifique canadienne et internationale, ce champ d'études est jusqu'ici demeuré au Québec l'apanage des juristes et des constitutionnalistes. Les travaux de ces derniers sont centrés sur les origines de la Charte québécoise des droits et libertés de la personne adoptée en 1975. Les années qui précèdent sont traitées rapidement, dans un récit d'histoire juridique qui débute par la publication, en 1963, du texte de Jacques-Yvan Morin intitulé *Une charte des droits de l'homme pour le Québec*, et qui va jusqu'au dépôt, en 1971, d'un rapport de Frank R. Scott et Paul-André Crépeau sur un projet de loi concernant les droits et libertés de la personne⁹⁴.

Par ailleurs, les études qui ont traité du militantisme en faveur des droits humains au Québec ont porté pour l'essentiel sur l'histoire de la Ligue des droits de l'homme, une organisation de défense des libertés civiles créée en 1963 par Pierre Elliott Trudeau, Jacques Hébert, Thérèse Casgrain, Jean Marchand, le Père Gérard Labrosse, J. Z. Léon Patenaude et plusieurs autres⁹⁵. Les travaux sur la LDH se sont concentrés pour la

⁹³ Gérard Bouchard, « L'histoire sociale au Québec. Réflexions sur quelques paradoxes », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 51, no 2, 1997, p. 252.

⁹⁴ Ceux-ci soulignent par ailleurs l'importance du rapport de 1968 du Comité des droits civils de l'Office de révision du Code civil du Bas-Canada, dirigé par les professeurs et juristes et constitutionnalistes Paul-André Crépeau, Frank R. Scott, Jean Beetz et Gérard Le Dain. Frank R. Scott et Paul-André Crépeau. *Rapport sur un projet de loi concernant les droits et libertés de la personne*, 25 juillet 1971. Voir notamment : Alain-Robert Nadeau (dir.), *La charte québécoise : origines, enjeux et perspectives*, Montréal, La Revue du Barreau du Québec, 2006, 609 p.; Alain-Robert Nadeau, « Vingt-cinquième anniversaire de la Charte des droits et libertés de la personne. Du droit international... à la Charte », *Revue du Barreau*, vol. 32, no 15, sept, 2000, p. 18-19; André Morel, « La Charte québécoise : un document unique dans l'histoire législative canadienne », *Revue juridique Thémis*, vol. 21, 1987, p. 1-23.

⁹⁵ Parmi ces autres membres fondateurs se trouvent Jean-Charles Harvey, Bernard Landry, Raymond Favreau et Georges Wesley. Alban Flamand est élu président, Gabriel Glazer et Yves Michaud, vice-

plupart sur son rôle dans l'adoption de la charte québécoise de 1975. Adoptant la perspective de l'histoire sociale, Dominique Clément a pour sa part montré le caractère conservateur et l'orientation juridique de cette organisation avant le début des années 1970. Dans un mémoire de maîtrise, Marie-Laurence B. Beaumier a adopté une approche d'histoire critique similaire à la nôtre, en s'intéressant plus spécifiquement à la place des femmes dans cette organisation et à ses positions parfois contradictoires sur les enjeux liés aux droits des femmes, au cours des années 1960 à 1980⁹⁶.

En dehors des travaux qui ont porté sur les combats des militants des libertés civiles et ceux de la gauche communiste contre la loi du cadenas dans les années 1930⁹⁷, aucun historien ne semble s'être interrogé sur l'influence que le mouvement international des droits humains a pu avoir au Québec, entre la fin de la Guerre et l'avènement de la Révolution tranquille. De fait, seul l'ouvrage commémoratif de Lucie Laurin sur les antécédents de la Ligue des droits de l'homme aborde, très succinctement et sans citer de sources, la lutte en faveur des droits humains menée par le Comité ouvrier juif et le Comité du travail contre l'intolérance raciale de Montréal — deux groupes que nous suivrons de près au fil des chapitres qui suivent⁹⁸.

Plusieurs travaux récents – et d'autres moins récents – portant sur l'histoire sociale et sur l'histoire des idées dans le Québec des années 1940 à 1960 mettent toutefois en lumière quelques-unes des principales transformations qui ont contribué à l'émergence d'une

présidents, tandis que Gérard Labrosse et René Hurtubise sont élus respectivement trésorier et secrétaire de la nouvelle organisation. Pour la liste des membres du premier CA, voir : Lucie Laurin, *Des luttes et des droits. Antécédents et histoire de la Ligue des droits de l'homme de 1936 à 1975*, Montréal, Éditions du Méridien, 1985, p. 60.

⁹⁶ Dominique Clément, *Canada's Rights Revolution...*; Marie-Laurence B.-Beaumier, *Le genre et les limites de l'universalité : La Ligue des Droits de l'Homme du Québec, 1963-1985*, Mémoire (histoire), Université Laval, 2013, 153 p.

⁹⁷ Voir notamment : Andrée Lévesque, *Virage à gauche interdit, les communistes, les socialistes et leurs ennemis au Québec, 1929-1939*, Montréal, Boréal Express, 1984, p.138 et suiv.; Lucie Laurin, « Communisme et liberté d'expression au Québec : la "loi du Cadenas", 1937-1957 », dans : Robert Comeau et Bernard Dionne, *Le droit de se taire: histoire des communistes au Québec, de la Première Guerre mondiale à la Révolution tranquille*, Outremont, VLB, 1989, p. 112-133.

⁹⁸ Lucie Laurin, *Des luttes et des droits...*

sensibilité accrue à l'égard des droits humains dans différents secteurs de la société civile. Il ne convient évidemment pas ici de faire une recension exhaustive de la période duplessiste au Québec, d'autant que la plupart de ces travaux seront mentionnés dans les introductions des quatre chapitres de notre développement. Nous ferons néanmoins une brève présentation des études qui ont porté sur ce que l'historien Xavier Gélinas a appelé le *para-duplessisme*.

Plusieurs historiens ont en effet mis en contraste le duplessisme, comme réalité politique (en insistant tantôt sur son caractère libéral et tantôt conservateur)⁹⁹, et l'existence d'une nébuleuse plus ou moins organisée d'individus, de groupes et de mouvements sociaux opposés au cléricanisme, au conservatisme, au nationalisme traditionnel et au régime du gouvernement Duplessis considéré comme répressif. Ces études attirent notre attention sur le décalage qui existe au Québec, dans les années 1940 et 1950, entre d'une part les entorses faites aux principes fondamentaux de la démocratie, aux droits des travailleurs, à ceux des militants de la gauche et des minorités religieuses non catholiques, et d'autre part la volonté d'une partie importante de l'intelligentsia réformiste de favoriser un climat de plus grande liberté de parole, de presse, de conscience, de pensée et d'expression de même que sa détermination à lutter contre les obstacles à l'établissement d'une démocratie authentique et à l'exercice des droits fondamentaux des citoyens au Québec¹⁰⁰. Plusieurs travaux ont également souligné l'importance des

⁹⁹ Pour un aperçu de ces débats, consulter : Alain-G. Gagnon et Michel Sarra-Bournet (dir.), *Duplessis - Entre la Grande Noirceur et la société libérale*, Montréal, Québec/Amérique, 1997, 396 p.

¹⁰⁰ Cette section s'appuie sur plusieurs ouvrages, dont : Yvan Lamonde, *La modernité au Québec - Tome II. La victoire différée du présent sur le passé (1939-1965)*, Montréal, Fides, 456 p.; Xavier Gélinas et Lucia Ferretti, *Duplessis : son milieu, son époque*, Québec, Septentrion, 2010, 513 p.; Léon Dion, *Québec 1945-2000. Tome II. Les intellectuels et le temps de Duplessis*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1993, 452 p.; Yvan Lamonde, avec la collaboration de Gérard Pelletier, *Cité Libre. Une anthologie*, Montréal, Les internationales Alain Stanké, 1991, 415 p.; Michael D. Behiels, *Prelude to Quebec's Quiet Revolution: Liberalism versus Neo-Nationalism, 1945-1960*, Montréal et Kingston, McGill-Queens University Press, 1985, 366 p.; Jean-Louis Roy, *La marche des Québécois: le temps des ruptures, 1945-1960*, Montréal, Leméac, 1976, 383 p.

débats sur la démocratie qui agitent le Québec des années 1950¹⁰¹. L'anthologie préparée par Michel Lévesque sur ces débats qui ont lieu entre 1940 et 1970 est cependant l'un des rares ouvrages qui soulignent le processus de diffusion et de redéfinition de l'idée de droits humains au Québec dans l'après-guerre¹⁰².

Pour identifier les principaux groupes d'opposition au cléricalisme et au duplessisme, la plupart des historiens du Québec reprennent à leur compte la catégorisation entre « néo-nationalistes » et « libéraux réformistes » proposée par Michael Behiels dans son analyse des préludes de la Révolution tranquille¹⁰³. Plusieurs travaux consacrés à l'idéologie des libéraux réformistes et des néo-nationalistes des années 1950 insistent sur la place qu'occupent la démocratie et les libertés individuelles dans la pensée de ces militants réformistes¹⁰⁴. Ces travaux montrent en effet qu'en dépit de leurs divisions sur la question des droits collectifs des Canadiens français, les représentants de ces deux tendances sont fortement influencés par les thèses du libéralisme réformiste d'après-guerre. Ils s'appuient sur les principes fondateurs du libéralisme politique que sont le respect des institutions et des mécanismes démocratiques, l'universalisation du droit de vote, la protection des droits juridiques, l'égalité de tous devant le droit et le respect des libertés civiles et politiques¹⁰⁵. Mais ils adhèrent aussi à une nouvelle conception

¹⁰¹ En effet, comme l'affirme Michel Lévesque, la démocratie constitue à l'époque le principal « flambeau » des forces d'opposition au duplessisme. Des commentateurs contemporains affirment d'ailleurs que la démocratie s'est érigée au milieu des années 1950 comme l'« idole des temps nouveaux », voire même un « nouveau totalitarisme ». Michel Lévesque, *De la démocratie au Québec, 1940-1970 : anthologie des débats autour de l'idée de la démocratie, de la Seconde guerre mondiale à la Crise d'octobre*, Montréal, Lux, 1995, p. I à XXVI.

¹⁰² Michel Lévesque, *De la démocratie au Québec...*, p. XIX. À noter que cette anthologie ne comprend aucun texte de femmes ou de membres de minorités ethnoculturelles.

¹⁰³ Michael D. Behiels, *Prelude to Quebec's...*

¹⁰⁴ Denis Monière, *Le développement des idéologies au Québec : des origines à nos jours* Montréal, Québec/Amérique, 1977, 381 p. 308-314; Michael D. Behiels, *Prelude to Quebec's...*, p. 6-7, 221-234; Léon Dion, *Québec 1945-2000. Tome II. Les intellectuels et le temps de Duplessis*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1993, p. 290; Michel Lévesque, *De la démocratie au Québec...*, p. I et XIX.

¹⁰⁵ Linteau, Durocher et Robert affirment ainsi que les citélibristes et les néonationalistes sont « deux variantes d'un même courant central, le réformisme libéral. » Paul-André Linteau et al. *Histoire du Québec contemporain. Tome II, Le Québec depuis 1930*, Montréal, Boréal, 1989, p. 355. Sur Cité libre, consulter : André-J. Bélanger, *Ruptures et constantes. Quatre idéologies du Québec en éclatement : La*

interventionniste de l'État dans les domaines économiques et sociaux. Au-delà de leurs divergences, les intellectuels de ces deux camps opèrent également une critique des caractères potentiellement xénophobe, raciste et isolationniste du nationalisme, tout en inscrivant leurs projets de modernisation dans la tradition libérale des droits de l'homme inspirés des idéaux de la Révolution française¹⁰⁶.

Plusieurs travaux plus récents ont également montré l'importance du courant personnaliste et des mouvements de l'action catholique spécialisée dans les transformations sociales, culturelles et idéologiques du Québec d'après-guerre. Louise Bienvenue, qui a étudié en profondeur ce « modèle dominant d'organisation de la jeunesse franco-catholique », a démontré l'attachement profond des jeunes des années 1930 à 1950 aux principes de l'humanisme libéral, fondé notamment sur la recherche d'une synthèse entre les idéaux de bien commun et la promotion des libertés individuelles¹⁰⁷. De la même manière, les travaux de Karine Hébert et de Nicole Neatby ont montré qu'après la guerre, l'affirmation de la jeunesse étudiante comme force sociale s'est accompagnée, pour la frange la plus réformatrice, d'une remise en cause parfois radicale des valeurs de conformisme, d'autorité, de hiérarchie et de soumission. Par leur engagement, ces jeunes ont contribué, comme plusieurs acteurs réformistes des années 1950, à l'émergence d'une conception nouvelle de l'idéal humaniste chrétien fondée sur le respect de la liberté de l'esprit et les libertés de conscience, d'opinion, de

Relève, la JÉC, Cité libre, Parti Pris. Montréal, Les Éditions Hurtubise, 1977, p. 66-135. Sur les néo-nationalistes, voir : Michael D. Behiels, *Prelude to Quebec's...*, p. 36-54.

¹⁰⁶ Sur la place de la Révolution française dans la pensée des *citélibristes*, voir : Ivan Carel, « L'invention de la "Grande Noirceur" : la voie française », Xavier Gélinas et Lucia Ferretti (dir.), *Duplessis: son milieu...*, p. 36-51. Comme l'affirme Behiels au sujet de la réconciliation des néo-nationalistes entre leur idéal national et la défense des droits individuels : « The most effective way of accomplishing this was to point out that the nationalism was born with the French Revolution and therefore was linked from its inception with liberal and democratic ideas and objectives. » Michael D. Behiels, *Prelude to Quebec's...*, p. 98.

¹⁰⁷ Louise Bienvenue, *Quand la jeunesse entre en scène. L'Action catholique avant la Révolution tranquille*, Montréal, Boréal, 2003, p. 15.

discussion, de presse et d'expression qui en sont les corollaires¹⁰⁸. Ces travaux mettent en lumière le rôle crucial de ces groupes comme lieu de formation et d'engagement civique de plusieurs hommes et femmes qui ont joué un rôle de premier plan dans les profondes transformations qu'a connues la société québécoise. Peu d'entre eux cependant discutent directement de la question des droits humains¹⁰⁹. Dans leur essai sur les origines personnalistes de la Révolution tranquille, toutefois, Jean-Philippe Warren et Emmanuel Meunier soulignent l'importance des « principes moraux de fraternité, de liberté et d'égalité » défendus par les intellectuels personnalistes des années 1950 au Québec. Warren et Meunier suggèrent d'ailleurs l'existence d'une filiation directe entre ces principes et le texte de la Charte canadienne des droits de la personne, dans laquelle ils voient une sorte de « reprise juridique et formelle de l'éthique personnaliste »¹¹⁰.

D'autres études plus spécialisées ont également souligné l'adhésion de principe de certains groupes et mouvements sociaux à l'idéal des droits humains au cours des années 1950. C'est le cas de ceux de Simon Lapointe sur la Confédération des travailleurs catholiques du Canada¹¹¹, de Cherryl Gosselin sur les mouvements féminins et

¹⁰⁸ Nicole Neatby, *Carabins ou activistes?: l'idéalisme et la radicalisation de la pensée étudiante à l'Université de Montréal au temps du duplessisme*, Montréal, McGill Queens University Press, 1999, 264 p.; Karine Hébert, *Impatient d'être soi-même: les étudiants montréalais, 1895-1960*, Québec, PUQ, 2008, p. 183-222.

¹⁰⁹ Sur l'évolution de ces mouvements, voir notamment les récents travaux de Louise Bienvenue, portant sur l'ensemble des mouvements de la jeunesse catholique; de Lucie Piché, consacrés à la Jeunesse ouvrière catholique féminine et de Jean-Pierre Collin, traitant de la Ligue ouvrière catholique.

¹¹⁰ Ces derniers ne parlent toutefois pas de la naissance du mouvement en faveur d'une charte des droits ou de lois antidiscrimination dans les années 1950, ni de la genèse de la charte québécoise. Ils ne s'interrogent pas non plus sur la proposition inverse, qui consisterait à s'interroger sur l'impact du mouvement des droits humains sur leur idéal catholique. E.-Martin Meunier et Jean-Philippe Warren (2002), *Sortir de la "grande noirceur": l'horizon "personnaliste" de la Révolution tranquille*, Sillery, Québec, Septentrion, p. 94, 167-168, note 129. Cette interprétation est également suggérée par Max Nemni : « Les 25 ans de la Charte canadienne des droits et libertés : Le reflet de l'humanisme chrétien de Trudeau », *Options politiques*, février 2007, p.59-64.

¹¹¹ « L'influence de la gauche catholique française sur l'idéologie politique de la CTCC-CSN de 1948 à 1964. », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 49, no 3, p. 331-356.

féministes¹¹², de Dorothy W. Williams sur l'histoire des noirs à Montréal¹¹³, et de Bernard Dionne sur le Conseil des métiers et du travail de Montréal¹¹⁴. Plusieurs biographies abordent aussi, plus ou moins succinctement, l'engagement de certains militants dans la lutte pour les droits humains au cours des années 1950¹¹⁵. François-Marc Gagnon s'intéresse pour sa part à l'influence de la Déclaration universelle des droits de l'homme sur la pensée et l'œuvre de Paul-Émile Borduas et sur celles des signataires du manifeste du *Refus global*. L'analyse qu'il en propose jette un éclairage original sur l'influence que ce document a eue sur la quête de liberté des artistes progressistes du tournant des années 1950¹¹⁶. Enfin, l'ouvrage de Michel Sarra-Bournet sur la « guerre sans merci » de Duplessis contre les Témoins de Jéhovah dans les années 1940 et 1950 insiste dans une large mesure sur le rôle des tribunaux dans la défense des libertés civiles et sur les débats concernant l'adoption d'une charte des droits au Canada¹¹⁷.

En somme, bien qu'aucune ne porte directement sur la genèse du mouvement social des droits humains, ces nombreuses études présentent une vision de la société civile québécoise à l'époque de Duplessis qui contraste avec la conception monolithique qu'en présente l'historiographie canadienne des droits humains. Elles suggèrent en outre que

¹¹² *Vers l'avenir : Québec women's politics between 1945 and 1967 : feminist, maternalist and nationalist link*, Thèse de doctorat (histoire), Université de Montréal, 2003, 422 p.

¹¹³ *The Road to Now: a History of Blacks in Montreal*, Montréal, Vehicule Press, 1997, 235 p.

¹¹⁴ *Les "unions internationales" et le Conseil des métiers et du travail de Montréal de 1938 à 1958*, Thèse (histoire), Université du Québec à Montréal, 1988, 2 v., 834 p.

¹¹⁵ Nous pensons en particulier à celles consacrées à Jean-Charles Harvey, Kalmen Kaplansky, Madeleine Parent, Thérèse Casgrain, Frank R. Scott, Pierre-E. Trudeau, Jacques Hébert, Jacques Perrault et Jacques-Victor Morin.

¹¹⁶ François-Marc Gagnon, « Anarchie, droits de l'homme et le Refus global », dans Yvan Lamonde et Jonathan Livernois (dir.), *Culture québécoise et valeurs universelles*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2010, p. 171-180.

¹¹⁷ Michel Sarra-Bournet, *L'affaire Roncarelli : Duplessis contre les Témoins de Jéhovah*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1986, 196 p. Voir aussi : William David Kenneth Kernaghan, *Freedom of Religion in the Province of Quebec: With Particular Reference to the Jews, Jehovah's Witnesses and Church-state Relations, 1930-1960*, Thèse (Science politique), Duke University, 1966, 347 p.

plusieurs des grandes transformations que l'on attribue généralement à la Révolution tranquille et aux années 1970 étaient déjà en germe dans les revendications associées à la promotion des idéaux de démocratie, de liberté et de droits humains qui émergent dans le Québec des années 1945 à 1960.

1.2 Problématique et cadre conceptuel

Notre étude a pour objectif de rendre compte des modalités de diffusion des idéaux des droits humains dans la société québécoise, de l'après-guerre au début des années 1960, à partir d'une comparaison des discours et des revendications portés par des organisations issues de milieux sociaux différents, et qui toutes participent aux importantes transformations sociales que connaît le Québec à cette époque. Nous étudions plus spécifiquement quatre de ces organisations, soit deux centrales syndicales, la Confédération des travailleurs catholiques du Canada (CTCC) et la Fédération des unions industrielles du Québec (FUIQ); une association étudiante, l'Association générale des étudiants de l'Université de Montréal (AGEUM); et enfin l'organisme-cadre de la minorité ethnoreligieuse la plus nombreuse au Québec à l'époque, le Congrès juif canadien (CJC). Avant d'exposer en détail notre problématique, nous présentons dans les lignes qui suivent le processus qui nous a conduit à ce choix.

1.2.1 Justification du choix des groupes retenus

Afin de mettre en lumière les mécanismes de réappropriation, de traduction et de diffusion du discours universaliste des droits humains et la place qu'il occupe dans les luttes menées en faveur de ces droits à l'échelle locale et internationale, nous avons d'abord privilégié des organisations qui ont une fonction de représentation et de défense des droits et des intérêts d'un groupe social particulier. Nous avons également retenu des organisations significatives quant au nombre de leurs membres, qui exercent une influence sur des secteurs importants de la société civile et qui sont actives pendant toute la période que nous étudions. Ces critères nous ont conduit à mettre de côté la plupart des organismes qui regroupent ceux que Léon Dion a appelés les « nouveaux

intellectuels » des années d'après-guerre et leurs soutiens institutionnels, malgré le rôle important qu'ont joué ces derniers comme agents de changement social à l'époque¹¹⁸. Dans la même perspective, nous avons écarté les militants associés à des partis politiques fédéraux, provinciaux ou municipaux, de même que les nombreuses associations spécialisées dans l'éducation et dans le vaste domaine des services sociaux qui n'ont pas explicitement pour fonction de regrouper et de représenter de larges groupements sociaux¹¹⁹. Nous nous sommes également résolus à mettre de côté les nombreuses organisations issues des mouvements d'action catholique spécialisée. Plusieurs de ces groupes ont fait l'objet d'études récentes – mentionnées précédemment – qui ont souligné de diverses façons leur importance comme lieu de formation et d'engagement de nombreux militants actifs dans les organisations que nous étudions. Enfin, bien que plusieurs groupes de femmes soient actifs au Québec pendant la période qui nous intéresse, nous avons résolu de ne pas retenir d'organisation féminine ou féministe. Non qu'elles ne soient pas pertinentes pour notre recherche – elles le sont toutes, à l'évidence. Mais très peu d'organisations de femmes actives pendant toute la période que nous étudions ont un membership important et surtout, les discours et les revendications des principales associations féministes de cette époque ont été analysés en profondeur par Cherryl Gosselin¹²⁰. Aussi, plutôt que de revisiter les activités de ces groupes à travers le prisme des droits humains, nous porterons une attention particulière à la place qu'occupent les femmes au sein des quatre organisations

¹¹⁸ Nous songeons en particulier aux facultés de sciences sociales (École de Montréal, FSSUL, École de recherches sociales de McGill, Équipe de recherches sociale de l'UdeM, extension des adultes, etc.), aux journaux et aux revues d'idées créées ou noyautés par ces intellectuels (*Relations*, *L'Action nationale*, *Cité libre*, *Vrai*, *Liberté*, *Le Devoir*, *Le Travail*, *Écrits du Canada français*), aux groupes d'éducation civique, aux médias et aux institutions de délibérations démocratiques (*Radio-Canada*, *ICEA*, *ICAP*, *Camp Laquémac*), ou encore aux groupements politiques ou parapolitiques qui ont été les principaux foyers d'opposition politique au duplessisme (*Ligue d'action civique*, *Rassemblement*, *PSD*, *UFD*, parti libéral). Voir à ce sujet : Léon Dion, *Québec 1945-2000. Tome II. Les intellectuels et le temps de Duplessis*. Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1993, 452 p.

¹¹⁹ Nous pensons ici principalement aux organisations caritatives, au mouvement coopératif et à des groupes tels l'École des parents du Québec, le Conseil de la citoyenneté de Montréal ou la Société canadienne d'éducation des adultes.

¹²⁰ Cherryl A. Gosselin, *Vers l'avenir...*

que nous avons retenues et aux revendications de ces groupes dans le domaine du droit des femmes à l'égalité. Dans les années 1950 en effet, les femmes commencent à être plus nombreuses dans les structures syndicales comme dans les institutions d'enseignement supérieur¹²¹.

Le choix des organismes que nous allons étudier nous a également été inspiré par les indications que nous avons trouvées dans la littérature scientifique qui traite des militants des droits humains au Canada et des mouvements sociaux au Québec et qui signalent l'existence, chez ces organisations, de discours et de revendications relatifs à ces droits. Ainsi, nous l'avons vu plus tôt, les historiens canadiens-anglais ont mis en lumière le rôle prépondérant des militants issus des milieux syndicaux – en particulier ceux des syndicats industriels – dans la lutte contre la discrimination raciale et dans le combat en faveur des droits humains au Canada. Regroupés à compter de 1940 au Congrès canadien du travail, les syndicats industriels du Québec sont représentés au départ sur le plan provincial par les conseils du travail de Montréal et de Québec. En 1952, la majorité de ces syndicats se regroupe au sein d'une nouvelle fédération provinciale, la Fédération des unions industrielles du Québec (FUIQ), qui a pour mission d'assurer la coordination et de représenter leurs membres auprès du gouvernement provincial. Regroupant entre 30 000 et 35 000 travailleurs, la FUIQ apparaît dès sa création comme l'organisation syndicale la plus combative sur le plan politique au Québec. Si on connaît l'engagement des militants des syndicats industriels dans le combat pour les droits humains au Canada et aux États-Unis dans l'après-guerre, on connaît très peu la place qu'occupent les militants québécois dans ces réseaux nord-américains¹²². Dans quelle mesure le contexte spécifique du Québec influence-t-il les

¹²¹ Sur la place des femmes dans le syndicalisme au Québec dans les années 1950, consulter : Lucie Piché, « Entre l'accès à l'égalité et la préservation des modèles : ambivalence du discours et des revendications du Comité Féminin de la CTCC-CSN, 1952-1966 », *Labour / Le Travail*, vol. 29, printemps 1992, p. 187-209. Sur la place des femmes à l'Université et dans le mouvement étudiant, voir : Karine Hébert, *Impatient d'être soi-même...*, p. 29-36, 111-117.

¹²² Voir notamment : Ruth Frager et Carmela Patrias sur les réseaux transnationaux nord-américains des militants du Comité ouvrier juif du Canada : « Transnational Links and Citizens' Rights: Canadian Jewish

discours, les stratégies et les revendications des dirigeants des syndicats industriels en matière de défense des droits humains? L'analyse des trajectoires des dirigeants du CCT et de la FUIQ permettra de vérifier le rôle des syndicats industriels dans la diffusion des idéaux des droits humains au Québec et d'établir des comparaisons avec la campagne orchestrée par ces syndicats dans le reste de l'Amérique du Nord au cours de la période que nous étudions.

La Confédération des travailleurs catholiques au Canada est également, au côté de la FUIQ, l'un des principaux foyers d'activisme social et politique dans le Québec des années 1945 à 1960¹²³. Regroupant au début des années 1950 près de 90 000 membres¹²⁴, la CTCC – dont les orientations sont très proches de celles de la FUIQ au cours de cette décennie – joue un rôle nodal à l'époque dans les principaux réseaux de militants réformistes au Québec. Comment une fédération syndicale qui se définit comme nationale et catholique se positionne-t-elle par rapport à la campagne en faveur des droits humains menée par les syndicats internationaux au Canada et aux États-Unis? Dans quelle mesure l'identité chrétienne de cette organisation encourage-t-elle ou constitue-t-elle un frein à son engagement dans le combat pour la défense de ces droits? Nous savons par ailleurs que la CTCC est influencée par les principaux syndicats chrétiens d'Europe, qui ont également pris une part active dans la défense des droits de la personne humaine dans l'après-guerre. L'analyse des positions adoptées par la CTCC au cours des années 1940 à 1960 permettra ainsi de jeter un éclairage nouveau sur la place qu'occupent les syndicats catholiques du Québec à l'intérieur de ces réseaux nord-américains et européens de militants syndicaux impliqués dans la défense de ces droits.

Human Rights Activists and Their American Allies in the 1940s and 1950s », dans David Goutor et Stephen Heathorn (dir.), *Taking Liberties : A History of Human Rights in Canada*, Don Mills, Ont., Oxford University Press, Canada, 2013, p. 139-165.

¹²³ Paul-André Linteau et al. *Histoire du Québec contemporain. Tome II, Le Québec depuis 1930*, Montréal, Boréal, 1989, p. 314; Jacques Rouillard, « Mutations de la Confédération des travailleurs catholiques du Canada, 1940-1960 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 34, no 3, 1980, p. 392.

¹²⁴ Jacques Rouillard, *Histoire de la CSN, 1921-1981*, Montréal, Boréal/CSN, 1981, p. 184; Jacques Rouillard, *Histoire du syndicalisme au Québec : des origines à nos jours*, Montréal, Boréal, 1989, p. 210-213.

Nous avons par ailleurs choisi les étudiants de l'Université de Montréal comme exemples de la jeunesse étudiante francophone. Leur association, l'AGEUM, qui représente 4 414 étudiants en 1950, est une composante importante du mouvement étudiant québécois au cours de la période que nous étudions¹²⁵. Nous vérifierons sa participation aux débats qui animent la société québécoise au sujet des droits humains. Nous savons d'emblée que l'AGEUM a été très active politiquement dans les années 1950 et qu'elle a notamment milité en faveur de la liberté d'expression et pour le droit universel à l'éducation¹²⁶. Les étudiants de l'Université de Montréal s'associent également parfois aux luttes du mouvement ouvrier et revendiquent avec force leur droit de prendre part aux débats de société. Plusieurs d'entre eux sont également actifs dans des organisations d'entraide et de coopération étudiantes internationales qui s'impliquent après la guerre dans les débats sur la reconstruction de la paix mondiale. Tout cela en fait à nos yeux un terrain d'enquête prometteur.

Enfin, la décision d'inclure le Congrès juif canadien parmi les organismes que nous étudions s'est imposée rapidement. Comme nous l'avons expliqué plus tôt, les chercheurs ont souligné l'existence d'une « phase juive » dans le mouvement pour les droits humains au Canada en démontrant le rôle central joué par les militants de la communauté juive dans le combat pour le droit à l'égalité au cours des années 1940 et 1950¹²⁷. Or le CJC, créé à Montréal en 1919, est non seulement le principal porte-parole de la communauté juive canadienne mais aussi, à l'époque qui nous intéresse, celui de la plus importante minorité ethnoculturelle au Québec¹²⁸. Décrit comme le « parlement des

¹²⁵ Karine Hébert, *Impatient d'être soi-même...*, p. 32.

¹²⁶ Nicole Neatby, *Carabins ou activistes?*...

¹²⁷ Comme le souligne Walker : « The "Jewish Phase" [...] meant to suggest that there was one broad moment when Canadian Jews and Jewish organizations were fundamental to the conceptualization and implementation of human rights policy. That moment is represented by the successful crusade for protective legislation, in particular the "fair practices" laws of the 1950s. J Walker, « The "Jewish Phase" in the Movement for Racial Equality in Canada », *Canadian Ethnic Studies*, vol. 34, no 1, 2002, p. 2.

¹²⁸ Pour un aperçu de l'importance de cette organisation au sein de la communauté juive canadienne, consulter : Gerald J.J. Tulchinsky : *Taking Root: The Origins of the Canadian Jewish Community*, Hanover (NH), University Press of New England, 1993.

Juifs du Canada », le CJC se présente après la guerre comme la « voix officielle de la communauté juive », tant au Canada qu'à l'étranger¹²⁹. Ayant ses bureaux centraux à Montréal et des sections dans trois régions du Canada¹³⁰, le CJC représente au tournant des années 1950 une population d'un peu plus de 200 000 personnes, dont près de 40 % résident au Québec (région de l'Est), très majoritairement à Montréal¹³¹. Dans la mesure où nous savons que plusieurs organisations juives ont milité pour les droits humains aux États-Unis et à l'échelle internationale au cours de la période que nous étudions, notre recherche permettra de situer le CJC dans ces réseaux transnationaux et internationaux¹³².

1.2.2 Exposé de la problématique et des concepts opératoires

À travers l'étude des trajectoires spécifiques de ces quatre organisations, nous chercherons plus largement à savoir dans quelle mesure le discours des droits humains s'est érigé comme un instrument de mobilisation, de contestation et de changement social pour les principaux groupes et mouvements sociaux au Québec dans les deux décennies suivant la Seconde Guerre mondiale. Nous observerons par ailleurs le rôle de ces organisations et de leurs membres dans les processus de réappropriation, d'internalisation et de diffusion des idéaux des droits humains à l'échelle locale, nationale et internationale.

¹²⁹ Expressions tirées de : « Editorial. Are We To Look At It Only From Pisgah? », *Congress Bulletin [CB]*, septembre 1956, p. 1; « The Decisive Years », *CB*, mai 1961, p. 2. Voir : Gerald J. J. Tulchinsky, *Branching Out: the Transformation of the Canadian Jewish Community*, North York, Ont., Stoddart, 1998, p. 287.

¹³⁰ Le CJC a des branches régionales au Québec et dans les Maritimes (région de l'Est), en Ontario (région Centrale) et dans les provinces des prairies et de la Colombie-Britannique (région de l'Ouest). Pour un aperçu de la structure du CJC, consulter : « The Structure of Canadian Jewish Congress in Diagram Form », *CB*, avril 1961, p. 2.

¹³¹ La population juive de Montréal compte 80 788 personnes en 1951, comparativement à 66 780 pour Toronto et à 340 pour la ville de Québec. Voir l'analyse des données du recensement de 1951, dans : Louis Rosenberg, « Canada », *American Jewish Year Book*, vol. 54, 1953, p. 218.

¹³² Voir Michael Galchinsky, *Jews and Human Rights: Dancing at Three Weddings*, Lanham, Md., Rowman & Littlefield, 2008, 255 p.

Notre étude s'articule autour de trois questions centrales, dont chacune se réfère à des concepts spécifiques et qui ensemble forment notre problématique et notre cadre conceptuel. La première de ces questions fait appel au concept d'historicité des droits humains. Elle concerne le rôle du contexte d'après-guerre dans la diffusion des idéaux des droits humains au Québec et à la manière dont l'évolution des contextes historiques locaux et internationaux influence les discours, les revendications et les stratégies des quatre organisations que nous étudions. Centrée sur la dialectique globale-locale, la seconde question qui oriente nos recherches concerne ces organisations elles-mêmes et la manière dont elles sont influencées par l'évolution des débats internationaux sur les droits humains et par les spécificités du contexte local, provincial et national dans lequel elles évoluent. Étroitement associée aux deux précédentes, notre troisième question porte sur la dialectique universalisme-particularismes. Elle touche aux façons dont les identités, les idéologies, les intérêts et les stratégies incitent les individus et les groupes que nous étudions à (re)définir l'idéal des droits humains et à utiliser ce cadre juridico-moral dans leurs luttes pour la reconnaissance de leurs droits spécifiques.

a) L'historicité des droits humains

Plusieurs théoriciens de l'école dite socioconstructiviste ont souligné que les droits humains, loin d'être des normes immuables qui tirent leur origine de principes transcendants (la raison, la morale, la justice, etc.), sont d'abord et avant tout des construits sociaux et historiques. L'un des principaux théoriciens des droits humains les plus reconnus, Jack Donnelly, insiste ainsi sur la contingence historique des normes du droit international relatif aux droits de l'homme, tout en rappelant que : « A constructivist theory [...] accounts for the tension between the alleged universality of human rights and their obvious historical particularity.¹³³ » D'autres comme Norberto Bobbio soulignent également le caractère variable et hétérogène de la notion de droits

¹³³ Jack Donnelly, *The Concept of Human Rights*, London, Croom Helm, 1985, p. 35; Jack Donnelly, « The Social Construction of International human rights », dans Tim Dunne et Nicholas J. Wheeler (dir.), *Human Rights in Global Politics*, New York, Cambridge University Press, 1999, p. 85.

humains, en insistant sur le fait que leurs définitions ont évolué depuis leurs premières évocations formelles dans les décennies précédant la Révolution française¹³⁴.

Cette approche constructiviste des droits humains nous incite à prêter attention au contexte historique dans lequel évoluent les acteurs que nous étudions. Dans quelle mesure la guerre a-t-elle transformé les représentations qu'ils se font des droits humains et leurs revendications concernant ces droits? Quel rôle joue le contexte particulier des années de la « Grande noirceur » et celui du début de la Révolution tranquille dans l'évolution de leurs discours et de leurs revendications? Cette approche nous oblige par ailleurs à prendre en considération la pluralité des contextes qui influencent ces acteurs, qui peuvent être liés aussi bien à des situations propres à leurs organisations qu'au contexte social, culturel, politique et juridique plus large des sociétés canadienne et québécoise. De même, nous chercherons à évaluer l'influence qu'a le contexte international d'après-guerre sur chacun des groupes que nous étudions. C'est à cette époque en effet qu'est amorcé le processus de codification et de mise en œuvre du droit international relatif aux droits de l'homme, et plusieurs autres facteurs ou événements contemporains (dont la mise au jour de l'holocauste, la guerre froide et le mouvement de décolonisation), structurent au même moment les débats mondiaux sur les droits humains.

b) La dialectique globale-locale

La seconde dimension centrale de notre problématique s'articule autour de ce que nous appellerons la *dialectique globale-locale*. Notre approche vise en effet à explorer les interactions complexes entre les évolutions du droit international, du contexte local et de la pratique concrète des acteurs à l'étude, aux différentes échelles où elle se déploie (locale, provinciale, nationale, nord-américaine et internationale). Cette perspective s'appuie sur le constat que plusieurs historiens ont fait de la centralité des facteurs

¹³⁴ Norberto Bobbio, *The Age of Rights*, Cambridge, Mass., Polity Press, 1996, p.6-8. Voir également Lynn Hunt, *Inventing Human Rights : A History*, New York, W. W. Norton & Company, 2008, 272 p.

locaux dans l'émergence des luttes de droits. En effet, comme le soutiennent Koen De Feyter et Stephan Parmentier : c'est à l'échelle locale que se vérifie la réalité des droits humains ou que s'avère leur caractère illusoire¹³⁵. Dans cette perspective, Mark Goodale rappelle également que : « there is a significant difference [...] between the conceptual scale within which the idea of human rights in its major form must be understood - the global, or universal [...] and the scale within which human rights is encountered in practice.¹³⁶ »

Ce second volet de notre problématique s'appuie également sur le fait – souligné plus haut à partir des travaux de Korey, Chandra, Martens, Keck et Sikkink, notamment – que les organisations non gouvernementales locales et internationales ont joué rôle crucial dans l'élaboration et la mise en œuvre du droit international relatif aux droits de l'homme. Ainsi, nous porterons une attention particulière aux rapports qu'entretiennent les acteurs que nous étudions avec certaines ONG qui ont obtenu un statut consultatif auprès du Conseil économique et social de l'ONU (ECOSOC), de même qu'à l'influence de ces dernières sur les discours et les luttes menées par les acteurs que nous étudions à l'échelle locale. Ces interactions apparaissent de fait comme un important mécanisme de mondialisation des normes de droits humains, dans la mesure où, comme l'explique Sally E. Merry, les organisations internationales jouent un rôle d'intermédiaires dans la traduction des revendications locales dans le cadre global des droits humains¹³⁷. La prise en compte de la dialectique locale-globale apparaît d'autant

¹³⁵ Koen De Feyter et Stephan Parmentier, « Introduction : Reconsidering Human Rights From Below », dans : Koen De Feyter, Stephan Parmentier et al., *The Local Relevance of Human Rights*, New York, Cambridge University Press, 2011, p. 1.

¹³⁶ Mark Goodale et Sally E. Merry, « Introduction. Locating Rights, Envisioning Law Between the Global and the Local », dans Mark Goodale et Sally E. Merry (dir.), *The Practice of Human Rights: Tracking Law between the Global and the Local*, New York, Cambridge University Press, 2007, p. 11.

¹³⁷ « Legal Transplants and Cultural Translation : Making Human Rights in the Vernacular », dans Mark Goodale (dir.), *Human Rights: An Anthropological Reader*, Malden, MA, Wiley-Blackwell, 2009, p. 263.

plus essentielle que les conflits locaux s'inscrivent souvent dans des luttes de pouvoirs plus larges qui ont des ramifications à l'échelle internationale¹³⁸.

Dans cette perspective globale-locale, nous analyserons également – et c'est à nos yeux l'un des aspects les plus importants de notre travail – les façons dont les acteurs que nous étudions mobilisent et adaptent les discours et le droit international des droits humains dans le contexte spécifique du Québec et du Canada des années 1940 à 1960.

Sur le plan théorique, cette dialectique *globale-locale* nous conduit à dépasser l'opposition habituellement faite entre les droits du citoyen, reconnus en fonction de l'appartenance à une catégorie exclusive (la citoyenneté), et les droits de l'homme, qui relèvent de l'appartenance à une catégorie inclusive (l'humanité). Le combat pour les droits humains est en soi un exercice de citoyenneté, et le discours des droits humains peut être conçu comme une stratégie de transformation du cadre civique. Il existe en effet une « tension constitutive » fondamentale entre la citoyenneté et les droits humains¹³⁹. Cette tension est captée avec force par la célèbre formule d'Hannah Arendt du « droit d'avoir des droits », qui rappelle que la reconnaissance des droits humains, dans le cadre du modèle dominant de l'État-nation, est déterminée par l'obtention d'un statut civique, tandis que l'étendue de la protection des droits des individus reste tributaire du cadre civique et juridique de leur État¹⁴⁰. La centralité de l'État comme système d'organisation des sociétés contemporaines, et la suprématie du principe de souveraineté nationale en droit international, font également en sorte que l'État est à la fois le principal violateur et le premier protecteur des droits humains¹⁴¹. Ce constat nous conduit à considérer l'importance cruciale de l'État, du droit et de la citoyenneté dans la

¹³⁸ Koen De Feyter et Stephan Parmentier, « Introduction... », p. 3; Richard A. Wilson, « Human Rights Culture and Context : an Introduction », dans Richard A. Wilson, *Human Rights, Culture and Context : Anthropological Perspectives*, London, Chicago, Pluto Press, 1997, p. 23.

¹³⁹ Paulina Tambakaki, *Human Rights, or Citizenship?*, New York, Birkbeck Law Press, 2010, p. 4.

¹⁴⁰ Hannah Arendt, *The origins of totalitarianism*, New York, Harcourt, Brace & World, 1966, p. 296-297.

¹⁴¹ Jack Donnelly, *Universal Human Rights in Theory and Practice*, Ithaca, Cornell University Press, 3^e éd. 2013, p. 33.

lutte pour les droits humains qui se déploie au Québec, où le droit civil français et la common law anglaise cohabitent dans le cadre d'un État confédéral à plusieurs paliers de gouvernements et d'un État-nation composé de nombreuses communautés ethniques et nationales répondant à un même régime juridique de citoyenneté.

L'approche globale-locale que nous avons choisie nous incite par ailleurs à nous interroger sur la multiplicité, voire la multiscalarité, des identités sociales et civiques des acteurs que nous étudions. Elle met aussi en évidence le paradoxe inhérent à l'affirmation de droits universels – associés à une « citoyenneté globale » – par des acteurs qui appartiennent à une nation et à des groupes sociaux définis par des identités particulières¹⁴².

c) La dialectique universalisme-particularismes

Cet élément nous renvoie directement à la dernière dimension de notre analyse : celle de la dialectique entre universalisme et particularisme¹⁴³. La dialectique globale-locale met en évidence en effet l'une des tensions constitutives de l'idée même de droits universels : celle de l'application de cet idéal défini comme immuable et universaliste dans des contextes culturels particuliers. Inspirés des thèses du tournant linguistique et culturel, de l'approche socioconstructiviste et des théories postcoloniales, féministes et queers, plusieurs chercheurs ont récemment cherché à transcender la contradiction

¹⁴² Mark Imber souligne que cette idée de « droits » protégés par l'ONU constitue le premier des socles de cette « citoyenneté globale ». Mark Imber, « The UN and Global Citizenship », dans : Nigel Dower et John Williams, *Global Citizenship: A Critical Introduction*, New York, Routledge, 2002, p. 115-124. Voir également l'introduction de l'ouvrage, p. 1-8.

¹⁴³ Le terme particularisme est ici utilisé dans une perspective analytique pour désigner les identités, les intérêts, les stratégies et les idéologies spécifiques des acteurs et des groupes que nous étudions. Cette utilisation se distingue de l'approche normative associée à la promotion de la « citoyenneté particulariste », qui renvoie aux mécanismes par lequel les individus et les groupes sociaux cherchent à se faire reconnaître, par l'État et par la collectivité, un statut particulier en fonction de certaines identités (sociales, ethniques, religieuses, sexuelles, etc.) particulières qui les distinguent du reste de la communauté des citoyens. Voir à ce sujet : Gilles Bourque et Jules Duchastel, « Multiculturalisme, pluralisme et communauté politique : le Canada et le Québec », dans Mikhaël Elbaz et Denise Helly (dir.), *Mondialisation, citoyenneté et multiculturalisme*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 2000, p. 147-169.

fondamentale entre universalisme et relativisme en explorant les processus de transplantation, de traduction, de vernacularisation et de redéfinition des normes universelles des droits humains dans des contextes culturels spécifiques¹⁴⁴. Jusqu'à présent, ces études se sont surtout concentrées sur la question de l'adaptation des normes occidentalocentristes des droits humains dans les États du monde colonial. Michael Ignatieff rappelle cependant à juste titre que le problème de la réconciliation des normes de droits humains avec les valeurs locales n'est pas le propre des sociétés non occidentales¹⁴⁵.

Dans le cadre de notre thèse, cette question soulève l'enjeu de l'adaptation des normes internationales au contexte culturel spécifique du Québec, marqué notamment par l'empreinte des héritages des empires coloniaux français puis britannique, par des liens de proximité avec le reste de l'Amérique du Nord et avec les pays d'Europe de l'Ouest. Elle soulève également la question de l'adaptation de ces normes internationales à une société complexe et diversifiée, formée d'une majorité franco-catholique minoritaire sur le continent américain, d'une minorité anglophone majoritaire au Canada et de nombreuses communautés ethnoculturelles d'origines, de langues et de cultures diverses.

L'approche historique constitue en soi un angle d'étude privilégié pour transcender cette opposition traditionnelle entre universalisme et particularisme. Comme le souligne avec justesse Kenneth Cmiel dans son récent bilan de la production mondiale sur l'histoire des droits humains : « Historians have the opportunity to tug this discussion to a more sophisticated level by refusing to see the particularist/universal divide as the last word.

¹⁴⁴ Sally E. Merry, « Legal Transplants and Cultural Translation : Making Human Rights in the Vernacular », dans Mark Goodale (dir.), *Human Rights: An Anthropological Reader*, Malden, MA, Wiley-Blackwell, 2009, p. 265-302. Au-delà du débat sur le caractère colonialiste et impérialiste des notions d'humanité et d'universalité auxquels elles renvoient, ces études ont mis en lumière le paradoxe de l'utilisation du discours des droits humains comme base dans leurs combats contre la domination impériale, contre le colonialisme, le racisme, la discrimination raciale et les entorses à leurs droits fondamentaux. Pour une discussion sur ce sujet, voir notamment : Jane K. Cowen, « Culture and Rights after Culture and Rights », dans Mark Goodale (dir.), *Human Rights: An Anthropological Reader*, Malden, MA, Wiley-Blackwell, 2009, p. 305-331.

¹⁴⁵ Michael Ignatieff, *The Rights Revolution...*, p. 45.

One way of doing this is by attending to the nuances of political language in different cultural settings.¹⁴⁶ » L'analyse des nuances du langage à laquelle nous convie Cmiel nous semble particulièrement pertinente dans le cadre d'une étude comparative comme celle que nous faisons. Elle devrait mettre en lumière la diversité des conceptions des droits humains portés par des individus et des groupes issus de différents secteurs de la société civile québécoise.

Cette dialectique universalisme/particularisme soulève également la question de la mobilisation d'un idéal défini comme universel par des acteurs qui ont des identités, des intérêts, des stratégies et des idéologies particuliers. Située au cœur de notre approche comparative, cette question renvoie aux dimensions identitaires et expressives des revendications de droit. Plusieurs historiens et théoriciens ont en effet montré que la pratique de la revendication de droit (*rights claiming*) implique un processus d'affirmation identitaire, d'*empowerment*, de quête de reconnaissance et de construction d'une « conscience de droits »¹⁴⁷. Dans le cadre de notre étude, cette dialectique identité/universalisme renvoie à plusieurs questions, dont la principale concerne l'influence des identités des acteurs que nous étudions sur leurs discours, leurs revendications et leurs stratégies. Dans quelle mesure les identités associées à la classe sociale, à l'âge, au genre, à l'ethnicité, à la langue, à la religion, à la nation, à la région, etc., influencent-elles leurs discours et leurs pratiques? Cette question nous incite par ailleurs à porter une attention particulière à l'identité comme facteur dans

¹⁴⁶ Kenneth Cmiel, « The recent history of human rights », *The American Historical Review*, vol. 109, no 1, 2004, p. 120.

¹⁴⁷ Benjamin Gregg, *Human Rights as Social Construction*, New York, Cambridge University Press, 2011, p. 118 et suiv. Jack Donnelly, *The Concept of Human Rights*, London, Croom Helm, 1985, p. 3-8; Gaby Oré Aguilar, « The Local Relevance of Human Rights: A Methodological Approach », dans Koen De Feyter (dir.), *The Local Relevance of Human Rights*, New York, Cambridge University Press, 2011, p. 118; Stammers, *Human Rights and Social Movements*, New York, Pluto Press, 2009, 286 p.

l'établissement d'alliances entre des acteurs qui militent pour la défense des mêmes droits¹⁴⁸.

Comme plusieurs chercheurs l'ont démontré, les droits humains sont une notion plurivoque et polysémique, qui peut être mobilisée, négociée ou contestée par les acteurs sociaux qui s'en revendiquent. En effet, le caractère universaliste des droits humains n'implique pas que tous les individus et les groupes qui s'en réclament partagent la même définition de ces normes juridico-morales. Norberto Bobbio rappelle ainsi que le discours des droits humains peut être interprété de différentes manières selon l'idéologie de l'interpréteur¹⁴⁹. Umberto Baxi souligne lui aussi que l'« incroyable registre de diversité des conceptions des droits humains » tient d'abord à la multiplicité des acteurs qui luttent pour faire reconnaître leurs propres conceptions du droit et de la justice¹⁵⁰. Le politologue et théoricien des droits humains Benjamin Gregg est sans doute celui qui a proposé la vision la plus radicale de cette approche socioconstructiviste, en affirmant que ce sont les individus qui, en définitive, sont les principaux « auteurs des droits humains »¹⁵¹. Gregg rappelle par ailleurs que le discours des droits humains n'existe pas de manière autonome et qu'il coexiste toujours avec d'autres « inventions culturelles », d'autres schèmes de pensées et d'autres idéologies¹⁵². Cette perspective socioconstructiviste est pertinente pour notre étude, dans la mesure où elle permet de prendre en compte « l'agentivité morale » de ceux qui se définissent comme détenteurs de droits¹⁵³. Elle nous conduit ainsi à nous interroger sur les différentes conceptions des

¹⁴⁸ Comme le rappelle Benjamin Gregg : « Solidarity may often be significant to efforts toward overcoming some social, political, and cultural differences (in part, possibilities for solidarities are limited by such differences. » dans : *Human Rights as Social Construction...*, p. 33.

¹⁴⁹ Norberto Bobbio, *The Age of Rights*, Cambridge, Mass., Polity Press, 1996, p. 5.

¹⁵⁰ U. Baxi, *The Future of Human Rights*, New York, Oxford University Press, 2006 (2e éd.), p. 31, 44.

¹⁵¹ Voir section « Individuals as Authors of Human Rights », *Human Rights as Social Construction*, New York, Cambridge University Press, 2011, p. 87-110.

¹⁵² *Human Rights as Social Construction...*, p. 23; Mark Goodale et Sally E. Merry, *The Practice of Human Rights: Tracking Law between the Global and the Local*, New York, Cambridge University Press, 2007, p. 10.

¹⁵³ Benjamin Gregg, *Human Rights as Social Construction...*, p. 17.

droits humains portées par les organisations que nous étudions et sur la manière dont celles-ci s'articulent à d'autres valeurs, principes, idéologies ou conceptions du monde.

La dialectique universalisme-particularisme soulève enfin une question qui est au cœur du paradoxe de l'idée de droits « universels » : celle de l'utilisation de ce discours par des acteurs militant pour la défense de leurs droits et de leurs intérêts particuliers. Umberto Baxi souligne ainsi que le discours des droits humains est toujours intensément partisan¹⁵⁴. De fait, plusieurs chercheurs ont démontré que l'utilisation du discours des droits humains constitue une technique de persuasion, une ressource politique et un « atout » discursif utilisé par divers acteurs pour inscrire leurs revendications particulières dans un cadre éthico-moral défini comme universel¹⁵⁵.

Cette conception du langage des droits humains comme instrument de lutte, de mobilisation et de persuasion nous permet par ailleurs d'aller au-delà de l'analyse du discours pour explorer la matérialité des rapports de pouvoir et la réalité concrète à la fois des violations des droits humains et des luttes en faveur de ces droits. Plusieurs théoriciens de l'approche socioconstructiviste et des écoles dites discursive, délibérative et de la protestation¹⁵⁶ rappellent en effet que l'évolution des droits humains et leur reconnaissance effective sont avant tout tributaires de l'évolution, dans des contextes spécifiques, des relations de pouvoirs entre divers groupes d'intérêts¹⁵⁷. S'il peut dans certains cas servir à légitimer l'exercice d'un pouvoir dominant (*power over*), on constate cependant que le discours des droits humains a généralement constitué un instrument permettant aux groupes dominés, marginalisés ou subalternes de remettre en

¹⁵⁴ Upendra Baxi, *The Future of...*, p. 15.

¹⁵⁵ Voir notamment : Karen Zivi, *Making Rights Claims: A Practice of Democratic Citizenship*, New York, Oxford University Press, 2012, 158 p.; Upendra Baxi, *The Future of...*, p. 5-15

¹⁵⁶ Marie-Bénédicte Dembour, « What Are Human Rights? Four Schools of Thought », *Human Rights Quarterly* 32, no. 1, février 2010, p. 1-20; Lena Khor, *Human Rights Discourse in a Global Network : Books Beyond Borders*, Surrey, Ashgate, 2013, p. 15 et suiv; Upendra Baxi, *The Future of...*, p. 22-24.

¹⁵⁷ Richard A. Wilson, « Human Rights Culture and Context : an Introduction », dans Richard A. Wilson, *Human Rights, Culture and Context : Anthropological Perspectives*, London, Chicago, Pluto Press, 1997, p. 12.

cause les rapports de domination (*power to*)¹⁵⁸. Ce constat nous amène à considérer les articulations complexes qui peuvent exister entre l'adhésion des individus et des organisations que nous étudions à un idéal universaliste, et leur volonté de promouvoir les droits et les intérêts spécifiques du groupe social qu'ils représentent.

En somme, les perspectives que nous adoptons permettent de se distancier d'une perspective téléologique de l'histoire des droits humains, en montrant que leur diffusion n'est pas seulement le fruit d'une adhésion progressive des militants des droits humains à un idéal juridico-moral abstrait, idéal et désintéressé, mais le résultat d'une évolution complexe, parfois conflictuelle, des idéologies, des intérêts, des stratégies et des identités des acteurs et des groupes qui se revendiquent de ce discours normatif. Notre analyse dépasse également la dichotomie classique entre universalisme et particularisme, en montrant que les revendications « catégorielles » (pour la reconnaissance des droits de certains groupes ou catégories de populations) portées par les acteurs qui se revendiquent de l'idéal des droits humains constituent en définitive le principal moteur de l'universalisation concrète de ces droits¹⁵⁹.

1.3 Méthodologie et sources

1.3.1 Sources premières

Notre étude des quatre organisations que nous avons choisies, l'analyse du discours qu'elles tiennent sur les droits de la personne, des revendications qu'elles formulent dans ce domaine et des alliances qu'elles forment éventuellement pour mieux les défendre s'appuie sur un dépouillement exhaustif (pour la période allant de l'après-guerre au

¹⁵⁸ Neil Stammers, *Human Rights and Social...*; Dominique Clément, *Rights in the Age of Protest : A History of the Human Rights and Civil Liberties Movement in Canada, 1962-1982*, Thèse (histoire), Memorial University of Newfoundland, 2005, p. 115.

¹⁵⁹ Pour une réflexion approfondie sur ce « mouvement dialectique » et sur le rôle des revendications « catégorielles », « préférentielles » ou « différentialistes » dans le développement du discours sur les droits humains universels, voir : Danièle Lochak, « Penser les droits catégoriels dans leur rapport à l'universalité », *La Revue des droits de l'homme*, no 3, juin 2013, p. 14-21.

milieu des années 1960) de six principaux types de sources premières : les journaux officiels de ces organisations; les procès-verbaux de leurs conseils exécutifs et, le cas échéant, des comités œuvrant directement dans le domaine des droits humains; les procès-verbaux de leurs assemblées annuelles; les mémoires qu'elles soumettent aux gouvernements fédéral et provincial et à des commissions d'enquête publique; les correspondances entre leurs dirigeants qui traitent explicitement des enjeux relatifs aux droits humains; et enfin les publications (tracts, dépliants, livres, publicités, textes de conférences) émanant de ces organismes, de leurs dirigeants ou de leurs représentants.

Dans un premier temps, l'analyse des journaux officiels de ces organisations¹⁶⁰ nous a servi à répertorier tous les éléments de leurs discours qui traitent explicitement des droits humains, de même que l'ensemble des revendications de droits qui sont exprimées en ces termes. Concrètement, nous avons analysé le contenu des articles qui mobilisent le langage associé aux droits humains afin d'identifier les causes et les catégories ou types de droits auxquels ils se réfèrent. De la même façon, nous avons retenu les textes qui abordent des enjeux de droits, considérés dans leur acception la plus large possible, afin de déterminer si ces derniers sont appréhendés en termes de droits humains. Ce relevé des éléments de discours relatifs aux droits humains nous a permis d'identifier, dans un deuxième temps, les catégories de droits auxquelles on se réfère le plus souvent et celles qui font le plus souvent l'objet de revendications. Porteurs des discours officiels, les journaux nous donnent par ailleurs accès à l'image publique que les organisations que nous étudions veulent projeter de leurs rôles, de leur mission, de leurs identités, de leurs fonctions et de leur place dans la société. Ils peuvent également nous renseigner sur les principaux événements qui marquent l'histoire de ces organisations au cours de la période étudiée, de même que sur les alliances formelles qu'elles créent avec d'autres acteurs sociaux portant des discours et des revendications similaires.

¹⁶⁰ Il s'agit des journaux *Le Travail* (CTCC), *Canadian Unionist* (Congrès canadien du travail), *Les Nouvelles ouvrières* (CCT-FUIQ), *Rapports ouvriers canadiens* (Comité des droits de l'homme du CCT), *Congress Bulletin* (CJC) et *Quartier Latin* (AGEUM).

Les procès-verbaux des conseils administratifs et exécutifs de ces organisations, répertoriés dans leurs fonds d'archives respectifs¹⁶¹, permettent d'identifier les éléments de débats qui, à l'interne, peuvent marquer l'adhésion à différentes conceptions des droits humains ou aux revendications qui s'en inspirent. Nous avons répertorié les débats concernant les enjeux relatifs à ces droits et observé les discussions touchant les prises de position et les stratégies d'action mises de l'avant pour les défendre. Parallèlement, nous avons dépouillé les procès-verbaux des comités formés explicitement pour travailler dans le domaine des droits humains. L'analyse des sources émanant de ces comités nous permet d'identifier les conflits potentiels entre leurs membres, les stratégies de luttes qu'ils adoptent et les liens qu'ils entretiennent avec d'autres acteurs. Nous étudions plus généralement l'influence de ces comités sur les orientations générales de la CTCC, de la FUIQ, de l'AGEUM et du CJC.

Nous avons ensuite dépouillé les procès-verbaux des assemblées ou congrès annuels que tiennent ces organismes, retenant principalement les débats qui entourent l'adoption de déclarations de principes, les discours des dirigeants aux membres, les rapports annuels d'activités et les résolutions proposées en assemblée. Ces sources rendent compte de la dynamique des échanges entre les dirigeants des organisations et leurs membres. Les constitutions et règlements de ces groupes, de même que leurs déclarations de principes, sont particulièrement utiles pour comprendre la façon dont ces organisations définissent leurs rôles et leurs fonctions sociales et pour répertorier les revendications de droits qu'elles présentent comme des principes directeurs de leurs actions. Les allocutions que les dirigeants font devant leurs membres témoignent par ailleurs de la place qu'occupe le langage des droits dans la définition que ces dirigeants donnent du rôle de leur organisation et de leur fonction de représentation d'un groupe social spécifique. De même, les résolutions proposées lors des assemblées annuelles et les rapports annuels

¹⁶¹ CTCC : Service de la documentation de la Confédération des syndicats nationaux (Montréal); FUIQ : 85 P - Fonds de la FUIQ, Service des archives et de gestion des documents de l'UQÀM (Montréal); CJC : Fonds divers, Archives juives canadiennes Alex Dworkin (Montréal); AGEUM : P 33 - Fonds de l'AGEUM, Division de la gestion de documents et des archives – Université de Montréal (Montréal).

d'activités nous informent, respectivement, des revendications de droits discutées et adoptées par leurs membres et des stratégies d'action adoptées par ces groupes.

Par ailleurs, les mémoires soumis par ces organisations aux gouvernements fédéral et provincial et à diverses commissions d'enquête publique mises sur pied au cours de la période que nous étudions témoignent des modalités de la prise de parole publique de ces organisations. Ces mémoires nous permettent également d'évaluer l'importance relative qu'ont les revendications de droits humains dans l'agenda revendicatif de ces groupes et de mettre en lumière le discours officiel qui sous-tend leur argumentaire en faveur de la reconnaissance de ces droits. Le suivi de ces prises de paroles par les journaux à grand tirage donne une mesure de l'impact de leurs luttes et de leurs revendications à l'extérieur des cadres de ces organisations.

Le dépouillement de la correspondance que les dirigeants du CJC, de la FUIQ, de la CTCC et de l'AGEUM échangent entre eux et avec d'autres groupes ou institutions a été circonscrit de manière stricte aux enjeux qui concernent directement les droits humains et que nous avons répertoriés dans nos autres sources. Cette correspondance donne accès à des renseignements qui souvent ne sont pas consignés dans les sources « officielles ». La correspondance interne à ces groupes met en effet en lumière les conflits qui peuvent émerger entre ses dirigeants au sujet des positions à adopter sur différents enjeux ou des stratégies les plus aptes à faire valoir des revendications. Les correspondances avec d'autres acteurs peuvent par ailleurs nous renseigner sur les réseaux et les alliances contractées par les organisations que nous étudions.

Notre analyse s'appuie également sur l'ensemble des publications qui émanent des organisations étudiées, de leurs dirigeants ou de leurs représentants et qui touchent leurs revendications de droits, leurs orientations générales et les positions de ces organisations par rapport à des enjeux relatifs aux droits humains. Ces documents témoignent de leurs prises de paroles publiques sur des enjeux spécifiques et permettent de vérifier la prévalence du langage des droits dans leurs discours publics et d'observer la place

relative de ces droits comme cadre pour porter un jugement sur la société de leur époque.

Enfin, par moments, nous avons complété l'information recueillie dans nos sources principales par des renseignements tirés de publications ou d'archives qui ont fait l'objet d'un dépouillement très ciblé. Il s'agit pour l'essentiel de documents gouvernementaux (lois, procès verbaux et rapports de comités, débats en chambre, etc.), des publications d'organisations impliquées dans la défense des droits humains ou alliées aux groupes que nous étudions et des journaux à grand tirage publiés au Québec (La Presse, Le Devoir, The Gazette, The Montreal Herald, etc.). Ces renseignements ont servi à vérifier certains éléments factuels, à documenter certaines prises de position publiques de ces organisations et à examiner la réception et la portée de leurs discours et de leurs revendications.

1.3.2 Méthodologie de recherche

Notre recherche consiste en quatre études de cas qui permettent de dresser aperçu général des modalités de diffusion des idéaux des droits humains dans différents secteurs de la société civile québécoise. De ce point de vue, notre méthode de démonstration est l'*investigation*, tandis que nos tentatives de *systématisation* s'appuient sur l'*exemplification*¹⁶². À partir d'exemples à la fois particuliers et représentatifs, nous menons en effet une réflexion systématique sur le phénomène historique que nous explorons. Dans cette perspective, notre méthode est également *comparative*, puisqu'il s'agit essentiellement de comparer – dans la synchronie et la diachronie – les modalités d'appropriation et de diffusion du discours des droits humains et l'évolution des revendications de droits portées par les quatre organisations étudiées.

¹⁶² Les concepts en italique dans cette section sont tirés de la typologie que fait l'historien français Antoine Prost des différentes méthodes d'administration de la preuve en histoire. Voir : *Douze leçons sur l'histoire*, Paris, Éd. Du Seuil, 1996, p. 289-293.

Nous avons aussi cherché à mettre au jour les principaux réseaux d'alliances contractées par les acteurs que nous étudions dans le cadre de leurs luttes pour la défense des droits humains, de même que les lignes de fractures qui les séparent d'autres groupes militant pour les mêmes types de droits. Cette approche nous permet de mettre en lumière la nature, l'étendue, mais aussi les limites des réseaux d'alliances établis par le CJC, la FUIQ, la CTCC et l'AGEUM. Ces alliances, plus ou moins denses et durables, peuvent prendre la forme de partage de renseignements, de consultations, de cooptations, d'actions concertées, d'une assistance mutuelle, voire d'un réel partenariat. Bien qu'il ait été impossible de procéder à une reconstitution intégrale de ces alliances, nous tentons ainsi de rendre compte de la composition des principaux réseaux dans lesquels s'inscrivent ces acteurs afin de mettre en lumière les interactions sociales concrètes qui rendent possible la diffusion du discours sur les droits humains dans différents secteurs de la société civile québécoise.

Considérant la diversité des termes, des mots et des expressions qui peuvent composer le « langage des droits » (libertés civiles, droit à l'égalité, droits humains, droits fondamentaux, droits de la personne humaine, etc.), notre analyse du contenu et du discours des droits humains ne peut s'appuyer sur une approche systématique ou sérielle inspirée des méthodes quantitatives. Nous adoptons plutôt une approche qualitative basée sur une analyse de contenu et une analyse de discours¹⁶³. Ainsi, à travers une analyse de contenu, nous cherchons à rendre compte de cette diversité sémantique et à observer la signification des différentes expressions associées aux droits humains chez les acteurs que nous étudions. En ce qui concerne l'analyse de discours, Kenneth Cmiel rappelle à quel point, dans le domaine des droits humains, elle reste un exercice complexe. Dans la littérature scientifique, jusqu'ici, elle oscille souvent entre deux

¹⁶³ L'analyse du contenu renvoie à la description qualitative du contenu de la communication, tandis que l'analyse de discours s'intéresse à la fois au contexte de l'élocution et de production du discours, de même qu'à la portée générale des messages véhiculés dans ces derniers. Sur cette distinction, consulter : Alice Krieg-Planque, *Analyser les discours institutionnels*, Paris, Éditions Armand Colin, 2012, p. 42-43; Alpha Ousmane Barry, *Les bases théoriques en analyse du discours*, 2002, [En ligne], https://www.infoamerica.org/teoria_articulos/discurso01.pdf

extrêmes : une approche « expansive », qui consiste à faire entrer dans la catégorie des droits humains toutes les revendications de droits qui apparaissent comme justes; ou au contraire la recherche de « mots magiques », qui consiste à ne retenir pour analyse que les revendications explicitement formulées en termes de droits de l'homme¹⁶⁴. Cherchant à éviter les limites de ces deux approches, nous avons tenté de développer une méthode hybride, qui consiste à répertorier l'ensemble des revendications formulées dans le langage des droits, tout en restant attentifs aux revendications de droits qui s'appuient sur d'autres normes, schémas de valeurs, principes, idéologies ou fondements éthiques. Cette approche nous permet de vérifier à la fois la place relative qu'occupent les droits humains dans les discours de légitimation de ces acteurs et la manière dont le langage des droits peut s'associer à d'autres discours de légitimation, fondés sur d'autres idéaux complémentaires, tels la justice sociale, les valeurs chrétiennes, les principes libéraux, l'éthique humaniste, etc.¹⁶⁵

L'approche compréhensive que nous avons choisie et qui consiste à analyser la logique et la pensée des acteurs eux-mêmes ne nous dispense toutefois pas de procéder à une forme de catégorisation des discours et des revendications des organisations analysées. Cette classification apparaît nécessaire pour exposer les logiques revendicatives et discursives associées aux différents types de droits, de même que les différences et les similitudes des stratégies déployées par ces organisations selon les types de droits qu'elles revendiquent. Existe-t-il ainsi une stratégie discursive et revendicative commune aux acteurs qui militent pour la liberté d'expression? Les revendications en faveur du droit à l'égalité procèdent-elles de logiques différentes ou similaires selon les groupes? Cette classification, présentée dans les lignes qui suivent, nous permet en outre

¹⁶⁴ Comme le souligne Cmiel : « The expansive approach can wind up equating "human rights" with anything "good." [...] This sort of thing can get soggy fast. The other method, however, potentially crabs us to those places where some magic words—rights of man, human rights, derechos humanos, renquan—were actually being uttered. », dans : « The recent history of human rights », *The American Historical Review*, vol. 109, no 1, 2004, p. 119-120.

¹⁶⁵ Cette méthode s'appuie notamment sur l'approche œcuménique développée notamment par Mark Goodale et Sally E. Merry, dans : *The Practice of Human Rights...*, p. 10 et suiv.

de mettre en évidence l'évolution des types de droits revendiqués par les acteurs et leur degré d'adéquation aux normes extensives établies par l'ONU en matière de droits humains.

Il existe plusieurs types de classification des nombreux droits compris dans la vaste catégorie des droits humains. Le sociologue Dominique Clément nous rappelle également que toute tentative de définir des catégories distinctes de droits est une entreprise risquée¹⁶⁶. Nous retenons pour notre part les classifications les plus largement reconnues dans la littérature, celles qui correspondent aux débats de notre période et qui éclairent le mieux les différentes logiques revendicatives et les rapports entre l'individu et l'État qui sous-tendent la reconnaissance des droits qu'elles englobent. La première classification, fondée sur le critère du « titulaire des droits », consiste à distinguer les *droits individuels* (exercés par les individus) des *droits collectifs* (exercés par une collectivité)¹⁶⁷. La notion de droits collectifs est parfois utilisée pour parler de droits individuels « qui ne peuvent être exercés qu'en groupe » (droits d'association, de presse, de manifestation, de réunion, de culte, etc.). Cependant, nous privilégions cette expression pour parler de droits reconnus explicitement à une collectivité — en particulier, dans le cadre de ce travail, des droits reconnus explicitement aux minorités ethnoculturelles ou aux collectivités nationales¹⁶⁸. Nous parlons par ailleurs de conception « communautariste » des droits pour caractériser les revendications, formulées en termes de droits humains, qui concernent la reconnaissance de droits spécifiques à certaines minorités ethnoculturelles, en tant que groupes¹⁶⁹. Il est par

¹⁶⁶ Dominique Clément, *Rights in the Age of Protest...*, p. 11.

¹⁶⁷ Karel Vasak, « Les différentes typologies des Droits de l'homme », dans Emmanuelle Bribosia et Ludovic Hennebel (dir.), *Classer les droits de l'homme*, Bruxelles, Bruylant, 2004, p. 16.

¹⁶⁸ Julie Ringelheim, « Droits individuels et droits collectifs : avenir d'une équivoque », dans Bribosia et Hennebel (dir.), *Classer les droits...*, p. 231-261; Zehra F.K. Arat, *Human Rights Worldwide : a Reference Handbook*, Santa Barbara, Ca., ABC-CLIO, 2006, p. 38-40

¹⁶⁹ Will Kymlicka qualifie de « droits différenciés par le groupe » les droits différenciés reconnus à des individus en fonction de leur appartenance à une minorité ethnoculturelle ou nationale spécifique. Ce concept, associé à une conception « communautariste », des droits ne sera toutefois que très peu utilisé dans cette thèse puisqu'il renvoie principalement à des débats ultérieurs à notre période, qui émergent en

ailleurs à noter que les *droits collectifs* ne recoupent pas ce que nous appelons le *droit à l'égalité raciale et religieuse* (ou *principe de non-discrimination*). Ce dernier désigne plutôt la possibilité pour les individus de jouir de l'ensemble de leurs droits sans distinctions fondées sur la « race », l'origine nationale, la couleur de peau, la croyance, la religion, le sexe, l'orientation sexuelle, l'âge, le handicap, etc.

Pour catégoriser les différents types de *droits individuels*, nous reprenons la classification classique qui se réfère à « la nature intrinsèque des droits de l'homme »¹⁷⁰. Inscrite au fondement du droit international, cette catégorisation distingue, d'une part, les *droits civils et politiques* (DCP) et, d'autre part, les *droits économiques, sociaux et culturels* (DESC). Étroitement associés à l'éthique libérale classique (ou conservatrice¹⁷¹), les DCP concernent essentiellement les libertés individuelles et relèvent d'une conception non-interventionniste du rôle de l'État. Parmi ces droits, on retrouve les *libertés civiles* (droit à la vie, droit à la sécurité, liberté de circulation, droit de propriété, droit à la vie privée, liberté de conscience, liberté de culte et de religion, liberté d'expression, liberté de réunion pacifique, liberté d'association); les *droits juridiques* (habeas corpus, droit à un procès juste et équitable, etc.); enfin les *droits politiques* (droit de vote, de se présenter aux élections et de participer aux affaires publiques)¹⁷². Associés pour leur part à une conception socialiste des droits humains, les DESC sont liés à la mise en place de l'État-providence et concernent les droits

particulier dans la foulée de la mise en place des politiques du multiculturalisme au Canada. Will Kymlicka, *Multicultural Citizenship: A Liberal Theory of Minority Rights*, New York, Clarendon Press, 1996, 280 p. Pour une discussion sur les approches libérale et communautariste, voir : Julie Ringelheim, « Droits individuels et droits collectifs : avenir d'une équivoque », dans Bribosia et Hennebel (dir.), *Classer les droits...*, p. 237 et suiv.

¹⁷⁰ Karel Vasak, « Les différentes typologies des Droits de l'homme », dans Bribosia et Hennebel (dir.), *Classer les droits...*, p. 13-15.

¹⁷¹ Cette notion renvoie à l'opposition que propose Brian Howe entre les éthiques « libérale conservatrice » et « libérale réformiste ». Voir : « The Evolution of Human Rights Policy in Ontario », *Canadian Journal of Political Science/Revue canadienne de science politique*, vol. 24, no 4, 1991, p. 783-802.

¹⁷² À noter que les libertés d'expression, de presse et de manifestation sont également considérées comme des droits politiques, dans la mesure où leur reconnaissance est une condition préalable à l'exercice de la démocratie.

revendiqués au nom de l'obligation qu'a l'État de subvenir aux besoins fondamentaux de ses citoyens. Parmi ces droits, on retrouve les *droits sociaux* (droit à un niveau de vie suffisant, droit à la protection sociale, droit à la santé, droit au logement, etc.), les *droits économiques* (droit de propriété, droit au travail, droits syndicaux, etc.) et les *droits culturels* (droit d'accès à la culture et aux institutions culturelles, droit à l'éducation et à la formation, etc.)¹⁷³. Il est à noter toutefois que cette catégorisation – qui renvoie directement aux droits inscrits dans les deux Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme adoptés par l'ONU en 1966¹⁷⁴ - n'est ni parfaitement étanche, ni parfaitement exhaustive¹⁷⁵.

Cette typologie recoupe dans une large mesure la classification dite *générationnelle* des droits humains, qui distingue trois principales générations de droits, en fonction de la période historique de leur reconnaissance dans les sociétés occidentales, soit : les DCP (droits de première génération), les DESC (deuxième génération) et les droits de solidarité (troisième génération)¹⁷⁶. Les droits de troisième génération ne sont pas débattus pendant la période que nous étudions. Cette classification générationnelle, initialement proposée par Karel Vasak, permet cependant de mettre en lumière la nature distincte des DCP et des DESC ainsi que le rapport entre l'individu et l'État qui sous-tend leur reconnaissance. Comme l'affirme ce dernier :

La première génération, celle des droits civils et politiques, contient des *droit-attributs* de la personne humaine, droits qui sont, pour l'essentiel, *opposables à l'État* dont ils supposent d'abord une attitude d'*abstention* pour qu'ils puissent être *respectés*. La deuxième

¹⁷³ Carlos Miguel Herrera, *Les droits sociaux*, Paris, Presses Universitaires de France, 2009 128 p.

¹⁷⁴ Il s'agit du *Pacte international relatif aux droits civils et politiques* et du *Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels*. Voir : Assemblée générale des Nations Unies, résolution 2200 A (XXI), 16 décembre 1966 [En ligne], <http://www.ohchr.org/FR/ProfessionalInterest/Pages/CCPR.aspx>

¹⁷⁵ Par exemple, la liberté de choisir l'éducation religieuse des enfants et la liberté syndicale sont inscrites dans les deux pactes, tandis que le droit de propriété n'est énoncé dans aucun d'eux. Voir à ce sujet : Karel Vasak, « Les différentes typologies des Droits de l'homme », dans Bribosia et Hennebel (dir.), *Classer les droits...*, p. 14-15.

¹⁷⁶ La troisième génération renvoie principalement aux droits dits de solidarité, parmi lesquels on retrouve les droits au développement, à la paix, à un environnement sain, à la propriété sur le patrimoine commun de l'humanité, à l'assistance humanitaire, etc. *Ibid.*, p. 18-19.

génération des droits de l'homme qui est celle des droits économiques, sociaux et culturels, contient des *droits de créance* sur l'État et la collectivité nationale et internationale organisée, droits qui sont *exigibles* de l'État pour pouvoir être *réalisés*.¹⁷⁷

Plusieurs théoriciens ont critiqué cette conception générationnelle, fondée sur une approche occidentalocentriste et surtout téléologique, qui en fait une sorte d'« odyssée des droits de l'homme »¹⁷⁸. Nous la rejetons nous aussi en partie; elle ne correspond d'ailleurs pas à l'évolution de la reconnaissance de ces droits au Québec¹⁷⁹. Mais nous retenons par contre la distinction qu'elle permet d'établir entre les droits civils et politiques et les droits économiques, sociaux et culturels, de même l'idée selon laquelle la reconnaissance des DESC marque un élargissement des droits humains. Cette idée met en effet en lumière le fait que ces deux catégories de droits relèvent d'une logique de protection et d'attribution différente et surtout d'une conception différente du rôle de l'État et de ses rapports avec les citoyens.

Parfois qualifiés de liberté-autonomie, de liberté-participation, de droits-résistances ou de « droits de », les droits civils et politiques supposent que l'État s'abstienne d'intervenir dans la sphère d'autonomie de l'individu, si ce n'est que pour assurer le libre exercice de leurs libertés. Qualifiés pour leur part de droits-créances, de droits programmatiques ou de « droits à », les droits économiques, sociaux et culturels présupposent, pour être pleinement reconnus, que l'État intervienne pour mettre en place des mesures positives afin de travailler au rétablissement de l'égalité réelle et concrète entre les citoyens¹⁸⁰. Alors que les premiers sont généralement revendiqués contre les

¹⁷⁷ *Ibid.*, p. 18.

¹⁷⁸ Zehra F.K. Arat, *Human Rights Worldwide: a Reference Handbook*, Santa Barbara, Ca., ABC-CLIO, 2006, p. 37; Henri Oberdorff, *Droits de l'homme et libertés fondamentales*, Paris, LGDJ : Lextenso éditions, 2013 (4e éd.), p. 31.

¹⁷⁹ Il suffit de mentionner qu'au Québec, les femmes mariées ont obtenu la reconnaissance de leurs droits civils en 1964 et qu'au Canada les Autochtones ont obtenu le droit de vote en 1960, soit après la mise en place des premières mesures associées à l'État-providence (pensions de vieillesse, assurance chômage et allocations familiales).

¹⁸⁰ Pour une analyse approfondie de ces types de droits et de leur évolution historique, consulter Jean-Marie Denquin, « Droits civils et politiques » et Jean-Marie Akandji-Kombe, « Droits économiques,

interventions de l'État dans les champs économiques, sociaux et culturels, les seconds prennent au contraire la forme de revendications en faveur d'une intervention positive de l'État dans ces domaines et conduisent à des interventions multiformes des pouvoirs publics dans des domaines considérés, selon l'éthique libérale classique, comme relevant du domaine de la sphère privée (éducation, santé, soin des enfants, revenus minimums, secours aux aînés, etc.)¹⁸¹. Cette distinction renvoie dans une large mesure à celle que Thomas H. Marshall fait entre les « citoyennetés civile et politique » et la « citoyenneté sociale »¹⁸².

Cette classification entre droits-résistances (DCP) et droits-créances (DESC) recouvre par ailleurs une seconde typologie, qui nous permet de distinguer entre les droits dits *négatifs* et *positifs*. Comme dans le cas de la distinction DCP-DESC, cette typologie renvoie au rôle que doit jouer l'État pour assurer la protection de différents types de droits. Dans le cadre de cette thèse, nous l'utilisons pour différencier les droits qui nécessitent une intervention « positive » de l'État, de ceux qui nécessitent au contraire que l'État s'abstienne d'intervenir pour laisser libre cours à leur exercice. Cette catégorisation est étroitement liée à la distinction entre DCP (droits négatifs) et DESC (droits positifs), mais elle nous permet d'attirer l'attention sur ce que nous appellerons le *droit à l'égalité* (ou *principe de non-discrimination*), qui demande également une intervention positive de l'État pour assurer sa protection. Ainsi, la protection des membres des minorités contre les discriminations dont ils sont victimes nécessite que l'État intervienne de manière positive pour protéger le droit à l'égalité et le respect du

sociaux et culturels », dans Joël Andriantsimbazovina (dir.), *Dictionnaire des droits de l'homme*, Paris, Presses universitaires de France, 2008, p. 251-254 et 255-257.

¹⁸¹ Henri Oberdorff, *Droits de l'homme...*, p. 32

¹⁸² La reconnaissance des droits sociaux, affirme Thomas H. Marshall, marque une rupture fondamentale par rapport à l'ordre libéral dans la mesure où elle vise non seulement à résorber, mais à transformer en profondeur les schèmes inégalitaires qui sont à la base du régime de production capitaliste, du libéralisme économique et de la société de classe. « Citizenship and Social Class », dans *Citizenship and Social Class and Other Essays*, New York, Oxford University Press, 1950, p. 46-47.

principe de non-discrimination¹⁸³. Bien qu'il requière une intervention de l'État, le *droit à l'égalité* ne doit cependant être confondu ni avec les DCP, ni avec les DESC. Comme le rappelle la juriste Florence Benoît-Rohmer, le droit à l'égalité résiste à toute forme de typologie précisément parce que l'égalité et la liberté ne peuvent se concevoir indépendamment l'une sans l'autre. C'est pourquoi, souligne-t-elle : « L'égalité est à la fois un droit civil et politique et un droit économique et social, un droit de la première et de la deuxième génération.¹⁸⁴ » L'historien canadien James Walker explique pour sa part que la lutte pour le droit à l'égalité peut prendre la forme de revendications en faveur de l'« égalité citoyenne » face à l'État, d'un « bouclier de protection » légale pour interdire les pratiques discriminatoires exercées par les citoyens entre eux ou encore de mesures positives de redressement destinées à corriger les discriminations systémiques¹⁸⁵.

Ces différentes catégorisations (droits individuels/collectifs; DCP/DESC; droits négatifs/positifs, droits à la liberté/égalité) ne doivent évidemment pas nous empêcher de rester attentif à la spécificité des différents droits qu'elles englobent. Elles constituent cependant un outil d'analyse efficace. Ainsi, l'importance que les individus et les organisations accordent à certains droits ou catégories de droits met en lumière la conception qu'ils se font des droits humains. Nous parlons de la *conception libérale classique* (ou *conservatrice*) pour caractériser les positions qui consistent à affirmer la primauté ontologique des droits individuels et des droits civils et politiques et à rejeter la notion de droits économiques, sociaux et culturels. Par contraste, la *conception socialiste*

¹⁸³ La notion anglaise d'*egalitarian civil liberties*, qui n'a pas de correspondant en français, permet de distinguer plus précisément les droits qui nécessitent une intervention positive de l'État pour assurer l'égalité civique, de ceux touchent directement les DESC. Ces droits renvoient au principe de l'égalité juridique et formelle. Voir : Ross Lambertson, *Activists in the Age of Rights: the Struggle for Human Rights in Canada, 1945-60*, Thèse (histoire), University of Victoria, 1998, 5-6.

¹⁸⁴ En droit international, observe-t-elle, « l'expression privilégiée par les textes est celle du principe d'égalité et non du droit à l'égalité » Florence Benoît-Rohmer, « L'Égalité dans la typologie des droits », dans Bribosa et Hennebel (dir.), *Classer les droits...*, p. 135-152.

¹⁸⁵ Celui affirme : « Although "the three phases are not strictly chronological – all three co-exist today, for example – one or another has tended to dominate the organized movement for policy reform in Canada in recent decades. » James W. Walker, « The "Jewish Phase" in the Movement for Racial Equality in Canada », *Canadian Ethnic Studies*, vol. 34, no 1, 2002, p. 2.

(ou *sociale*) des droits humains se réfère aux positions qui affirment à la fois l'importance de protéger les DCP et de promouvoir le respect des DESC. Par ailleurs, pour distinguer les positions défavorables et favorables à l'intervention de l'État dans la protection du droit à l'égalité et du principe de non-discrimination, nous opposons parfois les conceptions *individualiste* (ou *libérale classique*) et *égalitariste* (ou *libérale réformiste*). En quelques occasions enfin, nous utilisons les termes de conceptions *libérale* (ou *individualiste*), *socialiste* (ou *sociale*) et *chrétienne* (*catholique* ou *personnaliste*) pour discuter de positions favorables aux droits humains qui s'appuient respectivement sur les principes fondamentaux du libéralisme, du socialisme démocratique et de la doctrine sociale de l'Église¹⁸⁶. Il convient toutefois de souligner que ces différentes « conceptions » ne sont pas toujours mutuellement exclusives, qu'elles peuvent être à la fois évolutives et contradictoires. Les principes qui sous-tendent ces conceptions peuvent par ailleurs être mobilisés de manière différente par les groupes que nous étudions en fonction des types de droits qu'ils revendiquent, des interlocuteurs auxquels ils s'adressent et du contexte dans lequel ils formulent leurs revendications.

1.4 Exposé du plan de thèse

Notre étude est divisée de façon chronologique en deux grandes parties. La première (chapitres 2 et 3) s'intéresse au contexte de la fin de la Deuxième Guerre mondiale et aux débats sur le rétablissement de la paix mondiale et sur la « reconstruction nationale » qui animent la société civile québécoise jusqu'au tournant des années 1950.

Le deuxième chapitre présente les positions adoptées par le CJC, la FUIQ, la CTCC et l'AGEUM au sujet de la création de l'Organisation des Nations unies, de la Déclaration universelle des droits de l'homme et de l'établissement du droit international relatif aux

¹⁸⁶ Pour une analyse de ces différentes conceptions, voir Guy Rocher, « Les fondements de la société libérale, les relations industrielles et les Chartes » dans R. Blouin et al. (dir.), *Les Chartes des droits et les relations industrielles*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1988, p. 10-11.

droits de l'homme. Nous mettons en lumière l'impact déterminant du contexte d'après-guerre et des débats sur la reconstruction de la paix mondiale sur l'ouverture de ces quatre organisations aux enjeux internationaux et sur l'éclosion des débats sur la définition, la pertinence et la légitimité des nouvelles normes « universelles » établies par l'ONU et ses institutions spécialisées. En même temps, nous montrons que plusieurs facteurs associés à l'identité, aux stratégies et à l'idéologie de ces organisations déterminent à la fois leur adhésion relative à l'idéal des droits humains et la primauté qu'elles accordent à différents types ou catégories de droits spécifiques. Nous portons attention aux interventions de ces groupes à l'échelle locale (commentaires, prises de position publiques, pressions exercées auprès des gouvernements). Mais nous montrons également qu'ils s'inscrivent dans des réseaux internationaux qui leur permettent, à différents niveaux, de participer aux processus de codification et de mise en œuvre du droit international. Dans cette perspective, les organisations non gouvernementales qui ont obtenu un statut consultatif auprès de l'ECOSOC (soit la Confédération internationale des syndicats libres, la Confédération internationale des syndicats catholiques, la Fédération mondiale étudiante, le Congrès juif mondial et Pax Romana) jouent un rôle majeur dans l'implication internationale des acteurs locaux et dans le processus de diffusion du langage des droits dans différents secteurs de la société québécoise.

Le troisième chapitre met en évidence la place qu'occupe le paradigme des droits humains dans les programmes de « reconstruction nationale » élaborés par les quatre organisations, dans le cadre des débats sur la transition de la guerre à la paix au Canada. Nous montrons que, bien qu'elles s'appuient sur un discours de légitimation fondé sur le droit international, leurs revendications s'inscrivent également dans les importants débats qui ont cours au Québec et au Canada au sortir du conflit mondial sur la redéfinition du rôle de l'État et du régime de citoyenneté canadien. Dans ce contexte, la mise au jour des décalages entre l'adhésion de principe du Canada aux nouvelles normes du droit international et la reconnaissance plus ou moins effective des droits humains à l'échelle locale constitue une stratégie de légitimation de première importance pour

plusieurs des acteurs que nous étudions. Le contexte de sortie de guerre pousse par ailleurs des citoyens et des groupes de tous les secteurs de la société civile québécoise à réclamer la protection de droits nouveaux inscrits dans le droit international relatif aux droits de l'homme. Par moments réclamés en tant que « dettes » contractées par l'État au nom des sacrifices consentis par les citoyens pendant la guerre, ces droits sont également présentés comme une exigence morale découlant des promesses de liberté, de justice et de démocratie portées par la rhétorique de guerre de la « croisade des droits de l'homme » du Canada et des pays alliés.

Structurée de manière thématique, la seconde partie (chapitres 4 et 5) explore quant à elle les deux principales catégories de droits revendiquées par les organisations que nous étudions, du début des années 1950 jusqu'aux premières années de la Révolution tranquille, soit les libertés civiles et le droit à l'égalité raciale et religieuse. La courte introduction que nous présentons au début de cette seconde partie de notre thèse expose les raisons qui expliquent le choix de ces deux thèmes. Elle met ainsi en lumière la place marginale qu'occupent les droits de certaines catégories de populations (femmes, personnes âgées, handicapés, Autochtones, etc.) dans les discours des quatre organisations que nous étudions et dresse un aperçu des revendications portées par ces groupes dans les domaines des droits économiques, sociaux et culturels. De fait, cette catégorie de droits occupe une place centrale dans les discours et les revendications des deux organisations syndicales que nous étudions et, dans une moindre mesure, des étudiants de l'Université de Montréal. Si elles prennent appui sur le langage des droits humains, ces revendications occupent cependant, nous le verrons, une place secondaire dans les campagnes menées par ces groupes pour la reconnaissance des droits humains au cours de la période que nous étudions. Dans le domaine des droits économiques, sociaux et culturels, le langage des droits humains apparaît davantage comme un atout discursif mobilisé de manière sporadique par ces groupes pour conférer une caution morale supplémentaire à leurs revendications en faveur d'une plus grande justice sociale.

Le chapitre 4 présente les positions des quatre organisations à l'étude face aux principales lois et mesures adoptées par le gouvernement de Maurice Duplessis qui portent atteinte aux libertés civiles, soit la « loi du cadenas », la lutte contre les Témoins de Jéhovah, les pratiques du bureau de la censure, les atteintes au droit d'association des travailleurs et les abus perpétrés par la police provinciale lors des importantes grèves ouvrières qui secouent le Québec au cours de cette période. Nous montrons que jusqu'à l'élection du gouvernement libéral de Jean Lesage en 1960, quelles que soient les spécificités des positions adoptées par chacun de ces groupes au sujet des libertés civiles, de leurs vertus et de leurs limites, ces enjeux locaux structurent l'ensemble des débats qui ont cours au Québec (et au Canada) sur l'état des droits humains dans la province de Québec. Cette section de notre travail montre l'importance du contexte international de cette époque, marqué notamment par la guerre froide et par la mise en place du droit international relatif aux droits de l'homme, dans l'évolution des discours et des stratégies de luttes et de résistance des individus, des organisations et des mouvements sociaux impliqués dans la contestation du régime duplessiste. Nous montrons également que les débats concernant la protection des libertés civiles au Québec sont fortement structurés par le contexte spécifique de cette province, marqué selon plusieurs des acteurs que nous étudions par le cléricalisme, le nationalisme traditionnel, l'antilibéralisme, le conservatisme social, moral et politique. Le chapitre 4 met également en lumière le rôle des organisations non gouvernementales internationales comme courroie de transmission du langage des droits et comme médiateurs vers l'international. De même, nous montrons que les normes du droit international sont une ressource à la fois symbolique et instrumentale pour les individus et les groupes victimes d'entorses à leurs droits fondamentaux. Nous verrons qu'à l'aube de la Révolution tranquille le discours des droits humains contribue à fédérer les luttes de nombreux militants et intellectuels réformistes engagés dans ce qui apparaît comme le plus important mouvement social au Québec à cette époque, le mouvement en faveur de la restauration de la démocratie et des libertés civiles.

Le chapitre 5 enfin met au jour l'émergence des premières contestations du racisme et la genèse du mouvement en faveur de l'adoption de lois provinciales interdisant les discriminations raciales et religieuses dans les domaines de l'emploi, du logement et de l'accès aux restaurants, hôtels et autres lieux d'hébergement. Nous verrons que les années 1950 sont marquées par l'émergence de plusieurs débats sur les politiques d'immigration, sur l'intégration des minorités et sur les relations interethniques. Ces débats sont à l'origine d'un mouvement (encore timide) de contestation du racisme, des préjugés, de la xénophobie et de la discrimination raciale et religieuse. Nous mettons tout d'abord de l'avant le rôle précurseur du Congrès juif canadien dans le combat judiciaire contre la discrimination et dans la mise sur pied des premières campagnes pour l'adoption de lois antidiscrimination. Nous mettons également en évidence l'engagement pionnier des militants des syndicats internationaux – regroupés notamment au sein du Comité du travail contre l'intolérance raciale de Montréal – dans le combat contre la discrimination en emploi et contre le racisme dans le mouvement ouvrier organisé, de même que leur contribution à la mise sur pied d'une vaste coalition de groupes militant pour l'adoption de lois antidiscrimination au Québec. Ce dernier chapitre explique le rôle crucial que des membres des minorités ethnoculturelles et des populations issues de l'immigration jouent dans la naissance du mouvement pour le droit à l'égalité. Il met aussi en lumière les trajectoires complexes, hésitantes et parfois contradictoires qui ont conduit les membres de la CTCC et de l'AGEUM, majoritairement francophones et catholiques, à s'engager dans le combat contre le racisme et les discriminations raciales et religieuses dans la seconde moitié des années 1950. Par ailleurs, nous soulignons dans ce chapitre l'influence déterminante que les grands enjeux qui structurent les débats sur le racisme à l'échelle mondiale ont sur l'évolution des positions des groupes que nous étudions. C'est le cas en particulier du mouvement de remise en cause du racisme porté par l'ONU, de la campagne internationale de contestation des politiques d'Apartheid en Afrique du Sud et du mouvement afro-américain des droits civiques. Parallèlement, nous montrons que les débats qui animent la société civile québécoise de l'époque au sujet du racisme et de la discrimination sont fortement structurés par les débats sur les droits collectifs des

Canadiens français et par la complexité des relations interethniques de cette province. Ce chapitre met enfin en lumière l'influence qu'ont les lois antidiscrimination adoptées ailleurs au Canada, le droit international relatif aux droits de l'homme, le mouvement international de remise en cause du racisme de même que le mouvement de décolonisation sur la naissance, dans le Québec du début de la Révolution tranquille, d'un vaste consensus social en faveur de l'adoption de lois antidiscrimination.

**PARTIE I - LES DROITS HUMAINS ET LA
RECONSTRUCTION D'APRÈS-GUERRE (1945-1950)**

CHAPITRE 2

LES DROITS HUMAINS COMME FONDEMENT DE LA RECONSTRUCTION MONDIALE D'APRÈS-GUERRE

L'historiographie récente a remis en cause la centralité de l'après-guerre dans la transition historique de nos sociétés vers la « Révolution des droits »¹. Cette période est néanmoins caractérisée par une éclosion sans précédent des débats sur les droits humains universels et par l'affirmation sur le plan mondial d'une conception renouvelée, plus complète et plus égalitariste, de ces droits². Dans ce chapitre, nous verrons que l'après-guerre est un moment clé dans l'affirmation du discours et des idéaux des droits humains au Québec. Entamés pendant le Second conflit mondial, les débats sur les droits « universels » ont initialement porté sur les objectifs de guerre des pays alliés et sur les implications des idéaux de démocratie, de liberté et de droits humains qui étaient aux fondements de leur rhétorique contre les dictatures fascistes et nazie. Quels sont les principes, les valeurs et les idéaux qui doivent fonder la reconstruction d'un nouvel ordre mondial au lendemain de la victoire des Alliés? Dans quelle mesure celui-ci peut-il légitimement s'appuyer sur de normes morales, juridiques et politiques applicables à

¹ Samuel Moyn, *The Last Utopia*, Cambridge, Harvard University Press, 2012, 352 p.; Samuel Moyn, *The Breakthrough: Human Rights in the 1970s*, Philadelphie, University of Pennsylvania Press, 2013, 352 p.

² Paul G. Lauren, *The Evolution of International Human Rights: Visions Seen*, Philadelphie, University of Pennsylvania Press, 2011, 414 p.; Louis Henkin, *The Age of Rights*, New-York, Columbia University Press, 1990, 220 p.; Mark Mazower, « The Strange Triumph of Human Rights, 1933–1950 », *The Historical Journal*, vol. 47, no 2, 2004, p. 379-398.

tous les hommes et à toutes les nations? Dans l'immédiat après-guerre, ces interrogations s'articulent principalement autour des pourparlers internationaux sur la création d'une nouvelle forme de gouvernance mondiale, la mise sur pied d'une justice internationale et l'adoption d'une déclaration énonçant les droits fondamentaux de l'être humain.

Contrairement aux interprétations généralement admises en histoire canadienne, le mouvement d'affirmation des droits humains d'après-guerre n'a pas épargné le Québec. Les discussions qui ont animé la communauté internationale pendant cette période de reconstruction ont agité à des degrés divers toutes les sphères de la société québécoise : c'est ce dont témoignent les trajectoires des quatre organisations à l'étude, soit le Congrès juif canadien (CJC) la Confédération des travailleurs catholiques du Canada (CTCC), l'Association des étudiants de l'Université de Montréal (AGEUM) et les syndicats québécois affiliés au Congrès Canadien du Travail (CCT) et à la Fédération des unions industrielles du Québec à compter de 1952. Les débats qui ont animé ces groupes après la guerre sont en grande partie influencés par le rythme et le contenu des pourparlers qui se déroulent au sein des grandes instances internationales, en particulier de l'Organisation des Nations unies (ONU) et de ses institutions spécialisées³.

Dès le début des années quarante, ces quatre organisations participent activement, de manière directe ou indirecte, aux débats mondiaux sur les droits humains, en organisant des débats à l'échelle locale, en prenant des positions publiques ou en exerçant des pressions sur le gouvernement fédéral et les membres des délégations canadiennes à l'ONU. Grâce à leur statut de membres ou de participants au sein d'organisations internationales intervenant directement auprès de l'ONU, leurs délégués participent également, bien qu'à des degrés divers, aux débats qui mènent à l'élaboration des

³ Particulièrement l'Assemblée générale de l'ONU, la Commission des droits de l'Homme, le Conseil économique et social, l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture, le Fonds des Nations unies pour l'enfance, l'Administration des Nations unies pour le secours et la reconstruction ainsi que l'Organisation internationale du Travail et ses composantes (Bureau international du Travail et Conférence internationale du travail).

premiers instruments internationaux de protection des droits humains. Ainsi, le Congrès juif canadien est représenté au Congrès juif mondial; le CCT s'implique dans la Fédération syndicale mondiale et la Confédération internationale des syndicats libres; la CTCC est membre de la Confédération internationale des syndicats chrétiens; enfin, plusieurs leaders étudiants francophones montréalais participent à l'Entraide Universitaire Internationale, à Pax Romana, à l'Union internationale des étudiants et à l'Assemblée mondiale de la jeunesse.

Dans ce chapitre, nous mettons en évidence les implications internationales des organisations à l'étude, le rôle de médiateurs de leurs délégués et l'influence qu'ils ont sur l'évolution idéologique de leur organisation et de leurs membres. Nous montrons la manière dont ces engagements au sein de réseaux transnationaux, tout en stimulant les débats concernant les droits humains à l'échelle locale, permettent à ces groupes d'ouvrir un nouvel espace de militance globale et confèrent une résonnance nouvelle à leurs revendications dans l'arène internationale⁴. En exposant l'importance des réseaux internationaux tissés par ces groupes et l'influence des évolutions internationales sur les mouvements sociaux et les groupes de pression actifs dans la société québécoise d'après-guerre, ce chapitre explore la dialectique globale-locale qui est à l'œuvre dans l'universalisation concrète des droits humains à compter du second XX^e siècle⁵.

Ce chapitre explore également la manière dont les identités, les intérêts et les idéologies des acteurs étudiés influencent leurs positions à l'égard des principes de droits énoncés par l'ONU et ses institutions spécialisées après la guerre. En tant que représentants de

⁴ Sur le rôle d'« amplification » des ONG internationales, voir : Stephen C. Ropp et Kathryn Sikkink, *The Power of Human Rights: International norms and domestic change*, Cambridge University Press, 1999, p. 25.

⁵ Neve Gordon et Nitza Berkovitch, « Human Rights Discourse in Domestic Settings: How Does it Emerge? » *Political studies*, vol. 55, no 1, 2007, p. 247; Steve J. Stern, and Scott Straus, *The Human Rights Paradox: Universality and Its Discontents*, Madison, University of Wisconsin Press, 2014, 274 p.; M. Goodale et S. E. Merry, *The Practice of Human Rights: Tracking Law between the Global and the Local*, Cambridge, Cambridge University Press, 2007, 398 p.; Kiyoteru Tsutsui et Christine Min Wotipka, « Global Civil Society and the International Human Rights Movement : Citizen Participation in Human Rights International NGOs », *Social Forces*, vol. 83, no 2, 2004, p. 587-620.

groupes ou de catégories de populations (étudiants, travailleurs, catholiques, juifs, anglophones, francophones), ayant des intérêts spécifiques et parfois divergents, ces derniers ont en effet milité pour inscrire les droits catégoriels de leurs membres à l'agenda politique de la reconstruction mondiale. Ils ont également cherché à légitimer leurs revendications pour la reconnaissance de leurs droits spécifiques en les traduisant dans le langage universaliste des droits humains. En mettant en lumière la manière dont l'affirmation internationale des droits universels a contribué à modifier les discours et les revendications de ces groupes, notre analyse expose le rapport dialectique entre droits catégoriels et droits universels qui est au cœur de la diffusion du langage des droits et de l'évolution des stratégies des militants qui se revendiquent de cet idéal normatif⁶.

Dès le moment où les droits humains sont codifiés et inscrits aux fondements du droit international après la guerre, ils s'érigent, au Québec comme dans le reste du monde, comme un important instrument de mobilisation et de légitimation pour les groupes de pression et les mouvements sociaux. En effet, les organisations que nous étudions appuient plusieurs de leurs revendications sur les grands textes et déclarations qui affirment le caractère universel de ces droits, en particulier le Discours des quatre libertés de Roosevelt, la Charte de l'Atlantique, la Déclaration des Nations Unies, la Déclaration de Philadelphie de l'Organisation internationale du Travail, la Charte de l'ONU et la Déclaration universelle des droits de l'homme. Définis par l'ONU en 1948 comme « l'idéal commun à atteindre par tous les peuples et toutes les nations », les droits humains apparaissent alors comme un véritable coffre à outils discursif, aussi polyvalent et polysémique que le langage des droits lui-même. En effet, ce discours permet à ces militants de situer leurs revendications et projets de réformes dans un nouveau régime d'historicité fondé à la fois sur une conception spécifique des buts et

⁶ Danièle Lochak, « Penser les droits catégoriels dans leur rapport à l'universalité », *La Revue des droits de l'homme*, no 3, juin 2013, p. 14-21.

des conséquences de la guerre qui vient de s'achever et sur l'affirmation d'un nouvel idéal juridico-moral à propension hégémonique.

On aurait toutefois tort de limiter l'impact des textes et déclarations internationaux qui ont institutionnalisé les principes des droits humains à leur seule fonction normative d'autorité juridique, politique ou morale « supérieure ». Comme en témoignent les engagements des quatre organisations à l'étude, le développement du droit public international relatif aux droits de l'homme ne constitue pas simplement un référent discursif autojustifiant : il apparaît plus fondamentalement comme un champ de lutte, investi par des acteurs de milieux et d'orientations idéologiques divers, militant pour la reconnaissance internationale de leurs propres conceptions de ces droits.

* * *

Dans ce chapitre, nous suivrons dans un premier temps les principales évolutions qui ont marqué la communauté internationale en matière de reconnaissance des droits humains au cours de la décennie 1940, de façon à expliquer le contexte global dans lequel s'inscrivent les trajectoires des organisations que nous étudions. Nous insisterons particulièrement sur les développements qui ont eu un effet sur ces groupes et sur les débats qui ont animé la société québécoise d'après-guerre. Dans un deuxième temps, nous analyserons les positions des acteurs que nous étudions à l'égard des nouvelles normes de droit international, de même que les conséquences de ces évolutions sur leurs discours, leurs idéologies et leurs stratégies de revendications. Nous observerons la manière dont leurs membres ont incorporé, proclamé, instrumentalisé, voire dans certains cas contesté l'idéal des droits humains. En mettant en lumière les trajectoires spécifiques de ces quatre organisations, de même que leurs évolutions communes, nous démontrerons la nécessité de situer leurs parcours – et celui du Québec plus généralement – dans le contexte de la refondation mondiale d'après-guerre et de la genèse du mouvement international des droits humains.

2.1 La Deuxième Guerre : la « croisade des droits de l'homme »

Pendant toute la durée du conflit mondial, la rhétorique des pays alliés contre les dictatures fascistes et nazies s'appuie sur des justifications morales et idéologiques liées aux principes du libéralisme politique, à la liberté, à la démocratie et à la supériorité des valeurs chrétiennes⁷. Mise de l'avant dans une opposition frontale aux régimes fascistes et nazis, présentés comme païens, antidémocratiques et liberticides, cette propagande s'apparente à bien des égards à une forme de « croisade », qui prend pour porte-étendard l'idéal des droits de l'homme⁸.

2.1.1 Liberté, démocratie et droits humains : porte-étendards des pays alliés

Dès le début du conflit mondial, les discours de justification et de propagande de guerre émanant des gouvernements et des chefs d'État des puissances alliées, en particulier des États-Unis et de la Grande-Bretagne, affirment que la protection de la démocratie, des libertés et des droits humains fait partie intégrante de la mission dévolue aux Nations Unies. Dès septembre 1939, Winston Churchill soutient devant le parlement anglais que le but de la guerre contre l'hitlérisme est la sauvegarde des droits individuels⁹. Dans son discours sur l'État de l'Union de janvier 1941, connu sous le nom de *Discours des quatre libertés*, le président américain Franklin D. Roosevelt affirme pour sa part que la guerre a pour objectif la création d'un monde nouveau « fondé sur quatre libertés

⁷ Egerton, G. (2004). « Entering the Age of Human Rights: Religion, Politics, and Canadian Liberalism, 1945-50. », *Canadian Historical Review*, vol. 85, no 3, p. 452. Certains qualifient d'ailleurs le discours des droits humains d'« arme de propagande contre les pouvoirs de l'Axe ». R. Normand et S. Zaidi, *Human Rights at the UN: The Political History of Universal Justice*, Indiana University Press. 2008, p. 82.

⁸ L'expression « croisade des droits de l'homme » est du juriste et diplomate français René Cassin, l'un des « pères » de la Déclaration universelle des droits de l'homme. « Le premier résultat d'une croisade », *Le Monde*, 6 décembre 2008, p. 62; Cassin René, « Droits de l'Homme et méthode comparative », *Revue internationale de droit comparé*, vol. 20, no 3, juil.-sept. 1968, p. 449; R. Normand et S. Zaidi, *Human Rights at the UN...*, p. 3 et suiv.

⁹ Alfred William Brian Simpson, *Human Rights and the End of Empire: Britain and the Genesis of the European Convention*, New York, Oxford University Press, 2004, p. 158.

essentielles » : la liberté d'expression, la liberté de culte, la liberté de vivre à l'abri du besoin et celle de vivre à l'abri de la peur¹⁰. Enfin au Canada William Lyon Mackenzie King parle dès 1939 de la responsabilité qui incombe à son pays de défendre les libertés à travers le monde¹¹.

La Charte de l'Atlantique signée en août 1941 par Roosevelt et Churchill reprend cet engagement en situant la préservation de la liberté, de la démocratie, mais aussi de la justice sociale et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, au cœur des objectifs de guerre communs des pays alliés¹². Ce document servira de guide pour l'élaboration de la *Déclaration des Nations Unies*. Ratifiée le 1^{er} janvier 1942 par vingt-six États, dont le Canada, cette déclaration définissant le « programme commun de buts et de principes » des Alliés confirme pour la première fois dans un traité d'alliance militaire l'inscription des droits humains comme fondement idéologique de la guerre contre les régimes fascistes et nazis¹³. À compter de cette date, les droits humains s'érigent, sur les plans discursif et doctrinal, comme paradigme central pour délégitimer les régimes ennemis et fonder les bases de la reconstruction du monde post-fascismes.

Cette conception de l'idéal des droits humains comme porte-étendard du combat des pays démocratiques est véhiculée par plusieurs acteurs, groupes et organisations nationales et internationales engagés dans le combat idéologique contre le fascisme et le nazisme. En octobre 1939, l'écrivain socialiste et pacifiste anglais Herbert G. Wells

¹⁰ Cass Sunstein, *The Second Bill of Rights: FDR's Unfinished Revolution-And Why We Need It More Than Ever*, New York, Basic Books, 2009, p. 80 et suiv.; Elizabeth Bogwart parle de véritable « Economic Bill of Rights », voir: « FDR's Four Freedoms and Wartime Transformations in America's Discourse of Rights », dans Cynthia Soohoo, Catherine Albisa, et al., *Bringing Human Rights Home*, Greenwood Pub Group, University of Pennsylvania Press, 2009, p. 40-67; Roger Normand et Sarah Zaidi, *Human Rights at the UN...*, p. 208.

¹¹ W. L. Mackenzie King, Chambre des Communes, 8 septembre 1939, cité dans : Terry Reardon et John N. Turner, *Winston Churchill and Mackenzie King: So Similar, So Different*, Toronto, Dundurn, 2012, p. 92-93.

¹² Pour le texte et une analyse détaillée de ce document et de son impact, consulter : Douglas Brinkley et David R. Facey-Crowther, *The Atlantic Charter*, New York, St. Martin's Press, 1994, 202 p.

¹³ Voir la traduction officielle de cette Déclaration sur le site de l'ONU [En ligne]: <http://www.un.org/fr/sections/history-united-nations-charter/1942-declaration-united-nations/>

affirme que les droits humains sont l'axe central du combat contre les dictatures fascistes et propose une ébauche de « déclaration internationale des droits humains » devant servir de base à la construction d'un « nouvel ordre mondial » pour l'après-guerre¹⁴. Plusieurs philosophes et militants chrétiens proposent également dès le début de la guerre l'adoption d'une déclaration universelle des droits de la personne humaine et entament des réflexions approfondies sur la place de ces droits comme fondement idéologique de la reconstruction de la paix mondiale. Le philosophe et militant personnaliste Jacques Maritain, en particulier, a largement contribué à promouvoir cette idée auprès des catholiques sociaux et libéraux, en défendant très tôt l'adoption d'une déclaration universelle qui, tout en reconnaissant la primauté des droits civils et politiques, proposerait une conception des droits de la personne inspirée de la pensée thomiste, de la doctrine sociale de l'Église et des préceptes fondamentaux du christianisme¹⁵. En juin 1941, le Pape Pie XII lui-même joint sa voix à celle des catholiques libéraux en appuyant l'élaboration d'une déclaration internationale des droits de la personne humaine¹⁶.

Ces appels à la reconnaissance internationale des droits de l'homme sont relayés pendant toute la première moitié des années 1940 et dans l'immédiat après-guerre par un nombre croissant de militants et d'intellectuels de pays et d'horizons idéologiques divers qui tous réfléchissent aux conditions d'établissement d'un nouvel ordre mondial pour

¹⁴ H.G. Wells, *The Rights of Man, or What Are We Fighting For?*, Harmondsworth, Penguin Books, 1940, 176 p.; J.H. Burgers, « The road to San Francisco: The revival of the human rights idea in the twentieth century », *Human Rights Quarterly*, 1992, p. 464 et suiv.

¹⁵ W. Sweet, « L'individu et les droits de la personne selon Maritain et Bosanquet », *Études Maritainiennes/Maritain Studies*, vol. 6, 1990, p. 141-166; Samuel Moyn, « Personalism, Community, and the Origins of Human Rights », dans: Stefan Ludwig Hoffmann (dir.), *Human rights in the twentieth century*, New-York, Cambridge University Press, 2011, p. 85-106.

¹⁶ Johannes Morsink, *The Universal Declaration of Human Rights: Origins, Drafting, and Intent*, Philadelphie, University of Pennsylvania Press, 1999, p. 1; Pape Pie XII, « Radiomessage de Pentecôte, 1er juin 1941 », *Acta Apostolicæ Sedis*, vol. 33, 1941, p. 200-201, cité dans : Rolland Minnerath, *Le droit de l'Église à la liberté : du syllabus à Vatican II*, Paris, Beauchesne, 1982, p. 76, note 110.

l'après-guerre¹⁷. La guerre voit aussi la multiplication dans l'ensemble des pays du monde de groupes et d'institutions des milieux religieux, du mouvement syndical, de partis politiques de tendances diverses, d'organisations pacifistes, de communautés ethniques et religieuses, d'associations de défense des libertés civiles, de groupements antiracistes, d'organisations féminines et féministes, de milieux universitaires, qui tous militent pour l'adoption d'une quelconque forme de déclaration internationale énonçant les droits fondamentaux de l'être humain¹⁸.

Pendant la guerre et aux lendemains de la victoire des Alliés, la mise au jour des atrocités commises par Hitler et le régime nazi à l'endroit des populations juives d'Europe centrale et de l'Est contribue à montrer les dérives associées aux théories racistes et suprématistes et force l'ouverture de débats internationaux sur l'application du principe d'égalité des chances dans les sociétés démocratiques et sur la protection des droits des membres des minorités contre le racisme, l'intolérance et les discriminations. Bien que la thèse « holocauste-centriste » de l'origine du mouvement d'affirmation des droits humains d'après-guerre ait été remise en cause par plusieurs historiens depuis quelques années¹⁹, les dénonciations du caractère raciste de l'ennemi commun pendant la guerre et la diffusion à grande échelle des travaux du Tribunal de Nuremberg après le

¹⁷ Christopher N. J. Roberts propose une liste non exhaustive de ces militants et intellectuels, voir : *The Contentious History of the International Bill of Human Rights*, *The Contentious History of the International Bill of Human Rights*, New York, Cambridge University Press, 2014, p. 54 et suiv.

¹⁸ Pour une liste extensive de ces organisations, en particulier celles actives aux États-Unis, consulter : Jan Herman Burgers, « The road to San Francisco: The revival of the human rights idea in the twentieth century », *Human Rights Quarterly*, vol. 14, no 4, novembre 1992, p. 471-474; Johannes Morsink, *The Universal Declaration...*, p. 1-2.

¹⁹ Daniel Cohen, « The Holocaust and the "Human Rights Revolution": A Reassessment », dans: Akira Iriye, Petra Goedde et William I. Hitchcock, *The Human Rights Revolution: An International History*, New York, Oxford University Press, 2012, p. 53-72.

conflit ont contribué à délégitimer les thèses racistes et encouragées une sensibilisation nouvelle aux droits des minorités²⁰.

Bien que leurs discours aient contredit de façon évidente le sort des minorités dans leurs propres pays, les dirigeants alliés ont aussi très tôt dénoncé les traitements réservés aux minorités ethniques et religieuses dans les pays ennemis, en particulier dans les empires allemand et japonais. Instrumentalisée pour prouver la supériorité morale des régimes démocratiques, la rhétorique antiraciste a contribué à inscrire la défense du principe d'égalité et le droit à la non-discrimination dans la courte liste des objectifs de guerre des pays alliés²¹. Ainsi, la *Déclaration conjointe des Membres des Nations Unies* adoptée en décembre 1942 condamne les atteintes aux « droits de l'homme les plus élémentaires », les « sanglantes atrocités » et la « politique d'extermination inhumaine du peuple juif en Europe » perpétrées par le régime nazi²². Au Canada, le premier ministre MacKenzie King prononce en août 1944 un discours historique où il déclare que la « doctrine du racisme » est contraire aux idéaux canadiens et où il s'engage à lutter contre cette idéologie néfaste qui est au fondement du nazisme et de l'hitlérisme²³.

Caractérisée par l'émergence d'un consensus fort en faveur de la protection des libertés civiles et du droit à l'égalité raciale et religieuse, l'après-guerre est aussi marqué par une condamnation généralisée des apories du capitalisme et de l'individualisme libéral, accusés d'être à l'origine de la Grande Dépression et, par voie de conséquence, de la montée des fascismes et du déclenchement de la guerre. Cette remise en cause s'articule

²⁰ Michel Wieviorka, *Le racisme, une introduction*, Paris, La Découverte, 1998, p. 23-35; Christian Godin, *Le racisme*, Nantes, Éd. Du Temps, 2008, p. 127-150; Anthony Q. Hazard, *Postwar Anti-Racism : The United States, UNESCO, and « Race », 1945-1968*, Springer, Palgrave Macmillan US, 2012, p. 11-62.

²¹ John David Skrentny, *The Minority Rights Revolution*, Cambridge (MA), Harvard University Press, 2009, p. 21-27.

²² François Delpla, *Nuremberg face à l'histoire*, Paris, Archipel, 2006, p. 20-23. Cette déclaration est retranscrite en partie dans : Annette Wieviorka, *Le procès de Nuremberg*, Liana Lévi, 2006 (3^e éd.), p. 12-13.

²³ Patricia E. Roy, *The Triumph of Citizenship: the Japanese and Chinese in Canada, 1941-67*, Vancouver, University of British Columbia Press, 2007, p. 112 et suiv.

autour d'une critique fondamentale de la conception libérale classique des droits de l'homme et se manifeste par une volonté de promouvoir l'égalité concrète par la protection des droits économiques et sociaux, la reconnaissance du droit du travail et la mise en place de mesures étatiques destinées à protéger l'individu contre les principaux risques sociaux : chômage, accidents, maladie, vieillesse, etc. Reprises par la majorité des acteurs que nous étudions, ces critiques s'adressent tantôt aux « droits de l'homme bourgeois », tantôt aux « droits de l'homme individualiste » ou aux « droits de l'homme matérialistes ». Déjà présents dans le *Discours des Quatre libertés* de Roosevelt sous la formule « liberté de vivre à l'abri du besoin »²⁴, les droits économiques et sociaux sont inscrits dans les grandes déclarations formulées pendant la guerre par l'Organisation internationale du Travail (OIT), une organisation créée en 1919 pour regrouper les représentants des gouvernements et des organisations ouvrières et patronales autour d'enjeux touchant au développement social et économique. Considérée par certains comme la « première déclaration des droits à vocation universelle », la Déclaration de Philadelphie adoptée par l'OIT en 1944 constitue l'expression la plus achevée de cette inscription de la justice sociale comme fondement de la construction d'un nouvel ordre mondial pour l'après-guerre²⁵.

2.1.2 Un nouvel idéal juridico-moral : la Déclaration universelle des droits de l'homme

Les engagements pris pendant la guerre par les Alliés en faveur de la protection des libertés civiles et politiques, des droits économiques et sociaux et du droit à l'égalité se retrouvent, au lendemain de la victoire des Nations Unies, au centre des pourparlers sur

²⁴ Les DESC sont aussi énoncés dans « seconde Déclaration des droits » de Roosevelt élaborée dans son discours sur l'État de l'Union de 1944. Cass R. Sunstein, *The Second Bill of Rights: FDR's Unfinished Revolution-And Why We Need It More Than Ever*, New York, Basic Books, 2009, p. 2.

²⁵ Comme l'affirme Alain Supiot, cette déclaration est « la première expression de la volonté d'édifier à la sortie de la Seconde Guerre mondiale un nouvel ordre international qui ne soit plus fondé sur la force, mais sur le Droit et la justice. », dans : *L'esprit de Philadelphie. La justice sociale face au marché total*, Paris, Seuil, 2010, p. 9.

la construction d'un nouveau parlement mondial. Bien que les enjeux relatifs à la reconnaissance des droits humains aient été soulevés dès l'adoption de la Déclaration des Nations Unies puis, entre 1942 et 1944, lors des conférences sur la sécurité et la paix mondiale de Moscou, Téhéran, Dumbarton Oaks et Yalta, c'est véritablement la Conférence des Nations Unies sur l'organisation internationale tenue à San Francisco à l'été 1945 qui est le premier aboutissement concret des engagements alliés à ce sujet. Adoptée à l'issue de cette conférence historique, la Charte des Nations Unies inscrit explicitement la protection des droits universels dans les mandats dévolus à la nouvelle ONU et à ses institutions spécialisées²⁶. La création du Comité économique et social des Nations Unies (ECOSOC)²⁷ et la mise sur pied d'une commission chargée de rédiger un projet de charte des droits marquent plus particulièrement le début d'importants débats, tant sur la scène nationale qu'internationale, sur les fondements moraux, le contenu et la portée d'une future Déclaration universelle des droits de l'homme.

Bien que ces droits soient au cœur de nombreuses déclarations et conventions adoptées par l'ONU dans l'après-guerre ainsi que des mandats dévolus à ses constituantes organisationnelles et à ses institutions spécialisées, c'est véritablement la *Déclaration universelle des droits de l'homme* adoptée le 10 décembre 1948 par l'Assemblée générale des Nations Unies qui constitue l'affirmation la plus exhaustive et la plus influente de ces droits et de leur vocation à l'universalité²⁸. Cette déclaration est élaborée par un comité de rédaction formé en février 1947 par la Commission des droits de l'homme de l'ONU. Composée de neuf membres, celle-ci travaille en consultation avec des représentants d'agences spécialisées et d'organisations non gouvernementales

²⁶ Ilias Bantekas et Lutz Oette, *International Human Rights Law and Practice*, New York, Cambridge University Press, 2013, p. 19.

²⁷ Officiellement créé en 1946, le Conseil économique et social des Nations Unies est alors l'une des six composantes de l'ONU. Sa mission consiste essentiellement à diriger et à coordonner les efforts des États membres et à formuler des recommandations en collaboration avec des experts et les agences spécialisées onusiennes, dans les vastes domaines touchant aux enjeux économiques et sociaux mondiaux.

²⁸ ONU, A/PV.183, *Procès-verbal de la cent quatre-vingt-troisième séance plénière, tenue au Palais de Chaillot*, Paris, 10 décembre 1948, p. 912-935. [En ligne]: http://www.un.org/fr/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/PV.183 (page consultée le 14 décembre 2016)

issues du mouvement syndical, d'associations religieuses, d'organisations juives, de groupes de défense des droits des femmes, d'associations de professionnels, d'universitaires, de juristes et d'organisations pacifistes, humanitaires et caritatives. Plusieurs de ces agences et organisations non gouvernementales serviront de références et de lieux d'engagements pour les organisations québécoises que nous étudions²⁹.

La déclaration finale fait suite aux consultations menées auprès des gouvernements des États membres de l'ONU, dont le Canada. Le gouvernement fédéral met sur pied en 1947 le Comité mixte du Sénat et de la Chambre sur les droits de l'homme et les libertés fondamentales chargé d'étudier le projet de déclaration et les obligations du Canada envers les principes qui y sont énoncés³⁰. Adoptée à la fin de l'année 1948 par la majorité des membres de l'Assemblée générale de l'ONU, la DUDH énonce dans son préambule les justifications morales qui ont conduit à son élaboration et comporte trente articles énonçant les droits universels de l'être humain. Elle proclame une nouvelle conception de ces droits qui, tout en réaffirmant la primauté des libertés fondamentales et des droits civils et politiques, élève au rang de droits universels les droits économiques, sociaux et culturels. Elle affirme également la primauté du droit à l'égalité et à la non-discrimination comme principe interprétatif de l'ensemble des droits qui y sont énumérés. Elle ne reconnaît toutefois pas le principe du droit des peuples à l'autodétermination, se bornant à proclamer le caractère inaliénable des droits de l'individu³¹.

²⁹ C'est notamment le cas de l'UNESCO, de l'Organisation internationale du Travail, de la Fédération américaine du travail, de la Confédération internationale des syndicats chrétiens, du Consultative Council of Jewish Organizations et du Congrès juif mondial. Report of the Drafting Committee to the Commission on Human Rights, Second Session, E/CN.J+/95, 21 May 1948, p. 1-2.

³⁰ *Rapport du Comité spécial mixte des droits de l'homme et des libertés fondamentales*, 20^e légis., 4^e session, 5 décembre 1947 au 30 juin 1948; William A. Schabas, « Canada and the adoption of the Universal Declaration of Human Rights », *McGill Law Journal*, vol. 43, no 2, 1998, p. 403-441.

³¹ Le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes sera inscrit en 1966 dans le *Pacte international relatif aux droits civils et politiques*, qui entrera en vigueur dix ans plus tard.

La DUDH est de nature purement déclaratoire et la Commission des droits de l'homme ne possède aucun pouvoir de contrainte envers les États signataires³². Toutefois, cette déclaration est révélatrice de la transformation idéologique profonde qui marque les sociétés occidentales et le monde après la guerre. Elle a un effet décisif sur le développement de nouvelles institutions nationales et régionales de protection des droits humains, sur l'inclusion de ces derniers dans les constitutions et les corpus juridiques de nombreux États, sur le développement du droit international et sur la mise sur pied d'organisations non gouvernementales engagées dans la défense de ces droits à l'échelle mondiale. Elle est également à l'origine de la création d'un véritable « mouvement des droits humains », construit autour d'une nébuleuse plus ou moins connectée d'individus, de groupes et d'ONG qui œuvrent sur les plans local, national, régional et international pour la promotion des droits humains ou de droits spécifiques inscrits dans la DUDH³³.

Ce mouvement global aura un impact majeur dans l'ensemble des pays du monde et sera un facteur déterminant dans les importantes transformations sociales, culturelles, politiques et juridiques que connaîtra le Québec à partir de l'après-guerre. Il se manifeste directement par la création d'organisations de défense des libertés civiles et des droits humains dont certaines sont éphémères, telle l'Association des libertés civiles (1946), ou marginales, comme l'Union des libertés civiles de Montréal (1948)³⁴. Mais son influence la plus profonde et la plus durable est celle qu'il exerce sur les principaux groupes de pression et mouvements sociaux actifs dans le Québec de l'après-guerre.

³² Dans ses mémoires, l'ancien directeur et fondateur de la Division des droits de l'homme de l'Organisation des Nations unies, le Canadien John Peters Humphrey, décrit la commission comme « probably the most elaborate wastepaper basket ever invented. » Cité par Fabian Klose, « "Source of Embarrassment" : Human Rights, State of Emergency, and the Wars of Decolonization », dans: Stefan-Ludwig Hoffman (dir.), *Human Rights in the Twentieth Century*. New York, Cambridge University Press, 2004, p. 244.

³³ Ilias Bantekas et Lutz Oette, *International Human Rights Law and Practice*, New York, Cambridge University Press, 2013, p. 96 et suiv.; Aryeh Neier, *The International Human Rights Movement : A History*, Princeton, N.J., Princeton University Press, 2012, p. 3-23.

³⁴ Ross Lambertson, *Repression and resistance. Canadian Human Rights Activists, 1930-1960*, Toronto, University of Toronto Press, 2005, p. 254-276.

* * *

Dans les pages qui suivent, nous observerons la manière dont les débats internationaux sur les droits humains ont influencé les trajectoires et les expériences des représentants de la communauté juive québécoise, des militants des syndicats internationaux et catholiques et du mouvement étudiant montréalais francophone. L'analyse comparée des discours, des revendications et des stratégies des dirigeants du Congrès juif canadien, des leaders étudiants de l'Université de Montréal et des militants syndicaux du CCT et de la CTCC démontre que le Québec, à l'instar de la communauté internationale, est traversé par d'importants débats sur les droits humains et par l'émergence d'un consensus large, quoique contesté et négocié par plusieurs, sur la nécessité d'inscrire la reconnaissance des droits de la personne humaine au fondement de la reconstruction de la paix mondiale.

2.2 « Un grand geste de rectification » : le Congrès juif canadien et la reconstruction du monde post-hitlérien

Au lendemain de la victoire des pays alliés, les membres et les dirigeants du Congrès juif canadien suivent de près les pourparlers internationaux sur le rétablissement de la paix mondiale et la création de l'Organisation des Nations unies. L'élaboration de la Charte de l'ONU, la négociation des traités de paix, les discussions entourant la création d'un État juif en Israël et l'adoption d'une charte internationale des droits de l'homme sont les principaux enjeux qui préoccupent ses leaders. Le Congrès s'implique directement dans ces débats internationaux, en exerçant des pressions sur le gouvernement fédéral et la délégation canadienne à l'ONU ou par le biais de la participation de ses responsables aux conférences internationales sur la reconstruction. Considérant être les porte-paroles de la communauté qui est la principale victime de la guerre, ses dirigeants font valoir la légitimité de leurs revendications sur le plan international au nom des atrocités vécues par le peuple juif.

Dans la foulée de l'adoption de la Charte des Nations Unies et la Déclaration universelle des droits de l'homme, le Congrès milite en faveur d'une conception hybride des droits humains reconnaissant à la fois les droits individuels et les droits des minorités ethnoreligieuses en tant que groupes. Néanmoins, au moment des débats touchant la position du Canada face à la DUDH, le Congrès appuie sans équivoque ce texte consacrant la primauté des droits individuels, car il énonce le caractère inaliénable des libertés de culte et de religion, des droits culturels des membres des minorités et du principe du droit à l'égalité raciale et religieuse. Au lendemain de l'adoption de la DUDH, le Congrès fait de ce document un outil commémoratif et un instrument de légitimation de première importance pour réclamer une plus grande protection de ces droits à l'échelle nationale et internationale.

2.2.1 Au nom du sacrifice : l'holocauste et la protection des droits des Juifs

Période d'angoisse et d'incertitude quant aux possibilités de retrouver des survivants des camps de la mort et des camps de concentration nazis, l'après-guerre est aussi paradoxalement considéré par les dirigeants du Congrès juif canadien comme un moment propice pour réaffirmer leurs revendications anciennes en matière de lutte contre l'antisémitisme. La victoire du monde libre sur les dictatures et la découverte des atrocités commises par les nazis au nom d'une doctrine raciste constituent à leurs yeux un contexte favorable pour remettre en cause les thèses sur les inégalités des races et engager le monde dans une réflexion sur les moyens d'éviter de pareilles atrocités³⁵. Cela est d'autant plus vrai qu'une demi-décennie de propagande idéologique contre les régimes fascistes a contribué à l'émergence d'un courant d'opinion favorable à la protection des droits des individus et des minorités dans les démocraties du monde

³⁵ « The President's Address... », *Congress Bulletin [ci-après CB]*, février 1945, p. 4; « New Year's Message of National President », *CB*, juillet 1945, p. 12; « Prefatory », *CB*, 30 mai 1947, p. 3; « The Decisive Years », *CB*, mars 1961, p. 4-5; « The Principles of Public Relations Work in Canada, by Joseph H. Fine », *CB*, août 1947, p. 13-16.

occidental. En associant la lutte contre le nazisme au combat pour la sauvegarde de la démocratie et des droits humains, la guerre a aussi renforcé l'idée que l'antisémitisme est par essence contraire aux valeurs libérales et démocratiques. Déjà pendant le conflit, les engagements rhétoriques des Alliés en faveur des idéaux de liberté, de démocratie et de droits humains étaient perçus comme un socle à partir duquel il serait possible de construire – au lendemain de la victoire des Nations Unies – un « tout nouveau monde » potentiellement débarrassé du fléau de l'antisémitisme³⁶.

La guerre et l'holocauste ont un impact immédiat sur les stratégies développées par les leaders de la communauté juive canadienne. En entérinant la thèse sioniste de l'incapacité des Juifs de la diaspora à secourir leurs coreligionnaires victimes de persécutions, l'holocauste a insufflé chez eux un profond sens de responsabilité à l'égard de la protection des droits des Juifs à l'échelle internationale³⁷. Au début de l'année 1948, le directeur national du CJC, Saul Hayes, explique ainsi « l'impact psychologique » qu'a eu cette tragédie sur les membres de sa communauté : « The Jewish people have witnessed a cataclysm of such intensity that it has perforce changed our mentality, seered our souls and altered our outlook.³⁸ » Désormais, poursuit-il, les membres de sa communauté exigent de leurs représentants qu'ils s'engagent dans la reconstruction mondiale pour assurer la protection du peuple juif et empêcher la résurgence d'un désastre comme celui qu'a connu l'Europe sous l'occupation nazie : « Nothing less can satisfy our people.³⁹ »

³⁶ Simon Magnus, « None But The Brave », *CB*, février 1944, p. 6, 12; « Suppose Victory Came To-Day », *CB*, mars 1943, p. 6; « "Triumph of our Cause will Bring Freat Problems for Us to Resolve" », *CB*, octobre 1944, p. 8.

³⁷ Howard N. Lupovitch défend l'idée que l'holocauste a contribué à démontrer l'« impotence » des Juifs d'Amérique du Nord et l'inefficacité de leur travail dans le domaine des secours et de l'aide aux victimes du nazisme. Voir : *Jews and Judaism in World History*, New York, Routledge, 2009, p. 229-230.

³⁸ Archives juives canadiennes Alex Dworkin, CJC0001 Fonds Canadian Jewish Congress [ci-après ACJC], ZA Year Boxes, 1948 - 6/76, Lettre de S. Hayes à B. Sadowsky, 23 février 1948.

³⁹ *Ibid.*

Les dirigeants du CJC font également valoir auprès du gouvernement canadien que le traumatisme causé par l'holocauste au sein de leur communauté confère à ses représentants une légitimité spécifique pour intervenir dans les débats internationaux sur la création du « nouveau monde » post-hitlérien⁴⁰. Dans son discours prononcé devant ses membres à l'assemblée plénière de 1947, le président Samuel Bronfman rappelle ainsi l'histoire récente du « programme de destruction nazi » pour légitimer les revendications du Congrès en matière de droits humains et demander un « traitement équitable pour les Juifs » dans les travaux en cours à l'ONU⁴¹. C'est aussi au nom des souffrances endurées par son peuple qu'il exige du Canada et de la communauté internationale « un grand geste de restitution pour ces victimes de l'Hitlérisme qui ont le plus souffert et le plus enduré.⁴² » Le directeur national du congrès, Saul Hayes, ne parle pas autrement lorsque, rappelant la mémoire des six millions de ses coreligionnaires exterminés par les nazis, il réclame face au monde un « Grand geste de rectification »⁴³.

Ce discours s'inscrit dans une rhétorique du sacrifice et de l'effort de guerre qui s'appuie simultanément sur la participation massive des Juifs à la lutte pour la sauvegarde des démocraties et sur leur statut de principales victimes de l'hitlérisme pour revendiquer la reconnaissance de leurs droits sur la scène internationale⁴⁴. De fait, au lendemain de la victoire des Nations Unies, le Congrès juif canadien fait valoir sur plusieurs tribunes les « sacrifices et les efforts incessants » consentis par la communauté juive mondiale pour

⁴⁰ ACJC, Série G, *Memoranda Submitted by The Canadian Jewish Congress and The Zionist Organizations of Canada to the Canadian delegates to the United Nations Conference on International Organization at San Francisco*, Montreal, April 1945, p. 5.

⁴¹ Il rappelle que, malgré ses avertissements répétés aux autorités fédérales pendant la guerre, « le tiers de [son] peuple a été détruit! ». « "Presidential Address by Samuel Bronfman", before Seventh Plenary Session, CJC, Montreal, June 1, 1947 », *CB*, juin 1947, p. 1.

⁴² « ... certainly the conscience of the world will now prompt great act of restitution for these victims of Hitlerism who suffered longest and endured most. », dans *Ibid.*

⁴³ « The Great act of rectification », dans : « The Voice of the Community at World Meetings... », *CB*, octobre 1951, p. 23.

⁴⁴ Voir par exemple : « Suppose Victory Came To-Day », *CB*, mars 1943, p. 6; « What Canada Can Do », *CB*, mai 1943, p. 2; « "Triumph of our Cause will Bring Great Problems for Us to Resolve" », *CB*, octobre 1944, p. 8; Joseph H. Fine, « An Evaluation of Antisemitism in Canada [...] (Address Delivered Before the Sixth Plenary Session) », *CB*, février-mars 1945, p. 5 et 9.

assurer la victoire du « monde libre » contre les « forces du mal »⁴⁵. Adressés tantôt à la « conscience de l'humanité », « à la conscience du monde » ou à la « conscience humaine universelle », les appels à honorer ces sacrifices consentis et à réparer les torts subis par le peuple juif constituent un aspect central du discours de légitimation des militants des droits humains de la communauté juive. À compter de 1945, cet argumentaire se retrouve notamment au cœur des nombreuses prises de position publiques de l'organisation en faveur d'une charte internationale des droits⁴⁶.

Le « programme d'après-guerre » développé par le Congrès juif accorde une place majeure à la lutte pour la reconnaissance des droits humains et des droits des Juifs par les Nations Unies. Entériné par les membres lors de l'assemblée plénière de février 1945, ce programme prévoit que le congrès fasse pression auprès des Nations Unies pour le renforcement des secours aux réfugiés juifs, l'obtention d'« indemnités adéquates » pour les populations déplacées d'Europe, la comparution des criminels nazis devant la justice internationale et l'adoption d'une « charte internationale des droits »⁴⁷.

2.2.2 Entre les droits des individus et les droits des minorités : l'engagement international du CJC

Forts des expériences qu'ils ont acquises au sein d'institutions internationales pendant la guerre, les dirigeants du congrès participent directement aux pourparlers d'après-guerre sur la création de l'ONU, les négociations des traités de paix, le traitement des réfugiés

⁴⁵ Le congrès met notamment de l'avant le fait qu'un million et demi de Juifs ont servi sous les drapeaux des Nations Unies, dont 16 000 Juifs canadiens. Les expressions citées sont tirées du discours de Joseph Fine, président de la section québécoise du CJC, au congrès de 1945. Joseph H. Fine, « An Evaluation of Antisemitism in Canada... », *CB*, février-mars 1945, p. 5.

⁴⁶ « Urges International Charter To Prevent Future World Tragedies », *CB*, janvier 1945, p. 2; « Presidential Address by Samuel Bronfman... », *CB*, 1er juin 1947; ZA 1947 - 3/19, Rabbi Abraham L. Feinberg, *Public Relations - Some Basic Principles*, 2 juin 1947. [À noter que tous les dossiers de la série ZA mentionnées dans ce texte proviennent des Archives du Congrès juif canadien (ACJC)]

⁴⁷ « Resolutions. Canadian Jewry Speaks On », *CB*, février 1945, p. 2; ZA 1946 - 8/131, « Committee on Social and Economic Research and Post War Planning », s.d., p. 1; « And After The War... », *CB*, mai 1943, p. 11; Dossier « Postwar problems – program », dans ZA 1945 – 8/145.

juifs d'Europe et l'adoption de la DUDH⁴⁸. À l'été 1945, des délégués du CJC sont présents à la Conférence des Nations Unies de San Francisco, où sont adoptées la Charte de l'ONU et la constitution de la Cour internationale de Justice. Accompagnés du président de la région centrale du CJC, A.B. Bennett, et de S.J. Zacks, président de l'Organisation sioniste du Canada, Samuel Bronfman et Saul Hayes sont chargés de représenter le point de vue des Juifs du Canada au sein d'une délégation conjointe formée d'organisations juives britanniques et américaines⁴⁹. L'année suivante, on retrouve également le président du CJC Samuel Bronfman et son directeur national Saul Hayes à la « Conférence de la paix » à Paris⁵⁰, où ils servent d'interlocuteurs pour discuter des droits humains et du traitement des victimes juives lors des traités de paix⁵¹.

Parallèlement, le congrès milite activement pour orienter les positions du gouvernement canadien sur la scène internationale. Ainsi, le 25 avril 1945, jour de l'ouverture de la Conférence de San Francisco, ses représentants rencontrent les responsables de la

⁴⁸ Des représentants du CJC ont participé à la « délégation non officielle » formée d'organisations juives américaine (American Jewish Committee, American Jewish Conference) et du Congrès juif mondial à la deuxième session de l'Administration des Nations unies pour le secours et la reconstruction (UNRRA) qui s'est déroulée à Montréal en septembre 1944. Zebel, Sydney H. « Review of the Year 5705 (1944-45) in Foreign Countries : International Events », dans : American Jewish Committee, *American Jewish Year Book*, New-York, Jewish Publication Society, 1946, p. 483-487. Sur l'implication du CJC à l'international, voir : « The International Aspect of Canadian Jewish Congress Work », *CB*, 30 mai 1947, p. 6-7; Samuel Bronfman, « Presidential Address », *CB*, septembre 1962, p. 5-6; Susan Armstrong-Reid et David Murray, *Armies of Peace: Canada and the UNRRA Years*, Toronto, University of Toronto Press, 2008, p. 51 et suiv.

⁴⁹ « Congress Will Present Views At San Francisco Conference », *CB*, avril 1945, p. 1; « Canadian Jewish Congress Gratified at Jewish Activities at San Francisco », *JTA*, 24 Mai, 1945, p. 2. Sur l'implication du CJC à l'ONU, voir : « Direct Action Through Congress... », *CB*, octobre 1951, p. 19 et 21.

⁵⁰ Où seront discutés notamment la fixation des frontières européenne, les réparations de guerre et les indemnités, de même que les traités de paix avec l'Italie, la Roumanie, la Hongrie, la Bulgarie et la Finlande.

⁵¹ Hayes siège aussi sur un comité d'expert chargé de formuler les revendications conjointes des onze organisations juives présentes à cette conférence, notamment pour l'adoption d'instruments de protection des droits humains. Il est aussi président du comité chargé de rédiger les recommandations sur la situation des Juifs pour le traité de paix d'Italie. « Congress Delegation Will Attend Current Peace Discussions At Paris », *CB*, juillet 1946, p. 1; « The International Aspect Of Canadian Jewish Congress Work », *CB*, 30 mai 1947, p. 6-7; « Jewish Representations at the Paris Peace Conference », *CB*, septembre 1946, p. 3 et 11; « Canadian Jewry At Paris Conference », *CB*, août 1946, p. 1; « Saul Hayes Report On Paris Conference », *The Canadian Jewish Chronicle*, 6 septembre 1946, p. 10.

délégation canadienne, Brooke Claxton et John E. Read, du secrétariat d'État aux affaires extérieures⁵². Les débats qui ont cours à cette conférence retiennent particulièrement l'attention du Congrès. Ils portent sur la prévention des génocides, le traitement des réfugiés, des personnes déplacées et des sans-papiers, sur la protection des civils en temps de guerre et sur la création d'un État juif. Les débats sur l'adoption d'une charte internationale des droits de l'homme sont également scrutés de près par la communauté et la presse juives au pays⁵³.

Aux yeux de Samuel Bronfman et de ses collègues, le processus de création de l'Organisation des Nations unies constitue l'épreuve ultime pour juger de la validité des engagements pris par les pays alliés pendant la guerre. Est-ce que les idéaux inscrits en toutes lettres dans la Charte de l'Atlantique, dans le Discours des quatre libertés et dans la Déclaration des Nations Unies s'incarneront dans les structures, les principes et les actions de ce nouveau parlement mondial?

There is a general feeling that the San Francisco conference will, by its tone, answer the vital question: will the moral obligations inherent in the many implicit alliances and policies in effect during the years of war be honoured in the Peace.⁵⁴

Les revendications portées par le Congrès juif devant les Nations Unies et les autorités fédérales canadiennes à compter de 1945 témoignent de la conception spécifique qu'ont ses dirigeants de la notion de droits humains. Elles montrent en outre que la définition

⁵² ACJC, Série G, *Memoranda Submitted by The Canadian Jewish Congress and The Zionist Organizations of Canada to the Canadian delegates to the United Nations Conference on International Organization at San Francisco, Montreal, April 1945*, 15 p.; « Joint Congress-Zionist Delegation to Ottawa », *CB*, mai 1945, p. 2.

⁵³ En plus des nombreuses correspondances sur ce sujet entre les dirigeants du congrès, le *CB* relate dans chaque édition les développements en cours à San Francisco. Voir notamment : « Frisco Decisions Affecting Jews », *CB*, mai 1945, p. 3; « See Achievement in San Francisco », *CB*, juillet 1945, p. 4; « Frisco Charter Points Of Interest to Jews », *CB*, juillet 1945, p. 10.

⁵⁴ « Looking Outward », *CB*, avril 1945, p. 4. La création de l'ONU est également présentée comme un moment propice pour faire le procès du racisme et de l'antisémitisme devant le « tribunal des nations civilisées ». Cet argument est soumis aux membres de la délégation canadienne à San Francisco : « It is therefore logically that when an inventory is taken of the misery and devastation wrought by Hitler, the especially gruesome items of Jewish agony must not be lost sight of. [...] A new world not purged of anti-Semitism would be a travesty, an anachronism, half civilized and half Hitlerite. » *Memoranda Submitted... April 1945*, p. 6.

donnée à ces droits est étroitement liée aux stratégies militantes de l'organisation et aux identités et intérêts spécifiques de la communauté minoritaire qu'elle représente. Les positions du CJC à l'égard de la DUDH sont révélatrices de cette dialectique. En effet, dès le début de l'année 1945 l'organisation réclame l'adoption d'une charte des droits permettant de protéger à la fois les droits universels des individus – en vertu de leur appartenance au genre humain – et les droits des minorités ethniques et religieuses présentes dans les différents pays du monde. Formule hybride permettant de subsumer la dichotomie essentielle entre droits individuels et droits de groupe, le terme « droits humains » renvoie dans les discours du CJC aux droits des membres des minorités comme individus et à ceux des minorités en tant que groupes. Le mémoire présenté en avril 1945 à la délégation canadienne à la conférence des Nations Unies, revendique ainsi la « protection des droits et de la dignité [des Juifs] en tant qu'êtres humains et que membres de minorités nationales de leurs pays »⁵⁵.

Ce mémoire procède ainsi du paradigme des droits individuels, principalement en termes d'égalité devant la loi, d'interdiction du racisme et d'application du principe de non-discrimination pour des motifs raciaux ou religieux. Or il réclame dans un même temps la reconnaissance des droits des groupes, le Congrès juif affirmant notamment que l'ONU doit assurer aux minorités la préservation de leurs droits culturels (à la langue, à l'éducation, à la religion, etc.). De ce point de vue, la création d'un État juif en Palestine, en assurant la survie culturelle du peuple juif, fait partie des mesures de protection des droits humains réclamées par le Congrès juif. L'utilisation de l'expression « droits humains du peuple juif » dans le mémoire de 1945, atteste de cette forme de symbiose conceptuelle⁵⁶.

Dans un contexte où tardent à se préciser les termes d'une future déclaration universelle, la protection des « droits de groupes » apparaît néanmoins prioritaire pour le CJC. Alors

⁵⁵ *Ibid.*, p. 6.

⁵⁶ *Ibid.*, p. 8.

qu'au début de l'année 1948 la Commission des droits de l'homme de l'ONU est sur le point de rendre publique l'ébauche de sa déclaration, ses dirigeants proposent en effet l'adoption d'une « mesure intérimaire » permettant aux communautés juives et aux autres « groupes lésés » du monde de faire des requêtes auprès de l'ONU en cas de violation de leurs droits fondamentaux⁵⁷. Le Congrès juif canadien demande également que l'assemblée générale de l'ONU réintroduise les anciennes dispositions sur les droits des minorités juives contenues dans les « traités des minorités » adoptées par la Société des Nations (SDN) au lendemain de la Première Guerre mondiale⁵⁸. Soulignant que cette solution constituerait une « amélioration cruciale pour des milliers de Juifs », le Congrès s'engage à se faire le principal défenseur de la validité de cette thèse auprès de la communauté internationale⁵⁹. Bien qu'elles participent d'une forme d'élargissement de la notion de droits humains, ces revendications en faveur de la reconnaissance des droits des minorités s'inscrivent partiellement en faux contre la conception individualiste de ces droits à l'origine du compromis de 1948 entre les grandes puissances du monde occidental⁶⁰.

⁵⁷ « United Nations Is Scene Of Congress Activity », *CB*, avril 1948, p. 22.

⁵⁸ Lors des négociations de paix qui ont suivi la Première Guerre, et suite au Traité de Versailles et de la Conférence de Paris de 1918, les Alliés ont adopté quatorze traités protégeant les droits des minorités dans les nouveaux États créés lors de la division territoriale de l'Europe. Voir à ce sujet : Judith Friedlander, « Les juifs et le droit à la différence : entre l'idéal de l'État-nation et le nationalisme des minorités », *Cahiers du Centre de recherches historiques*, vol. 9, 1992; Harold William V. Temperley (ed.), *A History of the Peace Conference of Paris, Volume I*, New York, Oxford University Press, 1920, p. 112-149.

⁵⁹ « United Nations Is Scene Of Congress Activity », *CB*, avril 1948, p. 22.

⁶⁰ Les positions exprimées par le congrès se situent à l'intersection du paradigme « communautariste » (fondé sur la protection des droits collectifs des minorités) de la SDN et de celui, individualiste, des droits de l'homme de l'ONU. Comme l'affirme Mark Mazower, le triomphe de la conception individualiste des droits humains s'explique en partie par l'échec du système de la SDN mis en place après la Première Guerre, qui était basé sur la protection des droits des minorités ethniques. Mark Mazower, « The Strange Triumph of Human Rights, 1933–1950 », *The Historical Journal*, 2004, vol. 47, no 2, p. 386; Gaetano Pentassuglia, *Minorités en droit international : une étude introductive*, Strasbourg, Conseil de l'Europe, 2004, p. 52 et suiv.; Mark Mazower, *No Enchanted Palace: The End of Empire and the Ideological Origins of the United Nations*, New Jersey, Princeton University Press, 2009, p. 104 et suiv.

2.2.3 Une « Magna Carta pour tous les peuples » : le CJC et la Déclaration universelle des droits de l'homme

Cette revendication en faveur des droits de groupes des minorités ethnoculturelles n'est toutefois pas exprimée officiellement lors des débats entourant la signature de la DUDH par le Canada. Dans le mémoire qu'il présente en juin 1948 au Comité mixte sur les droits de l'homme et les libertés fondamentales, le Congrès appuie presque sans réserve l'ébauche de la DUDH étudiée par le comité⁶¹. Bien que certains dénoncent « l'approche individualiste » qui guide les rédacteurs de la déclaration⁶², le congrès affirme d'emblée que ce texte constitue « un avancement important dans le domaine des relations humaines [et qu'il] doit obtenir le soutien complet du peuple canadien »⁶³. Sur un ton aux accents impérialistes, il affirme que cette déclaration permettra d'exporter les droits déjà protégés et « tenus pour acquis » au pays, à tous les peuples du monde⁶⁴.

Certaines modifications mineures sont néanmoins proposées. Elles révèlent à nouveau les préoccupations du congrès à l'égard des droits spécifiques de la minorité qu'il représente. Cette déclaration doit d'abord énoncer avec plus de vigueur le principe de non-discrimination, en l'étendant à « tous les droits » et non pas uniquement aux « droits mentionnés dans [cette] déclaration »⁶⁵. En plus de l'ajout du droit d'asile et des droits des personnes apatrides, le mémoire suggère le renforcement des protections accordées aux droits des minorités ethnoreligieuses en tant que communautés. Il insiste en particulier sur l'importance de restreindre certaines libertés pour interdire la diffamation,

⁶¹ Le projet de déclaration étudié est celui qui a été revu en 2^e lecture lors de la 2^e session du comité de rédaction du Comité des droits de l'homme de l'ONU.

⁶² M.H. Myerson fait partie de cette frange au CJC qui considère que la conception des droits humains de l'ONU est largement individualiste, alors que le rôle du Congrès juif est d'assurer la protection des droits des Juifs comme communauté. ZA 1947 - 9/104, *Minutes of Meeting of JPRC, National*, 23 février 1947.

⁶³ « Canada and Human Rights », *CB*, septembre 1948, p. 11.

⁶⁴ ZA 1948 - 1/14, *Mémoire du CJC à The Right Hon. Mr. J.L. Isley et The hon. Senator L.M. Gouin, Joint Chairmen, Special Joint Committee on Human Rights and Fundamental Freedoms, Ottawa, 9 juin 1948*, p. 2.

⁶⁵ *Ibid.*

l'incitation à la violence et la propagande haineuse contre les minorités ethniques et religieuses⁶⁶.

À partir de cette date, le Congrès juif canadien suit de près les négociations qui ont cours à l'ONU jusqu'à l'adoption de la DUDH. Bien que son adoption, le 10 décembre 1948, ne modifie en rien les discours et revendications du Congrès en matière de droits humains, ce texte devient une référence incontournable et un instrument de légitimation de première importance, tant dans les domaines éducatif, juridique, que politique. De même, comme dans le cas de la CTCC et des étudiants de l'Université de Montréal, l'adoption de la DUDH contribue à stimuler l'enthousiasme des dirigeants du CJC à l'égard de la mission dévolue à l'ONU⁶⁷. Ainsi, lors de son allocution devant les membres du CJC en 1949, Saul Hayes souligne l'importance des développements réalisés dans l'enceinte de l'ONU depuis 1945 : « Our wartime prognostication that the United Nations would develop into an important tribune which would deal with questions of interest to the Jewish people has proven correct.⁶⁸ »

Dès l'adoption de la DUDH, le Congrès juif canadien fait de cette « Magna Carta pour tous les peuples de notre temps⁶⁹ » un document de première importance dans son travail d'éducation. Il distribue massivement des exemplaires de ce texte, sous forme de dépliants et d'affiches, notamment en français⁷⁰. L'organisation souligne aussi chaque année la Journée des Nations Unies et la Journée internationale des droits de l'homme,

⁶⁶ *Ibid.* À noter que parmi ces réclamations, seules les clauses sur le droit d'asile et les apatrides seront ajoutées au texte final de la DUDH. Voir les articles 13 à 15.

⁶⁷ À la suite des conférences de San Francisco et de Paris, on déplorait le fait que les enjeux diplomatiques empêchaient toute possibilité d'aborder les questions soulevées par la communauté juive mondiale, qui sont essentiellement de « nature morale ». Cette expression est tirée de : « Jewish Representations at the Paris Peace Conference », *CB*, septembre 1946, p. 3 et 11. « Words, words, words, as Hamlet said », concluait-on à l'époque. « See Achievement in San Francisco », *CB*, juillet 1945, p. 4.

⁶⁸ « Report of National Director to 8th Plenary Session, Toronto, Canada, Oct. 22 "49" », *CB*, 22 octobre 1949, p. 17.

⁶⁹ Expression d'Eleanor Roosevelt, tirée de : *Mémoire du CJC à The Right Hon. Mr. J.L. Isley...*, p. 5.

⁷⁰ « Report of National Director to 8th Plenary », p. 17; ZA 1949 - 3/36, *Minutes of Meeting of the Sub-Committee on French Public Relations*, 12 septembre 1949.

les 24 octobre et 10 décembre par des conférences, des projections de films, des animations d'ateliers, des publications d'articles ou des communiqués⁷¹.

Dressant un bilan des récentes avancées en matière de droits humains et de protection des droits du peuple juif réalisés depuis la création de l'ONU, le président Bronfman déclare en 1949 devant ses membres réunis en assemblée plénière que cette organisation est devenue le porte-étendard des idéaux universels des « pays civilisés ». Il appelle au renforcement des pouvoirs de ce parlement mondial et invite les citoyens du Canada à suivre et à respecter l'autorité de cette organisation représentant la nouvelle « voix éthique de l'humanité »⁷². Ainsi, la création de l'ONU et l'adoption de la DUDH s'érigent à compter de 1948 comme de véritables lieux de mémoire pour l'organisation. Période charnière dans l'évolution de l'identité de la communauté juive canadienne, l'après-guerre est présentée dans la mémoire du CJC (exprimée à travers son journal, les discours de ses dirigeants, les commémorations publiques, etc.) comme une étape déterminante de l'entrée du Canada, de l'Occident et du monde dans une nouvelle ère des droits humains.

2.3 « Paix, liberté et justice sociale » : le Congrès canadien du travail et la reconstruction mondiale d'après-guerre

Pendant la guerre et au cours de la période de reconstruction qui s'amorce au lendemain du conflit, les dirigeants du Congrès canadien du travail (CCT) militent à l'échelle nationale, et dans une moindre mesure provinciale et municipale, en faveur d'une reconnaissance internationale d'une conception socialiste et démocratique des droits humains. Celle-ci se distingue des conceptions chrétienne et libérale classique de ces droits par la primauté qu'elle accorde simultanément aux libertés civiles et politiques, au

⁷¹ « Human Rights Day Observed Dec. 10th », *CB*, décembre 1954, p. 5; « Human Rights Day, December 10. A Canadian Survey », *CB*, décembre 1960, p. 1; « 15th Anniversary of UN Declaration of Human Rights », *CB*, décembre 1963, p. 2; « Human Rights, Quebec », *CB*, décembre 1968, p. 2.

⁷² S. Bronfman, « Presidential Address... », *CB*, janvier-février 1950, p. 29.

droit à l'égalité raciale et religieuse et, surtout, aux droits économiques, sociaux et culturels. Tout en s'inscrivant en faux contre l'ordre libéral capitaliste, ses militants tentent de concilier la reconnaissance du droit à l'égalité et des droits économiques et sociaux avec la préservation des principes fondamentaux du libéralisme politique. La conception des droits humains que défend l'organisation incarne à bien des égards le changement de paradigme d'après-guerre vers l'affirmation d'une conception interdépendante et plus égalitariste de ces droits⁷³.

Dans cette perspective, le CCT s'appuie sur les positions adoptées dans l'après-guerre par la Fédération syndicale mondiale, puis par la Confédération internationale des syndicats libres, une organisation ouvrière regroupant les syndicats non confessionnels des États du « monde libre ». Ses membres et ses dirigeants se revendiquent aussi des principes définis par l'Organisation internationale du Travail, qui élabore dans l'après-guerre un projet de reconstruction mondiale fondé sur l'établissement de nouvelles normes internationales en matière de protection des libertés civiles, du droit du travail, du droit à l'égalité et des droits économiques et sociaux. À compter de 1948, ces derniers se tournent également vers l'ONU en tant qu'instrument de promotion internationale de leur conception sociale-démocrate des droits humains. Présentée comme une forme d'autorité morale, la DUDH devient un instrument privilégié d'action politique et d'éducation populaire pour le CCT et, comme pour le Congrès juif canadien, devient un lieu de mémoire pour plusieurs de ses militants impliqués dans la défense des droits humains à l'échelle locale et internationale.

⁷³ Dominique Clément, *Canada's Rights Revolution, Social Movements and Social Change, 1937-82*, Vancouver, University of British Columbia Press, 2008, p. 17-18; Evelyn Kallen, *Ethnicity and Human Rights in Canada: A Human Rights Perspective on Ethnicity, Racism, and Systemic Inequality*, New York, Oxford University Press, 2003, p. 12; Ross Lambertson, *Repression and resistance. Canadian human rights activists, 1930-1960*, Toronto, University of Toronto Press, 2005, p. 5.

2.3.1 Socialisme et démocratie : les bases d'une paix durable

Dans l'immédiat après-guerre, les revendications internationales portées par les militants du Congrès canadien du Travail en matière de droits humains traduisent leur dénonciation radicale des régimes dictatoriaux, de droite comme de gauche, et leur rejet des idéologies fascistes, capitalistes et communistes. C'est pour lutter contre ces trois types de régimes et systèmes de pensée que l'organisation demande au gouvernement canadien de promouvoir sur le plan international les libertés civiles et politiques, le droit à l'égalité raciale et religieuse et les droits économiques et sociaux. C'est également dans cet objectif qu'il fait pression pour inscrire ces droits à l'agenda politique de l'ONU et de ses institutions spécialisées.

La volonté de préserver les principes fondamentaux du libéralisme politique, de promouvoir les institutions démocratiques et la protection des libertés civiles et politiques est omniprésente dans les discours du CCT depuis sa création en 1940. Elle s'affirme en réaction à la montée, dans l'entre-deux-guerres et surtout pendant la Grande Dépression, des idéologies fascistes et totalitaires⁷⁴. Perçus comme des ennemis naturels des ouvriers, les idéologies fascistes et les régimes dictatoriaux de droite sont vus plus généralement comme une menace aux syndicats et aux droits individuels et collectifs des travailleurs. La destruction du syndicalisme libre par les dictatures d'Europe pendant la guerre contribue à renforcer chez ses militants, comme chez ceux des syndicats catholiques, l'idée que la préservation de la liberté syndicale n'est possible qu'en régime

⁷⁴ Desmond Morton, *Working People: An Illustrated History of the Canadian Labour Movement*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 1999, p. 165 et suiv.; Richard Martin, « Le congrès des métiers et du travail et la guerre civile espagnole », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 33, no 4, 1980, p. 575-581; Jacques Rouillard, « Haro sur le fascisme. La fondation de la Fédération provinciale du travail du Québec, 1938 », *Canadian Historical Review*, vol. 71, no 3, 1990, p. 355 et 360. À noter que l'engagement contre le « fascisme mondial » est particulièrement important chez ses militants ouvriers juifs. Ruth A. Frager, *Sweatshop strife: class, ethnicity, and gender in the Jewish labour movement of Toronto, 1900-1939*, Toronto, University of Toronto Press, 1992, p. 90.

démocratique⁷⁵. Ainsi, au sortir de la guerre, le CCT condamne avec force la reconnaissance par l'ONU de l'Espagne franquiste. À la suite d'une résolution adoptée en 1946 par la Fédération syndicale mondiale⁷⁶, son président Aaron Mosher et son secrétaire Pat Conroy font parvenir en un télégramme au Premier ministre canadien Mackenzie King pour protester contre la reconnaissance de ce gouvernement antidémocratique et faire valoir la supériorité ontologique des libertés individuelles et des régimes démocratiques face aux idéaux autoritaristes et liberticides des dictatures fascistes⁷⁷.

S'il défend avec force les principes fondamentaux du libéralisme politique, le CCT s'oppose néanmoins au libéralisme économique et à la conception libérale classique des droits humains fondée sur la primauté des libertés individuelles, de la liberté de commerce et d'entreprise et sur la sacralisation du droit à la propriété privée⁷⁸. Accusé d'être à l'origine de la Grande Dépression et, par voie de conséquence, de l'avènement du conflit mondial, le libéralisme économique provoque à leurs yeux des inégalités sociales et économiques telles qu'elles instituent une véritable dictature des plus riches sur la vie politique, réduisent les libertés civiles au « statut de farce et de honte » et

⁷⁵ « Un temps pour agir », *Rapports ouvriers canadiens [ci-après ROC]*, novembre 1947, p. 2; « Editorial. Les leçons d'une victoire », *Les Nouvelles ouvrières*, février 1949, p. 2; « La vie des Unions... La situation dans le Québec », *Les Nouvelles ouvrières*, juin 1949, p. 3; « Democracy And The Common Man », *The Canadian Unionist*, janvier 1945, p. 3.

⁷⁶ La FSM est créée lors de la Conférence de Londres de février 1945 et regroupe 55 organisations syndicales. Traversée dès sa création par des tensions importantes entre syndicats communistes et anticommunistes, l'organisation s'engage dans « la lutte pour l'extermination de toutes les formes fascistes de gouvernement et de toutes les manifestations de fascisme » et milite pour l'établissement de la paix mondiale et en faveur de la création de l'Organisation des Nations unies. Voir : Pierre Blaise, « Les structures du syndicalisme international », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, vol. 21, no 1126, 1986, p. 13 et suiv.

⁷⁷ « Opposition to Fascist Spain », *The Canadian Unionist*, mars 1946, p. 52.

⁷⁸ L'historien Ross Lambertson affirme pour sa part que le CCT défend une conception libérale des droits humains qui est à son avis révélatrice de l'évolution globale du mouvement socialiste d'après-guerre, marquée par le « triomphe du libéralisme contre le socialisme radical ». Si cette thèse est valide en ce qui concerne les positions du CCT sur les enjeux relatifs aux libertés civiles, elle ne rend pas suffisamment compte de la différence marquée de leurs positions face aux militants libéraux, notamment sur les enjeux touchant la liberté de commerce et d'entreprise et la reconnaissance des DESC. Ross Lambertson, *Activists in the Age of Rights...*, Thèse (histoire), University of Victoria, 1998, p. 32 et 50.

conduisent à l'éclosion des idéologies totalitaires, de gauche comme de droite⁷⁹. La reconstruction du monde sur les modèles périmés du libéralisme classique et du capitalisme monopolistique constituerait ainsi, aux yeux de ses militants, non seulement un important recul, mais aussi une menace sérieuse à l'établissement d'une paix durable⁸⁰. En ce sens, le combat du CCT pour la préservation des libertés démocratiques et son mot d'ordre « Il faut tuer le capitalisme!⁸¹ », loin d'être contradictoires, sont les deux axes d'un même combat.

Endossé et porté avec force par les leaders du Congrès canadien du Travail à l'échelle provinciale et nationale depuis le début de la guerre, le discours antinazi permet également à ses membres préoccupés par la question du racisme de faire converger leur combat pour la préservation des libertés démocratiques avec leur lutte contre les discriminations raciales et religieuses. Cette forme de convergence s'opère par la désignation d'un idéal partagé, les libertés démocratiques, et la mise en altérité d'un ennemi commun incarné par la figure du régime hitlérien. L'une des premières déclarations antiracistes du président de cette centrale syndicale, Aaron Mosher⁸², est publiée en 1947 dans un dépliant traduit en français sous le titre *En garde! La haine raciale et religieuse tend à détruire l'unionisme ouvrier!*⁸³. Ce dernier situe directement la lutte contre le racisme dans le prolongement du combat « contre les ennemis de la

⁷⁹ R. E. K. Pemberton, « Common Objections to Socialism », *The Canadian Unionist*, avril 1944, p. 261.

⁸⁰ « Voilà les vrais principes! », *Les Nouvelles ouvrières*, octobre 1950, p. 1; « The Foreign Policy of the C.C.F. », *The Canadian Unionist*, mai 1948, p. 102, 103 et 105.

⁸¹ « Voilà les vrais principes! », *Les Nouvelles ouvrières*, octobre 1950, p. 1.

⁸² Sur l'évolution des positions d'Aaron Mosher depuis ses premiers engagements contre le racisme en 1918, consulter : Carmela Patrias, *Fighting Discrimination in Wartime Canada, 1939-1945*, Toronto, University of Toronto Press, 2012, p. 70 et 145; Sarah-Jane Mathieu, *North of the Color Line: Migration and Black Resistance in Canada, 1870-1955*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2010, p. 202 et suiv.; Ninette Kelley and Michael Trebilcock, *The Making of the Mosaic: A History of Canadian Immigration Policy*, Toronto, University of Toronto Press, Scholarly Publishing Division, 2e éd., 2010, p. 321.

⁸³ Archives nationales du Canada [ci-après ANC], Fonds Jewish Labour Committee of Canada [ci-après Fonds JLCC], MG28 V75 34 6, Aaron Mosher, *En garde! La haine raciale et religieuse tend à détruire l'unionisme ouvrier!*, ROC, Montréal, 1947[?], 4 p. Ce dépliant fait suite à la conférence donnée par Mosher au congrès de 1946 du Comité ouvrier juif, tenue aux bureaux du Workmen's Circle à Montréal.

liberté [et] contre les pourvoyeurs de la haine de race et de religion qui était l'armure de combat de Hitler et Mussolini...⁸⁴ » Repris par les porte-paroles du CCT, dont ceux du Conseil du travail de Montréal, du Comité du travail contre l'intolérance de Montréal, et plus tard de la Fédération des unions industrielles du Québec, ce discours est révélateur de la période de transition d'après-guerre, où les thèmes relatifs à la « croisade des démocraties » demeurent les principaux axes des discours antiracistes des militants syndicaux canadiens⁸⁵.

Dans le contexte de la guerre froide naissante, la lutte contre les dictatures fascistes et nazie est graduellement éclipsée par le combat contre la propagation du communisme à l'échelle mondiale. Au lendemain de l'effondrement des principales dictatures fascistes d'Europe, le CCT intensifie sa croisade contre la montée du communisme, qualifiée de principale « menace à la paix mondiale »⁸⁶. On dénonce en plusieurs occasions le « déni des libertés humaines fondamentales par les nations communistes » et « l'utilisation brutale et impitoyable des pouvoirs policiers » derrière le rideau de fer⁸⁷. La guerre du CCT contre le communisme international trouve son expression doctrinale la plus achevée dans la *Déclaration de philosophie économique positive* adoptée lors du congrès de Winnipeg en 1950 et largement publicisée par les militants des syndicats industriels au Québec. Affirmant que le monde est divisé en deux forces, la démocratie et « la dictature, représentée principalement par le communisme », cette déclaration évacue désormais la lutte aux fascismes pour s'attaquer au communisme, décrit comme « la plus

⁸⁴ *Ibid.*, p. 1.

⁸⁵ On retrouve cet argumentaire dans les dépliants publiés à la même période pour publiciser les déclarations antiracistes des présidents du Congrès des métiers et du travail du Canada (Percy Bengough), de l'American Federation of Labor (William Green) et du Congress of Industrial Organizations (Philip Murray). ANC, Fonds JLCC, MG28 V75 34 2, CTCIR, *Report of the Convention of Provincial Federation of Labor, Trois-Rivières, 4-5-6 juin 1948*. MG28 V75 34 3, CTCIR, *rapport d'activités, novembre 1948*.

⁸⁶ « Communism Menaces World-Peace », *The Canadian Unionist*, mars 1948, p. 51; « Soviet Communism Is Anti-Christian », *The Canadian Unionist*, avril 1948, p. 75.

⁸⁷ « The President's Address to the Convention », *The Canadian Unionist*, novembre 1948, p. 246-249 et 263.

grande tyrannie que le monde ait connue »⁸⁸. Au Québec, les éditoriaux, discours et commentaires qui suivent l'adoption de cette déclaration dénoncent également les atteintes perpétrées derrière le rideau de fer contre les libertés démocratiques, en particulier les libertés de parole, de religion et d'opinion politique⁸⁹.

Dans l'optique de contrecarrer la triple menace fasciste, capitaliste et communiste, le projet de reconstruction mondiale mis de l'avant par le Congrès canadien du Travail, largement publicisé par les militants locaux à travers le pays, réclame la mise sur pied dans l'ensemble des pays démocratiques de vastes chantiers de réformes sociales et économiques inspirées du socialisme démocratique. La promotion d'une plus grande justice sociale, le redressement des inégalités économiques et la protection des droits économiques et sociaux sont présentés comme des impératifs permettant à la fois de récompenser les sacrifices consentis par les peuples pendant la guerre, de démontrer la supériorité des régimes démocratiques et de concrétiser les idéaux de justice énoncés par les pays alliés. La justice économique et sociale est également présentée comme une condition primordiale au maintien de la paix mondiale, dans la mesure où la cause profonde des guerres est « l'insécurité et l'injustice économique » et que « la paix ne peut ultimement être établie que sur la base de la sécurité économique pour les hommes et les nations... »⁹⁰. Les demandes adressées dans l'après-guerre au gouvernement fédéral pour qu'il favorise l'« esprit d'amitié et de compréhension dans le monde » et qu'il réponde « aux demandes d'assistance des pays moins fortunés » sont également considérées comme des moyens d'assurer le maintien d'une paix durable⁹¹.

⁸⁸ « Voilà les vrais principes! », p. 1-2.

⁸⁹ *Ibid.* Voir aussi : « Éditorial. Communisme ou démocratie », *Les Nouvelles ouvrières*, décembre 1950, p. 2; « Notre convention de Winnipeg fera époque », *Les Nouvelles ouvrières*, octobre 1950, p. 1; « The President's Address... », p. 263.

⁹⁰ « The Economic Basis of Peace », *The Canadian Unionist*, juin 1945, p. 135-136.

⁹¹ « Le comité parlementaire d'enquête inadéquat pour mater l'exploitation, dit le congrès au gouvernement King », *Les Nouvelles ouvrières*, avril 1948, p. 3,4; M.J. Coldwell (président national, C.C.F.) « A Statement of C.C.F. Policy », *The Canadian Unionist*, juillet-août 1944, p. 31.

2.3.2 Les droits humains : fondement de la reconstruction mondiale

Au sortir de la guerre, les dirigeants provinciaux et nationaux du Congrès canadien du Travail appuient largement leurs revendications en matière d'affaires internationales sur les positions adoptées par la Fédération syndicale mondiale (FSM), puis par la Confédération internationale des syndicats libres (CISL), une internationale ouvrière créée en 1949 à la suite d'une scission au sein de la FSM entre les syndicats dits « libres » et leurs homologues d'allégeances communistes⁹². Le Congrès canadien du Travail, qui selon Aaron Mosher⁹³ a pris une « part prépondérante » dans la création de la CISL, collabore activement à l'ensemble de ses activités, notamment par l'entremise de son délégué, le secrétaire-trésorier du CCT, Donald MacDonald⁹⁴. La CISL contribue à attirer l'attention des dirigeants des syndicats industriels sur plusieurs enjeux mondiaux touchant les droits humains, en particulier : « la préservation de la paix, la conquête d'une pleine liberté nationale et d'un gouvernement responsable, l'abolition de l'esclavage du travail, la hausse des standards de vie, le maintien des droits civils et des droits des unions libres et l'abolition de la discrimination raciale.⁹⁵ » Organisme consultatif auprès du Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC), la CISL adopte dans ce domaine des positions franches, qui sont endossées et relayées par le CCT et par ses syndicats et fédérations affiliés au Québec. Portant sur toutes les tribunes la devise « Pain, Paix et Liberté » (qui reflète le triptyque « paix, liberté et justice sociale » du CCT), cette confédération internationale revendique l'élaboration d'une véritable « charte des droits des ouvriers » reconnaissant à la fois le principe du droit à l'égalité raciale et religieuse, le caractère fondamental des libertés civiles et

⁹² Pierre Blaise, *Les structures du syndicalisme international*, CRISP, vol. 21, no 1126, 1986, p. 14-15.

⁹³ « Discours du président Mosher », *Les Nouvelles ouvrières*, novembre 1952, p. 3.

⁹⁴ Ancien député de la Co-operative Commonwealth Federation (CCF), parti fondé en 1932, MacDonald est responsable après la guerre du service de l'éducation du Congrès canadien du travail. Il joue un rôle de premier plan dans la création du Comité national pour la tolérance raciale et sera le principal artisan de la création du département des affaires internationales du CCT en 1953 : « Le C.C.T. établit un département des affaires internationales », *Les Nouvelles ouvrières*, février 1953, p. 1 et 3.

⁹⁵ « La I.C.F.T.U. des progrès constants », *Les Nouvelles ouvrières*, août 1952, p. 4.

politiques, la supériorité des régimes démocratiques sur les dictatures et la primauté des droits économiques et sociaux⁹⁶. À partir de la fin des années 1940, l'adhésion du Congrès canadien du Travail à la CISL influence fortement les positions de ses dirigeants locaux, en particulier en ce qui concerne le travail effectué par l'ONU en matière de droits humains. Elle contribuera, au cours de la décennie suivante, à multiplier les engagements internationaux du CCT et à alimenter les réflexions de ses membres au sujet de la reconnaissance des droits humains dans d'autres pays du monde⁹⁷.

Dans l'optique de proposer une vision alternative de la reconstruction de la paix mondiale fondée sur les principes du socialisme démocratique, les militants du CCT se tournent également vers les principes définis par l'Organisation internationale du Travail (OIT). L'orientation sociale et économique prise par l'OIT pendant la guerre en fait à leur avis l'organisation la mieux placée pour promouvoir la paix mondiale⁹⁸. Cela est d'autant plus vrai que, comme c'est le cas pour la centrale syndicale catholique (CTCC) à l'époque, plusieurs membres du CCT entretiennent des réserves à l'égard d'un parlement mondial créé sous l'égide des Nations Unies. Celui-ci, souligne-t-on, ne réunit que les représentants des gouvernements des grandes nations et ne permet pas à la « voix du peuple » de s'exprimer pleinement⁹⁹.

⁹⁶ « Labour's Charter Of Rights », *The Canadian Unionist*, juillet 1950, p. 158.

⁹⁷ Ainsi à travers les positions débattues à la CISL, les militants des syndicats industriels s'intéressent très tôt aux questions relatives au racisme dans différentes parties du monde, et notamment au cas de l'Apartheid en Afrique du Sud. Donald MacDonald est d'ailleurs l'un des instigateurs d'une résolution présentée au bureau exécutif de la CISL, à l'été 1952, pour condamner cette politique et le régime de Malan. Il soumet également cette question au gouvernement fédéral canadien dans le mémoire du CCT qu'Aaron Mosher et lui présentent en 1953. Voir : « La I.C.F.T.U. des progrès constants », *Les Nouvelles ouvrières*, août 1952, p. 2-4; « Présentation du mémoire du C.C.T. au Fédéral », *Les Nouvelles ouvrières*, mars 1953, p. 4; « Pour le mémoire. Réponse vague », *Les Nouvelles ouvrières*, mars 1953, p. 4.

⁹⁸ « The Congress in Convention », *The Canadian Unionist*, septembre 1943, p. 91.

⁹⁹ Suite à la conférence de Philadelphie, les dirigeants du Congrès estiment que l'orientation prise par l'OIT « montre la voie » au futur parlement mondial. Norman S. Dowd, « The International Labour Conference at San Francisco », *The Canadian Unionist*, août 1948, p. 174; Lindsay Rogers, « Some

À compter du milieu des années 1940, le Congrès canadien du travail réclame sur toutes les tribunes que le gouvernement canadien applique les principes formulés dans les déclarations et conventions de l'Organisation internationale du Travail, en particulier en matière de protection des libertés civiles, de droit d'association, de droits sociaux, d'égalité salariale entre hommes et femmes et d'interdiction des pratiques discriminatoires en emploi¹⁰⁰. Affirmant leur volonté de s'engager dans une « guerre totale contre la pauvreté¹⁰¹ », ses dirigeants s'appuient également sur l'OIT pour rappeler au gouvernement canadien ses obligations en matière de lutte contre la pauvreté mondiale¹⁰². Ainsi, dans les discours des dirigeants du CCT, l'OIT s'érige comme une autorité morale de première importance. Cet organisme international est aussi un lieu d'implication concrète pour les membres du Congrès canadien du Travail qui y sont délégués et qui de cette façon peuvent porter leurs projets de réformes dans l'arène internationale, en les inscrivant désormais dans un projet de reconstruction mondiale.

2.3.3 La Déclaration universelle et l'action syndicale sociale-démocrate

C'est également dans cette volonté d'inscrire ses revendications dans le processus de refondation du monde post-conflit que les dirigeants nationaux et provinciaux du Congrès canadien du Travail suivent de près les pourparlers internationaux qui mènent à la création de l'ONU et à l'adoption de la Déclaration universelle des droits de l'homme. La conférence de San Francisco et l'adoption de la Charte de l'ONU, à l'été 1945, marquent de ce point de vue un tournant important dans la conception qu'ont les dirigeants des syndicats industriels du rôle du nouveau parlement mondial en matière de

Problems Facing the United Nations », *The Canadian Unionist*, juin 1944, p. 10-12; « The I.L.O. and the Labour Movement », *The Canadian Unionist*, décembre 1944, p. 138-140.

¹⁰⁰ « The International Labour Conference », *The Canadian Unionist*, mars 1944, p. 232-233; Pat Conroy, « Canada and the International Labour Organization », *The Canadian Unionist*, juin 1945, p. 138-139; « La I.C.F.T.U. des progrès constants », *Les Nouvelles ouvrières*, août 1952, p. 2 et 4.

¹⁰¹ Eugene Forsey, « Labour Now and In the Post-War World », *The Canadian Unionist*, avril 1944, p. 262-263.

¹⁰² « The President's Address », *The Canadian Unionist*, septembre 1943, p. 79-80 et 84-85; « Congress Programme For Political Action », *The Canadian Unionist*, octobre 1944, p. 78.

protection des droits universels. Pensée au départ comme un « système international de sécurité collective », l'ONU n'est pas, pendant la guerre, envisagée comme une institution régulatrice d'un système de protection des droits humains¹⁰³. Les ententes signées par les représentants des 51 États présents lors de la conférence de San Francisco contribuent à soulever la question de la définition des droits humains et de la place qu'ils doivent occuper dans la mission dévolue à l'ONU. Au lendemain de l'adoption de la Charte des Nations unies, un article paru dans le *Canadian Unionist* applaudit ainsi l'arrivée de cette « Magna Carta pour le monde »¹⁰⁴. Se réjouissant que cette charte réponde aux grands « problèmes économiques, sociaux, culturels et humanitaires », ses dirigeants voient d'un bon œil la création du Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC) et d'une commission chargée de rédiger un projet de charte universelle des droits de l'homme¹⁰⁵.

À compter de l'été 1945, la direction nationale du CCT invite tout spécialement ses membres à soutenir les travaux réalisés par l'ECOSOC et les institutions spécialisées onusiennes qui travaillent à la défense des droits humains, dont le Bureau international du Travail¹⁰⁶. Ses dirigeants suivent avec intérêt les débats qui se déroulent à l'ONU à propos du statut des immigrants et des personnes réfugiées, ainsi que sur la prévention des génocides, et appuient les initiatives onusiennes en matière de protection des droits

¹⁰³ « Congress Presents Memorandum To House of Commons Committee », *The Canadian Unionist*, juillet 1943, p. 35; « The Congress Proposals for Post-War Reconstruction », *The Canadian Unionist*, août 1943, p. 54-58, 60-63 et 65-66.

¹⁰⁴ L'expression « Magna Carta » témoigne de la volonté des militants syndicaux d'inscrire la création de l'ONU dans le régime d'historicité des sociétés libérales occidentales. Cette stratégie discursive est également utilisée dans une logique impérialiste, pour justifier le caractère « universel » de la DUDH. « A World Magna Carta », *The Canadian Unionist*, juillet 1945, p. 163-164; « Ce fameux règlement des droits », *ROC*, juillet 1948, p. 3; ANC, Fonds JLCC, MG28 V75 13 - 16, *Address Delivered by Michael Rubinstein, ... at CCL in Ottawa*, 6 octobre 1949, p. 3.

¹⁰⁵ « A World Magna Carta... », p. 163-164; « The Economic Basis of Peace », *The Canadian Unionist*, juin 1945, p. 135-136; J.R. Kay, « League Is Dead: Long Live The League! », *The Canadian Unionist*, août 1945, p. 194.

¹⁰⁶ « United Nations Society in Canada », *The Canadian Unionist*, juin 1945, p. 137.

de l'enfant, en soutenant le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef)¹⁰⁷. De même, les membres du CCT qui militent au sein de son Comité national pour la tolérance raciale (CNPTR) et ceux de son pendant montréalais, le Comité du travail contre l'intolérance raciale de Montréal, s'intéressent particulièrement aux pourparlers qui se déroulent au Comité des droits de l'homme et rapportent ces développements dans les pages de leur journal *Rapports ouvriers canadiens*¹⁰⁸. Pour ces militants antiracistes, l'ONU devient une importante source de légitimation, en même temps qu'un lieu de délibérations qui agit comme agent de transformation de leurs discours et de leurs stratégies militantes¹⁰⁹.

Au lendemain de l'adoption de la Déclaration universelle des droits de l'homme, en décembre 1948, ce document devient un instrument de légitimation de première importance pour le CCT, en particulier pour ses militants impliqués dans ses comités locaux et national de lutte contre la discrimination raciale et religieuse. Révélateur de l'engagement pionnier des leaders ouvriers juifs dans la défense des droits humains, le journal du CCT reproduit dans son édition de janvier 1949 l'allocution du président national du Comité ouvrier juif, Michael Rubinstein, au congrès annuel du CCT de 1948. Prononcé un mois avant l'adoption de la DUDH, ce discours rappelle les principes inscrits dans la Charte de l'Atlantique, dans le Discours des quatre libertés de Roosevelt et dans la Charte des Nations Unies pour réclamer la construction d'un « nouveau monde » fondé sur les droits humains et l'adaptation des lois canadiennes aux nouvelles

¹⁰⁷ « The Congress Memorandum », *The Canadian Unionist*, février 1944, p. 210-220; « Congress Programme For Political Action », *The Canadian Unionist*, octobre 1944, p. 78; « The Congress Memorandum », *The Canadian Unionist*, avril 1947, p. 78; « CCT réunit à Winnipeg », *ROC*, septembre 1950, p. 5; « Unité dans les demandes », *Les Nouvelles ouvrières*, août 1952, p. 3. C'est aussi le cas du CMTC au Canada, voir : « Le CMTC demande au gouvernement de ratifier les conventions des N.U. », *ROC*, septembre 1950, p. 6. « Le génocide [sic] devrait être prescrit comme un crime », *ROC*, septembre 1950, p. 6; « Europe's Children Need Your Help », *The Canadian Unionist*, janvier 1948, p. 16; « The United Nations Appeal for Children », *The Canadian Unionist*, août 1949, p. 173.

¹⁰⁸ « Déclaration des droits de l'homme prête pour les N.U. », *ROC*, août 1948, p. 3.

¹⁰⁹ Voir par exemple : « Qu'est-ce que la Race et la Couleur? », *ROC*, juillet 1950, p. 4; « Les Nations Unies renseignent sur le racisme », *ROC*, juillet 1951, p. 5.

normes juridiques internationales en cours d'élaboration¹¹⁰. Le journal *Rapports ouvriers canadiens* présente pour sa part un compte-rendu complet de la DUDH, en soulignant la filiation historique qui la relie aux grandes déclarations de l'histoire occidentale, mais aussi son caractère profondément novateur : « C'est dans les droits sociaux et économiques que la Déclaration réfléchit la pensée moderne, et pour certains au moins, semble ouvrir de nouveaux horizons.¹¹¹ », conclut-on.

Bien que les dirigeants du CCT critiquent à plusieurs reprises le fait que la Déclaration universelle des droits de l'homme ne prévoit pas de contrainte légale pour les États signataires¹¹², son adoption devient – comme pour le Congrès juif canadien à l'époque – un lieu de mémoire, dans la mesure où elle opère à leurs yeux une rupture fondamentale dans l'histoire des démocraties occidentales. À plusieurs occasions, la DUDH est ainsi présentée comme un événement symbolique et historique de premier ordre, en particulier dans le domaine de la lutte contre l'intolérance raciale et religieuse. Cette Déclaration fait partie des thèmes récurrents abordés dans les activités d'éducation du Comité du travail contre l'intolérance raciale de Montréal (CTCIR), notamment lors des conférences annuelles qu'il organise à partir de 1950 sur différents sujets relatifs aux « relations humaines »¹¹³. Dès décembre 1949, ce texte est intégré aux nombreux dépliants distribués par le CTCIR dans les ateliers sur la tolérance raciale menés auprès

¹¹⁰ « Wanted! A Canadian Bill of Rights », *The Canadian Unionist*, janvier 1949, p. 14 et 18.

¹¹¹ « Déclaration mondiale des droits de l'homme », *ROC*, janvier 1949, p. 2. Sur la signification historique de l'inclusion des droits économiques et sociaux dans la DUDH, voir aussi : « Fatiguées de simples mots et déclarations », *ROC*, nov. 1949, p. 6.

¹¹² « Déclaration mondiale des droits de l'homme », *ROC*, janvier 1949, p. 2; « Fatigué de simples mots... », p. 6-7; « CISL démontre la faiblesse de la convention des Droits de l'homme des N.U. », *ROC*, août 1950, p. 7; « Le Travail développe un Front Commun », *ROC*, janvier 1951, p. 2.

¹¹³ ANC, Fonds JLCC, MG28 V75 34 5, *Report of the week-end conference on group relations in Canada held february 25 & 26 th. 1950*, 25 février 1950, p. 1; ZA 1952 5/59, *Rapport de la conférence ouvrière sur les relations entre Canadiens sous les auspices du Comité du travail contre l'intolérance raciale...*, 25 février 1950, p. 2; ANC, Fonds JLCC, MG28 V75 34 6, *Report of activities of the Montreal Labour Committee Against Racial Intolerance, for the month of February 1951*, p. 1; ZA 1952 5/59, *Tous Canadiens! Rapport de la Conférence ouvrière sur les relations entre Canadiens...*, 19 et 20 avril 1952.

de divers organismes à Montréal et dans d'autres régions du Québec¹¹⁴. Le Congrès canadien du travail, ses fédérations, ses conseils centraux et ses locaux affiliés soulignent également chaque année la Journée des Nations-Unies, le 24 octobre¹¹⁵ et profitent de la Journée des droits de l'homme du 10 décembre pour célébrer l'adoption de ce « code moral commun de tous les peuples de la terre »¹¹⁶. Ainsi lorsque la Fédération des unions industrielles du Québec (FUIQ) – affiliée au CCT et à son pendant américain le Congrès des organisations industrielles – présente son tout premier mémoire au gouvernement provincial, à la fin de l'année 1952, le secrétaire de cette organisation, Jacques-Victor Morin, souligne le fait que le dépôt de ce mémoire, « le 10 décembre 1952, coïncidait avec l'anniversaire de la promulgation par les Nations-Unies de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme.¹¹⁷ ». En effet, souligne-t-il, cette déclaration énonce les principes fondamentaux qui doivent guider les actions des militants de son organisation sur le plan provincial, national et international.

En somme, si la Déclaration universelle des droits de l'homme s'érige comme lieu de mémoire et comme autorité morale pour les militants du CCT et de ses syndicats et fédérations affiliées, c'est avant tout parce qu'elle incarne leur volonté de construire un nouvel ordre mondial fondé sur la reconnaissance d'une conception plus large et plus égalitariste des droits de la personne.

¹¹⁴ ANC, Fonds JLCC, MG28 V75 34 4, *CTCIR, Rapport d'activités, décembre 1949*, p. 1.

¹¹⁵ Voir, à titre d'exemple, « Support for United Nations Association », *The Canadian Unionist*, novembre 1948, p. 245.

¹¹⁶ « Journée des Droits de l'Homme », *ROC*, décembre 1952, p. 6.

¹¹⁷ À noter que le mémoire ne discute que d'une législation sur les pratiques équitables en matière d'emploi, ce qui est symptomatique de la conception qu'ont les militants de la FUIQ de ces droits au début des années 1950. « Anniversaire », *Les Nouvelles ouvrières*, décembre 1952, p. 2; « Il faut créer des tribunaux d'arbitrage permanents », *Le Devoir*, 10 décembre 1952, p. 3.

2.4 La CTCC : les « droits de la personne humaine » comme fondement de la reconstruction de la paix mondiale

Tout comme leurs homologues des syndicats industriels au Québec et au Canada, les dirigeants de la Confédération des travailleurs catholiques du Canada adoptent dans l'après-guerre des positions en matière de droits humains qui sont fortement orientées par leur rejet des doctrines du libéralisme classique et du communisme. Considérant ces deux idéologies comme les deux faces d'une même conception athée et matérialiste de l'homme et de la société, ces derniers défendent toutefois une conception différente des droits de la personne fondée sur les grands principes de la doctrine sociale chrétienne. Le projet de reconstruction mondiale élaboré par cette organisation tente d'une part de concilier l'idéal libéral de liberté individuelle avec les valeurs conservatrices d'ordre, d'autorité, de hiérarchie et de bien commun. En opposition à l'individualisme libéral et au collectivisme communiste, ce projet se fonde d'autre part sur la reconnaissance des droits des groupements naturels (famille, syndicats, associations, groupes ethniques) et sur la protection des droits économiques et sociaux.

D'abord réticents à appuyer la création de l'ONU, les dirigeants de la CTCC se tournent, comme ceux du CCT, vers l'Organisation internationale du Travail (OIT), en appuyant plusieurs de ses conventions et déclarations, particulièrement dans les domaines du droit du travail et du droit à la sécurité sociale. Leurs positions s'inspirent également des principes définis après la guerre par la Confédération internationale des syndicats chrétiens (CISC), une internationale syndicale à laquelle elle s'affilie officiellement en 1947. Cette organisation, qui regroupe des confédérations syndicales chrétiennes d'Europe centrale et occidentale, propose un plan de reconstruction de la paix mondiale fondé, lui aussi, sur le rejet des idéologies libérale et communiste et sur la promotion de l'idéal humaniste et personnaliste des droits de la personne. Plusieurs des orientations prises par la CTCC en matière de politique internationale, notamment en ce qui a trait à l'ONU et à la DUDH, s'appuient directement sur les principes définis par la CISC. Combinées aux évolutions idéologiques engendrées par l'arrivée d'une nouvelle équipe

dirigeante à la CTCC dans l'immédiat après-guerre, ces influences internationales contribuent dans une large mesure à l'éclosion d'un nouveau discours sur les droits de la personne et à l'adhésion de la centrale catholique aux principes formulés dans la Déclaration universelle de 1948.

2.4.1 L'ordre, le bien commun et les droits de la personne humaine

Dès le début de la Deuxième Guerre mondiale, la CTCC réclame la neutralité du Canada dans le conflit armé et s'oppose à la conscription obligatoire, tout en approuvant les législations ouvrières du gouvernement fédéral destinées à promouvoir l'effort de guerre par le maintien de la paix industrielle¹¹⁸. Pendant et après le conflit, ses dirigeants affichent également un scepticisme marqué à l'égard des principes de liberté, de démocratie et de droits de l'homme qui sont aux fondements de la rhétorique des pays alliés. La CTCC reste en effet attachée à l'idéologie corporatiste, qu'elle appuie officiellement depuis 1940, et ce, bien qu'elle soit désormais étroitement associée aux dictatures fascistes et nazie. Cette organisation met du temps à se dégager et à rejeter de façon non équivoque tous les aspects de cette idéologie, et notamment les valeurs d'ordre, d'autorité et de bien commun qu'elle incarne¹¹⁹. Ainsi à la veille de l'armistice, en août 1945, un éditorial paru dans le journal *Le Travail* rappelle les vertus de « L'énergie de l'autorité »¹²⁰. Critiquant la campagne de dénigrement menée par les démocrates libéraux des pays alliés contre les valeurs autoritaristes incarnées par les régimes fascistes européens, son auteur affirme : « Très facilement aujourd'hui on

¹¹⁸ Jacques Rouillard, *L'expérience syndicale au Québec : ses rapports à l'État, à la nation et à l'opinion publique*, Québec, VLB éditeur, 2008, p. 143-144.

¹¹⁹ L'historien Jacques Rouillard affirme avec justesse que la défaite des dictatures fascistes et nazies en Europe a contribué à une remise en cause des valeurs autoritaristes, à un rejet de l'idéologie fasciste et une « mise en sourdine du projet corporatiste » à la CTCC. Cette idée est reprise par Simon Lapointe, qui affirme que la « défaite des idéologies droitistes » après la guerre a contribué à consolider une forme d'« hostilité au conservatisme » chez les nouveaux leaders de la CTCC. Nous constatons toutefois que cette transition est très progressive et qu'elle se concrétise principalement au cours de la première moitié de la décennie 1950. Voir : Jacques Rouillard, « Mutations de la Confédération des travailleurs catholiques du Canada, 1940-1960 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 34, no 3, p. 381.

¹²⁰ CIVIS, « Ne pas confondre autorité et fascisme », *Le Travail*, août 1945, p.11.

qualifie de fascisme et de fascistes les systèmes et les gens qui ne nous conviennent pas. Il y a là une confusion regrettable. Regrettable parce qu'elle rend difficile à ceux qui ont des responsabilités l'exercice de l'autorité. » Rappelant qu'au début de la guerre le fascisme était considéré comme un facteur d'ordre et de progrès, l'éditorialiste invite ses membres à conserver la « part de vérité » dans les principes de « ces régimes aujourd'hui abhorrés ». « Sans doute, leur conception du bien commun n'était pas parfaite et les moyens employés pour arriver à leurs fins étaient souvent immoraux. Mais ne retenons que le bon pour laisser tomber le médiocre et le mauvais.¹²¹ », conclut-il.

Cette apologie des valeurs d'ordre et d'autorité reste largement présente dans les discours des dirigeants de la centrale dans la seconde moitié des années 1940, tout comme dans ceux d'une partie importante de l'intelligentsia catholique de la province¹²². Ainsi, lors du congrès de 1947, son aumônier général, Henri Pichette, s'en prend aux « faux principes de liberté de la Révolution française » et s'alarme du fait que les principes chrétiens qui commandent « l'obéissance et le respect dû à l'autorité compétente sont en train de disparaître de la surface de la terre »¹²³. Affirmant la nécessité de reconnaître les droits qu'ont les « ouvriers à la vie, à la santé, à la moralité, au salaire (familial pour les hommes) et tous les autres droits inhérents à la nature humaine », celui-ci s'en prend en particulier à la trop grande protection accordée à la liberté d'expression en régime démocratique. Son allocution intervient dans un contexte de mutation idéologique profonde à la CTCC. En effet, à la suite de l'arrivée d'une nouvelle équipe à sa permanence, dont Gérard Picard, Jean Marchand, Gérard Pelletier,

¹²¹ *Ibid.*, Lors du congrès de 1946, on réaffirme une dernière fois l'adhésion de la CTCC à l'idéologie corporatiste: « Très mûre cependant, elle est conforme aux directives papales et demeure un guide pour notre mouvement », dans: « Le rayonnement et l'influence de la Confédération des Travailleurs Catholiques du Canada... », *Le Travail*, septembre 1946, p. 12.

¹²² Jean-Philippe Warren, « Fonder l'autorité sur la liberté... », dans Anne Trépanier (dir.), *La rénovation de l'héritage démocratique. Entre fondation et refondation*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, 2009, p. 116.

¹²³ Celui-ci affirme que la liberté, en particulier la liberté d'expression et les critiques qu'elle permet envers l'autorité établie, constitue l'une des principales sources des révolutions et c'est pourquoi il lance un appel pressant aux chrétiens à réagir avec force « contre cet abus ». « Sermon », *Procès-verbal. Vingt-sixième session du Congrès de la C.T.C.C., St-Hyacinthe, 1947*, p. 4-12.

Fernand Jolicoeur et Henri Pichette¹²⁴, l'organisation s'oriente résolument vers ce que l'historien Jacques Rouillard a qualifié d'« humanisme démocratique », une idéologie qui tente de réconcilier les préceptes de la doctrine sociale chrétienne avec les principes fondamentaux du libéralisme politique¹²⁵. Dans la période de transition d'après-guerre, ses dirigeants sont ainsi nombreux à tenter de concilier la reconnaissance des libertés démocratiques avec les valeurs d'ordre, d'autorité et de bien commun qui sont aux fondements de la doctrine sociale chrétienne¹²⁶.

À cette époque, les positions adoptées par la CTCC sur les enjeux domestiques et internationaux relatifs aux droits humains sont largement structurées par le contexte de la guerre froide qui débute, et par l'opposition doctrinale de ses membres aux idéologies socialistes et communistes. Sur le plan international, les dirigeants de la centrale croient en particulier que la victoire des démocraties contre les régimes communistes passe par l'affirmation à l'échelle mondiale des idéaux de justice et de charité chrétiens et par la lutte acharnée contre les valeurs matérialistes promues, selon eux, par les libéraux comme par les communistes. Dans son message du Nouvel An de 1948, le président Gérard Picard met dos à dos les doctrines libérales et communistes, et affirme qu'une paix durable ne pourra être construite que sur un socle de valeurs universelles inspirées du christianisme, soit : « le plein épanouissement de la personne humaine », le respect de la « dignité du travail », la préséance des « valeurs spirituelles sur les intérêts matériels » et la promotion d'une « véritable démocratie s'appuyant sur la justice et la charité »¹²⁷.

¹²⁴ En 1949, près de la moitié de l'équipe élue au bureau confédéral de la CTCC est également renouvelée. Jacques Rouillard, *L'histoire de la CSN (1921-1981)*, Montréal, Boréal-CSN, 1981, p. 169; Simon Lapointe, « L'influence de la gauche catholique française sur l'idéologie politique de la CTCC-CSN de 1948 à 1964 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 49, no 3, 1996, p. 335-337.

¹²⁵ Jacques Rouillard, « Mutations de la Confédération... », p. 381, 384 et suiv.

¹²⁶ « Restauration sociale et économique par le syndicalisme et le coopératisme », *Le Travail*, février 1948, p. 6; Fernand Simard, « Le 27e congrès de la CTCC, à Hull, du 17 au 23 septembre 1948. Vers une plus grande Justice sous la bannière de la Charité », *Le Travail*, septembre 1948, p. 2; « Rapport du président au congrès de la CTCC. Les clauses de sécurité syndicale sont indispensables à la vie et au progrès de notre mouvement », *Le Travail*, octobre 1948, p. 3.

¹²⁷ Gérard Picard, « Que notre mouvement prenne une nouvelle expansion conforme aux vœux légitimes de la classe ouvrière », *Le Travail*, janvier 1948, p. 1.

En ce sens, la promotion mondiale de l'idéal chrétien des droits de la personne humaine est vue comme un instrument privilégié de reconstruction de la paix, dans la mesure où celui-ci offre une réponse morale et spirituelle à cette « doctrine matérialiste qui nie toutes les valeurs spirituelles et déprécie la personne humaine »¹²⁸. La CTCC dénonce d'ailleurs à plusieurs reprises les atteintes perpétrées aux droits fondamentaux des minorités catholiques dans les pays satellites de l'empire soviétique. Les dénonciations de ces « persécutions religieuses » permettent à ses dirigeants d'exprimer à la fois leurs critiques de l'idéologie communiste, d'affirmer la supériorité de leur conception chrétienne des droits de la personne et leur solidarité à l'endroit des travailleurs chrétiens d'Europe de l'Est¹²⁹. Et c'est au nom des principes inscrits dans la Charte des Nations Unies et la Déclaration universelle des droits de l'homme que la CTCC fait pression auprès du gouvernement canadien et de l'ONU pour la restauration des droits de l'homme derrière le rideau de fer¹³⁰.

2.4.2 L'Organisation internationale du Travail : un parlement modèle?

La conception chrétienne, antilibérale et anticomuniste que les dirigeants de la CTCC ont des droits de la personne se traduit directement dans les positions qu'ils adoptent dans l'après-guerre face aux principes formulés par l'ONU et ses institutions

¹²⁸ « Mémoire de la C.T.C.C. au gouvernement fédéral », *Le Travail*, mai 1945, p. 3. Son mémoire de 1951 reprend ainsi cette idée centrale, énoncée depuis 1945 face au gouvernement fédéral : « [l]e traité de paix pas plus que l'absence de guerre ne produisent la paix. La paix résulte essentiellement de l'ordre. Il faut donc mettre de l'ordre dans notre société et dans le monde en établissant des rapports justes entre les hommes et les nations ». « Mettre de l'ordre, c'est le moyen d'assurer la paix », *Le Travail*, 13 avril 1951, p. 1-4; Service de la documentation de la Confédération des syndicats nationaux [ci-après ACSN], Fonds des mémoires, MEM0002, *Mémoire de la Confédération des Travailleurs Catholiques du Canada, Inc. au Cabinet Fédéral*, 12 avril 1951.

¹²⁹ La CTCC s'appuie en cela sur la CISC, qui fait de la protection internationale des droits humains l'un des piliers de son combat contre les dictatures communistes d'Europe. Voir à ce sujet : « Les relations entre l'Église catholique et l'Organisation internationale du Travail », *Politique étrangère*, no 3, 1972, p. 373; « Le secrétaire-adjoint de la Confédération internationale des syndicats chrétiens nous dit son admiration pour la CTCC et l'estime dont elle jouit à l'étranger », *Le Travail*, mars 1950, p. 5.

¹³⁰ « Feuillet des résolutions », *Procès-verbal. Vingt-huitième session du Congrès de la C.T.C.C., Montréal, 1949*, p. 150-151; ACSN, Fonds des mémoires, MEM0002, *Mémoire de la Confédération des Travailleurs Catholiques du Canada, Inc. au Cabinet Fédéral*, 10 mars 1950, p. 5.

spécialisées. Dans l'optique de reconstruction de la paix mondiale, l'ONU leur paraît d'abord suspecte. Ils critiquent en effet le caractère strictement étatique de cette institution où seuls les délégués des gouvernements représentent les États membres. Comme l'affirme un article paru dans *Le Travail* en mars 1946, la CTCC s'appuie dans ce dossier sur les plaintes initiales formulées par la Confédération française des travailleurs chrétiens (CFTC)¹³¹. Ainsi, comme leurs homologues du Congrès canadien du Travail, les dirigeants de la CTCC sont d'abord réfractaires à l'ONU parce qu'il s'agit d'une « institution dans laquelle les organisations ouvrières n'auront pas de place »¹³².

De ce point de vue, l'Organisation internationale du Travail (OIT) apparaît plus conforme à l'idéal démocratique promu par la CTCC, dans la mesure où elle regroupe des représentants des gouvernements, mais aussi ceux des organisations ouvrières et patronales. Le modèle tripartite de cette institution – le seul organisme de la SDN devenu institution spécialisée de l'ONU – paraît en effet plus conforme à leur conception de la démocratie, fondée sur la collaboration entre les groupements organisés, en particulier les associations ouvrières et patronales, dans une recherche du bien commun¹³³. « [N]ous considérons, peut-on lire dans *Le Travail*, que cette formule tripartite [...] réalise une société; plus harmonieuse entre les formules libérales, désormais périmées, et les formules étatiques, qui deviennent si facilement tyranniques.¹³⁴ »

La CTCC appuie également l'OIT puisque depuis 1924 elle y siège – aux côtés des syndicats internationaux – à titre de représentant ouvrier au sein de la délégation

¹³¹ « Maintenons la représentation ouvrière », *Le Travail*, mars 1946, p. 8.

¹³² *Ibid.*

¹³³ Lors de la journée d'étude sur les « buts du syndicalisme » de mars 1949, Picard affirme : « La constitution du Bureau International du Travail, où collaborent patrons, ouvriers et gouvernants, offre un modèle qui devrait inspirer notre action ». Voir : « Aux journées d'études provinciales. La démocratie véritable s'appuie sur les groupements organisés », *Le Travail*, mars 1949, p. 8-9.

¹³⁴ « Maintenons la représentation ouvrière », *Le Travail*, mars 1946, p. 8.

canadienne¹³⁵. Alfred Charpentier, président de la CTCC jusqu'en 1946, fait d'ailleurs partie de la délégation canadienne à la Conférence internationale du travail de Philadelphie en 1944, où les membres de l'OIT discutent du contenu de son programme de reconstruction de la paix mondiale. Synthétisant les préoccupations sociales de la CTCC, la Déclaration de Philadelphie constitue dès son adoption un agent de transformation et un outil de légitimation des revendications portées par la CTCC en matière de droits de la personne¹³⁶. Les positions adoptées par l'OIT en faveur des droits économiques et sociaux constituent un argument central dans les premières réclamations de la CTCC en faveur de l'assurance-santé, de l'universalisation du droit à l'éducation et de l'établissement d'un programme de sécurité sociale¹³⁷. De même, la Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical adoptée par l'OIT en 1948 est fréquemment évoquée pour souligner l'obligation des pays démocratiques de protéger l'exercice du droit d'association des ouvriers¹³⁸.

¹³⁵ Suite aux pressions exercées par son président Alfred Charpentier auprès du Secrétaire d'État Paul Martin, l'organisation obtient en 1946 le statut d'avisur technique du délégué ouvrier canadien « Alfred Charpentier », *Procès verbal. Vingt-troisième session du Congrès de la C.T.C.C., Trois-Rivières, 1944*, p. 12; « Le rayonnement et l'influence de la Confédération des Travailleurs Catholiques du Canada... », *Le Travail*, septembre 1946, p. 9-13. Sur les parcours des présidents successifs de la CTCC, Alfred Charpentier et Gérard Picard, à l'OIT, voir : « Activités du président », *Procès verbal. Vingt-cinquième session du Congrès de la C.T.C.C., Québec, 1946*, p. 35. « Conférence Internationale du Travail à Montréal », *Le Travail*, octobre 1946, p. 2.

¹³⁶ Sur le rôle de l'OIT dans le mouvement international d'affirmation des droits humains d'après-guerre, consulter : Daniel Roger Maul, « The International Labour Organization and the Globalization of Human Rights, 1944-1970 », dans : Stefan Ludwig Hoffmann (dir.), *Human Rights in the Twentieth Century*, Cambridge University Press, 2011, p. 301-320; « La CTCC sur le plan international », *Le Travail*, 11 mai 1951, p. 6.

¹³⁷ « Sécurité sociale. Le rapport de M. Picard », *Le Travail*, 21 septembre 1950, p. 1; « Rapport du Président général de la C.T.C.C. », *Procès verbal. Vingt-neuvième session du Congrès de la C.T.C.C., Sherbrooke, 1950*, p. 30-45; ACSN, Fonds des mémoires, MEM0002, CTCC, *Mémoire présenté au Comité conjoint des pensions de vieillesse Chambre des communes, Ottawa*, mai 1950; ACSN, Fonds des mémoires, MEM0002, *Mémoire de la C.T.C.C. à la Commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels instituée par le Parlement de Québec*, 1^{er} avril 1954.

¹³⁸ Dès son adoption, l'exécutif de la centrale décrète : « Le [prochain] Congrès devrait étudier dans quelle mesure la législation fédérale et la législation provinciale ne sont pas conformes aux dispositions de la convention internationale de San Francisco sur la liberté syndicale », dans : « Les clauses de sécurité syndicale sont indispensables à la vie et au progrès de notre mouvement », *Le Travail*, novembre 1948, p. 3.

Or c'est principalement dans le domaine du droit à l'égalité que le l'OIT agit comme véritable agent de transformation idéologique à la CTCC. Ainsi, l'adhésion de cette organisation syndicale au principe « à travail égal, salaire égal » pour les hommes et les femmes fait suite aux discussions entamées par le Bureau international du Travail (qui est le secrétariat permanent de l'OIT) à la fin de l'année 1948, et qui mèneront à l'adoption, en 1951, de la Convention N° 100 sur l'égalité de rémunérations¹³⁹. De même, les premières prises de position de l'exécutif de la CTCC contre la discrimination raciale et religieuse dans les syndicats sont justifiées par les principes définis par l'OIT en matière de liberté syndicale, en particulier dans la Déclaration de Philadelphie¹⁴⁰. Incarnant mieux que l'ONU les aspirations de la CTCC en matière de justice sociale et économique, l'OIT est aussi un lieu d'engagement concret pour ses délégués, qui contribue tantôt à consolider, tantôt à transformer les positions de ses membres dans les domaines touchant au droit du travail, au droit à l'égalité et aux droits économiques et sociaux¹⁴¹.

2.4.3 La Confédération internationale des syndicats chrétiens et la promotion internationale des droits de la personne humaine

Au cours de la seconde moitié des années 1940, plusieurs positions adoptées par la CTCC en matière de droits de la personne sont également inspirées des orientations définies par la Confédération internationale des syndicats chrétiens (CISC), une

¹³⁹ « À travail égal, salaire égal. La Conférence recommande de nouveau l'application de ce principe dans tous les domaines », *Le Travail*, septembre 1948, p. 4; « À travail égal, salaire égal... », *Le Travail*, 22 juin 1951, p. 4; « Quelques résolutions du 30e congrès », *Le Travail*, 28 septembre 1951, p. 2; « Notre mémoire en résumé... », *Le Travail*, 14 décembre 1951, p. 4; « Les problèmes du travail féminin », *Le Travail*, 8 février 1952, p. 2.

¹⁴⁰ « Rapport moral du Président général de la C.T.C.C. », *Procès-verbal. Trente-et-unième session du Congrès de la C.T.C.C., Shawinigan-Falls, P. Q.*, 1952, p. 29.

¹⁴¹ « Conférence Internationale du Travail à Montréal », *Le Travail*, octobre 1946, p. 2; « La CTCC sur le plan international », *Le Travail*, 11 mai 1951, p. 6; « Rapport du Bureau confédéral », *Procès-verbal. Trente-et-unième session...*, p. 43; ACSN, Fonds des mémoires, MEM0002, *Mémoire de la Confédération des Travailleurs Catholiques du Canada, Inc. au Cabinet Fédéral*, 10 mars 1953, p. 12; « A Genève. Soixante-six pays ont participé à la conférence du B.I.T. », *Le Travail*, 17 juillet 1953, P. 4; « Départ pour Genève de M. Gérard Picard », *Le Travail*, 23 avril 1954, P. 1.

internationale ouvrière qui regroupe quelque 557 000 travailleurs chrétiens des grandes confédérations syndicales d'Europe occidentale et centrale (France, Belgique, Pays-Bas, Suisse et Luxembourg)¹⁴². Acceptée par une résolution présentée au congrès de 1946, l'affiliation de la CTCC à la CISC est officialisée au congrès de 1947¹⁴³. À partir de ce moment, les revendications portées par la CISC en matière de politique internationale influencent profondément les membres de la CTCC. Cette confluence est favorisée par les rapprochements qui s'accroissent entre les membres de son nouvel exécutif et certains hauts dirigeants des syndicats chrétiens d'Europe, en particulier de France¹⁴⁴. Le président de la CISC, Gaston Tessier, qui est aussi à l'époque secrétaire-général de la Confédération française des travailleurs catholiques, assiste ainsi en 1946 au congrès de la CTCC afin de promouvoir, entre autres, l'affiliation de la l'organisation canadienne à l'internationale. Profondément inspiré par la pensée personnaliste des droits de l'homme, particulièrement depuis son engagement dans la résistance française¹⁴⁵, Tessier appelle ses collègues canadiens à faire de la « dignité de la personne humaine » l'axe central de leur engagement pour la victoire du courant spiritualiste contre la

¹⁴² Pierre Blaise, « Les structures du syndicalisme... », parag. 69-78; Emmanuel Gerard, *Histoire du mouvement ouvrier chrétien en Belgique, Volume 1*, Leuven University Press, 1994, p. 264-265; CELTA, « De la Confédération internationale des Travailleurs chrétiens (C.I.S.C.) à la Confédération mondiale du Travail (C.M.T.) », *Politique étrangère*, no 1, 1969, p. 73-74.

¹⁴³ À l'époque, la CTCC est la première centrale syndicale hors de l'Europe continentale à y adhérer officiellement : à compter des années 1950, la CISC fera également des percées importantes en Amérique Latine, en Afrique et en Asie. *Procès-verbal. Vingt-cinquième session du Congrès de la C.T.C.C., Québec, 1946*, p. 266 (résolution 180); ACSN, Fonds du Bureau confédéral, BUR0001-D7, Vingtième réunion de l'Exécutif de la C.T.C.C. pour l'année 1946-47, Québec, 30 août 1947. *Procès-verbal. Vingt-sixième session du Congrès de la C.T.C.C., St-Hyacinthe, 1947*, p. 75 et 202; *Procès-verbal. Vingt-septième session du Congrès de la C.T.C.C., Hull, 1948*, p. 79-80.

¹⁴⁴ Ces rapprochements ont été partiellement mis en lumière dans l'étude de Simon Lapointe, *L'influence de la gauche catholique française sur l'idéologie de la CTCC-CSN de 1948-1963*, Mémoire de maîtrise (Histoire), Université de Montréal, 1995, 194 p.

¹⁴⁵ Frank Georgi, *L'invention de la CFDT 1957-1970 : syndicalisme, catholicisme et politique dans la France de l'expansion*, Paris, Éd. de l'Atelier, 1995, p. 137-138; Jean-Marie Guillon, « Résistance et antiracisme », *Cahiers de la Méditerranée*, vol. 61, no 1, 2000, p. 212. Pour un aperçu des positions de Tessier, voir : CGT et CFTC, *Principes du syndicalisme français, Manifeste des douze*, 15 novembre 1940.

montée de l'idéologie communiste dans le monde¹⁴⁶. Lors de son passage au Québec, au début de l'année 1950, le vice-président de la CISC, Auguste S. J. Vanistendael, fait lui aussi de la lutte pour les droits de la personne humaine le pilier idéologique de la guerre contre le communisme. Affirmant que la CISC demeure « à date le plus puissant rempart contre l'athéisme communiste et contre la dictature », il insiste sur l'importance des principes inscrits dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, en particulier les droits de la famille et les droits économiques et sociaux¹⁴⁷.

Les actions entreprises par la CISC auprès de l'ONU et de ses agences spécialisées ont également contribué à l'évolution des positions des dirigeants de la CTCC à l'égard du nouveau parlement mondial. En effet, dès 1945 la CISC appuie la création de l'ONU et milite auprès du Conseil économique et social des Nations Unies pour l'inscription dans la DUDH de droits inspirés de la morale sociale chrétienne¹⁴⁸. Ses dirigeants en visite au Québec se targuent d'ailleurs d'avoir joué un rôle proactif dans sa rédaction. Ainsi, August J. Vanistendael expose le travail de lobbying fait par son organisation auprès de l'ONU depuis sa création en 1945 :

Jusqu'ici, nous avons fait certaines choses dans le domaine international et la guerre. Nous avons pu faire introduire des mémoires sur la conception chrétienne du travail féminin, sur les droits de la famille; nous avons pu collaborer à la rédaction de la déclaration des droits de l'homme et présenter des idées chrétiennes sur des articles qui traitent des droits économiques et sociaux.¹⁴⁹

¹⁴⁶ « Discours de Gaston Tessier », *Procès-verbal. Vingt-cinquième session du Congrès de la C.T.C.C., Québec, 1946*, p. 15-17.

¹⁴⁷ « Le secrétaire-adjoint de la Confédération internationale des syndicats chrétiens nous dit son admiration pour la CTCC et l'estime dont elle jouit à l'étranger », *Le Travail*, mars 1950, p. 5.

¹⁴⁸ Sa déclaration de principes, publiée dans les pages du journal *Le Travail*, affirme notamment que la CISC : « espère que les Nations Unies feront enfin valoir dans le monde entier le respect de la personne humaine, de sa dignité et de ses droits ». Voir : « Programme et doctrine dont s'inspire la Confédération internationale des syndicats chrétiens à laquelle notre mouvement est affilié », *Le Travail*, avril 1950, p. 10.

¹⁴⁹ « Le secrétaire-adjoint de la Confédération internationale des syndicats chrétiens nous dit son admiration pour la CTCC et l'estime dont elle jouit à l'étranger », *Le Travail*, mars 1950, p. 5.

Ces thèmes seront repris par Gaston Tessier au congrès de la CTCC de 1954, qui insistera sur les pressions faites par la CISC pour inclure dans cette « charte des travailleurs de décembre 1948 » (la DUDH) des articles plus conformes aux principes chrétiens, sur les « droits de la famille » et le « statut familial » principalement¹⁵⁰. Les positions adoptées par la CISC dans l'après-guerre offrent ainsi aux dirigeants de la CTCC une caution morale à leur propre conception des droits de la personne, fondée sur la primauté des droits des groupements naturels, des droits de la famille et des droits économiques et sociaux.

En effet, les deux organisations militent pour la reconnaissance des droits de la famille, perçue comme la cellule de base de la société et comme la source première de l'épanouissement matériel, moral et spirituel de la personne humaine¹⁵¹. Comme l'affirmera la nouvelle déclaration de principes de la CTCC de 1951, largement inspirée de celle de la CISC, les droits de la famille renvoient principalement au respect des fonctions familiales dans le domaine de l'éducation et dans la prise en charge du bien-être des enfants, mais aussi à une forme de préservation contre les intrusions étatiques dans les rôles traditionnels dévolus aux pères et aux mères de famille. Cette notion de droits de la famille entérine l'idéologie des sphères séparées et perpétue les schèmes de la domination patriarcale dans les sphères publique et privée. Elle est également associée aux revendications des syndicalistes chrétiens en faveur des droits économiques et sociaux. En effet, ces derniers conçoivent les droits sociaux non pas comme des droits-créances liant directement l'individu à l'État, mais plutôt comme des droits minimums

¹⁵⁰ « Notre représentation au Conseil économique et social des Nations-Unies nous a permis de participer à cette charte des travailleurs de décembre 1948 [DUDH], document de haute importance. Les propositions des internationales affiliées à la C.I.S.C. ont fait amender un texte qui eût été pour nous difficile à admettre et de conserver les droits de la famille, le statut familial. La question des droits de l'homme est toujours à l'ordre du jour, de même que le respect des droits des minorités, soit ethniques, religieuses ou culturelles ». « Allocution de M. Gaston Tessier, Président de la C.I.S.C. », *Procès-verbal. Trente-troisième session du Congrès de la C.T.C.C., Montréal, P.Q., 1954*, p. 241-243.

¹⁵¹ La déclaration de principes de la CISC affirme : « Le libre épanouissement de la personne humaine suppose l'épanouissement de la famille qui doit être défendue contre une société qui saperait les bases d'une vie saine de famille, contre l'État qui souvent oublie que la famille a des droits imprescriptibles sur l'éducation et la formation des enfants. », dans : « Programme et doctrine dont s'inspire... », p. 10.

protégés par des mesures palliatives adoptées par l'État au bénéfice des familles. Les droits à la sécurité sociale et à un « salaire vital » doivent ainsi conférer aux travailleurs masculins, en tant que chefs de famille, « une vie décente, conforme aux exigences de la dignité humaine, et qui lui permette de nourrir et d'élever une famille »¹⁵².

Cette idée renvoie plus largement à la conception subsidiaire du rôle de l'État et à la vision organique de la société promue par ces deux organisations. En opposition frontale aux conceptions individualiste et étatique de la société proposées respectivement par les libéraux et par les socialistes, les syndicalistes chrétiens appuient leur vision de la démocratie sur la reconnaissance des droits des groupements naturels¹⁵³ (familles, organisations ouvrières et patronales, groupes ethniques, associations spontanées) et sur la coopération entre ces groupements naturels dans un objectif de recherche du bien commun¹⁵⁴.

Les positions adoptées par la CISC servent avant tout de caution morale aux revendications de la CTCC. Mais elles sont également à l'origine de quelques-unes des transformations idéologiques fondamentales qui mènent la CTCC vers la reconnaissance des droits de la personne. L'adhésion aux principes formulés dans la Charte de l'ONU et dans la DUDH en particulier est largement influencée par les positions exprimées en ce sens par l'internationale catholique, mais aussi par le rôle qu'elle a joué dans sa

¹⁵² « Programme d'action de la C.I.S.C.... », *Le Travail*, avril 1950, p. 11; Fernand Jolicoeur, « Éditorial. Résolution de l'Internationale chrétienne sur la dignité du travailleur dans la famille, l'entreprise et la société », *Le Travail*, août 1949, p. 2.

¹⁵³ Les groupements spontanés sont l'ensemble des associations (syndicales, religieuses, culturelles, etc.) nées du consentement libre des individus et s'opposent directement aux organisations étatiques reconnues par l'État. Également appelés groupements « naturels », ils tirent leur légitimité de la sociabilité naturelle de l'homme. La reconnaissance des droits de ces groupes s'appuie sur une « conception organique » de la société qui se veut une réponse directe à la conception individualiste libérale des droits de l'individu. « Le rayonnement et l'influence de la Confédération des Travailleurs Catholiques du Canada... », *Le Travail*, septembre 1946, p. 12.

¹⁵⁴ Les présentations faites dans le journal *Le Travail* de la doctrine de la CISC insistent d'ailleurs sur ce fait : « Elle reconnaît à l'État une tâche coordinatrice et une tâche supplétive en cas de déficience d'initiative privée, familiale ou professionnelle ». Voir : « Programme d'action de la C.I.S.C.... », p. 11. La CISC, comme la CTCC, défend de ce point de vue une conception limitée de la sécurité sociale axée sur la reconnaissance du *salaire vital* comme fondement de la protection sociale.

rédaction. L'adhésion à la CISC contribue par ailleurs à insuffler aux revendications des militants de la Confédération des travailleurs catholiques du Canada une perspective universaliste et stimule également leur ouverture aux enjeux internationaux touchant les droits des travailleurs dans d'autres parties du monde¹⁵⁵. En 1951, lors de son retour de Rome où il a participé à titre de délégué de la CISC aux célébrations du 60^e anniversaire de l'encyclique *Rerum Novarum*, le président Gérard Picard conclut ainsi que les droits universels de la personne humaine sont devenus l'un des socles doctrinaux communs des militants syndicaux chrétiens dans le monde : « Retournés chez eux, les délégués à ces assises internationales diront à leurs mandataires que grâce à "Rerum Novarum", une nouvelle formule des droits de l'Homme permet son intégration dans la Cité de demain.¹⁵⁶ »

Ainsi, en s'appuyant à différents degrés sur les principes définis par l'OIT, la CFTC, la CISC et l'ONU, les dirigeants de la Confédération des travailleurs catholiques du Canada cherchent, comme ceux des trois autres organisations que nous étudions, à orienter le processus de définition des normes morales qui guident la reconstruction de la paix mondiale. Et c'est avant tout au nom d'une vision chrétienne de l'homme, de la justice et de la société que la CTCC s'engage dans le mouvement international d'affirmation des droits humains. Militant pour la promotion des droits de la famille, des droits des groupements spontanés, des droits des minorités religieuses et des droits économiques et sociaux, elle s'orientera graduellement, au cours de la décennie suivante, au gré des influences internationales et en réponse aux exigences liées à leur confrontation au contexte local, vers la reconnaissance d'une conception plus large des droits de la personne directement inspirée des principes définis dans la DUDH.

¹⁵⁵ « Discours au banquet », *Le Travail*, 21 septembre 1950, p. 2. Sur le rôle central de la CISC dans les nouvelles orientations de la CTCC, voir le rapport annuel de Gérard Picard : « Rapport d'activité du Bureau confédéral », *Procès verbal. Trentième session du Congrès de la C.T.C.C., Québec, 1951*, Québec, p. 53-55.

¹⁵⁶ Cette encyclique publiée par le Pape Léon XIII en 1891 énonce les fondements de la doctrine sociale de l'Église et discute notamment du rôle des syndicats chrétiens dans la société moderne. « "Dresser le plan de son avenir" », *Le Travail*, 25 mai 1951, p. 1.

2.5 Une génération sacrifiée : les étudiants francophones montréalais en quête d'une justice universelle

Tout comme c'est le cas à la CTCC, les débats sur la reconstruction de la paix mondiale au sortir de la guerre contribuent à l'éclosion d'une conscience internationale chez plusieurs étudiants et porte-paroles de la communauté étudiante francophone de Montréal. Leur ouverture aux enjeux internationaux est liée au caractère mondial du conflit qui vient de s'achever et dans lequel la jeunesse était impliquée à des degrés divers. Comme l'a démontré Karine Hébert, le caractère international du conflit a « incité les étudiants à élargir leurs horizons et à prendre conscience de l'existence d'étudiants qui, comme eux et partout dans le monde, vivaient dans l'espérance d'un monde de paix »¹⁵⁷. De fait, selon Nicole Neatby, les jeunes de l'Université de Montréal sont « imbus d'idéalisme » : elle souligne avec force leur « besoin d'œuvrer à la paix mondiale », leurs « velléités pacifistes » et la véritable « foi internationaliste » qui anime leur génération¹⁵⁸.

Les positions et les engagements des étudiants de l'UdeM dans les débats internationaux sur la paix mondiale et la reconnaissance des droits humains sont largement tributaires de la conception qu'ils ont de leur propre rôle et de leur identité en tant que représentants à la fois d'une *génération sacrifiée* par la guerre et d'une *classe d'âge universelle* partageant une identité commune au-delà de la diversité nationale, ethnique, religieuse, idéologique et culturelle de ses membres. Cette représentation explique le rôle central que plusieurs accordent à la jeunesse dans le rétablissement de la paix mondiale, de même que les engagements de nombreux carabins dans les débats sur

¹⁵⁷ Karine Hébert, *Impatient d'être soi-même : les étudiants montréalais, 1895-1960*, Québec, PUQ, 2008, p. 184.

¹⁵⁸ Nicole Neatby, *Carabins ou activistes? : l'idéalisme et la radicalisation de la pensée étudiante à l'Université de Montréal au temps du duplessisme*, Montréal, McGill Queens University Press, 1999, p. 38-41. Louise Bienvenue souligne également la « frénésie internationaliste » et la « montée de l'internationalisme et du pacifisme comme nouveaux idéaux d'après-guerre » parmi les mouvements jeunesse de l'action catholique spécialisée. Louise Bienvenue, *Quand la jeunesse entre en scène. L'Action catholique avant la Révolution tranquille*, Montréal, Boréal, 2003, p. 192 et 194.

l'établissement d'une gouvernance mondiale, la création d'une justice internationale et l'adoption d'une déclaration énonçant les droits fondamentaux de l'être humain. En s'impliquant dans des organisations d'entraide et de coopération étudiante internationales ou encore en participant à des débats soulevés dans les pages du journal *Quartier Latin*, ces étudiants s'engagent de multiples façons dans ces débats mondiaux. Et c'est principalement à partir de leurs propres conceptions du droit et de la justice, fondées sur les doctrines du « droit naturel » et de l'humanisme chrétien, qu'ils entameront cette recherche des fondements moraux qui doivent présider à la reconstruction de la paix mondiale.

2.5.1 Une « génération au seuil de la destruction du monde »¹⁵⁹

Au sortir de la guerre, plusieurs étudiants de l'Université de Montréal font valoir que la jeunesse mondiale a une légitimité toute particulière pour intervenir dans les débats sur la reconstruction de la paix, puisque c'est surtout elle qui a versé son sang sur les champs de bataille pour la victoire du monde libre. L'engagement des leaders étudiants dans les débats sur les droits humains et sur la paix mondiale est tributaire du sentiment qu'ils ont, pour plusieurs, de partager avec les membres de leur génération une expérience commune du *mal* qui appelle une forme de reconstruction du *bien*. L'expérience de la guerre totale qui vient de se terminer, avec ce qu'elle implique d'horreurs, de désillusions et de sacrifices, alimente ainsi chez les leaders des mouvements jeunesse l'idée qu'ils sont les porte-paroles d'une « génération sacrifiée »¹⁶⁰.

¹⁵⁹ Division de la gestion de documents et des archives – Université de Montréal [ci-après AUdeM], P33 - Fonds AGEUM, H1/1, 19,1, Présenté par Richard Guay du Comité U.G.E.Q. de l'A.G.E.U.M., *Projet d'une politique internationale pour l'Union Générale des Étudiants du Québec*, s.d. [1964?], p. 3.

¹⁶⁰ Omniprésent dans les discours de la jeunesse des années 1930, frappée par les affres de la Grande Dépression, ce discours refait surface avec une acuité sans précédent après la guerre. Voir : Louise Bienvenue, *Quand la jeunesse...*, p. 73 et suiv.

Dans l'immédiat après-guerre, cette conception suscite chez plusieurs d'entre eux une forme de scepticisme, voire de rejet, à l'égard du projet de reconstruction mondiale mis de l'avant par les représentants des grandes puissances, qu'ils considèrent comme leurs aînés et comme les principaux responsables de la guerre. Les idéaux de paix, de liberté, de démocratie, de justice et de droits humains, qui sont aux fondements des discours des Nations Unies, sont considérés par plusieurs comme des leurre utilisés par les vainqueurs pour masquer leurs velléités d'hégémonie et comme des principes, certes généreux, mais dont la guerre a prouvé la vétusté.

Deux articles publiés à la fin de l'année 1947 par Jean-Guy Laurin, étudiant en médecine et collaborateur régulier du *Quartier Latin*, attestent de ce sentiment¹⁶¹. Discutant du rôle de la jeunesse dans la reconstruction mondiale, celui-ci rappelle les sacrifices consentis par « la fleur de la jeunesse du monde » et décrit le profond « sentiment de dégoût » qui anime sa génération à l'égard des « promesses ronflantes » des « Princes de la Démocratie ». À son avis, les Nations Unies s'appuient sur les « principes périmés » des droits de l'homme qui ont conduit le monde au chaos : « L'expérience n'a pas suffi! Nos chefs se gargarisent encore avec les formules anciennes : "Les Droits sacrés de l'homme", "la liberté de presse", "la liberté de parole", "la liberté de conscience et de culte".¹⁶² »

Le rejet idéologique exprimé par Laurin face à ce qu'il perçoit comme la reproduction d'un « Ancien Régime » est partagé par plusieurs de ses camarades. Guy Beaugrand-Champagne, étudiant en relations industrielles et futur directeur du *Quartier Latin*, lance lui aussi cet avertissement à l'aube de la conférence de création de l'ONU : « La jeunesse doit avoir foi en elle-même et rester sceptique à l'égard de ses aînés.¹⁶³ » Celui-ci craint en particulier que la « publicité des tenanciers de l'après-guerre » qui exalte

¹⁶¹ « Regards sur la société », *Quartier Latin* [ci-après *QL*], 24 octobre 1947, p. 6; Jean-Guy Laurin, « Regards sur la société », *QL*, 4 novembre 1947, p. 2.

¹⁶² Jean-Guy Laurin, « Regards... », 4 novembre 1947, p. 2

¹⁶³ « Jeunesse réactionnaire », *QL*, 2 mars 1945, p. 1.

cette « marchandise merveilleuse [qu'est] l'admirable liberté démocratique » ne reste lettre morte. Ce même type de critiques, tantôt adressées à la « croisade » des démocraties ou à la « guerre sainte contre le totalitarisme », se multiplient dans l'après-guerre et prennent majoritairement pour cible le caractère démagogique et mensonger de la propagande des Nations Unies en faveur de la liberté, de la démocratie et des droits de l'homme¹⁶⁴.

Chez plusieurs étudiants, ce scepticisme témoigne d'un rejet idéologique de l'idéal des droits de l'homme, perçu comme le prolongement de l'idéologie libérale portée par les grandes révolutions démocratiques modernes¹⁶⁵. De ce point de vue, l'après-guerre à l'Université de Montréal est caractérisé par une forme de prolongement en temps de paix du conflit idéologique opposant les idéologies fascistes aux démocraties libérales regroupées sous la bannière des Nations Unies. Bien que tous les étudiants prennent leurs distances face au nazisme et au fascisme italien, plusieurs affirment en effet, au lendemain de la victoire des Alliés, leurs sympathies persistances à l'égard du régime franquiste et de la France de Vichy¹⁶⁶. Ainsi, les carabins Jean-Baptiste Boulanger, Jehan Perdriau et Jean-Guy Laurin soutiennent respectivement Maurras, Le Vigan et Pétain, en défendant les valeurs d'ordre, de chrétienté, d'autorité et de bien commun qu'ils incarnent, en même temps qu'ils dénoncent les valeurs d'athéisme, de matérialisme et d'individualisme de l'idéologie libérale qui fonde à leur avis la justice

¹⁶⁴ Expressions tirées de Jacques Dubuc, « La Guerre et la paix », *QL*, 5 octobre 1945, p. 1; Pierre Lefebvre, « Mon plan de paix », *QL*, 30 novembre 1945, p. 1. Voir également : Remy, « Une paix singulière », *QL*, 18 octobre 1946; J.D. Boulanger, « La jeunesse fera la paix », *QL*, 12 novembre 1946, p. 1; Pierre Perrault, « Je ne crois pas en la paix! », *QL*, 8 novembre 1949, p. 1-4.

¹⁶⁵ Discutant du plan de reconstruction onusien, Jean-Guy Laurin affirme : « Nous le rejetons, enfin, parce qu'il est le fruit d'une Révolution sanglante qui, sapant l'autorité, a créé la sacro-sainte Démocratie, devenue bientôt démagogie, et qu'il a édifié sur des autels modernes des divinités païennes qui avaient nom : Liberté, Égalité, Fraternité. », dans : « Regards sur la société », *QL*, 4 novembre 1947, p. 2.

¹⁶⁶ Plusieurs historiens ont souligné l'appui de certains membres importants de la communauté étudiante de l'Université de Montréal (dont Camille Laurin, Denis Lazure et Jean-Marc Léger) à ce que Marc Bergère a qualifié de « Vichy sans les Allemands » dans l'après-guerre, de même que leur appui face à certains collaborateurs fuyant l'épuration en France, dont Jacques de Bernonville. Voir à ce sujet : Marc Bergère, *Vichy au Canada : l'exil québécois de collaborateurs français*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 2016, 324 p.; Yves Lavertu, *L'affaire Bernonville : le Québec face à Pétain et à la collaboration, 1948-1951*, Montréal, VLB éditeur, 1994, 217 p.

internationale onusienne¹⁶⁷. De même, au début de l'année 1947, le jeune Camille Laurin défend le régime franquiste en faisant l'apologie de l'ordre et de la religion comme fondement du bien commun, tout en condamnant la « caricature de liberté [inspirée par] Rousseau et la Déclaration des droits de l'homme » que l'ONU tente d'imposer à l'Espagne et au monde entier¹⁶⁸.

Les critiques adressées aux Nations Unies sont également portées par des étudiants qui, tout en répudiant les idéologies fascistes, remettent en cause la légitimité de l'ONU dans sa volonté d'établir des normes de droits à portée universelle. Dans la foulée de l'adoption de la Charte de l'ONU et de la création de la Cour internationale de justice, plusieurs étudiants décrivent ce nouveau parlement mondial comme une institution dominée par les puissances victorieuses, destinée à asseoir leur hégémonie sur le nouvel ordre mondial¹⁶⁹. C'est ainsi que Pierre Lefebvre, rédacteur régulier du *Quartier Latin*, et son rédacteur en chef à partir de 1948, attaque en le parodiant le discours onusien sur « la paix générale, paradisiaque et éternelle... », rebaptisant la conférence de San Francisco, « San Fiasco »¹⁷⁰. Faisant écho aux appréhensions de plusieurs de ses collègues, il conclut que ce parlement mondial ne sera que le nouveau théâtre où se joueront les éternelles luttes de pouvoirs entre les nations. De même, le titre de l'article publié en 1949 par Claude Paulette, délégué du Club des relations internationales (de l'UdeM) à l'ONU, « L'O.N.U. oasis des naïves utopies », symbolise ce scepticisme

¹⁶⁷ Jean-Baptiste Boulanger, « Ô Démocratie, que de crimes... », *QL*, 16 février 1945, p. 8; « Le procès de Charles Maurras – II. Devant l'Allemagne éternelle... », *QL*, 23 février 1945, p. 8; Jean-Guy Laurin, « On a jugé un grand homme », *QL*, 12 octobre 1945, p. 4; Jehan Perdriau, « L'ère des procès », *QL*, 13 novembre 1945, p. 1.

¹⁶⁸ Camille Laurin, « Franco », *QL*, 24 janvier 1947, p. 9.

¹⁶⁹ Voir par exemple : Pierre Lefebvre, « Mon plan de paix », *QL*, 30 novembre 1945, p. 1; Jacques Dubuc, « La Guerre et la paix », *QL*, 5 octobre 1945, p. 1. Certains, comme les militants de la CTCC, soulignent la légitimité plus grande de l'Organisation internationale du Travail, qui regroupe des représentants ouvriers, patronaux et gouvernementaux. D'Iberville Fortier, « Comment l'on travaille... », *QL*, 11 octobre 1946, p. 1; D'Iberville Fortier, « Le B.I.T. dans nos murs », *QL*, 4 octobre 1946, p. 7.

¹⁷⁰ Pierre Lefebvre, « Crimes de guerre et crimes de paix », *QL*, 16 octobre 1945, p. 2.

généralisé¹⁷¹. Bien que tous ne partagent pas ces doutes et que ceux-ci diminuent sensiblement au lendemain de l'adoption de la DUDH¹⁷², ils restent très présents dans les discours des carabins engagés dans les affaires internationales¹⁷³.

2.5.2 Une jeunesse universitaire en quête d'universel

Ces critiques à l'égard de l'ONU ne sont pourtant pas des appels à la démission ou à l'apathie. La majorité des universitaires croit en effet que la jeunesse a un rôle d'avant-garde à jouer dans le rétablissement de la paix mondiale, mais que celle-ci doit d'abord s'incarner dans les idéaux de solidarité, de tolérance et de fraternité universelle portés par la jeunesse mondiale. Cette représentation se fonde sur l'idée que les étudiants – en particulier les universitaires, éduqués, idéalistes et en quête de savoirs universels – sont par nature *désintéressés*, *humanistes*, *pacifistes* et *internationalistes*. On retrouve cette figure identitaire dans les activités des principales organisations d'entraide étudiantes présentes sur le campus de l'Université de Montréal, notamment lors des campagnes de financement pour les victimes de la guerre, des célébrations de la Fête internationale des étudiants du 17 novembre et des nombreux appels lancés par les carabins pour inciter leurs collègues à s'engager dans les affaires internationales¹⁷⁴.

¹⁷¹ Claude Paulette, « L'O.N.U. oasis des naïves utopies », *QL*, 6 décembre 1949, p. 1; Jacques Giraldeau, « En marge des nouvelles », *QL*, 14 mars 1947, p. 8; Maurice Héroux, « Fédération internationale pour la paix : Absurdité », *QL*, 30 octobre 1952, p. 3; Jean-Guy Laurin, « Paix humaine et paix chrétienne », *QL*, 14 décembre 1951, p. 2. Voir également la caricature, inspirée du livre et du film éponymes, « Autant en emporte le vent, ONU », *QL*, 26 octobre 1948, p. 1.

¹⁷² Voir notamment : Roger Gagné, « Vae Victis », *QL*, 1^{er} mars 1946, p. 6; Paule Rolland, « O.N.U. refuge de l'humanité », *QL*, 13 décembre 1949, p. 1-2; Jacques Brassard (Président du CRI), « Pourquoi les Nations-Unies? », *QL*, 25 novembre 1954, p. 6.

¹⁷³ Voir notamment : Maurice Héroux, « Fédération internationale pour la paix : Absurdité », *QL*, 30 octobre 1952, p. 3.

¹⁷⁴ Pierre Vaillancourt, « Premier concert Inter-universitaire », *QL*, 24 novembre 1944, p. 3; Gilles Bergeron, « En dehors de notre cour », *QL*, 4 février 1949, p. 1-2; Jean Beetz, « Une corvée internationale », *QL*, 12 mars 1948, p. 1; Pierre Dansereau, « Entr'Aide et collaboration », *QL*, 12 novembre 1948, p. 3; François Léger, « Fraternité étudiante, salut du monde! », *QL*, 7 février 1950, p. 1; Félix Quinet, « L'étudiant et la paix », *QL*, 27 février 1951, p. 3-4; Pierre Perrault, « L'étudiant chrétien

Cette volonté de faire de la solidarité étudiante le premier pas vers l'instauration d'une véritable fraternité universelle¹⁷⁵ s'incarne dans les engagements de plusieurs étudiants dans des organisations internationales de coopération et d'entraide étudiantes, en particulier dans les sections locales de l'Entraide Universitaire Internationale (EUI), de Pax Romana (PR), du Fonds mondial de secours aux étudiants, de l'Union internationale des étudiants (UIE) et de la branche internationale de la Fédération nationale des universités canadiennes¹⁷⁶. De même, le Club des relations internationales des étudiants de l'Université de Montréal (CRI) fondé en 1946 par d'Iberville Fortier¹⁷⁷ pour informer les carabins sur l'actualité internationale, devient un important lieu de diffusion de cet idéal identitaire fondé sur l'esprit de solidarité entre les étudiants du monde. Cette figure idéalisée de l'étudiant universitaire est mise en valeur par plusieurs personnalités éminentes à l'époque, notamment par Eleanor Roosevelt, lors de son passage à Montréal en 1947, et par Lester B. Pearson, en 1952, au moment où il devient président honorifique du Club des relations internationales et alors qu'il siège aussi comme 8^e président de l'Assemblée générale des Nations Unies¹⁷⁸.

Les organisations d'entraide et de coopération internationales, par définition composées d'étudiants provenant de différents pays du monde, sont aussi des lieux de confrontation et d'ouverture au pluralisme ethnique, social, culturel et, pour certaines, religieux et

en face du monde actuel », *QL*, 17 février 1950, p. 1-2; Denis Bousquet, « Le Christ parmi nous. Le rôle de l'Université », *QL*, 6 mars 1951, p. 5

¹⁷⁵ Louise Bienvenue a également montré que la promotion des idéaux de tolérance (nationale, raciale, religieuse) fait partie d'une volonté de cultiver chez les jeunes « l'instauration d'un esprit de tolérance duquel émergera un nouvel ordre mondial, moins instable et plus pacifique. », dans : *Quand la jeunesse...*, p. 194-195.

¹⁷⁶ Pour un aperçu de l'origine, de la mission et des évolutions de ces organisations au cours des années 1950 ainsi que du rôle joué par les dirigeants de l'AGEUM dans ces groupes, consulter Nicole Neatby, *Carabins ou activistes?...*, p. 38-80.

¹⁷⁷ Étudiant en droit, Fortier milite pour une collaboration plus grande entre étudiants anglophones et francophones à Montréal. Collaborateur à la revue *Esprit* en 1952, il devient ambassadeur du Canada la même année. Pour entrevue sur la fondation du CRI et ses positions sur l'implication internationale des étudiants, voir : *Ibid.*, p. 35, 62 et 107.

¹⁷⁸ « Mme Roosevelt à Montréal », *QL*, 28 février 1947, p. 2; « Pearson président du C.R.I. », *QL*, 6 novembre 1952, p. 1; Yvon Côté (Jean Robillard et Roger Chouinard), « Côte à côte : Ma carte de président du C.R.I. et ma carte de président de l'O.N.U. », *QL*, 13 novembre 1952, p. 1.

idéologique. Ces organisations s'appuient toutes, en effet, sur un idéal de fraternité humaine. Elles se targuent de regrouper la jeunesse étudiante sans distinction de races, de nationalités, de sexes, de langues et de religions¹⁷⁹. L'Assemblée mondiale de la jeunesse¹⁸⁰, fondée en 1949 à Bruxelles et présidée dès sa création par l'ex-carabin Maurice Sauvé, est également un lieu où s'incarne cet idéal de solidarité internationale. Il est d'ailleurs symptomatique de constater que la première assemblée générale de cette organisation, tenue à Ithaca (New York) en août 1951, porte sur le thème de « la Déclaration des Droits de l'Homme en regard de la jeunesse du monde entier » et accorde une importance majeure aux enjeux relatifs à la discrimination raciale et religieuse¹⁸¹. Cette organisation est d'ailleurs reconnue par l'UNESCO pour son travail dans le domaine de la bonne entente entre les peuples¹⁸².

2.5.3 Le « droit naturel » comme fondement du droit international

Cette conception de la mission universelle de l'étudiant universitaire explique pour une large part la volonté de plusieurs étudiants, pour la vaste majorité des jeunes hommes¹⁸³,

¹⁷⁹ William Gauthier Morris, « L'E.U.M. parmi nous », *QL*, 11 octobre 1956, p. 2; Gilles Duguay, « Pour unir deux mondes », *QL*, 1 mars 1956, p. 7; « Le congrès de Pax Romana », *QL*, 18 septembre 1952, p. 2; Alfred Charpentier, « Pax Romana... dans le monde », *QL*, 6 mars 1951, p. 4; Denis Bousquet, « À la première place », *QL*, 23 novembre 1951, p. 2.

¹⁸⁰ Issue d'une scission des représentants des pays dits démocratiques de la Fédération Mondiale de la Jeunesse Démocratique, l'AMJ est officiellement créée à Bruxelles à l'été 1949 dans l'objectif de coordonner les mouvements de jeunesse et de renforcer l'esprit de solidarité parmi la jeunesse mondiale. Marc Lalonde, « L'assemblée mondiale de la jeunesse », *QL*, 6 novembre 1951, p. 5; Joel Kotek and Ralph Blumenau, *Students and the Cold War*, New York, Palgrave Macmillan UK, 2015, p. 168-173.

¹⁸¹ À l'issue de cette conférence, les représentants de 63 pays élaborent un programme commun visant à promouvoir les droits humains dans les organisations de jeunesse nationales et internationales, à diffuser le texte et le contenu de la DUDH auprès de ces groupes et à les inciter à organiser à l'échelle locale des célébrations de la Journée internationale des droits de l'homme. Marc Lalonde, « L'assemblée mondiale de la jeunesse », *QL*, 6 novembre 1951, p. 5; UNESCO, *Conférence des représentants des organisations internationales de jeunesse, Rapport du secrétariat sur les suites données aux résolutions de la deuxième conférence des organisations internationales de jeunesse*, Paris, 21-27 novembre 1951, p. 8-9.

¹⁸² « Le C.R.I. rattaché à l'U.N.E.S.C.O. », *QL*, 30 septembre 1954, p. 3; Pierre Chouinard, « La semaine de l'U.N.E.S.C.O. », *QL*, 27 octobre 1955, p. 6.

¹⁸³ Ces débats sont largement monopolisés par les hommes. Paule Rolland fait figure d'exception : en 1949, elle intervient dans le *QL* pour critiquer les analyses pessimistes de son camarade du CRI, Claude

de s'engager dans les débats d'après-guerre sur la création de l'ONU, sur la mise sur pied d'une justice internationale et l'adoption de la DUDH. Éloignés des instances décisionnelles où se déroulent ces pourparlers, les carabins se contentent toutefois de jouer un rôle d'observateurs et de commentateurs de l'actualité internationale. Pour la plupart inscrits en sciences humaines et sociales, ils envisagent ces enjeux non pas d'un point de vue militant, mais dans une perspective fondamentalement théorique. Les discussions qui animent la communauté étudiante francophone de Montréal tournent principalement autour d'une question centrale : quelles normes morales et légales à portée *universelle* peuvent légitimement servir de base à l'élaboration des régimes de citoyenneté, de justice et de gouvernance mondiaux pour la période de reconstruction qui s'amorce?

Malgré la diversité des points de vue exprimés par les étudiants, cette recherche commune conduit à l'émergence d'un consensus fort autour d'une conception *naturaliste* des droits de la personne humaine qui s'appuie chez les uns sur les grands principes de l'humanisme démocratique, chez d'autres sur une forme abstraite de conscience humaine universelle et, pour une majorité, sur les principes de la doctrine sociale chrétienne. En recherchant ce qui est *juste en soi*, les uns et les autres tentent en effet de répertorier certaines normes universelles, applicables à tous les hommes en vertu de leur appartenance à la communauté humaine et de leur partage d'une conscience innée du juste et de l'injuste. Ce faisant, ces étudiants s'inscrivent – même si tous ne le font pas consciemment – dans l'école naturaliste du droit qui a été historiquement au cœur de l'orthodoxie des droits humains et qui sous-tend l'idéal d'universalité réaffirmé dans l'après-guerre¹⁸⁴.

Paulette, au sujet des insuccès de l'ONU. Paule Rolland, « O.N.U. refuge de l'humanité », *QL*, 13 décembre 1949, p. 1-2.

¹⁸⁴ Parlant de l'« école naturaliste », Marie-Bénédicte Dembour affirme : « The natural school has traditionally represented the heart of the human rights orthodoxy », dans : « What Are Human Rights? Four Schools of Thought », *Human Rights Quarterly*, vol. 32, no 1, février 2010, p. 3 et suiv. Dans la tradition chrétienne, cette doctrine renvoie à la pensée thomiste, qui affirme l'existence d'une inclination inscrite par Dieu dans la raison humaine qui lui permet de discerner le juste de l'injuste, le bien du mal.

Au sortir de la guerre, ces débats concernent en particulier l'établissement de la justice pénale internationale. Ils se canalisent pendant un temps sur le verdict rendu en octobre 1946 par le Tribunal militaire international de Nuremberg contre vingt-quatre hauts dirigeants du régime nazi. En effet, au lendemain de ce jugement, une controverse éclate dans les pages du *QL* autour d'un article publié par un étudiant en philosophie, Pierre Péladeau, intitulé « La honte du siècle »¹⁸⁵. Péladeau s'inscrit alors dans un mouvement de contestation contre ce que certains étudiants appellent l'« ère des procès »¹⁸⁶. Tout en soulignant que son intention n'est « pas de disculper les accusés », il dénonce l'absence de l'« élément équité, constitutif de la justice » rendue par ce « tribunal des vainqueurs ». Qualifiant ce procès de « scandale le plus cynique de toute l'humanité », il dénonce le caractère illégitime, à ses yeux, de la justice pénale embryonnaire appliquée par l'ONU.

Bien qu'elle ne concerne initialement que le droit pénal international, cette polémique soulève un débat philosophique plus vaste sur les principes éthiques devant guider l'élaboration du droit public international sous l'égide des Nations Unies¹⁸⁷. Plusieurs étudiants critiquent en effet la position de Péladeau en soutenant que l'ONU représente les nations du monde libre et qu'elle a, de ce point de vue, la pleine légitimité d'édicter des normes juridiques communes à l'ensemble de l'humanité. Cette tâche est d'autant plus urgente, soutient-on, qu'elle doit servir de réponse immédiate aux atteintes perpétrées par les dictatures fascistes contre les principes élémentaires du droit naturel¹⁸⁸. Comme le souligne Réal Marcoux dans sa réponse à Pierre Péladeau : « Les représentants alliés au tribunal de Nuremberg ont été les porte-paroles de l'universalité

Voir également : Justin Kissangoula, « Jusnaturalisme », dans : Joël Andriantsimbazovina (dir.), *Dictionnaire des droits de l'homme*, Paris, Presses universitaires de France, 2008, p. 452-455.

¹⁸⁵ Pierre Péladeau, « La honte du siècle », *QL*, 8 octobre 1946, p. 8.

¹⁸⁶ Jehan Perdriau, « L'ère des procès », *QL*, 13 novembre 1945, p. 1.

¹⁸⁷ La majorité des carabins ne font aucune distinction entre l'organisation politique, la justice pénale et les systèmes de droit public international relatifs au droit humanitaire et aux droits de l'homme.

¹⁸⁸ Plusieurs affirment que les abus perpétrés par les nazis contre les « intérêts de l'humanité » et les principes fondamentaux de la « loi naturelle » rendent légitime l'édiction de normes morales universelles. Paul-O. Trépanier, « La honte d'un siècle? », *QL*, 15 octobre 1946, p. 6.

des nations qui respectent le droit des gens et de la personne humaine.¹⁸⁹ » Dans un article destiné à conclure le débat sur la légitimité du Tribunal de Nuremberg, Gérard Perron, étudiant en relations industrielles, fait état du consensus des carabins en faveur d'un « code de droit international » fondé sur les principes de la « loi naturelle »¹⁹⁰. Dans sa réplique finale à ses détracteurs, Pierre Péladeau lui-même acquiesce à l'idée d'un « droit international à concepts universels et immuables »; il rejette cependant la légitimité de l'ONU comme maître d'œuvre de son élaboration¹⁹¹.

Les positions exprimées dans ce débat témoignent de l'appui de plusieurs étudiants de l'Université de Montréal à la création d'un nouveau régime de droit international fondé sur la reconnaissance du droit naturel et de certains principes moraux issus d'une forme de conscience universelle du bien et du mal¹⁹². Pour la majorité des étudiants qui s'expriment dans les pages du *QL*, cette démarche s'inscrit dans une volonté de réconcilier la tradition libérale des droits de la personne avec les principes fondamentaux de la doctrine catholique. Comme c'est le cas pour les dirigeants de la CTCC et pour plusieurs intellectuels catholiques réformistes de la fin des années 1940, cette tentative de synthèse intellectuelle s'articule notamment à partir du concept d'inspiration personnaliste de *droits de la personne humaine*¹⁹³.

¹⁸⁹ Réal Marcoux, « La justice d'un siècle », *QL*, 18 octobre 1946, p. 8. Voir aussi à ce sujet : Remy [sic], « Une paix singulière », *QL*, 18 octobre 1946, p. 6.

¹⁹⁰ Gérard Perron, « Le procès de Nuremberg – suite et fin – », *QL*, 25 octobre 1946, p. 4-5.

¹⁹¹ Pierre Péladeau, « Justice », *QL*, 22 octobre 1946, p. 8.

¹⁹² Voir aussi : Jean-Marc Léger, « Départ de Franco », *QL*, 31 janvier 1947, p. 8; Paul-O. Trépanier, « La honte... », p. 6.

¹⁹³ Sur l'importance intellectuelle du courant personnaliste, voir : E.-Martin Meunier et Jean-Philippe Warren, *"Sortir de la Grande noirceur". L'horizon "personnaliste" de la Révolution tranquille*, Sillery, Septentrion (Coll. Les Cahiers du Septentrion), 2002, 207 p.

2.5.4 Un nouvel ordre personnaliste : les droits de la personne humaine

En effet, l'idéal personnaliste des droits de la personne humaine est défendu par plusieurs étudiants que l'historienne Nicole Neatby qualifie de « traditionalistes »¹⁹⁴. C'est le cas notamment du rédacteur en chef du *QL*, Jean-Baptiste Boulanger, qui affirme la nécessité pour « la jeunesse universitaire de proclamer sa foi en l'Homme » et de rechercher dans un « humanisme supérieur » les fondements de la reconstruction d'après-guerre¹⁹⁵. Il est également l'axe central du dossier sur la « paix mondiale », préparé par des étudiants catholiques de l'UdeM en 1951, où plusieurs réaffirment leur volonté de construire une « paix chrétienne » fondée sur les principes universels de la doctrine catholique¹⁹⁶. Les étudiants qui dirigent le comité local de *Pax Romana* – une internationale étudiante fondée en 1921 pour « unir les étudiants et les intellectuels du monde entier, dans un esprit de charité universelle »¹⁹⁷ – véhiculent également un discours universaliste faisant la promotion des idéaux de fraternité humaine¹⁹⁸. Yvon Charpentier, de *Pax Romana*, rappelle ainsi à ses collègues que son organisation milite

¹⁹⁴ Davantage axées vers la défense des idéaux catholiques conservateurs, les étudiants « traditionalistes » cherchent, selon Neatby, à appuyer leurs projets de réformes sociales sur une « rechristianisation » de la société et sur une « réforme spirituelle de l'individu ». Voir : Nicole Neatby, *Carabins ou activistes?...*, p. 89-90.

¹⁹⁵ Jean-Baptiste Boulanger, « Est-ce la fin de l'homme? », *QL*, 16 octobre 1945, p. 1.

¹⁹⁶ Rosaire Beaulé affirme : « ... la véritable notion de la Paix, ce sont les Chrétiens qui la possèdent », dans : « Bâtir la paix », *QL*, 14 décembre 1951, p. 2; Jean-Guy Laurin, « Paix humaine et paix chrétienne », *QL*, 14 décembre 1951, p. 2; Thérèse Giraud, « La paix individuelle », *QL*, 14 décembre 1951, p. 2.

¹⁹⁷ Comme l'affirme Denis Bousquet : « La fin propre de Pax Romana [...] c'est précisément d'organiser dans le monde entier la fraternité des esprits qui mettent l'intelligence au service de Dieu. » Denis Bousquet, « À la première place », *QL*, 23 novembre 1951, p. 2. Voir aussi : « Le congrès de Pax Romana », *QL*, 18 septembre 1952, p. 2.

René Major, « Un groupe ouvert », *QL*, 20 octobre 1955, p. 3.

¹⁹⁸ Denis Bousquet (secrétaire de Pax Romana), « Le Christ parmi nous. Le rôle de l'Université », *QL*, 6 mars 1951, p. 5; Denis Bousquet, « À la première place », *QL*, 23 novembre 1951, p. 2; Jean-Paul St-Louis (président local Pax Romana), « Le rôle de Pax Romana », *QL*, 23 novembre 1951, p. 1.

comme l'ONU pour la « reconstruction de la communauté des nations » et qu'elle a obtenu à ce titre un statut de consultante à l'ECOSOC et à l'UNESCO¹⁹⁹.

Plusieurs mouvements d'inspiration catholique dans lesquels sont impliqués des carabins se donnent comme mission, au lendemain de la guerre, de fonder la reconstruction d'un nouvel ordre mondial sur la reconnaissance des droits de la personne et des idéaux chrétiens de justice, de charité et de fraternité humaines. Cet objectif est explicite dans la mission de L'Internationale des Pacifistes Catholiques, une organisation créée à Montréal après la guerre pour regrouper des militants chrétiens désireux de travailler à la paix mondiale par la promotion de la doctrine personnaliste²⁰⁰. En 1946, l'étudiant Robert Saint-Martin annonce également dans le *QL* la fondation à Montréal d'une édition canadienne de l'hebdomadaire français *Carrefour*, qui se propose de travailler à « réconcilier la forte tradition chrétienne du pays avec les aspirations démocratiques issues de la Révolution française »²⁰¹. Ce militantisme catholique en faveur des droits de la personne est aussi à la base du mouvement du *Réarmement moral* promu notamment en 1948 par l'étudiant Pierre Lefebvre et « dont le but est la paix chrétienne et l'abandon des haines et des préjugés entre les nations, les races, les classes, et au sein des familles... »²⁰².

Fondé sur l'universalisme chrétien, ce discours est également véhiculé par de nombreux étudiants qui font la promotion de l'ONU et des droits de l'homme, et qui sont impliqués

¹⁹⁹ Charpentier, « Pax Romana... dans le monde », *QL*, 6 mars 1951, p. 4; « Le nouveau président : Jean-Noël Rouleau », *QL*, 3 mars 1951, p. 3-4.

²⁰⁰ Frère Pauper, « Le personnalisme et la paix », *QL*, 19 novembre 1946, p. 1-2.

²⁰¹ Robert Saint-Martin, « Carrefour », *QL*, 22 novembre 1946, p. 4. D'inspiration démocrate-chrétienne, l'hebdomadaire *Carrefour* est publié en France de 1944 à 1986.

²⁰² Pierre Lefebvre, « Le Réarmement moral », *QL*, 23 janvier 1948, p. 1. Né en Suisse en 1938, le *Réarmement moral* est un mouvement œcuménique d'inspiration chrétienne qui milite contre la propagation du communisme dans le monde, pour le rétablissement de la paix en Europe et le renforcement de la solidarité internationale. Henri Daniel-Rops, *Histoire de l'Église du Christ : L'Église des révolutions*, Paris, Fayard, 1965, p. 356 et suiv.; Jean-Marie Mayer et al, *Histoire du christianisme des origines à nos jours. Tome XII - Guerres mondiales et totalitarismes (1914-1958)*, Paris, Desclès-Fayard, 1990, p. 565.

dans des organisations d'entraide internationales laïques. Ainsi, André David, Claude Simard, Raymond David, et Gilles Breton, de l'Entraide Universitaire Internationale (EUI), justifient tous leur engagement international par leurs idéaux personalistes de fraternité humaine et de respect des droits de la personne²⁰³. De retour du séminaire de l'EUI aux Pays-Bas en 1949, le carabin François Léger appelle d'ailleurs ses confrères à construire une « civilisation personaliste » fondée sur la seule valeur véritablement universelle : « La personne humaine dans son universel outrepassant les frontières et leurs particularités distinctives.²⁰⁴ » Pendant toute la seconde moitié des années 1940, les appels se multiplient ainsi dans les pages du *QL* en faveur de la création d'un ordre mondial fondé sur le principe des droits de la personne humaine, tels que définis par les grands penseurs du courant personaliste, en particulier Jacques Maritain²⁰⁵.

En somme, les débats sur la création d'un gouvernement mondial, l'établissement d'une justice internationale et l'adoption d'une déclaration universelle des droits de l'homme mettent en évidence une quête d'universel qui s'inscrit dans les transformations identitaires des étudiants montréalais au lendemain du conflit mondial. En consolidant l'idée selon laquelle les jeunes font partie d'une classe universelle qui a un rôle particulier à jouer dans la promotion des idéaux de paix et de fraternité humaine, ces débats contribuent à l'émergence d'un consensus généralisé sur la nécessité de

²⁰³ Claude Simard, « L'Entr'Aide Universitaire Internationale. Une conférence qui fera époque », *QL*, 12 novembre 1948, p. 2; « Messages », *QL*, 15 mars 1949, p. 1; Jean-Yves Grenon, « Ultimatum des esprits affamés », *QL*, 15 mars 1949, p. 1; Claude Simard (Dir.), « Secourons les étudiants victimes de la guerre », *QL*, 15 mars 1949, p. 1; Raymond David (Comité National), « Dans les coulisses, Un congrès national à l'U. de M. », *QL*, 18 novembre 1949, p. 1-2; André David (Vice-Président), « Notre tâche, Un congrès national à l'U. de M. », *QL*, 18 novembre 1949, p. 1-2.

²⁰⁴ François Léger, « Essai », *QL*, 15 novembre 1949, p. 1-4.

²⁰⁵ Ainsi, Jean-Charles Tanguay s'appuie sur les écrits des penseurs néothomistes Jacques Maritain, Etienne Gilson, ceux du Père Sertillanges, « et toute une phalange de chercheurs thomistes » pour militer en faveur d'un « humanisme sain » permettant de donner une réponse à cette « jeunesse angoissée d'après-guerre en quête d'une "synthèse intellectuelle" ». Jean-Marc Léger s'appuie pour sa part sur les intellectuels français Maritain, Mauriac, Georges Bernanos et André Rouget pour revendiquer le respect des droits de la personne humaine par l'ONU. Jean-Charles Tanguay, « Renouveau thomiste », *QL*, 6 mars 1951; Jean-Marc Léger, « Départ de Franco », *QL*, 31 janvier 1947, p. 8. Voir aussi : Régine Nantel, « Prendre position », *QL*, 21 janvier 1949, p. 1; Yvon Chartier, « Justice ou amour social », *QL*, 21 mars 1950, p. 6.

reconstruire la paix sur des normes morales inspirées du droit naturel et d'une conception chrétienne des droits de la personne humaine. Bien que très peu d'étudiants se positionnent sur le contenu précis de la DUDH ou s'impliquent directement dans les débats qui précèdent son élaboration, leurs engagements dans les affaires internationales témoignent de leur volonté de participer au processus de construction du nouvel ordre mondial d'après-guerre. Ils sont plus largement révélateurs de la transformation identitaire de ces jeunes qui, dans l'après-guerre, se définissent comme des citoyens actifs et comme membres à part entière d'une société civile mondiale en pleine émergence.

Conclusion

L'après-guerre constitue donc au Québec, comme dans le reste du monde, une période charnière dans la diffusion du langage et des idéaux humains universels. Les débats qui animent la communauté internationale à la suite de la victoire des Nations Unies au sujet de la création d'un parlement mondial, de l'établissement d'une justice pénale internationale et de la mise en place d'un droit international relatif aux droits de l'homme contribuent à transformer en profondeur les discours, les stratégies et les idéologies des quatre organisations à l'étude. Bien que leur capacité à orienter les débats mondiaux dépende en définitive de leur capital social, politique et symbolique, ces acteurs militent tous, directement ou indirectement, dans une perspective pratique ou théorique, pour faire reconnaître leur conception spécifique de ces droits ou pour inscrire les droits catégoriels de leurs membres à l'agenda de la reconstruction mondiale.

L'importance accordée par ces acteurs à certains types ou catégories de droits est largement tributaire de leurs identités, de leurs intérêts, de leurs idéologies, mais aussi de leurs conceptions spécifiques de l'homme, de la justice et de la société. Ainsi, les étudiants de l'Université de Montréal et les militants de la CTCC accordent une importance secondaire aux enjeux relatifs aux libertés civiles et politiques, à leurs yeux trop étroitement associés à la doxa libérale, tandis que les dirigeants du CCT et du CJC militent activement pour la reconnaissance de ces droits, tout en affirmant tous deux la

nécessité de les baliser au nom de la protection du droit à l'égalité raciale et religieuse, et, dans le cas du CCT, de la défense des droits économiques et sociaux. Alors que le CJC et le CCT s'engagent très tôt dans la lutte contre le racisme et pour la défense des droits des minorités ethnoculturelles, les membres des syndicats catholiques se contentent pour leur part de dénoncer les atteintes aux droits des minorités catholiques derrière le rideau de fer. De la même manière, les droits économiques et sociaux, qui sont aux fondements de l'idéal des droits humains promu par trois des quatre organisations, restent rigoureusement absents des débats qui animent le CJC. À l'inverse, plusieurs similitudes observées entre les quatre groupes étudiés proviennent de l'absence ou de la marginalité de leurs positions à l'égard de certaines catégories de populations victimes d'atteintes à leurs droits fondamentaux et d'autres minorités sociales marginalisées (Autochtones, immigrants, minorités racisées, femmes, personnes âgées, etc.).

En militant pour l'affirmation de leurs conceptions spécifiques des droits humains, ces quatre organisations participent, par leurs efforts séparés ou conjugués, à la l'internationalisation concrète du mouvement d'affirmation des droits humains d'après-guerre. Leurs engagements au sein d'organisations internationales et leur participation aux débats mondiaux sur l'adoption des grands textes, conventions et déclarations adoptées par l'ONU et ses institutions spécialisées participent également à l'éclosion des débats sur la scène locale au sujet des droits universels. De ce point de vue, l'évolution que connaît la société québécoise dans l'après-guerre est largement influencée par les développements en cours au niveau mondial en matière de reconnaissance, de codification et de protection des droits humains universels. Nous verrons dans le chapitre qui suit que cette évolution est également influencée par le contexte social, culturel, juridique et politique propre au Québec du milieu des années 1940, de même que par la spécificité des débats qui agitent la société canadienne de l'époque au sujet de la reconnaissance de ces droits à l'échelle domestique.

CHAPITRE 3

LES DROITS HUMAINS ET LA RECONSTRUCTION DU CANADA D'APRÈS-GUERRE

En mai 1949, témoignant au procès qu'il intente contre la compagnie minière Johns-Manville à la suite de la grève d'Asbestos¹, Alfred Blanchette, l'un des grévistes, dénonce les « coups de poings et de garcettes » et les actes de « tortures » commis à son endroit par la police provinciale. En arrêt de travail depuis le mois de février, treize de ses collègues déclarent également avoir subi des injures, des menaces et des abus dans les « chambres de tortures » de la Canadian Johns-Manville². La semaine suivante, réuni en séance extraordinaire, le Bureau Confédéral de la Confédération des travailleurs catholiques du Canada (CTCC) vote à l'unanimité en faveur d'une déclaration réclamant que « ces atteintes aux libertés fondamentales de la personne humaine » soient portées si nécessaire à l'attention à l'Organisation des Nations unies et que le gouvernement

¹ La grève de l'Amiante est l'un des conflits de travail les mieux connus dans l'histoire du Québec. Impliquant près de 5 000 ouvriers syndiqués de la CTCC des villes d'Asbestos et de Thetford Mines, elle s'étend sur quatre mois, entre les mois de février et de juillet 1949. Cette grève est largement appuyée à l'époque par la population du Québec, notamment à la suite de l'intervention musclée de la police provinciale pour faire respecter l'ordonnance d'injonction obtenue par la Canadian John's-Manville. Voir à ce sujet : Jacques Rouillard, *Histoire du syndicalisme au Québec : des origines à nos jours*, Montréal, Éditions du Boreal, 1989, p. 278-282.

² ACSN, Fonds Secrétariat général, 519, *Déclarations sur la brutalité de la police provinciale à Asbestos. Re : grève de l'amiante*, 1949; Jessica J. van Horssen, *Asbestos, Québec : The Town, the Mineral, and the Local-Global Balance Between the Two*, Thèse de doctorat (philosophie), The University of Western Ontario, 2010, p. 181 et note 785.

fédéral mette sur pied une commission d'enquête « [s]'appuyant sur la Déclaration des droits de l'homme adoptée par les Nations Unies »³.

Dans l'immédiat après-guerre, les travailleurs victimes de brutalités policières comme celles rapportées à Asbestos ne sont pas les seuls au Québec à invoquer les principes des « droits de l'homme » définis par l'ONU pour dénoncer les atteintes perpétrées contre ces droits à l'échelle locale, provinciale ou nationale. Lorsque des étudiants de l'Université de Montréal appuient le mouvement des squatters dirigé par la Ligue des vétérans sans logis, lorsque le Conseil central des Trois-Rivières de la CTCC condamne la politique fédérale de déportation des Japonais, que le Congrès juif canadien réclame l'adoption de lois antidiscrimination et que la CTCC et le CCT revendiquent la protection des droits d'association et la reconnaissance des droits à un salaire vital, à l'assurance-santé, à l'éducation et à la sécurité sociale, ils invoquent tous les principes des droits humains proclamés après la guerre par les Nations Unies.

L'étude des discours et des revendications portés par les quatre organisations que nous étudions révèle qu'au-delà du pouvoir normatif du droit international, la *praxis* des droits humains se déploie essentiellement dans le cadre de l'État-nation. Dans l'après-guerre, cette centralité de l'espace national est d'autant plus importante que le droit international relatif aux droits de l'homme reste inopérant d'un point de vue juridique et que le pouvoir coercitif de l'ONU demeure subordonné au principe de la souveraineté interne des États⁴. Sur le plan théorique, ce constat nous oblige à analyser les relations complexes entre les normes de *droits humains*, reconnues en vertu de l'appartenance au

³ ACSN, Fonds du Bureau confédéral, BUR0002-D1, *Procès-verbal de la réunion du Bureau Confédéral de la C.T.C.C.*, le 14 mai 1949, p. 2-4; « Rapport du Bureau Confédéral, 1948-1949 », *Procès-verbal. Vingt-huitième session du Congrès de la C.T.C.C.*, Montréal, 1949, p. 69.

⁴ Akira Iriye, Petra Goedde et William I. Hitchcock, *The Human Rights Revolution: An International History*, New York, Oxford University Press, 2012, p. 16; Henry J. Steiner, Philip Alston et Ryan Goodman, *International Human Rights in Context. Law, Politics, Morals : Text And Materials*, New York, Oxford University Press, 1996, p. 158; David P. Forsythe, *Human Rights in International Relations*, Cambridge, Cambridge University Press, 2003, p. 55-57; Louis Henkin, *The Age of Rights*, New York, Columbia University Press, 1990, p. 51-56, et note 1.

genre humain, et les *droits des citoyens*, définis par l'appartenance d'un individu à une communauté nationale relevant de l'autorité d'un État⁵.

Les acteurs qui se revendiquent de l'idéal universaliste des droits humains dans l'immédiat après-guerre le font ainsi principalement pour réclamer des transformations aux régimes constitutionnel, civique et juridique nationaux. L'adhésion formelle du gouvernement canadien à la Déclaration des Nations Unies, à la Charte de l'ONU, à la DUDH et à d'autres textes internationaux énonçant le principe d'universalité de ces droits confère une légitimité nouvelle aux acteurs de la société civile pour exposer les décalages qui existent entre ces engagements théoriques et les cadres législatifs, civiques et juridiques nationaux. En ce sens, la genèse du mouvement d'affirmation des droits humains au Canada et au Québec ne peut se comprendre en dehors des importants débats qui agitent ces sociétés au sortir de la Seconde Guerre mondiale au sujet de la redéfinition du rôle de l'État et des cadres constitutionnels, juridiques et identitaires de la citoyenneté.

3.1 Les droits universels et les régimes constitutionnel, civique et juridique internes au Canada

3.1.1 La guerre et les métamorphoses de la citoyenneté

La Deuxième Guerre mondiale est un moment de transformations sans précédent de l'identité nationale, du régime de citoyenneté et de la culture civique au Québec et au Canada. Le contexte de « guerre totale » transforme dans une large mesure les perceptions qu'ont les citoyens de leurs rapports à l'État et du rôle de ce dernier dans la protection de leurs droits. Leurs implications multiformes dans l'effort de mobilisation

⁵ Sur la manière dont le discours des droits humains peut servir d'instrument de revendications pour la reconnaissance de droits civiques, voir : Andrew Vincent, *The Politics of Human Rights*, New York, Oxford University Press, 2010, p. 207 et suiv. Pour une réflexion théorique sur les « tensions » qui existent entre ces deux notions, consulter : Paulina Tambakaki, *Human Rights, or Citizenship?*, New York, Birkbeck Law Press, 2010, p. 6-33.

nationale favorisent l'émergence chez eux d'une nouvelle conscience de droit (*entitlement*), fondée sur l'idée que l'État a contracté une *dette* en vertu des sacrifices, des privations et des efforts qu'ils ont consentis pour la victoire du pays⁶. Cette conscience de droit conduit les citoyens et les groupes sociaux, au lendemain de la victoire des pays alliés, à réclamer avec une force et une intensité nouvelles la reconnaissance de leurs droits, qu'ils soient considérés dans leur forme statutaire comme inaliénables ou dans leur forme transactionnelle comme une sorte de paiement exigé de l'État⁷.

Adressé à toutes les catégories de la population pendant la guerre, le discours de mobilisation nationale s'appuie sur une « rhétorique égalitariste » qui fait la promotion de la participation de *tous les citoyens*, indépendamment de leur race, de leur langue, de leur sexe, de leur âge, de leur religion, de leur classe ou de leur origine sociale⁸. Pendant et après la guerre, cette rhétorique favorise l'émergence de nouvelles revendications civiques de la part de catégories de populations historiquement exclues de la citoyenneté pleine et entière au sein de l'ordre libéral, en particulier les travailleurs, les femmes, les jeunes, les immigrants et les membres des minorités ethnoculturelles. L'utilisation par ces acteurs de la rhétorique de l'effort de guerre est largement déterminée par leur degré d'implication dans cet effort. Elle est davantage mobilisée dans le cadre des relations

⁶ Comme l'affirme Deborah E. Cowen : « The service and sacrifice of the national population for war furthermore generated a common sense of *entitlement* to benefits », « The Soldier-Citizen », dans : Egin F. Isin, *Recasting the Social in Citizenship*, Toronto, University of Toronto Press, Scholarly Publishing Division, 2008, p. 196. Magda Fahrni affirme pour sa part que l'expérience de la guerre donne aux citoyens un « sense of entitlement ». *Household Politics: Montreal Families and Postwar Reconstruction*, Toronto, University of Toronto Press, 2005, p. 9. Comme le remarque Bryan S. Turner, cette rhétorique de l'effort de guerre s'est principalement appuyée sur les trois types d'identités civiques valorisés par la propagande gouvernementale, soit celles du *citoyen-soldat*, du *citoyen-travailleur* et du *citoyen-parent*. Brian S. Turner, « Cosmopolitan Virtue. Loyalty and the city », dans : Egin F. Isin (éd.), *Democracy, Citizenship, and the Global City*, Londres et New York, Routledge, 2000, p. 138.

⁷ Deborah Cowen souligne le paradoxe central de cette conscience civique, qui s'appuie à la fois sur la notion universaliste de droit inaliénable et sur la notion subjective de paiement exigé à l'État. *Military Workfare: The Soldier and Social Citizenship in Canada*, Toronto, University of Toronto Press, 2008, p. 53.

⁸ Cette expression est tirée de Carmela Patrias, *Jobs and Justice: Fighting Discrimination in Wartime Canada, 1939-1945*, Toronto, University of Toronto Press, 2012, p. 13.

avec les autorités fédérales que dans le contexte du Québec, où la majorité de la population francophone s'est opposée à l'entrée en guerre du Canada, puis au plébiscite sur la conscription militaire obligatoire⁹.

Comme nous le verrons dans ce chapitre, les rhétoriques du sacrifice, de la « compensation » et de la « reconnaissance pour services rendus » font partie intégrante des stratégies discursives des organismes à l'étude dans leur lutte pour la reconnaissance des droits civiques et humains¹⁰. Cette stratégie discursive est largement tributaire de la conception qu'ont ces acteurs de leurs identités civiques, qui est elle-même déterminée par leurs identités sociales de classe, d'âge, de genre, de religion, de langue et d'ethnicité. Ainsi, l'effort de guerre déployé par les travailleurs sur les fronts militaire et industriel est mis de l'avant par les dirigeants des syndicats internationaux pour réclamer la reconnaissance des droits des vétérans, du droit d'association des travailleurs, du droit à l'égalité des travailleurs membres de minorités ethnoculturelles et pour réclamer aussi la protection de certains droits sociaux. De même, les sacrifices consentis par la jeunesse, en particulier par les jeunes hommes, sont invoqués par les leaders étudiants montréalais pour réclamer la protection de certains droits sociaux et faire valoir leur statut de citoyens à part entière. Les immigrants et les membres des minorités ethnoculturelles sont ceux qui mobilisent avec le plus de force – et le plus d'efficacité – les multiples déclinaisons de la rhétorique de l'effort de guerre. Les dirigeants du Congrès juif canadien, tout comme les militants antiracistes du CCT, justifient ainsi leur combat contre le racisme et la discrimination par la participation des minorités à l'effort

⁹ Sur l'opposition initiale des Canadiens français à l'entrée en guerre du Canada et sur la deuxième crise de la conscription, consulter : Jean-Yves Gravel, « Le Québec militaire, 1939-1945 », dans : *Le Québec et la guerre*, Éd. Du Boréal Express, 1974, p. 77-108; Jack L. Granatstein, « Le Québec et le plébiscite de 1942 sur la conscription », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, juin 1973, p. 43-62. Voir aussi le numéro spécial du *Bulletin d'histoire politique* : *La participation des Canadiens français à la Deuxième Guerre mondiale : mythes et réalités*, vol. 3, no 3-4, Printemps/Été 1995.

¹⁰ Don Ives définit ces principes à partir du cas des vétérans, mais ceux-ci peuvent également être appliqués après la guerre à l'ensemble des citoyens mobilisés sur le front domestique. Voir : « The Veterans Charter : The Compensation Principle and the Principle of Recognition for Service », dans : Peter Neary and Jack L. Granatstein (dir.), *The Veterans Charter and Post-World War II Canada*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 1998, p. 85-94. Voir aussi : Deborah Cowen, *Military Workfare...*, p. 58.

de guerre. Si les pressions à l'allégeance propres à l'« hystérie de guerre » ont été synonymes d'exclusion pour les citoyens désignés comme ressortissants de pays ennemis, elles ont fourni aux membres d'autres minorités l'opportunité de faire valoir leur patriotisme et leur loyauté envers la nation canadienne¹¹.

C'est sur cette nouvelle conscience civique, née de l'expérience concrète et quotidienne de la guerre – avec ce qu'elle implique de privations, de rationnements, de sacrifices – qu'une partie des acteurs que nous étudions s'appuient après la guerre pour revendiquer la protection de leurs droits, qu'ils soient considérés comme relevant du régime de citoyenneté ou de l'éthique universaliste des droits humains, ou les deux simultanément.

3.1.2 Citoyenneté, identité(s), nationalisme(s) et droits universels

Ces mutations profondes de la citoyenneté ont une influence considérable sur les débats qui agitent la société québécoise d'après-guerre au sujet de ce que l'on appelle à l'époque la « reconstruction nationale ». Inscrits en toutes lettres dans les discours de mobilisation des pays alliés et dans le projet de reconstruction mondiale mis en place sous l'égide de l'ONU, les droits humains s'érigent comme une catégorie discursive de première importance pour les acteurs engagés dans les pourparlers sur la planification d'après-guerre. Comme c'est le cas à l'époque pour les notions de liberté et de démocratie, les « droits de l'homme » sont investis d'une diversité de sens : ils revêtent des significations particulières, parfois même contradictoires, selon les acteurs qui les

¹¹ L'expression « hystérie de guerre » est tirée de : Ross Lambertson, *Repression and Resistance: Canadian Human Rights Activists, 1930–1960*, Toronto, University of Toronto Press, 2005, p. 106. Sur le traitement réservé aux ressortissants de pays ennemis pendant la guerre, consulter : John Herd Thompson, *Ethnic minorities during two world wars*, Canadian historical association Ottawa. 1991, 20 p.; Patricia E. Roy, *The triumph of citizenship: the Japanese and Chinese in Canada, 1941-67*, Vancouver, University of British Columbia Press, 2011, 400 p.; Stephanie Bangarth, *Voices Raised in Protest: Defending North American Citizens of Japanese Ancestry, 1942-49*, Vancouver, University of British Columbia Press, 2008, 296 p.; Greg Robinson, *Un drame de la Deuxième Guerre. Le sort de la minorité japonaise*. Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 2011, 320 p.

définissent et les types de revendications pour lesquelles ils sont invoqués¹². Le paradigme des droits humains apparaît de ce point de vue non seulement comme un instrument de légitimation et de changement social, mais comme un terrain de luttes spécifique où s'affrontent différentes visions de la refondation du Canada et du monde post-conflit.

Les débats sur l'incorporation des normes internationales de droits humains dans le droit interne au Canada s'inscrivent dans une large mesure dans les discussions qui agitent la société canadienne d'après-guerre au sujet de la redéfinition des cadres juridiques et identitaires de la citoyenneté. Favorisées par l'indépendance acquise par le Canada en matière de politique internationale pendant le conflit, celles-ci se focalisent à compter d'avril 1946 sur le projet de Loi sur la citoyenneté canadienne déposé en chambre par le député libéral Paul Martin¹³. Adoptée au mois de juin de cette année-là, la *Loi sur la citoyenneté canadienne* entre en vigueur le 1^{er} janvier 1947. Définissant les critères de naturalisation et d'accession à la citoyenneté, elle consacre la naissance d'un statut juridique de « citoyen canadien » distinct de celui de « sujet britannique ». Cette loi est le fruit de la volonté grandissante de l'intelligentsia et de l'élite politique anglophone et protestante canadienne d'affirmer la souveraineté politique du pays face à la Grande-Bretagne et de développer une conscience civique nationale détachée de l'identité impériale britannique¹⁴. Elle vise notamment à promouvoir une conception civique de la

¹² Sur les différentes définitions données au terme de « démocratie », consulter : « Introduction : Recasting Canada's Postwar Decade », dans : Nancy Christie et Michael Gauvreau, *Cultures of Citizenship in Post-War Canada, 1940-1955*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 2003, p. 8; Michel Lévesque, *De la démocratie au Québec, 1940-1970 : anthologie des débats autour de l'idée de la démocratie, de la Seconde guerre mondiale à la Crise d'octobre*, Montréal, Lux Éditeur, 1995, 338 p.

¹³ Loi sur la citoyenneté, S.C. 1946, c.15. Paul Martin, « Citizenship and the People World », dans : William Kaplan, *Belonging : The Meaning and Future of Canadian Citizenship*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 1993, p. 64-78.

¹⁴ R. Kenneth Carty et W. Peter Ward, « The Making of a Canadian Political Citizenship », dans : R. Kenneth Carty et W. Peter Ward (dir.), *National Politics and Community in Canada*, Vancouver, University of British Columbia Press, 1986, p. 65 et suiv.; Ryan Edwardson, *Canadian Content: Culture and the Quest for Nationhood*, Toronto, University of Toronto Press, 2008, p. 51-77; Valerie Knowles, *Les artisans de notre patrimoine : la citoyenneté et l'immigration au Canada de 1900 à 1977*, Citoyenneté et immigration Canada, 2000, 103 p.

nation, fondée sur le partage de valeurs et d'institutions « nationales » (la démocratie parlementaire, les libertés civiles, la primauté du droit, l'égalité devant la loi, le libéralisme, etc.) qui transcendent les identités infranationales, culturelles, « raciales », religieuses, régionales, linguistiques et provinciales¹⁵.

Dès son adoption, la Loi sur la citoyenneté est assortie de la création d'un ensemble d'institutions, de symboles et de rituels civiques qui ont pour objectif de promouvoir l'unité canadienne et de favoriser l'émergence, chez les Canadiens de toutes les origines, d'un sentiment d'appartenance national¹⁶. Bien que le modèle d'intégration civique promu par le gouvernement de Mackenzie King s'appuie sur le paradigme des « deux races fondatrices » et sur une conception largement eurocentrique de la diversité culturelle, ce processus de redéfinition de la citoyenneté, du nationalisme et du modèle d'intégration canadiens constitue un contexte propice, pour les citoyens, afin de faire valoir leur place au sein de la communauté des citoyens¹⁷. La Loi sur la citoyenneté canadienne soulève en effet d'importants débats sur la dimension formelle de la citoyenneté, c'est-à-dire les droits et devoirs associés au nouveau statut juridique de citoyen canadien. En vertu de la loi de 1946, l'obtention de la citoyenneté canadienne se

¹⁵ Comme l'affirme Ivana Caccia, « ... the symbolic institution of "Canadian Citizenship" was conceived as the principle determinant of belonging to the Canadian community and the prime signifier of inclusion, without reference to racial, religious, cultural, or linguistic markers ». *Managing the Canadian Mosaic in Wartime: Shaping Citizenship Policy, 1939-1945*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 2010, p. 208. Voir aussi p. 5, 115-159. Janine Brodie souligne également que l'institutionnalisation de la citoyenneté nationale a comme fonction de subsumer les autres allégeances anciennes et les « identités profondes », ethniques, régionales, communautaires, etc. « Three Stories of Canadian Citizenship », dans : Dorothy E. Chunn Robert Adamoski, and Robert Menzies, *Contesting Canadian Citizenship: Historical Readings*, Peterborough, Ont., Broadview Press, 2002, p. 45.

¹⁶ Leslie A. Pal, *Interests of State: The Politics of Language, Multiculturalism, and Feminism in Canada*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 1995, p. 78-100. *L'intégration des immigrants au Canada, Rapport préparé par le Département canadien de la Citoyenneté et de l'Immigration*, Conférence de l'UNESCO sur l'intégration culturelle des immigrants, La Havane, 18-27 avril 1956, p. 1-8.

¹⁷ Pour une vision critique, consulter : Sunera Thobani, *Exalted Subjects: Studies in the Making of Race and Nation in Canada*, Toronto, University of Toronto Press, 2007, 410 p.; Franca Iacovetta, *Gatekeepers: Reshaping Immigrant Lives in Cold War Canada*, Between the Lines, 2006, 370 p.; Heidi Bohaker et Franca Iacovetta, « Making Aboriginal People "Immigrants Too": A Comparison of Citizenship Programs for Newcomers and Indigenous Peoples in Postwar Canada, 1940s-1960s », *Canadian Historical Review*, vol. 90, no 3, 2009, p. 427-462.

résume essentiellement à la délivrance d'un passeport canadien, à l'obtention du droit de vote et à l'obligation légale de participer aux charges fiscales. Or, plusieurs acteurs du monde politique et de la société civile au Canada profitent des pourparlers entourant ce projet de loi pour réclamer un élargissement et une protection accrue des droits reconnus aux citoyens canadiens. Le projet de loi Martin réactualise ainsi les discussions entamées depuis la fin des années 1930 au sujet de l'adoption d'une charte des droits fédérale, qui témoignent de l'interpénétration constante des débats sur les droits humains, sur l'identité nationale et sur la citoyenneté dans l'immédiat après-guerre¹⁸.

Au Québec, les questions relatives à la citoyenneté, au nationalisme et à l'intégration des immigrants suivent une trajectoire connexe, quoique tout à fait différente. Si plusieurs militants et intellectuels appuient la volonté d'autonomisation du Canada qui sous-tend la Loi sur la citoyenneté, ils demeurent sceptiques quant aux implications de ce processus pour la situation constitutionnelle du Québec et pour la protection des droits des Canadiens français au sein de la fédération canadienne. La renégociation du statut de citoyen canadien est pour plusieurs d'entre eux l'occasion de réaffirmer leur volonté de fonder la restauration d'après-guerre sur le respect des droits constitutionnels, linguistiques et culturels des francophones et des catholiques du Canada¹⁹. En effet, ils mobilisent la rhétorique de guerre alliée essentiellement pour défendre les droits des Canadiens français et dénoncer le racisme et les discriminations dont ils les considèrent

¹⁸ L'amendement proposé par le député conservateur John G. Diefenbaker en faveur de l'annexion à cette loi d'une déclaration des droits des citoyens s'inscrit dans cette mouvance d'après-guerre visant à promouvoir un nouvel idéal civique fondé sur la reconnaissance d'un socle commun de droits partagé par tous les membres de la communauté nationale. Comme l'affirment Richard Simeon et David J. Elkins, l'objectif du projet de charte est : « ... to construct by constitutional engineering a national community defined by the rights the citizenry possessed », cités dans : Ross Lambertson, *Repression and resistance...*, p. 319.

¹⁹ Des nationalistes influents militent d'ailleurs à ce moment pour l'établissement d'une République du Canada indépendante. En octobre 1948, la revue *l'Action nationale* publie un numéro spécial intitulé « Vers la République du Canada ». Voir notamment les contributions de Jacques Perrault, André Laurendeau et Gérard Fillion, dans : Marc Chevrier, Louis-Georges Harvey, Stéphane Kelly et Samuel Trudeau, *De la république en Amérique française. Anthologie pédagogique des discours républicains au Québec*, Québec, Septentrion, 2013, 518 p. Comme nous le verrons, les étudiants de l'Université de Montréal participent activement à ces débats.

victimes. Si en plusieurs occasions ils se font les apôtres de la tolérance raciale et religieuse, c'est le plus souvent pour souligner l'importance de cultiver des rapports harmonieux entre les deux « races fondatrices » du Canada. Comme en attestent en particulier la trajectoire de la CTCC et celle des étudiants de l'Université de Montréal, l'importance accordée par les Canadiens français à la question nationale et à la défense de leurs droits constitue le principal obstacle à leur ouverture aux enjeux touchant les discriminations vécues par les Premières Nations, les immigrants et les minorités ethnoculturelles. Leurs discours révèlent de ce point de vue les contradictions internes d'un argumentaire antiraciste, mobilisé pour défendre une vision hautement racisée et ethnisée d'un Canada considéré comme issu de la colonisation blanche, catholique et européenne.

3.1.3 Les débats constitutionnels et l'adoption d'une charte des droits

Le processus d'élaboration du droit international relatif aux droits de l'homme contribue dans une large mesure à stimuler les débats d'après-guerre sur l'internalisation des droits humains dans le régime juridique interne au Canada. Annoncée par la Commission des droits de l'homme de l'ONU en février 1946, la décision de mettre sur pied un comité chargé d'élaborer un projet de déclaration internationale marque une rupture importante à ce niveau²⁰. À compter de cette date, des acteurs et des groupes de tous les secteurs la société canadienne discutent des implications de cette future déclaration sur les plans du droit et de la politique internes au Canada. Le Comité spécial mixte sur les droits de l'homme et les libertés fondamentales, mis sur pied par le gouvernement King à l'été 1947, devient pendant un temps le principal théâtre de cette vaste discussion nationale²¹.

²⁰ Christopher MacLennan, *Toward the Charter : Canadians and the Demand for a National Bill of Rights, 1929-1960*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 2003, p. 43-44, 91, 154.

²¹ Comité spécial mixte du Sénat et de la Chambre des communes enquêtant sur les droits de l'homme et les libertés fondamentales, *Procès-verbaux et témoignages* [20^e législature, 3^e session], fascicule no 1 (5/13 juin 1947)-[20^e législature, 4^e session], fascicule no 11 (21/23 juin 1948), Ottawa, Imprimeur du Roi, 1947-1948.

Bien que l'essentiel des travaux de ce comité portent sur les obligations internationales du gouvernement canadien à l'égard de l'ONU, il est également chargé d'enquêter sur les « mesures à prendre ou à recommander pour le maintien au Canada du respect et de l'observation des droits de l'homme et des libertés fondamentales »²². Dans cette perspective, le comité se penche également sur les questions constitutionnelles liées à l'adoption d'une « Déclaration des droits de l'homme en faveur du peuple canadien »²³. Circonscrites en 1947 aux fonctionnaires du ministère de la Justice et des Affaires extérieures et à certains experts en droit constitutionnel et international, les audiences du comité s'ouvrent à l'été 1948 aux organisations non gouvernementales désireuses de faire entendre leurs points de vue sur la question des droits et libertés²⁴. À l'époque, seulement six organisations présentent des mémoires au comité, soit le Congrès juif canadien, l'Association des quotidiens du Canada, l'Union des libertés civiles de Toronto, le Comité pour une Déclaration des droits de Toronto et deux délégations représentant les Témoins de Jéhovah et des organisations chinoises canadiennes²⁵.

Bien que la majorité des intervenants discutent d'enjeux de politique internationale, plusieurs profitent de cette tribune pour exposer leurs analyses d'enjeux locaux et nationaux. Des intervenants et commentateurs dénoncent ainsi les entorses aux libertés

²² Il doit aussi faire enquête sur « [l']état juridique et constitutionnel desdits droits au Canada ». Premier rapport du sous-comité du programme, jeudi 12 juin 1947, *Comité spécial mixte...*, 5 juin et 13 juin 1947, p. VII.

²³ *Comité spécial mixte...*, 23 avril 1948, p. 1-2. À l'été 1947, le comité avait invité les procureurs généraux des provinces et les directeurs des facultés de droit au Canada à « fournir des vues et des opinions sur la question de savoir si le Parlement du Canada possède le pouvoir d'adopter une loi d'ensemble sur les droits de l'homme applicables à tout le Canada. », voir : *Comité spécial mixte...*, 11 juillet 1948, p. III.

²⁴ Une lettre envoyée aux organisations de la société civile et datée du 28 mai 1948, leur demande de répondre avant le 7 juin. *Ibid.*, 10 juin 1948, p. 1.

²⁵ Il s'agit de la Société chinoise de bienfaisance de Montréal et de l'Association chinoise du Québec. D'autres groupes font également parvenir des lettres ou des résolutions au comité, notamment le Conseil national des femmes du Canada, la Confédération albertaine de l'Église-Unie du Canada et l'Association des libertés civiles du Manitoba. Pour la liste des mémoires soumis, consulter : « Rapport au Sénat », *Comité spécial mixte...*, 25 juin 1948, p. 3-4.

civiles et au droit à l'égalité perpétrées à l'échelle nationale et provinciale²⁶. Bien que le comité refuse de considérer les droits économiques et sociaux comme relevant du paradigme des droits humains, sur le plan juridico-légal²⁷, plusieurs commentateurs soulignent à l'époque la portée morale de ces « nouveaux » droits et la nécessité d'adopter des politiques publiques pour assurer leur protection. Dans son rapport, le comité discute aussi des propositions émanant d'experts et d'organisations non gouvernementales en faveur d'une « déclaration des droits sous forme d'amendement à la constitution », tout en insistant sur les défis constitutionnels d'une telle mesure²⁸.

Pour faire suite aux travaux entamés en 1947 par le comité mixte du Sénat et de la Chambre, le gouvernement de Louis Saint-Laurent met également sur pied le Comité spécial du sénat institué pour étudier les droits de l'homme et les libertés fondamentales, qui tient séance au cours des mois d'avril et de mai 1950. Ce comité a comme mandat de documenter la situation des droits humains au Canada, de faire des recommandations sur la manière dont ces droits peuvent être protégés et d'étudier un projet de charte élaboré par le sénateur Arthur W. Roebuck. Après huit séances publiques, au cours de laquelle trente-six témoins sont entendus, le Comité Roebuck dépose son rapport en juin au Sénat, dans lequel il suggère l'adoption d'une charte des droits fédérale, statutaire ou constitutionnelle²⁹. Comme nous le verrons, plusieurs entorses aux droits humains

²⁶ On dénonce notamment la « loi du cadenas » de Maurice Duplessis, la politique de déportation des Canadiens d'origine japonaise, les travaux de la Commission Kellock-Taschereau dans le cadre de l'Affaire Gouzenko, la guerre menée par Duplessis contre les Témoins de Jéhovah, le déni du droit de grève et de la liberté d'association des travailleurs et la persistance des discriminations raciales et religieuses dans les domaines de l'immigration, de l'emploi, du logement et des contrats de ventes restrictifs. Dominique Clément montre que le mouvement des droits humains d'après-guerre est marqué par la centralité des enjeux liés aux libertés civiles et par la persistance des « libertés britanniques » comme cadre discursif et normatif du paradigme des droits humains. Voir : *Human Rights in Canada : A History*, Waterloo, Wilfrid Laurier University Press, 2006, p. 68-69.

²⁷ Les membres du comité s'appuient notamment sur la distinction entre *droits* et *libertés* établie par le sous-ministre de la Justice, M.F.P. Varcoe, pour distinguer les droits positifs des libertés négatives. Consulter : « Deuxième rapport du comité de programme », *Comité spécial mixte...*, 4 juillet 1947, p. 19.

²⁸ « Rapport à la Chambre des communes », *Comité spécial mixte...*, 25 juin 1948, p. 9.

²⁹ *Journaux du Sénat du Canada*, Deuxième Session du vingt et unième parlement, 14 Georges VI, A.D. 1950, Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1951, volume XCII, no 62, mardi 27 juin 1950, p. 426-435;

perpétrées à l'échelle fédérale, mais aussi municipale et provinciale au Québec, sont alors dénoncées comme des atteintes aux principes inscrits dans la Déclaration universelle de 1948. Ce comité relance également avec force les débats juridiques, politiques et constitutionnels liés à l'adoption d'une charte des droits enchâssée dans la Constitution.

Les travaux de ces comités sont suivis de près au Québec, tant par la députation québécoise à Ottawa que par le premier ministre Duplessis, les journaux à grand tirage et des organisations de tous les secteurs de la société civile. Comme dans le reste du Canada, l'intérêt du public se tourne principalement vers les pourparlers qui se déroulent à l'Assemblée générale des Nations Unies dans le cadre de l'élaboration de la charte internationale. Au-delà des débats idéologiques, qui touchent essentiellement à des questions religieuses, la majeure partie des opinions exprimées au Québec sur les travaux de ces comités s'articulent autour des débats sur le partage des compétences fédérales-provinciales en matière de protection des droits de la personne³⁰.

3.1.4 Un « changement de paradigme » : les libertés civiles et politiques et le droit à l'égalité raciale et religieuse

Comme dans l'ensemble du Canada après la guerre, la lutte pour la préservation des libertés civiles et politiques constitue au Québec le principal cheval de bataille des militants qui se revendiquent de l'idéal universaliste des droits humains. De retour au pouvoir depuis 1944, le gouvernement de l'Union nationale, dont ils dénoncent le caractère répressif et dictatorial, détermine dans une large mesure la nature et les limites des revendications de ces militants. S'il constitue un climat peu propice à l'émergence de contestations sociales, le retour au pouvoir de l'Union nationale favorise

Délibérations du comité spécial institué pour étudier les droits de l'homme et les libertés fondamentales, fascicules 1-9, Ottawa, Imprimeur de la Reine, avril-juin 1950.

³⁰ Pour un aperçu de ces réactions, consulter : « Droits de l'homme à délimiter », *La Presse*, 14 juin 1947, p. 45; « La Charte des libertés humaines doit faire la part de Dieu », *Le Devoir*, 17 mai 1947, p. 1. « Les droits de l'homme de l'Homme dans la province de Québec », *Le Devoir*, 13 décembre 1948, p. 10.

paradoxalement l'éclosion et la convergence des luttes en matière de protection des libertés civiles et politiques. En effet, le langage des droits humains apparaît au Québec comme un outil essentiellement défensif contre les mesures liberticides des autorités provinciales.

La réactivation après la guerre de la Loi protégeant la province contre la propagande communiste (« loi du cadenas »), adoptée en mars 1937 pour renforcer les pouvoirs des autorités policières et judiciaires dans leur lutte contre la propagation du communisme, constitue le principal sujet des débats sur les libertés civiles et politiques. Celle-ci mène en effet à la remise sur pied des réseaux de militants des libertés civiles créés lors de son adoption, en 1937, principalement formés d'acteurs des mouvements de la gauche socialiste et communiste, du mouvement ouvrier international et des premiers groupes de défense des droits libertés civiles. L'engagement du Congrès canadien du travail et de leurs alliés sociodémocrates au Québec, dans l'immédiat après-guerre, s'inscrit de fait dans une tradition de militance issue du mouvement de défense des libertés civiles qui a pris naissance au début des années 1920 dans la foulée de la contestation contre la Section 98 du Code criminel, qui interdisait le Parti Communiste et donnait un pouvoir accru aux autorités pour lutter contre les activités « subversives » des syndicats et des organisations de la gauche radicale au pays. Ce mouvement s'était consolidé à la fin des années 1930 dans le cadre du combat pour faire invalider la loi du cadenas de Maurice Duplessis³¹.

³¹ Sur l'histoire des premières organisations de défense des libertés civiles et de leurs luttes contre la Section 98 du Code criminel et la loi du cadenas, voir notamment : Ross Lambertson, *Repression and Resistance...*, p. 16-67; Andrée Lévesque, *Virage à gauche interdit. Les communistes, les socialistes et leurs ennemis au Québec, 1929-1939*, Montréal, Boréal Express, 1984, p.138 et suiv.; Lucie Laurin, « Communisme et liberté d'expression au Québec : la "loi du Cadenas", 1937-1957 », dans : Robert Comeau et Bernard Dionne, *Le droit de se taire : histoire des communistes au Québec, de la Première Guerre mondiale à la Révolution tranquille*, Outremont, VLB, 1989, p. 112-133; Robert Metcalf, *The Padlock Act and the Conflict Between Ideologies in Duplessis' Quebec*, Mémoire de maîtrise (histoire), Dalhousie University, 1990, 200 p.

Les mesures antisyndicales adoptées par Duplessis de même que les violences policières commises lors des grèves après la guerre contribuent dans une large mesure à alimenter le mouvement de contestation du duplessisme et le consensus en faveur d'une plus grande protection des libertés civiles au Québec. Bien qu'elle soit appuyée par une majorité de Canadiens français et de catholiques à l'époque, la « lutte sans merci » entamée par Duplessis contre les membres des Témoins de Jéhovah favorise elle aussi l'opposition à ce régime, considéré par plusieurs comme « dictatorial », voire « fasciste ». Le renforcement des mécanismes de censure, incarné notamment par l'adoption de la Loi concernant les publications et la morale publique de 1950, qui confère des pouvoirs extraordinaires au procureur général pour soumettre à l'examen du Bureau de la censure toute publication jugée « immorale », galvanise également la lutte des militants des libertés civiles dans les années d'après-guerre au Québec³². Alors que ces politiques conservatrices alimentent l'impression d'une dégradation généralisée des libertés civiles dans le Québec de l'ère duplessiste, plusieurs acteurs de la société civile dénoncent ouvertement l'illibéralisme, le nationalisme passéiste, le cléricalisme et le conservatisme d'une société considérée comme réfractaire aux valeurs de libertés individuelles.

Comme dans le reste du Canada, l'après-guerre est également marqué par la naissance d'un mouvement de contestation du racisme et de lutte contre les discriminations raciales et religieuses. Ainsi que l'ont montré Ross Lambertson et Stephanie Bangarth, parmi d'autres, on assiste à un « changement de paradigme » et à une « transformation du discours » des militants des droits humains qui, contrairement aux militants des libertés civiles d'avant-guerre, s'intéressent de plus en plus aux enjeux touchant le droit à l'égalité des minorités ethnoculturelles³³. Plusieurs travaux ont montré le rôle central

³² Sénat du Canada, *Délibérations du comité...*, Fascicule no 3, 27 avril 1950, p. 32.

³³ Stephanie D. Bangarth, « "We are not asking you to open wide the gates for Chinese immigration": The Committee for the Repeal of the Chinese Immigration Act and Early Human Rights Activism in Canada », *Canadian Historical reviews*, vol. 84, no 4, septembre 2003, p. 1; Ross Lambertson, *Repression and Resistance...*, p.5. Voir aussi : Dominique Clément, *Canada's Rights Revolution : Social Movements and Social Change, 1937-82*, Vancouver, University of British Columbia Press, 2008, p. 17-18.

joué par le mouvement ouvrier organisé et par les représentants des minorités ethnoculturelles, en particulier issus de la communauté juive, dans la création des premiers réseaux de militants des droits humains au Canada³⁴. Cette analyse correspond dans une large mesure à l'évolution qu'a connue la société québécoise d'après-guerre. En effet, comme nous le verrons, le Congrès juif canadien, le Comité ouvrier juif et le Comité du travail contre l'intolérance de Montréal, formé de plusieurs dirigeants ouvriers issus des syndicats juifs de la métropole, sont parmi les principaux acteurs à l'origine du mouvement en faveur du droit à l'égalité raciale et religieuse dans cette province. Bien qu'une partie importante de l'intelligentsia canadienne-française d'après-guerre adhère aux droits humains et condamne le racisme et la xénophobie, le mouvement pour le droit à l'égalité raciale et religieuse s'orchestre à bien des égards, à ce moment, en périphérie des milieux francophones et catholiques du Québec. L'importance accordée par les Canadiens français à la défense de leurs droits constitutionnels, linguistiques et culturels, combinée à leur volonté de préserver les caractères bilingue, biculturel et « biracial » du Canada, sont autant d'obstacles à leur engagement dans la lutte contre les discriminations vécues par les membres des minorités ethnoculturelles au pays. Cela reste vrai jusqu'au milieu des années 1950.

3.1.5 Les droits humains, l'État-providence et la citoyenneté sociale

Au Québec et au Canada dans l'immédiat après-guerre, la protection des libertés civiles et politiques, le combat contre les discriminations raciales, religieuses et linguistiques et la lutte pour l'obtention d'une charte des droits constituent ainsi les principaux chevaux

³⁴ James W. St. G. Walker, « The "Jewish Phase" in the Movement for Racial Equality in Canada », *Canadian Ethnic Studies*, vol. 34, no 1, 2002, p. 1-29; Carmela Patrias et Ruth A. Frager, « "This Is Our Country, These Are Our Rights" : Minorities and the Origins of Ontario's Human Rights Campaigns », *Canadian Historical Review*, vol. 82, no 1, mars 2001, p. 1-35; Ross Lambertson, *Repression and Resistance*, p. 196-242; Carmela Patrias, « Socialists, Jews, and the 1947 Saskatchewan Bill of Rights », *Canadian Historical Review*, vol. 87, no 2, juin 2006, p. 265-292; Ross Lambertson, « "The Dresden Story" : Racism, Human Rights, and the Jewish Labour Committee of Canada », *Labour/Le Travail*, vol. 47, printemps 2001, p. 43-82; Irving Abella, « Presidential Address: Jews, Human Rights, and the Making of a New Canada », *Journal of the Canadian Historical Association/Revue de la société historique du Canada*, vol. 11, no 1, 2000, p. 3-15.

de bataille des individus, des groupes et des mouvements sociaux qui se revendiquent de l'idéal des droits humains. Les discours et les revendications en matière de droits humains ne se cantonnent toutefois pas aux libertés négatives, ni au principe formel du droit à l'égalité raciale et religieuse. Le fait que les droits économiques, sociaux et culturels soient largement exclus des débats sur l'adoption d'une charte fédérale ne signifie pas non plus qu'ils soient absents des discussions de l'époque sur les droits humains, comme certains chercheurs l'ont affirmé³⁵. La décennie 1940 est en effet marquée par une éclosion sans précédent des revendications en faveur des droits économiques, sociaux et culturels. Qu'elles touchent la protection du droit au travail, du droit à un niveau de vie suffisant, à la santé, à l'éducation, au logement ou à la protection sociale, ces revendications trouvent une légitimité nouvelle dans les normes de droits édictées par les Nations Unies.

Comme nous l'avons vu au chapitre précédent, les idéaux de dignité humaine, de liberté contre le besoin, de sécurité économique et de justice sociale font partie intégrante de la rhétorique des droits humains des pays alliés³⁶. Ils sont également inscrits en toutes lettres aux articles 22 à 27 de la Déclaration universelle, qui érige cette catégorie de droits au rang de droits universels, corollaires et interdépendants des droits civils et politiques. Les discours, textes et déclarations qui institutionnalisent ces « nouveaux droits humains » – pour reprendre l'expression de Hope Lewis³⁷ – constituent autant d'outils de légitimation pour les individus, groupes et mouvements sociaux impliqués dans la lutte pour la mise en place de l'État-providence et de la citoyenneté sociale après

³⁵ Dominique Clément établit toutefois avec justesse que les droits économiques, sociaux et culturels ne sont pas revendiqués par les groupes de défense des droits humains au Canada dans l'après-guerre. Dominique Clément, *Canada's Rights Revolution...* Voir aussi : Dominique Clément, « Generations and the Transformation of Social Movements in Postwar Canada », *Histoire sociale/Social history*, vol. 42, no 84, 2009, p. 361-387.

³⁶ Jean-Pierre Laviez, « Section 2. Le développement du droit international social », dans : Jean-Marc Thouvenin et Anne Trebilcock (dir.), *Le droit international social : Droits économiques, sociaux et culturels*, Bruxelles, Bruylant, 2013, 2072 p.

³⁷ Hope Lewis, « "New" Human Rights? U.S. Ambivalence Toward International Economic and Social Rights Framework », dans : Cynthia Soohoo, Catherine Albisa, et Martha F. Davis, *Bringing Human Rights Home*, Greenwood Pub Group, 2007, p. 103-144.

la guerre³⁸. Qu'elles prennent la forme de mesures assurantielles ou de prestations universelles, les mesures réclamées par ces acteurs reposent sur des principes d'égalité, d'universalité et de solidarité sociale et intergénérationnelle qui marquent une rupture fondamentale par rapport à la conception libérale classique des droits humains³⁹.

Au Québec, la réélection du gouvernement de l'Union nationale en 1944 marque un arrêt brutal des réformes enclenchées depuis 1940 par le gouvernement libéral d'Adélard Godbout. Pendant son mandat, que certains ont qualifié de « première révolution tranquille »⁴⁰, celui-ci avait adopté une série de mesures d'inspiration libérale-réformiste à l'origine de la création d'un embryon de citoyenneté sociale au Québec⁴¹. Si une large part de la population et des mouvements progressistes au Québec soutiennent dans l'après-guerre les politiques sociales du gouvernement fédéral parce qu'elles signifient un accroissement significatif du bien-être et du niveau de vie des citoyens, plusieurs s'opposent au modèle de fédéralisme unitaire et centralisateur de cet État providence-keynésien. Partagées par une large frange de l'élite conservatrice, de l'Église catholique et de l'intelligentsia nationaliste, ces critiques sont canalisées à compter de 1944 par les

³⁸ Sur ces débats, consulter : « Family Allowances, Old Age Security, and the Construction of Entitlement in the Canadian Welfare State, 1943-1951 », *The Veterans Charter and Post-World War II Canada*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 1998, p. 180; Dominique Marshall, *Aux origines sociales de l'État-providence : familles québécoises, obligation scolaire et allocations familiales, 1940-1955*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1998, 318 p.; Yves Vaillancourt, *L'évolution des politiques sociales au Québec, 1940-1960*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1988, 513 p.; Alvin Finkel, *Social Policy and Practice in Canada. A History*, Waterloo, Ontario Wilfrid Laurier University Press, 2006, p. 151-168.

³⁹ François-Xavier Merrien, *L'État-providence : « Que sais-je ? » no 3249*, Paris, Presses universitaires de France, 2007, 128 p.; Patrick Hassenteufel, « L'État-providence ou les métamorphoses de la citoyenneté », *L'Année sociologique*, (1940/1948), 1996, p. 138; Jose Harris, Christine Choaler et Bruno Palier, « Le compromis de Beveridge : contrat et citoyenneté dans la protection sociale, 1934-1948 », *Revue française de science politique*, vol. 45, no 4, aout 1995, 596 p.; Thomas H. Marshall, « Citizenship and Social Class », dans : *Citizenship and Social Classe and Other Essays*, New York, Oxford University Press, 1950, p. 46.

⁴⁰ Paul-André Linteau, « Un débat historiographique : l'entrée du Québec dans la modernité et la signification de la Révolution tranquille », dans : Yves Bélanger, Robert Comeau et Céline Métivier (dir.), *La Révolution tranquille. 40 ans plus tard : un bilan*, Montréal, VLB Éditeur, 2000, p. 24-25.

⁴¹ Notamment l'adoption de la loi sur l'obligation scolaire jusqu'à 14 ans et de la loi sur la gratuité de l'enseignement primaire, l'amendement de la Loi de l'assistance publique, la création de la commission d'étude sur l'assurance-santé, la réforme du Code du travail et les législations sur le travail des enfants.

positions autonomistes de Duplessis⁴². Perçue comme une attaque au monopole de l'Église dans le champ de l'assistance sociale, la prise en charge par l'État de certaines fonctions de solidarité est vue comme un accaparement des rôles traditionnels dévolus aux individus et aux chefs de ménage et, par extension, comme une menace à la hiérarchie familiale. Plusieurs conservateurs, catholiques ou libéraux refusent également de reconnaître la légitimité des droits sociaux, craignant que leur reconnaissance ne conduise à une déresponsabilisation individuelle et à une institutionnalisation de la charité publique⁴³.

À l'opposé, les groupes sociaux réformistes et progressistes du Québec considèrent ces mesures sociales comme une exigence morale découlant des promesses de liberté, de démocratie et de justice sociale portées par la guerre. À la conception libérale et individualiste des droits de la personne – dont la Grande Dépression et la Guerre ont prouvé la vétusté – ils opposent une compréhension nouvelle, plus sociale et plus égalitaire, des droits civiques et humains, fondée sur les valeurs de justice et de solidarité sociales. L'expérience concrète de l'État-providence fédéral, soutenue pendant la guerre par les politiques sociales du gouvernement Godbout, a généré au Québec des transformations profondes dans la culture civique et politique des parents, des fonctionnaires, des professeurs d'écoles, des travailleurs sociaux, des syndicats et de tout un ensemble de bénéficiaires et d'acteurs sociaux impliqués dans la mise en œuvre des politiques sociales. Comme l'affirme Dominique Marshall, « l'avènement d'un régime de droits universels » en matière de protection sociale est le fruit des revendications « de différents groupes sociaux engagés dans la poursuite d'intérêts fort variés »⁴⁴. Les trajectoires des groupes que nous étudions témoignent du consensus relatif qui émerge dans l'après-guerre au sujet de la promotion de certains droits sociaux, et qui se

⁴² Yves Vaillancourt, *L'évolution des politiques...*, chap. 3.

⁴³ *Ibid.*; Dominique Jean, « Les parents québécois et l'État canadien au début du programme des allocations familiales : 1944-1955 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 40, no 1, 1986, p. 73-95; Jean-Marie Fecteau, *La liberté du pauvre : crime et pauvreté au 19^e siècle québécois*. Montréal, VLB éditeur, 2004, p. 311-329.

⁴⁴ Dominique Marshall, *Aux origines sociales...*, p. 64.

consolide au milieu des années 1950 à la faveur de la montée de la contestation de l'antiétatisme de Duplessis⁴⁵. La période de reconstruction d'après-guerre apparaît ainsi comme une étape charnière dans la genèse du « mouvement social des droits sociaux⁴⁶ » qui est en partie à l'origine de la Révolution tranquille au Québec.

3.2 Les débuts de la « phase juive » dans le combat pour les droits humains au Québec

3.2.1 La guerre contre le nazisme, le consensus démocratique et la naissance de la citoyenneté canadienne

Les militants de la communauté juive ont joué un rôle crucial dans la promotion et la diffusion du discours des droits humains dans le Québec des années d'après-guerre. Au sortir du conflit mondial, le Congrès juif canadien met de l'avant les sacrifices consentis par les membres de la communauté juive et leur implication dans l'effort de guerre canadien afin de réclamer la reconnaissance de leurs droits à titre de citoyens à part entière. Au lendemain d'une guerre contre le nazisme, ses dirigeants tentent de reconduire, en temps de paix, le consensus prodémocratique et antiraciste qui était au fondement de la « guerre juste » des pays alliés. Au discours sur les sacrifices subis par la communauté juive à l'échelle mondiale correspond ainsi, sur le plan domestique, une rhétorique faisant l'apologie de l'implication de la communauté juive pour l'effort de guerre national et pour la survie du modèle libéral et démocratique canadien. Ce discours vise, d'une part, à faire reconnaître l'allégeance, la loyauté et le sentiment d'appartenance de ses membres à la nation canadienne et, d'autre part, à se positionner comme des ayant-droits pouvant à juste titre réclamer, au nom de leur sacrifice, la reconnaissance de leur statut de citoyens à part entière. Dans un contexte marqué par des prescriptions fortes à l'assimilation et à la loyauté – adressées en particulier aux

⁴⁵ *Ibid.*, p. 64-66; Yves Vaillancourt, *L'évolution des politiques...*, p. 138-142.

⁴⁶ Katharine G. Young, *Constituting Economic and Social Rights*, New York, Oxford University Press, 2012, p. 233 et suiv.

membres des minorités ethniques et religieuses – cette stratégie de démonstration d’allégeance est en même temps un moyen de négocier publiquement l’image de leur communauté, de faire valoir la « respectabilité » de leurs membres et de les présenter comme des modèles de « bonne citoyenneté »⁴⁷.

Pendant le conflit, le *Congress Bulletin* est mis à profit par le CJC pour promouvoir la mobilisation des Juifs canadiens dans l’armée et mettre en valeur leurs efforts de mobilisation, tant sur le front militaire que domestique. Dès son premier numéro, paru en janvier 1943, le *Bulletin* affirme dans un vibrant exposé la dévotion du Congrès juif, en tant que principal représentant de la communauté juive canadienne, à l’effort de « guerre totale » du Canada dans son combat contre les fascismes et le nazisme⁴⁸. Jusqu’à la fin des années 1940, on y publie également les noms de ceux qui sont morts au combat, sous une rubrique qui reprend le thème central de la propagande alliée : *They Fell for Man’s Freedom*. La section « Jews in Uniform » présente les biographies des plus valeureux soldats de la communauté, tandis que jusqu’en 1947 des encadrés publicitaires intitulés « Jewish War Heroes » parsèment les pages du journal, aux côtés des biographies de soldats ayant reçu des médailles de bravoure ou s’étant distingués par leurs exploits militaires⁴⁹.

Dans l’immédiat après-guerre, les dirigeants du CJC mettent souvent de l’avant le rôle joué par son Comité pour l’effort de guerre dans la coordination des efforts patriotiques des Juifs canadiens de même que la contribution de son *Servicemen’s Centre* en matière

⁴⁷ Ces notions renvoient au concept de « respectabilité ethnique » défini par l’historien Bruno Ramirez comme le processus par lequel les « agents de négociation » des minorités ethnoculturelles cherchent à se distancier des préjugés associés à leur communauté, en insistant sur des traits considérés comme respectables par la majorité. Bruno Ramirez, *Les Italiens au Canada*, Ottawa, Société historique du Canada, 1989, p. 16 et suiv. Voir également : Aya Fujiwara, *Ethnic Elites and Canadian Identity: Japanese, Ukrainians, and Scots, 1919-1971*, Winnipeg, University of Manitoba Press, 2012, chap. 3.

⁴⁸ « Congress Is Mindful of its Duty As Canadian Institution in Wartime », *CB*, janvier 1943.

⁴⁹ C’est également à cette époque que le CJC publie la bande dessinée *Jewish War Heroes*, qui met en valeur, en langage populaire et vulgarisé, l’implication des Juifs canadiens sur les fronts militaires et domestiques. ZA 1946 – 10/165.

de recrutement militaire des hommes de cette communauté⁵⁰. La section féminine du Comité pour l'effort de guerre est également érigée comme modèle pour mettre en valeur les vertus patriotiques de femmes juives, dont l'idéal de sacrifice et de don de soi a été nécessaire à la victoire contre le nazisme⁵¹. Cette rhétorique de l'effort de guerre fait partie intégrante de la stratégie de relations publiques mise en place par le CJC après la guerre pour lutter contre l'antisémitisme, le racisme et les discriminations. Elle sert à la fois à démontrer l'allégeance des Juifs aux idéaux de liberté, de démocratie et de droits humains des Alliés et à inscrire leur combat contre le racisme et l'antisémitisme dans le prolongement de la guerre du Canada contre les dictatures, en particulier le régime nazi.

Les dirigeants du CJC tentent de reconduire, en temps de paix, le combat idéologique contre Hitler et le nazisme. Pendant les années de conflit, ils avaient dénoncé plusieurs actes antisémites au Canada comme des manifestations locales de l'idéologie nazie qui à leurs yeux menaçaient la sécurité nationale, déshonoraient les sacrifices des soldats et portaient atteinte aux idéaux défendus par les pays alliés⁵². La décision de reconduire cette stratégie après la guerre est explicitement définie en décembre 1945 par le Comité des relations publiques (JPRC) de la région de l'Est (qui s'occupe de la province de Québec et, dans une moindre mesure, de la région des Maritimes). Ainsi, le CJC doit continuer, estime-t-on, à inscrire sa lutte contre l'antisémitisme dans le cadre idéologique et discursif de la guerre contre le nazisme : « The principal theory that is to

⁵⁰ Le but du War Effort Committee était notamment : « to encourage and guide Jewish organizations and individuals towards taking the most active part in all patriotic and war-work projects », dans : « The Decisive Years », *CB*, mars 1961, p. 4-5.

⁵¹ La valorisation de l'effort de guerre juif est hautement genrée : la figure masculine est principalement associée aux exploits militaires et celle des femmes aux vertus attachées à la domesticité. « "Women and Victory" Told in Pamphlet », *CB*, mai 1943, p. 5; « Women's Work is Important in National Congress Program », *CB*, janvier 1945, p. 4.

⁵² Les figures d'Hitler et du nazisme sont notamment utilisées dans le cas d'un incident où un jeune athlète juif, Moe Herscovitch, est agressé par une bande de jeunes hommes de même qu'à la suite d'un incident antisémite à la Synagogue de Québec, le 21 mai 1944. Voir : « All Canadians Deeply Aroused Over Quebec City Anti-Semitism », *CB*, août 1944, p. 6-7; « Rising Quebec Antisemitism Stirs Canadians Everywhere. Strong Congress Action Results In Prosecutions in Plage Laval », *CB*, septembre 1943; H.M. Caiserman, « Official Statement », *CB*, août 1943.

be concentrated on would be that anti-Semitic propaganda is pro-Nazi propaganda. [...] The logical deduction would therefore be that an anti-Semite is a pro-German and therefore an enemy of the Empire.⁵³ » Cette volonté de reconduire ce que le Rabbin Abraham L. Feinberg de Toronto appelle une *guerre sur le front intérieur* (« home-front war ») est étroitement liée à l'expérience de la guerre, qui a démontré que la survie des Juifs dépend de la préservation des principes libéraux et du régime démocratique⁵⁴.

Cette stratégie est également motivée par les craintes de voir se volatiliser, en même temps que « l'idéologie de l'ennemi commun⁵⁵ », les mécanismes de contrôle et de régulation mis en place par l'État fédéral pendant la guerre au nom de la « préoccupation commune de la menace fasciste⁵⁶ ». En effet, en vertu de la Loi sur les mesures de guerre et des Règlements concernant la défense du Canada, le gouvernement fédéral avait adopté une série de décrets et de règlements prévoyant l'internement des leaders nazis et fascistes, la censure de leurs journaux et l'interdiction des pratiques discriminatoires à l'endroit des minorités ethniques et religieuses dans le domaine de l'emploi⁵⁷. En plus de diminuer concrètement l'antisémitisme, ces mesures inscrivaient dans les statuts et les mentalités l'idée que celui-ci était par définition une manifestation antipatriotique. Ainsi, lorsque le gouvernement de Mackenzie King abolit graduellement

⁵³ Archives CJCCC, ZA 1946 - 5/80, CJC-YEAR, *Minutes of Meeting of JPRC, Eastern*.

⁵⁴ ZA 1947 - 3/19, Rabbi Abraham L. Feinberg, « *Public Relations - Some Basic Principles* », *Address delivered at Plenary Session of CJC, Montréal*, 2 juin 1947, p. 2. Au congrès annuel de 1947, le responsable du JPRC-région de l'Ouest, A. Zimmerman, affirme : « To the extent to which democracy is incomplete Jewish life remains insecure and threatened ». ZA 1947 - 9/104, « *Public Relations Policy* », *Address delivered by A. Zimmerman to the Western Region JPRC*, 8 juin 1947, p. 2.

⁵⁵ « Anti-Semitism in Canada : a Survey », *CB*, juillet 1949, p. 15-22.

⁵⁶ « Relations with French Canada », *CB*, octobre 1951, p. 6.

⁵⁷ Le Bureau du Service sélectif national avait également adopté, à la suite de pressions exercées par le CJC auprès de son directeur Elliot M. Little, le tout premier règlement interdisant les pratiques discriminatoires en emploi dans les industries faisant affaire avec ce service. Selon le CJC, ce règlement a eu une « influence profonde sur la philosophie légale de la nation ». « Congress Acts Brought Ban On Discrimination in Jobs », *CB*, janvier 1943, p. 2; « Canada Cracks Down On Racial Discrimination In War Industries », *CB*, janvier 1943, p. 2; Carmela Patrias, *Jobs and Justice: Fighting Discrimination in Wartime Canada, 1939-1945*, Toronto, University of Toronto Press, 2012, 249 p.; Claude Beauregard, *Guerre et censure au Canada, 1939-1945*, Sillery, Les éditions du Septentrion, 1998, p. 51, note 85.

ces mesures d'urgence, la direction du Congrès juif craint que, « sous le couvert de la liberté de presse », on assiste à un « renouveau de l'incitation à la haine contre les Juifs »⁵⁸. En août 1945, Saul Hayes lance ainsi cet avertissement à ses collègues du JPRC : « The war time controls are no longer our protector.⁵⁹ » Alors que pour les membres des minorités considérés comme ressortissants de pays ennemis ces mesures sont synonymes d'atteintes brutales à leurs libertés fondamentales, elles sont donc perçues par le CJC comme des mesures protectrices, qu'il convient de prolonger en temps de paix⁶⁰.

Malgré la mise de côté de ces mécanismes de contrôle, la fin du conflit mondial est considérée comme favorable à l'établissement d'alliances nouvelles dans le domaine de la lutte contre l'intolérance raciale et religieuse. Les dirigeants du CJC évaluent que la défaite du nazisme et la découverte de l'holocauste ont contribué à un « changement radical » de l'opinion publique canadienne en matière de racisme, d'antisémitisme et de droits des minorités⁶¹. En plus de mettre en cause le mythe de la déloyauté des Juifs, la guerre a exposé avec force le « paradoxe de l'existence de l'antisémitisme » à un

⁵⁸ Comme l'affirme le président du JPRC-Région de l'Est, Joseph H Fine, en 1947 : « Wartime legislation forbidding the dissemination of subversive, anti-democratic, anti-Canadian propaganda, has lapsed. Under cover and guise of liberty of speech, hate-mongering against minorities and particularly against our people is beginning again to rear its ugly head. », dans : « The Principles of Public Relations Work in Canada, by Joseph H. Fine », *CB*, août 1947, p. 13.

⁵⁹ Cette lettre fait suite à la décision du 17 août 1945 de révoquer plusieurs sections des RCDC, notamment celles sur les exigences de loyauté à l'Empire, la publication et l'impression de matériel antipatriotique, la communication avec les agents de l'ennemi et les règles sur la censure en temps de guerre. ZA 1945 - 2/28, « *Public Relations* », *Memorandum de Saul Hayes au NJPRC*, 20 août 1945.

⁶⁰ « The Impact of the Canadian Jewish Congress on : Equal Rights for Canadian », *CB*, octobre 1951, p. 7-8-9.

⁶¹ « Shall we cat down a little? Can We Relax After The War? », *CB*, octobre 1944, p. 4. Des sondages commandités par le CJC dans l'après-guerre attestent de ce changement de mentalité : « Canadians Oppose Discrimination », *CB*, mars 1946, p. 4; « La majorité est opposée au contrat restrictif », *Rapports ouvriers canadiens*, septembre 1949, p. 5; ZA 1949 - 3/27, « 86 per cent in Canada Oppose Discrimination Against Jews », 10 janvier 1948; « Anti-Semitism in Canada: a Survey », *CB*, juillet 1949, p. 15-22.

moment où la nation est engagée dans un combat contre le fascisme et que les Juifs se trouvent « totalement immergés » dans l'effort de guerre⁶².

Pour les leaders du Congrès juif canadien, la guerre contre les dictatures fascistes et nazie a également contribué à donner une « signification revitalisée, une nouvelle intensité » à l'idéal démocratique au Canada⁶³. Le processus de redéfinition de la citoyenneté et de l'identité nationale canadiennes du milieu des années 1940 est également considéré comme propice à l'éclosion d'une nouvelle conception, plus égalitariste et plus inclusive, de la citoyenneté et du modèle d'intégration des minorités ethnoculturelles. Dès la fin du conflit mondial, les dirigeants du Congrès expriment sur toutes les tribunes leur adhésion au nouvel idéal canadianiste promu une partie importante de la classe moyenne et de l'élite culturelle et intellectuelle angloprotestante d'après-guerre. Affirmant que le « riche canadianisme » est un héritage précieux à conserver, Saul Hayes lance cet appel à ses membres lors de l'assemblée plénière de 1947 : « We must take our part as one of the cultural and ethnic entities towards the evolution of vibrant, proud Canadianism.⁶⁴ » Le mémoire soumis en 1949 par le Congrès juif canadien à la Commission Massey sur l'avancement des arts, des lettres et des sciences est également l'occasion de faire valoir publiquement l'adhésion des Juifs à ce « vibrant and meaningfull Canadianism »⁶⁵. La démonstration publique de leur allégeance, à la fois idéologique et identitaire, au « canadianisme » et à l'idéal démocratique qu'il incarne est également une manière de renégocier la place de leur communauté à l'intérieur de ce qu'ils appellent déjà, en 1945, la « mosaïque

⁶² « The Impact of the Canadian Jewish Congress on: Antisemitism in Canada, in Report of the National Executive Director. 9th Plenary Session, Montréal, Oct. 27-29 », *CB*, octobre 1951, p. 6. Voir également : « Fighting Anti-Semitism », *CB*, mars 1944, p. 8.

⁶³ « The President's Address... », *CB*, février 1945, p. 3-4; ZA 1947 - 9/110, *Draft of an adress by J.H. Cohen (Rapport président JPRC-Eastern, 1947)*, 1947.

⁶⁴ « Address by Saul Hayes, National Executive Director », *CB*, août 1947, p. 5-8.

⁶⁵ Le mémoire débute en affirmant : « One of the truly important issues of the country is the search for the formula which will vouchsafe the creation of a vibrant and meaningfull Canadianism » ACJC, Séries G, *Submission to The Royal Commission on National Development in the Arts, Letters and Sciences by the Canadian Jewish Congress*, 14 Novembre 1949, p. 1.

canadienne » – reprenant ainsi l'expression popularisée par l'écrivain John Murray Gibbon dans son livre éponyme de 1938⁶⁶.

Les pourparlers entamés à la fin de l'année 1945 au sujet de l'adoption de la Loi sur la citoyenneté canadienne sont l'occasion pour les représentants du CJC d'exposer publiquement leur conception pluraliste et démocratique de la citoyenneté et de l'identité nationale canadiennes. Les membres du CJC affirment en effet haut et fort leur adhésion au « nouvel enthousiasme canadien » qui est à l'origine de cette loi⁶⁷. S'appuyant sur le paradigme de l'intégration et sur le rejet de l'assimilationnisme, le modèle d'intégration proposé par le CJC met l'accent sur la préservation de l'« intégrité ethnique et culturelle » des minorités et sur les valeurs et les « buts communs » partagés par l'ensemble des citoyens qui composent la communauté nationale⁶⁸.

Comme plusieurs militants démocrates à l'époque, ceux du CJC militent également pour la reconnaissance d'une conception civique de la nation, fondée autour d'un principe unificateur de citoyenneté basée sur l'extension des droits et des libertés accordées à tous ses membres sans égard à leur race, leur origine, leur langue ou leur religion⁶⁹. C'est pourquoi ses dirigeants suivent de près, sans toutefois prendre de position formelle, les débats sur l'inclusion d'une « codification des droits associés à la citoyenneté canadienne »⁷⁰. C'est d'ailleurs à la suite du refus par le gouvernement libéral d'adopter l'amendement présenté en ce sens par le député conservateur John Diefenbaker que le Congrès juif soulève pour la première fois publiquement, dans les

⁶⁶ L'expression « Canadian mosaic » est utilisée dès 1945 par le président Bronfman. « The President's Address... », *CB*, février 1945, p. 3-4.

⁶⁷ « New Enthusiasm for Canadianism Has Many Roots », *CB*, mai 1946, p. 2.

⁶⁸ « The Principles of Public Relations Work in Canada, by Joseph H. Fine », *CB*, août 1947, p. 13-16; Saul Hayes, « Symposium - #1, On the Nature of the Community », *CB*, décembre 1953, p. 8.

⁶⁹ « The Principles of Public Relations... », p. 15.

⁷⁰ « Action By The Law », *CB*, 30 mai 1947, p. 26-27.

pages du *Congress Bulletin*, l'idée d'une charte des droits enchâssée dans la Constitution canadienne⁷¹.

3.2.2 Canadianisme et démocratie : les alliances du CJC

Dans ce contexte de redéfinition des frontières civiques et identitaires de la nation, les dirigeants du Congrès juif canadien au Québec cherchent à établir des alliances avec les principaux organismes publics et privés qui militent en faveur d'une conception plus démocratique et plus inclusive de la citoyenneté canadienne. Cette stratégie de réseautage est d'autant plus nécessaire, estime-t-on, que la faiblesse numérique et le manque de ressources de la minorité juive canadienne rendent inefficace la politique habituelle de cet organisme qui consiste à militer uniquement pour la défense des droits des Juifs. Comme l'affirme le Rabbin Abraham L. Feinberg du JPRC-national, cette stratégie se distingue en grande partie de celle développée par la communauté juive aux États-Unis, qui bénéficie d'un important pouvoir démographique, économique et politique⁷². En tant que partie intégrante de cette vaste nébuleuse d'acteurs sociaux que Ryan Edwardsons appelle les « nation-builders » et les « canadianizers », le CJC cherche à promouvoir les thèmes de l'intégration des immigrants, du dialogique interculturel, des droits humains et de la lutte contre le racisme, les préjugés et les discriminations⁷³.

À l'intérieur des principaux réseaux établis par le CJC au Québec, on retrouve plusieurs organismes publics et privés auxquels le gouvernement fédéral a confié, pendant et après la guerre, une mission d'éducation civique et de promotion de l'unité nationale. En cooptant ses représentants dans leurs instances décisionnelles, en établissement des contacts personnels avec leurs dirigeants ou en participant à la programmation de leurs activités, les membres du CJC à Montréal développent des liens étroits avec la Société

⁷¹ « Editorial Page – "I Am A Canadian" », *CB*, juillet 1946, p. 6.

⁷² ZA 1949 - 5/59, « *Some Basic Concepts of a Jewish Public Relations Program* », 1949, p. 7.

⁷³ Ryan Edwardsons, *Canadian Content: Culture and the Quest for Nationhood*, Toronto, University of Toronto Press, 2008, 360 p.

Radio-Canada (SRC), l'Office national du film (ONF), le Service de la citoyenneté du secrétariat d'État, le Conseil canadien du civisme (CCC), de même qu'avec la Canadian Association for Adult Education (CAAE) et la Société canadienne d'éducation postsecondaire (SCEP)⁷⁴. Le CJC prend également une part active dans la création du Comité des relations culturelles au Canada (CRCC), un organisme d'éducation civique, dirigé par Claude Ryan, formé conjointement par la CAAE et la SCEP et dont la mission est d'« améliorer les relations inter-groupes au Canada et [de] diminuer toute trace d'injustice envers l'un ou l'autre groupe partout où il [sic] existe. »⁷⁵.

Grâce à leurs liens avec ces acteurs du monde de l'éducation civique et populaire, les membres du Congrès juif canadien participent périodiquement à des conférences, des séminaires, des causeries et des ateliers portant sur différents thèmes relatifs aux « relations humaines » à Montréal⁷⁶. Ces activités sont chaque fois l'occasion pour ces représentants de la communauté juive d'approfondir et de renforcer leurs relations avec d'autres acteurs de la société québécoise, issus en particulier des milieux anglophones de la métropole. De même, avec d'autres groupements religieux, communautaires, associatifs, ethniques et ouvriers, majoritairement anglophones, le Congrès organise des ateliers, des conférences et des projections cinématographiques où sont discutés divers thèmes liés aux droits des minorités ethnoculturelles, dont ceux de l'unité canadienne, de

⁷⁴ Sur la SCEP, voir : Mélanie Chabot, « À la découverte de l'"Autre" : le mouvement de l'éducation des adultes au Québec et les questions des relations interculturelles (1945-1960) », dans : Jean-Michel Lacroix et Paul-André Linteau (dir.), *Vers la construction d'une citoyenneté canadienne*, Paris, Presses Sorbonne Nouvelle, 2006, p. 171-186. Sur le rôle du CCC et du Conseil canadien du civisme, voir notamment : Reva Joshee et Lauri Johnson, *Multicultural Education Policies in Canada and the United States*, Vancouver, University of British Columbia Press, 2011, p. 21 et suiv. Pour l'ONF et Radio-Canada, voir Ryan Edwardson, *Canadian Content...*, p. 59-69.

⁷⁵ Saul Hayes et Manfred Saalheimer du CJC sont membres actifs de ce comité dirigé par Claude Ryan. Sur la création de ce comité, voir également : « Report of National Director to 8th Plenary Session, Toronto, Canada, Oct. 22 '49 », *CB*, 22 octobre 1949, p. 21; ZA-S 1946 5/79, *Summary of Activities of the National Joint Public Relations Committee of the Canadian Jewish Congress and the B'nai B'rith*, 1948, p. 27-28; Rubby Kidd, *Adult Education in Canada*, Toronto, Garden City Press, 1950, p. 83.

⁷⁶ « Congress Participates in Citizenship Talks », *CB*, juillet 1949, p. 23; Archives CJCCC, ZA 1945 - 2/33, *Hayes au NJPRC, s.t.*, 20 janvier 1946; ZA 1948 - 4/53, *Report of the National Conference on the Citizenship Problems of the New Immigrants*, 23 janvier 1948; ZA 1948 - 1/24, *Citizens' Forums of Quebec - Report Form*, 17 mars 1948.

la politique d'immigration fédérale, des problèmes d'intégration des immigrants, du rôle des éducateurs dans la lutte contre les préjugés, de la pertinence des lois antidiscrimination et d'une charte des droits au Canada⁷⁷. Grâce à l'implication de ses membres à l'Institut canadien du film, à la Canadian Association for Adult Education, à la Société canadienne d'enseignement postsecondaire et à l'Office national du film, le Congrès juif canadien met également sur pied un important service de distribution et de projection de films traitant des « relations humaines ». Pour plusieurs importés des États-Unis par l'intermédiaire des réseaux du CJC à New-York⁷⁸, ces films sont de puissants instruments d'éducation à la tolérance raciale et religieuse. Le JPRC considère d'ailleurs l'éducation par le film comme « [o]ne of the lesser-known though perhaps more far-reaching programmes of the Canadian Jewish Congress... »⁷⁹.

L'étendue et la force des réseaux d'alliances tissés par le Congrès juif au Québec avec ces groupes spécialisés dans l'éducation civique et les relations interculturelles sont largement structurées par les lignes de démarcation ethniques, confessionnelles et linguistiques qui traversent la province, et en particulier sa métropole. Les activités organisées par le CJC, ou celles auxquelles participent ses représentants, restent principalement cantonnées aux milieux juifs et anglophones. Contrairement à leurs homologues des autres provinces, les membres de la permanence du CJC et du JPRC-région de l'Est développent peu de relations à l'époque avec des représentants d'autres

⁷⁷ ANC. Fonds JLCC, MG28 V75 34 4, *CTCIR, Communiqué*, 29 novembre 1949; « Report of National Director to 8th Plenary Session, Toronto, Canada, Oct. 22 '49 », *CB*, 22 octobre 1949, p. 17. Voir également les émissions : « Probing our Prejudices », « Should we have a Fair Employment Practices Legislation for Canada? » et « Should we have a Bill of Rights in Canada? » organisées en 1946 dans le cadre des « Citizens' Forum ». Voir : Dr. Manfred Saalheimer, « Prejudice and Canadian Unity », *Information and Comment*, no 3, juillet 1946; « Report of National Director to 8th Plenary Session... », *CB*, 22 octobre 1949, p. 17.

⁷⁸ Parmi ces principaux films, on retrouve : *Brotherhood of Man, The High Wall, The House I Live In, No Easy Answer, One God, Peoples of Canada, Your Neighbour Celebrates, Our Town is The World, Heritage, Can We Immunize Against Racial Prejudice, Boundary Lines, Don't Be a Sucker*. Voir : ANC. Fonds JLCC, MG28 V75 34 - 14, National Joint Public Relations Committee, Canadian Jewish Congress and B'Nai Brith, *Some of the Human Relations Films Available From the Film Library of the Canadian Jewish Congress* février 1955, 2 p.; « Know Your Congress, Distribution of Human Rights Films », *CB*, décembre 1955, p. 2.

⁷⁹ « Know Your Congress, Distribution of Human Rights Films », *CB*, décembre 1955, p. 2.

communautés ethnoculturelles⁸⁰. Plus important encore, ils rencontrent des difficultés structurelles à établir des contacts avec des organisations francophones et catholiques⁸¹.

Cette problématique s'explique en grande partie par les obstacles rencontrés par les organisations nationales et provinciales d'éducation civique dans leurs tentatives de pénétrer les milieux francophones au Québec. Bien que l'un des objectifs principaux de la de la Société canadienne d'éducation des adultes et du Comité des relations culturelles au Canada soit de promouvoir la collaboration entre anglophones et francophones, le « problème de la participation canadienne-française » reste un souci constant pour leurs dirigeants qui, jusqu'au milieu des années 1950⁸², se heurtent à la méfiance de plusieurs francophones. La Société Radio-Canada elle-même est perçue par une partie de l'intelligentsia nationaliste et francophone d'après-guerre comme un instrument de « propagande gouvernementale » fédérale⁸³. Par ailleurs, malgré la création du Conseil français du film en 1951, l'ONF produit et distribue très peu de films français traitant des relations interculturelles. Ainsi, avant 1952, le service de projection du CJC ne propose qu'un seul court-métrage en français sur la question du racisme⁸⁴. Les difficultés rencontrées par les agents de liaison francophones du Service de la

⁸⁰ Le camp de jour organisé avec des jeunes du Negro Community Center en 1951 fait figure d'exception : « An Unkwown Word », CB, septembre 1951, p. 23.

⁸¹ ZA 1946 - 6/100-A, « *Prejudice and Canadian Unity* », bulletin du CJC Committee on Social & Economic Studies, Information and Comment; Mélanie Chabot, *L'institut canadien d'éducation des adultes, pôle rassembleur des mouvements d'éducation populaire au Québec (1946-1960)*, Montréal, Université du Québec à Montréal, 2004, 143 p.

⁸² Ainsi en septembre 1951, la SCEP tient une réunion spéciale pour traiter du problème de participation des Canadiens français à ses activités. ANC. Fonds JLCC, MG28 V75 - 34/6, *Romain Desbois à J.-V. Morin*, 16 novembre 1951, p.1.

⁸³ Pendant la seconde crise de la conscription, Radio-Canada est qualifiée par les partisans du NON comme une « institution qui [dépend] d'Ottawa et qui se [comporte] comme une officine de la propagande gouvernementale », André Laurendeau, cité dans Alain Canuel, « La censure en temps de guerre : Radio-Canada et le plébiscite de 1942 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 52, no 2, 1998, p. 4.

⁸⁴ Il s'agit de *La Famille des hommes*, traduction française du film anglais *Man, One Family*, d'Ivor Montagu (1946). Sur le contenu, l'histoire et la portée éducative de ce film pionnier qui propose de déconstruire les théories sur la supériorité raciale, consulter : Toby Haggith et Joanna Newman, *Holocaust and the Moving Image: Representations in Film and Television Since 1933*, Londres, Wallflower Press, 2005, p. 112-113.

citoyenneté canadienne et par la direction des services français du Conseil canadien du civisme expliquent également pourquoi le CJC dispose de très peu de moyens pour mener son travail d'éducation interculturelle auprès des Canadiens français⁸⁵.

La volonté du CJC d'approfondir ses liens avec des organisations francophones et catholiques au Québec constitue toutefois l'un des plus importants aspects du programme de relations publiques qu'il met en place après la guerre. Dès 1946, le JPRC-région de l'est met ainsi sur pied un sous-comité chargé de développer des stratégies pour rejoindre des francophones susceptibles de devenir des alliés dans leur lutte contre le racisme⁸⁶. Bien qu'il s'inspire des approches et du matériel élaboré par des organisations juives aux États-Unis, le programme de relations publiques développé au Québec apparaît tout à fait singulier dans l'ensemble de l'Amérique du Nord, voire du monde atlantique. Si ses responsables tentent de tirer profit d'expériences menées en France et en Algérie⁸⁷, ils doivent aussi faire œuvre de pionniers dans le domaine du travail auprès des Catholiques francophones. Comme l'affirme Saul Hayes en 1948 : « To my knowledge, no other Jewish group in the world is conducting a planned program in this field and our work has attracted attention in the United States and overseas.⁸⁸ »

⁸⁵ Dans son mémoire à la Commission Tremblay, en 1954, la Société d'assistance aux immigrants propose la création d'un « Conseil canadien-français ou québécois du civisme » pour remplacer le CCC « dont le caractère est systématiquement et exclusivement anglais ». *Mémoire de la Société d'Assistance aux Immigrants à la Commission Tremblay*, retranscrit en entier dans : *L'Action nationale*, mai 1954, p. 441-490.

⁸⁶ Dans les premières années, les principaux du comité sont Samuel D. Cohen, le Rabbin Solomon Frank, David Rome, Samuel Levine et Moses H. Myerson. Voir dossier « Public Relations - sub-committee on French », ZA 1949 - 5/52.

⁸⁷ ZA 1947 - 8/88, S.D. Cohen, *Report for Dominion Council meeting, Eastern Division, on work of committee on French-Canadian groups*, 4 décembre 1947, p. 1.

⁸⁸ ZA 1948 - 6/81, *Memo de S. Hayes au NJPRC* : « *Work Among the Roman Catholics* », 9 avril 1948, p. 1. Dans son rapport annuel de 1948, le JPRC affirme également que ce travail est « unique dans le monde entier ». ZA-S 1946 5/79, *Summary of Activities of the National Joint Public Relations Committee of the Canadian Jewish Congress and the B'nai B'rith*, 1948, sect. 7c.

La présence accrue de ceux qu'ils appellent les « catholiques libéraux » au Québec – en particulier ceux qui sont inspirés de la pensée du philosophe Jacques Maritain⁸⁹ – persuadent pendant un temps les membres du JPRC de mettre sur pied un « comité contre la discrimination raciale » composé exclusivement de Canadiens français. Parrainé par Robert Charbonneau et Claude Hurtubise de la revue *La Nouvelle Relève* et des Éditions de l'Arbre, ce comité serait composé de membres de l'intelligentsia intellectuelle, littéraire, juridique ou politique des milieux sociodémocrates et libéraux réformistes de l'époque, dont Jean Lemoyne, Roger Ouimet, Pierre Dansereau, Robert Elie, Jacques Perrault et Thérèse Casgrain⁹⁰. Claude Ryan, alors secrétaire national de l'Action catholique canadienne, est également pressenti comme un allié dans ce projet, qui ne verra jamais le jour⁹¹.

Comme nous le verrons plus loin, c'est le Comité du travail contre l'intolérance de Montréal qui assume en grande partie, au cours de ces années, la mission de lutte contre le racisme dans le mouvement ouvrier. Le CJC se concentre pour sa part sur l'approfondissement des dialogues œcuménique et interculturel. À la fin de l'année 1947, il crée le Cercle juif de langue française, dont la mission est d'approfondir les échanges culturels entre les Juifs et les membres l'intelligentsia canadienne-française⁹². Au même moment, il entame des pourparlers avec l'archevêché de Montréal et le Révérend Richard D. Jones, qui déboucheront sur la création, en 1953, de la branche québécoise du Conseil canadien des chrétiens et des Juifs. Définie comme apolitique,

⁸⁹ ZA 1947 - 9/110, *Staff à JPRC*, « *Re Work in French-Canadian Field* », 23 février 1947.

⁹⁰ ZA 1947 - 9/110, D. Rome à J.H. Fine, « *Comittee of French-Canadians against Racial Discrimination* », 20 mai 1947.

⁹¹ ZA 1947 - 9/110, *Minutes of meeting of Sub-Committee on Public Relations Work Among French-Canadians, Montréal*, 15 décembre 1947, p. 1; ZA 1947 - 8/88, S.D. Cohen, *Report for Dominion Council meeting, Eastern Division, on work of committee on French-Canadian groups*, 4 décembre 1947, p. 2. Membre du CRCC et du CCC, Claude Ryan collabore aussi activement avec le CTCIR dans l'après-guerre. Sur la pensée de Ryan sur le fédéralisme et les relations entre groupes, consulter : Michael Gauvreau, « Catholicisme, nationalisme et fédéralisme dans la pensée de Claude Ryan », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 62, no 3, 2009, p. 429-472.

⁹² Philippe Croteau, *Les relations entre les Juifs de langue française et les Canadiens français selon le Bulletin du Cercle juif, 1954-1968*, mémoire de maîtrise (histoire), Université de Montréal, 2000, 162 p.

cette « organisation à caractère strictement éducatif [...] cherche à assurer aux hommes de toutes les nations, de toutes les races et de toutes les religions le même respect et les mêmes droits dont chaque être humain aspire à jouir.⁹³ »

Dès le début de l'année 1947, le sous-comité du JPRC chargé des relations avec les Canadiens français établit également des contacts avec les responsables de la Commission des œuvres d'apostolat auprès des non-catholiques du diocèse de Montréal. Mise sur pied en 1946 par l'archevêque de Montréal, M^{gr} Joseph Charbonneau, cette commission est vouée au dialogue œcuménique et à la conversion des non-catholiques du diocèse de Montréal. Le Père Ronald Charest, M^{gr} Henri Jeannotte et le R.P. Stéphane Valiquette ont la charge de la section qui travaille avec la communauté de confession mosaïque⁹⁴.

Dans leurs rapports avec les catholiques et les membres du clergé, les responsables du CJC délaissent dans une large mesure le langage des droits de l'homme, trop étroitement associé à la tradition libérale, pour embrasser un argumentaire essentiellement moral fondé sur les grands principes de l'universalisme chrétien et sur les « intérêts communs » des Juifs et des catholiques « dans les domaines de la moralité, de l'idéalisme, de la loi et l'ordre »⁹⁵. Aussi, plutôt que de chercher l'appui de l'Église catholique en faveur de lois interdisant les discours racistes et les pratiques discriminatoires, le CJC demande périodiquement à ses représentants de condamner l'antisémitisme au nom de la préservation de la morale, de l'ordre social et de l'harmonie entre les groupes. L'appui de M^{gr} Charbonneau à l'admission d'un « nombre

⁹³ Service des archives et de gestion des documents de l'Université du Québec à Montréal [ci-après AUQÀM], 85 P - Fonds de la FUIQ, 800:02/9, *Le Conseil Canadien des Chrétiens et des Juifs*, s.d. [1953?]. Contrairement à sa vocation d'origine, le CCCJ deviendra l'un des groupes de pression les plus influents du mouvement de lutte pour l'obtention de lois antidiscrimination à la fin des années 1950. ZA 1963 1/13, *Lettre de Jean Beetz, Claude Ryan, Gérard Pelletier et al. à The Hon. Jean M. Lesage (Prime Minister)*, 22 septembre 1961.

⁹⁴ « Pour convertir les non-catholiques », *Le Devoir*, 9 février 1946. Voir Pierre Anctil, *Tur Malka : flâneries sur les cimes de l'histoire juive montréalaise*, Sillery, Septentrion, 1997, p. 126.

⁹⁵ ZA 1945 - 2/19, *Minutes of Meeting of JPRC, Eastern region*, 23 janvier 1947.

raisonnable » de personnes juives déplacées d'Europe après la guerre, la condamnation par l'archevêché montréalais du journal nazi *Le Goglu* en 1947, puis celle des propos antisémites prononcés en chambre par le ministre de l'agriculture Laurent Barré en 1948, constituent les réussites les plus immédiates et les plus significatives de cette stratégie qui concerne spécifiquement les Canadiens français⁹⁶.

3.2.3 L'Évangile face aux droits de l'homme : les lois antidiscrimination et la « diplomatie tranquille » au Québec

Dans ses rapports avec les autorités civiles et politiques de la province, le Congrès juif canadien utilise également une approche diplomatique qui consiste à réclamer la condamnation publique de manifestations d'antisémitisme. Contrairement aux stratégies développées par l'exécutif national auprès du fédéral et par leurs homologues des autres régions auprès des législatures provinciales, les dirigeants du CJC au Québec ne font aucune réclamation formelle en faveur d'une charte ou de lois antidiscrimination auprès du gouvernement québécois. Plusieurs membres du Congrès juif à Montréal considèrent en effet qu'une telle campagne, dans le contexte social, culturel et politique du Québec, peut s'avérer contre-productive en regard des intérêts des Juifs de cette province⁹⁷.

Les premières revendications adressées au gouvernement Duplessis en faveur d'une charte et de lois antidiscrimination proviennent des organisations ouvrières affiliées au

⁹⁶ « The Goglu Suspends Publication », *CB*, avril 1947, p. 11; « Report of National Director to 8th Plenary Session, Toronto, Canada, Oct. 22 "49" », *CB*, 22 octobre 1949, p. 17; « Church Condemns Barre », *CB*, avril 1948; Saul Hayes, « Barre Incident Highlights Antisemitism in Quebec », *The Canadian Jewish Chronicle*, 7 mai 1948, p. 12.

⁹⁷ ZA 1945 - 2/33, *Comment on plan submitted by the committee of Bnai Brith re Public Relations Program*, s.d.; ZA 1951 2/11, *Minutes of Meeting of Eastern Region Joint Public Relations Committee, Montreal*, 25 septembre 1951. Cette hésitation est également liée aux difficultés d'adaptation du CJC à la réalité bi-juridique propre au Québec. Voir Dr. Manfred Saalheimer, « Anti-Minority and the Law, A Canadian Progress Report », *Information and Comment*, no 10, août 1950, p. 1; ZA 1951 6/48, *Minutes of a meeting held on May 18th (...) of the Law and Social Action Committee*, 18 mai 1951.

Congrès canadien du travail et au Congrès des métiers et du travail du Canada⁹⁸. Ces démarches sont dans une large mesure le résultat du travail de réseautage et de lobbying effectué par le CJC et par le Comité ouvrier juif auprès des principaux leaders des syndicats internationaux au Canada depuis le milieu des années 1940⁹⁹. Or ces premières requêtes essuient des refus catégoriques de la part du Premier ministre, qui s'objecte à l'intervention législative de l'État dans un domaine relevant à son avis de la morale individuelle et des idéaux chrétiens de charité et de fraternité humaines¹⁰⁰. Ce refus obstiné de Duplessis décourage rapidement le CJC de faire des pressions similaires en son propre nom et en celui de la communauté juive¹⁰¹. Les dirigeants du Congrès à Montréal abandonnent aussi très tôt l'idée de revendiquer une charte des droits provinciale, Duplessis ayant refusé de prendre position en faveur de la DUDH et d'une charte des droits, sous prétexte que les droits de la personne sont déjà reconnus au Québec et qu'ils trouvent leurs meilleures formulations dans l'Évangile¹⁰².

⁹⁸ AUQÀM, 85 P - Fonds de la FUIQ, 660/6, *Mémoire annuel du Congrès Canadien du Travail présenté au Gouvernement de la Province de Québec, Montréal*, 16 décembre 1948; AUQÀM, 85 P - Fonds de la FUIQ, 660/10, *Mémoire des unions affiliées au Congrès Canadien du Travail et de ses locaux chartrés dans la province de Québec présenté au Gouvernement Provincial*, 2 février 1950; AUQÀM, 85 P - Fonds de la FUIQ, 660/2, *Mémoire de la Fédération des Unions Industrielles au premier ministre et aux ministres*, 1952.

⁹⁹ ZA 1946 - 5/69, « *Labour relations -- Co-operation with the Canadian Jewish Labour Committee* », A.H.J. Zeitli à Saul Hayes et J. Fine, 20 mai 1946; ZA 1946 - 5/69, O. Cohen à A.L. Feinberg, « *Labour Committee to Combat Racial Intolerance* », 1er mai 1946; ANC. Fonds JLCC, MG28 V75 29 - 1, *Observations on the Activities of the Jewish Labor Committee on Labour Relations*, 15 février 1949.

¹⁰⁰ « Deux premiers ministres refusent des droits aux minorités », *ROC*, février 1950, p. 4-5; ANC, Fonds JLCC, MG28 V75 34 5, *Report of the activities of the Montreal Labor Committee Against Racial Intolerance for the period starting November 1950 ending May 31st. 1951*, p. 2; Christopher MacLennan, *Toward the Charter: Canadians and the Demand for a National Bill of Rights, 1929-1960*, thèse de doctorat (histoire), University of Western Ontario, 1996, p. 343-344.

¹⁰¹ Encore en 1951, alors que plusieurs de ses membres défendent encore l'idée de faire pression auprès du gouvernement provincial, la direction du JPRC région de l'est soutient qu'une telle démarche est contre-productive et n'a aucune chance de succès. ZA 1951 2/11, *Minutes of Meeting of Eastern Region Joint Public Relations Committee*, Montréal, 25 septembre 1951.

¹⁰² « Les droits de l'homme dans la province de Québec », *La Presse*, 13 décembre 1948, p. 11; ANC. Fonds JLCC, MG28 V75 34 5, *Report of the activities of the Montreal Labor Committee Against Racial Intolerance for the period starting November 1950 ending May 31st. 1951*, 31 mai 1951, p. 2; Christopher MacLennan *Toward the Charter...*, p. 343-344.

Dans la communauté juive canadienne et parmi les principaux réseaux de militants des droits humains, Maurice Duplessis est alors reconnu pour son nationalisme étroit, son catholicisme conservateur, sa crainte viscérale du pluralisme et son opposition doctrinale aux droits de l'homme. Or, ce dernier collabore avec le CJC dans plusieurs causes importantes touchant les droits des Juifs et la lutte contre l'antisémitisme. Entre 1946 et 1947, Duplessis lui apporte son soutien dans le dossier de l'admission des enfants juifs dans les écoles de la Commission scolaire protestante d'Outremont¹⁰³. À la fin de l'année 1947, il condamne aussi le rassemblement tenu à Montréal par le leader fasciste Adrien Arcand et condamne les abus de la liberté de parole de cet agitateur antisémite notoire¹⁰⁴. En 1949, le premier ministre prend également la décision unilatérale d'acquiescer à la requête du CJC d'interdire la diffusion au Québec du film *Oliver Twist* (1948), tiré du roman de Dickens, dont le personnage de Fagin crée une polémique en Amérique du Nord en raison de l'image négative qu'il projette des Juifs¹⁰⁵.

De la même manière, les membres du Congrès juif à Montréal appuient les principales mesures répressives adoptées par l'Union nationale après la guerre en matière de censure, de lutte contre le communisme, de répression des minorités religieuses et de maintien de l'ordre social et politique. Ainsi, contrairement à leurs homologues du reste du Canada, les dirigeants du CJC à Montréal appuient publiquement la « guerre sans merci » menée par Duplessis et les autorités municipales du Québec contre les Témoins de Jéhovah, considérant les agissements de ces derniers comme une forme particulière

¹⁰³ « Education Bill Has Provision For Outremont Jewish Children », *CB*, avril 1946, p. 3; « Quebec Provincial Government Adopts Act overing Outremont Jewish School Problem For Next Five Years Commencing July 1947 », *CB*, 5 mai 1947, p. 3; « Outremont School Arrangements Finalized for the Coming 5 Years », *CB*, septembre 1947, p. 22.

¹⁰⁴ ZA 1948 - 6/76, *Conveying to Premier Maurice Duplessis Appreciation of Jewish Community of Statement on Arcand, Public Relations Information Bulletin (IOI), no 18*, 1er janvier 1948, p. 2. Voir la lettre ZA 1948 - 6/76, *Memo de Saul Hayes au JPRC (Rég. et nat.)* : « *Public Relations Information Bulletin* », 1er janvier 1948.

¹⁰⁵ Réclamée par les dirigeants du JPRC région de l'Est, la censure de ce film est critiquée par plusieurs membres influents du Congrès à Toronto, en particulier par le Rabbin Abraham Feinberg. ACJC, DB 01-19/25, *Minutes of the meeting of the JPRC (central region)*, 23 novembre 1949.

de propagande haineuse contre les Canadiens français¹⁰⁶. Sous les pressions de membres influents de son exécutif à Montréal, dont Saul Hayes et Samuel Bronfman, le CJC refuse également de condamner la loi du cadenas et de soutenir les organisations juives touchées par cette loi, en affirmant que cette question n'est pas une « affaire juive »¹⁰⁷. Lorsqu'en janvier 1950 Duplessis adopte la *Loi concernant les publications et la morale publique*, ils s'abstiennent également de commenter cette loi, qui pourrait selon certains s'avérer utile pour lutter contre les publications des agitateurs antisémites¹⁰⁸.

Dans leurs rapports avec les autorités religieuses et politiques de la province, les dirigeants du CJC délaissent donc dans une large mesure les discours sur la démocratie, la liberté et les droits humains, qu'ils mobilisent pourtant à satiété dans le cadre de leur travail de réseautage avec les Canadiens anglais et de leurs rapports avec les autorités fédérales. Ils cherchent en effet à situer leur combat contre l'intolérance raciale et religieuse dans une optique plus conservatrice, associée à la préservation de la morale, de l'ordre public, de la paix sociale et de l'harmonie entre les groupes. Comme nous le verrons au prochain chapitre, ces positions ne sont pas sans créer des tensions importantes au sein du CJC, entre les dirigeants du reste du Canada et ceux du Québec, confrontés plus directement au contexte de la « grande noirceur » et à la réalité d'une province majoritairement francophone et catholique.

¹⁰⁶ Dès 1947, les membres du JPRC à Montréal en sont venus à cette conclusion unanime : « the opinion was expressed that every kind of race hatred is to be condemn, and the Witnesses of Jehovah, aiming themselves at spreading race hatred could not be supported. » ZA 1945 - 2/19, *Minutes of Meeting of JPRC, Eastern region*, 23 janvier 1947. Voir également : Rabbi Solomon Frank, *Mémoire sur les « Témoins de Jéhovah », présenté à Me Ernest Godbout, C.R., Procureur de la Cité de Québec*, Québec, 1948; ZA 1948 - 1/13, *Hayes à Rosenzweig*, s.d. [1948], p. 1; ZA 1945 - 2/19, *Minutes of Meeting of JPRC, Eastern region*, 23 janvier 1947.

¹⁰⁷ ZA 1950 5/49, *Hayes à Buchwald*, 22 février 1950; ZA 1950 8/90A, *Digest of discussion held on April 5th (...) in Montreal on Matters of Civil Liberties*, 5 avril 1950; ZA 1950 8/90A, *Saul Hayes, Memorandum for special meeting of the Joint Public Relations Committee*, 19 avril 1950, p. 1-2; ACJC, DB 01-19/24, *Minutes of meeting of NJPRC*, 8 avril 1951, p. 2; ZA 1951 2/14A, *Rosenzweig à Hayes*, 1^{er} mai 1951.

¹⁰⁸ *Loi concernant les publications et la morale publique* [sanctionnée le 29 mars 1950], chap. 12, p. 61-63. Sur les positions du CJC à l'égard de cette loi : ZA 1950 6/62, *Minutes of JPRC - Eastern Region*, 12 juin 1950; ZA 1956 1/5, *Minutes of the Executive Committee, Eastern JPRC*, s.d. [1950]; ZA 1950 8/90A, *Myerson au Committee on Law & Social Action, JPRC, Eastern*, 12 mai 1950.

* * *

Pendant toute la décennie 1950, les pressions exercées auprès des autorités civiles, religieuses et politiques en faveur d'une répudiation publique du racisme et du renforcement des mécanismes de contrôle et de censure des groupes et des publications antisémites restent l'une des principales stratégies déployées par le CJC au Québec. Ses nombreux contacts avec la nébuleuse d'organisations d'éducation populaire et civique contribuent à consolider le mouvement naissant d'opposition au racisme et à la discrimination. Le travail pionnier du Congrès juif dans les domaines de l'œcuménisme et des relations interculturelles lui permet également d'élargir ses alliances dans les milieux catholiques et francophones. Bien que l'impact du CJC sur l'évolution des positions de leurs alliés catholiques et canadiens-français soit difficile à mesurer, l'ouverture graduelle de ces derniers aux enjeux liés à l'immigration, à l'intégration des minorités et à la lutte contre le racisme et l'antisémitisme les conduira, à la veille de la Révolution tranquille, à se joindre aux militants juifs dans leur combat en faveur de l'adoption de lois antidiscrimination.

3.3 Le Congrès canadien du travail : les droits humains comme fondement de la reconstruction du Canada d'après-guerre

Les discours et les revendications des militants du Congrès canadien du travail au Québec sont particulièrement en phase avec les principes relatifs aux droits de l'homme inscrits dans le droit international après la guerre. Dès l'entrée en guerre du Canada, les dirigeants du CCT, de ses conseils et de ses locaux affiliés au Québec manifestent leur appui inconditionnel à l'effort de guerre du Canada et aux idéaux de démocratie, de liberté et de droits humains qui fondent la rhétorique de guerre des pays alliés. Les nouvelles normes de droits adoptées par les Nations Unies après la guerre, en particulier la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948, s'érigent comme un référent discursif de première importance dans leur lutte pour la préservation des libertés civiles, pour la reconnaissance du droit à l'égalité et pour l'obtention de chartes des droits provinciale et fédérale. Bien qu'ils s'appuient dans une large mesure sur le droit

international, les combats des militants du CCT sont avant tout déterminés par le contexte local dans lequel ils évoluent, marqué à la fois par les politiques répressives du gouvernement de Maurice Duplessis et par la complexité des relations interethniques et interconfessionnelles propres à la société québécoise.

3.3.1 La rhétorique de guerre, le sacrifice civique et la reconnaissance des droits civiques et humains

Dès le déclenchement de la Deuxième Guerre mondiale, les dirigeants du CCT affirment sur toutes les tribunes leur appui officiel à la « guerre juste » des démocraties contre les régimes fascistes et nazis. Lors du Congrès de 1943, ses membres adoptent des résolutions fortes pour affirmer leur « support absolu et inconditionnel à l'effort de guerre total » du Canada¹⁰⁹. Que ce soit en encourageant leurs membres à acheter des bons de la victoire, en faisant l'apologie de l'unité nationale ou en encourageant les syndiqués à maintenir la paix industrielle, les dirigeants du CCT concrétisent de multiples façons le « pacte pour la victoire » qu'ils ont conclu avec les autorités fédérales au moment l'entrée en guerre du Canada¹¹⁰. Cette campagne s'inscrit dans une compréhension spécifique de la nature et des objectifs du conflit qui oppose les démocraties aux dictatures. En effet, la vision des militants syndicaux s'articule autour d'une conception démocratique et populaire d'une « guerre du peuple », menée par et

¹⁰⁹ J.L. Cohen, « Labour's Role in the Post-War Period », *The Canadian Unionist*, septembre 1943, p. 89. Pendant toute la durée du conflit et les premières années d'après-guerre, ce thème constitue l'axe central des allocutions du président Aaron Mosher aux assises annuelles de l'organisation et des activités d'éducation, de publicité et de propagande du CCT. W. Cuthbertson, *Labour Goes to War: The CIO and the Construction of a New Social Order, 1939-45*, University of British Columbia Press, 2012, p. 104-105.

¹¹⁰ Expression tirée d'un article de 1945, « The Congress' "Victory" Pledge », *The Canadian Unionist*, mars 1945, p. 53. Dans le premier mémoire remis au gouvernement fédéral par le CCT en février 1941, ses dirigeants font également valoir que leur congrès de fondation s'est prononcé en faveur d'un « pacte inconditionnel » pour soutenir l'effort de guerre national. *Labour Gazette*, mars 1941, p. 287-289. « President Mosher Endorses Fifth Victory Loan », *The Canadian Unionist*, septembre 1943, p. 77; « Why Workers Should Buy Victory Bonds », *The Canadian Unionist*, octobre 1943, p. 113. Sur l'appui du CIO à l'effort de guerre aux États-Unis, voir Nelson Lichtenstein, *Labor's War At Home: The Cio In World War II*, Philadelphie, Temple University Press, 2003, 319 p.

pour « l'homme ordinaire »¹¹¹. Elle s'inscrit dans ce que l'historienne Wendy Cuthbertson a qualifié de « récit héroïque », construit par les propagandistes du CCT pendant la guerre, et qui fait l'apologie des sacrifices consentis par les soldats et les travailleurs dans une guerre juste pour le triomphe des idéaux de liberté, de démocratie et de droits humains¹¹².

De même, pendant la guerre et dans le contexte des débats sur la reconstruction, les dirigeants du CCT se réapproprient les grands textes et discours qui fondent la « croisade des démocraties », depuis les Quatre Libertés de Roosevelt jusqu'à la Charte des Nations Unies, en passant par la Charte de l'Atlantique et la Déclaration des Nations Unies. Bien avant l'adoption de la Charte des Nations unies de 1945 et des autres conventions et déclarations adoptées par l'ONU après la guerre, c'est d'abord le Discours des Quatre Libertés de Roosevelt qui constitue leur principal référent discursif. Or, s'il est mis à profit, c'est avant tout pour affirmer la seule liberté qui s'appuie sur un principe socialiste, soit « la liberté de vivre à l'abri du besoin ». Cette troisième liberté, bien qu'elle soit « déguisée » (sous le vocable de liberté plutôt que de droits sociaux) dans une formulation proprement libérale, renvoie à une logique providentialiste inspirée de la doctrine rooseveltienne du New Deal, qui est largement appuyée à l'époque par les syndicats industriels américains et canadiens¹¹³.

¹¹¹ « This is a people's war and we are the people » affirme un délégué au congrès de 1943. La formule est reprise dans les publications du CCT : « The Congress in Convention », *The Canadian Unionist*, septembre 1943, p. 92; « Democracy and The Common Man », *The Canadian Unionist*, janvier 1945, p. 3. Voir à ce sujet : Wendy Cuthbertson, *Labour Goes to War...*, chap. 5.

¹¹² Wendy Cuthbertson, *Labour Goes to War...*, p. 102-106; « Congress Programme For Political Action », *The Canadian Unionist*, octobre 1944, p. 78; « Peace on Earth to Men of Goodwill », *The Canadian Unionist*, décembre 1943, p. 159-160.

¹¹³ Expression tirée de : Louis Henkin, *The Age of Rights*, Vancouver, Columbia University Press, 1990, p. 18. Sur les références aux Quatre Libertés, voir : A.R. Mosher, « A Message For Labour Day », *The Canadian Unionist*, août 1943, p. 59; Lee McIntyre, « A New World », *The Canadian Unionist*, janvier 1944, p. 188 et 193; « The New World We Want », *The Canadian Unionist*, octobre 1944, p. 76. Sur l'appui donné au New Deal de Roosevelt par les syndicats industriels, voir notamment : Nelson Lichtenstein, *Labor's War at Home...* Sur les rapports des organisations ouvrières canadiennes au New Deal, consulter : Normand Penner, *From Protest to Power: Social Democracy in Canada 1900-Present*, Toronto, James Lorimer Limited, Publishers, 1992, p.65 et suiv.; Desmond Morton, *Working People, Fifth*

Dans son allocution annuelle prononcée à l'occasion de Fête du Travail de septembre 1943, le président Aaron Mosher rappelle ainsi que pour les libéraux, le concept de « liberté » qui fonde la rhétorique de guerre alliée fait d'abord référence à la « liberté d'entreprise », tandis que pour les travailleurs cette notion renvoie d'abord à la « démocratie économique », à la « liberté contre la pauvreté » et à la « liberté contre le chômage »¹¹⁴. L'assistant-directeur du CCT, Abraham Andras, se réfère également au discours de Roosevelt sur l'état de l'union pour énoncer les « quatre idéaux sociaux corollaires des Quatre Libertés », soit : le droit à un travail décent, à une habitation décente, à une éducation décente et à des mesures décentes de sécurité sociale¹¹⁵. Le programme de reconstruction développé par le CCT insiste également sur les concepts rooseveltiens des libertés contre le besoin et contre la peur¹¹⁶.

Au lendemain de la guerre, les engagements des militants du CCT en faveur des droits humains acquièrent une légitimité nouvelle avec l'adoption de nouvelles normes internationales de droits humains. Les pourparlers entourant l'adoption de la DUDH sont l'occasion pour les dirigeants locaux et nationaux du CCT de présenter leurs revendications comme une adaptation du droit interne canadien à ces nouvelles normes en cours d'élaboration. Ainsi, lorsqu'en 1947 le gouvernement fédéral met sur pied le Comité mixte du Sénat et de la Chambre sur les droits de l'homme et les libertés fondamentales, cette organisation syndicale prend officiellement position en faveur d'une charte des droits fédérale inscrite dans la Constitution canadienne, en insistant sur l'importance de la victoire contre les pays de l'axe et sur le processus de redéfinition de

Edition: An Illustrated History of the Canadian Labour Movement, Montréal, McGill-Queen's Press, 2007, p. 158 et suiv.

¹¹⁴ A.R. Mosher, « A Message For Labour Day », *The Canadian Unionist*, août 1943, p. 59; « The President's Address », *The Canadian Unionist*, septembre 1943, p. 79-80 et 84-85. Mosher reprend cette idée dans ses discours suivants : A.R. Mosher, « The President's Address », *The Canadian Unionist*, novembre 1944, p. 106-108 et 121-122; « The president's Address », *The Canadian Unionist*, octobre 1947, p. 247.

¹¹⁵ A. Andras, « Four Freedoms - Four decencies », *The Canadian Unionist*, septembre 1943, p. 108.

¹¹⁶ « Congress Programme For Political Action », *The Canadian Unionist*, octobre 1944, p. 78. « The Right to A Decent Living », *The Canadian Unionist*, mai 1946, p. 103-104; « The Victories of Peace », *The Canadian Unionist*, septembre 1945, p. 211-212.

la citoyenneté canadienne¹¹⁷. Lors des secondes audiences du comité, à l'été 1948, le CCT donne son appui au mémoire du Comité pour une charte des droits, qui s'inspire des développements internationaux en matière de droits humains pour réclamer une charte constitutionnelle protégeant les libertés civiles et politiques et le principe de non-discrimination pour des motifs liés à la religion, à la couleur de peau, à la race, à l'origine nationale et au sexe¹¹⁸.

Dès son adoption, nous l'avons dit, la Déclaration universelle des droits de l'homme devient un important référent discursif pour les militants des syndicats industriels au Québec et au Canada. Ces derniers font essentiellement valoir l'obligation morale du gouvernement fédéral de se conformer aux principes inscrits dans ce document qu'il a officiellement signé en décembre 1948. Dès janvier 1949, l'éditorialiste du journal *Rapports ouvriers canadiens* publie ainsi un texte intitulé « Les Canadiens ne jouissent pas de tous ces droits », où il énumère l'ensemble des droits humains qui selon lui ne sont pas respectés au Canada, et en particulier dans la province de Québec¹¹⁹. Dans le mémoire qu'il présente au gouvernement fédéral en avril 1949, le CCT s'appuie également sur la DUDH pour réclamer « l'adoption d'une Déclaration des droits de l'homme pour le Canada, ainsi que des mesures efficaces pour éviter toute

¹¹⁷ « A Bill of Rights for Canada », *The Canadian Unionist*, juin 1947, p. 124-125; « The Congress Memorandum », *The Canadian Unionist*, avril 1947, p. 78. Voir aussi : « The Congress Memorandum », *The Canadian Unionist*, mars 1948, p. 60.

¹¹⁸ Le CFBR est un comité ad hoc de l'Association des libertés civiles de Toronto, qui regroupe des militants de l'élite libérale réformiste. Ce comité présentera également un mémoire au gouvernement fédéral en 1951 réitérant ses demandes pour l'obtention d'une charte des droits constitutionnelle. « A Bill of Rights for Canada », *The Canadian Unionist*, juin 1947, p. 124-125; CFBR, *Submission of the Committee for a Bill of Rights in Support of Statement for a Bill of Rights to the Special Joint Committee of the Senate and the House of Commons on Human Rights and Fundamental Freedoms*, S.I., mai-juin 1948, p. 355-356. Sur l'histoire et la composition du comité, voir : Christopher MacLennan, *Toward the Charter...*, p. 79-81.

¹¹⁹ La situation des peuples autochtones, la politique de déportation des Canadiens d'origine japonaise, le statut juridique des femmes mariées, le déni du droit d'association des employés des secteurs publics, la loi du Cadenas et la persistance des pratiques discriminatoires à l'embauche sont décriés comme autant de violations concrètes aux principes inscrits dans la DUDH. « Les Canadiens ne jouissent pas de tous ces droits », janvier 1949, p. 3.

discrimination raciale qui nuit à l'unité nationale.¹²⁰ » De même, lorsque le gouvernement de Louis Saint-Laurent met sur pied, à l'été 1950, le Comité spécial institué pour étudier les droits de l'homme et les libertés fondamentales, ses représentants insistent à nouveau sur la nécessité d'adopter une charte fédérale afin que le gouvernement canadien se conforme à ses obligations internationales découlant de la signature de la DUDH¹²¹.

Outil de légitimation de première importance pour réclamer l'adoption d'une charte des droits, la DUDH est mobilisée principalement pour réclamer la protection des libertés civiles et du droit à l'égalité raciale et religieuse. Les représentants du CTC évoquent en effet très rarement les normes internationales de droits humains pour défendre les droits d'autres catégories de populations victimes de discriminations, telles les femmes, les jeunes, les Autochtones et d'autres groupes minoritaires ou marginaux¹²². Aussi, bien que l'on insiste sur l'importance symbolique de l'inclusion des droits économiques, sociaux et culturels dans la DUDH, on ne s'y réfère qu'exceptionnellement dans les années 1940 et 1950 pour revendiquer le droit au logement, au travail, à la santé, à l'éducation ou à la sécurité sociale, et ce, bien que toutes ces revendications soient inscrites à l'agenda politique de l'organisation depuis sa fondation.

¹²⁰ « Mémoire du Congrès à Ottawa », *Les Nouvelles ouvrières*, avril 1949, p. 3.

¹²¹ « Congress Views On Human Rights And Fundamental Freedoms », *The Canadian Unionist*, mai 1950, p. 111-112; « Le Sénat entend les vues ouvrières sur les Droits Humains », *ROC*, mai 1950; « Déclaration des Droits de l'Homme – MAINTENANT », *ROC*, juillet 1950; Sénat du Canada, *Délibérations du comité spécial institué pour étudier les droits de l'homme et les libertés fondamentales*, Fascicule no 3, séance du 27 avril 1950, Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1950, p. 28.

¹²² Les premières revendications en matière de respect du droit à l'égalité des femmes et des peuples autochtones émergent dans les années d'après-guerre. Bien qu'elles ne soient pas formulées en termes de droits humains proprement dits, ces revendications préfigurent les transformations qui auront lieu à la fin des années 1960. Voir par exemple : « Cet Indien demande justice sans tomahawk cependant! », *ROC*, septembre 1947, p. 5; « Les Indiens souffrent de négligence », *ROC*, novembre 1948, p. 5; « Que dire des votes pour les Indiens? », *ROC*, novembre 1949, p. 3; « Demande d'égalité pour les Indiens dans la loi révisée », *ROC*, mars 1950, p. 6; « Troquer avec les Indiens », *ROC*, juillet 1950, p. 5; « À travail égal salaire égal », *Les Nouvelles ouvrières*, février 1949, p. 4; « Plainte d'antagonisme contre les Femmes », *ROC*, mai 1950, p. 3.

3.3.2 Les droits humains, les libertés civiles et la lutte antiduplessiste

Bien qu'elles s'appuient sur le droit international relatif aux droits de l'homme, les positions du CCT, et celles de ses militants au Québec en particulier, sont fortement influencées par le contexte local et provincial dans lequel ils évoluent. Le contexte spécifique du Québec d'après-guerre détermine en effet les enjeux de droits soulevés par ses militants, le contenu de leurs discours, la nature de leurs revendications et leur capacité à établir des alliances avec d'autres groupes de la société civile. La réactivation par Duplessis de la loi du cadenas est le principal enjeu qui mobilise les militants des syndicats industriels engagés dans la défense des libertés civiles au Québec¹²³. Le premier mémoire que ses représentants soumettent au gouvernement provincial au lendemain de la guerre réclame ainsi le retrait immédiat de la loi du cadenas, le rétablissement intégral des libertés civiles et, pour la première fois face à Duplessis, l'adoption d'une charte des droits provinciale. Mobilisant la rhétorique démocratique, leur requête insiste sur la nécessité d'adopter une loi qui protège les droits des ouvriers et ceux de *tous les citoyens* de la province :

Nous ne croyons pas que notre système démocratique de gouvernement puisse être défendu par des méthodes anti-démocratiques. Partant de ce principe, c'est avec anxiété que nous voyons votre Gouvernement recourir à la Loi du Cadenas qui constitue, à notre avis, une menace tout autant contre le mouvement ouvrier en général, que contre les libertés civiles de toute la population. [...] Nous demandons donc à votre Gouvernement de révoquer la Loi du Cadenas et de décréter une loi provinciale garantissant les droits de tous les citoyens, sans considération de race, de religion, de croyance, ou de credo politique, et la pleine liberté d'exercer leurs libertés traditionnelles de parole, d'assemblée, de presse et de réunion.¹²⁴

Cette audience avec le premier ministre et son cabinet est l'occasion pour les militants du CCT de mesurer l'impossibilité stratégique de réclamer, de la part du gouvernement

¹²³ Cette loi stipule notamment : « Il est illégal d'imprimer, de publier de quelque façon que ce soit ou de distribuer dans la province un journal, une revue, un pamphlet, une circulaire, un document ou un écrit quelconque propageant ou tendant à propager le communisme ou le bolchevisme. » *Loi protégeant la province contre la propagande communiste*, Statut de la Province de Québec, 1, Georges VI, c. 11 [sanctionnée le 24 mars 1937].

¹²⁴ *Mémoire annuel du Congrès Canadien du Travail présenté au Gouvernement de la Province de Québec, Montréal, 16 décembre 1948*, p. 7.

en place à Québec, des réformes législatives en faveur d'une plus grande protection des droits de la personne et des droits des travailleurs. Duplessis, qui s'enorgueillit d'être le père de la loi du cadenas, la compare aux « lois de quarantaine pour les maladies contagieuses » et se félicite de combattre cette « maladie de l'esprit », plus dangereuse que les maladies du corps, qu'est la doctrine communiste. Sa conclusion est sans équivoque : « La province possède la Loi du Cadenas et entend la garder.¹²⁵ »

Ce refus catégorique de révoquer la loi du cadenas force les dirigeants du CCT à se tourner vers le gouvernement fédéral. Dans le mémoire qu'ils présentent au Comité spécial du sénat institué pour étudier les droits de l'homme et les libertés fondamentales en avril 1950, ses représentants discutent en profondeur de cette loi « infâme » pour réclamer l'adoption d'une charte des droits enchâssée dans la « loi fondamentale » du pays¹²⁶. En établissant une norme nationale en matière de droits civils et politiques, souligne-t-on, cette charte permettrait de « placer les droits qu'elle cherche à sauvegarder hors de la portée du Parlement fédéral et des assemblées législatives des provinces ». Cela est d'autant plus nécessaire, estime-t-on, qu'au Canada les « pires empiétements aux libertés » sont perpétrés par les municipalités et les gouvernements provinciaux¹²⁷.

Plus généralement, les droits humains constituent le principal référent discursif dans la lutte menée par le CCT contre le régime duplessiste, qu'ils considèrent comme « fasciste » et « dictatorial ». Lors des audiences du Comité sénatorial sur les droits de l'homme, à l'été 1950, ses représentants lui reprochent la répression des libertés fondamentales des membres des Témoins de Jéhovah et d'autres minorités religieuses non catholiques dans la province¹²⁸. Ils dénoncent aussi la Loi concernant les

¹²⁵ « M. Duplessis et la loi du cadenas », *Le Devoir*, 17 décembre 1947, p. 2.

¹²⁶ Sénat du Canada, *Délibérations du comité spécial institué pour étudier les droits de l'homme et les libertés fondamentales*, Fascicule no 3, 27 avril 1950, p. 15-45.

¹²⁷ *Ibid.*, p. 17; « Le Travail s'objecte au Veto provincial », *ROC*, novembre 1950, p. 2-3.

¹²⁸ Sénat du Canada, *Délibérations du comité...*, 27 avril 1950, p. 26.

publications et la morale publique adoptée plus tôt cette année-là, qu'ils qualifient de « digne compagne de la loi du cadenas »¹²⁹.

Les législations anti-ouvrières adoptées par le gouvernement de l'Union Nationale après la guerre, en particulier le projet de Code du Travail déposé par Duplessis en janvier 1949, connu sous le nom de « Bill 5 », sont également dénoncées comme des entorses directes aux principes des droits humains. Inspiré de la Loi Taft-Hartley aux États-Unis, ce code prévoit l'interdiction des clauses d'atelier fermé, l'imposition d'amendes pour toute personne accusée d'entraver la liberté de travailler et la perte d'accréditation pour les syndicats accusés d'avoir – ou d'avoir eu – dans leurs rangs un militant communiste¹³⁰. Le Bill 5 donne lieu à ce qui paraît à l'époque comme l'une des plus importantes contestations conjointes de la part du mouvement ouvrier organisé dans l'histoire du Québec¹³¹. En effet, les syndicats du CCT, de la Confédération des travailleurs catholiques du Canada, de l'Alliance des professeurs catholiques de Montréal et du Conseil des métiers du travail du Canada opposent un front uni face aux atteintes aux droits ouvriers portées par ce projet de loi. Ensemble, ils mettent sur pied la Conférence conjointe du travail du Québec, qui regroupe des membres des exécutifs des trois grandes organisations ouvrières de la province¹³². Cette contestation contre le Bill 5 peut être considérée comme la genèse d'un véritable mouvement syndical pour les droits humains, qui s'articule autour d'un régime d'historicité particulier – l'histoire des

¹²⁹ *Ibid.*, p. 32.

¹³⁰ Jacques Rouillard, *Histoire du syndicalisme au Québec : des origines à nos jours*, Montréal, Boréal, 1989, p. 260-261; Suzanne Clavette, *Les dessous d'Asbestos : une lutte idéologique contre la participation des travailleurs*, Saint-Nicolas, Presses de l'Université Laval, 2005, p. 170-176.

¹³¹ « Le plus grand conflit industriel du Québec se termine par une victoire ouvrière, grâce à la CTCC », *Le Travail*, juillet 1949, p. 4.

¹³² Soit : Elphège Beaudoin, Ph. Cutler et Marcel-E. Francq, de la FPTQ; Gérard Picard et Jean Marchand de la CTCC, et William J. Smith et Philippe Vaillancourt du CCT. « Le front uni défait le Bill 5 », *Les Nouvelles ouvrières*, février 1949, p. 1-2; « Lutte contre le Bill No 5 », *Le Canada*, 11 mai 1949, p. 4; « Lutte à mort contre le projet de Code et contre son esprit inique », *Le Monde Ouvrier*, 29 janvier 1949, p. 1-4; « Le projet du code du travail rejeté? », *Le Devoir*, 29 janvier 1949, p. 1; Jacques Rouillard, *Histoire du syndicalisme...*, p. 260.

démocraties libérales modernes – et de la désignation d'un ennemi commun incarné par la « dictature » duplessiste.

Fin janvier 1950, près de 400 militants syndicaux affiliés au CCT et à son Conseil du travail de Montréal se réunissent au Café St-Jacques à Montréal pour protester contre le Bill 5. Lors de cette rencontre, plusieurs intervenants soutiennent que le projet de code du travail s'apparente aux mesures antisyndicales adoptées pendant la guerre par les dictatures fascistes d'Europe. Faisant intervenir la mémoire immédiate de la guerre, ces derniers perpétuent la rhétorique de la « guerre juste » des démocraties, en opposant cette fois les ouvriers et leurs alliés sociodémocrates – représentants de la liberté et de la démocratie – au « régime dictatorial » de l'Union nationale. Ainsi, ces militants condamnent le caractère « fasciste » de cette mesure « dictatoriale, antiouvrière » qui selon eux est une complète « négation de la liberté d'association »¹³³. Critiquant le fait que, sous couvert de défendre la « liberté des travailleurs », le Bill 5 impose une série de restrictions à la liberté d'association des ouvriers, les représentants du CCT établissent un parallèle entre les orientations de régime duplessiste et les procédés du régime nazi¹³⁴.

Les militants du CCT inscrivent également leur combat dans l'optique de préserver les acquis historiques des sociétés occidentales en matière de démocratie et de droits humains. Citant la célèbre formule de Thomas Jefferson : « le prix de la liberté est une éternelle vigilance », l'éditorialiste des *Nouvelles ouvrières* rappelle ainsi que les libertés civiles et les droits de l'homme sont reconnus en Occident depuis la Déclaration d'indépendance américaine de 1776¹³⁵. De même, l'analyse que fait Jacques Perrault, avocat du CCT et militant des droits de l'homme, s'inscrit dans cette logique du combat

¹³³ « La C.T.C.C. et le C.C.T. rejettent le projet de Code du Travail », *Le Devoir*, 31 janvier 1949, p. 2.

¹³⁴ « Éditorial. Les leçons d'une victoire », *Les Nouvelles ouvrières*, vol. 6, no 2 (février 1949), 2.

¹³⁵ *Ibid.*

pour la restauration des droits de l'homme face aux attaques perpétrées par Duplessis contre les libertés civiles et politiques des citoyens de la province¹³⁶.

3.3.3 La lutte contre les discriminations raciales et religieuses

Si, dans l'immédiat après-guerre, le combat pour les libertés civiles est largement articulé dans un discours défensif axé sur la préservation des libertés démocratiques et des droits des ouvriers, il ne s'appuie encore que partiellement sur l'idéal universaliste des droits humains ou sur les normes internationales définies par l'ONU en la matière. Dans les discours des militants du CCT et de ses syndicats, conseils et fédérations affiliés, le terme « droits de l'homme » renvoie avant tout au droit à l'égalité raciale et religieuse. De fait, le principe d'égalité raciale et religieuse constitue, dès le milieu des années 1940 et dans les décennies suivantes, la principale composante du discours des droits humains qu'élaborent les militants des syndicats internationaux au Québec.

Dès la création du CCT, son président Aaron Mosher affirme l'opposition doctrinale de son organisation à toute forme de discrimination raciale ou religieuse, en soulignant le rôle crucial que doit jouer selon lui le mouvement ouvrier dans l'élimination des clivages raciaux qui minent l'effort de guerre national¹³⁷. Dans le contexte d'une guerre menée contre un régime dictatorial ouvertement raciste et suprématiste, les dirigeants nationaux du CCT et ses militants issus des minorités cherchent à inclure le droit à l'égalité à l'intérieur du discours de mobilisation de guerre national. C'est toutefois au lendemain de la guerre que le CCT met sur pied une véritable campagne pour lutter contre le racisme et les discriminations dans le mouvement ouvrier. Ces premiers engagements sont en grande partie le fruit du travail de lobbying et de réseautage entrepris au début de l'année 1946 par le Directeur national du Comité ouvrier juif du

¹³⁶ « La C.T.C.C. et le Code du travail », *Le Devoir*, 29 janvier 1949, p. 2.

¹³⁷ Carmela Patrias, *Jobs and Justice: Fighting Discrimination in Wartime Canada, 1939-1945*, Toronto, University of Toronto Press, 2012, p. 145.

Canada (COJ)¹³⁸, Kalmen Kaplansky, de Montréal. Au moment de son entrée en poste à la direction du COJ, Kaplansky entreprend de faire pression auprès des exécutifs nationaux des deux grandes organisations syndicales canadiennes (le CCT et le CMTC) pour les persuader de mettre sur pied des comités nationaux, provinciaux et locaux de lutte contre le racisme et les discriminations¹³⁹. Fort des contacts qu'il entretient avec les syndicats de la confection, de l'abattage, de la métallurgie, du chemin de fer et de l'automobile, Kaplansky réussit rapidement à infléchir les positions des leaders du CCT, de ses conseils et de ses locaux affiliés. Dès l'été 1946, le président du CCT Aaron Mosher publie ses premières déclarations, dans lesquelles il situe la lutte contre le racisme dans le prolongement de la guerre contre le nazisme et où il invite la classe ouvrière à « s'unir pour contrecarrer le complot dangereux pour miner notre démocratie et détruire le mouvement d'union ouvrière »¹⁴⁰.

À la fin de l'année 1946, Kalmen Kaplansky et ses alliés entreprennent également leurs premières démarches auprès de Mosher et du secrétaire-trésorier du CCT, Pat Conroy, en vue de créer un comité national de lutte contre le racisme¹⁴¹. Le Comité national pour la tolérance raciale (CNTR) du CCT est officiellement formé en avril 1948 avec comme objectif « de promouvoir l'entente entre les races et à (sic) combattre l'intolérance

¹³⁸ Fondé en 1936 dans le contexte de la montée du fascisme en Europe et de la création du Comité ouvrier juif américain, le COJ a son siège central à Montréal. Il est formé dans l'après-guerre des membres de l'organisation ouvrière fraternelle juive Workmen's Circle et des principaux syndicats juifs de l'industrie de la confection de la métropole. Farouchement anticomunistes, ses dirigeants sont activement impliqués au parti socialiste canadien, le Co-Operative Commonwealth Federation. Voir : Gerald J. J. Tulchinsky, *Branching out: the transformation of the Canadian Jewish community*, North York, Stoddart, 1998, p. 129-132; Henry F. Srebnik, *Jerusalem on the Amur: Birobidzhan and the Canadian Jewish Communist Movement, 1924-1951*, Montréal & Kingston, McGill-Queen's University Press, 2008, p. 183-224.

¹³⁹ Ross Lambertson, « "The Dresden Story": Racism, Human Rights, and the Jewish Labour Committee of Canada », *Labour/Le Travail*, vol. 47, mars 2001, p. 43-82.

¹⁴⁰ A. Mosher, *En garde! La haine raciale et religieuse tend à détruire l'unionisme ouvrier! Le Président du Congrès Canadien du Travail avertit les travailleurs canadiens*, Édition Rapport ouvriers canadiens, s.d. [1948], 4 p.; « Racial Prejudice Must Go, A Statement by President A.R. Mosher », *The Canadian Unionist*, août 1946, p. 185.

¹⁴¹ ANC. Fonds JLCC, MG28 V75 13 - 15, *Kalmen Kaplansky à Pat Conroy*, 15 octobre 1946.

raciale »¹⁴². Travaillant sous la supervision du Comité ouvrier juif, le CNTR est présidé par Romuald Lamoureux, de Montréal, qui sera élu président de la Fédération des Unions industrielles du Québec lors de son congrès de fondation en 1952¹⁴³. Au même moment, Kaplansky et ses alliés soutiennent également la création de comités intersyndicaux regroupant les membres des exécutifs des conseils locaux du CCT et du CMTC dans quelques-unes des grandes villes canadiennes, sur le modèle des comités conjoints AFL-CIO formés dans les principales villes du nord-est des États-Unis¹⁴⁴. À partir de janvier 1947, des comités conjoints sont ainsi créés à Winnipeg, à Toronto et Montréal, puis à Windsor, Halifax et Vancouver¹⁴⁵.

En avril 1947, le président du Conseil des métiers et du travail de Montréal, Claude Jodoin, et son homologue du Conseil du travail de Montréal, William J. Smith, font parvenir une lettre conjointe aux délégués des principaux locaux syndicaux internationaux de la métropole afin de les inviter à la conférence de création de ce qui deviendra le Comité du travail contre l'intolérance raciale de Montréal (CTCIR). Dans

¹⁴² « Nouvelles de nos affiliés », *Les Nouvelles ouvrières*, mai 1948, p. 2.

¹⁴³ Celui-ci est décrit par Kaplansky comme un « energetic and broadminded French-Canadian labor organizer ». ANC. Fonds JLCC, MG28 V75 34 3, NCfRT, *Report of the national Committee for racial tolerance, presented to the eight annual convention, Canadian Congress of Labour, Toronto*, 11 octobre 1948, p. 1. Les autres membres sont Eamon Park, du syndicat des Métallurgistes et Andrew « Andy » Andras, assistant-directeur du CCT. ANC. Fonds JLCC, MG28 V75 13 - 16, *National Committee for Racial Tolerance, C.C.L., Minutes of Meeting*, 15 juin 1948.

¹⁴⁴ Ces comités sont créés notamment sous l'instigation du Comité ouvrier juif américain et du National Community Relations Advisory Council, un comité de coordination formé du COJ, du Comité juif américain, de la Ligue antidiffamation du B'Nai B'rith et du Congrès juif américain. Sur le travail du COJ et des dirigeants des syndicats juifs du vêtement aux États-Unis dans la lutte contre le racisme et la genèse du mouvement des droits civiques, voir : N. L. Green, « Blacks, Jews, and the "Natural Alliance" : Labor Cohabitation and the ILGWU », *Jewish social studies* vol. 4, no 1, 1997, p. 79-104; Victor G. Devinatz, « David Dubinsky, the International Ladies' Garment Workers' Union and the Limits of Social Democratic Trade Unionism », *Employee Responsibilities and Rights Journal*, vol. 22, no 1, 2010, p. 67-78. Sur les liens entre Kaplansky et le Comité ouvrier juif américain, voir notamment ANC. Fonds JLCC, MG28 V75 29 - 1, Kalman Kaplansky, *Activities in the Field for Racial Tolerance. Activities in the United States and recommendations for work in Canada*, 23 août 1946.

¹⁴⁵ ANC. Fonds JLCC, MG28 V75 13 - 16, *National Committee for Racial Tolerance, C.C.L., Minutes of Meeting*, 15 juin 1948; ZA 1947 - 10/127, Zaitlin à Hayes (cc à Fine), « Co-operation with the JLC », 20 juin 1947, p. 1-2; Ross Lambertson, « "The Dresden Story": Racism, Human Rights, and the Jewish Labour Committee of Canada », *Labour/Le Travail*, vol. 47, mars 2001, p. 53.

cette lettre, les présidents des deux conseils reprennent les grands thèmes de la rhétorique de guerre alliée, en insistant sur la nécessité de promouvoir l'unité nationale et l'unité ouvrière dans le combat commun contre les forces fascistes et nazies¹⁴⁶. Plus de 200 délégués des locaux affiliés aux syndicats internationaux à Montréal assistent à cette conférence, tenue le 12 mai 1947 à l'hôtel Mont-Royal¹⁴⁷. En plus des grandes figures du syndicalisme international canadien, Claude Jodoin (CMTM), William J. Smith (CTM), Jean-Marie Bédard (CCT) et Gustave Francq (FPTQ), on retrouve parmi les principaux orateurs Michael Rubinstein, président du Workmens' Circle et du Comité ouvrier juif, Leslie E. Wismer, directeur du comité du travail contre l'intolérance raciale de Toronto et Irving Salert, du Comité ouvrier juif de New York¹⁴⁸. Le président du Conseil pour un Ordre Social Chrétien de Montréal, le Révérend Chanoine W.H. Davidson est également invité à discuter de la dimension religieuse du combat contre l'intolérance, aux côtés du Rabbin Samuel Cass, aumônier en chef de l'armée canadienne pendant la guerre et du Père Bryant, s.j., en remplacement de M^{gr} Joseph Charbonneau, qui n'a pas répondu à l'invitation lancée par le comité à représenter l'élément catholique de la métropole¹⁴⁹.

¹⁴⁶ AUQÀM, 85 P - Fonds de la FUIQ, 160/6, Claude Jodoin et William J. Smith, *Un appel à toutes les unions ouvrières de Montréal!*; ANC, Fonds JLCC, MG28 V75 34 1, Claude Jodoin et J.-E. Gariepy, *Un appel à toutes les unions ouvrières de Montréal!*, 16 avril 1947.

¹⁴⁷ Le rapport de la conférence fait état de 199 « délégués », de 52 « visiteurs » et 47 « représentants » d'unions. Nous croyons que le nombre de représentants est, en fait, inclus dans le nombre de délégués. ANC, Fonds JLCC, MG28 V75 34 1, *Rapport de la conférence ouvrière pour combattre l'intolérance raciale et religieuse*, 12 mai 1947, p. 1. Un autre rapport fait état de « plus de 200 » personnes. ZA 1947 - 11/127A, Kalmen Kaplansky (national director), *Report of Activities for Improved Human Relations of the Jewish Labor Committee of Canada for the Year Endind July 31st, 1947*, 30 août 1947.

¹⁴⁸ La présence de Salert à Montréal illustre l'importance du réseau nord-américain du COJ dans la création des comités locaux au Canada. Voir à ce sujet : Ruth A. Frager et Carmela Patrias, « Transnational Links and Citizens' Rights : Canadian Jewish Human Rights Activists and Their American Allies in the 1940s and 1950s. », dans : David Goutor et Stephen Heathorn (dir.), *Taking Liberties: A History of Human Rights in Canada*, Toronto, Oxford University Press, 2013, p. 139-165. Sur la conception de Salert du rôle du mouvement ouvrier dans le combat antiraciste, consulter : Irving Salert, « Combatting Anti-Semitism: Through the Trade Union Movement », *The Jewish Social Service Quarterly*, vol. 23, no 1, 1946, p. 96-97.

¹⁴⁹ ANC, Fonds JLCC, MG28 V75 34 1, *Murray Ballantine à Rév. Joseph Charbonneau*, 24 avril 1947.

La lutte des démocraties contre le fascisme et le nazisme constitue l'axe central des discours prononcés par les intervenants lors de cette conférence. Inscrivant leur argumentaire dans la rhétorique de la croisade des démocraties, plusieurs font également référence au sort réservé aux Juifs et aux minorités religieuses en Allemagne nazie pour démontrer les conséquences dramatiques du racisme et la nécessité pour tous les groupes de la société, y compris catholiques, de s'engager en faveur de la fraternité humaine¹⁵⁰. Décrite par Kaplansky comme « one of the most successful trade-union conferences ever held in Montreal¹⁵¹ », cette rencontre débouche sur l'adoption d'une résolution unanime en faveur de la création d'un « Comité issu des unions ouvrières [...] dont le but essentiel sera de lancer une campagne d'éducation pour contrecarrer les préjugés raciaux et religieux dans les rangs du travail organisé de notre communauté.¹⁵² ». Il faudra toutefois attendre janvier 1948 avant que le comité ne débute ses travaux, principalement à cause des difficultés à recruter du « personnel qualifié » francophone et des tensions qui existent dans la métropole entre les syndicats de métiers (regroupés au Conseil des métiers et du travail de Montréal) et les syndicats industriels (regroupés au Conseil du travail de Montréal)¹⁵³.

Au moment de sa création, le Comité du travail contre l'intolérance de Montréal (CTCIR) est composé des principaux dirigeants du Comité ouvrier juif canadien, dont Kalmen Kaplansky, son directeur national, Michael Rubinstein son président, Maurice Silcof vice-président et Bernard Shane son trésorier. Les autres membres permanents sont les coprésidents Claude Jodoin (CMTC) et William J. Smith (CTM), Paul Pichette

¹⁵⁰ Voir en particulier les allocutions de Jean-Marie Bédard, du président du COJ, de Michael Rubinstein et du Rabbin Cass. *Rapport de la conférence ouvrière...*, 5 p.

¹⁵¹ ZA 1947 - 11/127A, Kalmen Kaplansky, *Report of Activities for Improved Human Relations of the Jewish Labor Committee of Canada for the Year Endind July 31st, 1947*, 30 août 1947, p. 12.

¹⁵² *Rapport de la conférence ouvrière...*, p. 5.

¹⁵³ ANC. Fonds JLCC, MG28 V75 34 2, CTCIR, [rapport d'activités] to national staff conference, 17 janvier 1948, p. 1; « Les unions de Montréal fondent une organisation pour combattre le préjugé », *ROC*, mai 1947, p. 4-6; « Les ouvriers contre l'intolérance », *ROC*, juin 1947, p. 4-6; ANC. Fonds JLCC, MG28 V75 34 2, *Communiqué*, 20 janvier 1948; ANC. Fonds JLCC, MG28 V75 34 2, CTCIR, *rapport d'activités*, 17 janvier 1948.

(CMTC), Raymond M. Bennett (CMTC), Romuald J. Lamoureux (CCT), Saul Linds (CTM) et le secrétaire Roméo Girard (non-affilié)¹⁵⁴. Le secrétariat permanent du CTCIR est situé au 4848 boulevard Saint-Laurent, dans l'édifice qui abrite les bureaux du Comité ouvrier juif, du Workmen's Circle, de l'Union internationale des ouvriers du vêtement pour dames et des Travailleurs amalgamés du vêtement d'Amérique.

Les travaux menés par le comité montréalais diffèrent sensiblement de ceux de ses homologues de Winnipeg et de Toronto. Cette spécificité tient d'abord au contexte politique du Québec d'après-guerre et aux rapports qu'entretiennent les syndicats internationaux avec le gouvernement provincial. Dès la création du CTCIR et du CNTR, les conseils et les locaux affiliés au CCT incluent dans leurs mémoires au gouvernement provincial des demandes en faveur de l'adoption d'une charte des droits. Alors qu'en 1947, le mémoire du CCT à Duplessis ne contient aucune mention d'une charte ou de lois antidiscrimination, celui qu'il soumet l'année suivante réclame une « loi provinciale garantissant les droits de tous les citoyens, sans considération de race, de religion, de croyance, ou de credo politique »¹⁵⁵. Le mémoire présenté par les Conseils du travail de Montréal et de Saint-Jean en février 1950 demande également au gouvernement de mettre sur pied une « campagne éducationnelle » pour combattre le racisme et d'adopter une « [l]égislation sous forme d'une charte des droits de l'homme »¹⁵⁶.

Mais non seulement le premier ministre rejette-t-il les demandes du CCT d'abroger la loi du cadenas, il refuse aussi d'adopter des réformes législatives dans le sens d'une plus grande protection des droits humains et des droits minorités. Selon les rapports du CTCIR, à l'issue de l'audience de février 1950 Duplessis déclare qu'une charte n'est

¹⁵⁴ *Rapport de la conférence ouvrière...* Pour les affiliations de chacun de ces membres, consulter : ANC, Fonds JLCC, MG28 V75 34 4, *Montreal Labor Committee Against Racial Intolerance*, 1949, p. 3.

¹⁵⁵ AUQÀM, 85 P - Fonds de la FUIQ, 660/6, *Mémoire annuel du Congrès Canadien du Travail présenté au Gouvernement de la Province de Québec*, 16 décembre 1948, p. 7.

¹⁵⁶ « Des premiers ministres refusent des droits aux minorités », *ROC*, février 1950, p. 6; AUQÀM, 85 P - Fonds de la FUIQ, 660/10, *Mémoire des unions affiliées au Congrès Canadien du Travail et de ses locaux chartrés dans la province de Québec présenté au Gouvernement provincial*, 2 février 1950, p. 7-8.

rien d'autre que « de grands mots sans signification ». Il ajoute également : « Les Droits de l'Homme sont soulignés dans l'Évangile et il n'existera jamais une autre charte pour être aussi parfaite.¹⁵⁷ » Après cette rencontre houleuse (le premier ministre serait « monté sur ses grands chevaux », aurait « tempêté » et « fait du théâtre »), le CCT se lance dans une guerre ouverte contre Duplessis, qualifié d'« ennemi no.1 des ouvriers »¹⁵⁸.

Ainsi, au début des années 1950, alors que dans le reste du Canada les comités locaux conjoints du CCT-CMTC s'orientent résolument vers un travail de lobbying politique, l'essentiel du travail du CTCIR reste confiné au domaine de l'éducation populaire et ouvrière¹⁵⁹. Les stratégies d'éducation populaire employées par le CTCIR au Québec s'inspirent, comme au Canada anglais, des programmes développés par les organisations juives et ouvrières du côté états-unien. Dès sa création, le comité publie ainsi des éditions distinctes, anglaise et française, des journaux *Canadian Labor Reports* et *Rapports ouvriers canadiens* (ROC)¹⁶⁰. Le comité distribue également des dépliants imprimés par la maison d'édition *Rapports ouvriers canadiens* qui discutent des relations entre groupes au Canada, du rôle du mouvement ouvrier dans la lutte antiraciste et des positions des dirigeants syndicaux sur ces enjeux¹⁶¹. La tâche la plus

¹⁵⁷ « Des premiers ministres refusent des droits aux minorités », *ROC*, février 1950, p. 5.

¹⁵⁸ « Duplessis rejette le mémoire du CCT », *Les Nouvelles ouvrières*, février 1950, p. 1 et 4.

¹⁵⁹ Le président du COJ souligne lui-même cette spécificité québécoise : « Whilst the emphasis in the other provinces and federally has been on legislation and social action, our activities in the province of Quebec are still mostly confined to education. » ANC. Fonds JLCC, MG28 V75 34 - 9, *Report by Mr. Bernard Shane to Meeting of January 11, 1953*.

¹⁶⁰ Publié à environ 500 copies au cours des premières années, le tirage de l'édition francophone de ROC augmente rapidement, pour atteindre 1 100 exemplaires en 1953. ANC. Fonds JLCC, MG28 V75 13 - 16, *National Committee for Racial Tolerance, C.C.L., Minutes of Meeting on June 15, 1948*, 15 juin 1948; *Report by Mr. Bernard Shane...*, p. 13. Plusieurs articles du ROC sont repris par les journaux syndicaux au travers le Québec, notamment *Le Monde ouvrier*, *Les nouvelles ouvrières*, *La voix des Manuels*, *Transport*, *Le Chapelier*, *Quebec Issue* et *L'aiguilleur*.

¹⁶¹ Parmi les premiers dépliants du CTCIR, on retrouve, outre celui de A.R. Mosher : *You belong to a minority/Vous appartenez à une minorité*; Percy Bengough, *Beware/Danger pour l'avenir*; William Green, *Organized labor knows the score* et *Discrimination Costs You Money/La discrimination vous coûte du foin*. Trois mois seulement après sa création, le CTCIR a distribué 4 992 dépliants, dont 3 509 en français. Les deux mois suivants, ce sont près de 2 221 dépliants, tandis que 10 642 (5682 en français)

colossale et la plus soutenue du secrétaire est d'organiser dans la province des activités d'animation et d'éducation dans les principaux locaux syndicaux affiliés au CMTC et au CCT. Dès la première année d'activité du CTCIR, Roméo Girard organise ainsi 119 rencontres, auxquelles participent 5 400 travailleurs issus de différents secteurs de l'industrie¹⁶². Au cours de ces ateliers, Girard utilise diverses techniques éducatives, dont les ateliers de discussions, les « rumor clinics » et la projection de films, qui seront approfondies par le spécialiste de l'éducation des adultes, Jacques-Victor Morin, à son arrivée au secrétariat en 1951.

Dès 1948, le CTCIR participe également aux journées d'études du CCT, tenues annuellement dans les conseils du travail de Montréal, de Québec et de St-Jean. Lors de ces rencontres, qui regroupent entre 100 et 200 délégués, son secrétaire est invité à présenter des films, à distribuer de la littérature (dépliants, affiches, journal *Rapports ouvriers canadiens*) et à animer des ateliers sur les thèmes du racisme, des relations entre groupes, de l'unité ouvrière et de la lutte contre la discrimination raciale et religieuse. Le CTCIR organise également à partir de 1950 des « conférences annuelles en relations humaines », en français, qui regroupent des militants syndicaux et des spécialistes de l'éducation populaire autour de thèmes liés au racisme et aux droits humains. Grâce à la couverture médiatique qui en est faite dans les journaux et à la radio, ces événements sont non seulement d'importants moments d'éducation, mais aussi de réseautage¹⁶³. Ainsi, la première conférence annuelle de février 1950 regroupe

sont distribués dans les activités éducatives du Comité entre novembre 1948 et mars 1949. ANC. Fonds JLCC, MG28 V75 34 2, *CTCIR, rapport d'activités, janvier au 28 avril 1948*; ANC. Fonds JLCC, MG28 V75 34 2, *CTCIR, Rapport d'activités, du 28 avril 1948 au 30 juin 1948*; ANC. Fonds JLCC, MG28 V75 34 3, *Report of the Activities of the Labor Committee against Racial Intolerance, 12 novembre 1948 au 12 mars 1949*.

¹⁶² Entre novembre 1949 à octobre 1950, ce dernier visite 147 locaux syndicaux, où sont regroupés en moyenne une cinquantaine de travailleurs : 6 753 travailleurs syndiqués sont ainsi rejoints au cours de cette année-là. ANC. Fonds JLCC, MG28 V75 34 4, *CTCIR, Rapport annuel d'activité, 1er sept. 1948 à 1er août 1949*,. ANC. Fonds JLCC, MG28 V75 34 4, *Report of the activities of the Montreal Labor Committee Against Racial Intolerance for the period starting November 4th ending (sic)*.

¹⁶³ Par exemple, en 1952, la Conférence annuelle du CTCIR est rapportée dans les journaux *Le Canada*, *Le Devoir*, *Le Petit Journal*, *La Presse*, *The Gazette*, *The Herald* et le *Montreal Daily Star*, ainsi que dans plusieurs journaux syndicaux.

quelques 122 délégué-e-s représentant 33 locaux syndicaux montréalais, principalement affiliés aux deux conseils centraux et aux syndicats juifs du textile. Les invités, Claude Jodoin, Jacques Perrault, Gérard Pelletier, Michael Rubinstein et Romuald Lamoureux, discutent respectivement du droit de tous les Canadiens à vivre et à travailler, de l'importance de l'unité ouvrière, de la lutte contre les préjugés, du rôle des formateurs dans l'éducation à la tolérance et de l'importance du mouvement ouvrier dans la promotion des idéaux de fraternité humaine¹⁶⁴.

À l'instar du Congrès juif canadien, ce comité tisse également des liens étroits avec plusieurs organismes spécialisés dans l'éducation civique, dont le Conseil canadien du civisme, le Comité des relations culturelles au Canada, la Société Radio-Canada, l'Office national du film et la Société canadienne d'éducation postsecondaire. Comme pour le CJC, toutefois, ces réseaux ne lui permettent que de pénétrer partiellement les milieux francophones et catholiques, en dehors des milieux ouvriers et de la gauche sociale-démocrate¹⁶⁵.

Les spécificités du travail du CTCIR à Montréal tiennent également à ce que ses dirigeants appellent les « problèmes du Québec », qui sont associés à la fois à la question linguistique et à la difficulté d'articuler l'enjeu des relations interethniques à la question nationale et à la problématique des relations entre anglophones et francophones. La question linguistique apparaît de ce point de vue tout autant un problème matériel et logistique, qu'un enjeu proprement culturel. Ainsi, à l'été 1946, dans le cadre de la visite d'étude qu'ils organisent aux bureaux du Comité ouvrier juif à New York, Claude Jodoin et Kalmen Kaplansky arrivent à la conclusion que si les affiches, les dépliants, les caricatures, les bandes dessinées et les films produits aux États-Unis cadrent mal avec la réalité canadienne, dans la mesure où ils font l'apologie de l'« American way of

¹⁶⁴ ZA 1952 5/59, *Rapport de la conférence ouvrière sur les relations entre Canadiens...*, 25 février 1950; « Montréal tient une conférence ouvrière de 2 jours », *ROC*, février 1950, p. 4-5.

¹⁶⁵ Cette question a été abordée plus haut au chapitre 3, voir section : 3.2.2 Canadianisme et démocratie : les alliances du CJC.

life » et discutent essentiellement du « problème noir », ils sont encore moins adaptés au travail d'éducation auprès des Canadiens français¹⁶⁶. Bien que les bureaux du CTCIR, du COJ et de la maison d'édition *Rapports ouvriers canadiens* soient situés à Montréal, la nécessité de traduire l'ensemble du matériel en provenance des États-Unis apparaît comme une « difficulté énorme »¹⁶⁷. C'est pourquoi il est résolu, dès la création du CTCIR, que son secrétaire soit obligatoirement bilingue afin d'agir comme agent de transmission à la fois linguistique et culturelle¹⁶⁸.

Au-delà des obstacles culturels et linguistiques, les difficultés de rejoindre les Canadiens français tiennent dans une large mesure au discours « canadianiste » et multiculturaliste (avant la lettre) véhiculé par le CTCIR et les syndicats internationaux. Celui-ci cadre mal en effet avec l'idéal biculturel porté par une frange importante de la population et de l'intelligentsia canadienne-française d'après-guerre. Militant avant tout pour la bonne entente entre les groupes ethniques qui composent le Canada, le CTCIR fait du renforcement de l'unité nationale canadienne l'un de ses principaux chevaux de bataille. Dans cette optique, le nationalisme canadien-français apparaît initialement comme un obstacle à la promotion de l'unité nationale et de la bonne entente entre les groupes¹⁶⁹. De fait, le discours sur l'unité nationale canadienne promu par le CTCIR subsume dans une large mesure la « question nationale » canadienne-française sous la problématique globale des relations interethniques. Le premier communiqué officiel du CTCIR présente ainsi la province de Québec comme « le foyer de plusieurs religions et nationalités vivant en harmonie ». De même, le premier dépliant traduit en français par *Rapports ouvriers canadiens*, intitulé *Vous appartenez à une minorité!*, participe de cette

¹⁶⁶ ANC. Fonds JLCC, MG28 V75 29 - 1, Kalman Kaplansky, *Activities in the Field for Racial Tolerance. Activities in the United States and recommendations for work in Canada*, 23 août 1946.

¹⁶⁷ CTCIR, [rapport d'activités] to the national staff conference, 17 janvier 1948. Il est à noter qu'avant 1952, la revue *Rapports ouvriers canadiens* n'est que la traduction très imparfaite d'articles provenant des éditions anglophones de *Labor Reports (USA)* et de *Canadian Labor Reports (Canada)*.

¹⁶⁸ ZA 1947 - 11/127A, Kalmen Kaplansky, *Report of Activities for Improved Human Relations of the Jewish Labor Committee of Canada for the Year Ending July 31st, 1947*.

¹⁶⁹ NCIRT, *Report of the national Committee for racial tolerance, presented to the eight annual convention, Canadian Congress of Labour, Toronto*, 11 octobre 1948, p. 3.

conception pluraliste de la nation canadienne, qui présente les Canadiens français comme appartenant à une minorité, parmi d'autres, au sein de l'ensemble canadien¹⁷⁰.

Néanmoins, à travers ses activités éducatives, le CTCIR arrive à rejoindre de nombreux travailleurs et quelques groupes francophones et catholiques, principalement de la métropole. Dès 1948, Roméo Girard développe des liens étroits avec le secrétaire national de l'Action catholique canadienne Claude Ryan, qui l'invite à participer aux camps d'été de la Jeunesse indépendante catholique, à devenir membre de la Ligue ouvrière catholique et à mener des activités éducatives dans divers groupements d'action catholique spécialisée¹⁷¹. Bien qu'il existe une contradiction fondamentale dans le fait de coopérer avec des syndicats confessionnels, dont la pratique d'affiliation est fondée sur une forme d'exclusivisme religieux¹⁷², les rapprochements avec les syndicats catholiques sont également favorisés par les premières alliances intersyndicales établies dans le cadre de la lutte au duplessisme. Dès la fin de l'année 1948, des discussions sont ainsi entamées entre Roméo Girard et le président de l'Alliance des professeurs catholiques de Montréal, Bill Guindon, qui se dit « prêt à coopérer » pour que son organisation se joigne officiellement au CTCIR¹⁷³. Bien que ces pourparlers ne conduisent pas à une collaboration officielle de l'APCM, Girard est invité à présenter des films sur l'unité ouvrière lors de la grève qu'amorce l'Alliance en janvier 1949¹⁷⁴.

Dès la création du CTCIR, Roméo Girard et Kalmen Kaplansky entreprennent également des pourparlers avec l'exécutif de la CTCC afin que la centrale catholique se

¹⁷⁰ Celui-ci affirme en effet : « Tout Canadien fait partie d'une minorité, parce qu'au Canada, aucune race, aucune croyance, ne représente la majorité des citoyens. [...] Mais votre minorité possède quelque chose en commun avec toutes les autres minorités; c'est ce qui nous unit tous : nous sommes Canadiens! » ANC. Fonds JLCC, MG28 V75 34 3, *Vous appartenez à une minorité!*, ROC, Montréal, s.d., p. 1.

¹⁷¹ ANC. Fonds JLCC, MG28 V75 34 4, *CTCIR, Rapport annuel d'activité, 1er sept. 1948 à 1er août 1949*; ANC. Fonds JLCC, MG28 V75 34 4, *Report of the activities of the Montreal Labor Committee Against Racial Intolerance for the period starting November 4th ending (sic).*

¹⁷² Nous aborderons plus en détail les rapports entre le CTCIR et la CTCC dans le chapitre 5.

¹⁷³ ANC. Fonds JLCC, MG28 V75 34 3, *CTCIR, rapport d'activités, 1er juillet au 12 novembre 1948*.

¹⁷⁴ ANC. Fonds JLCC, MG28 V75 34 3, *Report of the Activities of the Labor Committee against Racial Intolerance, 12 novembre 1948 au 12 mars 1949*.

joigne officiellement, sur une base paritaire, à leur comité intersyndical¹⁷⁵. Les deux organisations en arrivent d'ailleurs à l'établissement d'un programme de coopération. Ce programme doit être soumis au Bureau confédéral de la CTCC au début de l'année 1949; il ne sera cependant pas étudié cette année-là en raison du déclenchement de la grève de l'Amiante à Asbestos¹⁷⁶. Comme nous le verrons au chapitre 5, les projets d'entente entre le CTCIR et la CTCC ne déboucheront pas sur une politique officielle de coopération. Toutefois, le secrétaire du comité sera invité périodiquement aux congrès annuels de la CTCC et par des syndicats affiliés pour animer des ateliers sur les relations humaines. De même, la création de la Fédération des unions industrielles du Québec en 1952 favorisera un élargissement des réseaux francophones des militants des droits humains des syndicats industriels, dans un contexte où un nombre croissant d'organisations francophones et catholiques s'intéressent aux enjeux liés à l'immigration et aux relations interethniques au Québec.

* * *

Les années d'après-guerre apparaissent comme une période charnière dans la transformation des discours et des revendications des militants du CCT au Québec. L'évolution du droit international relatif aux droits de l'homme confère en effet une légitimité nouvelle à leur conception égalitariste, socialiste et démocratique des droits humains. Au cours de la décennie qui suivra, les militants du CCT, du Conseil du travail de Montréal et de la Fédération des unions industrielles du Québec deviendront des acteurs nodaux dans la création d'une vaste coalition de militants des droits humains, qui regroupera à la fois des membres de la communauté juive, des militants des syndicats

¹⁷⁵ Ils entretiennent des correspondances soutenues avec le directeur de l'éducation Fernand Jolicoeur, le président Gérard Picard, le secrétaire Jean Marchand et le président du Conseil central de Montréal, Horace Laverdure. ANC. Fonds JLCC, MG28 V75 34 2, *Roméo Girard à Jean Marchand*, 1948; ANC. Fonds JLCC, MG28 V75 34 3, *CTCIR, rapport d'activités, 1er juillet au 12 novembre 1948*; ANC. Fonds JLCC, MG28 V75 34 3, *Report of the Activities of the Labor Committee against Racial Intolerance, 12 novembre 1948 au 12 mars 1949*.

¹⁷⁶ ANC. Fonds JLCC, MG28 V75 34 4, *CTCIR, rapport d'activités, juin 1949*; ANC. Fonds JLCC, MG28 V75 34 4, *CTCIR, Rapport annuel d'activité, 1er septembre 1948 au 1er août 1949*.

internationaux, des groupes d'éducation civique et d'intégration des immigrants, mais aussi les syndicats catholiques de la CTCC, le mouvement étudiant montréalais et tout un ensemble hétérogène d'individus et de groupes de divers secteurs de la société civique québécoise. Ce mouvement se consolidera principalement au cours des années 1950, à la faveur de l'ouverture progressive des Canadiens français aux enjeux liés au racisme et d'une ouverture simultanée des militants antiracistes du CTCIR et de la FUIQ aux enjeux touchant les discriminations vécues par les Canadiens français. Uni également contre le régime duplessiste dans la lutte pour la préservation de la démocratie et des libertés civiles, ce mouvement social en faveur des droits humains endossera alors une conception plus large des droits humains, fondée sur la reconnaissance par l'État québécois de certains droits économiques, sociaux et culturels.

3.4 La « révolution sociale » : les droits de la personne comme fondement du projet de reconstruction nationale de la CTCC

Au sortir du conflit mondial, les dirigeants de la CTCC entreprennent, comme tous les groupes à l'étude, une vaste réflexion sur les principes qui doivent guider les gouvernements fédéral et provincial dans la reconstruction du Canada d'après-guerre. Lors du Congrès annuel d'octobre 1945, le président Alfred Charpentier affirme que son organisation – syndicale, nationale et catholique – a un devoir particulier en cette période de refondation : celui de militer pour l'adoption de réformes sociales, juridiques et économiques inspirées des enseignements de la doctrine sociale de l'Église¹⁷⁷. L'après-guerre est une période qui engage toutes les forces de la nation et qui, de son point de vue, nécessite de dépasser les « égoïsme et individualisme de classes et de groupes » pour rechercher le « bien commun »¹⁷⁸. À ce congrès, les délégués sont appelés à se prononcer sur les grandes orientations du projet de reconstruction élaboré par l'exécutif de la CTCC, synthétisé dans la brochure *Programme de la Confédération*

¹⁷⁷ « Rapport annuel du Président Général de la C.T.C.C. », *Procès verbal, Vingt-quatrième session du Congrès de la C.T.C.C., Sherbrooke, 1945*, S.I, s.n., s.d., p. 15-17.

¹⁷⁸ *Ibid.*

*des travailleurs catholiques du Canada pour l'après-guerre*¹⁷⁹. Inspirée de la doctrine sociale de l'Église et des directives de l'Épiscopat canadien, cette brochure réunit l'essentiel des revendications de la centrale pour la période de transition vers la paix, soit une période envisagée sur un horizon de cinq ans¹⁸⁰. Dans ce programme, le syndicat chrétien prêche pour l'avènement d'une véritable « révolution sociale » fondée sur les idéaux de charité et de justice sociale¹⁸¹. Cette révolution s'inspire des mêmes principes que ceux défendus par la CTCC dans son plan de reconstruction mondiale. Cherchant à se distancier d'une conception libérale, « individualiste » et « égoïste » des droits de l'homme, ses dirigeants appellent au respect intégral de la personne humaine dans ses dimensions matérielle, sociale et spirituelle. Contre l'« égoïsme social » de la « justice officielle » issue de la « Révolution individualiste du 18^e et 19^e siècle », ils militent pour une conception chrétienne des droits de la personne, fondée sur le respect des droits de la famille, sur la protection du droit d'association et sur l'établissement de mesures de sécurité sociale¹⁸².

3.4.1 Les libertés civiles : concilier les libertés et l'ordre social

Les positions adoptées par la CTCC à l'égard des enjeux relatifs aux libertés civiles et politiques s'articulent autour de cette contradiction constitutive du débat entre « liberté des anciens » et « liberté des modernes » : comment concilier dans les sociétés libérales modernes les valeurs d'autonomie et d'individualisme avec le sens de devoir civique et la préservation de l'ordre public, de la paix sociale et du bien commun? Alors que dans la doxa libérale, les limites aux libertés individuelles ne s'imposent que lorsqu'elles

¹⁷⁹ CTCC, *Programme de la Confédération des travailleurs catholiques du Canada inc. pour l'après-guerre*, Montréal, 1945, 10 p.

¹⁸⁰ « Programme de la C.T.C.C. pour l'après-guerre », *Le Travail*, juin 1945, p. 2-8.

¹⁸¹ « Rapport du Président général de la C.T.C.C. », *Procès verbal, Vingt-sixième session du Congrès de la C.T.C.C., St-Hyacinthe, 1947*, p. 36-52. Voir également : « La lumière doit être sur la table », *Le Travail*, janvier 1947, p. 2; « Gérard Picard réclame l'établissement d'un véritable code du travail », *Le Travail*, novembre 1947, p. 6-7.

¹⁸² « La solution à la question ouvrière », *Le Travail*, juin 1946, p. 8. Article tiré de la revue *Relations* d'avril 1946, qui reprend un texte du journal belge le *Bulletin des industriels*, publié en décembre 1945.

entrent en contradiction avec la sécurité ou les libertés d'autrui, la doctrine sociale prônée par la CTCC reste prioritairement attachée aux valeurs d'ordre, d'autorité, de paix sociale et de bien commun. C'est pourquoi l'essentiel des positions adoptées par ses membres en matière de libertés civiles est orienté, dans l'après-guerre, contre ce qu'ils considèrent comme des usages immoraux, licencieux, séditions ou subversifs des libertés individuelles.

L'entrée dans la guerre froide constitue un facteur déterminant dans l'évolution des positions de la CTCC en matière de libertés civiles et politiques. En effet, c'est d'abord contre les libertés accordées aux militants communistes et à ceux que l'on considère comme tels – ce qui inclut pendant un temps les socialistes et les Témoins de Jéhovah – que sont dirigées les principales revendications des militants syndicaux catholiques. Envisageant dès 1945 l'avènement d'une « troisième guerre mondiale » contre le communisme, ses dirigeants réclament l'interdiction du Parti ouvrier progressiste (renommé ainsi à la suite de l'interdiction du Parti communiste du Canada en 1941) et de « toutes ses activités » au Canada¹⁸³. De même, la CTCC proteste contre le temps d'antenne accordée par Radio-Canada aux porte-paroles du P.O.P. et réclame l'interdiction du journal communiste *Le Combat*¹⁸⁴. Jusqu'au début des années 1950, la récurrence des résolutions présentées à cet effet, lors des congrès annuels, par ses délégués et ses fédérations témoigne de l'adhésion massive de ses membres à l'approche répressive prônée par l'équipe de la permanence¹⁸⁵. Aussi, bien que ses dirigeants ne prennent pas ouvertement position en faveur de la loi du cadenas comme ils l'avaient

¹⁸³ ACSN, Fonds des mémoires, MEM0001, *Mémoire annuel de la C.T.C.C. au Cabinet provincial. 15 janvier 1947*, 15 janvier 1947. ACSN, Fonds des mémoires, MEM0001, *Mémoire de la Confédération des Travailleurs Catholiques du Canada, Inc. au Gouvernement Fédéral*, 12 mars 1948; « Revendications de la CTCC auprès des gouvernements », *Le Travail*, octobre 1948, p. 7.

¹⁸⁴ ACSN, Fonds du Bureau confédéral, BUR0001-D7, *Sixième réunion du bureau confédéral de la CTCC pour l'année 1945-46, Québec*, 24 août 1946, p. 15; « Revendications de la CTCC auprès des gouvernements », *Le Travail*, octobre 1948, p. 7; *Mémoire...*, 12 mars 1948.

¹⁸⁵ Voir les feuillets des résolutions dans les procès-verbaux des congrès annuels de 1947 à 1953.

fait en 1937¹⁸⁶, ils profitent de leurs rencontres avec Duplessis pour le féliciter des mesures drastiques adoptées contre cette « doctrine subversive »¹⁸⁷.

Les positions adoptées par la CTCC sur les enjeux touchant les libertés de culte, d'expression, de réunion et d'association des Témoins de Jéhovah au Québec témoignent elles aussi de la primauté ontologique que ses membres accordent à la valeur d'ordre sur la valeur de liberté. Une résolution présentée par la Fédération du textile en 1947, et adoptée à l'unanimité par les délégués au congrès annuel de la CTCC, demande ainsi au gouvernement provincial d'interdire à la fois « le communisme » et les « Témoins de Jéhovah »¹⁸⁸. Mais bien qu'elles défraient les manchettes de l'actualité locale et nationale, les discussions au sujet de cette minorité religieuse restent marginales dans l'agenda de la CTCC¹⁸⁹. En effet, les mémoires que produit cette dernière ne traitent jamais du cas des Témoins de Jéhovah, pas plus que ne le font les membres de la permanence, de l'exécutif, du Bureau confédéral ou de la direction du journal *Le Travail*. Tout indique cependant que leurs dénonciations des publications immorales, subversives ou séditeuses visent également les membres de cette secte religieuse. Cela est d'autant plus plausible qu'à partir de 1946, les dépliants distribués au Québec par les Témoins de Jéhovah s'attaquent directement à l'Église catholique et que les autorités publiques de l'époque mettent sur un même pied communistes et Témoins de Jéhovah, tous deux accusés d'activités « séditeuses » ou « subversives »¹⁹⁰.

¹⁸⁶ Jacques Rouillard, *L'expérience syndicale au Québec*, Montréal, VLB éditeur, 2008, p. 88-89.

¹⁸⁷ « La CTCC rencontre le cabinet provincial », *Le Travail*, février 1947, p. 4-5; ACSN, Fonds des mémoires, MEM0001, *Mémoire annuel de la C.T.C.C. au Cabinet provincial*, 15 janvier 1947, p. 1.

¹⁸⁸ « Feuilleton des résolutions », *Procès verbal, Vingt-sixième session du Congrès de la C.T.C.C., St-Hyacinthe, 1947*, S.I. s.d., p. 200.

¹⁸⁹ Michel Sarra-Bournet, *l'affaire Roncarelli : Duplessis contre les Témoins de Jéhovah*, Québec, IQRC, 1986, 196 p.

¹⁹⁰ Voir notamment les dépliants : *La haine ardente du Québec pour Dieu, pour le Christ et pour la liberté est un sujet de honte pour tout le Canada* (1946) ou *Québec, vous avez manqué à votre peuple* (1947). Sur l'amalgame entre Témoins et communistes, voir les discours de Duplessis : « Que ceux qui n'aiment pas nos lois fichent le camp », *La Patrie*, 19 mars 1947, p. 4; « Il n'y aura pas de compromis avec les communistes, les Témoins de Jéhovah... », *L'Action catholique*, 19 mars 1947, p. 3.

Les positions adoptées par la CTCC dans l'immédiat après-guerre traduisent ainsi leur opposition doctrinale à une conception libérale et individualiste des droits de la personne. S'ils réclament en quelques occasions le respect des libertés de conscience, d'expression et de manifestation pour les syndiqués, en tant que droit corollaire du droit d'association, leurs positions se bornent le plus souvent à réclamer des autorités publiques la suspension des libertés accordées aux individus et aux groupes considérés comme une menace à l'ordre public, à la bonne morale, à la paix sociale et au bien commun.

3.4.2 Les droits de la personne... ouvrière

Le principal cheval de bataille des syndicalistes chrétiens en matière de libertés civiles est la défense du droit d'association. Ses dirigeants soutiennent en effet que ce droit, qui est un droit individuel exercé collectivement, est le premier des droits naturels et inaliénables de la personne humaine. Dans le contexte d'entrée dans la guerre froide, le droit d'association est présenté à la fois comme une réponse aux apories de l'individualisme libéral et comme un rempart contre la propagation de l'idéologie communiste. La CTCC suit en cela les enseignements sociaux de l'Église qui affirment depuis *Divini Redemptoris* (1937) que le combat contre cette idéologie « radicalement contraire au droit naturel » passe par la reconnaissance du droit naturel des associations ouvrières et patronales et par l'établissement de « relations humaines » entre elles¹⁹¹.

Pour faire valoir le caractère « sacré » et « naturel » du droit d'association, ses dirigeants s'appuient également sur l'Encyclique *Rerum Novarum*. Décrivant les syndicats comme des sociétés privées, cette lettre aux Évêques publiée par Léon XIII en 1891 affirme :

¹⁹¹ « Le droit d'Association. S'opposer au droit d'association des ouvriers c'est hâter la marche vers l'étatisme et le communisme », *Le Travail*, novembre 1949, p. 2-11; « Réformes sociales encore d'actualité », *Le Travail*, juin 1946, p. 8; « *Divini Redemptoris* », *Lettre encyclique de Sa Sainteté le Pape Pie XI, 1937* [en ligne] : https://w2.vatican.va/content/pius-xi/fr/encyclicals/documents/hf_p-xi_enc_19370319_divini-redemptoris.html

Le droit à l'existence leur a été accordé par la nature elle-même, et la société civile instituée pour protéger ce droit naturel. C'est pourquoi une société civile qui interdirait les sociétés privées s'attaquerait elle-même, puisque toutes les sociétés, publiques ou privées, tirent leur origine d'un même principe, la naturelle sociabilité de l'homme.¹⁹²

Or si le droit d'association n'est pas l'apanage des travailleurs, qu'« [i]l est reconnu partout et pour tous », il ne saurait toutefois être reconnu aux groupes subversifs, comme les communistes, qui prônent le renversement par la violence de l'ordre établi¹⁹³.

Dès la fin du conflit mondial, la permanence de la CTCC prépare l'élaboration d'un code du travail qui doit permettre d'inscrire dans le droit positif des garanties légales au droit naturel d'association des travailleurs¹⁹⁴. À son arrivée en poste à la présidence de la CTCC en 1946 Gérard Picard entreprend une vaste campagne en vue de promouvoir l'adoption d'un tel code et l'instauration de tribunaux du travail. Il en appelle alors à élaborer ce qu'il appelle « un droit collectif [...] en pleine révolte contre le droit individuel, ou plutôt individualiste, qui nous régit »¹⁹⁵. Picard milite pour une transformation en profondeur de la tradition juridique qui fait de la liberté contractuelle le fondement des rapports capital-travail. À son avis, la protection réelle du droit d'association passe par la construction d'un droit *du* travail qui s'écarte de la conception individualiste et libérale du Code civil du Québec¹⁹⁶. À partir de 1948, Picard s'appuie également sur les principes définis par la Confédération internationale des syndicats chrétiens, par le Conseil économique et social des Nations Unies et par la Conférence internationale du Travail¹⁹⁷. En ce sens, le projet de Code du travail (Bill 5) présenté au

¹⁹² « De la liberté à la sécurité syndicale », *Le Travail*, octobre 1948, p. 3-14. Tirant leurs origines de la nature elle-même, les associations sont en quelque sorte garantes de l'ordre naturel des choses. Voir : Jean Marchand, « M. Marcel Clément et les cartels intersyndicaux », *Le Travail*, 13 avril 1951, p. 2.

¹⁹³ « Éditorial. Le syndicalisme chrétien est devenu indispensable », *Le Travail*, janvier 1948, p. 2-9.

¹⁹⁴ ACSN, Fonds des mémoires, MEM0001, *Mémoire de la Confédération des Travailleurs Catholiques du Canada, Inc. au Cabinet provincial*. 26 janvier 1945.

¹⁹⁵ Gérard Picard, « Tribunaux du travail », *Le Travail*, décembre 1945, p. 1. Voir également : « Gérard Picard réclame l'établissement d'un véritable code du travail », *Le Travail*, novembre 1947, p. 6-7.

¹⁹⁶ « Après un code du travail, il faudra des tribunaux du travail », *Le Travail*, décembre 1947, p. 7.

¹⁹⁷ « De la liberté à la sécurité syndicale », *Le Travail*, octobre 1948, p. 3-14; « Rapport du président au congrès de la CTCC. Les clauses de sécurité syndicale sont indispensables à la vie et au progrès de notre

début de l'année 1949 par le gouvernement de Maurice Duplessis constitue l'attaque la plus directe et la plus frontale contre les droits de la personne tels que les dirigeants de la CTCC les définissent à cette époque. Le Bill 5 est en effet dénoncé comme une entorse au « droit naturel » d'association, comme une négation de la doctrine sociale de l'Église et, plus fondamentalement, comme l'incarnation d'une conception individualiste et libérale du droit et de la justice. Dès le dépôt du projet de loi 5, la CTCC affirme ouvertement son intention de « déclarer la guerre » à cette loi injuste¹⁹⁸. Au même moment où le Congrès canadien du Travail convoque une réunion extraordinaire à Montréal pour lutter contre ce bill, la CTCC organise une réunion d'urgence à Québec à l'issue de laquelle elle se prononce en faveur d'un « rejet pur et simple du bill No 5 »¹⁹⁹. Ses dirigeants décident en outre de faire parvenir un communiqué aux journaux confirmant la position de leur organisation, d'indiquer clairement leur décision de participer au front syndical contre le Bill 5 et de débloquer un fonds de 100 000\$ pour organiser la contestation²⁰⁰.

Pour sa part, Gérard Picard déclare que le Bill 5 « est tellement rétrograde et tellement faux dans ses conceptions de l'organisation des travailleurs, qu'il doit être rejeté dans son ensemble.²⁰¹ » Détaillant les droits fondamentaux qui sont attaqués dans ce projet, il affirme : « Le bill no 5 constitue une violation flagrante de la liberté syndicale; il nie le droit d'association pour un grand nombre d'employés et le rend inopérant dans un bon nombre d'autres cas [...] il supprime à toutes fins pratiques le droit de grève...²⁰² ». Dénonçant la conception individualiste du droit du travail inspirée de la doctrine libérale

mouvement », *Le Travail*, octobre 1948, p. 3; « Rapport du Président général », *Procès verbal, Vingt-septième session du Congrès de la C.T.C.C.*, Hull, 1948, p. 32-55.

¹⁹⁸ « Éditorial. La guerre est déclarée », *Le Travail*, mars 1949, p. 2.

¹⁹⁹ ACSN, Fonds du Bureau confédéral, BUR0001-D9, *Troisième réunion du bureau confédéral de la CTCC pour l'année 1948-1949, Québec, les 29 et 30 janvier 1949*; « La C.T.C.C. et le Code du travail », *Le Devoir*, 29 janvier 1949, p. 2.

²⁰⁰ *Troisième réunion du bureau confédéral...*; « La C.T.C.C. et le C.C.T. rejettent le projet de Code du Travail », *Le Devoir*, 31 janvier 1949, p. 2.

²⁰¹ « La C.T.C.C. et le C.C.T. rejettent le projet de Code du Travail », *Le Devoir*, 31 janvier 1949, p. 2.

²⁰² *Ibid.*

du contrat de louage, il conclut que ce Bill n'est pas « un code visant à garantir le droit d'association », mais qu'il cherche d'abord et avant tout « à protéger les "droits" des individualistes contre le mouvement syndical...²⁰³ ». L'étude détaillée du projet de loi effectuée par Théodore L'Espérance, responsable du Service juridique de la CTCC, et par Gérard Picard lui-même, en collaboration avec les représentants du Congrès canadien du travail et ceux du Congrès des métiers et du travail du Canada, condamne également l'idéal bourgeois des libertés individuelles qui est aux fondements de ce projet de loi. Ce principe bourgeois, soulignent-ils, s'attaque au premier des droits sur lesquels se fondent la justice, le bien commun et l'ordre social chrétien : le droit d'association²⁰⁴. Picard et L'Espérance invoquent également les principes définis par la Conférence internationale du travail, en affirmant que le Bill 5 contrevient à la *Convention sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical* ratifiée par le Canada en 1948²⁰⁵. Inscrivant la lutte contre le Bill 5 dans le prolongement du combat des démocraties contre la dictature, la CTCC dénonce également, au nom des principes établis par la Conférence internationale du travail, la section du projet de loi qui interdit le droit d'association pour les employés des services publics²⁰⁶.

Malgré les positions conservatrices adoptées par les dirigeants de la CTCC dans la majorité des dossiers touchant les libertés individuelles, une importante mutation s'opère à la fin de la décennie 1940 dans leurs conceptions des libertés civiles. Entamée dans le cadre du combat contre les mesures antisyndicales du gouvernement de l'Union nationale, cette rupture se cristallise dans la foulée des affrontements violents qui surviennent dans l'après-guerre entre les grévistes de la CTCC et les forces de l'ordre. Les abus perpétrés par la police provinciale en 1949, lors de la grève des employés de la

²⁰³ *Ibid.*

²⁰⁴ « SABOTAGE : Des droits ouvriers par le projet de Code du travail... » *Le Travail*, février 1949, p. 8.

²⁰⁵ « Tous les pays démocratiques se sont prononcés contre le Code du Travail du Québec. », conclut ainsi un éditorial publié en février dans *Le Travail*.

²⁰⁶ ACSN, Fonds des mémoires, MEM0002, *Mémoire de la Confédération des Travailleurs Catholiques du Canada, Inc. au Cabinet Fédéral*, 28 mars 1952, p. 12.

compagnie minière Johns Manville à Asbestos et Thetford Mines, marquent un tournant décisif. Enclenchée au milieu du mois de février de cette année, dans le contexte de la contestation du Bill 5, la Grève de l'amiante est le théâtre de nombreux affrontements entre la police et les grévistes de la CTCC. Au mois de mai, au lendemain de l'arrestation d'environ 200 grévistes par la police provinciale alors sous la direction du procureur général et premier ministre Maurice Duplessis, la CTCC accuse cette dernière de brutalités policières, d'arrestations arbitraires et de détentions illégales. Elle accuse également les policiers de s'être livrés à des violences et des tortures durant les interrogatoires menés auprès des grévistes arrêtés.

Au lendemain de cette journée de violence sans précédent, l'exécutif de la CTCC convoque une réunion d'urgence du Bureau confédéral. À l'issue de cette rencontre, ses membres publient une déclaration officielle dans laquelle ils affirment que « les policiers provinciaux se sont rendus coupables à Asbestos d'actes d'une brutalité inimaginable qui ne trouvent leur comparaison que dans les méthodes employées dans les camps de concentration de la Russie soviétique et de l'Allemagne nazie.²⁰⁷ ». La CTCC condamne également le traitement inhumain réservé aux « ouvriers gravement blessés par la police dans les chambres de torture improvisées » dans les locaux de la Johns-Manville²⁰⁸. « Un certain nombre de mineurs, affirme Gérard Picard dans une allocution radiophonique, porteront longtemps les marques des blessures qu'on leur a infligées. [...] C'est à faire dresser les cheveux sur la tête.²⁰⁹ » ; « [s]i les policiers n'ont pas poussé la torture aussi loin que dans les camps de concentration de la Russie, précise-t-il également, c'est parce qu'ils n'avaient pas les instruments en leur possession.²¹⁰ » Ces positions témoignent de l'importance du contexte mondial de l'époque, marqué par la

²⁰⁷ ACSN, Fonds du Bureau confédéral, BUR0002-D1, *Procès-verbal de la réunion du Bureau Confédéral de la C.T.C.C.*, 14 mai 1949, p. 3.

²⁰⁸ « La C.T.C.C. réclame une enquête fédérale... », *Le Devoir*, 16 mai 1949, p. 2.

²⁰⁹ ACSN, Fonds Secrétariat général, 519, Gérard Picard, « La situation dans l'amiante, causerie donnée au poste CKAC », *La Presse*, 13 mai 1949.

²¹⁰ ACSN, Fonds du Bureau confédéral, BUR0001-D9, *Conseil plénier de la C.T.C.C.*, 12 juin 1949.

mémoire encore vive de la dictature nazie et par la montée en force des dénonciations des entorses aux droits humains en Russie.

Ces accusations de brutalités et d'abus policiers sont lancées après que l'exécutif de la CTCC ait recueilli des témoignages de quatorze grévistes faisant état des coups, des violences, des menaces et des abus de toutes sortes dont ils ont été victimes²¹¹. Procureur dans le dossier de ces plaignants, Théodore L'Espérance témoigne aussi publiquement des brutalités policières et des procédures illégales dont il a été témoin lors de son passage à Asbestos²¹². Cette déclaration est endossée par le Bureau confédéral de la CTCC, qui, pour la première fois, dénonce ces agissements au nom des principes des droits de l'homme formulés par l'Organisation des Nations unies²¹³.

Voyant dans ces événements des violations sans précédent des droits fondamentaux, le Bureau confédéral recommande que la CTCC fasse « une intervention immédiate auprès du Ministre [fédéral] de la Justice afin qu'il fasse la lumière sur les atrocités commises à Asbestos au nom de la Loi, l'ordre et l'autorité...²¹⁴ » De plus, la CTCC étant membre de la Confédération internationale des syndicats chrétiens, il décide également d'envoyer une déclaration à cette dernière « afin qu'elle porte à l'attention de l'O.N.U., si nécessaire, ces atteintes aux libertés fondamentales de la personne humaine.²¹⁵ » La CTCC réclame également qu'une Commission royale d'enquête soit mise sur pied pour

²¹¹ Plusieurs d'entre eux, dont Jean-Noël Hamel, Gérard Chamberland, Alfred Blanchette et Jean-Paul Houle, entament également des poursuites pour 25 000 \$ chacun contre la Canadian Johns-Manville pour avoir été « sauvagement battus » sur la propriété de la compagnie. *L'Asbestos*, 27 mai 1949, p. 1, cité dans : Jessica J. van Horssen, *Asbestos, Quebec : The Town, the Mineral, and the Local-Global Balance Between the Two*, thèse (philosophie), The University of Western Ontario, 2010, p. 181, note 785. Ces déclarations, voir : ACSN, Fonds Secrétariat général, 519, *Déclarations sur la brutalité de la police provinciale à Asbestos*. s.d., 1949.

²¹² Publiée dans : « La C.T.C.C. réclame une enquête fédérale... », *Le Devoir*, 16 mai 1949, p. 2.

²¹³ ACSN, Fonds du Bureau confédéral, BUR0002-D1, *Procès-verbal de la réunion du Bureau Confédéral de la C.T.C.C.*, 14 mai 1949.

²¹⁴ *Ibid.* Voir également « La C.T.C.C. réclame une enquête fédérale sur les "atrocités" de la police provinciale à Asbestos », *Le Devoir*, 16 mai 1949, p. 3.

²¹⁵ ACSN, Fonds du Bureau confédéral, BUR0002-D1, *Procès-verbal de la réunion du Bureau Confédéral de la C.T.C.C.*, 14 mai 1949, p. 4.

mettre en lumière les entorses aux droits de l'homme reconnus par le Canada lors de la signature de la DUDH²¹⁶. Dans le rapport qu'ils soumettent aux délégués réunis en congrès plus tard cette même année, les membres du bureau confédéral se désolent toutefois que cette demande d'enquête « [s]'appuyant sur la Déclaration des droits de l'homme adoptée par les Nations Unies » ait été refusée par Ottawa.²¹⁷ C'est le Canada, et non les provinces, leur a-t-on fait observer, qui a adhéré à la DUDH; par conséquent, l'application de ses principes dans le champ des relations ouvrières constituerait un empiètement du gouvernement fédéral dans une juridiction provinciale.

Ce sont donc les violences et les abus commis par la police provinciale à Asbestos qui poussent les dirigeants de la CTCC à invoquer, pour la première fois, la Déclaration universelle des droits de l'homme pour dénoncer les entorses aux libertés civiles perpétrées par le régime duplessiste au Québec. Bien qu'elle procède d'une adhésion idéologique aux principes du personnalisme et de l'humanisme libéral, la genèse de leur lutte pour les droits humains est fondamentalement le résultat de leur confrontation directe, locale et concrète, à la répression et à la violence du régime en place dans la province. Cette prise de conscience du fait que les actions du gouvernement, de la police et des juridictions judiciaires portent atteinte aux libertés fondamentales des citoyens, contribuera à faire des droits humains le paradigme central du combat mené par la CTCC contre le duplessisme au cours de la décennie 1950.

3.4.3 Le droit à l'égalité raciale et religieuse... des Canadiens français

Si la CTCC s'engage dans la lutte pour la préservation des libertés civiles au Québec, elle demeure toutefois rigoureusement à l'écart du mouvement d'après-guerre en faveur du droit à l'égalité raciale et religieuse. Bien que ses membres affirment officiellement

²¹⁶ ACSN, Fonds du Bureau confédéral, BUR0001-D9, *Procès-verbal de la Réunion du bureau confédéral de la CTCC, Montréal*, 11 juin 1949.

²¹⁷ « Rapport du Bureau Confédéral, 1948-1949 », *Procès verbal. Vingt-huitième session du Congrès de la C.T.C.C.*, Montréal, 1949, S.I, s.d, p. 69.

leur adhésion aux principes d'universalité et de non-discrimination qui fondent leur conception chrétienne des droits de la personne humaine, il faut attendre le début des années 1950 avant qu'ils ne prennent officiellement position contre le racisme et, la fin de cette décennie, pour qu'ils s'engagent activement dans la lutte contre les discriminations raciales et religieuses. Avant le milieu des années 1950, leurs engagements dans ce domaine restent essentiellement confinés aux causes touchant les droits des minorités canadiennes-françaises et les droits linguistiques, culturels et constitutionnels des Canadiens français.

La seule exception, et elle est notable, est la position adoptée par la CTCC contre la politique de déportation des citoyens canadiens d'origine japonaise. Cette politique fait suite à l'internement massif des populations japonaises considérées comme « étrangers ennemis » pendant la guerre. En 1946, une résolution présentée lors de son congrès par le Conseil central des Trois-Rivières et adoptée à l'unanimité par les délégués, exige le rappel de l'arrêté ministériel visant ces déportations, afin de « permettre aux Japonais loyaux au Canada d'y demeurer et de vivre en paix ». Cette résolution, qui dénonce le « mépris condamnable de la personne humaine » dont fait preuve la politique fédérale, s'appuie d'une part sur les positions du Vatican contre les déportations et les migrations forcées de populations et d'autre part sur les principes inscrits dans la Charte de l'Atlantique. Les sources officielles et la correspondance des dirigeants de la CTCC semblent toutefois indiquer que cette requête – la seule traitant des discriminations vécues par une minorité ethnique – demeurera sans suite²¹⁸.

Les positions adoptées par la CTCC sur l'immigration à l'époque mettent en évidence les raisons profondes de ce désengagement. En effet, le « problème de l'immigration » constitue un pan important du programme de reconstruction mis de l'avant par le syndicat catholique, qui dès 1945 se déclare « opposée à toute immigration aussi longtemps qu'il y aura du chômage au Canada, et que l'on n'aura pas réussi à réintégrer

²¹⁸ « Feuilleton des résolutions », *Procès-verbal. Vingt-cinquième session du Congrès de la C.T.C.C.*, Québec, 1946, p. 256.

les vétérans dans leur emploi d'avant-guerre ou à leur trouver un emploi rémunérateur »²¹⁹. En 1947, dans le contexte des débats sur la réforme de la politique d'immigration canadienne, ses membres soutiennent que cette politique doit répondre à deux impératifs, soit préserver l'homogénéité culturelle du Canada et protéger les droits de ses deux « races » fondatrices²²⁰. Opposée à une « immigration massive », la CTCC demande de plus au gouvernement fédéral de lutter contre l'exode des Canadiens aux États-Unis²²¹. Ouvertement hostiles à l'immigration non francophone et non catholique au Québec, ses dirigeants font également valoir le fait que celle-ci constitue un « réservoir du communisme »²²². Désireuse de renforcer les critères ethniques et « raciaux » qui sont aux fondements de la politique d'immigration depuis le début du XX^e siècle, la CTCC demande au gouvernement fédéral de ne permettre « l'entrée au pays que des sujets de choix »²²³.

Peu enclins à considérer le sort des immigrants et des populations minoritaires au Canada, les membres de la CTCC perpétuent l'image d'une nation issue de la colonisation blanche, chrétienne et européenne, niant à la fois l'existence des Premières nations, la réalité multiculturelle du pays et les schèmes racistes qui fondent la politique d'immigration et les rapports majorité-minorités au Canada. De fait, la CTCC ne se positionne ouvertement contre les discriminations que lorsque celles-ci touchent les droits culturels, linguistiques ou constitutionnels des Canadiens français. Ainsi, dans le mémoire qu'elle soumet au gouvernement fédéral en 1948, la centrale revendique, sous une rubrique intitulée « Égalité des races », le maintien des droits des minorités canadiennes-françaises de l'Ouest canadien, notamment en matière d'accès à la culture.

²¹⁹ ACSN, Fonds des mémoires, MEM0001, *Mémoire de la Confédération des Travailleurs Catholiques du Canada, Inc. au Gouvernement Fédéral, mars 1945*, p. 5.

²²⁰ « Politique d'immigration illogique, ridicule et révoltante », *Le Travail*, juin 1947, p. 2.

²²¹ *Ibid.*; « La CTCC est bien reçue à Ottawa; Hommage à son esprit de justice », *Le Travail*, avril 1947, p. 6-7.

²²² « Politique d'immigration illogique... », p. 2.

²²³ « Contre l'immigration massive », *Le Travail*, mars 1947, p. 3.

Elle réclame en particulier l'établissement d'une radio francophone dans cette région, réitérant l'idée que « l'unité nationale suppose l'égalité absolue pour les deux grandes races qui ont bâti le Canada »²²⁴. La CTCC est également préoccupée des discriminations subies par les Canadiens français dans la fonction publique fédérale — question qu'elle lie au problème plus large des droits des francophones au sein de la fédération canadienne²²⁵. À l'époque où le gouvernement de Maurice Duplessis adopte une position autonomiste, la CTCC s'attend à ce que l'État québécois lutte pour préserver les droits constitutionnels des Canadiens français « douloureusement conquis par des siècles de luttes » et pour conserver « ses particularités ethniques, linguistiques et religieuses »²²⁶. On retrouve ce même argumentaire en faveur de l'égalité des races fondatrices dans le mémoire qu'elle soumet à la Commission royale d'enquête sur l'avancement des arts, des lettres et des sciences au Canada (la Commission Massey) en avril 1950²²⁷.

L'orientation de la CTCC en matière de droit à l'égalité raciale et religieuse est également tributaire de considérations stratégiques et identitaires associées à la nature même du syndicalisme chrétien et national. Depuis ses origines, la CTCC a en effet pour objectif de contrer l'expansion des syndicats internationaux, dits « neutres », en regroupant les travailleurs sur une base confessionnelle. Dans l'après-guerre, ses dirigeants s'inspirent des principes de « patriotisme sain » et de « christianisme sain »

²²⁴ ACSN, Fonds des mémoires, MEM0001, *Mémoire de la Confédération des Travailleurs Catholiques du Canada, Inc. au Gouvernement Fédéral*, 12 mars 1948, p. 2-3.

²²⁵ ACSN, Fonds des mémoires, MEM0001, *Mémoire de la Confédération des Travailleurs Catholiques du Canada, Inc. au Gouvernement Fédéral*, 15 mars 1949, p. 7.

²²⁶ ACSN, Fonds des mémoires, MEM0002, *Mémoire annuel de la C.T.C.C. au Cabinet provincial (et mémoire additionnel)*, mars 1950, p. 1. C'est également dans cette optique qu'elle appuie, jusqu'au tout début des années 1950, le mouvement « Achat chez nous » qui vise à encourager l'achat de produits et de services dans les commerces détenus par des Canadiens français. « Feuilleton des résolutions », *Procès-verbal. Trentième session du Congrès de la C.T.C.C.*, Québec, 1951, p. 155.

²²⁷ Ce mémoire utilise la même notion de « particularités ethniques, linguistiques et religieuses ». ACSN, Fonds des mémoires, MEM0002, CTCC, *Mémoire présenté à la Commission royale d'enquête sur l'avancement des arts, des lettres et des sciences au Canada...*, avril 1950, p. 1.

qui sont aux fondements de sa doctrine depuis sa fondation²²⁸. S'ils se targuent de promouvoir une « pratique de tolérance » à l'égard des non-catholiques, ils prennent cependant le soin de mentionner que cette pratique n'est pas constituée en « règle »²²⁹. Concevant le syndicalisme national avant tout dans sa dimension religieuse, les dirigeants de la CTCC continuent d'honorer le principe fondateur inscrit sur le drapeau de leur organisation depuis 1931, qui consiste à « grouper dans ses rangs les catholiques des quatre races pionnières du Canada : Canadienne-française, Écossaise, Irlandaise et Anglaise »²³⁰.

Dans l'après-guerre, cette priorité accordée à l'élément catholique, puis en second lieu francophone, soulève d'importants débats sur la nature discriminatoire ou non du syndicalisme national et confessionnel. Au moment où la prospérité d'après-guerre accentue les luttes de pouvoir entre les syndicats catholiques et les syndicats internationaux, cette question devient un important point de litige. Dans cette joute, chacun accuse l'autre partie de faire preuve de racisme, les uns envers les Canadiens français, les autres envers les travailleurs non catholiques. Un éditorial paru à l'été 1948 dans le journal *Le Travail* dénonce ainsi les propos jugés xénophobes publiés dans l'organe officiel du Congrès des métiers et du travail du Canada, le *Monde Ouvrier*. Cet article est l'occasion pour les dirigeants de la CTCC de dénoncer publiquement ce qu'ils considèrent être le fondement raciste de « l'impérialisme syndical » des syndicats internationaux. L'extrait du *Monde ouvrier* qui met le feu aux poudres soutient que les travailleurs du Lac Saint-Jean vivent dans une région si isolée que « leur horizon mental et intellectuel est encore très limité. Cet état de choses rend facile la diffusion de vues nationalistes étroites et de doctrines xénophobes. » L'éditorialiste du journal de la CTCC s'insurge contre cette insulte proférée selon lui envers l'ensemble des Canadiens français et dénonce à son tour les propos du *Monde ouvrier* comme étant « xénophobes ». Il le

²²⁸ « Le rayonnement et l'influence de la Confédération des Travailleurs Catholiques du Canada... », *Le Travail*, septembre 1946, p. 9-13.

²²⁹ *Ibid.*

²³⁰ *Ibid.*

fait au nom du respect du « droit naturel des ouvriers », tout en rappelant que « la terrible guerre qui vient de se terminer a été conduite sous la bannière de la liberté, pour le respect du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ». Or, fait-il observer, « [l']impérialisme capitaliste, l'impérialisme raciste ou l'impérialisme syndical entrent tous en contradiction avec le principe de la Charte de l'Atlantique ». Enfin, évoquant à nouveau cette charte, seul document fondateur de la rhétorique de guerre alliée qui énonce explicitement le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, l'éditorialiste de la CTCC souligne que « l'une des bases fondamentales de la démocratie consiste justement dans le respect des droits linguistiques et religieux des nationalités »²³¹.

Ces tensions au sujet du racisme sont en quelque sorte constitutives des conflits idéologiques qui opposent les syndicats catholiques aux syndicats internationaux. Face aux seconds, les premiers affirment la légitimité de leur existence par des impératifs liés au respect de la culture et de la religion d'une catégorie spécifique de travailleurs. La direction de la CTCC rappelle d'ailleurs que dès 1921 « [i]l a fallu combattre tous les préjugés de race, de religion et autres que notre mouvement provoquait.²³² » Comme nous le verrons au chapitre 5, cette querelle de bonnes intentions pour déterminer qui, des syndicats internationaux ou catholiques, est raciste ou xénophobe refait surface périodiquement tout au long des années 1950.

3.4.4 La « révolution sociale » et les droits de la personne humaine

Pendant toute la période d'après-guerre, la spécificité des discours de la CTCC en matière de droits humains tient dans une large mesure à l'adhésion de ses membres aux idéaux chrétiens de justice et de charité, deux valeurs affirmées dans le logo de la CTCC et sur la première page de chaque édition du journal *Le Travail*. S'appuyant sur un idéal de justice sociale fondamentalement opposé au libéralisme classique, ses dirigeants

²³¹ *Ibid.*

²³² « Le syndicalisme catholique, pour naître, se développer et accomplir sa mission, a livré bien des luttes et affronté bien des adversaires », *Le Travail*, août 1946, p. 5.

appellent à moraliser la justice pour la rendre plus conforme à la doctrine sociale de l'Église²³³. Bien qu'elle relève d'une logique de charité qui est par essence subsidiaire et discrétionnaire, leur conception chrétienne de la justice sociale constitue le socle à partir duquel ses dirigeants inscriront graduellement leurs revendications en faveur des droits économiques et sociaux dans le cadre normatif et discursif des droits humains.

Dans son programme de reconstruction d'après-guerre, la CTCC s'intéresse d'abord à l'épineux problème de la pauvreté des masses laborieuses. Réclamant l'adoption de « mesures radicales mais chrétiennes »²³⁴, le programme élaboré par la CTCC s'articule principalement autour d'une revendication centrale : l'établissement d'un « salaire vital ». Loin d'être considéré non comme un droit social universel que l'État doit à ses citoyens, ce salaire vital – intimement lié à la valeur travail – est présenté plutôt comme une mesure de justice qui, combinée au plein emploi, permettra de protéger les droits des familles ouvrières à l'éducation, à la santé, à la culture, à la propriété, etc.

Cette revendication est systématisée dans une brochure écrite par le secrétaire général Gérard Picard, en 1945, intitulée « Le salaire minimum vital »²³⁵. Pensé comme un droit familial, le salaire vital est avant tout destiné à préserver le rôle traditionnel du mari-pourvoyeur, en évitant que la femme ne soit dans l'obligation de travailler pour subvenir aux besoins de ses enfants. Jusque dans la première moitié des années 1950, le travail des femmes est en effet présenté comme une des « conséquences désastreuses » de l'insuffisance du salaire familial²³⁶. Malgré son vernis charitable, le salaire vital apparaît comme une stratégie de combat contre le travail féminin pour les dirigeants de la CTCC, qui considèrent « qu'il est impossible de concilier l'ordre naturel des choses avec la

²³³ Fernand Simard, « Le 27^e congrès de la CTCC, à Hull, du 17 au 23 septembre 1948. Vers une plus grande Justice sous la bannière de la Charité », *Le Travail*, septembre 1948, p. 2.

²³⁴ « Programme de la C.T.C.C. pour l'après-guerre », *Le Travail*, juin 1945, p. 2.

²³⁵ Gérard Picard, *Le salaire minimum vital*, CTCC, Tract no 7, 24 p.

²³⁶ « La femme au travail », *Le Travail*, 4 mai 1951, p. 3.

présence des femmes dans les activités industrielles et commerciales.²³⁷ ». Étroitement lié à la valeur travail (par opposition à la charité) et à la défense des droits de la famille (par opposition aux droits individuels), le salaire vital s'inscrit en faux contre le principe d'universalité qui sous-tend l'idéal des droits humains. Cela n'empêche pas la CTCC de s'appuyer sur plusieurs énoncés qui, après la guerre, sont à l'origine de l'inclusion des droits sociaux dans la liste des droits universels, dont la Charte de l'Atlantique et les conventions du Bureau international du Travail²³⁸.

Bien qu'elle continue de militer pour la reconnaissance du droit à un salaire vital familial, la nouvelle équipe qui arrive à la permanence de la CTCC dans l'après-guerre s'oriente graduellement vers une conception plus interventionniste du rôle de l'État, qui rompt partiellement avec l'idée de l'État subsidiaire et qui favorise l'émergence d'une conception plus universaliste des droits sociaux. Ainsi, dès 1946, la centrale envisage l'adoption de lois sur la sécurité sociale comme « solution à la question ouvrière », tout en mentionnant que « les modalités [de ce programme] restent à dégager »²³⁹. Au congrès annuel de 1947, alors qu'il prononce son premier discours à titre de président, Gérard Picard explique que l'intérêt nouveau de son organisation pour ce concept de « sécurité sociale » relève d'une logique de « droit », mais que celui-ci répond avant tout aux exigences du « bien commun »²⁴⁰. Ainsi, le congrès de 1947 est consacré en grande

²³⁷ CTCC, *Programme de la Confédération des travailleurs catholiques du Canada inc. pour l'après-guerre*, Montréal, 1945, p. 10. « Réforme de la famille, de l'État, de l'entreprise et de la profession selon la doctrine catholique », *Le Travail*, juin 1948, p. 8.

²³⁸ « Salaire minimum vital », *Le Travail*, août 1945, p. 2.

²³⁹ Celle-ci se réfère à un article paru dans la revue *Relations* d'avril 1946 et tiré du journal catholique belge le *Bulletin des Industriels* : « La solution à la question ouvrière », *Le Travail*, juin 1946, p. 8.

²⁴⁰ « Lorsque la classe ouvrière revendique une pleine mesure de justice sociale, elle ne demande pas un privilège, elle réclame un droit; et ce droit est intimement lié aux exigences du bien commun de la société. C'est au prix de la justice sociale que l'ordre social pourra être maintenu. » Rapport du Président général de la C.T.C.C. », *Procès-verbal. Vingt-sixième session du Congrès de la C.T.C.C., St-Hyacinthe, 1947*, p. 37.

partie à l'étude, par les délégués, des notions d'assurance, d'assistance et de sécurité sociales²⁴¹.

Il faut toutefois attendre l'adoption de la DUDH pour que les dirigeants de la CTCC articulent leurs revendications en matière de sécurité sociale dans le langage des droits universels. Au congrès de 1950, Gérard Picard affirme ainsi que la sécurité sociale ne constitue pas une forme de charité ou de « paternalisme » d'État, mais qu'elle est un droit universel, reconnu par tous les pays du monde depuis l'adoption de la Déclaration universelle de 1948²⁴². S'appuyant sur l'article 25 de cette déclaration, Picard soutient que la protection de ce droit humain universel requiert une intervention positive de l'État dans quatre domaines, soit la « sécurité d'emploi », la « sécurité du gain », la « sécurité de la capacité physique de travail » et la « sécurité quant aux revenus de remplacement ou de complément »²⁴³. Le tournant des années 1950 représente en somme une période de transition importante dans les discours des représentants de la CTCC. À partir de cette date en effet, leurs demandes, anciennes ou nouvelles, en faveur des pensions de vieillesse, de l'assurance-chômage, de l'assurance hospitalisation, de l'assurance maladie et, plus tard, de l'universalisation du droit à l'éducation, seront intégrées de manière formelle à l'idéal des droits de la personne humaine, qui sera inscrit à compter de 1951 dans les principes fondateurs du syndicat chrétien. C'est également sur cet idéal universaliste que ses dirigeants s'appuieront pour contracter des alliances avec d'autres organisations réclamant la mise sur pied d'un État-providence au Québec.

* * *

Bien qu'ils inscrivent leur combat pour les droits de la personne dans une optique profondément antilibérale, anti-individualiste et antimatérialiste, les dirigeants de la

²⁴¹ « Notre congrès annuel à Saint-Hyacinthe remporte un succès », *Le Travail*, octobre 1947, p. 6-11.

²⁴² « Sécurité sociale. Le rapport de M. Picard », *Le Travail*, 21 septembre 1950, p. 1; « Rapport du Président général de la C.T.C.C. », *Procès-verbal. Vingt-neuvième session du Congrès de la C.T.C.C.*, Sherbrooke, 1950, p. 30-45.

²⁴³ « Sécurité sociale. Le rapport de M. Picard », *Le Travail*, 21 septembre 1950, p. 1.

CTCC n'en participent pas moins après la guerre à la diffusion de l'idéal universaliste des droits humains. Luttant contre ce qu'ils considèrent comme des usages immoraux, licencieux, séditieux ou subversifs des libertés individuelles, ils se tournent toutefois vers les normes internationales des droits de l'homme pour dénoncer les atteintes aux droits des ouvriers perpétrées par le gouvernement de Maurice Duplessis. De même, leur lutte pour la reconnaissance du droit d'association des travailleurs et pour la protection de certains droits sociaux contribue à promouvoir au Québec une nouvelle conception, plus sociale et plus égalitariste, de ces droits. Si la préséance accordée à la défense des droits des Canadiens français constitue un frein à leur engagement dans la lutte antiraciste, l'adhésion des membres de la CTCC à l'idéal universaliste des droits de l'homme contribuera néanmoins à transformer progressivement leurs positions à l'égard de l'immigration et des droits des minorités ethnoculturelles. L'après-guerre apparaît de ce point de vue comme une période charnière de l'évolution idéologique des militants de la CTCC et de l'engagement du syndicat chrétien dans le mouvement pour la défense des droits humains, qui se consolide au Québec au cours de la décennie 1950.

3.5 « Descendre de la montagne » : les étudiants de l'Université de Montréal face à la reconstruction nationale d'après-guerre

Pour leur part, bien qu'ils s'appuient abondamment sur l'idéal universaliste des droits de la personne humaine pour définir leurs projets de reconstruction de la paix mondiale, les étudiants de l'Université de Montréal mobilisent très rarement le langage des droits humains dans le cadre des débats sur la reconstruction nationale d'après-guerre. Les carabins de la frange la plus réformiste participent néanmoins au courant de libéralisation que connaît le Québec dans l'après-guerre. Plusieurs étudiants réfléchissent à cette époque à la redéfinition du rôle social de l'élite étudiante universitaire. Rejetant l'image du carabin festif et peu intéressé aux enjeux de société, ils font valoir la fonction sociale et le rôle civique de la jeunesse, et la nécessité pour l'étudiant universitaire de « descendre de la montagne » pour se confronter à la réalité extra-académique. Se considérant comme les membres d'une élite intellectuelle appelée

à jouer un rôle de leader dans la société, les étudiants mobilisent les connaissances et les expertises qu'ils développent dans le cadre de leurs études – notamment dans les domaines du droit, de la philosophie, du service social et des relations industrielles – pour faire reconnaître leur rôle d'interlocuteurs légitimes dans les débats sur la reconstruction. Les carabins affirment ainsi le « rôle immense de reconstruire la nation » qui incombe à la jeunesse universitaire²⁴⁴. Ils font valoir aussi que l'université n'est pas seulement le lieu de reproduction d'une élite, mais doit servir d'instrument d'élévation du peuple tout entier²⁴⁵.

3.5.1 Les libertés civiles de l'étudiant universitaire : la liberté comme prémisses à l'engagement social des carabins

Comme l'a démontré Nicole Neatby, les étudiants de la frange moderniste de la communauté universitaire associent étroitement leur engagement dans les débats de société à la création d'un climat de liberté dans l'institution universitaire elle-même. Ces étudiants font valoir, d'un côté, que l'université doit être un espace de libre discussion et de renforcement de l'esprit critique et, de l'autre, que les universitaires possèdent le niveau requis de maturité intellectuelle et morale pour se voir confier les responsabilités qui découlent de l'usage des libertés de conscience et d'expression. Au sortir de la guerre, comme on l'a vu, plusieurs étudiants rejettent la conception libérale des droits de l'homme parce qu'elle incarne à leurs yeux les apories d'une société laïque, matérialiste et abusivement individualiste. Cherchant à concilier leurs idéaux chrétiens d'ordre, d'autorité et de bien commun avec leur quête individuelle de liberté, ils critiquent néanmoins le conservatisme ambiant et les idéaux d'autorité, d'obéissance et de soumission promus par les élites conservatrices et par les autorités cléricales, tant à

²⁴⁴ Michel Roy, « Le rôle de l'étudiant canadien-français », *QL*, 15 novembre 1949, p. 3. Voir également : Guy Beaugrand-Champagne, « L'éducation, un placement », *QL*, 21 mars 1947, p. 1; D'Iberville Fortier, « Les idées de l'avenir », *QL*, 15 novembre 1946, p. 12.

²⁴⁵ Michel Roy, *op. cit.*, p. 3; Camille Laurin, « Cette université est-elle à nous? », *QL*, 7 novembre 1947, p. 1. Voir aussi le débat entre Gilles Bergeron et Jean-Gaston Rioux : « En dehors de notre cour », *QL*, 4 février 1949, p. 1-2; « Dans notre cour », *QL*, 8 février 1949, p. 1.

l'université que dans l'ensemble de la société québécoise. Cette quête de liberté conduit ces jeunes réformistes à une profonde remise en cause du « cléricalisme » au Québec. En effet, les articles publiés dans le *Quartier Latin* par les étudiant-e-s modernistes Gilles Duguay, Hubert Aquin, Claude Paulette, Adèle Lauzon, André Lefebvre, Gérard Potvin, Jean-Guy Blain et d'autres encore critiquent la domination du clergé dans la société québécoise et revendiquent une place plus importante pour les laïcs, en particulier dans le système d'enseignement. Décritant la passivité des catholiques, leur paresse intellectuelle, leur conformisme et leur soumission à l'autorité, ils militent pour l'établissement d'un « climat d'ouverture et de liberté d'expression », tant à l'université que dans la communauté des intellectuels chrétiens²⁴⁶.

Sans pour autant remettre en cause leur propre engagement envers les valeurs et les enseignements chrétiens, ces étudiants de l'Université de Montréal soutiennent que le consentement libre et éclairé des croyants conduit à un humanisme plus profond et plus sincère²⁴⁷. Comme l'a montré Nicole Neatby, plusieurs étudiants modernistes regardent avec admiration les intellectuels réformistes du Québec d'après-guerre, en particulier ceux qui œuvrent au journal *Le Devoir* et à la revue *Cité libre*, parce qu'ils incarnent leurs aspirations à la liberté dans une société qu'ils jugent conformiste et réfractaire aux débats d'idées²⁴⁸.

À cette époque cependant, défendre les libertés de conscience et d'expression comme le font les membres de la jeunesse universitaire revêt à bien des égards un caractère révolutionnaire. Les rédacteurs du *Quartier Latin*, Marc Brière et Pierre Perrault, affirment ainsi que, dès que les mots « liberté » et « esprit critique » sont prononcés au

²⁴⁶ Neatby, *Carabins ou activistes? : l'idéalisme et la radicalisation de la pensée étudiante à l'Université de Montréal au temps du duplessisme*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 1999, p. 98-112. Voir en particulier : Claude Paulette, « Doit-on être anti-clérical? », *QL*, 29 novembre 1949, p. 1; Hubert Aquin, « Dieu et moi », *QL*, 29 novembre 1949, p. 3; Adèle Lauzon, « Le sens de l'athéisme contemporain », *QL*, 21 mars 1950, p. 1-3.

²⁴⁷ Jean-Guy Blain, « L'Essentiel est intouchable », *QL*, 1 février 1949, p. 3.

²⁴⁸ Nicole Neatby, *Carabins ou activistes?...*, p. 107-109.

Québec, « nous entendons clamer en haut lieu les mots vengeurs d'autorité, de respect, de bien commun et certains politiciens iront jusqu'à parler de l'infailibilité du pape. ²⁴⁹» Critiquant le « cléricalisme étroit » et le « traditionalisme étouffant » des intellectuels catholiques canadiens-français, Jean-Marc Léger souligne également que le mot « liberté » est, avec raison, étroitement associé à l'idéal révolutionnaire. Il n'hésite d'ailleurs pas à appeler de ses vœux l'avènement au Québec d'une révolution de la liberté humaine : « Or, je ne sache pas que nous ayons abusé des révolutions. Peut-être serait-il temps de commencer?²⁵⁰ », conclut-il.

Bien que cette quête de liberté soit présentée comme une recherche fondamentalement humaniste et universelle – « Tout grand problème humain présuppose celui de la liberté, qui est à la base d'une métaphysique de l'existence.²⁵¹ », affirme Adèle Lauzon –, celle qu'ils mènent est principalement orientée vers le combat pour la liberté des étudiants, dans le cadre spécifique de l'Université. Les étudiants conservent en effet leurs distances face aux débats qui se déroulent en dehors du campus au sujet de la répression des libertés civiles et politiques au Québec. Ils commentent le plus souvent ces dossiers lorsqu'ils s'y sentent obligés et le font avec un détachement qui traduit leur volonté de se tenir à distance de sujets épineux, potentiellement préjudiciables pour la communauté étudiante dont ils sont membres ou porte-paroles.

Dans un premier temps, les étudiants de l'Université de Montréal s'abstiennent de prendre officiellement position à l'égard de l'un des principaux enjeux qui défraient les manchettes de l'actualité nationale et provinciale en matière de libertés civiles après la guerre, soit les arrestations massives et les procès intentés contre les membres des Témoins de Jéhovah au Québec. Avant le milieu des années 1950, les seuls articles du *Quartier Latin* qui traitent de ce dossier sont des réponses aux accusations

²⁴⁹ Marc Brière et Pierre Perrault, « L'université libre », *QL*, 3 mars 1950, p. 1-2. Voir aussi : Serge Lapointe, « Les deux libertés », *QL*, 8 mars 1949, p. 1.

²⁵⁰ Jean-Marc Léger, « Des hommes libres », *QL*, 28 janvier 1949, p. 3.

²⁵¹ « Le sens de l'athéisme contemporain », *QL*, 21 mars 1950, p. 1.

d'antilibéralisme portées par des journaux canadiens contre le Québec et les Canadiens français²⁵². En décembre 1946, la direction du journal est toutefois forcée de sortir de son mutisme lorsque des étudiants de l'Université de Montréal participent à une manifestation publique contre les Témoins de Jéhovah tenue au Monument-National, à Montréal. Prenant pour une rare fois la plume au nom du *Quartier Latin* et de l'AGEUM, le rédacteur en chef Jean-Baptiste Boulanger affirme d'entrée de jeu qu'il se serait « abstenu de s'en mêler » si ces étudiants n'avaient pris la liberté « d'engager la responsabilité et la réputation du corps étudiant » en utilisant le cri de ralliement des carabins lors de cette démonstration publique d'hostilité²⁵³. Bien qu'il se défende de prendre position en faveur des Témoins de Jéhovah²⁵⁴, Boulanger critique indirectement l'approche répressive du gouvernement Duplessis. À l'instar de l'attitude adoptée par ses collègues modernistes au sujet des communistes, il affirme que l'approche chrétienne fondée sur la persuasion est plus efficace que les méthodes coercitives : « Le premier devoir du Chrétien n'est pas l'Extermination [sic] des infidèles et la persécution des hérétiques. Ces temps sont révolus. La charité confondra les Témoins de Jéhovah avant le chantage, ou la violence, ou les représailles; et c'est encore la charité, mieux que les plus forts cadenas, qui arrêtera le péril communiste... ». Affirmant que la vérité doit prévaloir sur le « plaisir de l'injustice », Boulanger appelle les citoyens et les hommes d'État de la province à faire un « grave examen de conscience »²⁵⁵.

De la même manière, le *Quartier Latin* et l'AGEUM ne dénoncent jamais ouvertement les atteintes perpétrées par Duplessis aux libertés fondamentales de ceux qu'il désigne par les termes équivoques de « bolcheviques » ou de « communistes ». Les positions exprimées par la frange la plus progressiste de la communauté étudiante à l'égard des

²⁵² Vianney Therrien, « L'inquisition dans le Québec... », *QL*, 30 janvier 1951, p. 1; (NDLR) et Roger Vincent, « Liberté, liberté chérie... », *QL*, 29 janvier 1953, p. 2.

²⁵³ Le Rédacteur en chef, « Quand on perd la tête », *QL*, 17 décembre 1946, p. 5.

²⁵⁴ « On nous accusera sans doute de prendre la défense des Témoins de Jéhovah. Le zèle intempestif de ces fanatiques religieux nous a peu émus, et leur propagande infecte ne leur assurera pas de nombreux disciples parmi nous. »

²⁵⁵ Voir également le poème satirique : Laisse-y Dupe, « Roncarrelli », *QL*, 17 décembre 1946, p. 5.

communistes tranchent néanmoins avec l'approche répressive des autorités politiques et religieuses de la province. Plusieurs étudiants affirment en effet la nécessité d'engager des dialogues avec leurs principaux adversaires idéologiques afin, disent-ils, d'approfondir leurs propres convictions et de s'outiller sur le plan idéologique dans le contexte de la guerre froide naissante. Certains vont d'ailleurs jusqu'à affirmer l'importance, pour les catholiques, de s'inspirer des méthodes développées par les régimes communistes qui, face à la « passivité de notre supposée démocratie », ont réussi à créer une « mystique capable de soulever l'enthousiasme et même la conviction profonde de la moitié de l'univers »²⁵⁶. Or cette volonté de dialogue avec le communisme présuppose une protection accrue de la liberté d'expression pour ses représentants²⁵⁷. C'est dans cette perspective qu'à l'automne 1949 l'Équipe de recherches sociales invite le directeur du journal communiste *Combat*, Pierre Gélinas, à s'adresser aux étudiants de l'université dans le cadre d'une série de conférences où sont conviés des représentants de toutes les tendances idéologiques²⁵⁸.

Malgré cette ouverture de la frange la plus progressiste de l'élite étudiante universitaire, le *Quartier Latin* et l'AGEUM ne s'engagent jamais publiquement dans la défense des individus et des groupes visés par les mesures anticommunistes²⁵⁹. Les étudiants adoptent le plus souvent un ton ironique, qui sert à la fois à se prémunir des accusations de communisme et à établir une saine distance face aux autorités politiques et religieuses. Ainsi, lorsqu'en février 1948, la police provinciale invoque la loi du cadenas pour faire une descente dans les bureaux du Parti ouvrier progressiste et du journal

²⁵⁶ Claude Lacombe, « Jeunesse et liberté », *QL*, 20 octobre 1950, p. 1.

²⁵⁷ « Où donc est la liberté si seuls les chrétiens peuvent en jouir? Est-ce cela la démocratie? », s'interroge ainsi Paul Michaud dans un article traitant du problème de la liberté. Paul Michaud, « Liberté », *QL*, 13 novembre 1951, p. 2-4.

²⁵⁸ Adèle Lauzon, « L'équipe de recherches sociales », *QL*, 18 octobre 1949, p. 1-4.

²⁵⁹ Ainsi, le *Quartier Latin* ne prend pas de position contre les entorses aux libertés civiles et aux droits juridiques commises par l'État fédéral dans la foulée de l'affaire d'espionnage soulevée par Igor Gouzenko en 1946. « L'espionnage soviétique », *QL*, 22 mars 1946, p. 2. Voir à ce sujet : Ross Lambertson, *Repression and Resistance : Canadian Human Rights Activists, 1930-1960*, Toronto, University of Toronto Press, 2005, p. 143-195.

communiste *Combat*²⁶⁰, la rédaction du journal se contente de publier un article satirique dans lequel on dit craindre la fermeture du *Quartier Latin*²⁶¹. De même, au mois de novembre suivant, le journal relate un débat qui a enflammé l'assemblée de l'Association étudiante de l'Université McGill au sujet de la venue au Canada du Doyen de Canterbury, Hewlett Johnson. Surnommé le « Doyen rouge » en raison de ses positions favorables au communisme et au régime soviétique, celui-ci crée la polémique dans tous les pays où il prononce des conférences après la guerre, notamment dans l'Empire britannique. Les correspondants du *Quartier Latin* décrivent le houleux débat engagé par les étudiants de McGill, qui ont exprimé l'idée « qu'il valait mieux renoncer provisoirement à ce droit [la liberté d'expression] afin d'assurer l'intégrité de [leur] institution aux yeux des autorités provinciales ». Considérant que le gouvernement provincial avait annoncé son intention de cotiser quatre millions de dollars à la campagne de souscription de leur université, l'assemblée vote en faveur d'une résolution interdisant la tenue de conférences du Docteur Johnson à l'Université McGill. Commentant la teneur de ces discussions, le *Quartier Latin* affirme avec sarcasme : « Nous avons particulièrement goûté le grand conflit qui opposait, d'une part la LIBERTÉ DE PAROLE et d'autre part les 4 millions du gouvernement Duplessis! Il semble bien que les 4 millions prévalurent sur la "démocratie" du campus!!²⁶² » Cette posture sarcastique traduit certainement une volonté de mise à distance face à la problématique des libertés accordées aux communistes en contexte de guerre froide. Néanmoins, ce débat préfigure une importante controverse qui agitera la communauté étudiante au début des années 1950, au moment où le président de l'AGEUM, Denis

²⁶⁰ « Le Parti ouvrier-progressiste et le journal "Combat" cadennassés », *Le Devoir*, 16 février 1948, p. 1; « "Padlock Law" Is Fully Applied To Close Local Communist Paper », *The Gazette*, 17 février 1948, p. 11.

²⁶¹ Michel Pubere [sic], « Comme de bien entendu... », *QL*, 2 mars 1948, p. 1.

²⁶² Michel Roy, « Le doyen rouge à McGill », *QL*, 19 novembre 1948, p. 4-6.

Lazure, invitera des étudiants de Russie à visiter l'Université de Montréal et à discuter du communisme avec ses les membres de son association²⁶³.

L'engagement des étudiants modernistes en faveur d'une plus grande liberté d'expression pour les communistes, combiné à leur volonté de favoriser un climat de complète liberté d'expression à l'université, n'est pas sans provoquer des heurts importants avec la permanence de l'AGEUM et la direction de l'université. Ce débat porte principalement sur la tenue du journal *Quartier Latin*, qui est à la fois le principal lieu d'expression de la pensée des jeunes réformistes et l'objet des conflits pour l'établissement des normes en matière de liberté d'expression à l'université. Les premiers affrontements au sujet de la liberté d'expression se produisent entre l'équipe du *Quartier Latin* et le Conseil de direction de l'AGEUM. À l'automne 1948, des membres de l'association se plaignent que l'équipe de rédaction, dirigée par Pierre Lefebvre, Noël Pérusse et François Léger, délaisse les sujets liés à la vie académique et universitaire pour privilégier des articles « personnels » et « tendancieux » qui ne représentent pas l'opinion générale des étudiants²⁶⁴. En novembre de cette année, une résolution adoptée à l'unanimité par le conseil de direction dénonce « la tenue du Quartier Latin depuis les neuf derniers numéros », et exige que le journal refuse désormais « tout écrit qui directement ou indirectement porte atteinte 1^o au respect dû aux autorités ecclésiastiques et à leurs directives [et] 2^o à la réputation de l'Université de Montréal et de l'Association Générale des Etudiants de l'U.M.²⁶⁵ » Une copie de cette résolution est acheminée à l'archevêché de Montréal. Tandis que Lefebvre et Pérusse refusent de se plier aux directives de l'AGEUM, cette dernière vote à la rentrée de janvier une résolution unanime qui prévoit cette fois « que la présente direction dudit Quartier Latin soit

²⁶³ Claude Marchand, « Pour ou contre la visite des étudiants russes », *QL*, 4 décembre 1951, p. 3; Denis Bousquet, « Nos "excellents" amis les étudiants russes », *QL*, 5 février 1952, p. 2; Denis Lazure, « Attitude devant le communisme et la trahison », *QL*, 5 février 1952, p. 4-5.

²⁶⁴ Sur les raisons fondamentales de ce conflit et les règlements de comptes entre des membres de l'AGEUM et l'équipe de rédaction qui sous-tendent cette controverse, consulter : J.M. Pépin, « Pourquoi? », *QL*, 1^{er} mars 1949, p. 3.

²⁶⁵ AUdeM, P33 - Fonds AGEUM, B1/1, 6, *Quatrième assemblée générale du Conseil de Direction 1948-49 de l'AGEUM*, 8 novembre 1948.

démise de ses fonctions et remplacée sur le champ par une nouvelle équipe...²⁶⁶ » Arrivée en poste en février, la nouvelle équipe dirigée par Jean-Gaston Rioux et Serge Lapointe impose une inflexion « carabine » au *Quartier Latin*, qui sera désormais consacré presque exclusivement aux activités sociales, académiques et sportives.

Cette crise interne marque le début d'un long débat sur la place de la liberté d'expression et de la pensée critique dans les pages de l'organe officiel de l'AGEUM, de même que sur le rôle de l'intellectuel étudiant dans les débats qui touchent les affaires extra-académiques. À l'invitation du nouveau rédacteur du *Quartier Latin*, les « objectants » de la décision de l'AGEUM, Jean Préfontaine et « quelques sympathisants de la cause de l'ancienne équipe du Q.L. » écrivent un article de fond où ils dénoncent la crainte de l'intellectualisme qui selon eux afflige non seulement leur université, mais la société québécoise dans son ensemble²⁶⁷. En plus d'opposer « le sport contre l'intellectualisme, l'esprit sportif contre l'humanisme [...] le monde des événements contre le monde des idées », cette affaire illustre à leurs yeux le « malheureux renversement des valeurs » du système d'éducation québécois qui dévalorise systématiquement les libertés de pensée et d'expression des étudiants. Dans une réponse publiée à la « une » du journal, Pierre Perrault soutient pour sa part que cette question relève de la démocratie étudiante et non du principe de la liberté d'expression. Dans la mesure où le *Quartier Latin* est au service de la communauté étudiante et que la décision de l'AGEUM est conforme aux règlements, cette association ne « s'oppose nullement au "sacré" principe de la liberté de presse », soutient-il²⁶⁸. Pour la frange étudiante la plus réformatrice, toutefois, cette controverse reflète la dépréciation générale de la valeur liberté dans la société canadienne-française. Reprenant les critiques formulées par Jean-Marc Léger contre le « cléricalisme étroit » et le « traditionalisme étouffant », ils dénoncent le

²⁶⁶ AUdeM, P33 - Fonds AGEUM, B1/1,6, *Sixième assemblée générale du Conseil de Direction 1948-49 de l'AGEUM*, 31 janvier 1949.

²⁶⁷ Jean Préfontaine (en collaboration avec quelques sympathisants à la cause de l'ancienne équipe de QL), « Pour l'intellectualisme », 25 février, 1949, p.4.

²⁶⁸ Pierre Perrault, « La justice n'est pas à demander, mais à rendre », QL, 1^{er} mars 1949, p. 1.

« "moutonnisme" canadien-français » et réclament leur pleine liberté en tant qu'intellectuels : « Parce que nous voulons que notre pensée soit une pensée *libre* d'homme intelligent avant d'être une pensée de Canadien-français [sic], de catholique ou d'étudiant.²⁶⁹ ».

Ce débat sur la liberté d'expression des journalistes du *Quartier Latin* refait surface l'année suivante, dans le cadre d'un conflit qui oppose cette fois l'équipe nouvellement constituée du journal à la direction de l'université. Au début de l'année 1950, le recteur Olivier Maurault publie un « avertissement » destiné à l'équipe du *Quartier Latin* et à la communauté universitaire dans lequel il fait état de la nouvelle politique de censure dont il assumera la charge personnellement : « Dorénavant, tout article destiné au Quartier Latin devra lui être soumis avant d'être livré à l'imprimeur; la non-observance de cette mesure entraînera les sanctions qui s'imposent, contre les responsables.²⁷⁰ » Cette censure intervient à la suite de la publication dans les pages du *Quartier Latin* d'une série d'articles jugés tendancieux ou immoraux. C'est le cas en particulier ceux de Jean-Guy Blain, qui qualifie les intellectuels canadiens-français de « bêtément catholiques », et de Pierre Gélinas, qui invite les catholiques progressistes à « coopérer » avec les communistes dans leur quête de « justice sociale »²⁷¹. En s'attaquant à l'intégrité de la communauté intellectuelle catholique et à la doxa antimarxiste des autorités universitaires, ces étudiants ont dépassé le strict cadre de la libre circulation des idées sur le campus, et le recteur est prompt à leur rappeler.

Bien que l'AGEUM et la direction du journal ne contestent pas publiquement la censure imposée par le recteur au *Quartier Latin*²⁷², cet épisode marque le début d'une

²⁶⁹ Jean Préfontaine, « Pour l'intellectualisme »..., p.4.

²⁷⁰ « Avertissement du recteur », *QL*, 10 mars 1950, p. 1.

²⁷¹ Jean-Guy Blain, « Carrefour '50 », *QL*, 27 janvier 1950, p. 1; Pierre Gélinas, « Comment un jeune doit-il entendre la politique », *QL*, 21 février 1950, p. 4-5.

²⁷² Cette nouvelle politique de censure n'est pas sans rappeler l'épisode, encore frais à la mémoire de plusieurs carabins, de la censure du film de Jacques Prévert, *Les Enfants du paradis* lors du gala annuel de février 1947. À l'époque, les membres du Bureau de la censure de la province avaient pris la décision

radicalisation de la lutte pour la liberté d'expression à l'Université de Montréal. Lors d'une réunion « officieuse » tenue au Lac Ouareau, dans les Laurentides, à la rentrée d'automne 1950, des membres du *Quartier Latin* soulignent que les « étudiants ont l'âge de raison » et qu'ils ont à ce titre le droit d'exprimer librement leurs opinions sur le campus universitaire²⁷³. Le conseil de direction de l'AGEUM réuni à huis clos condamne également l'autorité « distante et fantôme » du recteur et se positionne en faveur de « la liberté complète d'expression » pour les journalistes étudiants²⁷⁴. De même, des journalistes du *Quartier Latin* affirment que cet organe doit être reconnu comme « un journal jouissant de la totale liberté de presse »²⁷⁵.

Comme l'explique Nicole Neatby, c'est dans ce contexte particulièrement tendu qu'en octobre 1950 le Conseil de direction de l'AGEUM, appuyé par l'équipe du *Quartier Latin*, décide de consacrer la parade annuelle des étudiants au thème des « Droits des étudiants ». Bien qu'ils ne situent jamais ces droits dans le cadre normatif des droits humains, ils soutiennent que la protection de leurs libertés de conscience et d'expression est la condition essentielle à leur engagement comme citoyens. La direction de l'AGEUM affirme ainsi que les étudiants ne veulent plus « être traités comme des enfants » et qu'ils sont des « citoyens de la société au même titre que l'ouvrier ». Dans un geste de défiance face aux autorités, elle proclame : « Les DROITS DES ÉTUDIANTS existent : le droit de s'exprimer librement, le droit de rire quand cela nous plaît, le droit au respect aussi. Droits irréductibles!²⁷⁶ » De même, réunis au parc Lafontaine pour leur parade annuelle, les étudiants arborent des affiches sur lesquelles

d'annuler une diffusion privée aux étudiants de l'université, sous prétexte que ce film relatant les histoires amoureuses d'une jeune femme était « trop immoral ». Voir : Pierre Hébert, Kenneth Landry et Yves Lever, *Dictionnaire de la censure au Québec : littérature et cinéma*, Montréal, Les Éditions Fides, 2006, p. 239-243.

²⁷³ AUdeM, P33 - Fonds AGEUM, B1/1,8, *Assemblée officieuse. Procès-verbal des journées d'études tenues au lac Ouareau*, 23 septembre 1950.

²⁷⁴ AUdeM, P33 - Fonds AGEUM, B1/1,8, *Deuxième assemblée régulière du Conseil 1950-51 de l'Association générale des étudiants de l'Université de Montréal*, 29 septembre 1950.

²⁷⁵ Marcel Blouin, « Les trois libertés », *QL*, 6 octobre 1950, p. 1-2.

²⁷⁶ Le Conseil de Direction de l'AGEUM, « Lancement de notre parade. Lâcher son fou », *QL*, 3 octobre 1950, p. 1.

sont inscrits différents slogans liés au thème des « Droits des étudiants »²⁷⁷. À l'issue de cette parade, les organisateurs publient dans le *Quartier Latin* la « Nouvelle déclaration des Droits de l'Étudiant (Édition revue mais incorrigible) », qui énonce sur un ton sarcastique les droits qu'ont les étudiants de parler quand ce n'est pas le temps, de ne pas parler quand c'est le temps, de perdre son temps, de porter les cheveux longs, de rire quand bon leur semble et de vivre à côté de la voie²⁷⁸. Reflet de cette période de transition entre identité carabine et identité citoyenne, étudiée par Karine Hébert et Nicole Neatby, cette déclaration témoigne de la volonté généralisée de cette jeunesse universitaire de se dégager des dogmes, d'affirmer son anticonformisme et d'exprimer librement ses opinions. « Notre parade est un témoin de notre inétouffable [sic] liberté d'étudiants », affirme ainsi la direction de l'AGEUM²⁷⁹.

Quelques semaines après cette parade étudiante, un article paru à la « une » du *Quartier Latin* annonce l'abolition de la censure exercée sur ce journal²⁸⁰. On y fait état de la décision du recteur Maurault de remplacer la censure systématique du journal par la nomination de deux modérateurs issus du corps professoral. Faisant le bilan de l'année de censure qui s'achève, l'article affirme que si les étudiants ont revendiqué la reconnaissance de la liberté d'expression « c'est moins à cause de l'exercice trop despotique d'une censure que parce que nous croyons à nos droits et tenons à sauvegarder certains principes.²⁸¹ » La direction du *Quartier Latin* soutient en effet que la nouvelle politique du rectorat n'entame en rien la liberté d'expression reconquise par les étudiants.

²⁷⁷ Consulter l'image : « La parade », *QL*, 10 octobre 1950, p. 4; « Nouvelle déclaration des Droits de l'Étudiant (Édition revue, mais incorrigible) », *QL*, 10 octobre 1950, p. 4.

²⁷⁸ « Nouvelle déclaration... », p. 4.

²⁷⁹ Conseil de Direction de L'AGEUM, « Lancement de notre parade. Lâcher son fou », *QL*, 3 octobre 1950, p. 1.

²⁸⁰ La RÉDACTION, « Censure levée », *QL*, 31 octobre 1950, p. 1.

²⁸¹ Comme l'affirme Nicole Neatby, le fait que ces étudiants s'accommodent de la présence de ces modérateurs, et qu'ils félicitent le recteur pour son « tact » et son « adresse » dans ce dossier, témoigne du profond respect voué par ces jeunes aux autorités universitaires. *Carabins ou activistes?*..., p. 126.

Bien qu'elle ne vise jamais à remettre en cause les autorités universitaires, cette quête de liberté est le signe avant-coureur de l'engagement du mouvement étudiant, à compter du milieu des années 1950 principalement, dans le combat pour la préservation des libertés civiles au Québec. Plusieurs étudiants impliqués dans le débat sur la censure continueront une fois sortis de l'université le combat pour la protection des libertés civiles, tandis que ceux qui prennent leur relève à la direction du journal et de l'AGEUM militeront plus activement pour la liberté d'expression, notamment à travers leur implication aux Presses universitaires canadiennes.

3.5.2 Les travailleurs intellectuels face à la « question sociale »

Comme l'ont montré Nicole Neatby, Karine Hébert et Louise Bienvenue, cette quête de liberté est indissociable de la volonté de la jeunesse de prendre une part active aux débats de société qui animent la période de reconstruction d'après-guerre²⁸². Prenant conscience de la centralité de la question ouvrière et de la force croissante du mouvement syndical au Québec, plusieurs étudiants font alors valoir la nécessité de s'intéresser à la « question sociale », de se pencher sur la situation des travailleurs et de se rapprocher du monde ouvrier organisé. Ces tentatives de rapprochement poussent plusieurs étudiants à prendre position sur différents enjeux touchant la défense des droits des ouvriers et la promotion des droits économiques, sociaux et culturels.

Dès 1945, Jean-Paul Ste-Marie, assistant à la rédaction du *Quartier Latin* et étudiant à l'École polytechnique, suggère que le journal étudiant tienne une chronique sur la « question ouvrière »²⁸³. À la rentrée de 1946, Guy Beaugrand-Champagne, directeur du *QL*, annonce la création d'une nouvelle rubrique sur la « question sociale » en réponse au désir exprimé par plusieurs étudiants « de découvrir que le problème social n'est pas

²⁸² Nicole Neatby, *Carabins ou activistes?...;* Karine Hébert, *Impatient d'être soi-même : les étudiants montréalais, 1895-1960*, Québec, PUQ, 2008, p. 183-222.

²⁸³ Jean P. Ste-Marie (Polytechnique), « L'étudiant face à l'ouvrier », *QL*, 23 mars 1945, p. 8.

le monopole de la seule classe ouvrière »²⁸⁴. Bien que cette rubrique s'intéresse d'abord aux « problèmes sociaux des étudiants », elle aborde différents dossiers liés à la question sociale : de l'urbanisation à l'industrialisation, en passant par la condition ouvrière, le problème du logement, l'accès à la santé et la démocratisation de l'éducation.

La création par Jean-Marc Léger en 1947 de l'Équipe en recherches sociales (ÉRS) constitue une étape déterminante dans cette ouverture étudiante à la question sociale. Formée notamment de Jean-Marc Léger, Jean Blais, Camille Laurin, Jean Giraldeau, Monique Lortie et Fernand Daoust, l'ÉRS a pour objectif « de travailler à un rapprochement du monde ouvrier et du monde universitaire [et] à l'instauration progressive d'un ordre social moins incompatible avec la dignité de l'homme, particulièrement quant à l'ouvrier.²⁸⁵ » L'ÉRS publie dès sa création un numéro spécial du *Quartier Latin* sur « les problèmes de la classe ouvrière dans ses rapports avec l'Université »²⁸⁶. Dans ce numéro, les militants syndicaux Jacques Perrault et Gérard Pelletier traitent du problème crucial de l'accès des ouvriers de la province à la culture et à l'éducation²⁸⁷. Les étudiants de l'ÉRS y abordent également des thèmes liés aux droits des ouvriers à la santé, à l'éducation, au logement et à un salaire vital²⁸⁸.

Les premiers étudiants qui s'intéressent à ces questions portent toutefois un regard particulier sur cette classe ouvrière, qui leur est étrangère à bien des égards. Comme le leur rappelle certains militants des syndicats internationaux, leur paternalisme bienveillant trahit les préjugés d'une élite intellectuelle majoritairement issue des

²⁸⁴ Guy B.-Champagne, « Le sens social », *QL*, 5 octobre 1945, p.5.

²⁸⁵ Jean-Marc Léger, « Pour rétablir le dialogue. Le rôle d'une équipe en recherches sociales », *QL*, (no spécial sur la question ouvrière), 16 mars 1948, p. 1.

²⁸⁶ *Ibid.*

²⁸⁷ Gérard Pelletier, « Mahomet-le-peuple devant la montagne universitaire » et Jacques Perrault, « Réflexion sur les ouvriers canadiens-français et la culture », *QL*, 16 mars 1948, p. 4 et 5.

²⁸⁸ Voir les interventions de Jean-Marc Léger, Gaston Sauvé, J.-P. Delisle et Camille Laurin, dans *QL*, 16 mars 1948.

milieux bourgeois²⁸⁹. Cette ligne de fracture de classe explique pourquoi les premiers rapports qu'entretiennent les étudiants de l'UdeM avec le mouvement ouvrier sont établis, non pas par des actions conjointes, mais par le biais des conférences données sur les thèmes de la législation sociale, du droit ouvrier et des techniques de l'enquête sociologique par des intellectuels proches du mouvement syndical, dont Jacques Perrault, Claude Ryan Guy-Merrill Desaulniers et Gérard Pelletier²⁹⁰. Les conférences, les forums et les cellules de travail organisés par l'ÉRS favorisent la prise en compte par les étudiants des problèmes sociaux vécus par les ouvriers, de la problématique de l'accès des classes populaires à l'éducation et des enjeux liés aux droits syndicaux et aux droits économiques, sociaux et culturels²⁹¹.

Dans l'immédiat après-guerre, les premières discussions sur la situation des classes populaires et sur les droits économiques et sociaux concernent le cas des vétérans et les mesures étatiques destinées à assurer leur réinsertion dans la vie civile. Bien que ce thème apparaisse relativement marginal dans les discours des étudiants francophones montréalais, la protection des droits des vétérans paraît être un vecteur privilégié d'engagement dans la promotion de la citoyenneté sociale. Comme dans la majorité des universités au Canada, les anciens combattants présents sur le campus de l'Université de Montréal créent une association pour défendre leurs droits et leurs intérêts. Formée à la fin de l'année 1945, cette association représente quelque 350 anciens combattants²⁹². Soulignant les mérites de ces jeunes à la « maturité d'esprit éclos sous pression [qui]

²⁸⁹ À la suite de la publication du numéro spécial de l'ÉRS, le journal du Congrès canadien du travail, *Les Nouvelles ouvrières*, dénonce le « paternalisme ridicule » de ces étudiants des « cercles fermés de la culture "petite bourgeoise" qui a son origine dans les corridors de l'université ». Exposant avec force les clivages de classe qui éloignent l'universitaire de l'ouvrier, l'article conclut : « Aussi longtemps que la culture de la soi-disant élite sera hostile au mouvement ouvrier, il est inconcevable d'attendre une communication intellectuelle entre les "cultivés" et les ouvriers. » « La culture et les ouvriers », *Les Nouvelles ouvrières*, avril 1948, p. 2.

²⁹⁰ Pierre Dumans, « La conférence Mignault », *QL*, 2 décembre 1947, p. 2; Adèle Lauzon, « L'équipe de recherches sociales », *QL*, 18 octobre 1949, p. 1-4.

²⁹¹ Adèle Lauzon, « L'équipe de recherches sociales », *QL*, 18 octobre 1949, p. 1-4; Colette Beaudet, « L'équipe de Recherches Sociales. Raison d'être », *QL*, 10 novembre 1950, p. 6.

²⁹² Jean Gagné, « Avis aux vétérans », *QL*, 13 novembre 1945, p. 2.

gravissent les paliers de la Cité universitaire pour apprendre à construire dans la Paix ce qu'on leur a montré à détruire dans la guerre », ses porte-paroles font valoir la mission de reconstruction dévolue à ces jeunes qui ont appris les vertus du commandement et du service à la nation²⁹³.

En faisant valoir les droits qu'ils disent avoir acquis dans l'accomplissement de leur devoir face à la nation, les étudiants vétérans contribuent à la mutation des revendications du mouvement étudiant canadien d'une logique de charité vers une logique de droit²⁹⁴. Mais ils n'influencent pas vraiment les discours des leaders étudiants de l'Université de Montréal. Les relations complexes des étudiants francophones avec l'armée canadienne et leurs positions ambiguës face à la participation du Canada à la guerre peuvent en partie expliquer cet état de fait²⁹⁵. Bien que l'AGEUM ait très tôt reconnu l'Association des vétérans et financé de manière ponctuelle ses activités²⁹⁶, elle n'endosse jamais les réclamations des vétérans. De même, les nombreux articles sur les vétérans parus dans le *Quartier Latin* sont écrits par et pour les anciens combattants et ne s'adressent jamais à l'ensemble de la communauté universitaire. Alors que le discours sur le rôle de la jeunesse dans la reconstruction de la paix mondiale contribue à modifier la vision que les étudiants ont d'eux-mêmes et de leur rôle à l'échelle internationale, celui qui est lié à la participation à l'effort de guerre canadien influence très peu la construction de leurs identités sociales et civiques.

²⁹³ Gilles de la Rochelle, « En marge du rôle social de l'étudiant », *QL*, 25 octobre, p. 10; D'Iberville Fortier, « C.E.O.C. », *QL*, 25 octobre 1946, p. 1; Robert Fournier, « Vétérans-étudiants », *QL*, 5 novembre 1946, p. 8. Pour la liste des dirigeants de l'Association, consulter : « Étudiants Anciens Combattants », *QL*, 25 octobre 1946, p. 5.

²⁹⁴ James Struthers, « Family Allowances, Old Age Security, and the Construction of Entitlement in the Canadian Welfare State, 1943-1951 », dans Peter Neary and Jack L. Granatstein (dir.), *The Veterans Charter and Post-World War II Canada*, Montreal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 1998, p. 190-192.

²⁹⁵ D'Iberville Fortier discute de ces rapports dans sa présentation du Corps École d'Officiers Canadiens de l'Université de Montréal. D'Iberville Fortier, « C.E.O.C. », *QL*, 25 octobre 1946, p. 1.

²⁹⁶ AUdeM, P33 - Fonds AGEUM, B1/1,3, Cinquième assemblée générale du Conseil 1945-46 de l'Association générale des étudiants de l'Université de Montréal, 19 décembre 1945; Lionel Saint-Pierre, « Nos vétérans en congrès », *QL*, 18 janvier 1946, p. 2.

Dans le contexte montréalais de l'après-guerre, marqué par le problème criant de l'accès au logement pour les populations démobilisées, la lutte menée par le mouvement des squatters constitue l'un des points focaux des débats sur les droits des anciens combattants²⁹⁷. Entre l'automne 1946 et la fin de l'été 1947, la Ligue des vétérans sans logis, dirigée par le leader du Parti ouvrier progressiste Henri Gagnon, défraie les manchettes de l'actualité locale et nationale²⁹⁸. Comme c'est le cas de groupes semblables qui se forment dans plusieurs pays après la guerre, elle rassemble des anciens combattants qui militent pour faire reconnaître leur droit à un logement décent, à titre de compensation pour services rendus et en reconnaissance des droits pour lesquels ils ont combattu²⁹⁹.

Bien que la question des droits des vétérans demeure marginale dans les préoccupations générales des étudiants des l'Université de Montréal, ce mouvement alimente une courte controverse entre ceux qui considèrent l'occupation de logements comme une tactique illégale orchestrée par les communistes pour s'attaquer au droit de propriété et ceux considèrent qu'il incarne l'idéal des droits de l'homme porté par les pays alliés. Ce débat est soulevé dans les pages du *Quartier Latin* à la rentrée d'automne 1946, par l'article d'un étudiant, intitulé « Vétérans en garde! »³⁰⁰. Son auteur, Jacques Lessard, lance un avertissement aux anciens combattants de ne pas sacrifier les idéaux pour lesquels ils ont combattu, en se rendant coupables de procédures illégales et antidémocratiques. « Vous qui avez si bien appris, qu'en allant combattre à l'étranger, c'était vos droits ainsi que ceux de tous les citoyens libres qu'il vous fallait défendre, ne voyez-vous pas vos efforts

²⁹⁷ Pour un aperçu de ce mouvement, consulter : Robert Comeau et Bernard Dionne, « Henri Gagnon, organisateur révolutionnaire : 1936-1956 », *Le droit de se taire. Histoire des communistes au Québec, de la Première Guerre mondiale à la Révolution tranquille*, Montréal, VLB Éditeur, 1989, p. 298-337.

²⁹⁸ Comme l'affirment Robert Comeau et Bernard Dionne, « [c]e mouvement fut le plus important mouvement de revendication des travailleurs portant spécifiquement sur la question du logement dans toute l'histoire de Montréal. » « Le Parti ouvrier-progressiste en crise, 1946-1976 », dans Fernand Dumont (dir.), *Idéologies au Canada français 1940-1976*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1981, p. 75.

²⁹⁹ Magda Fahmi, *Household politics: Montreal families and postwar reconstruction*, Toronto, University of Toronto Press, 2005, p. 129.

³⁰⁰ Jacques Lessard, « Vétérans en garde! », *QL*, 31 octobre 1946, p. 4.

compromis par le mouvement des squatters?³⁰¹ » Considérant ce mouvement comme l'œuvre de la « vipère rouge », Lessard critique l'« esprit anarchiste » des *squatters* qui cherchent à « léser d'autres gens de leurs droits [de propriété] »³⁰².

Bien que la majorité des étudiants soient farouchement opposés au communisme et au Parti ouvrier progressiste, plusieurs font valoir la légitimité des revendications de la Ligue. Leur point de vue est représentatif d'une partie importante de l'opinion publique québécoise, qui appuie les revendications des vétérans, tout en dénonçant l'illégalité des méthodes employées par Gagnon et son groupe³⁰³. Les quelques étudiants qui se positionnent dans ce débat vont toutefois plus loin en défendant le caractère « louable » des actions du P.O.P et en qualifiant de « criminel » le désengagement de l'État dans ce dossier³⁰⁴. Répondant à l'article de Lessard, l'étudiant Jacques Bernuy, lui-même ancien combattant de la marine, fait valoir la légitimité du combat mené par ces vétérans. Mobilisant simultanément la rhétorique du citoyen-soldat et du citoyen-parent, il s'insurge : « Qu'importe que huit enfants et leurs parents continuent à loger dans une seule chambre pourvu que la LOI soit respectée... ». À son avis, si les leaders du P.O.P. ont pu prendre le contrôle de ce mouvement légitime, c'est essentiellement de la faute des gouvernements chrétiens « qui nous ont envoyés à la guerre avec tant de désinvolture » mais qui ont laissé leurs ennemis communistes « les devancer dans le bien »³⁰⁵.

³⁰¹ *Ibid.*

³⁰² « Y aurait-il 10,000 logis inhabitables qu'il ne nous appartiendrait pas de les revendiquer aussi brutalement et de réclamer justice après se l'être fait soi-même », conclut-il.

³⁰³ Magda Fahrni, *Household politics...*, p. 130.

³⁰⁴ Martin Whelan et Jacques Rousseau, « Où est l'anarchie? », *QL*, 22 novembre 1946, p. 1.

³⁰⁵ Jacques Bernuy, « Défense des squatters », *QL*, 12 novembre 1946, p. 3.

Prenant la parole au nom du *Quartier Latin*, ses rédacteurs Martin Whelan et Jacques Rousseau condamnent eux aussi la position de Lessard dans un article publié à la « une » du journal³⁰⁶. Fortement imprégnés d'une conception chrétienne et naturaliste des droits de la personne, ils affirment que le « droit de tout homme à un logement convenable » a préséance sur les lois inscrites dans le « droit positif ». Ils prennent soin cependant de lier explicitement ce principe à la rhétorique des Alliés sur les droits humains, idéal pour lequel, rappellent-ils, les vétérans accusés d'entraver la loi ont risqué leur vie.

[L]es principes pour lesquels les Alliés se sont battus, selon leurs dires, sont des principes de droit naturel : les droits humains. Or, parmi ces droits humains on trouve le droit de propriété. Le droit naturel de propriété est celui qui accorde à tout homme la quantité de propriété nécessaire pour remplir tous ses besoins légitimes (sa vie, celle de sa famille, selon les conditions convenables à leur humanité).

Opérant une distinction nette entre propriété « superflue » et propriété « nécessaire » (cette dernière relevant selon eux d'un droit naturel), Whelan et Rousseau soutiennent l'idée profondément radicale selon laquelle « [u]n homme qui se trouve dans une nécessité extrême [...] a un droit naturel de chercher à y remédier en s'appropriant la propriété superflue d'autres hommes, défendue par le droit positif, puisque ce dernier est au service du droit naturel.³⁰⁷ » À la conception positiviste, légale et libérale du droit de propriété, ils opposent ainsi une conception naturaliste, morale et sociale du droit à la propriété³⁰⁸.

Bien que ces positions en faveur du droit au logement des vétérans restent marginales, elles témoignent de la volonté d'une partie des étudiants de s'engager dans la question sociale et de lutter pour l'amélioration des conditions de vie des classes populaires.

³⁰⁶ Martin Whelan et Jacques Rousseau, « Où est l'anarchie? », p. 1.

³⁰⁷ La caricature publiée à la « une » de ce numéro, intitulée « Où est "notre" maison? », représente les projets de constructions d'habitation pour les vétérans par une image vide.

³⁰⁸ Ce point de vue s'apparente à celui de la CTCC, qui défend également le droit de propriété pour les chefs des familles ouvrières, au nom des fonctions morales de la propriété et du rôle du logement dans la protection des droits et de la dignité des familles ouvrières. Georges Emond, « Le logement ouvrier. Le rôle important des coopératives d'habitation pour la classe ouvrière », *Le Travail*, juin 1948, p. 12; Fernand Bourret, « Une enquête sur l'habitation », *Le Travail*, 29 mai 1953, p. 2-3.

Cependant, mis à part l'appui qu'elle donne à la CTCC lors de la grève d'Asbestos en 1949, les engagements de l'AGEUM restent confinés à des réflexions de natures philosophiques et théoriques³⁰⁹. Sur le plan idéologique, les étudiants qui s'intéressent à ces enjeux – issus pour la plupart de la Faculté de droit et de la Faculté des Sciences Sociales, Économiques et Politiques – suivent de près les positions adoptées après la guerre par les syndicats chrétiens. Moins engagés que les militants ouvriers dans des luttes concrètes de pouvoirs, ils demeurent toutefois largement réfractaires à employer un discours fondé sur la notion de « droits ». Imprégnés de la pensée sociale chrétienne distillée par leurs professeurs, certains d'entre eux continuent pendant un temps d'adhérer à la doctrine corporatiste, radicalement opposée à la notion de droits individuels. D'Iberville Fortier fait ainsi l'apologie du corporatisme théorisé par son professeur Esdras Minville au milieu des années 1930, en soulignant que ce modèle, contrairement à l'ordre libéral fondé sur les libertés individuelles, est le seul qui puisse déboucher sur une véritable « concorde sociale »³¹⁰. Dans leur appel aux étudiants à se pencher sur la « cause ouvrière », le directeur du *Quartier Latin* Camille Laurin et son collègue Pierre Trottier insistent également non pas sur les *droits* des ouvriers et des patrons, mais sur l'idée de *devoirs*, plus susceptible à leur avis de déboucher sur des formules qui « respectent la justice, les potentialités et les droits de toutes les personnes constituant la société. »³¹¹ Plusieurs étudiants, notamment ceux issus du programme en relations industrielles, font également valoir leur rôle d'experts et de médiateurs, non pour défendre les droits des ouvriers, mais pour arbitrer les conflits de droits qui opposent patrons et ouvriers³¹². Marcel Forget s'appuie ainsi sur le principe de la « justice commutative » pour affirmer que si les patrons et les ouvriers bénéficient de

³⁰⁹ « Les étudiants de l'Université de Montréal apportent leur appui et leur amitié aux mineurs », *Le Travail*, mai 1949, p. 4. C'est l'essence des critiques formulées par l'étudiant André Raynaud, qui souligne que ces étudiants ne descendent jamais de la montagne pour « prendre contact avec le réel ». Voir : « Suggestions à l'Équipe de Recherches Sociales », *QL*, 28 novembre 1950, p. 2.

³¹⁰ D'Iberville Fortier, « Duplessis, Salazar, Bouchard et le corporatisme », *QL*, 23 octobre 1945, p. 6.

³¹¹ Camille Laurin et Pierre Trottier, « L'entente est-elle possible? », *QL*, 11 novembre 1947, p. 1-2.

³¹² Voir à ce sujet le numéro spécial du *Quartier Latin* sur les relations industrielles, publié lors du 25^e anniversaire de création de la Faculté des sciences sociales. « Génie social », *QL*, 8 février 1946.

droits en vertu du principe de justice, ces droits « ne sont pas illimités, mais au contraire, se limitent les uns les autres »³¹³. De même, Pierre Trottier soutient que le droit de grève doit être encadré de manière stricte pour éviter qu'il ne porte atteinte aux droits des patrons, à la liberté de travail des ouvriers, à la paix sociale et au bien commun³¹⁴. Bien que ces étudiants appellent à fonder le règlement de la question sociale sur le « triomphe d'une mystique des droits de la personne humaine », ces droits restent subordonnés à la fois à la préservation des droits d'autrui et aux exigences du bien commun³¹⁵.

De même, en matière de reconnaissance des droits économiques et sociaux des travailleurs, les étudiants de l'Université de Montréal se réfèrent très rarement au concept de droits de la personne. S'ils s'intéressent périodiquement au problème des logements ouvriers et à la « tragédie des taudis » à Montréal, ils n'inscrivent jamais le droit au logement dans le cadre normatif des droits humains, contrairement aux arguments développés par Martin Whelan et Jacques Rousseau dans le dossier des vétérans sans logis³¹⁶. Bien qu'un membre de l'ÉRS discute, en une occasion, des inégalités économiques comme « obstacle à l'exercice du droit à la santé qui existe aussi bien pour l'ouvrier que pour le patron³¹⁷ », il faut attendre le début des années 1950 pour que ce droit soit conceptualisé comme « droit universel », et la fin de cette même décennie pour qu'il fasse l'objet d'un débat de fond entre les étudiants de l'université³¹⁸.

Une inflexion majeure survient toutefois après la guerre dans les discours des carabins sur le droit à l'éducation. Plusieurs étudiants en sciences sociales manifestent en effet

³¹³ Marcel Forget (M.R.I.), « Rapprocher le patronat et le personnel », *QL*, 8 février 1946, p. 7-8.

³¹⁴ Pierre Léger, « Le droit de grève », *QL*, 29 octobre 1946, p. 3.

³¹⁵ Marcel Forget, « Rapprocher le patronat et le personnel », p. 7-8.

³¹⁶ Claude Desrosiers, « Les taudis », *QL*, 11 février 1947, p. 4; Camille Laurin, « Cette université est-elle à nous? », *QL*, 7 novembre 1947, p. 1.

³¹⁷ Gaston Sauvé, « L'ouvrier et la santé », *QL* (no spécial sur la question ouvrière), 16 mars 1948, p. 9.

³¹⁸ Georges Desrosiers, « À la croisée des chemins », *QL*, 7 mars 1952, p. 2-4; Georges Desrosiers, « Le droit à la santé », *QL*, 7 mars 1952, p. 3-4; Jean-Marie Cordeau fait un exposé de la question dans « Une controverse. l'Assurance-santé », *QL*, 7 mars 1957, p. 9.

une sensibilité accrue à la problématique de l'accès à l'éducation supérieure des classes défavorisées. Réalisant le fossé colossal qui sépare l'ouvrier de l'université, ils entament une réflexion approfondie sur la démocratisation de l'éducation, qui débouche sur les premières revendications en faveur de la reconnaissance du droit à l'éducation.

Bien que l'idée de gratuité de l'enseignement universitaire soit évoquée dès 1945³¹⁹, il faut véritablement attendre la mise sur pied, en 1949, de la Commission royale d'enquête sur l'avancement des arts, des lettres et des sciences au Canada pour que l'AGEUM formule ses premières revendications en faveur de la démocratisation de l'éducation. L'AGEUM participe en effet à la rédaction du mémoire présenté par la Fédération nationale des étudiants universitaires canadiens (FNEUC), qui dénonce entre autres les obstacles financiers empêchant l'accession des classes populaires aux études supérieures. Tout comme les étudiants de l'Université de Montréal à cette époque, la FNEUC demande l'accroissement du financement des universités et la bonification des prêts étudiants, mais ne présente jamais l'accès à l'université comme un droit universel³²⁰.

Cette préoccupation est également au cœur des débats soulevés dans le cadre de la première rencontre de « Carrefour '50 » qui conduit à la création du Centre catholique des intellectuels canadiens (CCIC), en février 1950. Réunissant quelque 150 professeurs, intellectuels et étudiants catholiques, *Carrefour '50* se déroule à l'Université de Montréal, sous le thème « La personne humaine et le travail intellectuel³²¹ ». La démocratisation de l'enseignement et le droit à l'éducation constituent, avec les libertés

³¹⁹ Comme plusieurs de ses collègues, celui-ci souligne que l'incapacité des jeunes moins fortunés d'accéder à l'enseignement supérieur constitue « une anomalie sociale qui abaisse le niveau général de l'éducation dans notre pays ». G.-Albert Gauthier, « Engueulades. Enseignement gratuit », *QL*, 9 octobre 1945, p. 1.

³²⁰ Nicole Neatby, *Carabins ou activistes?...*, p. 137-138.

³²¹ *Ibid.*, p. 112-113; Jean-Guy Blain, « Carrefour '50 », *QL*, 27 janvier 1950, p. 1.

de conscience et d'expression³²², les thèmes centraux de la séance consacrée au « droit de la personne humaine au travail intellectuel »³²³. Traitant respectivement des dimensions philosophiques, sociologiques et juridiques du « droit au travail intellectuel », les professeurs Paul Lacoste, Gérard Lemieux et Albert Mayrand parlent abondamment du problème de la démocratisation de l'éducation. Discutant des normes juridiques en matière de droit à l'éducation, le professeur de droit Albert Mayrand est toutefois le seul qui s'appuie sur le droit international relatif aux droits de l'homme, en particulier sur les articles de la Déclaration universelle de 1948 sur la liberté d'expression (art. 19), le droit au travail (art. 23), le droit à la sécurité sociale (art. 22) et le droit à la participation à la vie culturelle (art. 27)³²⁴. Mais il est toutefois réticent à affirmer l'universalité du droit à l'éducation, et ne fait aucune mention du seul article de la Déclaration universelle qui traite spécifiquement de ce droit (art. 26)³²⁵. Plutôt, rappelant que la constitution de l'URSS reconnaît le droit à l'éducation gratuite, Mayrand s'appuie sur ce contre-exemple pour exposer les dangers inhérents au contrôle de l'État sur le travail intellectuel³²⁶. Bien qu'il confesse son incapacité à trouver la « formule idéale » pour assurer la démocratisation de l'éducation, Mayrand affirme que le droit au travail intellectuel est un « droit naturel qui un jour finira par se traduire en droit positif ». Parmi les conférenciers-étudiants, seul Pierre Tanguay, de Polytechnique, défend alors ouvertement le principe de la « gratuité de l'enseignement »³²⁷.

³²² Voir en particulier les interventions des professeurs Paul Lacoste, Gérard Lemieux et Albert Mayrand, dans : « Le droit de la Personne humaine au travail intellectuel », *L'Action universitaire*, juillet 1950, p. 43-78.

³²³ Nicole Neatby, *Carabins ou activistes?*..., p. 112-113; Jean-Guy Blain, « Carrefour '50 », *QL*, 27 janvier 1950, p. 1.

³²⁴ Albert Mayrand, « Le droit de la Personne... », p. 63-78.

³²⁵ Rappelons toutefois que l'article 26 de la Déclaration universelle ne concerne pas l'application du principe de gratuité au niveau universitaire. Il affirme : « Toute personne a droit à l'éducation. L'éducation doit être gratuite, au moins en ce qui concerne l'enseignement élémentaire et fondamental ».

³²⁶ « Nous redoutons par-dessus tout l'ingérence étatiste dans l'enseignement », conclut-il.

³²⁷ Rapporté dans : « Carrefour '50 », *QL*, 14 février 1950, p. 6. Pour l'allocution de Pierre Tanguay, consulter : « Les Conditions du travail intellectuel pour l'étudiant en sciences appliquées », *Croire et Savoir*, vol. 1, no 4, 1950, p. 3, cité dans : Nicole Neatby, *Carabins ou activistes?*..., p. 139.

Néanmoins, en ce tournant de la décennie 1950, le thème de la démocratisation de l'éducation s'impose comme un sujet majeur des discussions entre universitaires. En 1950, l'Entraide universitaire internationale fait ainsi de la démocratisation de l'éducation l'un des trois thèmes centraux de son congrès annuel³²⁸. Le représentant de la FNEUC à l'EUI, Denis Lazure, ironise d'ailleurs sur le fait que la démocratisation de l'éducation est perçue comme une mesure « révolutionnaire » au Québec, alors même que le Canada se targue de représenter le camp des démocraties face aux dictatures communistes : « c'est tout de même cocasse que l'on renie maintenant son propre vocabulaire...³²⁹ », conclut-il. Les débats locaux, nationaux et internationaux sur la démocratisation de l'enseignement préfigurent le combat mené par les étudiants en faveur du droit à l'éducation et de la gratuité scolaire à partir du milieu des années 1950. Bien qu'on trouve des manifestations isolées de ce mouvement dans l'après-guerre, cette lutte n'apparaît toutefois jamais conceptualisée en termes de droits humains. Comme nous le verrons, les enquêtes sociologiques réalisées par des étudiants sur l'accès à l'éducation, sur les conditions financières des universitaires et sur l'adhésion des carabins au modèle du syndicalisme étudiant favoriseront l'éclosion de nouvelles revendications en faveur du droit au travail intellectuel et du droit à la « sécurité sociale de l'étudiant »³³⁰.

3.5.3 Reconstruire le Canada : identité, citoyenneté et constitution

L'une des principales spécificités des positions adoptées par les étudiants francophones montréalais sur les droits humains et sur les débats concernant la reconstruction d'après-guerre est la place centrale qu'ils accordent aux enjeux constitutionnels, civiques et

³²⁸ « Interview avec Monsieur le Président », *QL*, 17 octobre 1950, p. 3; Claude Lacombe, « Jeunesse et liberté », *QL*, 20 octobre 1950, p. 1.

³²⁹ Claude Lacombe, « Jeunesse et liberté », *QL*, 20 octobre 1950, p. 1.

³³⁰ Jacques-Yvan Morin, « Le problème social et l'université. Esquisse d'un dilemme », *QL*, 19 mars 1953, p. 4-5; Luc Cossette et Claude Bélanger, « La condition financière des étudiants de l'Université de Montréal », *QL*, 26 mars 1953, p. 4-6; Colette Beaudet, « Chronique de Paris. Problèmes étudiants », *QL*, 14 novembre 1950, p. 2.

identitaires de même qu'à la protection des droits des Canadiens français. Comme nous l'avons vu au chapitre précédent, les débats sur la mise sur pied de l'Organisation des Nations unies, sur la création d'une nouvelle citoyenneté mondiale et sur l'élaboration du droit international relatif aux droits de l'homme influencent fortement l'évolution des identités et des engagements internationaux des étudiants de l'Université de Montréal. Sur le plan national, l'effet le plus direct de cette évolution est la tentative menée par plusieurs étudiants d'adapter leur conception du nationalisme canadien-français aux idéaux de solidarité humaine, de fraternité universelle et de droits de la personne. Qu'ils soient de tendance moderniste ou profondément attachés aux valeurs conservatrices, ces étudiants dénoncent l'impérialisme, le chauvinisme, le racisme et la xénophobie, à l'origine selon eux de la guerre qui vient de s'achever. Alors que certains, qui se définissent comme « internationalistes », anticipent avec optimisme la fin des nationalismes au profit d'une citoyenneté globale, la majorité des carabins, sensible aux droits des Canadiens français, cherche à faire valoir les caractères humaniste et universaliste de leur idéal national. À l'instar des penseurs catholiques et personnalistes d'après-guerre, ils tentent de résoudre la contradiction fondamentale entre internationalisme et nationalisme, en faisant de la nation un instrument de médiation vers l'universel – pour reprendre la formule d'Emmanuel Mounier³³¹.

Plusieurs journalistes et étudiants qui écrivent dans les pages du *Quartier Latin* constatent après la guerre que « [l]a mode est à l'internationalisme », que « [d]epuis longtemps, on ne respire plus que l'Internationalisme » et affirment aussi que « l'internationalisme [est l']espoir de tous les pacifistes sincères ». Cette vague internationaliste interroge fondamentalement la conception globale du monde en même temps que celle de l'identité propre de ces jeunes engagés dans la reconstruction d'après-guerre. À quelle échelle se situeront leurs engagements civiques? À qui iront leur allégeance et leur attachement? Au monde? À leur patrie?

³³¹ Emmanuel Mounier, *Le personnalisme*, Paris, Les Presses universitaires de France, 7e édition [1949], 1961, p. 111 et suiv.

Ce débat est initié au début de l'année 1947 par deux membres de la direction du *Quartier Latin*, Camille Laurin et Jean-Marc Léger, qui sont à l'époque parmi les étudiants les plus influents de la communauté universitaire. Directeur du journal pour l'année 1947-1948, Camille Laurin est l'un des premiers à soulever directement, dans les pages de son journal, l'enjeu du « renouvellement » du nationalisme canadien-français à l'ère de l'internationalisme. Lui qui avait plus tôt défendu le régime franquiste et la valeur d'ordre qu'il incarnait, se fait cette fois le défenseur de la démocratie et d'un nationalisme humaniste fondé sur l'idéal de fraternité universelle. Il souligne en effet la nécessaire synthèse intellectuelle que doivent faire les jeunes nationalistes pour dépasser ce qu'il considère être une fausse contradiction entre nationalisme et internationalisme. En s'appuyant sur une conception organique de la société mondiale, Laurin fait valoir la nécessité de défendre les particularismes de chaque nation dans une optique de maintien de la paix et de recherche du bien commun de l'humanité³³². « Patriotisme - charité universelle. Les deux termes ne s'opposent que pour les esprits à courte vue ou abandonnés à l'égoïsme. Pour nous, Canadiens français, citoyens du monde, nous tendrons à cet idéal de réalisation si difficile, sachant que nous y trouverons notre grandeur. », conclut-il.

Son collègue de l'équipe de la direction du *Quartier Latin* et président fondateur de l'ÉRS, Jean-Marc Léger, s'attaque quant à lui aux accusations de racisme, d'isolationnisme et de xénophobie portées depuis l'après-guerre les adversaires du nationalisme, au Québec comme à l'échelle internationale. Dans un article intitulé « Une équivoque à dissiper », Léger soulève la question : « Faut-il reléguer le nationalisme aux oubliettes?³³³ ». Refusant lui aussi d'être enfermé dans ce « dualisme angoissant » entre allégeances à sa patrie et au genre humain, il affirme : « Le véritable nationalisme est un humanisme : ennemi de la xénophobie et du racisme, il implique la connaissance et

³³² Il affirme : « De même que le corps humain résulte d'une diversité d'organes au service d'une unité, la société des peuples devra orienter vers un commun idéal les apports particuliers de chaque collectivité. » Camille Laurin, « Éducation et civisme », *QL*, 21 mars 1947, p. 8.

³³³ Jean-Marc Léger, « Une équivoque à dissiper », *QL*, 7 octobre 1947, p. 1.

l'exploration des civilisations étrangères [...] Il conduit, par les voies de son génie propre, à un profond respect de l'homme. »

Les positions exprimées par ces deux jeunes intellectuels influents sont révélatrices de la trajectoire idéologique qui conduit une partie de l'intelligentsia nationaliste d'après-guerre à rejeter le nationalisme clérical et conservateur canadien-français et à promouvoir un nouvel idéal fondé sur les principes de solidarité, de fraternité et de respect des droits de la personne³³⁴. Léger s'attaque d'ailleurs au nationalisme « de droite » et « purement négatif » des Canadiens français, trop souvent « réduit à l'état d'un sentiment étroit et superficiel qui se manifest[e] par une xénophobie généralisée.³³⁵ » Plusieurs étudiants constatent également, comme le fait le journaliste Pierre Lefebvre, la véritable « cure de rajeunissement » que connaît le nationalisme canadien-français depuis la fin de la guerre, soulignant que « [c]eux qui l'attaquent avec les mêmes méthodes et les mêmes arguments qu'il y a vingt ou même dix ans ne s'attaquent plus qu'à un fantôme.³³⁶ »

Ces positions préfigurent un important débat qui éclate à la fin de l'année 1949 entre les membres de l'équipe du *Quartier Latin* au sujet de l'« internationalisme »³³⁷. Ce débat est organisé par la direction du journal, à la suite d'un appel lancé par l'EUI dans le cadre de la Fête internationale des étudiants du 17 novembre, à se pencher sur ce « problème capital des temps modernes : l'opposition entre nationalisme et internationalisme »³³⁸. Marquant l'aboutissement d'une controverse qui resurgit périodiquement depuis la fin de la guerre, ce débat oppose notamment les nationalistes

³³⁴ Voir le compte-rendu de la conférence sur la distinction entre « faux nationalisme et nationalisme authentique » prononcée à l'ÉRS en 1949 par le professeur et militant des droits humains, Jacques Perrault. Adèle Lauzon, « L'équipe de recherches sociales », *QL*, 18 octobre 1949, p. 1-4.

³³⁵ Jean-Marc Léger, « Sommes-nous des fanatiques? », *QL*, 6 février 1948, p. 1-2.

³³⁶ Pierre Lefebvre, « Que reste-t-il du nationalisme », *QL*, 10 décembre 1948, p. 1.

³³⁷ Voir le numéro spécial du *Quartier Latin* consacré à la Fête internationale des étudiants (vol. 32, no 13, 15 novembre 1949).

³³⁸ Vaclav Opratko, « 17 novembre. Fête internationale des étudiants », *QL*, 15 novembre 1949, p. 2; Adèle Lauzon, « De la nation au super-État », *QL*, 15 novembre 1949, p. 1-4.

Camille Laurin, Jean-Marc Léger, Adèle Lauzon et Pierre Lefebvre aux internationalistes François Léger et Noël Pérusse. Ce dernier, qui s'était déclaré un an auparavant « 2^e citoyen du monde » (après l'Américain Garry Davis) pour protester contre le titre nouvellement créé de « citoyen canadien »³³⁹, lance le pavé dans la marre : « Aussi bien vous le dire tout de suite : je considère le nationalisme comme une maladie [...] qu'il faudrait un jour traduire en termes de complexes et de névroses.³⁴⁰ » Soulignant que le nationalisme est à l'origine des guerres et des haines entre les peuples, Pérusse soutient que celui-ci ne peut éviter de sombrer dans ses « prolongements naturels et presque inévitables que sont l'impérialisme et le colonialisme ». Son collègue François Léger considère pour sa part que le nationalisme est « une étape historique qui, comme toute autre, doit être dépassée.³⁴¹ »

Dans ce débat, les arguments développés par les nationalistes exposent leurs craintes profondes à l'égard des velléités d'homogénéisation culturelle portées par ceux qu'ils appellent péjorativement les « mondialistes ». Ces arguments ont pour but de contrecarrer la thèse centrale des internationalistes, selon laquelle le nationalisme serait par essence l'antithèse des droits universels et de l'idéal de solidarité humaine. Pierre Lefebvre tente ainsi de se distancier du type de nationalisme associé « à l'idée d'isolationnisme, de replis sur soi, de refus [et] à tout ce qu'il y a de plus négatif dans l'âme humaine ». Dénonçant les « nationalistes d'arrière-garde, passifs, vétillieux et bornés », il insiste sur le fait que la nation est une « réalité bienfaisante, par la diversité qu'elle permet, et par l'altruisme et le sens de la solidarité humaine qu'elle suscite »³⁴². Rappelant que les horreurs de la guerre ont montré la nécessité de « combattre cette hérésie fasciste qui insultait aux droits [sic] les plus sacrés de la personne humaine », Camille Laurin soutient pour sa part que le mondialisme « donne au nationalisme le sens

³³⁹ Noël Pérusse, « 2^e citoyen du monde », *QL*, 12 novembre 1948, p. 1.

³⁴⁰ Noël Pérusse, « Adèle Lauzon animera naturaliter mundialista », *QL*, 29 novembre 1949, p. 4.

³⁴¹ François Léger, « Essai », *QL*, 15 novembre 1949, p. 1-4.

³⁴² Pierre Lefebvre, « L'illusion des mondialistes », *QL*, 15 novembre 1949, p. 1-6.

de l'universel qu'il était peut être porté à oublier ou à ne pas voir. [...] il apprendra au nationalisme ce sens et la nécessité de la fraternité universelle. » Première femme à la direction du *Quartier Latin*, Adèle Lauzon condamne pour sa part le « racisme agressif » de l'Allemagne nazie et fait la promotion d'un « nationalisme bien compris » qui, en tant qu'« un instrument de compréhension plutôt que de destruction », représente à son avis « le chemin le plus naturel et le plus sûr vers un mondialisme salulaire »³⁴³.

La fièvre internationaliste d'après-guerre et la prise de conscience des ravages engendrés par les dérives impérialistes, racistes et xénophobes poussent ainsi une partie de la jeunesse d'après-guerre soit à rejeter toute forme de nationalisme, soit – pour la majorité – à renouveler leur idéologie pour l'arrimer aux valeurs humanistes de tolérance et d'ouverture à l'autre. Ce qui est commun aux nationalistes et aux mondialistes, cependant, c'est la primauté accordée à la personne humaine, en tant que membre d'une communauté mondialisée ou membre d'un groupe national qui, par la valorisation et le partage de ses particularismes, participent à la reconstruction d'un monde pacifié que tous appellent de leurs vœux.

Cette volonté de refonder le nationalisme canadien-français sur une base plus humaniste révèle toutefois ses contradictions lorsque vient le temps de l'appliquer au contexte local canadien. Porteurs d'une vision hautement « racisée » de la nation, les étudiants francophones de l'Université de Montréal mettent de l'avant un programme de reconstruction fondé sur l'entente mutuelle entre ce qu'ils appellent les deux « races fondatrices » et sur le respect de la « dualité essentielle nécessaire de la vie nationale au Canada »³⁴⁴. Dans ces discussions, les Premières Nations, les immigrants et les minorités ethnoculturelles sont non seulement absents, mais rigoureusement exclus des débats sur la reconstruction nationale.

³⁴³ Adèle Lauzon, « De la nation au super-État », *QL*, 15 novembre 1949, p. 1-4.

³⁴⁴ Jacques Dubuc (en collaboration avec Guy B.-Champagne et Jean-Raymond Denault), « Politique nationale », *QL*, 2 mars 1945, p. 6.

Entre 1945 et 1947, les débats qui agitent la communauté étudiante de l'Université de Montréal au sujet du projet de loi sur la citoyenneté canadienne parrainé par Paul Martin montrent la place centrale qu'elle accorde à la préservation de la « race » et de la « civilisation canadienne-française ». À l'instar de nombreux intellectuels et militants nationalistes de la province, les étudiants canadiens-français de l'UdeM affichent d'abord un scepticisme généralisé à l'égard du nouveau statut de « citoyen canadien ». Celui-ci, estime-t-on, perpétue la domination coloniale britannique et n'aura que très peu d'impact sur la protection des droits constitutionnels, culturels et linguistiques des Canadiens français³⁴⁵. À l'opposé cependant, certains leaders étudiants manifestent leur soutien à cette loi qui, à leur avis, contribuera à l'émergence d'un sentiment d'unité nationale susceptible de favoriser les rapprochements entre les deux peuples fondateurs du Canada³⁴⁶. Qu'ils appuient ou qu'ils pourfendent le nouveau statut de citoyen canadien, ces derniers défendent ainsi les droits des « deux races fondatrices » et ne discutent jamais des droits des membres des minorités ethnoculturelles au pays non plus que ceux des Autochtones.

Les positions exprimées par les étudiants de l'UdeM au sujet de la constitution, du fédéralisme, du « séparatisme » et de l'indépendance du Canada après la guerre témoignent également de cette conception profondément racisée, colonialiste et essentialiste du Canada. Comme l'affirment Jean-Raymond Denault, Jacques Dubuc et Guy Beaugrand-Champagne dans un article de fond sur la « politique nationale » de la jeunesse d'après-guerre : « Lorsque nous abordons le problème de la politique nationale au Canada, tôt ou tard le problème des races entre en cause.³⁴⁷ » Pour plusieurs étudiants nationalistes, la reconstruction passe d'abord par la proclamation de l'indépendance complète du Canada face à la Grande-Bretagne et, pour certains, par l'établissement

³⁴⁵ Roger Parent, « Citoyen canadien? », *QL*, 31 octobre 1946, p. 8; J.-B. Boulanger, « Les citoyens sujets », *QL*, 21 janvier 1947, p. 1.

³⁴⁶ D'Iberville Fortier, « Citoyens canadiens! », *QL*, 2 novembre 1945, p. 4; D'Iberville Fortier, « Exigeons un drapeau canadien », *QL*, 27 novembre 1945, p. 1; Marc Brière, « Pour un nationalisme canadien », *QL*, 1^{er} mars 1949, p. 4.

³⁴⁷ Jacques Dubuc, « Politique nationale », p. 6.

d'une République du Canada indépendante. Ainsi, à la fin de l'année 1946, le *Quartier Latin* publie un numéro spécial sur les thèmes de l'indépendance et de la République, dans lequel interviennent quelques-uns des principaux rédacteurs et collaborateurs réguliers du journal³⁴⁸. S'appuyant sur les écrits d'intellectuels nationalistes influents, dont Roger Duhamel, François-Albert Angers, Richard Arès et les professeurs d'histoire de leur université, Lionel Groulx et Guy Frégault, ils insistent sur la nécessité de protéger l'existence de cette entité nationale homogène qu'est le Canada français. « Voici une masse humaine extraordinairement cohérente, nettement différenciée par la langue, la religion, les mœurs et les tendances. Trois siècles de luttes et de souffrances ont avivé sa méfiance à l'égard des étrangers », soutient ainsi Pierre Lefebvre³⁴⁹. Le numéro spécial consacré au thème du « séparatisme », qui aborde l'enjeu de la séparation du Canada français du reste du Canada, débute également par cette prémisse de la nécessaire protection de l'homogénéité culturelle du Canada français : « Considérant que le peuple canadien-français est une entité ethnique, nous devons nous appuyer sur les seuls intérêts de cette entité pour déterminer l'avenir qui lui convient.³⁵⁰ » Cette même conception essentiellement biethnique et biculturelle du Canada se retrouve au cœur des nombreuses interventions des étudiants dans les numéros spéciaux du journal dédiés au fédéralisme et à la constitution canadienne, alors que tous font valoir l'importance de protéger les droits des Canadiens français, sans jamais discuter ni des droits des minorités ethnoculturelles, ni des droits civiques plus généralement³⁵¹. Le seul combat pour la protection du droit à l'égalité raciale et religieuse mené par les étudiants après la guerre concerne les droits des minorités canadiennes-françaises au Canada et s'articule essentiellement autour des thèmes de la

³⁴⁸ *QL*, 10 décembre 1946. Ce numéro spécial contient notamment des textes de Pierre Lefebvre, Pierre Péladeau, Raymond David, J.-B. Boulanger, Jean-Marc Léger, Jacques Giraldeau, D'Iberville Fortier et François Léger.

³⁴⁹ « République », *QL*, 10 décembre 1946, p. 3.

³⁵⁰ D'Iberville Fortier et Pierre Lefebvre, « L'État français », *QL*, 12 février 1946, p. 4.

³⁵¹ Numéro spécial sur Confédération canadienne, *QL*, 2 décembre 1947.

démocratie et de la liberté religieuse qui étaient aux fondements de la rhétorique de guerre alliée³⁵².

Ainsi, les positions qu'expriment plusieurs étudiants de l'Université de Montréal à propos du « problème » de l'immigration dans l'immédiat après-guerre témoignent, à l'instar de celle de la CTCC à la même époque, de leur volonté de préserver les caractères biethnique et biculturel du Canada. Elles exposent également la préoccupation partagée par plusieurs Canadiens français à l'égard des menaces que l'immigration fait peser sur la préservation de l'homogénéité culturelle, linguistique et religieuse du pays³⁵³. Dans leur projet de « politique nationale » pour le Canada, Dubuc, Beaugrand-Champagne et Denault expliquent ainsi les dangers que font porter les « groupes étrangers homogènes ayant conservé leur vie particulière » sur l'unité nationale canadienne. Citant l'exemple des Ukrainiens, qui déjà à cette époque forment la minorité la plus importante des provinces de la Saskatchewan et de l'Alberta, ils expriment leurs craintes à l'égard de la diversification et de la massification de l'immigration, soulignant que « le Canada évolue lentement vers une forme plus complexe. Si l'on ne peut contrarier absolument cete [sic] évolution, il faudra tâcher de la ralentir le plus possible.³⁵⁴ » Leur collègue D'Iberville Fortier affirme également l'importance d'envisager ce « problème » du point de vue des intérêts spécifiques des Canadiens français, en favorisant l'entrée au pays des « éléments désirables ». Rappelant la « mission américaine » de la civilisation latine et catholique, il affirme qu'« [a]ucun peuple au monde ne peut nous offrir de meilleures garanties que les peuples français et belge [qui] ont fait preuve de leur civisme, de leur industrielle activité et de leur

³⁵² Voir, par exemple : Gilles Baril, « Démocratie et chrétienté », *QL*, 11 décembre 1945, p. 6; Louis-Philippe Taschereau, « Pas de racisme hertzien! », *QL*, 3 octobre 1947, p. 2; Camille Laurin, « Néo-Nationalisme », *QL*, 12 décembre 1947, p. 10.

³⁵³ Martin Pâquet, *Le fleuve et la cité. Représentations de l'immigration et esquisses d'une action de l'État québécois, 1945-1968*, Thèse (histoire), Université Laval, 1995, p. 54-57.

³⁵⁴ Jacques Dubuc, « Politique nationale », p. 6.

compétence.³⁵⁵ » C'est donc dans l'optique de juguler la menace d'une diversification ethnoculturelle du pays qu'ils réclament le renforcement des critères fondés sur la « race », la langue, l'origine nationale et les vertus civiques des candidats à l'immigration.

Malgré cette hostilité au pluralisme ethnoculturel, les étudiants de l'Université de Montréal ne participent toutefois à aucune manifestation ouvertement xénophobe ou antisémite comparable à celles qui ont eu lieu dans les années 1930³⁵⁶. En février 1950 cependant, l'ÉRS invite le leader fasciste et antisémite Adrien Arcand à prononcer une allocution sur le thème de « L'influence du communisme sur la société dans la Province de Québec » dans le cadre d'une série de conférences publiques destinées à renseigner les étudiants sur les principaux partis et courants politiques de la province. Cette invitation lancée à l'ex-dirigeant du Parti national social-chrétien témoigne du fait que, pour certains étudiants de l'Université de Montréal au moins, les opinions politiques de cet agitateur continuent d'être considérées comme des sujets de discussions légitimes pouvant être débattus dans le cadre de leur université. L'absence de réaction de rejet de la part des étudiants témoigne par ailleurs de la stature politique que continue d'avoir à l'époque Adrien Arcand en dépit du fait qu'il soit directement associé à l'idéologie nazie. Au cours de son allocution, à laquelle assistent plus de 250 carabins, Arcand réitère en effet ses théories fallacieuses sur le complot mondial orchestré par les communistes, la franc-maçonnerie et la « Puissance Juive »³⁵⁷. Soutenant que tous les « propagateurs et fondateurs » du marxisme sont juifs, il affirme entre autres : « Le cycle est simple, implacable : La misère mène au communisme, le communisme au bolchevisme, et le bolchevisme au judaïsme ». Bien que les renseignements récoltés par

³⁵⁵ D'Iberville Fortier, « Renforts », *QL*, 22 février 1946, p. 1.

³⁵⁶ En 1934, les représentants de l'AGEUM avaient présenté une pétition au recteur de l'Université pour « obtenir l'exclusion d'un élément [les Juifs] que les étudiants considér[ai]ent comme non désirable ». Cet épisode est décrit par Pierre Anctil comme « [the] peak in the antisemitic agitation that erupted in Quebec in the interwar period ». Pierre Anctil, « Interlude of Hostility: Judeo-Christian Relations in Quebec in the Interwar Period, 1919-1939 », dans : Alan Davies (dir.), *Antisemitism in Canada: History and Interpretation*, Waterloo, Wilfrid Laurier University Press, 1992, p. 147 et suiv.

³⁵⁷ Albert Roy, « Adrien Arcand à l'Équipe de Recherches Sociales », *QL*, 27 février 1950, p. 1-2.

le Congrès juif canadien indiquent que la majorité des étudiants présents ont été choqués par ce discours antisémite, aucune autre source ne nous permet de démontrer cette affirmation³⁵⁸. De plus, le *Quartier Latin* prend la liberté d'en reproduire un large extrait; la rédaction se contentant de souligner que leur journal n'est « que l'hôte qui veut renseigner ses lecteurs sur ces doctrines sociales en cours »³⁵⁹.

Dans l'édition suivante du *Quartier Latin*, cependant, Max Goldman, un étudiant juif de l'UdeM, publie une lettre ouverte dans laquelle il dénonce les mensonges d'Arcand, qu'il qualifie d'« insulte à l'intelligence des étudiants de notre Université »³⁶⁰. Rappelant la mémoire « des millions d'innocentes victimes tuées pour la seule raison qu'elles adhéraient malgré tout à leur religion », il s'insurge contre la liberté d'expression accordée à cet agitateur antisémite notoire : « Il est très bien de dire que nous sommes en pays démocratique et de crier à la liberté de parole, mais on n'a pas le droit d'en abuser pour répandre des idées sans fondements et des haines raciales aussi stupides. » Contrairement au journal étudiant de l'Université Laval, qui l'année précédente s'était excusé d'avoir publié un article antisémite³⁶¹, l'équipe du *Quartier Latin* choisit de conserver le silence. Cet épisode met en évidence le peu d'impact qu'a le traumatisme de l'holocauste chez une partie de la communauté étudiante de l'Université de Montréal. Mais il annonce par ailleurs le rôle clé que joueront les étudiants issus des minorités ethnoculturelles dans le mouvement de contestation contre le racisme qui s'organisera dans cette même institution à la fin des années 1950. Cette polémique conduit également

³⁵⁸ ZA 1950 6/57, *Report of the Sub-Committee on Public Relations among French Canadians*, s.d., p. 3.

³⁵⁹ Albert Roy, « Adrien Arcand à l'Équipe de Recherches Sociales », *QL*, 27 février 1950, p. 1-2. Nicole Neatby relate également cette conférence pour souligner l'implication croissante des jeunes, notamment des membres de l'ÉRS, dans les débats de société. Nicole Neatby, *Carabins ou activistes?...*, p. 87.

³⁶⁰ Max Goldman, « Mentez, mentez, il en restera toujours quelque chose... », *QL*, 7 mars 1950, p. 2.

³⁶¹ « Anti-Jewish Article Draws Editor's Apology », *CB*, avril 1949, p. 21.

le Congrès juif canadien à entamer au début des années 1950 un travail œcuménique qui favorisera les rapprochements entre étudiants juifs et catholiques³⁶².

Ainsi, dans l'immédiat après-guerre, les étudiants de l'Université de Montréal ne prennent jamais position pour condamner le racisme, si ce n'est pour dédouaner le nationalisme canadien-français des accusations portées par ses adversaires. Malgré leur adhésion théorique à l'idéal de fraternité humaine, ces étudiants participent à la légitimation des schèmes racistes dans le domaine des politiques d'immigration et à la perpétuation de l'aveuglement racial qui caractérise les sociétés québécoise et canadienne. Il faut ainsi attendre le milieu des années 1950 avant que les étudiants francophones et catholiques prennent véritablement position contre le racisme, et la fin de cette décennie pour qu'ils s'engagent activement dans la lutte contre la discrimination raciale, notamment celle vécue par les étudiants internationaux présents sur leur campus.

* * *

Dans l'immédiat après-guerre, les étudiants de l'Université de Montréal participent très peu à la promotion et à la diffusion des idéaux des droits humains au Québec. Les projets de réformes mis de l'avant par ses leaders ne s'inspirent que partiellement des nouvelles normes internationales en matière de droits de la personne. Plusieurs évolutions dans la pensée et dans l'identité de la jeunesse universitaire d'après-guerre sont néanmoins à l'origine – ou sont des signes avant-coureurs – des premiers engagements des étudiants de l'Université de Montréal dans le mouvement d'affirmation des droits humains, à partir du milieu des années 1950. En effet, la lutte qu'ils mènent jusque-là contre le cléricalisme, le traditionalisme, le dogmatisme et la censure et pour la promotion des libertés de conscience et d'expression est la source directe de l'implication des carabins dans le mouvement de contestation du régime duplessiste.

³⁶² Betty Sigler, « Montreal's Catholic University, Jewish Students at Montreal's Catholic University. Cross Over The Open Door », *CB*, septembre 1950, p. 11; « French-Canadian Appreciate Jew's Interest in French », *CB*, novembre-décembre 1950, p. 5 et 22; Fernand Côté, « Pour une charité illimitée », *QL*, 26 février 1953, p. 2; Fernand Côté, « Rencontre avec nos frères juifs », *QL*, 26 février 1953, p. 2.

L'ouverture des étudiants à la question sociale et à la cause ouvrière est également à la base des premiers engagements du mouvement étudiant, aux côtés des organisations syndicales, dans la lutte pour l'établissement de l'État-providence et pour la défense des droits à la santé, à l'éducation et à la sécurité sociale. L'adhésion des jeunes nationalistes aux idéaux des droits humains et leur volonté de combattre les schèmes racistes et xénophobes du nationalisme canadien-français sont aussi – en dépit des contradictions importantes de leur engagement en ce sens – le signe avant-coureur de l'engagement des jeunes dans le mouvement de lutte contre le racisme et les discriminations raciales et religieuses qui se consolide à la fin de la décennie 1950 au Québec. De ce point de vue, l'après-guerre apparaît comme une période charnière dans la prise en compte, par les étudiants de l'Université de Montréal, du rôle qui incombe à la jeunesse universitaire de promouvoir, non seulement les droits des étudiants, mais les droits de la personne humaine en général.

Conclusion

Le processus d'élaboration du droit international relatif aux droits de l'homme et la « culture de reconstruction » qui se met en place au Canada ont des répercussions majeures sur l'évolution des discours et des revendications des acteurs de tous les secteurs de la société civile québécoise. Les transformations civiques, identitaires et idéologiques engendrées par les débats sur la reconstruction sont dans une large mesure à l'origine du consensus grandissant, quoique toujours contesté, en faveur des droits humains, qui se consolidera au Québec au cours de la décennie 1950. La participation à l'effort de guerre contribue à l'émergence d'une nouvelle conscience de droit qui se traduit par de nouvelles revendications civiques, dont plusieurs sont inscrites directement dans le cadre normatif des droits humains, tandis que d'autres le seront au cours de la décennie suivante. Bien qu'il constitue en soi un terrain de conflits et de débats, l'idéal des droits humains s'érige comme un important instrument de légitimation et de contestation pour les acteurs et les groupes sociaux engagés dans les débats sur la reconstruction nationale. L'après-guerre apparaît de ce point de vue comme une période cruciale dans l'adhésion de plus en plus généralisée de la société civile

québécoise à l'idéal des droits de la personne. Selon les groupes étudiés, cette adhésion tire ses origines de différentes sources morales, philosophiques ou idéologiques. Alors que les uns inscrivent leur combat dans la logique du libéralisme réformiste, d'autres fondent leur engagement sur les principes du socialisme démocratique, du personnalisme ou du catholicisme social. Le consensus grandissant en faveur des droits humains apparaît, dans ce schéma, moins comme le fruit d'une adhésion des acteurs sociaux à un idéal juridico-moral abstrait et désintéressé, que le résultat de leur confrontation au contexte local dans lequel ils évoluent et d'une évolution de leurs idéologies, de leurs stratégies, mais aussi de leurs identités civiques.

Dans le domaine des libertés civiles et politiques, l'après-guerre est marqué par une montée en force de la contestation sociale contre l'illibéralisme, le cléricalisme, le nationalisme traditionnel et le conservatisme incarné par le régime duplessiste au Québec. Bien que, pour des raisons idéologiques ou stratégiques, plusieurs refusent de défendre les libertés civiles des individus et des groupes touchés par les mesures répressives du gouvernement provincial, de plus en plus d'acteurs de la société civile mobilisent les normes internationales de droits humains pour dénoncer les entorses aux droits fondamentaux perpétrés au Québec contre les travailleurs et les citoyens. La dénonciation du cléricalisme par les jeunes réformistes et les alliances contractées entre les syndicats internationaux et catholiques contre les politiques antisyndicales de Duplessis apparaissent de ce point de vue comme une étape cruciale dans la naissance du mouvement pour la restauration de la démocratie et des libertés civiles, qui deviendra le plus important mouvement social de la décennie 1950 au Québec.

Comme en attestent les trajectoires des universitaires réformistes et celles des militants des syndicats internationaux et catholiques, l'après-guerre est également marqué par une volonté de plus en plus généralisée d'opposer à la conception libérale classique des droits individuels un nouvel idéal de citoyenneté fondé sur les principes d'égalité, de solidarité et de justice sociales. Bien que plusieurs acteurs demeurent réticents à l'idée de confier à l'État un rôle accru dans le domaine de la protection sociale, des militants de tous les secteurs de la société civile québécoise s'engagent dans la promotion des

droits économiques, sociaux et culturels. Inspirés tantôt du socialisme ou des principes chrétiens de justice sociale, ils militent principalement pour la défense des droits à la santé, au logement, à l'éducation et à la sécurité sociale. Période d'incubation du « mouvement social des droits sociaux », l'après-guerre apparaît ainsi comme une période cruciale dans la création du consensus social en faveur de l'État-providence, qui débouchera sur les grands chantiers de réformes de la Révolution tranquille.

La création des premières organisations de lutte contre le racisme et les discriminations raciales et religieuses à Montréal constitue sans doute l'évolution la plus avant-gardiste et la plus significative du mouvement des droits humains d'après-guerre. Porté par une poignée de pionniers issus principalement de la communauté juive, appuyée par des militants des syndicats internationaux et de l'intelligentsia sociale-démocrate et libérale réformistes, le combat pour le droit à l'égalité raciale et religieuse s'orchestre à bien des égards en périphérie des milieux francophones et catholiques de la province. L'importance accordée par les Canadiens français à la défense de leurs droits constitutionnels, linguistiques et culturels, combinée à leur volonté de préserver les caractères bilingue, biculturel et biracial du Canada, apparaît dans l'immédiat après-guerre comme un obstacle majeur à leur engagement dans la lutte contre les discriminations vécues par les membres des minorités ethnoculturelles au pays. La dénonciation au Québec et à l'échelle mondiale des théories racistes et de la xénophobie contribue néanmoins à opérer certaines inflexions dans la pensée des militants nationalistes. Elle favorise leur adhésion aux valeurs de tolérance, d'ouverture et de fraternité humaine qui fondent l'idéal des droits humains. Au tournant des années 1950, l'ouverture graduelle des Canadiens français aux problématiques vécues par les immigrants et les membres des minorités ethnoculturelles sera de ce point de vue un facteur déterminant dans la création des premières alliances des militants pionniers de l'antiracisme avec des acteurs des milieux francophones et catholiques. La vaste coalition en faveur d'une charte des droits et de l'adoption de lois antidiscrimination qui se forme à la fin des années 1950 au Québec, autour principalement du noyau formé des militants antiracistes de la communauté juive et des syndicats internationaux, tire ainsi

son origine immédiate du courant de remise en cause du racisme et du mouvement d'affirmation des droits humains d'après-guerre.

Comme en témoignent les trajectoires des militants du CJC, du CCT, de la CTCC et des étudiants de l'Université de Montréal, plusieurs obstacles idéologiques continuent cependant de freiner la diffusion du discours des droits humains dans le Québec d'après-guerre. Alors que le CJC refuse de dénoncer les entorses aux libertés civiles perpétrées par le gouvernement de Maurice Duplessis et que les militants des syndicats internationaux accordent une place secondaire aux droits économiques et sociaux, ceux issus des milieux francophones et catholiques continuent de considérer que les droits individuels restent étroitement subordonnés aux devoirs et aux valeurs d'ordre, d'autorité et de bien commun.

Cependant, ces organisations suivent des trajectoires spécifiques et défendent des conceptions limitées et différentes des droits humains. Elles n'en participent pas moins à l'émergence d'un consensus social en faveur de cet idéal juridico-moral. Par le degré d'abstraction qu'il permet, l'idéal universaliste des droits humains constituera, au cours de la décennie 1950, un cadre normatif favorisant la mise en cohérence des revendications des groupes que nous étudions et la convergence de leurs luttes en faveur des libertés civiles, du droit à l'égalité et des droits économiques, sociaux et culturels. En ce sens, l'après-guerre apparaît comme une étape charnière dans la genèse du consensus social en faveur des droits humains qui se consolide au cours de la décennie 1950, et qui est à l'origine de plusieurs réformes sociales, politiques et juridiques majeures de la Révolution tranquille au Québec.

PARTIE II – LES DROITS HUMAINS ET LES ORIGINES DE LA RÉVOLUTION TRANQUILLE

Au Québec, les années 1950 sont marquées par une transformation profonde de la culture des droits humains. Au cours de cette période, le discours des droits de l'homme devient un important instrument de légitimation, de contestation, de mobilisation et de changement social pour des individus et des groupes issus de tous les secteurs de la société civile. L'analyse comparative des trajectoires du Congrès juif canadien, de la Fédération des unions industrielles du Québec, de la Confédération des travailleurs catholiques du Canada et de l'Association générale des étudiants de l'Université de Montréal témoigne de l'importance de la diffusion des principes et du langage des droits humains. Mais elle montre également que cet idéal juridico-normatif est principalement associé d'une part à la défense des libertés civiles (libertés de conscience, de culte et de religion, d'expression, de réunion et d'association et droits juridiques) et d'autre part à la défense du droit à l'égalité raciale et religieuse¹. C'est l'unique mission dévolue aux comités de défense des droits humains mis sur pied par ces groupes². De plus, nous le verrons, leur engagement en matière de promotion de l'égalité raciale et religieuse consiste à réclamer la reconnaissance d'une égalité formelle et l'adoption de lois interdisant les pratiques discriminatoires.

Par ailleurs, la situation des Autochtones au Québec et au Canada reste à la marge des débats sur les droits humains³. De même, aucun des groupes à l'étude ne discute explicitement des droits des personnes handicapées, des personnes âgées, des jeunes, des

¹ Les mémoires que ces organisations présentent aux gouvernements provincial et fédéral sur la question des droits humains ne discutent jamais d'autres enjeux de droit. Voir à titre d'exemple : Sénat du Canada, *Délibérations du Comité spécial institué pour étudier les droits de l'homme et les libertés fondamentales*, fascicule no 3, 27 avril 1950, p. 7-45.

² Le comité des droits de l'homme formé par les syndicats internationaux à Montréal et le Comité des droits de l'homme de la FUQ [elle aussi affiliée aux syndicats internationaux] sont spécifiquement voués à la lutte contre le racisme, la discrimination et l'intolérance raciale et religieuse. L'éphémère Comité des droits de l'homme mis sur pied en 1954 par la CTCC se spécialise quant à lui dans la défense des libertés civiles. Voir notamment : « Comité des Droits de l'homme », dans : Rapport du Comité du rapport du Président général », *Procès verbal. Trente-troisième session du Congrès de la C.T.C.C., Montréal, P.Q.*, 1954, p. 144.

³ Le Comité du travail contre l'intolérance raciale de Montréal appuie toutefois la position adoptée en 1950 par l'Union des libertés civiles (section Vancouver) en faveur d'une révision de la Loi sur les indiens. ANC. Fonds JLCC, MG28 V75 34 6, *Report of activities of the Montreal Labour Committee Against Racial Intolerance*, avril 1951, p. 2.

membres des minorités sexuelles ou d'autres groupes minoritaires ou subalternes victimes d'atteintes à leurs droits. Les positions adoptées par le CJC, la FUIQ, la CTCC et l'AGEUM sur les droits des femmes sont un peu plus complexes. En effet, bien que la place des femmes dans la société et au sein de ces organisations soit assez souvent discutée, leurs membres ne s'appuient jamais pour le faire sur le paradigme des droits humains. Ainsi, lorsqu'en 1946 un groupe d'étudiantes de l'Université de Montréal met sur pied un Comité féminin pour regrouper et représenter les étudiantes présentes sur le campus, sa responsable affirme d'emblée qu'elle n'entend pas revendiquer une « Déclaration des Droits de la Femme », soulignant que cette idée « ridicule » est radicalement contraire à ses aspirations⁴. Le Comité féminin créé en 1952 à la CTCC n'exprime jamais lui non plus ses revendications en termes de droits ou même de lutte contre la discrimination sexuelle⁵. De même, les femmes impliquées dans les campagnes de la FUIQ et du CJC en faveur du droit à l'égalité raciale et religieuse discutent très peu et très tardivement des droits des femmes⁶. De fait, seuls les dirigeants de la FUIQ et de la CTCC s'appuient sur les conventions adoptées par l'Organisation internationale du

⁴ Françoise Cholette, « Le comité féminin », *QL*, 5 novembre 1946, p. 7. Sur les travaux de ce comité et les discours des étudiantes dans les années 1950, consulter : Karine Hébert, *Impatient d'être soi-même: les étudiants montréalais, 1895-1960*, Québec, PUQ, 2008, p. 111-117.

⁵ « Deux nouveaux comités permanents », *Le Travail*, 19 septembre 1952, p. 5. Sur ce comité, consulter : Lucie Piché, « Entre l'accès à l'égalité et la préservation des modèles : Ambivalence du discours et des revendications du Comité féminin de la CTCC-CSN, 1952-1966 », *Labour / Le Travail*, vol. 29, printemps 1992, p. 187-209.

⁶ Ainsi, la vice-présidente du Conseil du travail de Montréal, Huguette Plamondon, est très tôt active dans les comités des droits de l'homme des syndicats affiliés au Congrès canadien du travail et à la FUIQ. Gisèle Bergeron de l'Union des travailleurs amalgamés du vêtement d'Amérique est également impliquée dès le début des années 1950 dans le Comité du travail contre l'intolérance raciale de Montréal. C'est notamment sous son instigation que le Comité des droits de l'homme de la FTQ (qu'elle préside à compter de 1963) s'ouvre à la question des droits des femmes. De leur côté, les membres du Comité féminin du CJC (Women's Liaison Committee) sont activement impliquées dans l'organisation d'activités sociales et éducatives dans le domaine des relations interculturelles à Montréal. ANC. Fonds du JLCC, MG28 V75 34 - 13, *Communiqué émis par le Comité du travail contre l'intolérance raciale : Une conférence ouvrière traite du bilinguisme et de la discrimination*, 14 novembre 1955; « Huguette Plamondon en Europe », *La Voix des Manuels*, juillet-août, p. 2; AUQAM, 100P, 640/105, *Rapport du Comité des droits de l'homme au 7ième Congrès de la FTQ*, 22 novembre 1962; ZA 1950-3/18, dossier « Women's Liaison Committee »; ZA 1950 6/62, *Minutes of Meeting of the Liaison Committee of women's...*, 24 octobre 1950; ZA 1951 2/10, *Report Eastern Region of the NJPRC*, 28 octobre 1951. ZA 1955 3/32, *Eastern Region, P.R. Report for NJPRC*, 18 décembre 1955.

Travail pour réclamer l'adoption de lois fédérale et provinciale garantissant le principe de l'égalité salariale entre les hommes et les femmes⁷. En une seule occasion également, en 1956, un article publié dans le journal de la CTCC se réfère explicitement à la Déclaration universelle des droits de l'homme pour approuver la *Loi fédérale sur l'égalité de salaire pour les femmes* adoptée par le gouvernement fédéral⁸. En somme, au Québec comme dans le reste du Canada, les enjeux liés aux droits des femmes sont en partie absents des préoccupations des militants des droits humains jusqu'au milieu des années 1960⁹.

Dans les années 1950, la culture des droits humains au Québec amorce par ailleurs l'une de ses transformations les plus profondes : la généralisation de l'idée selon laquelle l'État a l'obligation de protéger les droits économiques, sociaux et culturels. Les discours et les interventions des quatre organisations à l'étude témoignent de l'émergence de cette conception plus sociale et plus égalitariste des droits humains. De fait, les revendications portées au cours de ces années par l'AGEUM, la CTCC et la FUIQ en faveur des droits à l'éducation, à la santé et à la sécurité sociale marquent une rupture majeure dans la compréhension qu'ont ces groupes du rôle que doit jouer l'État dans la protection de l'égalité réelle et concrète des citoyens.

⁷ « À travail égal, salaire égal... », *Le Travail*, 22 juin 1951, p. 4; « Notre mémoire en résumé... », *Le Travail*, 14 décembre 1951, p. 4; « À travail égal, salaire égal », *Le Travail*, 25 mai 1956, p. 6; « Succès de la convention du CCT », *Les Nouvelles ouvrières*, octobre 1949, p. 1, 3; « La Convention de Toronto », *Les Nouvelles ouvrières*, octobre 1952, p. 1; « Déclaration de principes du Congrès canadien du travail du Canada », *La Voix des Manuels*, décembre 1956, p. 3.

⁸ « La Loi sur l'égalité de salaire pour les femmes », *Le Travail*, 1^{er} février 1957, p. 6; *Loi sur l'égalité de salaire pour les femmes*, S.C. 1956, ch. 38, art. 4(1).

⁹ Les récents travaux de Ruth A. Frager, Carmela Patrias et Dominique Clément ont montré que les militants des droits humains des années 1950, en Ontario et en Colombie-Britannique, ont largement négligé de considérer les injustices associées au genre et à la discrimination sexuelle. Voir Ruth A. Frager et Carmela Patrias, « Human Rights Activists and the Question of Sex Discrimination in Postwar Ontario », *Canadian Historical Review*, vol. 93, no 4, décembre 2012, p. 583-610; Dominique Clément, *Equality Deferred: Sex Discrimination and British Columbia's Human Rights State, 1953-1984*, Vancouver, UBC Press, 2015, p. 22-45 et 66-85. Voir également Shirley Tillotson, « Human Rights Law as Prism: Women's Organizations, Unions, and Ontario's Female Employees Fair Remuneration Act, 1951 », *Canadian Historical Review*, vol. 72, no 4, 1991, p. 532-557.

Cette évolution n'est cependant pas commune aux quatre organisations étudiées. Ainsi, les dirigeants du Congrès juif canadien expliquent très tôt que la promotion des droits sociaux ne s'inscrit pas dans leur mission de défense des droits et des intérêts de la communauté juive. Il s'agit à leurs yeux d'un principe d'action étatique plutôt qu'une catégorie de droits pouvant légitimement être inscrite dans l'ordre juridique¹⁰.

Pour leur part, les étudiants de l'Université de Montréal inscrivent tardivement et très sommairement leurs revendications en faveur des droits sociaux dans la catégorie discursive et normative des droits humains. Au milieu des années 1950, certains étudiants de cette université s'inspirent des idéaux chrétiens des « droits de la personne humaine » pour réclamer la protection du droit à la santé¹¹. Cependant, les dirigeants de l'AGEUM ne se réfèrent à cet idéal juridico-moral que dans le cadre de leurs luttes pour l'universalisation du droit à l'éducation. Dès le début des années 1950 en effet, plusieurs d'entre eux dénoncent les frais prohibitifs qui empêchent les membres des classes populaires d'accéder à l'enseignement supérieur comme une discrimination fondée sur la richesse et l'origine sociale¹². Il faut cependant attendre la fin de cette décennie et la montée en force du mouvement en faveur de la gratuité scolaire pour que les étudiants de l'Université de Montréal appuient leur combat sur les principes inscrits dans la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948¹³. Cette transformation du discours s'opère dans le contexte d'une radicalisation sans précédent du combat des étudiants québécois pour l'amélioration des conditions matérielles des étudiants

¹⁰ Pour un aperçu des débats qui animent les membres du CJC sur la question des droits sociaux, consulter: ACJC, ZA 1957 3/21, *Minutes of the NJPRC, Special Sub-Committee on a Bill of Rights*, 11 juin 1958, p. 2.

¹¹ Jean-Marie Cordeau, « Exposé de la question, dans "Une controverse. l'Assurance-santé" », *QL*, 7 mars 1957, p. 9; Georges Desrosiers, « Le droit à la santé », *QL*, 7 mars 1952, p. 3-4; Jean-Guy Paquette, « Le rôle social et politique des étudiants », *QL*, 4 décembre 1958, p. 2.

¹² Voir notamment : Jacques-Yvan Morin, « Le problème social et l'université. Esquisse d'un dilemme », *QL*, 19 mars 1953, p. 4-5; Luc Cossette et Claude Bélanger, « La condition financière des étudiants de l'Université de Montréal », *QL*, 26 mars 1953, p. 4-6; Claude Béland, « Talent ou finances », *QL*, 17 décembre 1953, p. 2; Yvon Côté, « Deux témoignages éloquentes », *QL*, 25 février 1954, p. 2.

¹³ Gilles G. Tessier, « Notre mémoire demeure la solution unique », *QL*, 4 décembre 1958, p. 2, 8 et « Une solution complète aux problèmes de l'éducation », 27 novembre 1958, p. 2.

universitaires, pour le financement du système d'enseignement et pour l'établissement de la gratuité scolaire¹⁴. Mobilisé de manière sporadique dans la seconde moitié des années 1950, le langage des droits humains devient au tournant des années 1960 un instrument de légitimation des revendications étudiantes en faveur du droit à l'éducation¹⁵. L'« Opération Gratuité Scolaire » mise sur pied par l'AGEUM en 1963 pour renseigner les étudiants et le public sur l'importance du principe de la gratuité est également présentée par ses principaux instigateurs comme une campagne en faveur des droits de l'homme¹⁶. Comme auparavant, les étudiants de l'Université de Montréal continuent d'accorder une importance secondaire aux autres droits inscrits dans la vaste catégorie des droits économiques, sociaux et culturels. Bien qu'ils expriment leurs revendications dans le langage universaliste des droits humains, leur engagement dans ce domaine reste finalement cantonné à la défense des droits du groupe social qu'ils représentent.

Ce sont les fédérations ouvrières qui intègrent le plus rapidement et le plus profondément l'idéal des droits humains à leurs revendications en faveur des droits économiques, sociaux et culturels. Depuis l'après-guerre, nous l'avons vu, les dirigeants des syndicats industriels et catholiques font de leur adhésion à ces droits sociaux la marque distinctive de leur conception des droits humains. Tout au long des années 1950, la FUIQ et la CTCC continuent de promouvoir les droits sociaux, qu'ils opposent à la

¹⁴ Cette campagne conduit les dirigeants des associations étudiantes des six universités de la province à déclencher, au début de l'année 1958, la première grève de l'histoire du mouvement étudiant québécois. Les débats qui ont entouré cette décision et les événements marquants de cette grève sont relatés en détails dans Nicole Neatby, *Carabins ou activistes?*..., p. 220-231.

¹⁵ Voir notamment : Jacques Girard, « Pour clarifier une situation », *QL*, 30 octobre 1961, p. 2; Bruno Verdon, « Le syndicalisme étudiant », *QL*, 13 février 1962, p. 3; Jacques Girard, « La gratuité scolaire telle que nous l'entendons », *QL*, 18 septembre 1962, 2; J.C. Leclerc, « Les étudiants canadiens et l'urgence – éducation », *QL*, 28 novembre 1963, p. 15.

¹⁶ AUdeM, P33 - Fonds AGEUM, F/11, Michel Vaillancourt (Directeur Comité d'Éducation), *"Opération Gratuité Scolaire": commission d'étude*; Jean-Claude Rivest, « Libertés sociales : avec-vous l'argent pour payer? », *QL*, 5 mars 1964, p. 7; P33 - Fonds AGEUM, H1/1,1,24, AGEUM et al., *Mémoire au gouvernement de l'État du Québec*, 1 avril 1964, 9 p.; P33 - Fonds AGEUM, H1/1,10,56, André D'Allemagne, *Rapport sur la gratuité scolaire, soumis à L'exécutif par le conseiller technique*, 12 février 1966, p. 3-4.

conception libérale, bourgeoise et individualiste des droits humains. Leurs prises de position s'inscrivent clairement dans un processus de reformulation de leurs revendications traditionnelles en faveur des droits des travailleurs dans le cadre discursif des droits humains.

Dès le début des années 1950, elles inscrivent dans leur programme politique et leur déclaration de principes des revendications en faveur des droits à la santé, à l'éducation et à la sécurité sociale¹⁷. Elles s'appuient sur les conventions adoptées par l'Organisation internationale du Travail et sur les principes de la Déclaration universelle des droits de l'homme pour réclamer l'adoption d'un plan complet de sécurité sociale¹⁸. Au milieu de cette décennie, dans le contexte d'un rapprochement sans précédent entre les militants de ces deux organisations, elles mettent sur pied une campagne conjointe pour l'établissement d'un plan d'assurance-santé, présenté comme la pièce maîtresse de leur programme de sécurité sociale¹⁹. Le discours des droits humains s'érige à ce moment comme l'un des principaux paradigmes de la convergence des luttes menées par ces deux organisations dans le domaine des droits sociaux. Entre 1956 et 1958, la FUIQ et la CTCC préparent en effet un mémoire sur le droit à l'éducation, qu'elles présentent au gouvernement provincial conjointement avec la Fédération provinciale du travail du Québec (organisation représentant les syndicats de métiers). S'inspirant des écrits du philosophe personnaliste Jacques Maritain, ce mémoire affirme la nécessité de reconnaître, au-delà des libertés civiles et politiques, une « troisième catégorie de droits : les droits de la personne sociale [...] qu'un nouvel âge de civilisation aura à reconnaître

¹⁷ « La CTCC a des convictions! », *Le Travail*, 21 septembre 1951, p. 2-3; « Déclaration de principes de la CSN », *Procès-verbal de la trente-neuvième session du congrès de la CSN*, Montréal, 1960, p. 131-138; AUQAM, 85 P - Fonds de la FUIQ, 160/27, FUIQ, *Constitution et Manifeste politique*, 14 mai 1955.

¹⁸ « Sécurité sociale. Le rapport de M. Picard », *Le Travail*, 21 septembre 1950, p. 1; « La CTCC sur le plan international », *Le Travail* (11 mai 1951), 6; « Action politique-Fonds de défense-Communisme », *Le Travail*, 12 septembre 1952, p. 4-5; FUIQ, *Constitution et Manifeste politique*, 14 mai 1955.

¹⁹ « Les mesures de sécurité sociale », *Le Travail*, 27 janvier 1956, p. 3; ACSN, Fonds des mémoires, MEM0002, *Mémoire de la C.T.C.C. à la Commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels instituée par le Parlement de Québec*, 1er avril 1954, p.20-22.

et à définir »²⁰. Comme dans le domaine de la sécurité sociale, les militants des syndicats industriels et catholiques s'appuient par ailleurs sur le discours des droits humains pour mener une campagne – conjointement avec le mouvement étudiant – en faveur de l'instauration au Québec de la gratuité scolaire à tous les niveaux d'enseignement²¹.

Qu'ils s'inspirent du libéralisme réformiste, des théories du socialisme démocratique ou des thèses personnalistes (ou des trois à la fois), les militants de l'AGEUM, de la FUIQ et de la CTCC réclament en somme la reconnaissance d'une conception nouvelle des droits humains fondée sur la primauté de certains droits économiques, sociaux et culturels. À travers leurs luttes, ces militants participent à l'éclosion d'un consensus social fort en faveur de l'interventionnisme d'État qui inspirera plusieurs chantiers de réformes lancés au cours de la Révolution tranquille au Québec. Ils contribuent en cela à remettre en cause la conception libérale des droits de l'homme héritée des grandes révolutions démocratiques de l'époque moderne. Au cours des années 1950, ces organisations n'en continuent pas moins d'accorder une place plus importante, dans leurs discours comme dans leur pratique, aux libertés civiles et au principe formaliste du droit à l'égalité raciale et religieuse. Dans le Québec de l'ère duplessiste, ces enjeux sont en effet au cœur de l'engagement du CJC, de la FUIQ, de la CTCC et de l'AGEUM. C'est aux luttes en faveur de ces droits que nous consacrons les deux prochains chapitres.

²⁰ AUQÀM, 85 P - Fonds de la FUIQ, 660/12, *Mémoire sur l'assurance-santé présenté conjointement par la Confédération des travailleurs Catholiques du Canada, la Fédération du Travail du Québec, la Fédération des Unions Industrielles du Québec [ébauche]*, 1956, p. 6; UQÀM, FTQ, 100P, 660:02/2, *L'assurance-santé. Mémoire conjoint de la Confédération des travailleurs catholiques du Canada et la Fédération des travailleurs du Québec (C.T.C.-F.A.T.-C.O.I.)*, 1957, p. 4-5; « Le mémoire conjoint de la CTCC et de la FTQ sur l'assurance-santé », *Le Travail*, 14 février 1958, p. 1,6.

²¹ Fédération des travailleurs du Québec et Confédération des travailleurs catholiques du Canada, « *Mémoire sur l'éducation* » soumis à Monsieur Omer-Jules Desaulniers, *Surintendant de l'Instruction Publique, Hôtel du parlement de la province de Québec, le 12 février 1958*, p. 15-16; UQÀM, FTQ, 100P, 640/76, *Déclaration de principes sur l'éducation*, 1961; « Commerçants, bourgeois et individualistes opposés à la gratuité de l'enseignement », *Le Travail*, 28 février 1958, p. 2; « Appui de la CTCC à la grève des étudiants », *Le Travail*, 7 mars 1958, p. 1; UQÀM, FTQ, 100P, 640/76, *Déclaration de principes sur l'éducation*, 1961, p. 1.

CHAPITRE 4

« LES LIBERTÉS CIVILES : LEUR DISPARITION OU LEUR SURVIE ¹ » : LES LUTTES POUR LA RESTAURATION DE LA DÉMOCRATIE ET DES LIBERTÉS CIVILES

« Une voix saugrenue chantait
non que nous ayons des remords
ou alors si légers! Mais l'effroi,
de mourir sans jamais avoir été libres
nous avait effleurés. »
(Gérard Dion, « C'était au temps »²)

En septembre 1958, au moment où se tiennent à Québec et à Ottawa les festivités soulignant le dixième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, les débats sur le projet d'une Déclaration canadienne des droits battent leur plein. Bien que certains d'entre eux aient des réticences au sujet du respect du partage des compétences entre les gouvernements fédéral et provincial, la majorité des membres des quatre organisations appuie l'idée d'une charte des droits fédérale présentée par le premier ministre John Diefenbaker³. Les clivages idéologiques, linguistiques, religieux,

¹ M^e Jacques Perrault, « Les libertés civiles, leur disparition ou leur survie », *Les Nouvelles ouvrières*, février 1955, p. 3,4.

² Gérald Godin, « C'était au temps », cité dans Léon Dion, *Québec 1945-2000. Tome II : Les intellectuels et le temps de Duplessis*, Ste-Foy, PUL, 1993, p. 388.

³ La Déclaration canadienne des droits est présentée en première lecture à la Chambre des communes le 5 septembre 1958 et est débattue lors des audiences publiques du Comité spécial des droits de l'homme et des libertés fondamentales au cours du mois de juillet 1960. Christopher MacLennan, *Toward the Charter: Canadians and the Demand for a National Bill of Rights, 1929-1960*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 2003, 234 p. Chambre des communes, 33^e session de la 24^e législature, 1960. *Comité spécial des droits de l'homme et des libertés fondamentales, Procès-verbaux et délibérations (Bill c-79 :*

ethniques de classe et d'âge qui séparent ces organisations se reflètent dans les trajectoires particulières qui les conduisent à adhérer, à l'aube de la Révolution tranquille, au vaste consensus social qui existe parmi les forces réformistes au Québec en faveur d'une plus grande protection des libertés civiles. En effet, l'engagement de ces organismes dans le combat pour les libertés civiles ne découle pas simplement d'une adhésion graduelle à l'idéal universaliste des droits humains. Il résulte avant tout de l'évolution complexe des identités, des intérêts et des idéologies de leurs membres, et des stratégies qu'ils mettent de l'avant pour défendre les droits du groupe social qu'ils représentent dans le contexte spécifique du Québec des années 1950.

L'analyse des discours et des revendications portés par les quatre organisations que nous étudions atteste de ce point de vue du rôle crucial joué par les individus et les groupes victimes d'atteintes à leurs droits dans l'éclosion et la diffusion du discours universaliste des droits humains. Les trajectoires de ces organisations démontrent en effet que, dans la plupart des cas, leurs membres prennent appui sur ce discours universaliste lorsque leurs droits ou ceux du groupe social qu'ils représentent sont bafoués ou menacés. De même, bien que la rhétorique des droits humains paraisse désintéressée, leur engagement dans la défense de ces droits reste avant tout tributaire de considérations identitaires, idéologiques et stratégiques. La primauté que ces acteurs accordent à la défense de leurs droits et de leurs intérêts spécifiques explique, d'une part, les contradictions internes de leurs positions et, d'autre part, leurs hésitations à contracter des alliances avec d'autres acteurs, qui se revendiquent pourtant du même idéal universaliste des droits humains.

Dans la même perspective, ce chapitre démontre que l'engagement de ces acteurs sociaux dans la lutte pour la préservation des libertés civiles émerge principalement de leur confrontation, directe ou indirecte, à des contraintes imposées par un pouvoir

Loi ayant pour objets la reconnaissance et la protection des droits de l'homme et des libertés civiles), Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1960. Sur les célébrations du 10^e anniversaire de la DUDH, consulter : ANC. Fonds JLCC, MG28 V75 34 - 19, Le Comité canadien de l'anniversaire de la Déclaration des droits de l'homme, *Dixième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme au Canada, Ottawa (Ontario), 1958*, 1-38.

externe : l'État, le gouvernement, le procureur général, les forces policières, les juridictions judiciaires, la Commission des relations ouvrières, la direction de l'Université, etc. De ce point de vue, les libertés civiles – cela tient à leur nature même – apparaissent d'abord comme des « droits-résistances » revendiqués en tant que libertés négatives opposables à un pouvoir de contrainte extérieure, en particulier celui qu'exerce l'État⁴.

Avant d'aborder les trajectoires spécifiques des quatre organisations que nous étudions, nous verrons dans la section qui suit les principaux facteurs locaux et internationaux qui ont influencé les débats sur les libertés civiles au Québec dans la décennie qui précède la Révolution tranquille.

4.1 Du global au local : le mouvement international des droits humains et le combat pour les libertés civiles au Québec

4.1.1 L'influence du droit international relatif aux droits de l'homme

Dans ce chapitre, nous montrerons que le droit international relatif aux droits de l'homme joue un rôle crucial dans le processus d'internalisation, de diffusion et de traduction, à l'échelle locale et nationale, des revendications des quatre organisations à l'étude. À l'exception notable des étudiants, dont les demandes s'appuient essentiellement sur le principe philosophique de liberté humaine, les groupes que nous suivons se réfèrent dans une large mesure aux normes internationales en matière de droits humains établies depuis l'après-guerre par l'ONU et par ses institutions spécialisées. De fait, au cours des années 1950, les références aux thèmes de la propagande de guerre des pays alliés deviennent moins fréquentes. En revanche, la

⁴ Bien que cette distinction ait été récemment remise en cause par plusieurs théoriciens qui ont démontré que l'exercice des droits-résistances implique parfois la mise en place de mesures *positives* par l'État pour assurer leur protection effective, la distinction entre « droits-résistances » et « droits-exigences » reste pertinente d'un point de vue empirique, pour étudier les spécificités des stratégies des acteurs sociaux qui se revendiquent de ces différents types de droits. Voir notamment Jacques Mourgeon, « Les droits de l'homme », *Que sais-je?*, no 1728, Paris, P.U.F., 1978, p. 10 et suiv.

Déclaration universelle des droits de l'homme apparaît désormais comme l'expression la plus exhaustive, la plus achevée et la plus universellement reconnue des normes de droits humains. Cette déclaration constitue une référence incontournable pour les militants engagés dans la défense des libertés civiles au Québec. Ces derniers s'appuient principalement sur les articles de la DUDH qui énoncent le droit à la sûreté de la personne et à la propriété privée, la protection contre les traitements dégradants, les immixtions dans la vie privée, les arrestations et les détentions arbitraires, le droit des travailleurs de se former en syndicat et les libertés de pensée, de conscience, de religion, d'opinion, d'expression, de presse, de réunion et d'association pacifique⁵.

Dans les années 1950, le droit international relatif aux droits de l'homme constitue à la fois un outil de légitimation et un instrument de contestation des atteintes aux libertés civiles perpétrées à l'échelle internationale, nationale et plus encore locale. Son degré d'abstraction et sa vocation à l'universalité font du langage des droits humains un cadre privilégié de création d'alliances entre des acteurs de différents milieux, et cela en dépit des définitions souvent différentes, parfois même divergentes, qu'ils donnent à ces droits⁶.

4.1.2 Les libertés civiles au risque de la guerre froide

Le contexte de la guerre froide et l'opposition idéologique entre les blocs occidental et communiste contribuent également à structurer les débats qui animent la société civile québécoise au sujet des libertés civiles. D'une part, le contexte de guerre est marqué par l'adoption d'une série de mécanismes de contrôle et de répression destinés à endiguer la diffusion du communisme à l'échelle domestique, mécanismes qui sont tantôt approuvés

⁵ Déclaration universelle des droits de l'homme (1948) Rés. AG 217 (III), Doc.off. AG NU, 2^e session, support no 13, Doc. NU A/810 (1948), art. 3, 5, 6, 9, 12, 18, 19, 20 et 23.

⁶ Le discours des droits humains permet en effet de faciliter la création d'alliances avec d'autres acteurs engagés dans la défense de leurs droits particuliers. Comme le souligne à juste titre Merry : « The human rights framework also facilitates forming coalitions, providing ways for [...] groups to collaborate even though their interests differ in some ways. » Voir : *Human Rights, Gender, and New Social Movements: Contemporary Debates in Legal Anthropology*, octobre 2006, p. 9-10.

au nom de l'état d'urgence, tantôt dénoncés comme des entorses aux libertés fondamentales des citoyens. D'autre part, la guerre froide favorise une forme de transfert de la rhétorique libérale et prodémocratique du combat contre les dictatures fascistes qui avait cours pendant la Deuxième Guerre vers une nouvelle figure d'altérité : celle des dictatures communistes derrière le rideau de fer. Tout comme pendant la Deuxième Guerre, les thèmes de liberté et de démocratie qui fondent la propagande du camp « démocratique » sont récupérés par les acteurs sociaux engagés dans la défense des libertés civiles afin d'inscrire leurs revendications dans le prolongement du combat du « monde libre » et de faire valoir que la reconnaissance de ces droits constitue la marque de la supériorité morale des démocraties contre leur ennemi communiste⁷. Comme le montrent les trajectoires des militants étudiés dans le présent chapitre, le contexte de guerre froide est également marqué au Québec par une montée en force des condamnations des entorses aux libertés civiles dans les dictatures communistes de Russie, d'Europe de l'Est et d'Europe centrale, en particulier contre les syndicats et les membres des minorités juives et catholiques⁸. À l'inverse, plusieurs militants mobilisent la rhétorique de la guerre froide pour démontrer que les lois et politiques anticomunistes au Québec constituent des entorses aux valeurs de liberté et de démocratie pour lesquelles combattent les pays du bloc de l'Ouest.

⁷ Cette stratégie a été abondamment étudiée dans le cadre du combat contre le racisme et les discriminations aux États-Unis. Voir notamment : Mary L. Dudziak, *Cold War Civil Rights: Race and the Image of American Democracy*, Princeton, Princeton University Press, 2011, 330 p.; Thomas Borstelmann, *The Cold War and the Color Line*, Cambridge, Harvard University Press, 2009, 384 p.

⁸ À noter que le cas de la République populaire de Chine est très peu mobilisé par les acteurs, malgré les entorses aux droits commis par le régime maoïste contre les minorités religieuses catholiques, spécialement entre les années 1949 et 1953. Sur les persécutions des Juifs et des Catholiques dans l'empire soviétique, consulter : Christopher Lawrence Zuger, *The Forgotten: Catholics of the Soviet Empire from Lenin Through Stalin*, New York, Syracuse University Press, 2001, p. 416-446; Albert D. Chernin, « Making Soviet Jews an Issue: A History », dans : Murray Friedman et Albert D. Chernin, *A Second Exodus: The American Movement to Free Soviet Jews*, Hanover et London, University Press of New England [for] Brandeis University Press, 1999, p. 15-28.

4.1.3 Les libertés civiles : fondement du régime d'historicité des sociétés démocratiques modernes

Dans le contexte du Québec des années 1950, plusieurs acteurs engagés dans la défense des libertés civiles cherchent à inscrire leurs combats dans le prolongement de l'évolution historique des droits de l'homme dans les sociétés démocratiques modernes. De fait, ces droits dits de « première génération » sont inscrits en toutes lettres dans plusieurs grands textes, lois et déclarations qui fondent la citoyenneté civile et politique en Occident : de la Magna Carta à la Déclaration des droits américaine, en passant par l'Habeas corpus, la Pétition des droits, la Déclaration des droits anglaise, la Déclaration d'indépendance des États-Unis et, surtout, la Déclaration française des droits de l'homme et du citoyen⁹. L'inscription des libertés civiles dans ce régime d'historicité explique également pourquoi, dans les discours des acteurs que nous étudions, ces droits revêtent souvent un caractère aprioristique. En effet, on cherche moins à démontrer leur valeur morale ou légale qu'à dénoncer les pratiques, lois ou politiques qui portent atteinte à leur exercice et à faire valoir qu'elles constituent des reculs par rapport à l'évolution des sociétés démocratiques modernes.

Les références à ce régime d'historicité, implicitement considéré comme « universel »¹⁰, revêtent une signification particulière dans le contexte du Québec des années 1950, où plusieurs militants réformistes condamnent le duplessisme, le nationalisme traditionaliste et le cléricanisme comme des manifestations d'une société moyenâgeuse,

⁹ Notons ici la centralité de l'Occident – et en particulier de l'Angleterre, des États-Unis et de la France – dans ces référents mémoriels. On remarque ainsi, par exemple, l'absence tenace de références à la Révolution haïtienne de 1791-1804. Pour un aperçu du contenu et du contexte d'adoption de ces lois et déclarations, consulter : Micheline R. Ishay, *The History of Human Rights: From Ancient Times to the Globalization Era*, Berkeley, Los Angeles et London, University of California Press, 2008, p. 63-172.

¹⁰ Pour une analyse critique de cette conception eurocentrique des droits humains, consulter : Makau Mutua, *Human Rights : A Political and Cultural Critique*, Philadelphia, University of Pennsylvania Press, 2013, 264 p.

associée à différents symboles de l'« ancien régime »¹¹. Cette stratégie discursive a également une fonction symbolique spécifique dans le contexte des débats qui animent l'intelligentsia réformiste de l'époque au sujet de l'absence ou de la présence d'héritage démocratique chez les Canadiens français¹². De même, cette inscription des libertés civiles dans le régime d'historicité des démocraties libérales explique pourquoi, plus que celle des autres catégories de droits, la défense des libertés civiles est étroitement imbriquée dans le combat des forces progressistes des années 1950 pour la « restauration » de la démocratie dans la province de Québec¹³.

Articulées autour des notions de « droits de l'homme », « libertés civiles », « libertés démocratiques », « libertés fondamentales », « libertés essentielles », « libertés humaines » et, dans une moindre mesure, « libertés britanniques », les revendications portées par les organisations que nous étudions s'appuient également sur divers référents discursifs, idéologiques et historiques associés à la tradition judéo-chrétienne. En effet, les arguments proprement libéraux côtoient, en particulier dans les discours des militants catholiques, des références aux principes du catholicisme social formulés notamment dans l'Évangile, dans les théories des penseurs personnalistes et de la gauche catholique européenne, dans les discours et les écrits des Papes et dans les grandes encycliques qui

¹¹ Voir à ce sujet : Ivan Carel, « L'invention de la "Grande Noirceur" : la voie française », dans Lucia Ferretti et Xavier Gélinas (dir.), *Duplessis, son milieu, son époque*. Québec, Septentrion, 2010, p. 43-45. Sur la tentative des néo-nationalistes d'inscrire leur idéal national dans le prolongement de la tradition de la Révolution française, consulter : Michael D. Behiels, *Prelude to Quebec's Quiet revolution : Liberalism Versus Neo-nationalism, 1945-1960*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 1985, p. 489.

¹² Sur les multiples ramifications du débat sur l'héritage démocratique des Canadiens français, initié notamment par la thèse défendue initialement par Trudeau dans son texte « Réflexions sur la politique au Canada français », publié dans l'édition de décembre 1952 de la revue *Cité libre*, consulter l'anthologie de Michel Lévesque : *De la démocratie au Québec, 1940-1970 : anthologie des débats autour de l'idée de la démocratie, de la Seconde guerre mondiale à la Crise d'octobre*, Montréal, Lux Éditeur, 1995, p. XX-XXIV.

¹³ Sur la consolidation du mouvement prodémocratique, notamment dans la foulée de la création du *Rassemblement* (1957) et de l'Union des forces démocratiques (1959), consulter : Michel Lévesque, *De la démocratie...*; Michael D. Behiels, *Prelude to Quebec's...*, p. 221-234, 249 et suiv.; Dorval Brunelle, *Les trois colombes. Essai*, Montréal, VLB Éditeur, 1985, p. 127-140; Roch Denis, *Luttes de classes et question nationale, 1948-1968*, Montréal, Les Presses socialistes internationales; Paris, Études et documentation internationales, 1979, p. 183-185.

forment le socle de la *Doctrine sociale de l'Église*¹⁴. Également mobilisés pour défendre d'autres catégories de droits, ces référents sont principalement utilisés, dans le cadre du combat pour les libertés civiles, pour démontrer la complémentarité des valeurs fondamentales du catholicisme et de la tradition libérale des droits de l'homme. Cette tentative de (ré)conciliation, qui trouve sa formulation la plus récurrente dans la notion de « droits de la personne humaine », n'est cependant pas exempte de contradictions, dans la mesure où plusieurs militants catholiques engagés dans la défense des libertés civiles formulent également des critiques virulentes contre la conception libérale classique des droits de l'homme, considérée comme athée, matérialiste, juridique et individualiste. De même, malgré la volonté manifeste de plusieurs militants catholiques d'inscrire leur combat dans le prolongement de la tradition du libéralisme politique, plusieurs considèrent les principes chrétiens de devoir, d'ordre, de morale et de bien commun comme ontologiquement supérieurs aux valeurs de liberté, de propriété et d'individualisme qui sont aux fondements de l'ordre libéral canadien¹⁵.

4.1.4 L'influence du contexte québécois : anticommunisme, cléricanisme et nationalisme

Malgré les trajectoires spécifiques et parfois contraires des quatre organisations, ce chapitre montre que leur engagement dans la défense des libertés civiles est d'abord et avant tout déterminé par le contexte local dans lequel ils évoluent. Bien qu'il soit hasardeux d'opérer une distinction stricte entre les contextes locaux, provinciaux, régionaux, nationaux et internationaux, l'étude comparée des discours et des

¹⁴ Comme l'affirme John Witte Jr., les conceptions modernes des droits humains puisent leurs sources dans plusieurs textes, pratiques et enseignements anciens du Judaïsme et du Christianisme. Pour une analyse de cette filiation historique, consulter : « Introduction », dans : John Witte and Frank S. Alexander, *Christianity and Human Rights: An Introduction*, Cambridge, Cambridge University Press, 2010, p. 8-43.

¹⁵ Comme l'affirme Ian McKay, les principes fondamentaux qui fondent l'ordre libéral canadien sont la « primauté ontologique » qu'il confère à l'individu et l'importance qu'il accorde à la valeur de liberté et à la « fonction de propriété ». Voir : « The liberal order framework: A prospectus for a reconnaissance of Canadian history », *Canadian Historical Review*, vol. 81, no 4, 2000, p. 623-627.

revendications de ces quatre groupes montre le rôle déterminant du contexte spécifiquement provincial. De manière générale, le Québec de l'ère duplessiste, conservateur, voire répressif, aux yeux de plusieurs observateurs contemporains apparaît à la fois comme un terrain peu favorable à la contestation sociale et politique et, paradoxalement, comme un terreau fertile à l'émergence d'un mouvement concerté en faveur de la défense des libertés civiles.

Le premier de ces facteurs propres au Québec est la guerre idéologique que le premier ministre Maurice Duplessis mène contre le communisme. Au cours des années 1950, elle est relayée par un ensemble d'acteurs sociaux et politiques qui adhèrent au consensus anticomuniste de la guerre froide, et dont font partie certains des militants impliqués dans les organisations étudiées¹⁶. Bien que les mécanismes législatifs, juridiques et policiers inscrits dans l'arsenal de guerre anticomuniste du gouvernement Duplessis aient pour effet de favoriser la convergence des luttes entre les militants des libertés civiles, au Québec comme dans le reste du Canada, on constate par ailleurs que les divisions idéologiques entre communistes et anticomunistes constituent un frein à la création d'alliances entre ces militants¹⁷.

Le pouvoir dévolu au clergé catholique et la forte présence de la culture religieuse dans le Québec des années 1950 déterminent également dans une large mesure l'évolution du mouvement des libertés civiles dans cette province, et surtout les limites de son

¹⁶ Plusieurs travaux ont mis en lumière l'homogénéité idéologique conservatrice de ce « consensus de la guerre froide » au Canada. Voir notamment : Tarah Brookfield, *Cold War Comforts: Canadian Women, Child Safety, and Global Insecurity*, Waterloo, Wilfrid Laurier University Press, 2012, 270 p.; Franca Iacovetta, *Gatekeepers: Reshaping Immigrant Lives in Cold War Canada*, Toronto, Between the Lines, 2006, 370 p.; Magda Fahrni et Robert Rutherford (dir.), *Creating Postwar Canada: Community, Diversity, and Dissent, 1945-75*, Vancouver, UBC Press, 2008, 360 p.

¹⁷ Notre analyse confirme les interprétations défendues par Ross Lambertson et Dominique Clément dans leurs études sur les clivages idéologiques entre militants communistes et non-communistes qui ont divisé la communauté des droits humains pendant la première décennie de la guerre froide au Canada. Voir : Ross Lambertson, « The Black, Brown, White and Red Blues: The Beating of Clarence Clemons », *Canadian Historical Review*, vol. 85, no 4, décembre 2004, p. 755-776; Dominique Clément, « An Exercise in Futility? Regionalism, State Funding, and Ideology as Obstacles to the Formation of a National Social Movement Organization in Canada », *BC Studies*, no 146, été 2005, p. 63-91.

déploiement. D'une part, la place qu'occupent l'Église et la culture catholiques représente un obstacle évident à l'émergence de revendications qui heurtent de manière frontale les valeurs du catholicisme, en particulier dans les domaines de la censure morale, des droits des minorités religieuses non catholiques et de la lutte contre l'athéisme communiste. Dans un même temps, et non sans paradoxe, plusieurs réformistes des années 1950 inscrivent leur combat pour les libertés de conscience, d'opinion, de religion et d'expression dans une remise en cause parfois radicale du cléricalisme et des valeurs d'ordre, d'autorité, d'obéissance, de conformisme, de hiérarchie et de soumission qu'il incarne. Comme l'ont démontré plusieurs historiens, la défense des libertés individuelles constitue en effet le principal lieu de convergence des « nouveaux intellectuels » des années 1950 – qu'ils soient de tendances « libérale » ou « néo-nationaliste » – engagés dans la lutte contre le cléricalisme et le duplessisme¹⁸. L'influence de la religion catholique sur les discours et les revendications des acteurs que nous étudions éclaire plus fondamentalement les paradoxes de cette période de transition au cours de laquelle des militants catholiques de différents horizons cherchent à réconcilier leurs valeurs chrétiennes et leur adhésion aux principes fondamentaux du libéralisme politique, voire à résoudre le conflit historique qui oppose l'Église officielle et l'héritage laïc et matérialiste de la Déclaration française des droits de l'homme et du citoyen de 1789¹⁹.

¹⁸ Michael D. Behiels, *Prelude to Quebec's...*, p. 6-7, 78 et suiv.; Léon Dion, *Québec 1945-2000. Tome II : Les intellectuels et le temps de Duplessis*, Ste-Foy, PUL, 1993, 450 p.; Denis Monière, *Le développement des idéologies au Québec, des origines à nos jours*, Montréal, Éditions Québec Amérique, 1977, p. 312.

¹⁹ Pour un aperçu de ces tensions historiques et de ce processus de « réconciliation » depuis la fin du XIX^e siècle, consulter : Y. M. Hilaire, « Droits de l'homme, droits de la personne. Un siècle de conflits, un siècle de convergence entre l'Église et les Déclarations des Droits de l'Homme », *Communio*, vol. 14, no 3-4, mai-août 1989, p. 140-152; Edouard Hamel, « L'Église et les droits de l'homme Jalons d'histoire », *Gregorianum*, vol. 65, no 2-3, 1984, p. 271-299. La période de transition des années 1930 à 1960 au Québec a été analysée par Jean-Philippe Warren, *Sortir de la "grande noirceur" : l'horizon "personnaliste" de la Révolution tranquille*, Sillery, Québec, Septentrion, 2002, p. 94, 167-168, et p. 196 note 129.

Au Québec, la dimension religieuse du combat pour les libertés civiles se greffe également à des enjeux culturels, linguistiques et identitaires associés à la « question nationale ». En effet, les débats sur les libertés civiles qui agitent le Québec des années 1950 s'articulent de différentes manières à la problématique des droits des Canadiens français, majoritaires dans la province de Québec et minoritaires dans l'ensemble canadien. D'une part, la question identitaire structure à bien des égards les positions adoptées par les Canadiens français catholiques – mais aussi les membres de la communauté juive – au sujet de certaines minorités religieuses non catholiques considérées comme subversives, en particulier les Témoins de Jéhovah. La question nationale est également au cœur des controverses qui divisent les forces réformistes des années 1950, alors que plusieurs militants et intellectuels libéraux, tant au Québec qu'ailleurs au Canada, dénoncent le nationalisme comme fondamentalement réfractaire à l'idée de droits individuels²⁰. Au Canada enfin, la question nationale canadienne-française apparaît comme un important élément de divisions entre anglophones et francophones. Des Canadiens anglais reprochent périodiquement aux Canadiens français les entorses aux libertés civiles perpétrées dans la province de Québec. À l'inverse, ces derniers accusent les Canadiens anglais d'intolérance à leur égard et leur reprochent en particulier de passer sous silence, dans leurs analyses de la situation des libertés civiles au Canada, le sort des minorités francophones et catholiques à l'extérieur du Québec.

4.1.5 L'ennemi commun : la « dictature » duplessiste

Le facteur le plus déterminant de l'évolution du mouvement de défense des libertés civiles au Québec au cours de la décennie 1950-1960 est l'omniprésence de la figure controversée du premier ministre Maurice Duplessis, à la tête de gouvernements majoritaires jusqu'à sa mort, en septembre 1959. En effet, l'engagement des quatre

²⁰ Comme l'affirme Michael D. Behiels, la principale critique des libéraux réformistes contre le nationalisme tient au fait que ces derniers conçoivent que : « Nationalism placed a priority on collective values and interests at the cost of neglecting and, on occasion, opposing universal human values, such as freedom of expression, freedom of creed », voir : *Prelude to Quebec's...*, p. 96.

organisations à l'étude dans le combat pour les libertés civiles est pour une large part lié à leur confrontation directe ou indirecte aux mesures répressives adoptées par le gouvernement Duplessis au cours de cette période, déjà considérée par plusieurs réformistes comme celle de la « Grande noirceur ». De fait, la plupart des enjeux débattus par ces groupes en matière de libertés civiles relèvent directement de l'autorité personnelle du « cheuf », à titre de premier ministre ou de procureur général de la province.

Jusqu'à son invalidation en 1957, la loi du cadenas, adoptée en 1937 par Duplessis lors de son premier mandat comme premier ministre, constitue l'un des principaux objets des débats sur les libertés civiles, non seulement au Québec mais aussi au Canada²¹. Les lois adoptées par l'Union Nationale pour limiter le droit d'association des travailleurs, de même que les droits de réunion, de presse, de manifestation, de grève et négociation collective sont également des chevaux de bataille importants pour les militants des libertés civiles au Québec. Plusieurs cas d'arrestations arbitraires et d'interventions brutales de la police provinciale lors des grèves ouvrières, notamment celles d'Asbestos (1949), de Louiseville (1952) et de Murdochville (1957), alimentent également l'impression, parmi les forces contestataires du régime, d'une montée en force d'un État policier au Québec. Le renforcement des mécanismes de censure politique et morale des journaux, des dépliants, des affiches, de la télévision et du cinéma est également au centre de plusieurs controverses qui animent la société civile au sujet des libertés de

²¹ La campagne pancanadienne contre cette loi du cadenas menée au cours des années 1950 est documentée dans : Ross Lambertson, *Repression and Resistance: Canadian Human Rights Activists, 1930-1960*, Toronto, University of Toronto Press, 2005, p. 16-67, 243-280. À titre d'exemple, lors des audiences du *Comité spécial institué pour étudier les droits de l'homme et les libertés fondamentales* de 1950, la loi du cadenas est si fréquemment commentée que le sénateur québécois Léon-Mercier Gouin condamne ce qu'il perçoit comme une « insulte à [s]a province natale ». Le sénateur libéral John James Kinley exprime lui aussi sa lassitude, affirmant : « Je crois qu'[...] on nous a rassasiés de la loi du cadenas ». Sénat du Canada, *Délibérations du comité spécial institué pour étudier les droits de l'homme et les libertés fondamentales*, Fascicule no 7, séance du 9 mai 1950, Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1950, p. 17 et 31.

conscience, de presse, d'opinion et d'expression²². Enfin, la « guerre sans merci » que Duplessis mène contre les Témoins de Jéhovah, bien qu'elle soit approuvée par la majorité de la population canadienne-française du Québec et par certains des acteurs que nous étudions, alimente également l'impression d'une dégénérescence des libertés civiles²³. Plus globalement, les entorses récurrentes perpétrées par l'État provincial, les gouvernements municipaux, les forces policières et le Bureau de la censure à quelques-uns des droits reconnus comme le fondement de la citoyenneté libérale au Canada contribuent à élargir et à fédérer les luttes menées par des acteurs de différents secteurs de la société civile en faveur de la restauration des libertés civiles. De ce point de vue, le régime duplessiste apparaît comme la principale figure d'altérité des militants des libertés civiles et ses lois répressives comme un facteur déterminant dans la convergence de leurs combats en faveur des droits humains.

* * *

Qu'ils soutiennent les autorités civiles et politiques ou qu'ils prennent la défense des individus et des groupes touchés par leurs interventions autoritaires, les organisations étudiées définissent dans une large mesure leurs positions à l'égard des libertés civiles à l'aune d'enjeux proprement locaux et provinciaux. Bien qu'elles inscrivent leur combat pour la défense des libertés civiles dans le prolongement de la tradition libérale des sociétés occidentales, des enseignements sociaux du catholicisme ou du mouvement international d'affirmation des droits humains, ces acteurs défendent chacun des conceptions différentes, et parfois même contradictoires, des droits humains. Ainsi, l'important consensus social qui émerge au Québec à la fin des années 1950 sur la

²² Contrôlés en grande partie par Duplessis lui-même, à titre de procureur général, et administrés par des personnes nommées par lui ou par des autorités municipales sur lequel il exerce une influence directe, ces mécanismes visent essentiellement à contrôler les publications sur la base de considérations politiques, idéologiques, religieuses et morales. En matière de censure cinématographique, l'historien Yves Lever affirme d'ailleurs que les années 1950 sont la « période la plus noire de la censure du cinéma » au Québec. Voir : « Maurice Duplessis et la censure du cinéma », dans : Lucia Ferretti et Xavier Gélinais (dir.), *Duplessis, son milieu, son époque*. Québec, Septentrion, 2010, p. 218-230.

²³ Michel Sarra-Bournet, *L'affaire Roncarelli : Duplessis contre les Témoins de Jéhovah*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1986, 196 p.

nécessité d'assurer une protection accrue aux libertés civiles n'est pas simplement le fruit d'une adhésion progressive des acteurs de la société civile à l'idéal universaliste des droits humains. Comme le suggèrent les trajectoires des quatre organisations étudiées, ce consensus apparaît plutôt comme le résultat des évolutions complexes de leurs idéologies, de leurs identités et de leurs stratégies dans un contexte social, politique et historique spécifique.

4.2 Au nom de l'ordre ou de la liberté? Le Congrès juif canadien et les limites des libertés civiles en contexte démocratique

Comme on l'a vu, les dirigeants de la section québécoise du CJC s'appuient dans une large mesure sur l'idéal des droits humains dans leur lutte pour le droit à l'égalité raciale et religieuse depuis l'après-guerre. Or, ces derniers adoptent au cours des années 1950 des positions parfois contradictoires sur les enjeux liés à la préservation des libertés de conscience, d'expression, de manifestation, de culte et de religion. Le fait de représenter une minorité qui, historiquement, a souffert des libertés de presse et de parole accordées aux agitateurs antisémites explique en grande partie l'approche restrictive que ses membres et ses dirigeants adoptent au Québec à l'égard des libertés civiles. De fait, le difficile arbitrage entre la préservation des libertés individuelles qui sont aux fondements des sociétés démocratiques et les limites à imposer à ces libertés au nom des atteintes qu'elles portent à l'ordre public, à la paix sociale et aux droits des minorités ethnoculturelles n'est pas sans créer certaines frictions au sein même du CJC et avec d'autres militants des libertés civiles au Canada.

Dans cette section, nous verrons que, contrairement à plusieurs membres de la communauté juive et militants des droits humains au Canada, les dirigeants du CJC appuient les mesures adoptées par Duplessis dans les deux principaux dossiers touchant les libertés civiles au Québec. Sous les pressions de ses responsables montréalais, le CJC refuse de condamner la loi du cadenas et de défendre les individus et les groupes – juifs comme non juifs – touchés par cette loi arbitraire. Il soutient aussi publiquement la lutte menée au Québec par les autorités provinciales et municipales contre les Témoins de

Jéhovah et d'autres minorités religieuses considérées comme séditieuses ou subversives. Axée vers la reconnaissance du droit à l'égalité des membres des minorités ethnoculturelles, la campagne orchestrée par le CJC au cours des années 1950 et 1960 en faveur de la criminalisation de la propagande haineuse et de la diffamation contre les groupes soulève elle aussi d'importants débats sur la manière de protéger les droits des minorités, tout en assurant le maintien des libertés civiles qui sont aux fondements de l'ordre libéral au Canada. L'analyse des débats suscités par ces prises de position, à l'intérieur comme à l'extérieur de la communauté juive, met en évidence la conception particulière des droits humains des dirigeants du CJC au Québec à l'époque de même que la position singulière de leur organisation à l'intérieur des principaux réseaux de militants des droits humains au Canada.

4.2.1 La « guerre froide juive » : le CJC face à la loi du cadenas

La position adoptée par le CJC à l'égard de la loi du cadenas est sans doute la manifestation la plus évidente des spécificités de la « phase juive » au Québec et de la place singulière qu'occupe cette organisation dans les réseaux de militants des droits humains au Canada. À l'instigation de ses dirigeants nationaux et des membres de sa permanence à Montréal, le CJC reste rigoureusement à l'écart de la campagne de protestation contre cette loi. Comment expliquer ce silence de la part de cette organisation à l'avant-garde du mouvement des droits humains au Canada, à l'égard d'une mesure considérée comme le symbole même de la répression des droits fondamentaux sous le régime duplessiste?

Il importe de mentionner que la majorité des leaders du CJC à Montréal sont de farouches adversaires du communisme. Pour la plupart issus de l'élite libérale et bourgeoise de la métropole, voire de la très haute bourgeoisie d'affaires dans le cas de son président Samuel Bronfman, ils ont pour la plupart fait des études universitaires et exercent des professions libérales, en particulier dans le domaine du droit. S'ils acceptent dans l'après-guerre de dépasser les clivages idéologiques et de classe qui les séparent des militants de la gauche juive sociale-démocrate pour orchestrer une

campagne contre le racisme dans le mouvement ouvrier²⁴, ils refusent de prendre la défense des groupes les plus à gauche de leur communauté. Ainsi, les dirigeants du CJC participent au consensus anticomuniste qui existe chez la classe moyenne canadienne-anglaise et canadienne-française au début des années 1950, en soutenant la répression des groupes radicaux considérés comme une menace à l'ordre social, économique, politique, voire moral²⁵.

Dans l'immédiat après-guerre, le CJC observe un silence stratégique afin d'éviter que sa mission de défense des intérêts des Juifs ne soit associée de près ou de loin à la cause communiste²⁶. Mais cette stratégie d'évitement est de plus en plus difficile à maintenir face à la radicalisation des mesures anticomunistes au Québec en cette période d'entrée dans la guerre froide. De fait, lorsque Maurice Duplessis invoque la loi du cadenas contre une organisation juive montréalaise officiellement affiliée au CJC, ses dirigeants sont forcés de sortir de leur mutisme. L'organisme visé est le United Jewish People's Order (UJPO). Créé en 1945 par trois organisations juives expulsées de l'association ouvrière Arbeiter Ring en raison de leur allégeance au parti communiste, cet organisme se présente officiellement comme une institution culturelle sans affiliation politique précise²⁷. À la fin du mois de janvier 1950 cependant, l'escouade antisubversive de la police provinciale perquisitionne du matériel, saisit les livres et

²⁴ Ross Lambertson, *Repression and Resistance...*, p. 43-82. James W. St. G. Walker, « The "Jewish Phase" in the Movement for Racial Equality in Canada », *Canadian Ethnic Studies*, vol. 34, no 1, 2002, p. 1-29.

²⁵ Tarah Brookfield, *Cold War Comforts...*, 270 p.; Franca Iacovetta, *Gatekeepers...*; Magda Fahrni et Robert Rutherford (dir.), *Creating Postwar Canada...*

²⁶ En 1946, lors de l'affaire Gouzenko, qui a révélé l'existence au sein de la fonction publique fédérale d'un réseau d'espionnage impliquant des élus juifs du Parti ouvrier progressiste, certains au CJC réclament l'exclusion des communistes de leurs rangs, mais sans succès. ACJC, DB 01-19/24, *Minutes of the meeting of the NJPRC*, 17 novembre 1946.

²⁷ Créée en 1945 par la *Labour League* de Toronto, la Jewish Aid Society de Montréal et la Jewish Fraternal Order de Winnipeg. Voir : Gerald J. J. Tulchinsky, *Branching out: the transformation of the Canadian Jewish community*, North York, Stoddart, 1998, p. 129-132; Ester Reiter, *A Future Without Hate or Need: The Promise of the Jewish Left in Canada*, Toronto, Between the Lines, 2016, p. 133-134; Henry F. Srebrnik, *Jerusalem on the Amur: Birobidzhan and the Canadian Jewish Communist Movement, 1924-1951*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 2008, p. 183-224; « Biderman Says UJPO Cultural Only », *The Jewish Post*, 16 février 1950, p. 7.

ferme les locaux du quartier général de l'UJPO situé au centre culturel Morris Winchevsky, sur l'avenue de l'Esplanade, en plein cœur de l'un des principaux quartiers juifs de Montréal²⁸.

Cette affaire ranime des tensions qui existent depuis longtemps à l'intérieur de la communauté juive canadienne entre les groupements de diverses tendances de la gauche et les membres de l'establishment regroupés à la permanence du CJC et à la direction de ses comités. En effet, contrairement au CJC, les journaux et les principales associations juives de gauche au Canada critiquent avec force les méthodes de Duplessis, comparées en plusieurs occasions à celles d'Hitler en Allemagne nazie²⁹. Les positions adoptées face à la loi du cadenas mettent également à jour les divisions qui existent au sein du Congrès juif entre les dirigeants du siège central à Montréal et ceux des autres régions, en particulier Winnipeg et Toronto³⁰. La vague de protestation qui secoue le Canada et la communauté juive oblige en effet les dirigeants du Congrès juif à prendre position au sujet de cette loi et du cas de l'UJPO. C'est sous la plume du directeur national du CJC, Saul Hayes, que provient cette première réponse, d'abord destinée à éteindre une crise à l'interne. Dans une lettre adressée au Conseil de la jeunesse juive de Winnipeg, qui a fait parvenir une lettre de protestation à Maurice Duplessis, Hayes explique que les membres du CJC à Montréal se sont positionnés officiellement en faveur d'une politique de non-intervention. Malgré des « divergences d'opinions », souligne-t-il, « there was an almost unanimous opinion that the matter was not a Jewish one »³¹. Hayes prend également soin de souligner que les gens de Winnipeg ne peuvent véritablement saisir les enjeux proprement québécois et dénonce l'intervention de leur organisation auprès de

²⁸ « Centre Padlocked by Police, Litterature Seized, Home Raided », *The Montreal Gazette*, 28 janvier 1950, p. 3; « Des escouades antisubversives font trois descentes à Montréal », *Le Devoir*, 30 janvier 1950, p. 7.

²⁹ « It Reminds Us Hitler », *The Jewish Post*, 9 février 1950, p. 2; « Local Youth Raps Duplessis For UJPO Montreal Padlocking », *The Jewish Post*, 16 février 1950, p. 12; ZA 1950 5/49, *Buchwald à Duplessis*, 16 février 1950; ZA 1950 5/49, *Biderman à Dominion Council of CJC*, s.d. [1950].

³⁰ Voir notamment : ZA 1950 5/49, *Kayfetz à Hayes*, 2 février 1950; ZA 1950 6/62 *Minutes of Meeting of JPRC-Eastern Region*, 12 juin 1950; ZA 1950 8/90A, *Hayes à Rosenzweig*, 11 mai 1950.

³¹ ZA 1950 5/49, *Hayes à Buchwald*, 22 février 1950.

Duplessis, qui risque selon lui d'envenimer les rapports du CJC avec le gouvernement du Québec³².

Adoptée par les membres du CJC de la région de l'Est (Québec), cette position met évidence leur appui tacite aux mesures utilisées par Duplessis pour contrer la propagation du communisme, en même temps que l'importance qu'ils accordent à la préservation de rapports harmonieux avec le premier ministre de la province. Bien que cette attitude à l'égard du « cheuf », reconnu pour son nationalisme étroit, son catholicisme conservateur et son opposition doctrinale aux droits humains puisse sembler paradoxale, il n'en est rien. Depuis la fin de la guerre, comme on l'a vu, Duplessis a en effet répondu aux réclamations du CJC dans le dossier des écoles juives, condamné le discours haineux d'Adrien Arcand et la résurgence de son parti fasciste, acquiescé aux requêtes du CJC d'interdire la diffusion du film *Oliver Twist* au Québec et récusé les propos antisémites de son ministre de l'agriculture, Laurent Barré³³. Dans la communauté juive canadienne, la révélation de cet appui à Duplessis et à la loi du cadenas a l'effet d'une véritable bombe. Rapportée dans plusieurs journaux de la communauté, cette position est vivement critiquée³⁴. En ce début d'année 1950, l'onde de choc est telle que la haute direction du Congrès juif canadien décide de convoquer à Toronto les 21 et 22 avril une réunion extraordinaire du Comité national de relations public (JPRC-national) sur le thème des « libertés civiles ». Cette rencontre doit permettre de statuer sur les positions à adopter à l'égard de la loi du cadenas et du cas de l'UJPO mais aussi, nous le verrons, sur la situation des minorités religieuses au Québec.

³² *Ibid.*

³³ « Education Bill Has Provision For Outremont Jewish Children », *CB*, avril 1946, p. 3; « Conveying to Premier Maurice Duplessis [...] Statement on Arcand », *Inter Office Information [IOI]*, 1^{er} janvier 1948; « Film 'Oliver Twist' Banned by Duplessis », *The Montreal Gazette*, 25 octobre 1949, p. 1; « Duplessis Disavows Anti-Jewish Views Of His Minister », *CB*, février 1952, p. 12.

³⁴ ZA 1950 5/49, Maurice Biderman, secrétaire (UJPO) aux membres du Dominion Council CJC, 1950, p. 1; « A Regrettable Move », *The Jewish Post*, 23 février 1950; « Congress Must Join Fight to Abolish Iniquitous Law », *Canadian Jewish Weekly*, 27 avril 1950; Fred Katz, « Critical of Congress Position on Padlock Law », *The Jewish Western Bulletin*, 23 mars 1950, p. 2.

Afin de préparer cette rencontre extraordinaire, les membres du JPRC-région de l'Est se réunissent à Montréal deux semaines plus tôt. À l'issue de cette première réunion, ils concluent à l'unanimité qu'au nom de la mission prioritaire de sauvegarde des intérêts des Juifs, la loi du cadenas doit demeurer en dehors du champ d'intervention du JPRC. Selon Moses Hyman Myerson, membre du JPRC et du comité d'action légale et sociale du Congrès juif, les interventions du CJC en matière de défense des libertés civiles ne sont justifiées que lorsqu'elles ont des implications concrètes pour la survie de la communauté dans son ensemble : « Civil Liberties [...] which affect the individual as such [...] are not only outside the scope of Congress activity, they are actually excluded from Congress activity.³⁵ », explique-t-il. Le professeur de droit de l'Université McGill Maxwell Cohen, aussi membre du JPRC-région de l'Est, croit également que son organisation doit restreindre ses implications aux causes qui touchent de manière « flagrante » les droits des Juifs en tant que communauté et à des revendications portées par des alliés et amis proches du CJC³⁶. En d'autres termes, les intérêts supérieurs de leur communauté justifieraient l'abandon de l'UJPO à son sort et la mission de défense des intérêts des Juifs doit se traduire par le refus de s'allier à ses défenseurs.

Le directeur national du Congrès, Saul Hayes, prépare également un mémoire destiné à orienter les discussions lors de la réunion de Toronto. Émanant du plus important dirigeant de l'organisation, qui est aussi le porte-parole le plus en vue de la communauté juive sur les plans national et international³⁷, ce mémoire aura un impact déterminant sur les positions du JPRC-national. Dans ce long document doctrinal, Hayes met de l'avant

³⁵ ZA 1950 8/90A, *Digest of discussion held on April 5th (...) in Montreal on Matters of Civil Liberties*, p. 5; ZA 1950 6/62, *Meeting of the Sub-Committee on Law and Social Action of the JPRC, Eastern Region*, 19 mai 1950.

³⁶ ZA 1950 8/90A, *Digest of discussion...*, p. 1.

³⁷ Surnommé « Mr. Canadian Jewish Congress », Hayes est directeur exécutif national du CJC de 1940 à 1959. Directeur exécutif des United Jewish Refugee and War Relief Agencies of Canada de 1938 à 1942, il sera également représentant de la communauté juive mondiale à la Conférence de San Francisco de l'ONU en 1944 et à la Conférence de la paix de Paris en 1946. Janine Stingel, *Social Discredit: Anti-Semitism, Social Credit, and the Jewish Respons*, Montreal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 2000, p. 207.

sa conception restrictive des libertés civiles, qu'il considère comme « relatives », « sémantiques » et « jamais absolues ». Il explique la nécessité d'imposer des limites à ces libertés lorsque leur exercice contrevient à l'ordre social et politique ou menace les intérêts de l'ensemble de la communauté juive. En ce qui concerne la loi du cadenas, il pose cette question : « Should any part of the Jewish community complain that civil liberties were infringed if the Act [...] were to authorize the padlocking of premises of anti-semites and dispensers of anti-semitic propaganda?³⁸ » L'analogie que propose Hayes à la fin de son mémoire entre la préservation des droits de la communauté juive et les exigences liées à la raison d'État illustre plus globalement la primauté qu'il accorde au maintien de l'ordre sur la protection des libertés individuelles : « There will be some advantage in creating an analogy between the Jewish ethnic group as such and the State itself. There is no doubt [...] that the right of men to say pernicious things and the right of the State to guard itself against destruction, must be resolved in favour of the State.³⁹ »

Le 22 avril, à Toronto, l'exécutif national du JPRC accepte à majorité les principes définis par Hayes comme lignes directrices des interventions du Congrès juif en matière de libertés civiles. Il se rend également à ses arguments et à ceux de ses représentants montréalais selon lesquels la loi du cadenas n'est pas une « affaire juive » et ne concerne donc pas directement le champ d'activité du JPRC⁴⁰. Seuls trois membres du JPRC-national, tous trois de Toronto, affirment que le Congrès doit s'engager dans la lutte contre la loi du cadenas⁴¹. Les autres dissensions proviennent des représentants

³⁸ ZA 1950 8/90A, Saul Hayes, *Memorandum for special meeting of the JPRC - April 22nd*, 1950, p. 5.

³⁹ *Ibid.*, p. 7.

⁴⁰ « Highlights of Decisions of NJPRC... », *IOI*, 25 avril 1950, p. 1; « Meeting of National Executive of Congress Held in Toronto April 23rd », *IOI*, 24 avril 1950, p. 1; ZA 1950 8/90B, S. Levine, *Dominion Council, Report on Public Relations*, 1950. Le JPRC prend soin de retirer du procès-verbal de la réunion les parties concernant l'UJPO, jugées « hautement confidentielles ». DB 01-19/24, *Minutes of Meeting of NJPRC*, 15 août 1950, p. 1.

⁴¹ Dissimulées dans le rapport de la rencontre, ces trois dissensions (Herman, Feinberg et Cowan) sont mentionnées dans la correspondance du JPRC. ZA 1950 7/80, *Rosenzweig à Finkelman (c.c. Hayes)*, 12 mai 1950.

d'organisations juives états-uniennes invités à cette réunion extraordinaire, qui se positionnent également en faveur d'une dénonciation publique de cette loi liberticide⁴².

Cette rencontre apparaît d'autant plus cruciale qu'elle intervient au moment où se tiennent à Ottawa les audiences du Comité spécial du sénat institué pour étudier les droits de l'homme et les libertés fondamentales (Comité Roebuck). Dans ce contexte, la position adoptée par le CJC provoque une vague de réactions sans précédent, non seulement au sein de la communauté juive, mais aussi de la part de porte-paroles du CJC en dehors du Québec. La plus importante condamnation provient du Rabbin Abraham Feinberg de Toronto, qui est à la fois membre (dissident sur cette question) du JPRC, membre de l'exécutif national du CJC et vice-président à l'Association des libertés civiles (ALC), une organisation formée de membres de l'élite réformiste de Toronto et créée en 1949 pour fédérer les efforts des militants des droits humains au Canada⁴³. Feinberg qualifie d'« échec » la position adoptée par le CJC qui, à son avis, ne représente en rien l'opinion générale des Juifs du Canada⁴⁴. De son côté, dans un mémoire qu'il présente au comité Roebuck sans l'aval du CJC, l'UJPO, l'organisme juif qui est plus directement visé par la loi du Cadenas, s'attaque de plein fouet à cette dernière et aux atteintes perpétrées par Duplessis contre les droits fondamentaux des citoyens de sa province⁴⁵. Le Comité ouvrier juif, la section torontoise du B'nai Brith et le Conseil national des femmes juives appuient également, sans l'accord du CJC, le mémoire présenté à ce comité par l'Association des libertés civiles (dont est membre

⁴² Il s'agit de Will Maslow de l'American Jewish Congress et de Sol Rabkin, qui représente à la fois l'American Jewish Committee et l'Anti-Defamation League B'nai B'rith. ZA 1950 6/62, *Minutes of Meeting of JPRC-Eastern Region*, 12 juin 1950.

⁴³ Sur l'histoire de cette organisation, de ses membres et de ses principaux combats, voir : Ross Lambertson, *Repression and resistance...*, p. 255-257.

⁴⁴ La déclaration de Feinberg envoyé à l'*Israelite Press* est annexée à la lettre que fait parvenir Hayes à Rosenzweig. ZA 1950 8/90A, *Hayes à Rosenzweig*, 11 mai 1950. Sur les objections de son collègue de Toronto, Ben Kayfetz; ZA 1950 7/80, *Kayfetz à Levine*, 1^{er} mai 1950.

⁴⁵ Pour la liste des organisations qui ont protesté contre l'application de la loi du cadenas contre l'UJPO, consulter : Sénat du Canada, *Délibérations du comité spécial institué pour étudier les droits de l'homme et les libertés fondamentales*, fascicules 7, Ottawa, Imprimeur de la Reine, 9 mai 1950, p. 16.

Feinberg) et la campagne menée par cette organisation contre la loi du *cadenas*, que le CJC a pour sa part refusé d'endosser⁴⁶.

À leur tour, ces positions dissonantes de la part d'organisations juives membres du CJC sont vigoureusement dénoncées, d'abord par le JPRC-région de l'Est, puis par la direction du Congrès au niveau national⁴⁷. La haute direction du CJC décide à cette occasion de réaffirmer sa politique concernant les déclarations individuelles et publiques de ses membres. De son côté, Saul Hayes prend le soin de référer le cas particulier d'Abraham Feinberg au JPRC-national, soulignant que le rabbin réformiste ne peut se comporter en « agent libre » et que la politique de « discipline » de son organisation lui impose de quitter ses fonctions s'il souhaite aller à l'encontre des décisions adoptées par ses instances⁴⁸. Le JPRC-national publie également un communiqué officiel spécifiant que les questions qui ne touchent pas la communauté juive ne peuvent être commentées par ses représentants que lorsqu'elles ont donné lieu à une décision à « majorité raisonnable » de la part de ce comité⁴⁹.

En somme, les débats suscités à l'intérieur de la communauté juive canadienne à propos de la loi du *cadenas* et de l'intervention policière contre l'UJPO mettent en lumière des transformations importantes, caractéristiques selon nous de ce que l'historienne Susan A. Glenn a appelé, pour le cas états-unien, la « guerre froide juive⁵⁰ » : c'est-à-dire le processus complexe de renégociations des frontières internes et externes de la communauté juive dans un contexte de guerre marqué par les pressions à l'allégeance

⁴⁶ Pour la liste des organisations qui appuient les mémoires de l'ALC et du CFBR : Sénat du Canada, *Délibérations...*, Fascicule no 2, mercredi 26 avril 1950, p. 10.

⁴⁷ ZA 1950 7/80, *Rosenzweig à Nemetz*, 30 mai 1950; *Minutes of JPRC - Eastern Region*, 12 juin 1950, p. 3-4.

⁴⁸ ZA 1950 8/90A, *Hayes à Rosenzweig*, 11 mai 1950.

⁴⁹ ZA 1950 6/62, *Minutes of Meeting of JPRC-Eastern Region*, 12 juin 1950, p. 4; ZA 1951 2/10, *Report NJPRC*, octobre 1951, p. 1.

⁵⁰ Susan A. Glenn, « The Jewish Cold War : Anxiety and Identity in the Aftermath of the Holocaust », *David Belin lecture in American Jewish Affairs*, 2014, p. 24. <http://hdl.handle.net/2027/spo.13469761.0024.001> (consulté le 24 janvier 2017).

idéologique⁵¹. Reflet des préoccupations propres aux représentants d'un groupe minoritaire en contexte de guerre, cette renégociation se traduit, dans le cas du CJC, par un soutien tacite aux efforts du gouvernement provincial dans sa chasse aux communistes, mais aussi par une délimitation stricte des dissidences internes, un contrôle accru des déclarations de ses membres et, en dernière instance, une mise à l'écart des éléments jugés subversifs aux yeux des intérêts supérieurs de leur communauté. C'est ainsi qu'en avril 1951, l'UJPO est exclue du CJC en raison de ses orientations idéologiques, sous prétexte qu'elles vont à l'encontre des « décisions majoritaires » du Congrès et des « intérêts communautaires des Juifs »⁵².

L'expulsion de l'UJPO marque à bien des égards la fin des débats au CJC sur la loi du cadenas et la lutte contre le communisme. Si le contexte de guerre froide est en plusieurs occasions invoqué pour justifier l'adoption par le Canada de lois antidiscrimination, la question des libertés civiles des communistes n'est plus abordée, ni dans les pages du *Congress Bulletin*, ni dans les mémoires et les conventions bisannuelles de l'organisation. Au cours des années 1950 et 1960, le CJC entretient périodiquement des rapports avec l'UJPO pour discuter de l'actualisation de leurs positions à l'égard de Moscou, d'Israël et du communisme; mais les membres de sa direction à Montréal continuent de s'opposer à l'affiliation de l'UJPO, considérée comme une « communist front organization »⁵³. Lorsque la Cour suprême invalide la loi du cadenas en 1957, à l'issue de l'affaire *Switzman c. Elbing*, la direction du CJC se contente ainsi de

⁵¹ Sur l'impact de la guerre froide sur l'évolution de la communauté juive états-unienne, voir : Michael E. Staub, *Torn at the Roots: The Crisis of Jewish Liberalism in Postwar America*, New York, Columbia University Press, 2004, 400 p.; Marc Dollinger, *Quest for Inclusion: Jews and Liberalism in Modern America*, Princeton, Princeton University Press, 2000, p. 132.

⁵² La résolution sur la « Community discipline » est adoptée sous l'instigation du président Samuel Bronfman. DB 01-19/24, *Minutes of NJPRC*, 8 avril 1951, p. 2; ZA 1951 2/14A, *Rosenzweig à Hayes*, 1er mai 1951. Sur les circonstances entourant cette décision et les tensions qu'elle a créées au sein du CJC, notamment entre les dirigeants montréalais et ceux de Winnipeg et Vancouver, voir : Ester Reiter et Roz Usiskin, « Jewish Dissent in Canada : The United Jewish People's Order ». Paper presented at conference of the Association of Canadian Jewish Studies (ACJS), Winnipeg, 30 mai 2004.

⁵³ Pour un aperçu de ces échanges, consulter : ZA 1957 3/23, *B.G. Kayfet à S. Hayes*, « Interview with Morris Biderman », 21 janvier 1957; ACJC, CJC-Cent, CD 4/348, *Jack Cowan (Nat. Pres. UJPO) à Monroe Abbey (Pres. CJC)*, 13 mai 1969.

commenter ce jugement, en soulignant qu'il confirme la suprématie de la liberté d'expression en droit canadien⁵⁴. Comme nous le verrons dans la section qui suit, cette protection accordée à la liberté d'expression, loin d'être vue comme une avancée en matière de droits humains, est considérée par les dirigeants du CJC comme l'une des principales menaces à la préservation des droits des Juifs et des minorités ethnoculturelles au Canada.

4.2.2 Du mauvais usage des libertés : le CJC et la répression des minorités non catholiques au Québec

Les débats sur la loi du cadenas qui animent le CJC, la communauté juive et la société canadienne en cette période d'entrée dans la guerre froide ne sont toutefois que l'une des facettes d'une controverse plus large concernant la situation des libertés civiles dans la province de Québec, le second enjeu en importance étant la répression des minorités religieuses non catholiques, en particulier des Témoins de Jéhovah. Dans ce dossier, le CJC fait à nouveau bande à part dans la communauté des droits humains en soutenant publiquement les mesures restreignant les libertés de culte, de religion, d'expression et de réunion pacifique de certaines minorités religieuses. Bien qu'elles semblent à nouveau contraster avec leur rôle d'avant-garde dans le combat pour les droits humains, les positions de ses représentants au Québec s'inscrivent – non sans paradoxes – dans le prolongement de leur lutte pour la protection du droit à l'égalité, de leur campagne contre la propagande haineuse et de leur travail dans le domaine de l'éducation à la tolérance raciale et religieuse. Elles sont également structurées par des enjeux stratégiques et identitaires associés à la place qu'occupe leur communauté dans le schéma des relations interethniques et interconfessionnelles du Québec des années 1950.

Les premiers débats qui animent la permanence du CJC au sujet des arrestations et des procès intentés contre les Témoins de Jéhovah au Québec surviennent dans l'immédiat

⁵⁴ ACJC, CJC-Cent, CA 71/643, *Saul Hayes à Ben Kayfetz*, 11 mars 1957; CJC-Cent, CA 71/643, *Hayes à Kayfetz*, 12 mars 1957, 1 p.

après-guerre. Au printemps 1948, le Rabbin Solomon Frank, ancien vice-président du CJC et président du Conseil des rabbins du Grand Montréal, prend pour la première fois position contre les Témoins de Jéhovah, dans le cadre des audiences pour demande d'injonction présentée à la Cour supérieure du Québec par un Témoin de Jéhovah, Damasse Daviau, contre un règlement adopté en 1933 par la Ville de Québec⁵⁵. Dans le mémoire qu'il soumet à la Cour, Frank soutient que, malgré l'existence de « droits intrinsèques » des individus face à l'État, ce dernier a le devoir de limiter l'exercice des libertés civiles lorsqu'elles contreviennent à l'ordre public, à la paix sociale, à la décence et aux droits d'autrui. En somme, à la « liberté de faire bon usage de [s]es droits »⁵⁶.

Cet appui explicite à la lutte menée au Québec contre les Témoins de Jéhovah est à l'origine d'une importante controverse qui anime le CJC sur le plan national jusqu'au milieu des années 1950. Endossé à l'unanimité par ses dirigeants montréalais⁵⁷, l'appui du rabbin Frank est aussitôt condamné par plusieurs membres torontois de l'organisation, qui craignent qu'un tel soutien ne cautionne la « politique antidémocratique de Duplessis »⁵⁸. Comme l'affirme Sydney M. Harris de Toronto : « the government of Quebec [is] not a friend of Civil Liberties [...] This group [is] a religious body and as such, the Jewish Community should not ally itself as one of its persecutors.⁵⁹ » Les membres du JPRC-région centrale dénoncent également la position

⁵⁵ Dirigé contre les activités prosélytes des Témoins de Jéhovah, le règlement 184 adopté par la Ville de Québec stipule l'obligation d'obtenir l'autorisation du Chef de Police pour distribuer toute littérature sur le territoire de la municipalité. Celui-ci sera invalidé par la Cour suprême en 1953 dans l'affaire *Saumur c. la Ville de Québec*. Pour le libellé du règlement et son interprétation, consulter : CSC, *Saumur c. Québec (Ville de)*, [1953] 2 S.C.R. 299, p. 302-303.

⁵⁶ Rabbi Solomon Frank, *Mémoire sur les « Témoins de Jéhovah », présenté à Me Ernest Godbout, C.R., Procureur de la Cité de Québec*, Québec, Ville de Québec, 1948, p. 17.

⁵⁷ ACJC, DB 01-19/25, *Minutes of NJPRC*, 11 avril 1948, p. 4-6; DB 01-19/24, *Minutes of NJPRC*, 24 avril 1949.

⁵⁸ DB 01-19/25, *Minutes of NJPRC*, 11 avril 1948, p. 5.

⁵⁹ *Ibid.*

du rabbin Frank, qu'ils considèrent contraire aux orientations du CJC en matière de relations publiques⁶⁰.

Au début des années 1950, cette controverse est alimentée par les débats qui secouent la permanence du CJC au sujet des poursuites pénales intentées par Duplessis contre les Témoins de Jéhovah. Parmi l'ensemble des accusations pour sédition portées par le procureur général de la province, un cas retient particulièrement l'attention des dirigeants du Congrès juif : celui d'Aimé Boucher. Arrêté en décembre 1946 à Saint-Joseph, dans le district de Beauce, celui-ci est poursuivi en vertu de la section du Code criminel canadien sur le libelle séditieux pour avoir distribué un dépliant intitulé *La haine ardente du Québec*⁶¹. Condamné à un mois de prison par le tribunal de première instance, Aimé Boucher porte sa cause jusqu'en Cour suprême où il sera acquitté à la fin de l'année 1950⁶². Dans cette affaire, les dirigeants du CJC s'interrogent en particulier sur la manière dont les accusations portées par Duplessis pourraient être utilisées comme précédent pour intenter des poursuites pénales pour sédition contre Adrien Arcand et d'autres agitateurs antisémites toujours actifs depuis l'après-guerre au Canada⁶³.

Bien que le cas Boucher interpelle les sections du Code criminel traitant de l'intention séditieuse dans le sens d'un appel à renverser l'« autorité constituée », il doit en réalité statuer, aux yeux des dirigeants du CJC, sur l'interprétation juridique donnée aux cas de groupes qui, comme en sont accusés les Témoins de Jéhovah en vertu des dispositions du Code pénal, distribuent de la littérature « injurieuse » et « blessante » s'attaquant

⁶⁰ *Ibid.*

⁶¹ Publié à plus de 1 500 000 exemplaires et diffusé partout au Canada, ce dépliant fustige notamment les « vauriens de catholiques », critique « l'isolationnisme, le fascisme et l'antisémitisme » qui prévalent au Québec et dénonce les « tactiques de la Gestapo » utilisées par Duplessis. *La haine ardente du Québec pour Dieu, pour Christ et pour la liberté est un sujet de honte pour tout le Canada*, Toronto, Watch Tower Bible and Tract Society, 1946, 4 p.

⁶² *Boucher c. le Roi*, [1951] RCS 265, 2 DLR 369.

⁶³ ZA 1945 2/19, *Minutes of JPRC, Eastern region*, 10 décembre 1946; ZA 1951 6/48, *Minutes of the Law and Social Action Committee*, 18 mai 1951.

spécifiquement à l'une des « classes des sujets de Sa Majesté »⁶⁴. L'appui donné par les leaders du CJC aux accusations portées par Duplessis contre Aimé Boucher est donc stratégique dans la mesure où ils cherchent d'abord à vérifier l'efficacité du cadre juridique en matière de sédition pour rendre criminelle la diffusion de propos racistes ou haineux contre les groupes ethniques et religieux. Plus fondamentalement, cet appui montre qu'à l'instar de Duplessis, ces derniers considèrent les activités des Témoins de Jéhovah comme une forme de propagande haineuse, dirigée contre les Canadiens français en tant que groupe national⁶⁵.

En décembre 1950, la Cour suprême du Canada rend un verdict de non-culpabilité dans l'affaire *Boucher c. Le Roi*⁶⁶. Rejetant la notion d'appel à l'hostilité entre « différentes classes des sujets » comme fondement interprétatif de l'intention séditeuse, ce jugement s'appuie sur la doctrine de la « charte implicite des droits »⁶⁷. Loin d'être vu comme une avancée en matière de protection des droits fondamentaux, ce jugement ne fait que prouver, aux yeux des leaders du CJC au Québec, la désuétude des lois en vigueur en matière de protection des groupes victimes de propagande haineuse. Leurs consultations à ce propos avec des juristes et des constitutionnalistes les mènent à cette conclusion non

⁶⁴ Depuis 1930, l'article 133A du Code criminel donne cette définition étendue du libelle séditeux : « Le libelle séditeux c'est la publication ou la distribution d'un pamphlet, ou d'un écrit injurieux, blessant, et qui peut provoquer de la haine et de la discorde parmi les différentes classes de sujets de Sa Majesté ». *Boucher c. Le Roi*, 307; Ian Bushnell, *The captive court: a study of the Supreme Court of Canada*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 1992, p. 298.

⁶⁵ Comme l'affirme le compte rendu d'une rencontre du JPRC de l'Est de 1947 : « the opinion was expressed that every kind of race hatred is to be condemned, and the Witnesses of Jehovah, aiming themselves at spreading race hatred could not be supported ». ZA 1945 - 2/19, *Minutes JPRC, Eastern region*, 23 janvier 1947.

⁶⁶ *Boucher c. le Roi*.

⁶⁷ Fondée sur la prémisse, inscrite dans le préambule de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique de 1867, selon laquelle la constitution canadienne est « semblable dans son principe à celle du Royaume-Uni », cette théorie affirme la primauté en droit constitutionnel canadien des libertés fondamentales reconnues dans la common law britannique. Ian Bushnell, *The Captive Court...*, p. 312-321. Eric M. Adams, *The Idea of Constitutional Rights and the Transformation of Canadian Constitutional Law, 1930-1960*, Thèse de doctorat en sciences juridiques, Toronto, Université de Toronto, 2009, p. 196-250.

équivoque : « [this judgment] indicates that we can scarcely expect any protection from the law on seditious libel as presently interpreted.⁶⁸ »

Au risque de gommer la diversité interne des points de vue des membres de leur communauté, Saul Hayes et plusieurs de ses collègues à Montréal considèrent que la lutte séculaire des Juifs contre l'antisémitisme et pour la survie de leur peuple les a conduits à développer une conception restrictive des libertés civiles, en particulier des libertés de presse, d'expression, de réunion pacifique et de manifestation. Dans le mémoire sur les libertés civiles qu'il rédige en avril 1950, Saul Hayes affirme : « The Jewish community differs from others. The two thousand years of persecution and attack climaxed by Fascist and Nazi assault have given us the ample cause to adopt a rule of our own. Genocide was the end product of unrestrained free speech and undisturbed anti-semitic activity.⁶⁹ » Saul Hayes souligne l'inadéquation fondamentale entre le combat pour la préservation des libertés civiles et la mission dévolue au CJC en matière de défense des droits des Juifs⁷⁰. En ce sens, les victoires répétées des Témoins de Jéhovah devant la Cour suprême dans les années 1950, loin de constituer une avancée, reflètent selon eux les apories d'un ordre juridique libéral qui sacrifie la protection des minorités et la sauvegarde de la paix sociale sur l'autel des libertés individuelles⁷¹.

Au cours de l'année 1950, les débats sur le traitement des Témoins de Jéhovah débouchent sur une véritable controverse nationale concernant la situation des minorités au Québec, alors que plusieurs incidents surviennent dans des municipalités rurales de la province, impliquant cette fois les membres d'autres minorités non catholiques. En effet, au mois d'avril à Shawinigan, dans le nord de la Mauricie, une foule d'environ 2 000

⁶⁸ ZA 1951 2/14A, *Rosenzweig à Hayes*, 1^{er} mai 1951.

⁶⁹ ZA 1950 8/90A, Saul Hayes, *Memorandum for special meeting of the JPRC - April 22nd*, 1950, p. 2.

⁷⁰ Il affirme : « The importance of the question has me wondering if we are really concerned with the civil liberties issues [...] the Committee's efforts over the past number of years is replete with instances of actions taken which appears inconsistent with it if not entirely in contradiction to civil rights ». Saul Hayes, *Memorandum...*, p. 5.

⁷¹ « Why Should Group Not Have Protection Given Individual? », *CB*, juin 1953, p. 5; « Editorial. Is the Messenger of Hate Here Again? », *CB*, mai 1954, p. 1.

personnes, croyant avoir affaire à une réunion des Témoins de Jéhovah, vandalise une salle de prière de la Fraternité anabaptiste des Frères de Plymouth, détruisant du mobilier et endommageant des livres de prières. Les policiers appelés sur place refusent de prononcer l'Acte d'émeute, ne procèdent à aucune arrestation et ne font rien pour disperser la foule⁷². À l'été, la région de l'Abitibi est également le théâtre d'incidents touchant cette fois les membres de l'Église Baptiste. Au cours des mois de juillet et août, quinze d'entre eux sont arrêtés par la police à Val-d'Or et à La Sarre pour avoir « troublé la paix » et tenu des assemblées sans l'autorisation des autorités locales. En décembre, ils sont condamnés par la Cour supérieure du Québec à une sentence d'emprisonnement d'un mois, portant à quarante et un le nombre de Baptistes incarcérés à Amos à la fin de cette année-là⁷³.

Ces événements alimentent, au Canada anglais principalement, les perceptions selon lesquelles les minorités religieuses seraient victimes de persécutions dans cette province à majorité catholique. Plusieurs voix s'élèvent à travers le pays pour dénoncer l'intolérance des catholiques canadiens-français, le fascisme religieux, voire la véritable inquisition qui sévit dans le Québec duplessiste⁷⁴. En tant que représentants de la plus importante minorité religieuse non catholique du Québec, les dirigeants du CJC réfutent

⁷² « Attack on Sect Said Regrettable But Religious Intolerance Denied », *The Montreal Gazette*, 17 avril 1950, p. 3; « Roman Catholic, Protestant Clergy Alike Condemn Attack on Brethren », *The Shawinigan Standard*, 19 avril 1950, p. 3; « Shawinigan Fall Should Act », *The Montreal Gazette*, 28 avril 1950, p. 6. Voir également les témoignages des membres de la Fraternité : Assemblies of Christians in French Canada, *News of Quebec*, ACFC, 1950, p. 2-5.

⁷³ « Minority Rights in Quebec », *Ottawa Evening Citizen*, 25 juillet 1950, p. 36; « Five Baptists Said Freed At La Sarre », *The Montreal Gazette*, 29 juillet 1950, p. 3; « 4 Val d'Or Baptists Reject Fines, Take 2 Month jail Terms Instead », *The Montreal Gazette*, 8 août 1950, p. 3; « Four Baptists, Including Mere Girl Take Jail Terms on By-Law Breach », *The Val d'Or Star*, 11 août 1950, p. 3; « The Imprisonment of the Val d'Or Baptists », *The Montreal Gazette*, 14 décembre 1950, p. 8. Le point de vue des Baptistes est exprimé dans Fellowship of Independant Baptist Churches and Union of Regular Baptist Churches, *Protestants Treated as Criminals*, 1950, ZA 1950 7/83.

⁷⁴ « Intolerance religieuse », *Photo Journal*, 27 avril 1950, p. 6; Arthur R. M. Lower, « The Peril of Liberty In Canada », *Ottawa Evening Citizen*, 28 juillet 1950, p. 32; Hector Joyal, « Liberté de religion », *La Gazette du Nord*, 3 août 1950, p. 6; « Religious Fascism », *The Val d'Or Star*, 18 août 1950, p. 4; « La liberté religieuse encore sous le feu », *ROC*, août 1950, p. 6; « Baptists Persecution in Quebec », *Ottawa Citizen*, 8 septembre 1950, p. 2; Vianney Therrien, « L'inquisition dans le Québec », *QL*, 30 janvier 1951, p. 1.

l'idée d'une quelconque dégénérescence des droits des minorités religieuses au Québec. Dans ce contexte de polarisation croissante, le directeur national du JPRC, Efraim M. Rosenzweig, de Montréal, prend en effet le soin d'écrire une lettre au nouveau président du JPRC-national, le professeur de l'Université de Toronto Jacob Finkelman, pour lui expliquer la nature des conflits qui opposent depuis des années les dirigeants du CJC, en particulier ceux de Montréal et de Toronto, au sujet de cette épineuse question⁷⁵. Comme il le confiera au président du CJC-région de l'Est, Michael Garber, cette lettre est avant tout une tentative de réconciliation par la persuasion : « I had hoped that we might reach an understanding on the National level, which would eliminate once and for all the conflict between members from Toronto and Montreal regarding this very moot point.⁷⁶ »

Dans sa lettre au professeur Finkelman, Rosenzweig soutient que les agissements de ces minorités religieuses relèvent d'activités de conversions agressives qui troublent l'ordre public et la paix sociale, et qui doivent être réprimées par la loi. Il insiste sur le traitement différencié que reçoivent les évangélistes de l'Armée du Salut, qui bénéficient de la protection des autorités pour la poursuite de leurs activités cultuelles. Ce contre-exemple démontre à son avis que les récentes affaires impliquant les Témoins de Jéhovah, les Frères de Plymouth et les Baptistes ne sont en aucun cas le reflet d'une quelconque dégradation des libertés civiles, mais relèvent d'une forme légitime de régulation par l'État des libertés individuelles. Ces mesures sont d'autant plus nécessaires, précise-t-il, dans des contextes « socioreligieux » marqués par la présence de communautés homogènes sur les plans ethnique et religieux. Développé en collaboration avec des membres influents du CJC à Montréal, cet argumentaire sera

⁷⁵ ZA 1950 7/83, *Rosenzweig à Finkelman*, 22 août 1950.

⁷⁶ ZA 1950 7/83, *Rosenzweig à Garber*, 14 septembre 1950, p. 1.

mobilisé en quelques occasions pour justifier leurs appuis aux mesures répressives visant les minorités religieuses au Québec⁷⁷.

Bien qu'elles ne procèdent pas d'un rejet doctrinal du libéralisme et des idéaux des droits humains, les positions du CJC s'appuient dans ce dossier sur des valeurs conservatrices associées au maintien de l'ordre et de la paix sociale qui sont tout à fait similaires à celles invoquées par Duplessis pour justifier les entorses aux droits de ces minorités considérées comme « nuisibles » ou « subversives ». Leurs points de vue sont également similaires à ceux exprimés dans la presse et l'opinion publique canadiennes-françaises, où ces minorités sont présentées comme une menace à l'ordre public, à la paix sociale et à la bonne entente entre la majorité catholique et les minorités religieuses, en particulier juive et protestante⁷⁸. Certains leaders du CJC n'hésitent d'ailleurs pas à qualifier de « fauteurs de troubles », d'« agitateurs » ou d'« éléments subversifs » ces groupements religieux qui, à leurs avis, abusent ou font mauvais usage de leurs libertés⁷⁹. À la différence d'une partie des élites catholiques et conservatrices au Québec⁸⁰, toutefois, les dirigeants du CJC justifient ces entorses aux libertés par le fait que, en assurant leur usage adéquat, elles protègent – tout en les valorisant – les droits fondamentaux qui sont le socle du régime de citoyenneté au Canada.

⁷⁷ ZA 1948 - 1/13, *Hayes à Rosenzweig* (s.d. 1950); ZA 1950 7/83, *Rosenzweig à Garber*, 14 septembre 1950, p. 1; ZA 1950 7/83, *Myerson à Rosenzweig*, 10 août 1950; Saul Hayes, *Memorandum...*, p. 5; ZA 1951 2/14C, David Rome, *Sans titre*, s.d., p. 2; ZA 1950 6/62, *A Meeting of the Sub-Committee on Law and Social Action of the JPRC, Eastern Region*, 19 mai 1950.

⁷⁸ Vianney Therrien, « L'inquisition dans le Québec », *QL*, 30 janvier 1950, p. 1; Gérard Fillion, « Québec est tolérant, mais pas mouton », *Le Devoir*, 26 avril 1950, p. 4; Pierre Vigeant, « Prosélytisme provocateur », *Le Devoir*, 9 août 1950, p. 4; Hector Joyal, « Liberté de religion », *La Gazette du Nord*, 3 août 1950, p. 6.

⁷⁹ ZA 1949 - 5/59, « Group Libel Legislation », *IOI*, 5 janvier 1950. *Hayes à Kayfetz*, 4 janvier 1950, p. 1; « Group Libel Law Recommended », *La Revue du Barreau de la Province de Québec*, mai 1953, p. 228.

⁸⁰ Pour un aperçu des positions exprimées au sujet des Témoins de Jéhovah par la presse à grand tirage, par les dirigeants politiques de tous les partis et par diverses organisations des milieux associatifs, communautaires et syndicaux au Québec, consulter : Michel Sarra-Bournet, *L'affaire Roncarelli : Duplessis contre les Témoins de Jéhovah*, Québec, IQRC, 1986, p. 95-133.

Les positions des dirigeants montréalais du CJC s'expliquent, plus fondamentalement, par des facteurs stratégiques et identitaires associées à la place qu'occupe leur communauté dans le Québec de l'ère duplessiste. Historiquement plus proches de la communauté anglo-protestante de Montréal, les représentants du CJC cherchent, comme on l'a vu, à se rapprocher de la majorité francophone et catholique. Marquée par un déclin sans précédent des tensions entre Juifs et Canadiens français⁸¹, cette période est aussi considérée comme un moment propice au renforcement de la paix interconfessionnelle dans la province. Dans ce contexte, le climat de tensions sociales engendré par les activités prosélytes et culturelles de certaines minorités apparaît comme une menace, à la fois pour les fragiles avancées du dialogue interconfessionnel et pour le travail de relations publiques orchestré par le JPRC. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si les pionniers des relations interculturelles au CJC⁸² sont les personnes qui dénoncent avec le plus de véhémences les critiques provenant de ceux qu'au lendemain des audiences du comité Roebuck ils qualifient péjorativement de « civil libertarians ». Ainsi, leur prise de distance face à certaines minorités religieuses fait partie d'un processus de renégociation des frontières civiques et identitaires de la communauté juive, opéré dans le contexte des transformations profondes de la société québécoise du tournant des années 1950.

⁸¹ Dans son rapport annuel de 1949, Saul Hayes affirme : « Today, on practically every level, French Canada is as free of anti-semitism as any other section of Canada. ». Un rapport soumis par le CJC à l'ADL du B'Nai B'Rith de New York affirme même que les Canadiens français sont plus tolérants à l'égard des Juifs qu'ailleurs au Canada. Voir : « Report of National Director to 8th Plenary Session... », CB, 22 octobre 1949, p. 19; ZA 1949 - 4/49, *Memo de B.G. Kayfetz*, 15 février 1950. Voir également : Jacques Langlais et David Rome, *Juifs et Québécois français : 200 ans d'histoire commune*, Montréal, Fides, 1986, p. 189; Pierre Anctil, *Le rendez-vous manqué : les Juifs de Montréal face au Québec de l'entre-deux-guerres*, Québec, IQRC, 1988, p. 315.

⁸² Soit en particulier les membres du Cercle juif de langue française, du Conseil canadien des chrétiens et des juifs et, surtout, du Sous-comité du JPRC chargé des relations avec les Canadiens français. Parmi eux, on retrouve notamment Monroe Abbey, Samuel D. Cohen, Maxwell Cohen, Solomon Frank, Samuel Levine, Moses H. Myerson, David Rome et Manfred Saalheimer.

4.2.3 La campagne du CJC pour la criminalisation de la propagande haineuse au Canada

Cette volonté de concilier tout à la fois l'idéal libéral de liberté individuelle, la protection des droits des minorités, et le maintien de l'ordre public, de la paix sociale et de l'harmonie entre les groupes ethnoculturels se retrouve au cœur de la campagne orchestrée par le CJC à compter du début des années 1950 en faveur d'une législation interdisant la propagande haineuse et la diffamation contre les groupes ethniques et leurs membres⁸³. La décision du CJC de mettre sur pied une campagne de lobbying pour inclure dans le Code criminel des dispositions sur la propagande haineuse découle notamment du jugement rendu par la Cour suprême dans l'affaire *Boucher c. Roi*, qui a confirmé que les dispositions de ce Code sur le libelle sédition ne s'appliquent pas en matière de diffamation contre les groupes. Cependant, elle s'inscrit plus largement dans une réflexion entamée depuis l'après-guerre par les membres du CJC sur la valeur des lois comme outils de régulation des comportements antisociaux et comme « instrument d'éducation » sociale et civique⁸⁴.

Les dirigeants du CJC réfléchissent pendant un temps à la possibilité d'amender le Code civil québécois pour y inclure des clauses relatives à la « diffamation contre les groupes »⁸⁵. Mais l'incitation à la violence et à la haine constitue à leurs yeux un acte

⁸³ L'expression « group libel » ou « group defamation » utilisée par le CJC est traduite ici par le terme « diffamation contre les groupes », qui désigne dans ce texte la « diffamation collective » visant des groupes identifiables ou identifiés en fonction de critères raciaux, ethniques, nationaux ou religieux. Sur les débats entourant la notion de « diffamation collective », consulter : Guy Haarscher, « Diffamation collective : une notion irrémédiablement confuse? », *Revue de droit de l'Université Libre de Bruxelles*, vol. 35, 2007, p. 51-73.

⁸⁴ Voir notamment : « Laws Against Antisemitism », *CB*, janvier 1945, p. 7; ZA 1945 - 8/151, *Plenary - 6th, summary report, National Exec. Director (Rapport sommaire des activités du CJC pour les années 1942-1944)*, 13 juin 1945; « Public Relations », *CB*, 30 mai 1947, p. 22; « Action By The Law », *CB*, 30 mai 1947, p. 26-27.

⁸⁵ Au Québec, depuis le cas *Ortenberg v. Plamondon* (1910) et *Germain v. Ryan* (1918), les jugements des tribunaux ont confirmé que le cadre légal encadrant la diffamation ne s'appliquait qu'aux individus et, dans certains cas très précis, à des « communautés restreintes ». Voir Denis Buron, « Liberté d'expression et diffamation de collectivités : quand le droit à l'égalité s'exprime », *Les Cahiers de droit* 29, no. 2, 1988,

antisocial qui porte atteinte à l'ordre public et doit être régulé par le Code pénal : c'est la raison pour laquelle ils se tournent prioritairement vers le gouvernement fédéral dont il relève. Le CJC profite ainsi de la mise sur pied, en 1949, de la Commission royale pour la révision du Code criminel (Commission Martin) pour réclamer la criminalisation de la propagande haineuse, des publications de « fausses nouvelles » et de la « diffamation contre les groupes ». Chargée de corriger les dispositions ambiguës, d'éliminer les incohérences, d'uniformiser et d'étendre les dispositions du code pour « embrasser tout le droit criminel », la Commission Martin remet son rapport en février 1952⁸⁶.

Immédiatement après l'acquittement d'Aimé Boucher, en décembre 1950, le comité d'action légale et sociale du JPRC-région de l'Est crée un sous-comité chargé d'étudier les articles du Code pénal pouvant être révisés pour interdire la propagande haineuse et la diffamation contre les groupes. Formé en mai 1950, ce comité est présidé par Moses Hyman Myerson, membre du JPRC et président du comité légal du CJC, et regroupe quelques-uns des principaux avocats membres ou associés du Congrès juif à Montréal⁸⁷. Pendant près de deux ans, ce comité discute, en collaboration avec d'autres juristes et constitutionnalistes, dont Frank R. Scott⁸⁸, des articles pouvant être amendés pour interdire la propagande haineuse et la diffamation contre les groupes. Avant qu'il ne soit présenté au Comité mixte de la Chambre et du Sénat chargé de la réforme du Code pénal, le mémoire préparé par Myerson et le comité légal qu'il préside est soumis à l'examen d'un autre comité spécial du CJC, responsable de ce dossier sur le plan national, et dirigé par le professeur de droit de l'Université de Toronto Bora Laskin.

p. 496-97; Constance Backhouse, *De la couleur des lois : une histoire juridique du racisme au Canada entre 1900 et 1950*, Ottawa, University of Ottawa Press, 2010, p. 253-254.

⁸⁶ William Melville Martin, « APPENDIX. Report of the Royal Commission on Revision of Criminal Code », Ottawa, 22 février 1952, dans : *Official Report of Debates, 1952*, Sixth Session, Twenty-First Parliament 1 Elizabeth II, Ottawa, 1952, p. 226-268. Rapport de la Commission royale pour la révision du Code criminel. Rapport du Comité spécial chargé de l'étude du Bill no 93 (Lettre O du Sénat) « Loi concernant le droit criminel » (Session de 1952-1953), Chambre des communes, 16 décembre 1953.

⁸⁷ ZA 1951 6/48, CJC-YEAR, Minutes of a meeting held on May 18th (...) of the Law and Social Action Committee; « Community Brief », CB, mars 1949, p. 12.

⁸⁸ ZA 1951 6/48, *Minutes of a meeting held on May 18th...*; F.R. Scott, « Publishing False News », *Revue du Barreau canadien*, vol. 30, no 1, janvier 1952, p. 37-47.

Malgré les réticences de certains membres de Toronto, les recommandations faites par Myerson et ses collègues de Montréal sont confirmées⁸⁹.

Le mémoire présenté en mars 1953 par le CJC reprend l'essentiel de l'argumentaire développé par Myerson et entériné par le comité national présidé par Bora Laskin. À titre d'avocats spécialistes, Myerson et Laskin accompagnent d'ailleurs le directeur national du CJC Saul Hayes pour la présentation du mémoire. Lors des audiences, la délégation souligne que bien que le CJC s'intéresse à l'ensemble des dispositions du Code criminel, leurs propositions répondent avant tout aux « intérêts spécifiques » de la minorité qu'il représente. C'est pourquoi ce mémoire ne discute que des sections du code traitant de la « sédition », de la « liberté d'expression », du « méfait public » et des « fausses nouvelles »⁹⁰. Les porte-paroles du CJC insistent sur le fait que le droit doit incarner la « morale publique » propre à une communauté et à une époque donnée. Constamment adapté aux transformations sociales et culturelles, le droit est l'outil qui permet de fixer pour un temps l'état des normes morales partagées par une communauté de citoyens régie par un même code de droit⁹¹. Hayes et ses collègues tentent également de réfuter d'emblée les objections traditionnelles des défenseurs des libertés civiles, en soulignant que la limitation à la liberté d'expression induite par leurs propositions cherche d'abord à préserver les « libertés essentielles » qui sont au cœur de la tradition démocratique et pour lesquelles le peuple canadien s'est « battu et sacrifié » pendant la Deuxième Guerre mondiale⁹². Insistant sur le rôle des lois antidiscrimination dans la promotion de l'unité nationale canadienne et des idéaux démocratiques⁹³, ils rappellent

⁸⁹ ZA 1953 2/9, *Minutes of a Meeting of the Special Committee to Study the Revision of the Criminal Code, February 2nd, 1953*, 2 février 1953; ZA 1953 6/77, *Minutes of a meeting of the Joint Public Relations Committee, Eastern Region*, 24 février 1953.

⁹⁰ Minutes of Proceedings, no 2, Special Committee on Bill no 93 (LETTER O of the SENAT), « "An Act respecting The Criminal Law", and all matters pertaining thereto », chairman Mr. Fon F. Brown, House of Commons, Seventh Session-Twenty-first Parliament, 1952-1953, 3 mars, 1953, p. 55.

⁹¹ *Ibid.*, p. 55.

⁹² *Ibid.*, p. 56.

⁹³ *Ibid.*

que plusieurs États dans le monde ont adopté des lois interdisant la diffamation afin de protéger les groupes ethniques contre les « attaques vicieuses » dont ils sont victimes⁹⁴. Les représentants du CJC affirment que ce type de lois est d'autant plus nécessaire dans un pays multiethnique comme le Canada, pour préserver l'unité nationale et la bonne entente entre les groupes. Rappelant les conséquences désastreuses de la propagande haineuse de Mussolini, Goebbels et Hitler⁹⁵, ils affirment que « la propagande derrière le rideau de fer » s'apparente à bien des égards à celle des nazis et soulignent que le Canada doit, en tant que nation démocratique, reconnaître « l'extrême importance du phénomène » et agir promptement pour l'endiguer⁹⁶.

Le mémoire du CJC est très concis et ne traite que de quatre articles du projet de Code criminel⁹⁷. Il demande en particulier que l'article 166 traitant des « fausses nouvelles » élargisse la notion d'« intérêt public » pour y inclure une condamnation explicite de l'incitation à la haine et que l'on élargisse son application à toute prise de parole publique, orale ou écrite⁹⁸. Le mémoire réclame également l'ajout d'un article dans la section sur la sédition indiquant explicitement que l'incitation à la haine contre « des classes de personnes au Canada » soit considérée comme un libelle séditieux⁹⁹. Malgré les pressions exercées par le CJC, le Code criminel révisé de 1955 ne contient aucune des principales recommandations formulées par ses représentants. Ces dernières soulèvent en effet plusieurs réticences majeures. Lors des audiences du comité, des

⁹⁴ Ils mentionnent en particulier les lois adoptées par le gouvernement fédéral aux États-Unis et par plusieurs États américains (dont l'Indiana, le Massachusetts, le New Hampshire et l'Illinois), de même que par le Danemark et la Suède. *Ibid.*, p. 64.

⁹⁵ *Ibid.*, p. 59.

⁹⁶ *Ibid.*

⁹⁷ À noter que les articles du nouveau projet de loi ne correspondent pas directement aux articles de l'ancien Code criminel. Dans le projet de loi, les articles étudiés par le CJC concernent : 1- la sédition (sec. 60-61), 2- les méfaits publics (120) et 3- les fausses nouvelles (166). ZA 1953 2/9, *Submission of the Canadian Jewish Congress to the House of Commons Special Committee on the Criminal Code*, 3 mars 1953.

⁹⁸ *Ibid.*, p. 4.

⁹⁹ *Ibid.*

députés de tous les partis soulignent en particulier les dangers inhérents à une « extension injustifiée et indue des articles sur la sédition » et à l'utilisation potentiellement abusive, par les minorités, du concept de « diffamation contre les groupes » sur la protection des libertés de conscience, d'expression et de presse au Canada¹⁰⁰.

Au lendemain de l'adoption du bill sur la réforme du Code pénal, les dirigeants du CJC s'insurgent contre la conception erronée des libertés civiles que défendent selon eux les opposants à la criminalisation de la propagande haineuse. Hayes en particulier fait part au président du JPRC national, Jacob Finkelman, de son exaspération face aux arguments de ceux qu'il appelle péjorativement les « civil libertarians »¹⁰¹. Ceux qui ont la responsabilité de défendre les droits des minorités, explique un an plus tard un éditorial du *Congress Bulletin*, font face à un sérieux dilemme, entre la préservation des libertés individuelles et la protection des droits des groupes; un dilemme que les militants du CJC tentent de résoudre depuis la fin des années 1940 :

Jewish leaders are themselves in the labyrinths of the dilemma because the Jewish citizen as a Canadian will normally be against interference with freedom of expression – Juif, donc libéral – but as a victim of hate mongering he wants remedies for the ills besetting his group. In other words because of the phenomenal history of the Jews a double standard is conceived.¹⁰²

Entre-temps, le président du comité légal du CJC, M.H. Myerson, publie dans la *Revue du Barreau de la Province de Québec* un article qui constitue l'expression la plus achevée des positions défendues par le CJC en matière de diffamation contre les groupes¹⁰³. Myerson s'attaque à ce qu'il perçoit comme une incohérence du Code civil

¹⁰⁰ Voir notamment les interventions des députés William J. Browne (conservateur-progressiste), Arthur Laing (libéral), Angus MacInnis (CCF) et Louis J. Robichaud (libéral), lors des audiences du CJC. Special Committee on Bill no 93..., 3 mars, 1953, p. 63-69.

¹⁰¹ Archives CJCCC. CJC-YEAR, ZA 1953 2/9, *Saul Hayes au Professor J. Finkelman (Prés. NJPRC)*, 5 mars 1953, p. 2.

¹⁰² « Editorial. Is the Messenger of Hate Here Again? », *CB*, mai 1954, p. 1 (en français dans le texte).

¹⁰³ Myerson, « Group Libel Law Recommended », *Revue du Barreau de la Province de Québec*, vol. 13, mai 1953, p. 218-239; « Why Should Group Not Have Protection Given Individual? », *CB*, juin 1953,

québécois et du Code criminel canadien, qui interdisent la diffamation contre les individus, mais n'accordent aucune protection aux membres des groupes ethniques, raciaux, religieux et autres groupes sociaux victimes de diffamation collective. Pourtant, souligne-t-il, les lois interdisant la diffamation contre les individus portent en germe les mêmes risques d'atteintes à la liberté d'expression, mais ceux-ci sont rigoureusement jugulés par les articles qui encadrent de manière stricte la définition de la diffamation¹⁰⁴. Myerson oppose une série de contre-arguments aux objections habituelles selon lesquelles l'interdiction de la diffamation contre les groupes « peut constituer à terme une diminution [abridgment] des libertés civiles »¹⁰⁵. Il s'en prend en particulier à la croyance du libéralisme selon laquelle le bien-être et le progrès de la société se fondent sur le plein accomplissement de l'individu (self-fulfillment) et la reconnaissance entière de ses libertés de parole et d'expression. À son avis, la notion de « libre circulation des idées » (« Free Trade in Ideas »), qui prend appui sur le postulat selon lequel la démocratie se construit dans un processus de confrontation des idées librement exprimées au sein d'un « forum ouvert », ne peut s'appliquer à la lutte contre les propos haineux¹⁰⁶. Myerson rejette ainsi l'idée que le combat contre le racisme doit être mené à l'intérieur de ce « champ de bataille des idées conflictuelles »¹⁰⁷. Qualifiant cette conception des libertés individuelles d'« absolutiste », Myerson affirme : « The inalienable rights, or civil liberties, or human rights, or constitutional freedoms are never absolute; they are always conditional.¹⁰⁸ » S'appuyant sur l'exemple de la

p. 5; Dr. Manfred Saalheimer, « Canadian Group Relations and the Law, Progress Report for the Year ended June 30, 1953 », *Information and Comment*, no 14, septembre 1953.

¹⁰⁴ Celui-ci affirme que les critères restrictifs qui encadrent la diffamation individuelle (principe de « fausseté », « décence »; caractère « vengeur » ou « malicieux ») pourraient s'appliquer pour les causes relatives à la diffamation collective.

¹⁰⁵ Myerson, « Group Libel... », p. 219.

¹⁰⁶ *Ibid.*, p. 233-234

¹⁰⁷ *Ibid.*, p. 234.

¹⁰⁸ Myerson se réfère ici au jugement de la Cour suprême des États-Unis dans l'affaire *Schenck v. United States* (1919), où celui-ci souligne la phrase célèbre du juge Holmes, qui mentionne que la liberté d'expression comporte certaines limites : « The most stringent protection of free speech would not protect a man in falsely shouting fire in a theatre and causing a panic ». *Ibid.*, p. 230.

propagande antisémite et anticatholique des Témoins de Jéhovah, qu'il compare à celle de Goebbels et Streicher en Allemagne nazie, il fait valoir la nécessité de baliser l'exercice des libertés civiles lorsqu'elles constituent une attaque outrageante contre un groupe ethnique ou religieux particulier¹⁰⁹. Enfin, mobilisant la mémoire du nazisme, Myerson soumet le sort des « millions d'individus » exterminés en Europe au jugement moral des défenseurs des libertés civiles : « What other answer or excuse or consolation can the civil libertarian offer to these victims, – would it be the prayer-like fervid recital of the principle of Free Trade in Ideas in man's eternal search for truth?¹¹⁰ »

Bien qu'il ne suscite pas de réaction immédiate dans la *Revue du Barreau*, l'article de Myerson annonce la vaste réflexion sur l'interdiction de la propagande haineuse qui animera la communauté juridique canadienne dans les années 1960. Cet article pionnier servira également de base, dans la seconde moitié des années 1950, aux prises de position du CJC en faveur d'une révision du Code criminel, de l'adoption de lois interdisant le génocide et la propagande haineuse et de lois fédérales ou provinciales contre la discrimination¹¹¹.

a) L'appui à la Loi concernant la liberté des cultes et le bon ordre (1954)

Constatant le vide juridique qui persiste dans le Code criminel canadien et l'impossibilité de réclamer des modifications en matière d'interdiction de la propagande haineuse, les membres du CJC à Montréal continuent de suivre de près les dossiers impliquant les Témoins de Jéhovah au Québec. Les lois et les jugements concernant les membres de cette secte religieuse sont en effet autant de causes permettant d'étudier l'évolution des balises juridiques en matière de libertés civiles et la pertinence de l'approche juridique dans la lutte contre la diffamation contre les groupes. L'appui

¹⁰⁹ *Ibid.* p. 228.

¹¹⁰ *Ibid.*, p.237-238.

¹¹¹ Voir notamment : « Why Should Group... », p. 5; « Over 400 Delegates Present at Eastern Region Conference », *CB*, janvier 1955, p. 2; « Eastern Region Conference To Meet in May », *CB*, avril 1958, p. 1; « Congress Submits Brief to Human Rights Conference », *CB*, novembre-décembre 1958, p. 1.

donné par le CJC à la lutte menée par Duplessis contre les membres des minorités religieuses considérées comme séditeuses ou subversives est réitéré publiquement par la direction du CJC au lendemain de l'adoption de la *Loi concernant la liberté des cultes et le bon ordre* du 22 janvier 1954¹¹². Perçue par plusieurs militants des droits humains au Canada comme une violation directe des droits des minorités religieuses dans la province, cette loi est considérée par les dirigeants du CJC au Québec comme une véritable ouverture du champ juridique en matière de lutte contre l'antisémitisme. C'est qu'à leurs yeux, ceux qui font de la propagande haineuse ou de la diffamation à l'égard des Juifs se rendent eux aussi coupables, en vertu du libellé de l'article 2a de cette loi, d'« attaques outrageantes ou injurieuses contre le culte d'une profession religieuse ». L'article 2b répond aussi partiellement à la volonté exprimée par le CJC depuis 1950 d'élargir les définitions juridiques de la « paix publique » et du « bon ordre » pour y inclure les diffamations contre les groupes ethniques ou religieux¹¹³. Contrairement aux militants des libertés civiles, le CJC voit en effet dans cette loi un progrès en matière de protection des droits des minorités contre la diffamation¹¹⁴. À titre d'exemple, explique-t-on notamment, elle permettrait peut-être d'interdire la distribution au Québec des *Protocoles des Sages de Sion*¹¹⁵.

¹¹² Destinée à contourner un jugement de la Cour suprême, cette loi confère au procureur général de la province et aux conseils municipaux des pouvoirs accrus pour demander à la Cour supérieure du Québec des injonctions contre les minorités religieuses dont les agissements constituent « un danger pour la paix publique et le bon ordre dans [la] province ». Dirigée explicitement contre les Témoins de Jéhovah, cette loi interdit également la publication de tous écrits ou discours « contenant des attaques outrageantes ou injurieuses contre le culte d'une profession religieuse ou les croyances religieuses d'une partie quelconque de la population de la province ». *Loi concernant la liberté des cultes et le bon ordre*, chap. 15, 2 *Elizabeth II, Bill 38* [sanctionnée le 28 janvier 1954]; « Text of Act to Curb Jehovah's Witnesses », *The Montreal Star*, 13 janvier 1954; « An Unsettling Amendment (éditorial) », *The Gazette*, 21 janvier 1954, p. 6; « Un coup fatal aux Témoins de Jéhovah », *Le Devoir*, 20 janvier, p. 1.

¹¹³ *Loi concernant la liberté...*

¹¹⁴ C'est à cette conclusion qu'arrivent les membres du comité d'action sociale et légale du CJC, lors d'une rencontre dédiée à l'analyse du contenu de cette nouvelle loi. ZA 1954 5/42, *Minutes of a meeting of the Law & Social Action Committee*, Montréal, 4 mai 1954.

¹¹⁵ Manfred Saalheimer, « Canadian Group relations and the Law, Progress Report for the Year ended June 30, 1954 », *Information and Comment*, octobre 1954, p. 12.

Dans le mémoire que présente le CJC à la Commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels (Commission Tremblay), à la fin de l'année 1954, ses porte-paroles s'appuient sur la *Loi concernant la liberté des cultes et le bon ordre* pour réclamer l'interdiction de la propagande haineuse et de la diffamation contre les groupes¹¹⁶. Pour illustrer cette requête, les signataires du mémoire, Michael Garber, Monroe Abbey, Lavy M. Becker et Saul Hayes, donnent en annexe des exemples de littérature haineuse publiée dans la province afin, disent-ils, que les membres de la commission constatent par eux-mêmes le caractère répugnant de ce type de publications. Le mémoire appelle également les commissaires à considérer les dangers que ces agitateurs racistes, à l'instar des Témoins de Jéhovah, font courir à la bonne entente entre les groupes ethnoculturels dans la province¹¹⁷.

b) La Déclaration canadienne des droits et la protection des libertés civiles

Les sources officielles du CJC et la correspondance de ses dirigeants semblent indiquer que l'organisation n'a jamais reçu de réponse formelle de la part du gouvernement provincial concernant l'application de la loi de 1954 dans les causes touchant la diffamation contre les Juifs, pas plus qu'il n'a utilisé cette loi pour tenter des poursuites contre des agitateurs antisémites actifs au Québec. Le processus de révision du Code criminel n'ayant donné aucun résultat tangible, et l'appel lancé par Myerson aux membres du barreau de la province étant demeuré sans suite, le Congrès juif met sur pied une nouvelle stratégie qui consiste à persuader certains membres haut placés du gouvernement libéral de Louis Saint-Laurent d'adopter des mesures restreignant la diffusion des publications des agitateurs antisémites¹¹⁸. Mais dans un premier temps,

¹¹⁶ « Brief to Que. Royal Commission Cites Constitutional Problems », CB, janvier 1955, p. 2; ZA 1954 5/49, *Mémoire au Juge Thomas Tremblay, Président et aux membres de la Commission d'enquête sur les problèmes constitutionnels, Province de Québec par le Congrès canadien juif*, 16 décembre 1954, 6 p.

¹¹⁷ *Mémoire au Juge Thomas Tremblay...*, p. 5.

¹¹⁸ Des délégués du congrès rencontrent ainsi le Maître général des Postes du Canada pour demander que les dépliants et les outils de propagande haineuse distribués au pays soient déclarés illégaux en vertu de la

tenant compte de la relative accalmie des activités des groupes antisémites au Canada au milieu de la décennie 1950, le CJC reste assez discret sur cette question. L'élection de John G. Diefenbaker à l'été 1957 relance ce combat.

Diefenbaker est en effet considéré comme un allié potentiel du CJC dans sa lutte contre la propagande haineuse. Depuis sa première élection à la Chambre des communes en 1940, il a été l'un des plus ardents défenseurs des droits humains au parlement et l'un des pionniers des débats sur les législations protégeant le droit à l'égalité raciale et religieuse¹¹⁹. Mais la campagne du CJC est partiellement éclipsée par l'annonce que ce gouvernement fait, en mai 1958, de son intention d'adopter une « déclaration des droits ». Au lendemain de cette annonce, les dirigeants du Comité national de relations publiques du CJC (JPRC-national) amorcent une série de rencontres pour discuter du projet de Diefenbaker et mettre sur pied un sous-comité spécial chargé d'étudier la question d'une charte des droits fédérale¹²⁰. Aux yeux du président du JPRC-national, Bora Laskin, la principale « question d'intérêt » pour le CJC demeure la délimitation de ce qu'il appelle les « political civil liberties »¹²¹. En effet, fait-il valoir, l'organisme qu'il dirige n'est pas intéressé en soi aux droits économiques et sociaux; de plus, les lois antidiscrimination fédérales et provinciales adoptées au cours des années 1950 constituent selon lui une protection adéquate contre les discriminations raciales et religieuses. Les autres membres de ce comité soulignent eux aussi qu'ils doivent avant tout porter attention aux « libertés civiles constitutionnelles », tout en affirmant que la spécificité de leurs positions est de considérer que cette catégorie de droits inclut

Loi sur les postes et des sections du Code criminel sur les « fausses nouvelles ». Louis Rosenberg, « Canada », *American Jewish Year Book*, vol. 55, 1954.

¹¹⁹ « Jewish Delegations Meet With Prime Minister », *CB*, septembre 1957, p. 1. Sur le rôle pionnier de Diefenbaker dans le combat pour les droits humains au Canada, voir notamment : Christopher MacLennan, *Towards the Charter : Canadians and the Demand for a National Bill of Rights, 1929-1960*, Montréal et Kingston, McGill Queens University, 2003, p. 43-51.

¹²⁰ ZA 1957 3/21, *Minutes of the National Joint Public relations Committee Meeting held in Toronto*, 27 mai 1958.

¹²¹ Selon Laskin, les droits humains se réfèrent à trois catégories spécifiques, soit les libertés civiles politiques, les libertés civiles économiques, et les droits humains. Cette troisième catégorie se rapporte essentiellement aux lois antidiscrimination.

également « la liberté des groupes de ne pas être victimes de diffamation »¹²². Lors de ces rencontres préparatoires, toutefois, le comité en arrive à la conclusion que cette question épineuse, qui a longtemps divisé les militants des droits humains et ceux de la communauté juive elle-même, doit être mise de côté dans l'immédiat pour ne pas compromettre l'adoption d'une charte reconnaissant la primauté des libertés civiles et le droit à l'égalité raciale et religieuse¹²³. Cela fait en sorte que le mémoire soumis en juillet 1960 par le CJC au Comité spécial des droits de l'homme et des libertés fondamentales chargé d'étudier le projet de loi C-79 ne discute nulle part de la diffamation contre les groupes et des limites à imposer aux libertés individuelles : il affirme simplement que le CJC appuie l'adoption d'une charte fédérale protégeant les droits constitutionnels de tous les citoyens et couvrant l'ensemble des législatures, fédérale et provinciales¹²⁴. Pour les dirigeants du CJC, il s'agit d'une position transitoire, dans la mesure où la loi « ordinaire » (non inscrite dans la constitution canadienne) proposée par Diefenbaker apparaît dans l'immédiat « meilleure que rien du tout »¹²⁵. Bien que la lutte contre la propagande haineuse soit une de leurs priorités, elle reste pour le moment subordonnée à la campagne du CJC en faveur de l'adoption d'une charte garantissant le droit à l'égalité raciale et religieuse, que ses membres souhaitent par ailleurs voir enchâssée dans une constitution canadienne rapatriée¹²⁶.

¹²² ZA 1957 3/21, *Minutes of the National Joint Public relations Committee Special Sub-Committee on a Bill of Rights*, Toronto, 11 juin 1958.

¹²³ *Ibid.*, p. 1.

¹²⁴ ZA 1960 2/15, Michael Garber, Q.C. (immediate past-chairman, National Ex.) et Saul Hayes (Ex. VP), *Submission Presented to the Special Committee of the House of Commons on Bill C-79 by the Canadian Jewish Congress*, 15 juillet 1960, p. 1-2.

¹²⁵ Comité spécial des droits de l'Homme et des libertés fondamentales, *Procès-verbaux et témoignages*, Fascicule 1, Séances du 12, 14 et 15 juillet 1960. Chambre des communes, Troisième session de la vingt-quatrième législature, 1960, p.92.

¹²⁶ *Ibid.*, p.96 et suiv.

c) Au nom du droit à l'égalité : le Code criminel et la propagande haineuse

À partir du début des années 1960, considérant que le principe du droit à l'égalité est suffisamment protégé par la Déclaration canadienne des droits et par les lois antidiscrimination fédérales et provinciales, les membres du CJC font de la criminalisation de la propagande haineuse leur principal cheval de bataille. Cette décision intervient également dans le contexte d'une vague sans précédent d'incidents antisémites qui secouent le monde et de la montée en force des groupes néo-nazis, principalement en Allemagne et aux États-Unis¹²⁷. Au Canada, cette vague atteint un sommet au cours des mois de décembre 1959 et janvier 1960, alors que des actes antisémites sont perpétrés dans les grandes villes canadiennes, sous la forme d'inscriptions de Swastikas et d'actes de profanation et de vandalisme contre des institutions religieuses ou communautaires juives¹²⁸. Cette montée du néonazisme donne un argument de poids au CJC pour relancer sa campagne pour la criminalisation de la propagande haineuse, et ce, malgré les réticences de plusieurs militants de la communauté des droits humains à l'égard des limitations aux libertés civiles inhérentes à cette réforme juridique¹²⁹. À partir de ce moment, le CJC récolte de plus en plus d'appuis dans la société civile canadienne. Il faut dire que, dans le cadre de cette campagne (et de l'ensemble de ses représentations auprès des autorités fédérales), ses dirigeants préconisent une stratégie inverse à celle adoptée au Québec, en évitant soigneusement de discuter des Témoins de Jéhovah et en abordant cette problématique

¹²⁷ Cette campagne, débutée en Allemagne, gagne rapidement les États-Unis, où des groupes néo-nazis mènent des campagnes antisémites, notamment dans les environs de New York. Voir : Leonard Dinnerstein, *Antisemitism in America*, New-York, Oxford University Press, 1994, p. 163. Michael E. Staub, *Torn at the Roots: The Crisis of Jewish liberalism in Postwar America*, New-York, Columbia University Press, 2002, p. 62-63. Sur la montée du mouvement néo-nazi en Europe, aux États-Unis et, surtout au Canada dans la première moitié des années 1960, voir : Harold Troper, *The Defining Decade: Identity, Politics, and the Canadian Jewish Community in the 1960s*, Toronto, University of Toronto Press, 2010, p. 94-107.

¹²⁸ « Human Rights Day, December 10. A Canadian Survey », *CB*, décembre 1960, p. 1; « Congress Comments Upon Anti-Semitic Outbreaks », *CB*, janvier 1960, p. 1; « National Executive Examines : Anti-Semitism, Neo-Nazism and Other Problems », *CB*, janvier 1963, p. 1-2.

¹²⁹ Andrew S. Thompson, *In Defence of Principles: NGOs and Human Rights in Canada*, Vancouver, UBC Press, 2010, p. 54-87.

uniquement sous l'angle plus positif du respect des minorités ethnoculturelles. Ainsi, en février 1960, une manifestation regroupant près de 400 personnes se déroule à Montréal pour dénoncer les actes de vandalisme commis dans la métropole et dans le reste du Canada¹³⁰. La découverte à l'été 1960 d'un petit groupe néo-nazi dans la région de Sorel, dirigé par un certain André Bellefeuille, contribue également à une prise de conscience publique de l'actualité de l'antisémitisme au Québec¹³¹. Dans ce contexte, le CJC abandonne sa stratégie habituelle, qui consistait à exercer des pressions politiques en dehors des sphères médiatiques de façon à éviter de faire de la publicité aux agitateurs antisémites, et adopte plutôt une « politique d'exposition » destinée à démontrer publiquement l'existence de l'antisémitisme¹³².

En septembre 1960, Monroe Abbey et Saul Hayes écrivent au ministre de la Justice, David Fulton, pour lui faire part de leurs réclamations anciennes en faveur de la criminalisation de la propagande haineuse¹³³. En réponse à cette démarche, le président du CJC-région de l'Est, Harold Lande, obtient une rencontre personnelle avec le ministre Fulton. Au cours de cette réunion, il demande d'appuyer la requête répétée par son organisation depuis 1953 d'amender le Code criminel et d'y ajouter un article condamnant explicitement l'incitation à la haine contre les groupes¹³⁴. Dès lors, le combat pour la criminalisation de la propagande haineuse est placé en tête de liste de

¹³⁰ Organisée par le Conseil du travail de Montréal (CTM), le Comité ouvrier juif, le Parti social démocratique, le Bund et la Fédération des travailleurs du Québec, cette manifestation se tient sous la présidence de Thérèse Casgrain. Voir : « Argue Says "Naziism" Causing Anti-Semitism », *Montreal Gazette*, 4 février 1960, p. 21; ANC. Fonds JLCC, MG28 V75 35 - 2, *Report of the Montreal Labour Committee on Human Rights for the Month of February 1960*.

¹³¹ Bellefeuille se proclame en effet « Führer canadien ». Voir : « Community Relations », *CB*, juin 1965, p. 6; « Canadian Nazi Leader Interviewed On CBC », *The Gazette*, 31 octobre 1960, p. 42. Consulter également le dossier de presse sur Bellefeuille : ZA 1960 2/16.

¹³² « Plenary Session. Canadian Jewish Congress National Committee Report. Public Relations », *CB*, avril 1965, p. 4-5 et 11-12. Sur ces appuis, voir aussi : Dr. Manfred Saalheimer, « Fundamental Rights and Freedoms in Canada: Progress Report for the year ended June 30, 1964 », *Information and Comment*, no 28, 1964, p. 8-9.

¹³³ ZA 1964 5/36, *Monroe Abbey et Saul Hayes à Hon. E. David Fulton, Q.C., M.P. (Minister of Justice)*, 8 septembre 1961; « Criminal Code Amendment Urged », *CB*, octobre-novembre 1961, p. 2.

¹³⁴ *Ibid.*

l'« agenda actif » du CJC¹³⁵. Les pressions exercées par le Congrès juif sur le gouvernement de Leaster B. Pearson sont relayées à compter du milieu des années 1960 par des députés-amis, qui présentent au parlement fédéral une série de projets de lois à cet effet¹³⁶. Dans la foulée des débats entourant ces projets de loi, le ministre de la Justice Guy Favreau annonce en janvier 1965 la mise sur pied d'un comité spécial chargé d'étudier la question de la propagande haineuse au Canada¹³⁷. Ce comité est dirigé par le président du JPRC-national du CJC, Maxwell Cohen; il comprend aussi le vice-président de l'exécutif national du CJC, Saul Hayes, et quelques-uns des principaux avocats et juristes spécialisés sur cette question au Canada¹³⁸. Le rapport qu'il soumet au ministre de la Justice quelques mois plus tard reprend dans une large mesure les principes et les pistes de solutions proposées par le CJC depuis 1953¹³⁹. Il affirme d'ailleurs que ses membres ont porté une attention particulière au point de vue des Juifs qui, en tant que « cible préférée de toute cette propagande haineuse »¹⁴⁰.

Entre 1966 et 1969, suite au dépôt de ce rapport, plusieurs projets de loi visant à interdire la propagande haineuse sont présentés devant la Chambre des communes et le

¹³⁵ « Community Relations », *CB*, septembre 1962, p. 2 et 8.

¹³⁶ Voir notamment le projet de loi C-21, déposé en première lecture par Milton L. Klein (MP dans Cartier) le 20 février 1964 Milton L. Klein (MP dans Cartier) et le projet de loi C-43 présenté par David Orlikow (Winnipeg Nord) présenté le même jour.

¹³⁷ Favreau fait cette annonce préliminaire lors d'une rencontre commanditée par le B'Nai Brith. « Informal Committee Appointed to Fight Hate Propaganda », *CB*, décembre 1964, p. 1 et 4.

¹³⁸ Le comité est également composé de Pierre Elliott Trudeau (Institut de recherche en droit public de l'Université de Montréal), de Gérard Dion (Département des relations industrielles de l'Université Laval), du Dr. Mark R. MacGuigan (Faculté de droit de l'Université de Toronto), de Shane McKay (Directeur du *Winnipeg Free Press*) et de J.A. Corry (Recteur de l'Université Queen's). Sur le mandat et les membres du comité, voir l'introduction du rapport Cohen : Canada, Comité spécial de la propagande haineuse au Canada. *Rapport soumis au ministre de la Justice par le Comité spécial de la propagande haineuse au Canada*. Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1966. Voir également : « Favreau Appoints Special Committee », *CB*, janvier 1965, p. 1.

¹³⁹ Comité spécial de la propagande haineuse au Canada, *Rapport soumis...*, 337 p.; « Hate Propaganda Report Tabled », *CB*, mai 1966, p. 3-4.

¹⁴⁰ Comité spécial de la propagande haineuse au Canada. *Rapport soumis...*, p. 61 à 69. Sur ce comité, voir : William Kaplan, « Maxwell Cohen and the Report of the Special Committee on Hate Propaganda » dans : William Kaplan et Donald McRae (dir.), *Law, Policy, and International Justice*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 1993, p. 243-274.

Sénat¹⁴¹. Il faudra toutefois attendre l'été 1970 pour que le gouvernement libéral de Pierre Elliott Trudeau (ancien membre du Comité Cohen) présente un projet de réforme du Code criminel pour interdire la propagande haineuse au Canada. Déposé en chambre en octobre 1969, le projet de loi C-53 obtient la sanction royale en juin 1970. Inspirée en grande partie des recommandations du Rapport Cohen, cette loi modifie les articles 318 à 320 du Code pénal afin d'interdire l'incitation au génocide (318), l'incitation à la haine contre un « groupe identifiable » (319), et afin de permettre l'émission d'un mandat autorisant la saisie ou la confiscation des publications véhiculant de la propagande haineuse (320)¹⁴².

Si le rapport Cohen peut être considéré comme la principale source d'inspiration de la loi déposée par le gouvernement Trudeau, les membres du CJC demeurent les véritables pionniers de cette loi au Canada, agissant tantôt comme instigateurs des débats, tantôt comme experts d'une question qu'ils ont considérablement étudiée depuis la fin des années 1940¹⁴³. Comme l'affirme le professeur en droit William Kaplan : « It is fair to say that the Canadian Jewish Congress (CJC) was the leader in bringing the problem of hate propaganda [...] to the attention of government authorities and in requesting remedial legislation.¹⁴⁴ »

* * *

¹⁴¹ Philip Rosen, *La propagande haineuse*, Librairie du Parlement, Service d'information et de recherche parlementaires, Ottawa, 85-6E, révisé le 24 janvier 2000.

¹⁴² L'expression « groupe identifiable » inclut cette fois la notion de « religion » telle que le demandait le CJC, en définissant ces groupes comme toute section du public qui se différencie par sa couleur, sa race, sa religion ou son origine ethnique. *Ibid.*

¹⁴³ Soulignons que le CJC a pu bénéficier, au cours de ces années, des études effectuées par d'autres militants d'organisations juives aux États-Unis et dans le monde. La synthèse effectuée en 1965 par le Dr. Nathan Lerner, Directeur exécutif du Congrès juif mondial, marque une forme d'aboutissement de ce travail de recherche mené à l'échelle internationale. *The crime of incitement to group hatred: a survey of international and national legislation*, New York, World Jewish Congress, 1965, 79 p.

¹⁴⁴ Sur ces divergences, consulter : William Kaplan, « Maxwell Cohen and the Report... », p. 244.

En somme, aux yeux des dirigeants du CJC de la région de l'Est, la protection des droits des minorités et le maintien de l'ordre public, de la paix sociale et de l'harmonie entre les groupes demeurent les principaux critères qui distinguent le bon du mauvais usage des libertés civiles qui sont aux fondements du régime de citoyenneté au Canada. C'est ce qui explique qu'ils puissent donner leur appui non seulement à la répression des communistes (y compris au détriment d'une association juive), mais aussi à des législations qui restreignent délibérément les droits de certaines minorités religieuses non catholiques. Les positions qu'ils défendent créent des tensions au sein même du CJC et à l'intérieur des principaux réseaux canadiens de militants des droits humains. Ces tensions apparaissent également lors de la campagne orchestrée à partir de 1953 par cet organisme en faveur de la criminalisation de la propagande haineuse et de la diffamation contre les groupes. Le point de friction est alors précisément l'arbitrage entre les droits des minorités et la préservation des libertés individuelles¹⁴⁵. Dirigée explicitement contre les agitateurs racistes et antisémites, cette campagne s'appuie cette fois principalement sur une rhétorique fondée sur le respect des droits des minorités, et non sur des valeurs conservatrices associées au maintien de l'ordre public et de la paix sociale. Cela explique que cette campagne reçoive un appui plus important de la part des militants des droits humains au Canada; bien qu'elle soulève encore des divisions importantes avec certains groupes de défense des libertés civiles. En ce sens, la loi interdisant la propagande haineuse adoptée par le gouvernement fédéral en 1970 apparaît comme la reconnaissance partielle, sur le plan juridique, de la conception spécifique des droits humains défendue par le CJC depuis l'après-guerre, fondée sur une conception limitée des libertés individuelles et sur la primauté ontologique du droit à l'égalité raciale et religieuse¹⁴⁶.

¹⁴⁵ Andrew S. Thompson, *In Defence of Principles: NGOs and Human Rights in Canada*, Vancouver, UBC Press, 2010, p. 54-87. Voir également : Franklin Bialystok, *Delayed impact: the Holocaust and the Canadian Jewish community*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 2000, p. 95-120.

¹⁴⁶ James W. St.G. Walker, « Toward a New Definition of Canadian Citizenship: The Movement to Criminalize Hate Propaganda », *Mobilisations politiques et prises de paroles citoyennes au Québec et au Canada*, Colloque du Groupe d'histoire politique (SHC), Montréal, 3 octobre 2014.

4.3 Les libertés civiles, leur survie... : la Fédération des unions industrielles du Québec contre la « dictature » duplessiste

Au moment de sa création, en décembre 1952, la Fédération des unions industrielles du Québec (FUIQ) – qui regroupe les syndicats industriels de la province affiliés au Congrès canadien du travail (CCT) et au Congrès des organisations industrielles des États-Unis – est dirigée par quelques-uns des principaux militants du CCT et de ses conseils locaux qui ont pris part, depuis l'après-guerre, au mouvement de contestation contre la loi du cadenas, les lois renforçant la censure, la « guerre sans merci » contre les Témoins de Jéhovah et les atteintes aux droits des travailleurs. Au début des années 1950, toutefois, le combat de la FUIQ contre la loi du cadenas, la censure et les entorses aux droits des minorités religieuses est en partie éclipsé par l'urgence de protéger les droits fondamentaux des travailleurs et du mouvement ouvrier organisé.

Pendant les deux premières années d'existence de la FUIQ, les enjeux relatifs aux libertés civiles qui intéressent ses militants concernent avant tout les lois antisyndicales adoptées par le gouvernement Duplessis, le déni du droit de grève, la répression judiciaire et les violences commises sur les lignes de piquetage par la police provinciale. En décembre 1952, lors du congrès de fondation de la FUIQ, qui réunit quelque 200 délégués à Montréal, la loi du cadenas, le cas des Témoins de Jéhovah et les politiques de censure ne font l'objet d'aucune résolution formelle, tandis que ses résolutions concernant les droits de l'homme touchent essentiellement le droit à l'égalité raciale et religieuse¹⁴⁷. De même, le premier mémoire présenté par la FUIQ au gouvernement provincial se borne, en matière de libertés civiles, à réclamer la reconnaissance des

¹⁴⁷ AUQÀM, 85 P - Fonds de la FUIQ, 160/1, *Résolutions soumises au : 1er congrès de la Fédération provinciale du travail (CCT)*, 6 décembre 1952; Fernand Dansereau, « Le Congrès Canadien du Travail crée son organisme provincial », *Le Devoir*, 9 décembre 1952; AUQÀM, 85 P - Fonds de la FUIQ, 640/1, *Minutes of the meeting of all the CCL and CIO local unions in Quebec for the purpose of establishing a CCL Federation of Labour in the province of Quebec*, 6 décembre 1952; « Formation d'une fédération provinciale pour le Québec », *Les Nouvelles ouvrières*, novembre 1952, p. 1; « Les résolutions et la convention provinciale », *Les Nouvelles ouvrières*, décembre 1952, p. 3-4.

droits de grève et d'association des employés des services publics¹⁴⁸. On peut penser qu'à ce moment les dirigeants de la FUIQ, ayant appris de leurs expériences passées, considèrent inutile d'aborder la question épineuse de la loi du cadenas, qui risque surtout de leur attirer les foudres et les railleries du premier ministre. Par ailleurs, pour pallier les mesures antisyndicales adoptées par les gouvernements provinciaux (dont celui de Duplessis), le CCT réclame du gouvernement fédéral un code du travail national. Dans le mémoire qu'ils lui soumettent en mars 1953, ses dirigeants soulignent en effet que certaines provinces « n'accordent aucune protection au droit de s'organiser » et dénoncent l'utilisation abusive de « la police provinciale pour intimider les travailleurs et briser les grèves »¹⁴⁹.

Sur la scène provinciale, la FUIQ et les dirigeants provinciaux du CCT dénoncent également la fonction de « briseuse de grève » et le « rôle infâme » de la police provinciale dirigée par le procureur général (Duplessis), en particulier lors des violentes grèves d'Asbestos (1949) et de Louiseville (1952)¹⁵⁰. Au second congrès de la FUIQ, en juin 1953, les délégués adoptent ainsi une résolution pour protester « énergiquement contre l'intervention arbitraire des Policiers Provinciaux [sic] qui mettent en danger non seulement l'exercice du droit de grève, mais aussi celui du droit d'association dont il découle, ainsi que les droits des ouvriers comme citoyens.¹⁵¹ »

Bien que les débats sur la situation globale des libertés civiles soient partiellement éclipsés à la FUIQ par l'urgence de défendre les droits des ouvriers, ils restent

¹⁴⁸ AUQÀM, 85 P - Fonds de la FUIQ, 660/2, *Mémoire de la Fédération des Unions Industrielles au Premier ministre et aux ministres*, s.d. 1952; « Il faut créer des tribunaux d'arbitrage permanents », *Le Devoir*, 10 décembre 1952, p. 3; « Présentation du Mémoire des Unions Industrielles », *Les Nouvelles ouvrières*, décembre 1952, p. 3.

¹⁴⁹ « Présentation du mémoire du C.C.T. au Fédéral », *Les Nouvelles ouvrières*, mars 1953, p. 3-4.

¹⁵⁰ « La justice sociale et la police provinciale », *Les Nouvelles ouvrières*, janvier 1953, p. 4.

¹⁵¹ AUQÀM, 85 P - Fonds de la FUIQ, 640/9, s.t. [*Procès verbal de la convention, 6-7 juin 1953*], résolution #5.

néanmoins au cœur des préoccupations de ses dirigeants¹⁵². C'est ce qui explique qu'au moment de sa création, ils confient le mandat à leur Comité d'action politique (CAP) de rédiger un programme politique provincial qui, comme nous le verrons, accordera une place centrale aux libertés civiles et aux normes du droit international relatif aux droits de l'homme.

4.3.1 Les « petites lois du Cadenas » : les bills 19 et 20 et le combat contre la « dictature » duplessiste

L'annonce puis l'adoption par le gouvernement de l'Union nationale des lois 19 et 20, en janvier 1954, relancent avec force la campagne des syndicats industriels pour la protection des libertés civiles, dans la mesure où ces deux lois s'attaquent directement aux droits des travailleurs et du mouvement ouvrier organisé. Dans un contexte provincial marqué par la montée de la répression contre le mouvement ouvrier, les militants de la FUIQ considèrent ces deux lois comme le signe de l'avènement d'une véritable dictature au Québec. Rappelons que le Bill 19 s'appuie sur les mêmes principes arbitraires que la loi du cadenas, donnant le pouvoir à la Commission des relations ouvrières de retirer l'accréditation syndicale à toute « association qui tolère, au nombre de ses organisateurs ou officiers, une ou plusieurs personnes adhérant à un parti ou à un mouvement communiste »¹⁵³. Le Bill 20, pour sa part, s'attaque plus spécifiquement au droit d'association des employés des services publics, en modifiant la *Loi des différends*

¹⁵² À noter que le Conseil du travail de Montréal présente un mémoire à la Ville de Montréal, à la fin de l'année 1953, contenant une section intitulée « Libertés civiles et droits de l'homme » rédigée par Jacques-Victor Morin, qui demande le retrait des règlements municipaux restreignant la publication et la diffusion de circulaires à Montréal. AUQAM, 159 P - Fonds Jacques-V. Morin, 630/9, *Mémoire présenté à la Ville de Montréal par le Conseil du travail de la cité et du district de Montréal (CCT), décembre 1953*, p. 4.

¹⁵³ *Loi modifiant la Loi des relations ouvrières*, S.Q. 1954, c. 10, modifiant S.R.Q. 1941, c. 162A.

entre les services publics et leurs salariés pour permettre le retrait de l'accréditation à tout syndicat accusé de grève illégale¹⁵⁴.

Ces lois contribuent dans une large mesure à alimenter le consensus des militants syndicaux en faveur de la protection des droits humains. Une semaine avant la sanction de ces lois, la FUIQ organise – conjointement avec les syndicats catholiques de la CTCC et l'Association des professeurs catholiques de Montréal (APCM) – une importante manifestation conjointe à Québec. Dans le communiqué annonçant la tenue de cette « Marche sur Québec des ouvriers syndiqués », les présidents de ces trois importantes organisations syndicales s'adressent aux « citoyens bien pensants de toutes les classes de la société » pour lancer une « un ultime appel à nos gouvernants du cabinet et des deux Chambres d'arrêter la présente marche vers l'État totalitaire »¹⁵⁵.

Réunissant quelque 3 000 syndiqués, cette marche est une des premières manifestations de masse des ouvriers de la province contre le régime duplessiste¹⁵⁶. Pour l'occasion, des manifestants portent au bras un cercueil drapé sur lequel est inscrit le nom de « Démocratie »; d'autres, déguisés en gendarmes, arborent les numéros des bills 19 et 20¹⁵⁷. Par ces gestes, ils illustrent les deux principales causes qui fédèrent alors les luttes des organisations syndicales qui ont organisé cette marche, soit les attaques répétées de Duplessis contre les principes fondamentaux de la démocratie et la montée

¹⁵⁴ Destinée à contourner un jugement rendu par la Cour suprême en juin 1953 dans la cause opposant l'*Alliance des professeurs catholiques de Montréal (APCM)* à la *Commission des relations ouvrières*, cette loi confère à la Commission des relations ouvrières le pouvoir de retirer l'accréditation à un tout syndicat accusé de grève « illégale ». Elle sera utilisée pour révoquer l'accréditation syndicale de l'APCM et pour interdire toute velléité de grève parmi les syndiqués des services publics. *Loi modifiant la Loi des différends entre les services publics et leurs salariés*, S.Q. 1953-1954, c. 11, modifiant S.R.Q. 1941, c. 169.

¹⁵⁵ ACSN, Fonds Secrétariat général, 837, *Communiqué émis par MM. Gérard Picard (CTCC), Roméo Mathieu (FUIQ) et Léo Guindon (AICM [sic])*, « Marche sur Québec des ouvriers syndiqués », s.d., 1954, 4 p.

¹⁵⁶ À noter que la Fédération provinciale du travail du Québec a refusé de se joindre à la marche. Malgré l'interdiction de leur fédération, plusieurs travailleurs de la FPTQ ont néanmoins participé à la marche sur Québec.

¹⁵⁷ « La Marche sur Québec. Départ de Montréal et défilé dans la vieille capitale », *Le Devoir*, 23 janvier 1954, p. 5.

en force d'un État policier à tendance totalitaire, dont la violence s'incarne notamment dans les abus perpétrés lors des grèves par la police provinciale.

Cette manifestation constitue une étape cruciale dans l'émergence des « droits de l'homme » comme principal discours d'alliance des forces syndicales et réformistes de la province dans leur combat contre le régime duplessiste. Les discours prononcés par les dirigeants syndicaux font également intervenir la mémoire de la guerre au fascisme, tout en s'inscrivant dans le contexte immédiat du combat des démocraties contre les dictatures communistes. Devant les manifestants réunis au Palais Montcalm à Québec, le président de la FUIQ, Romuald Lamoureux, affirme ainsi : « La réponse que vous avez faite à vos chefs, démontrera sans faute à ces gens qu'il ne faut pas faire de cette province une province fasciste, mais respecter la démocratie.¹⁵⁸ » Le président du Conseil du travail de Montréal, Gérard Rancourt, souligne également les dangers de « dictature malheureuse » qui planent sur le Québec et invite tous les travailleurs et les citoyens de la province à devenir des « militants de la démocratie »¹⁵⁹. Le directeur provincial du CCT, Philippe Vaillancourt, ne parle pas autrement lorsqu'il dénonce le bill 19 comme une « législation à tendance fasciste »¹⁶⁰. Les résolutions adoptées par les ouvriers réunis lors de cette manifestation historique dénoncent également ces lois comme l'incarnation des « pires procédés des régimes totalitaires, communistes ou fascistes »¹⁶¹.

La radicalisation du discours des dirigeants syndicaux contribue dans une large mesure à envenimer les tensions avec Duplessis. En 1954, ce dernier refuse en effet de recevoir la délégation de la FUIQ pour la présentation de son mémoire annuel. Ses dirigeants prennent néanmoins la peine de faire parvenir aux membres de son cabinet une lettre-

¹⁵⁸ *Ibid.*

¹⁵⁹ *Ibid.*

¹⁶⁰ *Ibid.*

¹⁶¹ « Premier anniversaire de la "Marche sur Québec" », *Les Nouvelles ouvrières*, janvier 1955, p. 1-3.

mémoire dans laquelle ils affirment que les bills 19 et 20 sont « dictatoriaux et contraires à l'esprit de justice qui doit présider aux relations ouvrières-patronales »¹⁶².

Les dirigeants de la FUIQ inscrivent par ailleurs leur combat contre le régime duplessiste dans le contexte international du début des années 1950, marqué par les luttes menées par les travailleurs dans le monde contre les dictatures fascistes et communistes. Dans ce schéma, les droits humains apparaissent à la fois comme un discours de légitimation, de résistance, de mobilisation et de création d'alliances des forces pro-démocratiques. Cette idée d'une opposition entre démocratie et dictature est cœur des discussions qui animent le deuxième congrès annuel de la FUIQ qui se tient dans la ville de Champigny à l'été 1954. Devant quelque 150 représentants de l'exécutif et délégués des syndicats affiliés à sa fédération, le président Romuald Lamoureux ouvre le congrès par une virulente dénonciation de la dégradation généralisée des libertés civiles au Québec. Il met en garde ses membres contre les dangers que posent les dictatures, tant à l'échelle internationale que provinciale, aux droits des ouvriers et aux droits fondamentaux des citoyens.

Des assises comme celles-ci revêtent une importance capitale à une époque où nos camarades syndiqués meurent dans les prisons des états totalitaires, derrière le Rideau de Fer, en Espagne et en Argentine; [...] à une époque où dans bien des pays "libres", on remet tout en question, même les libertés civiles les plus chèrement acquises au cours de siècles de luttes. [...] En des temps pareils, des assises comme celles-ci sont un gage pour l'avenir, un encouragement pour ceux qui croient encore à la liberté d'expression et à la participation populaire à l'administration de la chose publique.¹⁶³

Le congrès de Champigny témoigne du consensus qui émerge parmi les membres et les dirigeants de la FUIQ en faveur de la défense de la démocratie et des libertés civiles. Dans un contexte où l'organisation mène également une campagne active en faveur du

¹⁶² AUQÀM, 85 P - Fonds de la FUIQ, 160/1, *Lettre de la FUIQ aux membres du Cabinet provincial (signé, Roméo Mathieu)*, 26 avril 1954; AUQÀM, 85 P - Fonds de la FUIQ, 640/17, Charles Devlin (licencié en droit, représentant du CCT), *Une loi réactionnaire*, 27 mars 1954.

¹⁶³ AUQÀM, 85 P - Fonds de la FUIQ, 640/14, *Discours du président, Convention annuelle de la FUIQ*, 5 juin 1954, p. 1. Lamoureux refait une partie de cette allocution « à tous ceux qui croient encore à la démocratie » à l'émission « La gamme des idées ». AUQÀM, 85 P - Fonds de la FUIQ, 160/31, « *La gamme des idées* », poste CJMS - entrevue avec R.J. Lamoureux et Philippe Vaillancourt et J-V Morin, 28 avril 1954, p. 5.

droit à l'égalité raciale et pour la reconnaissance de certains droits économiques et sociaux, l'idéal des droits humains défini dans la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 apparaît comme un instrument de mise en cohérence de ses luttes, dans le cadre de son combat contre un gouvernement farouchement opposé à cet idéal juridico-moral. À cette occasion, le Comité d'action politique (CAP) de la FUIQ soumet aux délégués son premier rapport dans lequel il recommande la préparation d'un manifeste qui énonce les « droits fondamentaux [revendiqués par les membres de la fédération] en tant que citoyens de la province de Québec et en tant que syndicalistes¹⁶⁴ ». Le programme politique présenté dans ce manifeste fera des droits humains et de la DUDH le cœur du programme politique de la fédération et de son combat pour la restauration des libertés civiles contre la dictature duplessiste.

4.3.2 La Déclaration universelle des droits de l'homme, un programme politique : le *Manifeste au peuple du Québec*

Débutant leurs travaux et leurs consultations en septembre 1954, les membres du « Comité du manifeste » de la FUIQ¹⁶⁵ présentent l'ébauche de ce document d'orientation politique au congrès annuel de leur fédération de mai 1955. Adopté à l'unanimité par les quelque 250 délégués, le *Manifeste au peuple du Québec* s'inspire directement des normes du droit international relatif aux droits de l'homme. Il affirme en effet d'entrée de jeu que « [I]es signataires de ce manifeste proclament leur foi dans les droits de l'homme tels que proclamés par les Nations Unies le 10 décembre 1948 ». Le texte se réfère au préambule et à plusieurs articles de cette déclaration pour condamner la loi du cadenas, les lois antisyndicales, les arrestations arbitraires et les entorses aux droits juridiques des ouvriers. Comme elle l'a fait à plusieurs reprises depuis sa

¹⁶⁴ AUQÀM, 85 P - Fonds de la FUIQ, 160/4, « Manifeste politique », *MEMO*, septembre 1954, p. 1.

¹⁶⁵ Ce comité est formé des membres les plus influents de la Fédération et du Conseil du travail de Montréal à l'époque, soit : Roméo Mathieu, Jacques-Victor Morin, Philippe Vaillancourt et William Dodge, auxquels s'ajouteront Romuald Lamoureux, Huguette Plamondon et Gérard Poirier. AUQÀM, 85 P - Fonds de la FUIQ, 160/4, *MEMO*, septembre 1954; AUQÀM, 85 P - Fonds de la FUIQ, 160/27, *Procès-verbaux de la réunion du Comité du Manifeste politique*, 12 juillet 1955.

fondation – notamment dans son mémoire de mars 1954 à la Commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels (Commission Tremblay)¹⁶⁶ – la FUIQ revendique également l'inscription dans la constitution canadienne d'une « déclaration des droits de l'homme conformément à la proclamation des Nations Unies »¹⁶⁷.

Adopté à l'unanimité par les quelque 250 délégués présents au congrès de FUIQ de 1955, ce *Manifeste* devient l'axe central des activités éducatives et politiques des syndicats industriels au Québec¹⁶⁸. Imprimé à 8 000 exemplaires, il est présenté par l'exécutif de la fédération comme le document duquel doivent s'inspirer « toutes ses attitudes politiques »¹⁶⁹. Ce document contribue à inscrire résolument les normes internationales des droits humains dans la *praxis* des syndicats industriels au Québec. Le secrétaire de la FUIQ, Jacques-Victor Morin, indique d'ailleurs très clairement la filiation entre le manifeste de la FUIQ et la DUDH dans une lettre qu'il adresse à King Gordon, un membre de la Division des droits de l'homme de l'Organisation des Nations unies¹⁷⁰.

Ce manifeste porte par ailleurs la marque de la pensée de ses principaux rédacteurs et de plusieurs alliés importants de la gauche sociale-démocrate de la province. La genèse de ce texte témoigne également de l'importance cruciale des membres de la profession juridique, proches des milieux ouvriers et du parti Co-Operative Commonwealth Federation, dans le processus de traduction des revendications des syndicats dans le

¹⁶⁶ AUQÀM, 159 P - Fonds Jacques-V. Morin, 630/8, *Mémoire de la Fédération des unions industrielles du Québec (Congrès canadien du travail) à la Commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels (Province de Québec), présenté à Montréal*, 10 mars 1954, 47 p.

¹⁶⁷ Le texte du *Manifeste* est reproduit en intégralité dans : Yvan Lamonde et Claude Corbo (dir.), *Le rouge et le bleu : une anthologie de la pensée politique au Québec de la Conquête à la Révolution tranquille*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1999, p. 488-496.

¹⁶⁸ AUQÀM, 85 P - Fonds de la FUIQ, 160/3, *Procès verbaux du Comité exécutif de la FUIQ*, 10 juin 1955, section 8.

¹⁶⁹ *Ibid.*; AUQÀM, 85 P - Fonds de la FUIQ, 160/27, *Procès-verbaux de la réunion du Comité du Manifeste politique*, 12 juillet 1955.

¹⁷⁰ AUQÀM, 85 P - Fonds de la FUIQ, 800 : 02/52, *Lettre de Jacques-V. Morin à Mr. King Gordon (Human Rights Department, ONU, N-Y)*, 30 juin 1955.

cadre discursif et normatif du droit international relatif aux droits de l'homme. Activement impliqué depuis le début des années 1950 dans les comités des droits de l'homme des syndicats internationaux au Canada, Jacques-Victor Morin, membre du comité du manifeste, est sans doute l'un de ceux qui a le plus contribué à promouvoir les principes de la DUDH dans les activités de la FUIQ, notamment à travers son implication au comité d'action politique et son rôle de directeur du service de l'éducation¹⁷¹. Les avocats Pierre Elliott Trudeau, Frank R. Scott et Eugène Forsey, également membres du comité de rédaction, ont pour leur part formulé sur plusieurs tribunes leurs positions en faveur d'une charte des droits fédérale depuis l'après-guerre¹⁷².

Le *Manifeste au peuple du Québec* de la FUIQ porte par ailleurs la marque de la pensée de l'un des militants les plus influents des milieux réformistes et de la gauche sociale-démocrate au Québec à l'époque, l'avocat Jacques Perrault¹⁷³. Dans la foulée de l'adoption des Bills 19 et 20, Perrault prend en effet une part active dans la lutte pour la défense des droits humains. Depuis quelques années déjà, il collabore étroitement avec les milieux syndicaux de la province sur plusieurs dossiers touchant les droits de l'homme et les libertés civiles. Impliqué avec Frank R. Scott dans des organisations de défense des droits humains; il aide notamment les syndicats internationaux dans certaines causes judiciaires impliquant des leaders ouvriers arrêtés ou emprisonnés en vertu de la loi du cadenas. Dénonçant activement la censure au Québec et les entorses aux libertés de conscience et d'expression, Perrault offre ses services juridiques dans

¹⁷¹ Mathieu Denis, *Jacques-Victor Morin, syndicaliste et éducateur populaire*, Montréal, VLB Éditeur, 2003, 251 p.; « Jacques-V. Morin Secrétaire à la F.U.I.Q. », *La Voix des Manuels*, janvier 1954, p. 1.

¹⁷² Notamment devant le Comité mixte chargé d'étudier la question des droits de l'homme et des libertés fondamentales de 1950, dans la *Revue canadienne du barreau* ou dans les nombreuses activités organisées par le Comité du travail contre l'intolérance de Montréal.

¹⁷³ Comme l'affirme dans ses mémoires Simone Monet-Chartrand, Perrault exerçait une influence profonde sur les milieux progressistes au Québec : « [...] un homme jeune, brillant, doué à tous les égards et professant des idées sociales audacieuses pour son temps nous avait un moment tous fait croire à l'imminence de la création d'un parti jeune et nouveau à l'image de nos aspirations. Cet homme s'appelait Jacques Perrault. », dans : Hélène Pelletier-Baillargeon, *Simone Monet-Chartrand : un héritage et des projets*, Québec, Fides, 1993, p. 41.

plusieurs poursuites intentés par des grévistes victimes de brutalités policières, notamment à Asbestos et Louiseville¹⁷⁴. Au lendemain de l'adoption du Manifeste politique de la FUIQ, ce dernier prononce une conférence publique sur les libertés civiles qui apparaît à l'époque comme l'un des réquisitoires les plus forts et les influents au Québec en faveur de l'adoption d'une charte fédérale des droits de l'homme. Prononcée dans le cadre des journées éducatives de la FUIQ, mais aussi du congrès annuel de la section québécoise du CCF et des célébrations organisées par le Conseil du travail de Montréal pour souligner le septième anniversaire de l'adoption de la DUDH¹⁷⁵, cette conférence est également reproduite en intégralité dans les pages du journal *Le Devoir*¹⁷⁶. Intitulé *Les libertés civiles, leur disparition ou leur survie*¹⁷⁷, ce plaidoyer en faveur de la reconnaissance des droits humains au Québec s'appuie largement sur le régime d'historicité des sociétés démocratiques modernes pour renvoyer dans le camp des réactionnaires les politiciens et les hommes d'Église réfractaires à cet idéal, qu'il présente comme le prolongement de la tradition judéo-chrétienne. Rappelant les obligations morales du Canada découlant de son adhésion à la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948, Perrault souligne par ailleurs que l'idéal des droits humains n'est pas défendu uniquement par des groupements isolés des milieux réformistes, mais par le « Canada tout entier comme membre de la Société

¹⁷⁴ Robert Comeau et Jean-François Nadeau, « Actions de Jacques Perrault », dans Alain-G. Gagnon et Michel Sarra-Bournet (dir.), *Duplessis : entre la grande noirceur et la société libérale*, Montréal, Éditions Québec Amérique, 1997, p. 121-144; Thérèse-F. Casgrain, *Une femme chez les hommes*, Montréal, Éditions du Jour, 1971, p. 190-191; Kent Rowley, « C'était un vaillant défenseur des droits des ouvriers... Un hommage à Jacques Perrault », *supplément au Bulletin du CCT, publié par le Conseil canadien du textile*, 10 juin 1957; « Perrault, grève de l'amiante, brutalité policière », *Le Travail*, 29 mai 1953, p. 1-8; « Condoléances à la famille de Me Jacques Perrault », *Le Travail*, 10 mai 1957, p. 2.

¹⁷⁵ « Le Conseil du travail fête le 7e anniversaire des droits de l'homme », *Les Nouvelles ouvrières*, janvier 1956, p. 2.

¹⁷⁶ Jacques Perrault, « Les libertés civiles dans le Québec », *Le Devoir*, 30 août 1955, p. 4; « La démocratie en péril. Les libertés civiles dans la province de Québec », *Le Devoir*, 31 août 1955, p. 4.

¹⁷⁷ AUQÀM. 85 P - Fonds de la FUIQ, 800:02/24, Jacques Perrault, « *Les libertés civiles, leur disparition ou leur survie* », *Causerie prononcée par Me Jacques Perrault, LL.D., à la clôture des Journées d'études du Congrès Canadien du Travail tenues à l'Université de Montréal*, 13 février 1955. Cette conférence est reproduite dans : Me Jacques Perrault, « Les libertés civiles, leur disparition ou leur survie », *Les Nouvelles ouvrières*, février 1955, p. 3-4.

Internationale »¹⁷⁸. À travers ces actions militantes, Jacques Perrault participe de fait à consolider le consensus qui émerge à la FUIQ et dans la mouvance sociale-démocrate au Québec en faveur de l'adaptation des cadres juridiques canadien et québécois aux normes du droit international relatif aux droits de l'homme. Le *Manifeste au peuple du Québec* apparaît ainsi comme le résultat de l'évolution idéologique entamée depuis l'après-guerre par les militants sociodémocrates au Québec et comme une étape cruciale dans la mise en pratique concrète de l'idéal abstrait des droits humains dans le cadre de leur combat contre le duplessisme.

4.3.3 La FUIQ et la contestation judiciaire de la loi du cadenas

Dans un contexte où le gouvernement provincial refuse obstinément de répondre aux demandes qui lui sont adressées par la FUIQ et par ses alliés en matière de reconnaissance des libertés civiles, la voie des tribunaux apparaît de plus en plus comme une avenue pertinente. Cela est d'autant plus vrai que, depuis le début de la décennie 1950, la Cour suprême du Canada a rendu plusieurs jugements historiques en matière de protection des libertés civiles, notamment dans des causes impliquant Duplessis et les Témoins de Jéhovah¹⁷⁹. Les dirigeants de la FUIQ suivent donc de près l'initiative orchestrée en 1954 par l'Union des libertés civiles de Montréal (ULC) pour faire déclarer inconstitutionnelle la loi du cadenas par ce tribunal, dans la cause *Switzman c. Elbing*¹⁸⁰. Fondée six ans plus tôt à Montréal, l'ULC se présente comme « une association libre de citoyens, luttant contre toute discrimination raciale, politique,

¹⁷⁸ Jacques Perrault, « Les libertés civiles... », p. 4.

¹⁷⁹ Notamment : *Boucher c. le Roi*, [1951] RCS 265, 2 DLR 369; CSC, *Saumur c. Québec (Ville de)*, [1953] 2 S.C.R. 299.

¹⁸⁰ L'affaire *Switzman* remonte à janvier 1947 : Freda Elbing, propriétaire d'un immeuble de l'avenue du Parc, à Montréal, intente un procès contre son locataire John Switzman, qu'elle accuse d'utiliser son logement comme lieu de rassemblement communiste. Switzman conteste la validité constitutionnelle de la loi du cadenas, arguant qu'elle outrepassse les compétences législatives provinciales et qu'elle porte atteinte à sa liberté d'expression. Il perd sa cause devant les tribunaux de première instance. Le juge George Barclay de la Cour du Banc du Roi enregistre sa dissidence en 1954, ouvrant ainsi la possibilité de porter cette cause en appel devant la plus haute instance judiciaire au pays. *Switzman c. Elbing*, [1957] R.C.S. 285.

religieuse ou autre, et pour la liberté et la démocratie »¹⁸¹. Elle regroupe principalement des militants de la gauche radicale, mais compte également dans ses rangs certains membres « respectables » de l'élite protestante et libérale réformiste montréalaise¹⁸². En 1954, cette organisation met sur pied un fonds de collecte avec pour objectif d'amasser 10 000 \$ pour demander à la plus haute instance judiciaire au pays qu'elle déclare cette loi inconstitutionnelle.

À compter de novembre 1954, l'Union des libertés civiles de Montréal lance plusieurs appels aux syndicats internationaux du Québec¹⁸³ pour leur demander de cotiser au *Fonds de fiducie pour contester la loi du cadenas*. Dans leur correspondance, ses dirigeants insistent principalement sur l'intérêt spécifique qu'a le mouvement ouvrier, en tant que principale victime des politiques répressives de Duplessis, d'appuyer leur action judiciaire. Ils rappellent également que cette démarche s'inscrit dans la tradition militante de la FUIQ qui « depuis plusieurs années déjà [...] lutte pour une Déclaration des Droits du Citoyen »¹⁸⁴. Dans un dépliant qu'elle fournit aux membres de la FUIQ, intitulé *La Loi du Cadenas vous menace!*¹⁸⁵, l'ULC rappelle par ailleurs les principales entorses aux droits des ouvriers, dont les bills 19 et 20 et les abus commis par la police provinciale lors des grèves d'Asbestos, de Louiseville, de Valleyfield et d'autres¹⁸⁶. Inscrivant sa démarche dans le prolongement des luttes historiques pour la conquête des

¹⁸¹ AUQÀM, 85 P - Fonds de la FUIQ, 800 : 02/53, Normandin, Paul, M.E., *La Loi du Cadenas vous menace!*, 1955, p. 25.

¹⁸² « Les unions combattent la loi du cadenas », *Les Nouvelles ouvrières*, février 1956, p. 2. La présence de membres communistes au sein de l'ULC constitue alors un obstacle majeur au recrutement et à la création d'alliances. C'est ce qui explique que Frank Scott, qui devient en 1956 l'un des avocats de Switzman, demande initialement que son nom ne figure sur aucun document officiel de l'organisation. Ross Lambertson, *Repression and Resistance: Canadian Human Rights Activists, 1930-1960*, Toronto, University of Toronto Press, 2005, p. 274-277.

¹⁸³ Il semble en effet que l'ULC n'ait jamais pris contact officiellement avec la CTCC. Il faut dire que la centrale catholique n'a jamais pris position contre la loi du cadenas. AUQÀM, 85 P - Fonds de la FUIQ, 800 : 02/53, *Communiqué de l'ULC - Appel aux unionistes*.

¹⁸⁴ AUQÀM, 85 P - Fonds de la FUIQ, 800 : 02/53, *Lettre de l'Union des Libertés Civiles à la Fédération provinciale des unions industrielles (CIO-CCT)*, 3 décembre 1954.

¹⁸⁵ AUQÀM, 85 P - Fonds de la FUIQ, 800 : 02/53, Paul Normandin, *La Loi du Cadenas...*

¹⁸⁶ *Ibid.*, p. 11-12.

libertés civiles dans les sociétés occidentales modernes, l'ULC dénonce par ailleurs le rejet exprimé par Duplessis des « principes de liberté, d'égalité et de fraternité de la Révolution française »¹⁸⁷.

Bien que cette organisation milite elle aussi contre les bills 19 et 20, pour l'abrogation de la loi du cadenas et pour la reconnaissance des libertés civiles, les dirigeants de la FUIQ hésitent dans un premier temps à l'appuyer officiellement. Dans l'ensemble du Canada, la division idéologique entre communistes et non-communistes reste le principal obstacle à la création d'alliances entre les militants des droits humains, et cette division explique également les réticences de la FUIQ à s'allier formellement à l'ULC. Au Québec, de plus, la présomption de tolérance à l'égard des communistes est le principal argument qu'invoque Duplessis pour justifier ses lois répressives. Cette division idéologique propre au contexte de guerre froide fait en sorte que la FUIQ refuse dans un premier temps d'appuyer la requête de l'ULC, en même temps qu'elle confie à un comité interne le soin d'enquêter sur cette organisation qu'elle soupçonne d'être un paravent pour des organisations communistes¹⁸⁸.

Il faut ainsi attendre plus d'un an avant que la FUIQ décide, au début de l'année 1956, de souscrire publiquement au *Fonds de fiducie*. Fait intéressant, ce changement d'attitude se produit au moment où les alliés de longue date de la fédération, Frank R. Scott et Jacques Perrault, acceptent de se joindre à l'avocat principal dans ce dossier, Abraham Feiner, pour porter la cause de John Switzman en appel devant la Cour suprême¹⁸⁹. La FUIQ annonce officiellement cette décision dans son journal *Les*

¹⁸⁷ Celui-ci cite Maurice Duplessis lors du grand banquet des gardiens du Sanctuaire du Cap-de-la-Madeleine en 1951 : « Les principes de liberté, d'égalité et de fraternité de la révolution française nous paraissent faux et vains ». Pour la citation véritable, consulter : « La dévotion à Marie est notre meilleure richesse... », *La Presse*, 16 août 1951, p. 12.

¹⁸⁸ Voir la correspondance de janvier 1955 entre Norman S. Dowd (secrétaire-exécutif du CCT) à R. Mathieu (secrétaire de la FUIQ), AUQÀM, 85 P - Fonds de la FUIQ, 800 : 02/53.; AUQÀM. 85 P - Fonds de la FUIQ, 160/1, *Procès verbaux du Comité exécutif de la FUIQ*, 13 décembre 1954.

¹⁸⁹ En 1956, les représentants du Fonds de fiducie lancent un « appel urgent » à la FUIQ, dans lequel ils mentionnent que la requête est déposée en Cour suprême et que Scott et Perrault sont désormais

Nouvelles ouvrières, en insistant sur la campagne qu'elle mène depuis sa fondation pour la promotion des droits de l'homme et la défense de la dignité humaine¹⁹⁰. Exposant à ses membres les raisons de cette décision, le secrétaire Roméo Mathieu souligne pour sa part que les membres de son organisation ont depuis longtemps milité « pour le rappel de cette loi qu'ils considèrent de nature dictatoriale et contraire à la proclamation universelle des droits de l'homme »¹⁹¹. En 1957, la Cour suprême du Canada se rend aux arguments de John Switzman et des avocats Feiner, Scott et Perrault, en déclarant la loi du cadenas anticonstitutionnelle et *ultra vires*, sous prétexte qu'elle concerne le droit criminel et qu'elle empiète sur les compétences législatives du gouvernement fédéral¹⁹².

4.3.4 Les droits de l'homme : arme de combat contre Duplessis

Aux yeux des militants des syndicats industriels du Québec, cependant, cette victoire juridique est de faible portée. En ce milieu de décennie 1950, leur principal objectif est en effet de provoquer la défaite électorale du gouvernement de l'Union nationale, en poste à Québec depuis 1944. Depuis plusieurs années déjà, on évoque au Québec, dans les milieux syndicaux industriels, la possibilité de créer un troisième parti politique d'inspiration socialiste capable d'offrir une véritable alternative aux deux partis traditionnels de la province, le Parti libéral et à l'Union nationale. Dans la seconde moitié des années 1950, cette question soulève d'importants débats, d'une part entre ceux qui affirment leur appui au parti CCF sur le plan fédéral et ceux qui militent pour la création d'un nouveau parti provincial et, d'autre part entre ceux qui soutiennent la formation d'un parti socialiste proche du mouvement ouvrier et ceux qui appuient plutôt l'idée d'une coalition regroupant l'ensemble des forces pro-démocratiques opposées à

« conseillers légaux » dans cette cause. AUQÀM, 85 P - Fonds de la FUIQ, 800 : 02/53, *Lettre du Fonds de Fiducie pour contester la Loi du Cadenas à Roméo Mathieu*, 16 janvier 1956.

¹⁹⁰ « Ce qui se passe à la F.U.I.Q. », *Les Nouvelles ouvrières*, février 1956, p. 3; « Les unions combattent la loi du cadenas », *Les Nouvelles ouvrières*, février 1956, p. 2; AUQÀM, 85 P - Fonds de la FUIQ, 640/30, *Rapport du secrétaire général au Congrès annuel de la FUIQ, cinquième convention annuelle, Québec, les 13 et 14 février 1957*, 13 février 1957.

¹⁹¹ « La F.U.I.Q. contre la loi du cadenas », *Les Nouvelles ouvrières*, 3 mars 1956, p. 4.

¹⁹² CSC, *Switzman c. Elbing*, [1957] R.C.S. 285.

Duplessis. Ces éléments de dissensions sont importants dans la mesure ils constituent deux des principaux obstacles à l'unification des forces engagés dans le mouvement pour la restauration des libertés civiles au Québec dans la seconde moitié des années 1950.

Les leaders de la FUIQ prennent une part très active dans ce débat. Ils sont conscients des difficultés qu'a le CCF de s'implanter au Québec, mais aussi des obstacles auxquels se butent les délégués québécois à faire valoir les aspirations nationales du Québec et le respect du bilinguisme au sein de cette formation politique canadienne. C'est dans ce contexte d'ailleurs qu'en 1955, à la demande de Thérèse Casgrain, chef de son aile québécoise, le CCF se pare de la nouvelle épithète francophone de Parti social-démocratique du Canada (PSD), afin de faciliter le travail de recrutement et de propagande auprès des Canadiens français¹⁹³.

Au moment où la FUIQ adopte son *Manifeste au peuple du Québec*, en 1955, le projet de création d'un parti socialiste provincial divise profondément les membres et l'équipe dirigeante de cette fédération. Alors que la majorité des membres du Comité du Manifeste recommandent la création d'un troisième parti provincial, William Dodge, appuyé par la présidente du PSD Thérèse Casgrain et par le président de la FUIQ Romuald Lamoureux¹⁹⁴, croit pour sa part que sa fédération doit suivre les directives du Congrès canadien du travail et appuyer le CCF-PSD¹⁹⁵. La majorité des délégués au congrès de 1955 votent ainsi en faveur du *Manifeste*, mais rejette la solution de créer un troisième parti provincial. Les membres de la FUIQ réitèrent de fait leur appui au CCF,

¹⁹³ Sur les scissions au sein du PSD au sujet de la question nationale, consulter : André Lamoureux, *Le NPD et le Québec : 1958-1985*, Montréal, Éditions du Parc, 1985, p. 52-58.

¹⁹⁴ Jacques-V. Morin affirme que c'est Lamoureux qui a fait déraiper le projet de création d'un parti provincial. Mathieu Denis, *Jacques-Victor Morin, syndicaliste et éducateur populaire*, Montréal, VLB Éditeur, 2003, p. 122.

¹⁹⁵ AUQÂM, 85 P - Fonds de la FUIQ, 160/27, Comité du Manifeste politique, *Conclusions (majoritaires) et Conclusions (minoritaires)*.

en se contentant de souligner l'importance d'approfondir le travail d'éducation politique de ses membres dans la province de Québec.

a) La création de la Ligue d'action socialiste

À défaut de fonder un nouveau parti politique, un groupe de 24 personnalités influentes de la gauche sociale-démocrate issue de la FUIQ et de l'aile québécoise du CCF créent en février 1956 la Ligue d'action socialiste (LAS). Cette organisation a d'abord pour but premier de faire de l'éducation populaire et ouvrière sur le plan provincial, dans une perspective à la fois socialiste et démocratique¹⁹⁶. Directement inspiré des principes formulés dans le *Manifeste au peuple du Québec* de 1955, le programme socialiste et démocratique de la LAS accorde une importance cruciale à la préservation des libertés civiles, considérée par ses membres comme le signe qui les distingue de l'idéologie et de la pratique des dictatures communistes derrière le rideau de fer. Au moment de leur adhésion, ses membres doivent ainsi affirmer leur soutien à l'idée que « le socialisme ne peut se réaliser au détriment des libertés civiles conquises par les peuples depuis les grandes révolutions modernes »¹⁹⁷. Dans le contexte de la guerre froide, les militants socialistes de la FUIQ cherchent à prendre leurs distances des dictatures socialistes du bloc de l'Est en inscrivant résolument leur projet politique dans le prolongement de la tradition libérale des sociétés démocratiques modernes. Rejetant toutefois la conception libérale et individualiste des « droits de l'homme », ces derniers font la promotion d'une conception plus sociale et plus égalitariste de ces droits fondée sur la reconnaissance des

¹⁹⁶ La L.A.S. est fondée notamment sous l'instigation de Roméo Mathieu et de Jacques-Victor Morin et compte 24 membres, parmi lesquels se retrouvent des personnalités influentes de la gauche sociale-démocrate du Québec. AUQÀM, 145 P - Fonds de la Ligue d'action socialiste, 112/1, *Constitution de la Ligue d'action socialiste*, 1956, 4 p. AUQÀM, 145 P - Fonds de la Ligue d'action socialiste, 112/1, *Constitution de la Ligue d'action socialiste*, 1956, 4 p. Pour les autres membres, consulter : AUQÀM, 145 P - Fonds de la Ligue d'action socialiste, 162/1, *Procès-verbaux de l'assemblée de fondation de la LAS, tenue à l'Hôtel Mont-Royal*, 20 février, 1956, p. 3-8; AUQÀM, 145 P - Fonds de la Ligue d'action socialiste, 162/1, *Procès-verbal de l'assemblée générale de la LAS tenue au Moose Hall*, 15 mars 1956, p. 9-13. AUQÀM, 85 P - Fonds de la FUIQ, 640/30, *Aperçu de l'histoire politique de la FUIQ*, 20 janvier 1957, p. 2.

¹⁹⁷ AUQÀM, 85 P - Fonds de la FUIQ, 800 : 02/48, sans titre [Déclaration d'adhésion à la L.A.S.], s.d. [1957], p. 7.

droits économiques, sociaux et culturels. La Déclaration universelle des droits de l'homme apparaît de ce point de vue comme un instrument de légitimation de première importance pour ces militants, dans la mesure où ce document – accepté par l'ensemble des démocraties occidentales – affirme à la fois la nécessité de préserver les libertés civiles et politiques et de promouvoir les droits économiques, sociaux et culturels. C'est pourquoi la DUDH constitue, comme dans le manifeste politique de la FUIQ, l'un des socles doctrinaux fondamentaux du programme de la Ligue d'action socialiste.

b) Libéralisme, socialisme et catholicisme : la coalition des forces pro-démocratiques et les droits humains

Dans le contexte des débats au sujet de la sauvegarde de la démocratie contre la « dictature » duplessiste, des tensions importantes émergent toutefois entre ces militants socialistes et certains membres de la frange plus libérale du courant réformiste, qui considère que la priorité des militants antiduplessisme doit être s'assurer la sauvegarde des libertés civiles. En effet, plusieurs des tentatives de regroupement des forces réformistes initiées dans la seconde moitié des années 1950 achoppent à cause de cette opposition fondamentale entre les tenants d'une conception libérale des droits humains et ceux qui défendent une conception sociale-démocrate. Pendant un temps toutefois, l'implication de ces deux groupes dans le mouvement pour la restauration des libertés civiles laisse présager une possible alliance de l'ensemble des forces pro-démocratiques.

Celle-ci prend la forme d'un regroupement formé en 1956 : le *Rassemblement*. Au début de l'année 1956, les militants de la FUIQ qui soutiennent le Parti Social-démocratique du Canada et ceux de la LAS se joignent, pour un temps, à ce nouveau groupement citoyen créé à l'initiative de Pierre Elliot Trudeau, de Jacques Perrault, de plusieurs collaborateurs de la revue *Cité libre* et de dirigeants de la CTCC et de la FUIQ. Le *Rassemblement* se présente alors comme un mouvement d'éducation et d'action

démocratiques indépendant de tout parti politique¹⁹⁸. Il regroupe dès sa fondation quelques-uns des principaux militants et intellectuels des milieux journalistiques, du mouvement ouvrier, du monde universitaire et des cercles libéraux réformistes et néo-nationalistes de la province¹⁹⁹.

Au-delà des divergences idéologiques et stratégiques qui opposent les membres du *Rassemblement*, le principal objectif de la coalition la restauration de la démocratie et des droits de l'homme, deux principes inscrits en grosses lettres dans le premier document énonçant les buts et objectifs de l'association²⁰⁰. Directement inspirée du *Manifeste de Joliette*, la *Déclaration de principes* du *Rassemblement* contient une section intitulée « Déclaration des droits fondamentaux du citoyen », qui reprend elle aussi presque intégralement le texte de la DUDH de 1948²⁰¹. Comme l'affirment les porte-parole de ce regroupement : « Cette déclaration de principes s'inspire tout d'abord des principaux articles de la Déclaration des Droits de l'Homme telle qu'adoptée par les Nations Unies. [Elle] tire ensuite des conclusions et des conséquences applicables chez nous sur le plan politique, économique, social, éducatif et national et international.²⁰²» Son principal instigateur, Pierre Elliott Trudeau, soutient également que la DUDH constitue dès le départ l'un des seuls points de convergence des forces progressistes

¹⁹⁸ AUQÀM, 85 P - Fonds de la FUIQ, 800 : 02/48, *Déclaration de l'exécutif général du Rassemblement (précisions sur la nature et les buts du mouvement)*; AUQÀM, 145 P - Fonds de la Ligue d'action socialiste, 162/1, *Procès-verbal de l'assemblée générale de la Ligue d'Action Socialiste*, 18 mars 1957, p. 51-55. *Rassemblement*, « Extraits de la Constitution », dans : Roch Denis, *Luttes de classes et question nationale, 1948-1968*; Dorval Brunelle, *Les trois colombes. Essai*, Montréal, VLB Éditeur, 1985, p. 128.

¹⁹⁹ Parmi eux, on retrouve notamment Pierre Dansereau (prés.), Pierre-Elliott Trudeau (vice-président), Jean-Paul Lefebvre (secrétaire), Arthur Tremblay, Cyrias Ouellet, Huguette Plamondon, Guy Hamel, Jacques Hébert, André Laurendeau, Jacques Marin et Gérard Pelletie. « Naissance d'un nouveau mouvement politique », *Le Devoir*, 10 septembre 1956, p. 5; AUQÀM, 85 P - Fonds de la FUIQ, 800 : 02/48, *Pourquoi j'adhère au Rassemblement*.

²⁰⁰ *Déclaration de l'exécutif général du Rassemblement...*

²⁰¹ AUQÀM, 85 P - Fonds de la FUIQ, 800 : 02/48, *Rassemblement, Déclaration des droits fondamentaux du citoyen - Annexe à la Constitution du Rassemblement (2e partie)*, s.d. [1956].

²⁰² « “Le Rassemblement”, un instrument politique contrôlé par les citoyens, pour les citoyens », *Le Travail*, 28 septembre 1956, p. 6.

regroupées dans cette association²⁰³. La place centrale de cette déclaration dans le programme politique du *Rassemblement* témoigne de la diffusion importante du discours des droits humains, non seulement dans les milieux syndicaux et socialistes, mais dans l'ensemble des cercles réformistes au Québec, dans la seconde moitié des années 1950.

Malgré ce consensus théorique autour de l'idéal des droits humains, les débats qui animent les membres du *Rassemblement* exposent les divergences profondes qui existent au sein des forces réformistes au sujet de la définition de ces droits et de leur possible adaptation au contexte spécifique du Québec. Ces débats concernent, d'un côté, la possible conciliation entre les « droits de l'homme » et les préceptes fondamentaux de la doctrine catholique et, de l'autre, l'arrimage complexe entre la protection des droits individuels et le respect des droits collectifs des Canadiens français. Ce débat éclate dans le cadre d'un congrès spécial tenu à Montréal au début de l'année 1957, dédié à l'étude de la *Déclaration de principes* du *Rassemblement*²⁰⁴. À ce congrès, une résolution présentée par le fondateur de la section de Magog, Germain Rivard, soutient que la section « Déclaration des droits fondamentaux du citoyen » de la *Déclaration de principes* de cette organisation ne peut s'appliquer directement au contexte spécifique du Canada. Celui-ci dénonce en particulier le fait que ce document, qui s'appuie entièrement sur le texte de la DUDH, « ne fait aucune mention ou référence à un Plan Supérieur » et qu'il s'appuie sur une conception individualiste et matérialiste qui ne permet pas de protéger les droits de l'homme « dans toute l'acceptation [sic] du mot »²⁰⁵. Cette résolution affirme également que la DUDH s'adresse « à une multitude très disparate de peuples » et qu'elle ne peut pas « définir les droits et les libertés de l'homme dans le contexte d'une civilisation chrétienne et démocratique, telle qu'il en

²⁰³ Trudeau affirme : « Nous n'avons pas d'objectifs immédiats ou d'idées préconçues [...] les seuls préjugés que nous ayons sont ceux de notre constitution et de notre déclaration des droits fondamentaux du citoyen. Laquelle, vous le savez, s'inspire étroitement de la déclaration des droits de l'homme de la Charte des Nations Unies. Pour le reste, notre but en est un d'éducation... », dans : Claude Forget, « Le Rassemblement », *QL*, 25 octobre 1956, p. 9.

²⁰⁴ *Ibid.*, p. 9.

²⁰⁵ AUQÀM. 85 P - Fonds de la FUIQ, 800:02/48, [s.t.,] *Bulletin du Rassemblement*, avril 1957, p. 7.

existe une au Canada ». Les discussions qui opposent alors les membres du *Rassemblement* font écho aux débats qui ont agité les rédacteurs de la DUDH et les pourparlers nationaux et internationaux depuis l'après-guerre au sujet de l'origine divine des droits humains et de leur possible conciliation avec la doctrine chrétienne²⁰⁶. Il semble également que cette résistance soit liée à la problématique de l'arrimage des droits individuels et la protection des droits collectifs des Canadiens français au sein de l'ensemble canadien²⁰⁷. Ces débats témoignent plus fondamentalement du fossé important qui existe entre l'adhésion de principe aux idéaux abstraits du droit international et la réalité concrète de l'internalisation de ces normes dans des contextes locaux spécifiques.

Loin de représenter l'expression d'une opposition marginale au sein du *Rassemblement*, cette résolution est adoptée à la majorité par ses membres réunis en assemblée plénière. Ces derniers affirment toutefois leur adhésion aux principes de la DUDH, mais dans le cadre strict du contexte international qui est son champ d'application. La résolution finale demande en effet « que le Rassemblement réitère son adhésion à la Déclaration universelle des droits de l'homme, dans le contexte des Nations-Unies, et qu'il se serve du document dit "Déclaration des droits fondamentaux du citoyen" comme instrument d'étude, mais sans le considérer partie intégrante de la Déclaration de principes du Rassemblement²⁰⁸ ». Cette opposition démontre, de fait, que la préservation de la culture catholique et la défense des droits collectifs des Canadiens constituent, pour une partie de la frange réformiste, un obstacle à l'internalisation des normes du droit international au contexte spécifique du Québec des années 1950. Ainsi, comme l'avaient fait les délégués de la FUIQ pour le *Manifeste au peuple du Québec*, la « Déclaration des

²⁰⁶ Voir notamment : George Egerton, « Entering the Age of Human Rights: Religion, Politics, and Canadian Liberalism, 1945-50 », *The Canadian Historical Review*, vol. 85, no 3, septembre 2004, p. 451-480.

²⁰⁷ Voir le rapport du Congrès spécial des 30 et 31 mars 1957 : AUQÀM. 85 P - Fonds de la FUIQ, 800 : 02/48, *Bulletin du Rassemblement*, avril 1957, p. 4-9.

²⁰⁸ *Ibid.*, résolution #4.

droits » du *Rassemblement* est finalement reléguée au statut de simple instrument d'éducation civique.

Malgré les réticences d'une majorité de leurs membres, les dirigeants du *Rassemblement* font de l'idéal des droits humains l'un des axes centraux de leurs activités et des cadres discursifs principaux de leurs prises de position publiques. Ce regroupement organise en effet plusieurs conférences sur le thème des droits de l'homme et milite activement contre la loi du cadenas, contre les Bills 19 et 20 et pour la restauration des libertés démocratiques au Québec²⁰⁹. Ses dirigeants définissent également celui-ci comme véritable chien de garde des libertés civiles : « Chaque fois que les droits civils seront violés, soit au Canada, dans la province et même sur les plans inférieurs, affirme Pierre Dansereau, son président, le *Rassemblement* élèvera la voix pour faire entendre la voix du droit et de la justice »²¹⁰. Lors de son congrès de 1957, ses membres mettent par ailleurs sur pied une « Commission des libertés civiles » chargée d'enquêter sur les entorses aux droits fondamentaux des citoyens de la province²¹¹.

Malgré ce consensus autour d'un programme commun fondé sur les idéaux abstraits des droits humains, le *Rassemblement* est très vite miné de l'intérieur par d'importantes scissions idéologiques et stratégiques. Ces dissensions concernent principalement l'opposition, mentionnée précédemment, entre les tenants d'une conception libérale des droits humains, fondée sur la reconnaissance des libertés civiles, et les membres de la frange socialiste qui croient que la défense des libertés civiles est insuffisante sans la reconnaissance des droits économiques, sociaux et culturels. À la fin de l'année 1957, les militants socialistes de la FUIQ, de la LAS et du PSD quittent en effet en masse le

²⁰⁹ *Ibid.*, p. 9; AUQÀM. 85 P - Fonds de la FUIQ, 800 : 02/48, *Bulletin du Rassemblement*, novembre 1957.

²¹⁰ « "Le Rassemblement", un instrument politique contrôlé par les citoyens, pour les citoyens », *Le Travail*, 28 septembre 1956, p. 6. « Les droits démocratiques des citoyens ont été restreints selon LE RASSEMBLEMENT », *Le Travail*, 7 février 1958, p. 3.

²¹¹ ANC. Fonds JLCC, MG28 V75 34 - 16, *Report of the Montreal Secretary - Dec. 1957*.

*Rassemblement*²¹². Ces derniers s'opposent alors à la vision défendue par Pierre Elliott Trudeau, qui souhaite faire de ce regroupement le lieu de convergence de l'ensemble des forces démocratiques opposées au régime duplessiste, incluant les adversaires de tendance libérale opposés aux revendications sociales des militants socialistes. Au cœur de cet enjeu, se dessine plus globalement l'opposition irréductible entre les tenants de la démocratie libérale, proposée par Trudeau et ses alliés, et les défenseurs d'une démocratie sociale et économique, regroupés principalement à la FUIQ, à la LAS et au PSD.

Cette scission est consommée peu avant le congrès du *Rassemblement* de novembre 1958, au moment où Trudeau publie dans la revue *Cité Libre* un article intitulé « Le manifeste démocratique »²¹³. Ce manifeste est à l'origine de la création de l'*Union des forces démocratiques*, une organisation semblable au *Rassemblement*, mais qui propose de rassembler l'ensemble des forces d'opposition au duplessisme autour du cri de ralliement « La démocratie d'abord! »²¹⁴. Dans ce texte, Trudeau reproche aux socialistes et aux « ouvriéristes » du Québec de ne pas participer activement à

²¹² Jacques-Yvan Morin expliquera plus tard que l'échec de ce regroupement est avant tout lié au fait que Trudeau, Marchand et Pelletier ont « saboté de l'intérieur » le mouvement en ouvrant la porte aux militants de tendance libérale. Trudeau affirme pour sa part que cet échec est dû aux positions des membres de l'aile socialiste du mouvement qui ont « refusé si obstinément toute formule de rassemblement qui ne fût pas la réplique exacte du PSD » Cités dans : Mathieu Denis et al., *Jacques-Victor Morin...*, p. 126 et Pierre Elliott Trudeau. « Un manifeste démocratique », *Cité libre*, 22, octobre 1958, p. 1-31. Voir aussi : AUQÀM. 145 P - Fonds de la Ligue d'action socialiste, 162/1, *Assemblée régulière, tenue à 2020 rue Clark*, 22 mai 1956, p. 22; AUQÀM, 145 P - Fonds de la Ligue d'action socialiste, 720/1, *Aux membres de la LAS. Document confidentiel. (lettre de démission de Jacques V. Morin, Montréal, le 16 octobre 1957)*, p. 1.

²¹³ Pierre Elliott Trudeau. « Un manifeste... », p. 1-31.

²¹⁴ Trudeau affirme en effet que « la réforme la plus importante, parce qu'elle rend toutes les autres possibles, c'est l'instauration d'une démocratie authentique et véritable. [...] Démocratie d'abord! Tel doit être le cri de ralliement de tous les éléments réformistes du Québec. » *Ibid.*, p. 1. Voir également : « L'Union des forces démocratiques est saluée avec espoir », *Le Travail*, 21 novembre 1958, p. 5; M. D. Behiels, *Prelude to Quebec's Quiet Revolution : Liberalism versus Neo-Nationalism, 1945-1960*, Montréal et Kingston, McGill Queens Univ Press, 1985, p. 354 et suiv.

l'instauration de la démocratie libérale, trop préoccupés qu'ils sont par l'instauration de leur projet socialiste²¹⁵.

Pour leur part, les membres du PSD et de la nouvelle Fédération du travail du Québec (FTQ) – formée à la fin de l'année 1957 par la fusion entre la FUIQ et la Fédération provinciale du travail du Québec – refusent la main tendue par Trudeau et par la direction du *Rassemblement* pour former une coalition en faveur d'un programme minimum de restauration démocratique. De fait, si tous s'entendent pour critiquer l'état déplorable de la démocratie, des droits humains et des libertés civiles au Québec, les militants de la frange socialiste dénoncent unanimement les insuffisances du projet libéral proposé par Trudeau et par ses alliés, qui place au second rang la reconnaissance des droits sociaux²¹⁶.

c) Entre droit des peuples et droits de la personne : la *Charte des droits de l'homme pour l'État libre du Québec*

En même temps qu'ils prennent leurs distances face aux tenants de la conception libérale de la démocratie et des droits humains, les dirigeants de la FTQ se montrent de plus en plus critiques au parti politique fédéral considéré par les syndicats industriels au Canada comme l'arme politique de la classe ouvrière, soit le CCF (futur Nouveau parti démocratique, NPD). Ils reprochent en effet à ses militants d'être peu sensibles aux

²¹⁵ Trudeau rappelle par ailleurs l'une de ses principales thèses développée dès le milieu des années 1950 à propos du déficit d'esprit démocratique des Canadiens français et sur la nécessité de faire une révolution démocratique préalable à toute autre révolution au Québec. Pierre Elliott Trudeau, « Un manifeste démocratique », p. 86-114. Bien qu'il consente que la démocratie libérale, incapable de « satisfaire nos exigences grandissantes pour la justice et la liberté [...], devra évoluer vers des formes de démocratie sociale », Trudeau appelle d'abord à l'unification de tous les démocrates militant pour le renversement du régime duplessiste. Voir également : Conférence Mignault, Pierre Elliott Trudeau, « Obstacles à la démocratie dans le Québec, 10 décembre », *QL*, 2 décembre 1954; « Some Obstacles to Democracy in Quebec », *Canadian Journal of Economics and Political Science*, vol. 24, août 1958 : p. 297-311; Simon Paré, « Pierre Elliot Trudeau et la démocratie », *QL*, 4 décembre 1958, p. 2. Voir son allocution à ce sujet à l'ICAP en 1954 : AUQÀM, 85 P - Fonds de la FUIQ, 800 : 02/13, *Rapport de la Première Conférence Annuelle de l'Institut Canadien des Affaires Publiques*, « Le peuple souverain », Ste-Marguerite, 29 septembre au 2 octobre 1954, 29 septembre 1954, p. 36-39.

²¹⁶ Roch Denis, *Luttes de classes et question nationale, 1948-1968*, Montréal, Les Presses socialistes internationales; Paris, Études et documentation internationales, 1979, p. 195.

revendications de leurs délégués québécois; plus précisément de ne pas être attentifs à l'importance que les Canadiens français accordent à la défense du bilinguisme, à la reconnaissance des droits des francophones et au caractère distinct de la nation québécoise. Ces débats, qui secouent le CCF-NPD entre 1958 et 1963 principalement, s'inscrivent dans le contexte des combats contre les discriminations des francophones en emploi, de la montée du mouvement souverainiste au Québec, incarnée notamment par la création du Rassemblement pour l'indépendance nationale en 1960, puis de l'émergence du mouvement de décolonisation porté notamment par le Front de Libération du Québec, fondé trois ans plus tard²¹⁷. Dans ce contexte, les dirigeants de la frange la plus nationaliste de l'aile québécoise du CCF-NPD reprennent leurs revendications anciennes en faveur d'une plus grande protection des droits humains au Québec, mais en proposant cette fois l'adoption d'une charte des droits provinciale comme levier d'affirmation de la souveraineté politique du Québec.

Ainsi, lors du congrès de fondation du Nouveau parti démocratique (NPD), en août 1961, plusieurs délégués du Québec s'opposent à la conception fédéraliste adoptée par la direction nationale de ce parti, qu'ils jugent beaucoup trop centralisatrice. L'aile la plus nationaliste du NPD-Québec, menée notamment par Michel Chartrand et Jacques-Yvan Morin, réclame en effet la reconnaissance de « deux nations » distinctes, en même temps que celle du principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes²¹⁸. Or comme le souligne le politologue André Lamoureux, le programme du NPD présente une position ambiguë sur la question nationale québécoise, en reconnaissant le caractère « biculturel » du Canada et non « l'existence de deux nations »²¹⁹. Les membres du NPD-Québec demandent pour leur part l'adoption d'une nouvelle « constitution

²¹⁷ Pour une description détaillée de ces débats, voir : André Lamoureux, *Le NPD et le Québec : 1958-1985*, Montréal, Éditions du Parc, 1985, p. 59-143.

²¹⁸ Thérèse Casgrain dénoncera plus tard les « échos de Champigny » et « l'esprit séparatiste » de cette mouvance nationaliste au sein du PSD-NPD. Thérèse Casgrain, *Une femme chez les hommes*, Montréal, Éditions du Jour, 1971, p. 217-219.

²¹⁹ André Lamoureux, « Impasse historique, vague orange et nouvelle ère Mulcair : le Nouveau Parti démocratique et l'épreuve du Québec », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 21, no 1, 2012, p. 221.

fédérale » basée sur le principe du droit à l'autodétermination des deux nations fondatrices du Canada; une notion qui implique la possibilité pour le Québec de se retirer à tout moment de la Confédération canadienne²²⁰. Son aile la plus radicale, représentée par Jacques-Yvan Morin et Michel Chartrand, réclame en outre l'établissement d'un nouveau Pacte confédératif dans lequel le Québec aurait le statut d'« État associé » et posséderait une constitution en propre, comprenant une « Loi des Droits de l'Homme »²²¹.

Cette divergence profonde conduit à l'éclatement du NPD-Québec et à la création, en novembre 1963, d'un nouveau parti politique provincial, qui se fera lui aussi le porteur d'un projet de charte des droits. Fernand Daoust, Pierre Vadeboncoeur, Jacques-Yvan Morin, Philippe Vaillancourt et Michel Chartrand, tous anciens membres de la délégation québécoise du NPD, fondent le Parti socialiste du Québec (PSQ). Dès sa création, le PSQ reprend deux des principales revendications défendues depuis la fin des années 1950 par l'aile nationaliste du CCF-NPD, soit l'adoption d'une charte des droits et la reconnaissance du droit du Québec à l'autodétermination. Leur projet politique associe de fait étroitement le combat pour les droits humains à la lutte pour la souveraineté du Québec. À son congrès de fondation, Jacques-Victor Morin (rédacteur du Manifeste de Joliette et ancien secrétaire de la FUIQ et du Comité du travail contre l'intolérance raciale de Montréal) présente ainsi un projet de *Charte québécoise des droits de l'homme* que les membres du nouveau parti acceptent à l'unanimité²²². Portant le titre de *Charte des droits de l'homme pour l'État libre du Québec*²²³, le document

²²⁰ NPD-Q, « Pour la formation d'un NPD uni au Québec », document non signé et non daté, automne 1961, 1 p., cité dans : Roch Denis, *Luttes de classes et question nationale...*, p. 295.

²²¹ NPD-Q, « Document B-2 », Congrès d'orientation, 29 et 30 juin 1963, Michel Chartrand, Jacques-Yvan Morin et André L'Heureux, « Confédération et État du Québec », Projet soumis au Conseil provisoire du NPD-Q, le 2 février 1963, cités dans : Roch Denis, *Luttes de classes...*, p. 297.

²²² AUQÀM, 160 P - Fonds Jacques Dofny, 630/5, Jacques-Yvan Morin, *Avant-projet de Charte québécoise des droits de l'homme*, 1963, 13 p.

²²³ Parti socialiste du Québec, *Charte des droits de l'homme pour l'état libre du Québec*, Longueuil, Imprimerie Mansour Inc., s.d. [1963]. Cette charte sera endossée en 1970 par le Conseil central des syndicats nationaux de Montréal affilié à la CSN. ACSN. Fonds du Secrétariat général, SEC0825, *Charte*

final reflète la volonté des membres de ce parti de lier leur combat en faveur des droits humains à ceux pour la défense des droits collectifs des Canadiens français et pour l'affirmation de l'État « national » des Québécois. Le premier article des statuts du PSQ stipule ainsi que le l'État du Québec doit se doter d'une constitution comprenant « une Charte des droits de l'homme inspirée de la Déclaration universelle et adaptée aux besoins du milieu [afin que] tous les citoyens jouissent de droits égaux, particulièrement dans les domaines économique et social.²²⁴ » Cette charte répond par ailleurs directement aux critiques anciennes formulées par les militants socialistes contre la conception libérale des droits humains, en affirmant que « la liberté que le socialisme veut rendre possible n'est pas celle du libéralisme qui permet aux plus forts d'exploiter les plus faibles.²²⁵ » Directement inspirée du projet de charte élaborée par Jacques-Victor Morin, cette charte s'appuie sur plusieurs textes du droit canadien et international relatif aux droits de l'homme, dont la DUDH (1948), la Déclaration des droits de Saskatchewan (1947), la Convention européenne des droits de l'homme (1950), les lois et les codes des droits humains au Canada et la Déclaration canadienne des droits (1960). Défendant l'ensemble des libertés civiles reconnues dans ces textes et déclarations, cette charte s'appuie également sur la DUDH pour affirmer le caractère inaliénable et universel des droits économiques, sociaux et culturels. Ce document constitue à la fois la formulation la plus achevée de la conception sociale-démocrate des droits humains des militants socialistes et une réponse directe aux deux principaux enjeux qui ont contribué à les éloigner, d'un côté, des militants libéraux du Québec et, de l'autre, des socialistes du reste du Canada depuis le milieu des années 1950.

* * *

des droits de l'homme pour l'État libre du Québec, adopté au 12ième Congrès du Conseil central des syndicats nationaux de Montréal (CSN), 1970.

²²⁴ AUQÀM, 160 P - Fonds Jacques Dofny, 630/5, *Statuts du parti socialiste du Québec (Premier Congrès à Québec, 15-16-17 novembre 1963)*, p. 1.

²²⁵ AUQÀM, 70 P - Fonds Émile Boudreau, 630P02:04/3, *Rapport du comité pour un Manifeste P.S.Q.*, 15 novembre 1963, p. 35. Voir aussi AUQÀM, 70 P - Fonds Émile Boudreau, 630P02:04/3, « Constations et perspectives politiques, économiques et sociales du P.S.Q. ».

En somme, la création du Parti socialiste du Québec répond aux principaux points de litiges qui ont divisé, depuis le milieu des années 1950, les membres de la FUIQ, du Rassemblement, de l'Unioin des forces démocratiques, de la FTQ et du PSD-NPD au sujet de la définition et de la reconnaissance effective des droits humains. En effet, son programme s'appuie à la fois sur la reconnaissance du droit du Québec à l'autodétermination, sur la protection des libertés civiles et sur une conception socialiste des droits humains. En cette période d'entrée dans la Révolution tranquille, cette conception nationaliste, démocratique et socialiste apparaît dans une large mesure comme le fruit de l'évolution idéologique opérée depuis plus d'une décennie par plusieurs militants des syndicats industriels et des milieux socialistes au Québec, dans la foulée de leur implication dans le mouvement pour la défense des libertés civiles contre le régime « dictatorial » de Maurice Duplessis. Dans le contexte de la montée en force de la répression antisyndicale, les droits humains se sont rapidement érigés comme l'un des principaux discours de légitimation, de contestation, de résistance, de mobilisation et de création d'alliances pour ces militants. Cet idéal universaliste a également permis à plusieurs groupes, dont la FUIQ, d'opérer une mise en cohérence de leurs luttes sociales et politiques; c'est pourquoi les principes formulés dans la DUDH de 1948 sont inscrits dans les statuts de plusieurs des groupements politiques formés par les militants de la FUIQ et leurs alliés réformistes à compter du milieu des années 1950. En ce sens, la FUIQ, qui a dès son origine affirmé la nécessité de créer une vaste coalition en faveur de la défense des « droits fondamentaux » des citoyens de la province, peut être considérée comme l'un des principaux affluents du mouvement pour la restauration des droits fondamentaux des citoyens, qui conduira à quelques-unes des plus importantes réformes adoptées au Québec au cours de la Révolution tranquille.

4.4 La CTCC, les droits de la personne humaine et le combat contre le régime duplessiste

Comme leurs homologues de la FUIQ, les militants des syndicats catholiques rassemblés dans la Confédération des travailleurs catholiques du Canada (CTCC) jouent un rôle de premier plan dans la consolidation du mouvement pour la restauration de la démocratie et des libertés civiles dans le Québec des années 1950. Bien qu'ils défendent une approche restrictive des libertés individuelles, étroitement associée à la notion de devoirs et inféodée aux valeurs d'ordre social et de bien commun, ses membres et ses dirigeants cherchent néanmoins – comme leurs homologues des syndicats chrétiens d'Europe – à réconcilier l'idéal universaliste des droits de l'homme avec les préceptes fondamentaux de la doctrine sociale de l'Église. Loin d'être uniquement le fruit de cette évolution idéologique, cependant, l'engagement des militants de la CTCC dans la défense des libertés civiles est principalement le résultat de leur confrontation directe avec le gouvernement provincial et leur réponse aux entorses perpétrées par ce gouvernement aux droits fondamentaux des travailleurs et des citoyens de la province. Les atteintes au droit d'association des ouvriers, l'utilisation des forces policières lors des grèves, l'influence du premier ministre dans l'administration de la justice et, plus généralement, la volonté de Duplessis de mater toute velléité de contestation constituent autant de causes qui contribuent à l'éclosion d'un discours de résistance articulé en termes de droits humains. En plus de contribuer à la mise en cohérence de ses principales revendications, le paradigme universaliste des droits permet également à la CTCC de contracter des alliances avec d'autres acteurs de la société civile impliqués dans le mouvement en faveur de la restauration de la démocratie et des libertés civiles qui se consolide dans la seconde moitié des années 1950 au Québec.

4.4.1 Au nom de l'ordre et du bien commun : du bon et du mauvais usage des libertés individuelles

a) La morale et le bien commun : les limites de la liberté d'expression

Comme nous l'avons vu au précédent chapitre, les dirigeants de la Confédération des travailleurs catholiques du Canada adhèrent, au lendemain de la guerre, à une conception chrétienne des droits de la personne qui subordonne dans une large mesure la protection des libertés individuelles aux exigences du maintien de l'ordre social, de la bonne morale, de la paix publique et du bien commun. Au début des années 1950, leurs positions sur les enjeux liés à la liberté d'expression sont particulièrement révélatrices de leur volonté de baliser avec fermeté la frontière entre le bon et le mauvais usage des libertés reconnues comme le fondement de la société libérale moderne. Dans le contexte d'« agitation moraliste » qui mène à la mise sur pied des vastes campagnes de moralité publique du début des années 1950, en particulier à Montréal²²⁶, la CTCC entreprend sa propre campagne de redressement des mœurs. Ses interventions dans le domaine de la liberté d'expression touchent essentiellement les enjeux liés à la préservation de la « bonne morale ». Ainsi, ses dirigeants s'adressent périodiquement aux gouvernements fédéral, provincial et municipaux pour qu'ils freinent ou interdisent la publication et la distribution des publications « immorales », « subversives » ou « obscènes »²²⁷. Toujours au nom de la préservation de la morale, ils souhaitent interdire aux femmes l'accès aux « grills », exigent la fermeture de ces lieux le dimanche, la fermeture des « maisons louches » et l'intensification des campagnes contre l'alcoolisme et les jeux de

²²⁶ Mathieu Lapointe, *Nettoyer Montréal : les campagnes de moralité publique, 1940-1954*, Québec, Septentrion, 2014, 395 p.

²²⁷ « Feuilleton des résolutions », *Procès-verbal. Vingt-neuvième session du Congrès de la C.T.C.C., Sherbrooke*, 1950, p. 132-133. De fait l'ensemble des mémoires présentés par la CTCC au gouvernement fédéral, entre 1950 et 1959, contiennent des sections sur les « publications immorales » qui reprennent essentiellement les mêmes libellés. Voir : ACSN, Fonds des mémoires, MEM0001-ME0002 et ME0003.

hasard²²⁸. Au même moment, la CTCC milite également en faveur de l'adoption d'une loi fédérale interdisant l'entrée au Canada de littérature subversive et de mesures de « surveillance plus étroite sur l'entrée au pays des périodiques immoraux »²²⁹.

Dans la foulée de la création, à Montréal, d'un Comité de moralité publique (1950) et des travaux de la Commission d'enquête sur la moralité publique (1950-1953)²³⁰, la lutte pour le relèvement de la moralité publique pose ouvertement l'enjeu des limites à imposer à la liberté d'expression en régime démocratique. Cette question épineuse occupe de plus en plus de place dans les préoccupations des permanents de la CTCC. C'est dans ce contexte que le futur directeur du journal de la CTCC, Gérard Pelletier, animateur d'une émission d'affaires publiques à Radio-Canada, organise une émission sur le thème « La censure a-t-elle toutes les libertés?²³¹ ». Largement publicisée dans les pages du journal *Le Travail*²³², elle fournit aux dirigeants de la CTCC l'occasion d'exposer leurs vues sur le renforcement des mécanismes de censure. Dans un article paru dans *Le Travail*, l'éditorialiste explique que « le bon sens populaire et la saine raison comprennent que la liberté de presse [...] ne peut appartenir indifféremment, naturellement et sans distinction "à la vérité et au mensonge, au bien et au mal".²³³ » En

²²⁸ ACSN, Fonds des mémoires, MEM0002, *Mémoire annuel de la C.T.C.C. au Cabinet provincial*, 11 décembre 1951, p. 6.

²²⁹ ACSN, Fonds des mémoires, MEM0002, *Mémoire de la Confédération des Travailleurs Catholiques du Canada, Inc. au Cabinet Fédéral*, 10 mars 1953, p. 14; ACSN. Fonds du Bureau confédéral, BUR0001-D10, *Première réunion du bureau confédéral de la C.T.C.C. pour l'année confédérale 1949-1950*, Québec, le 30 octobre 1949, p. 6.

²³⁰ F. Caron, *Rapport d'enquête sur la moralité*, Montréal, Cour supérieure jugement no 3000, publié en partie dans : « Le jugement Caron », *Le Devoir*, 9 octobre 1954, p. 1-2; « Document complet sur l'enquête Caron », *Le Devoir*, supplément, 16 octobre 1954, p. 1-40.

²³¹ Les participants sont : Julia Richer, R.P. Émile Legault, Réal Benoît et André Laurendeau. Voir : AUQAM, 85 P - Fonds de la FUIQ, 800:02/21, Société canadienne d'Éducation des Adultes, *Rapport du travail accompli au cours de la saison 1955-56 par le Comité « Les Idées en Marche »*, 1956.

²³² Voir notamment : « Les idées en marche à la radio et à la télévision », *Le Travail*, 14 octobre 1955, p. 2; « Les idées en marche à la radio et à la télévision », *Le Travail*, 28 octobre 1955, p. 2.

²³³ « Des félicitations au maire Jean Drapeau », *Le Travail*, 30 septembre 1955, p. 3.

partie tirée de l'encyclique de Léon XIII, *Libertas Praestantissimum* de 1888²³⁴, cette diatribe contre les excès de la liberté d'expression expose les réserves générales des membres de la CTCC en matière de protection des libertés individuelles. Le concept de « liberté prudente » sur lequel elle s'appuie affirme en effet que ces libertés doivent être conditionnelles aux règles élémentaires de la morale qui, elles, tirent leur origine du droit naturel et de la « Vérité » dévoilée par la doctrine catholique. Bien que la CTCC soutienne officiellement – notamment dans sa Déclaration de principes de 1951 – que la Doctrine sociale de l'Église s'appuie sur le principe de la liberté humaine, la primauté qu'ils accordent aux valeurs d'ordre et de bien commun se distancie primordialement de la conception libérale classique des droits individuels, laquelle pose la liberté de l'individu comme fondement ontologique de l'ordre social et politique²³⁵.

b) Deux poids, deux mesures : la répression des Témoins de Jéhovah et des minorités catholiques

C'est également dans cette perspective de préserver le bien commun et l'ordre social et moral que la CTCC appuie tacitement, encore au début des années 1950, la « guerre sans merci » menée par Duplessis contre les Témoins de Jéhovah. L'appui donné par ses membres au renforcement des mécanismes de censure et aux restrictions en matière de libertés de presse et d'expression tend en effet à légitimer les entorses aux droits de cette minorité religieuse, puisque ces mécanismes sont souvent utilisés contre ses adeptes à l'époque. Dans la pensée des législateurs – et assurément celle des dirigeants des syndicats catholiques –, la censure des publications immorales et subversives vise aussi les dépliants anticatholiques distribués depuis 1946 au Québec par les Témoins de

²³⁴ *Libertas Praestantissimum*, lettre encyclique de Sa Sainteté le Pape Léon XIII, Rome, 20 juin 1888, de Notre Pontificat la onzième. [En ligne]: http://www.vatican.va/holy_father/leo_xiii/encyclicals/documents/hf_l-xiii_enc_20061888_libertas_fr.html

²³⁵ Le fait que la section de la Déclaration de principes de 1951 qui définit les droits de la personne humaine s'intitule « Personne humaine et bien commun » atteste de cette subordination des droits individuels aux exigences du bien commun. « La CTCC a des convictions! », *Le Travail*, 21 septembre 1951, p. 2-3.

Jéhovah²³⁶. En effet, bien que la CTCC adhère officiellement aux principes des « droits fondamentaux de la personne humaine », ses membres et ses dirigeants ne prennent jamais la défense des minorités religieuses non catholiques victimes d'atteintes à leurs droits dans le Québec de l'ère duplessiste.

Leur engagement pour la défense des libertés de culte, de religion, d'expression, de manifestation et de réunion des minorités religieuses relève de deux poids deux mesures. En effet, à plusieurs reprises au début des années 1950, la CTCC prend la défense des minorités catholiques victimes de persécutions dans les « pays situés dans la sphère d'influence russe »²³⁷. Ses membres réunis en congrès annuels adoptent également des résolutions « contre la persécution religieuse qui sévit derrière le rideau de fer », qu'ils dénoncent comme des entorses aux principes de la Charte de l'ONU et de la Déclaration universelle de 1948²³⁸. La CTCC fait par ailleurs pression sur l'État canadien afin qu'il use de son pouvoir pour orienter les débats en ce sens à l'ONU. En effet, dans ses mémoires aux autorités fédérales de 1950 et de 1951, l'organisation « incite le Gouvernement à continuer ses protestations et à appuyer l'O.N.U. dans toutes les procédures qu'elle prendra pour restaurer la liberté de culte dans les pays qui l'ont supprimée.²³⁹ » Les protestations contre les entorses aux libertés de culte et de religion, de même qu'au droit d'association²⁴⁰ des minorités catholiques dans l'empire soviétique refont surface périodiquement pendant toute la décennie 1950, en particulier au

²³⁶ Voir notamment : *La haine ardente du Québec pour Dieu, pour le Christ et pour la liberté est un sujet de honte pour tout le Canada* (1946) ou *Québec, vous avez manqué à votre peuple* (1947).

²³⁷ ACSN, Fonds des mémoires, MEM0002, *Mémoire de la Confédération des Travailleurs Catholiques du Canada, Inc. au Cabinet Fédéral*, 10 mars 1950, p. 5.

²³⁸ « Feuilleton des résolutions », Procès-verbal, Vingt-huitième session du Congrès de la C.T.C.C., Montréal, 1949, p. 150-151; « Feuilleton des résolutions », Procès-verbal, Vingt-neuvième session du Congrès de la C.T.C.C., Sherbrooke, 1950, p. 174.

²³⁹ *Mémoire de la Confédération...*, 10 mars 1950, p. 5; ACSN, Fonds des mémoires, MEM0002, *Mémoire de la Confédération des Travailleurs Catholiques du Canada, Inc. au Cabinet Fédéral*, 12 avril 1951, p. 1-2.

²⁴⁰ En 1959, Picard souligne que dans les « pays du Rideau de fer », bien que la liberté de culte soit reconnue, on refuse l'association des chrétiens, ce qui restreint par le fait – bien que plus sournoisement – leur liberté religieuse. Roger Mathieu, « Rapport du Président général », Procès-verbal, Trente-huitième session du Congrès de la C.T.C.C., Québec, P.Q., 1959, p. 8.

lendemain de l'invasion de la Hongrie par la Russie à la fin de l'année 1956. À ce moment, la CTCC demande au gouvernement fédéral de redoubler d'efforts pour accueillir ces réfugiés, en rappelant que « [d]epuis la fin de la guerre, les peuples de l'Europe centrale et des Balkans sont soumis à des vexations que tout homme civilisé doit condamner avec vigueur, parce qu'elles constituent une violation des principes les plus élémentaires des droits de l'homme.²⁴¹ »

Ainsi, les membres de la CTCC ne prennent la défense des libertés civiles des minorités religieuses que lorsque les répressions touchent directement les minorités catholiques, celles de l'Empire soviétique ou celles des autres provinces du Canada, comme on l'a vu au précédent chapitre. Ils modifient cependant leurs positions à compter du milieu des années 1950, au moment où ils deviennent eux-mêmes l'une des cibles privilégiées des mesures répressives du gouvernement provincial. Prenant conscience du fait que ce régime méprise les libertés fondamentales de tous les citoyens, et en particulier des travailleurs, les membres de la CTCC considèrent de plus en plus la répression des Témoins de Jéhovah et d'autres groupes dits subversifs comme l'évidence de la montée en force d'un État « totalitaire ». Dans le bras de fer qui oppose Duplessis à la Cour suprême au cours des années 1950, la CTCC prend parti en faveur de la primauté du droit et dénonce ouvertement les lois adoptées par ce gouvernement pour contourner les jugements de ce tribunal, critiquant du même souffle les atteintes au principe de la séparation du pouvoir exécutif et judiciaire qui sont la marque de fabrique des régimes dictatoriaux²⁴².

²⁴¹ ACSN, Fonds des mémoires, MEM0002, *Mémoire de la Confédération des Travailleurs Catholiques du Canada, Inc. au Cabinet Fédéral*, 24 janvier 1957, p. 1-2. Jean Marchand écrit également au Premier Ministre Louis Saint-Laurent pour protester « contre la brutale intervention de la Russie en Hongrie ». ACSN, Fonds Secrétariat général, 129, *Jean Marchand au Très Honorable Louis St-Laurent, le 11 décembre 1956*.

²⁴² « Le bill 19, "un abus de pouvoir". Déclaration de M. Gérard Picard président de la CTCC », *Le Travail*, 15 janvier 1954, p. 2-3. ACSN. Fonds Secrétariat général, 837, *Louis-Philippe Pigeon (avocat) à Jean Marchand, "re: bill 19", le 24 août 1954, 24 août 1954*.

c) La fin de l'approche répressive contre le communisme

La montée de la répression gouvernementale contre le mouvement ouvrier organisé contribue également à transformer les positions de la CTCC au sujet de la « chasse aux communistes » dans le Québec de l'ère duplessiste. Alors que dans l'après-guerre la CTCC réclamait l'interdiction du Parti ouvrier progressiste et de toutes ses activités au Canada, elle change radicalement d'orientation dans la foulée de la grève de Louiseville de 1952, au moment où Duplessis accuse ses dirigeants d'être sous l'influence du communisme et de suivre « consciemment ou inconsciemment le programme de Tim Buck et de Fred Rose »²⁴³. Jusqu'alors la lutte anticomuniste de Duplessis touchait surtout des organisations rivales (les syndicats internationaux), de même que des militants de la gauche radicale, issus notamment des milieux juifs et immigrants. Désormais elle s'oriente résolument vers les syndicats catholiques et leurs alliés, notamment regroupés au journal *Le Devoir* et aux revues *Cité libre* et *L'Action nationale*.

Cette inflexion se concrétise au congrès annuel de 1953 où, pour la première fois, les délégués de la CTCC rejettent une résolution visant à mettre hors la loi le parti communiste. Réitérant la nécessité de combattre par tous les moyens cette doctrine athée, matérialiste et radicalement contraire à la doctrine sociale de l'Église, la majorité soutient cependant que les législations anticomunistes peuvent constituer un danger pour les syndicats chrétiens, dans un contexte où le caractère flou des libellés de ces lois accorde un pouvoir arbitraire aux autorités chargées de les appliquer. Cette position n'est donc pas justifiée par des principes de droits, mais par le fait qu'une telle interdiction « pourrait être utilisée contre les chefs ouvriers légitimes par des autorités mal

²⁴³ « La grève de Louiseville. Il n'existe pas d'anarchie catholique, dit M. Duplessis », *Le Devoir*, 15 janvier 1953, p. 1; « Qui fait le jeu des communistes », 21 janvier 1953, p. 4. Voir également : Suzanne Clavette, *Les dessous d'Asbestos : une lutte idéologique contre la participation des travailleurs*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2005, p. 497.

intentionnées qui accusent tout le monde de communisme »²⁴⁴. En somme, alors qu'ils n'avaient jamais condamné le caractère arbitraire de la loi du cadenas, c'est au moment où Duplessis les accuse de communisme que les dirigeants de la CTCC dénoncent ouvertement ses méthodes arbitraires et répressives²⁴⁵. Toutefois, l'exécutif de la CTCC ne discutera jamais de la possibilité d'appuyer la campagne de l'Union des libertés civiles pour contester la loi du cadenas en Cour suprême. Cela ne les empêche pas de suivre la jurisprudence établie dans cette cause pour étudier la possibilité de contester la validité constitutionnelle du bill 19 qui, elle, vise directement leurs syndicats²⁴⁶.

4.4.2 Les droits de la personne humaine et le combat pour la sauvegarde des droits des travailleurs

Malgré leur approche restrictive à l'égard des libertés civiles, la répression de plus en plus généralisée que subit le mouvement ouvrier depuis la fin des années 1940 contribue à l'éclosion, chez les dirigeants de la CTCC, d'un discours plus radical sur la nécessité de protéger les droits fondamentaux des citoyens, foulés aux pieds par un régime désormais irrémédiablement considéré comme « totalitaire » et « dictatorial »²⁴⁷. En plus de s'appuyer sur la doctrine sociale de l'Église, la CTCC inscrit son combat pour les libertés civiles – comme leurs alliés de la FUIQ – à la fois dans le régime d'historicité

²⁴⁴ « Un congrès de travail », *Le Travail*, 18 septembre 1953, p. 1.

²⁴⁵ À compter de cette date, la CTCC adopte une approche dite « positive », qui vise à combattre le communisme en luttant pour l'amélioration des conditions socioéconomiques de travailleurs. Voir à ce sujet : « Solution au communisme : le mouvement ouvrier chrétien », *Le Travail*, 30 janvier 1953, p. 7; « Nous avons dit à Ottawa l'inquiétude des ouvriers », *Le Travail*, 13 mars 1953, p. 1-4; « Communisme et Capitalisme : deux frères jumeaux également dangereux », *Le Travail*, 23 avril 1954, p. 2.

²⁴⁶ Suite de la décision de la Cour suprême de 1957, un seul article est publié sur ce sujet dans *Le Travail*, qui affirme simplement que l'équipe de la CTCC espère que la loi 60, qui s'attaque aux droits de grève et d'association des services publics, sera également invalidée par ce tribunal. « La loi des services publics subira-t-elle le même sort que la loi du cadenas? », *Le Travail*, 18 avril 1957, p. 1, 6. Il est à noter toutefois que l'avocat ouvrier Jacques Perrault est actif dans ces deux dossiers.

²⁴⁷ « Si le Québec n'agit pas, les ouvriers se défendront seuls », *Le Travail*, 2 janvier 1953, p. 1, 4; « Éditorial. L'envers des bills 19 et 20 », *Le Travail*, 11 décembre 1953, p. 2; « Le Bill 19 : Pourquoi la CTCC y est opposée », *Le Travail*, 11 décembre 1953, p. 3; « Le bill 19. "un abus de pouvoir". Déclaration de M. Gérard Picard président de la CTCC », *Le Travail*, 15 janvier 1954, p. 2-3; « La lutte continue contre le Bills 19 et 20 », *Le Travail*, 28 janvier 1955, p. 6.

des sociétés démocratiques occidentales et dans le cadre discursif et normatif du droit international relatif aux droits de l'homme. Les alliances entre ces deux groupes autour de la défense de ces droits se construisent par ailleurs autour d'un cadre d'analyse conjoint, celui de l'opposition entre la démocratie et la dictature, et de la désignation d'un ennemi commun, incarné par la figure de Duplessis. Comme à la FUIQ également, les principaux enjeux qui participent à l'éclosion du discours sur les droits humains sont les brutalités et les abus policiers commis lors des grèves, les arrestations arbitraires des dirigeants syndicaux et les atteintes aux droits de grève et d'association des travailleurs.

a) Les brutalités policières : une atteinte aux droits de l'homme

En janvier 1950, l'assistant-directeur de l'organisation à la CTCC, René Rocque, entre à la prison de droit commun de Sherbrooke. Ce dernier est alors condamné à six mois d'emprisonnement pour avoir conspiré contre l'ordre établi et pour avoir incité les grévistes à la violence au cours de l'une des journées les plus mouvementées de la célèbre grève d'Asbestos, en mai 1949²⁴⁸. Considéré par plusieurs à la CTCC comme un prisonnier politique, Rocque est transféré sous l'ordre express de Duplessis au pénitencier fédéral de Bordeaux, où il subit des traitements différents des autres détenus : il est notamment privé de lumière, de soins, de sorties, de livres, de possibilité d'écrire et d'assister à certains offices religieux²⁴⁹. Au début des années 1950, l'affaire René Rocque devient le point focal d'une vaste campagne menée à l'échelle locale, nationale et internationale pour dénoncer les entorses aux droits humains dans la province de Québec²⁵⁰.

²⁴⁸ « La C.I.S.C. proteste contre l'incarcération de Rocque », *Le Devoir*, 10 mai 1951, p. 1. Pour les informations détaillées, voir également : *René Rocque, prisonnier politique?*, Montréal, CTCC, s.d., p. 10-11; Jean-Paul Geoffroy, « Le procès Rocque : une abstraction », *Cité libre*, mai 1950, p. 12-16.

²⁴⁹ Voir la section « Le régime », dans *René Rocque, prisonnier politique?*, p. 6-9.

²⁵⁰ Pour une analyse des circonstances qui ont entouré son arrestation et une critique du jugement rendu par le juge dans cette affaire, consulter : « Le procès Rocque : une abstraction », p. 12-16.

À la suite de négociations infructueuses avec Duplessis au sujet de la libération de René Rocque et de l'abandon des procédures contre 150 autres grévistes²⁵¹, la CTCC lance une pétition réclamant la libération de Rocque qui récolte plusieurs milliers de signatures. Cette pétition est utilisée pour réclamer du ministre de la Justice fédéral qu'il se prévale de ses pouvoirs spéciaux en matière de pardon pour soustraire Rocque aux mauvais traitements qu'il subit au pénitencier de Montréal²⁵². Rappelant les procédés antisyndicaux utilisés par les régimes dictatoriaux, de gauche comme de droite, cette affaire est d'emblée dénoncée par la CTCC comme une atteinte aux « droits de l'homme ». Le mémoire présenté par la CTCC au gouvernement fédéral en 1952 contient en effet pour la première fois une section intitulée « Respect des droits de l'homme », qui demande au gouvernement de tout mettre en œuvre pour s'assurer que ne reproduisent plus jamais au Canada « des incidents de cette nature qui sont indignes d'une nation civilisée »²⁵³. La CTCC publie également un dépliant, intitulé *René Rocque, prisonnier politique?*, dans lequel elle dénonce la confusion entre les pouvoirs exécutif et judiciaire comme une entorse aux « droits de la personne humaine »²⁵⁴.

Face à l'inaction des gouvernements fédéral et provincial dans ce dossier, la direction de la CTCC décide de porter le cas de René Rocque à l'attention de la communauté internationale. Pour cela, elle mobilise ses contacts auprès des principaux syndicats chrétiens d'Europe. Ainsi, le président de la Confédération des syndicats chrétiens de Belgique, August Cool, fait parvenir à la CTCC un télégramme d'appui dans lequel il condamne l'emprisonnement de Rocque et soutient son combat pour la « liberté syndicale » et les « droits des travailleurs »²⁵⁵. Le secrétaire général de la Confédération internationale des syndicats chrétiens (CISC), Petrus J.S. Serrarens, intervient pour sa

²⁵¹ « "Libérez Rocque!" », *Le Travail*, 16 mars 1951, p. 1 et 4; « La C.I.S.C. proteste... », p. 1.

²⁵² ACSN, Fonds des mémoires, MEM0002, *Mémoire de la Confédération des Travailleurs Catholiques du Canada, Inc. au Cabinet Fédéral*, 28 mars 1952.

²⁵³ *René Rocque, prisonnier politique?...*, p. 8.

²⁵⁴ *Ibid.*, p. 47.

²⁵⁵ « La C.I.S.C. proteste... », p. 1.

part au congrès annuel de la Confédération française des travailleurs chrétiens pour dénoncer la répression qui sévit dans la province de Québec²⁵⁶. Il fait également parvenir un télégramme au premier ministre du Canada, Louis Saint-Laurent, pour réclamer la « libération immédiate » de Rocque et lui faire part de son intention d'« introduire une plainte » auprès de l'Organisation internationale du Travail (OIT) et de l'Organisation des Nations unies²⁵⁷. De fait, dans son allocution à la 34^e conférence annuelle de l'OIT à Genève en juin 1952, le président de cette internationale syndicale chrétienne, Gaston Tessier, dénonce du même souffle les « méthodes inadmissibles de répression » qui ont cours dans la province de Québec et dans l'Espagne franquiste²⁵⁸.

Cet épisode démontre que le combat mené au Québec par les militants syndicaux catholiques s'inscrit dans le contexte plus large de la campagne mondiale orchestrée à l'époque par les syndicats chrétiens dans le monde pour la défense des droits de la personne face à la montée des dictatures fascistes et communistes. Cet épisode contribue ainsi à inscrire résolument les « droits de la personne humaine » au cœur du discours et de la pratique de la CTCC dans son combat contre la « dictature » duplessiste.

Le combat contre cette répression policière et juridique du gouvernement provincial prend une ampleur sans précédent à la fin de l'année 1952 au moment de la grève des employés de l'Associated Textile Company à Louiseville, dans laquelle sont impliqués des syndiqués de la CTCC. Déclenchée au mois de mars 1952, la grève de Louiseville apparaît, à ce moment, comme l'une des plus violentes de l'histoire du Québec²⁵⁹. Dans le cadre d'un défilé de protestation organisé le 11 décembre à la suite de violentes

²⁵⁶ « "Continuer la lutte". "Le Travail" interroge Gérard Picard à son retour d'Europe », *Le Travail*, 8 juin 1951, p. 1.

²⁵⁷ « La C.I.S.C. proteste... », p. 1.

²⁵⁸ « L'affaire Rocque. Gaston Tessier dénonce le Québec à Genève », *Le Travail*, 22 juin 1951, p. 1; « Rapport d'activité du Bureau confédéral », *Procès verbal. Trentième session du Congrès de la C.T.C.C., Québec, 1951*, p. 53-55.

²⁵⁹ Un compte rendu de la CTCC affirme en effet que « [l]es événements de Louiseville sont les plus tragiques qui se soient produits au Canada depuis des générations. » Voir : « La journée du 11 décembre 1952 », *Le Travail*, 19 décembre, p. 5.

altercations entre les briseurs de grève et les syndiqués de la *Fédération catholique des ouvriers du textile*, la police provinciale prononce l'Acte d'émeute, procède à 25 arrestations et blesse cinq grévistes, dont l'un par balle²⁶⁰. Au lendemain de cette « date tragique de l'histoire syndicale », la CTCC lance un appel à « tous ceux qui désirent sauvegarder les droits fondamentaux de la personne humaine et nos institutions démocratiques »²⁶¹. Elle dénonce en particulier l'utilisation de bombes lacrymogènes et de mitraillettes par la police, les blessures par matraquage, les arrestations arbitraires, les conditions inhumaines de détention et la « brutalité révoltante [commise] sous le prétendu couvert de l'Acte d'émeute »²⁶². Elle accuse également publiquement l'agent Benoît Casgrain de la police provinciale de tentative de meurtre par balle sur l'agent d'affaires du syndicat, Raymond Gagnon²⁶³.

Lors d'une assemblée plénière extraordinaire de tous les membres de l'exécutif de la CTCC, ceux-ci réclament une commission royale d'enquête fédérale sur les agissements de la police provinciale à Louiseville, qu'ils dénoncent comme une « violation des droits fondamentaux de la personne humaine »²⁶⁴. Comme ils l'avaient fait lors de la grève d'Asbestos trois ans auparavant, les dirigeants de la centrale catholique s'adressent ainsi au gouvernement fédéral afin qu'il agisse comme protecteur des droits humains menacés par les actions du gouvernement provincial. Évoquant simultanément la mémoire de la guerre contre les fascismes européens et la rhétorique de la guerre du monde libre contre les dictatures communistes, le secrétaire de la CTCC Jean Marchand fait une déclaration

²⁶⁰ « La journée du 11 décembre... », p. 5; « "Une injustice sociale", déclare Mgr Donat Baril », *Le Devoir*, 12 décembre 1952, p. 1; « Les troubles de Louiseville... », *Le Devoir*, 13 décembre 1952, p. 1. Pour le rapport de la CTCC sur les événements, consulter : « L'autorité suprême entre les congrès », *Le Travail*, 12 décembre 1952, p. 2.

²⁶¹ « L'autorité suprême... », p. 2.

²⁶² *Ibid.* Le journal *Le Travail* reproduit également plusieurs photos sur lesquelles on retrouve des travailleurs blessés par matraque ou par coup de gascettes des policiers.

²⁶³ « La journée du 11 décembre... », p. 4.

²⁶⁴ ACSN, Fonds du Comité exécutif, EXE0001- D7, *Procès-verbal, Réunion plénière de la C.T.C.C.*, 21 décembre 1952, p. 3; « "Si le Québec n'agit pas, les ouvriers se défendront seuls" », *Le Travail*, 2 janvier 1953, p. 1,4.

publique dans laquelle il rappelle qu'« il est bien inutile [...] de sacrifier des milliers de vies humaines sur les champs de bataille pour défendre la liberté, si nous n'arrivons pas à faire triompher ici même, dans une province démocratique et chrétienne, la liberté d'association et le droit des gens à être traités comme des hommes.²⁶⁵ »

Dans ce contexte, le droit d'association devient rapidement le cœur du combat mené par les militants de la CTCC. La centralité du droit d'association dans le combat de la CTCC tient au fait que c'est ce droit qui est directement attaqué par Duplessis mais aussi, et surtout, que ce droit est considéré par ses dirigeants comme la pierre d'assise de leur conception chrétienne des « droits de la personne humaine » et de la « démocratie véritable »²⁶⁶.

b) Les bills 19 et 20 : le combat de la démocratie contre la « dictature »

L'adoption des lois 19 et 20, en janvier 1954, contribue – comme du côté de la FUIQ – à une radicalisation sans précédent du combat des militants de la CTCC pour la défense des droits humains. Ces deux lois sont considérées à la fois comme des entorses aux principes fondamentaux de la démocratie et de l'État de droit et comme des atteintes frontales au premier des droits de la personne humaine revendiqués à l'époque par la CTCC : le droit d'association. Dans le mémoire qu'elle présente à Duplessis suite à l'annonce de ces projets de loi, ses dirigeants dénoncent en particulier le fait que le bill 19 accorde à la Commission des relations ouvrières un pouvoir discrétionnaire de retirer l'accréditation à tout syndicat suspecté d'avoir un communiste parmi ses dirigeants. Alors qu'ils n'avaient jamais protesté publiquement contre la loi du cadenas, ceux-ci critiquent désormais l'« absence de critère » pour définir le terme communiste, en

²⁶⁵ « Chef de police ou chef d'État? », *Le Travail*, 9 janvier 1953, p. 1.

²⁶⁶ Nous aborderons en profondeur ces éléments plus bas à partir de l'allocution du président Gérard Picard au congrès de la CTCC de 1954. Voir : « Rapport du Président général de la C.T.C.C. », *Procès verbal. Trente-troisième session du Congrès de la C.T.C.C.*, Montréal, 1954, p. 17-32.

soulignant que cette loi peut « peut donner lieu à des graves abus »²⁶⁷. Face à Duplessis, les porte-paroles de la CTCC opèrent un durcissement sans précédent de leurs discours, en assimilant ouvertement ses actions aux procédés des régimes totalitaires. Retournant la rhétorique anticomuniste du premier ministre contre lui, ce mémoire affirme en effet que « [l]’une des caractéristiques principales des régimes communistes, c’est la suppression de la liberté démocratique et tout particulièrement de la liberté syndicale.²⁶⁸ » Dans le mémoire qu’elle soumet à Duplessis l’année suivante, la CTCC affirme également que cette loi est « incompatible avec le respect des droits fondamentaux des citoyens »²⁶⁹.

Lors de la « Marche sur Québec » organisée conjointement avec la FUIQ et l’APCM en janvier 1954, le discours des droits humains et la figure de l’opposition entre démocratie et dictature sont au cœur des discours des représentants de la CTCC²⁷⁰. Devant les quelque 3 000 ouvriers réunis au Palais Montcalm à Québec, le secrétaire Jean Marchand souligne le caractère symbolique de cette manifestation où, pour la première fois, le mouvement ouvrier joue le rôle d’avant-garde qui lui incombe de la défense des droits fondamentaux de tous les citoyens²⁷¹. Le président Gérard Picard dénonce également les accusations outrancières de « bolchevisme » lancées par Duplessis contre *Le Devoir* et *l’Action nationale*, soulignant que son organisation se fait taxer de

²⁶⁷ ACSN. Fonds des mémoires, MEM0002, *Mémoire de la Confédération des travailleurs catholiques du Canada sur les Bills 19 et 20*, 3 décembre 1953, p. 4.

²⁶⁸ *Ibid.*, p. 5.

²⁶⁹ ACSN. Fonds des mémoires, MEM0002, *Mémoire annuel de la C.T.C.C. au Cabinet provincial*, 30 novembre 1954, p. XV. « Le rappel des bills 19 et 20 », *Le Travail* (3 décembre 1954), 4. « Rapport du Bureau confédéral, 1953-1954 », *Procès verbal. Trente-troisième session du Congrès de la C.T.C.C., Montréal, P.Q.*, 1954, p. 48-50.

²⁷⁰ ACSN. Fonds Secrétariat général, 837, *Communiqué émis par MM. Gérard Picard (CTCC), Roméo Mathieu (FUIQ) et Léo Guindon (AICM [sic])*, « Marche sur Québec des ouvriers syndiqués », s.d., 1954, 4 p.

²⁷¹ Celui-ci critique du même souffle les dirigeants du Conseil des métiers et du travail du Canada et de la FPTQ qui n’ont pas eu le « courage » de défendre les droits de leurs membres et des concitoyens. « La marche sur Québec s’est déroulée dans l’ordre », *Le Devoir*, 23 janvier 1954, p. 1.

communisme simplement parce qu'elle défend les droits fondamentaux des travailleurs et des citoyens menacés par l'action d'un gouvernement dictatorial²⁷².

En ce milieu de décennie 1950, l'utilisation du discours des droits de l'homme comme principal cadre discursif de la protestation antiduplessiste n'est pas sans provoquer des réactions importantes de la part des membres les plus conservateurs de la permanence de la CTCC. Si tous s'entendent en effet pour condamner les bills 19 et 20 comme une entorse aux principes de la doctrine sociale de l'Église²⁷³, certains dénoncent la tangente trop radicale prise par leur exécutif et leur mobilisation du discours « droits de l'homme ». Lors d'une rencontre houleuse du Bureau confédéral tenue au lendemain de la Marche sur Québec, le directeur du service de l'organisation à la CTCC, René Harmegnies, critique en effet le caractère révolutionnaire de la FUIQ, en dénonçant le fait que « l'esprit de la Révolution française transpire dans toutes leurs revendications »²⁷⁴. À son avis, la récupération par la CTCC du discours « agressif » des droits de l'homme des syndicats internationaux, dits « neutres » (non confessionnels), risque de diminuer son « prestige auprès des autorités civiles et religieuses, et même au sein de la classe ouvrière ». Cette rencontre reflète les controverses qui divisent la permanence de la CTCC, en particulier les membres de Québec et de Montréal²⁷⁵, au sujet de l'adoption des droits humains comme cadre discursif du combat antiduplessiste. Elle montre en outre que, dans le Québec du milieu des années 1950, ce discours apparaît potentiellement subversif aux yeux des autorités politiques et cléricales, qui

²⁷² *Ibid.*, p. 1.

²⁷³ Voir en particulier la dénonciation que fait Michel Chartrand des lois 19 et 20, qui sont à son avis en complète contradiction avec la DSE et avec les positions exprimées par les Évêques de la province dans leur *Lettre collective sur le problème ouvrier de 1950*. Fernand Dansereau, « Loi qui viole la recommandation des Évêques », *Le Devoir*, 2 décembre 1954, p. 3.

²⁷⁴ ACSN. Fonds Secrétariat général, 837, *Bribes de la discussion du Bureau Confédéral*, 1954, p. 2.

²⁷⁵ Certains intervenants soulignent ainsi les « conflits tout à fait idiots entre Québec et Montréal », les « coups de couteaux dans le dos » du Conseil Central de Québec et, plus largement, l'esprit délétère qui envenime les rapports entre les membres de la CTCC, où trop de « mémères » alimentent les animosités et où « trop de choses se disent dans le dos des gens et pas assez en face ». Voir notamment les interventions de Maurice Vassart et d'Angelo Forte.

continuent d'assimiler les droits de l'homme à l'héritage libéral, laïc et matérialiste de la Révolution française²⁷⁶.

Répondant aux accusations de radicalisme de son collègue, Jean Marchand rétorque que le combat en faveur des droits de l'homme est juste et qu'il doit s'accroître dans le contexte de la répression gouvernementale. Le vice-président Jean-Robert Ouellet souligne pour sa part que : « [l]e fait que les autorités civiles et religieuses s'inquiètent est un bon signe.²⁷⁷ » À la conclusion de cette rencontre, le président Gérard Picard affirme également que l'utilisation des droits de l'homme comme cadre discursif partagé avec la FUIQ est à la mesure des entorses perpétrées par Duplessis aux principes fondamentaux de la démocratie²⁷⁸. Ainsi, malgré les réticences affichées par certains permanents face à l'utilisation des droits de l'homme comme cadre discursif et normatif de la lutte des syndicats chrétiens, Picard et la majorité de ses collègues de l'exécutif considèrent que la sauvegarde de ces droits constitue l'enjeu principal de leur lutte contre un État policier qui prend de plus les allures d'un régime totalitaire.

4.4.3 La droits de l'homme et le programme politique de la CTCC

a) Les droits de la personne et la « philosophie sociale » de la CTCC

Les thèmes de la sauvegarde de la démocratie et des droits humains sont au cœur des discussions qui animent le congrès annuel de la CTCC de septembre 1954. Dans son allocution présidentielle, Gérard Picard présente en effet la démocratie et les droits de l'homme comme les deux socles fondamentaux de la « philosophie sociale chrétienne »

²⁷⁶ Comme le souligne Xavier Gélinas à propos des représentants de la droite conservatrice : « Au point de vue chrétien, d'abord, il est clair que les droits de l'Homme à la Jean-Jacques Rousseau sont non venus. Dans la Déclaration révolutionnaire, l'ordre de l'autorité est inversé, puisqu'en réalité l'homme est une créature divine. », Xavier Gélinas, *La droite intellectuelle québécoise et la Révolution tranquille*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2007, p. 198.

²⁷⁷ *Bribes de la discussion...*, p.3.

²⁷⁸ *Ibid.* p. 10.

de son organisation²⁷⁹. Celui-ci réclame pour la première fois publiquement une charte des droits fédérale enchâssée dans la constitution pour que les citoyens puissent avoir des « recours efficaces contre des lois rétrogrades et injustes comme celles adoptées par le Parlement de Québec »²⁸⁰. Celui-ci souligne également que l'adoption d'une telle charte constituerait « un avis sérieux donné à la police provinciale pour que ne se répètent pas les interventions brutales d'Asbestos et de Louiseville.²⁸¹ »

Ce long exposé du président Gérard Picard constitue la manifestation la plus radicale du virage idéologique opéré par la CTCC en ce milieu de décennie 1950 vers l'idéal personnaliste des droits humains. Il expose par ailleurs avec détails la conception spécifique qu'ont les militants syndicaux catholiques de ces droits et de leur inscription dans le cadre de la doctrine sociale de l'Église, qui est au fondement de l'idéologie de la CTCC. Dans un premier temps, Picard revient ainsi aux sources philosophiques et légales des droits de l'homme en Occident afin de démontrer qu'ils s'inscrivent dans la longue tradition démocratique des sociétés occidentales modernes, depuis l'adoption de la Grande Charte anglaise de 1215. Cherchant à opérer une forme de réconciliation entre cette tradition libérale, longtemps honnie par l'Église, et l'idéal social défendu par son organisation, Picard soutient que « [l']enseignement social de l'Église s'est toujours préoccupé des droits de la personne humaine »²⁸². Celui-ci se réfère par ailleurs abondamment aux principes inscrits dans les conventions de l'Organisation du travail et, surtout, à la Déclaration universelle des droits de l'homme, en insistant principalement sur les droits contenus dans ce document qui sont d'une « brûlante actualité » dans le Québec du milieu des années 1950.

²⁷⁹ « Rapport du Président général de la C.T.C.C. », *Procès verbal. Trente-troisième session du Congrès de la C.T.C.C., Montréal, P.Q., 1954*, p. 17-32.

²⁸⁰ *Ibid.* p. 21.

²⁸¹ *Ibid.*

²⁸² *Ibid.* p. 19.

Le diagnostic posé par Gérard Picard sur les entorses perpétrées aux droits humains sur le plan provincial expose la place centrale qu'occupe, dans la conception chrétienne de ces droits qui est la sienne, le droit d'association. En effet, bien qu'il affirme que son organisation doit s'attaquer aux lois qui portent atteinte aux droits fondamentaux de la personne, Picard ne s'intéresse ni à la loi du cadenas, ni à la censure, ni au cas des Témoins de Jéhovah et des autres minorités religieuses non catholiques de la province. L'absence tenace de ces enjeux est symptomatique de la conception restrictive des droits humains et des libertés civiles partagée par la majorité des membres et des dirigeants de la CTCC au milieu des années 1950. La prévalence du droit d'association dans cette allocution historique du président expose plus généralement la conception anti-individualiste des droits humains qui est au cœur de la doctrine de la CTCC à l'époque. En effet, ses membres considèrent que la « personne humaine », si elle est détentrice de droits fondamentaux, ne doit pas être considérée comme un individu abstrait et isolé, comme le veut la conception libérale, mais comme une personnalité intégrale, d'abord ancrée dans des groupements naturels (famille, paroisse, associations, groupes d'intérêts, etc.). Inspirée de la doctrine personnaliste et des héritages des idéaux du corporatisme, du coopératisme et de la démocratie industrielle, cette conception de ce que Picard appelle la « démocratie véritable » se fonde sur l'arbitrage des droits et des intérêts des groupes intermédiaires et sur leur collaboration mutuelle en vue de l'atteinte du bien commun. Dans ce schéma, le respect du droit d'association des travailleurs est considéré, à la fois comme une réponse à l'individualisme libéral, et comme un rempart contre « [l']absolutisme patronal et l'absolutisme gouvernemental »²⁸³.

Cet exposé de Gérard Picard témoigne par ailleurs de la volonté des militants de son organisation de passer de l'étape du discours à celle de la pratique des droits humains. Lors de ce congrès, une résolution est en effet présentée par le Comité du rapport du président pour proposer la mise sur pied d'un comité « chargé de préparer un projet de

²⁸³ « Vers une démocratie véritable », dans : « Rapport du Président général de la C.T.C.C. », *Procès verbal. Trente-troisième session du Congrès de la C.T.C.C., Montréal, P.Q., 1954*, p. 31-32.

Déclaration des droits fondamentaux de la personne humaine à inclure dans la constitution canadienne »²⁸⁴. Au cours des discussions qui entourent la formation de ce comité, le propagandiste de la CTCC, Michel Chartrand, propose que ce comité soit formé immédiatement en regard de l'imminence des enjeux liés à la préservation de ces droits dans le contexte de la lutte antiduplessiste. Le congrès appuie ainsi à la majorité la proposition de former sur le champ ce qui deviendra le *Comité des droits de l'homme* de la CTCC. Ce comité est alors formé de quelques-uns des plus ardents défenseurs de l'action politique ouvrière à la CTCC, tous de Montréal : Gérard Pelletier, Pierre Vadeboncoeur, Michel Chartrand et Michelle Gervais²⁸⁵.

Alors que les comités des droits de l'homme des syndicats internationaux se consacrent essentiellement à la défense du droit à l'égalité raciale et religieuse, comme nous le verrons au prochain chapitre, celui de la CTCC est directement orienté vers la défense des libertés civiles et des droits des travailleurs²⁸⁶. Malgré l'importance qu'accorde à l'époque la CTCC aux droits sociaux – et dans une moindre mesure au droit à l'égalité raciale et religieuse – le paradigme des droits de l'homme reste, sur le plan de la *praxis*, un outil de mobilisation et de résistance face aux entorses perpétrées par l'État contre les droits fondamentaux des citoyens et des travailleurs²⁸⁷. Cependant, l'absence de procès-verbaux dans les archives de la CTCC et de rapport du *Comité des droits de l'homme* au congrès de 1955 porte à croire que celui-ci n'a jamais entamé ses travaux. Il est possible que celui-ci ait, dans les faits, été absorbé par le *Comité d'orientation politique* de la CTCC, qui acquière une importance considérable au lendemain du congrès de 1954 et qui fera des droits humains l'une des composantes centrales de sa mission.

²⁸⁴ « Rapport du Comité du rapport du Président général », *Procès verbal. Trente-troisième session...*, p. 142, 144.

²⁸⁵ « Comité des Droits de l'homme », dans : Rapport du Comité du rapport du Président général », *Procès verbal. Trente-troisième session...*, p. 144.

²⁸⁶ « Les droits de la personne humaine », *Le Travail*, 24 septembre 1954, p. 4.

²⁸⁷ *Ibid.* p. 5.

Dans le contexte des rapprochements avec les militants de la FUIQ, le discours des droits de l'homme devient plus largement le cadre privilégié de création d'alliances des militants syndicaux engagés dans le combat contre le duplessisme. Dans le cas de la FUIQ comme dans celui de la CTCC, la protection des droits humains fondamentaux apparaît alors comme une sorte de programme *minimum* sur lequel ils peuvent s'appuyer pour contracter des alliances avec d'autres acteurs de la société civile préoccupés par la dégradation des libertés civiles sous le règne de Maurice Duplessis.

b) L'action politique et la lutte pour la démocratie : la CTCC face au Rassemblement et à l'Union des forces démocratiques

La décision de l'exécutif de la CTCC de proposer la création d'un comité chargé explicitement de rédiger un projet de charte devant être inscrite dans la constitution canadienne est directement liée aux rapprochements opérés par leur organisation avec la FUIQ dans la foulée du combat contre les bills 19 et 20. Les similitudes entre la mission de ce comité et celle dévolue au *Comité du manifeste* de la FUIQ chargé d'énoncer « les droits fondamentaux » des citoyens de la province sont loin d'être fortuites. Lors du congrès de la FUIQ de 1954, ses délégués mandatent en effet leur *Comité d'action politique* pour qu'il entame des discussions avec la CTCC en vue de la création d'un *Comité Conjoint d'Action Politique* composé sur une base paritaire de représentants des deux organisations²⁸⁸. L'objectif est alors d'obtenir l'adhésion officielle de la CTCC à au *Manifeste* de la fédération et de mettre sur pied un front uni pour défendre les « droits fondamentaux » des citoyens de la province²⁸⁹. À ce moment, il est également question que la CTCC mette sur pied un « comité similaire » au *Comité du Manifeste* qui pourra

²⁸⁸ « La F.U.I.Q. en faveur de l'action politique », *Les Nouvelles ouvrières*, juin 1954, p. 1,3; AUQÀM. 85 P - Fonds de la FUIQ, 640/30, « *Aperçu de l'histoire politique de la FUIQ* », 20 janvier 1957; « Vers plus d'unité d'action. Un comité d'action politique serait-il réalisable », *Les Nouvelles ouvrières*, mars 1954, p. 1,3. Voir également la section « L'Appel de la FUIQ », dans : Roch Denis, *Luttes de classes et question nationale...*, p. 157 et suiv.

²⁸⁹ « La F.U.I.Q. en faveur... », p. 1,3. AUQÀM. 85 P - Fonds de la FUIQ, 160/4, *MEMO (journal interne de la FUIQ)*, septembre 1954.

« coopérer étroitement » en vue de l'élaboration d'un manifeste conjoint²⁹⁰. On constate ainsi que les droits humains s'érigent alors comme le cadre commun des programmes politiques des deux principaux syndicats de la province, et ce, en dépit des conceptions différentes des droits humains défendues par leurs membres.

Au lendemain de ces assises, Jean Marchand déclare publiquement que la CTCC est disposée à « étudier des méthodes d'action politique conjointe » avec la FUIQ²⁹¹. Contrairement aux syndicats industriels toutefois, qui appuient officiellement le CCF-PSD depuis leur fondation, la CTCC rejette dans sa constitution toute forme d'appui ou d'affiliation à un parti politique. C'est la raison principale qui pousse ses membres, au congrès de 1954, à refuser l'invitation lancée par le *Comité du Manifeste* de la FUIQ de travailler à la création d'un troisième parti dans la province²⁹². Dans un contexte où la CTCC est résolument engagée dans la lutte antiduplessiste, ses membres discutent abondamment d'action politique non-partisane et d'éducation politique, tout en conservant dans ses statuts l'interdiction formelle de toute action politique partisane²⁹³.

Les rapprochements politiques entre la CTCC et la FUIQ – et avec la nouvelle Fédération des travailleurs du Québec créée en 1957 – s'intensifient dans la seconde moitié des années 1950, à la faveur d'un accroissement sans précédent des tensions avec Duplessis et d'une montée en force de la répression antiouvrière. La grève de Murdochville de 1957 marque de ce point de vue un tournant majeur dans l'unification politique de ces deux plus importants syndicats de la province autour d'un programme commun de défense des droits humains. Bien qu'elle soit menée par des grévistes affiliés à la FTQ, cette grève convainc plusieurs dirigeants de la CTCC de s'impliquer de

²⁹⁰ AUQAM. 85 P - Fonds de la FUIQ, 160/27, FUIQ, *Communiqué* – "La FUIQ-CCT fête la Confédération en préparant un Manifeste politique"; « La FUIQ et son manifeste politique », *Les Nouvelles ouvrières*, juillet 1954, p. 1.

²⁹¹ « La FUIQ et son manifeste... », p. 1.

²⁹² « Rapport du Comité d'action politique », *Procès verbal. Trente-troisième session du Congrès de la C.T.C.C., Montréal, P.Q.*, 1954, p. 177-180. Voir également : Guy Lortie, « L'évolution de l'action politique de la CSN », *Relations industrielles*, vol. 22, n° 4, 1967, p. 532-557.

²⁹³ Guy Lortie, « L'évolution de l'action... », p. 544-545.

manière plus active dans l'action politique partisane pour défendre la démocratie et les droits de l'homme. Lors de ce conflit ouvrier, où deux grévistes sont décédés, l'utilisation des briseurs de grève immigrants et la présence de fier-à-bras appuyés par la police provinciale sont dénoncées par l'ensemble des dirigeants syndicaux de la province comme une nouvelle manifestation de la montée en force d'une dictature au Québec²⁹⁴. Jean Marchand ira alors jusqu'à comparer directement les agissements de Duplessis et de sa « gestapette » au régime hitlérien en Allemagne nazie²⁹⁵. Lors de la « Marche sur Québec » organisée conjointement par la CTCC et la FTQ pour dénoncer les violences commises par la police provinciale à Murdochville, tous les orateurs qui prennent la parole devant les quelque 7 000 manifestants sont unanimes à dénoncer la « dictature » qui se met en place au Québec « sous les apparences de la démocratie »²⁹⁶. Faisant à nouveau intervenir les instances internationales pour juger des agissements du gouvernement provincial, les dirigeants de la CTCC réclament de leur côté une enquête du Bureau international du Travail sur l'état des droits syndicaux au Québec, dont la mission sera d'« assurer le respect universel des droits de l'homme »²⁹⁷.

Dans ce contexte de répression, de plus en plus de membres de la CTCC se tournent, sur une base individuelle, vers l'action politique partisane. Plusieurs de ses permanents se joignent en effet au parti CCF-PSD, dont l'aile québécoise sera présidée à compter de

²⁹⁴ Sur la grève de Murdochville, consulter notamment : Guy Bélanger, « La grève de Murdochville (1957) », *Labour/Le Travail*, vol. 8/9, automne 1981 – printemps 1982, p. 103-135.

²⁹⁵ « 300,000 ouvriers marchent sur Québec », *Le Travail*, 13 septembre 1957, p. 1, 3.

²⁹⁶ « La démocratie en péril dans le Québec », *Le Travail*, 30 août 1957, p. 4-5. « Le mémoire que M. Duplessis n'a pas voulu entendre », *Le Travail*, 13 septembre 1957, p. 3; Fonds des mémoires, MEM0002, *Mémoire sur les obstacles au libre exercice du droit d'association dans la Province de Québec présenté conjointement par la CTCC et la FTQ*, 7 septembre 1957, p. 1.

²⁹⁷ « Une enquête de l'O.I.T. sur la liberté syndicale », *Le Travail*, 22 août 1958, p. 4; « La C.T.C.C. invite les enquêteurs de l'O.I.T. », *Le Travail*, 15 mai 1959, p. 3. Cette enquête ne sera jamais menée par le BIT, notamment parce que le Canada a refusé de ratifier la Convention de cette organisation sur la liberté syndicale. Des démarches seront par ailleurs poursuivies tout au long des années 1960 pour réclamer une enquête sur la situation des droits syndicaux au Canada. Voir notamment : « L'affaire de Radio-Canada : la CSN pourrait déposer une plainte contre le Canada », *Le Travail*, août 1966, p. 5.

1956 par le fondateur du syndicat des permanents de la CTCC, Michel Chartrand²⁹⁸. Remplacé à la présidence de la CTCC par Roger Mathieu en 1958, Gérard Picard se joint au PSD l'année suivante et est élu président adjoint du NPD lors de sa création en 1961²⁹⁹. Comme nombre de leurs collègues de la FUIQ et de leurs alliés de l'intelligentsia réformiste de la province, plusieurs permanents de la CTCC participent également à la fondation du *Rassemblement* en 1956, une organisation qui – rappelons-le – inscrit la Déclaration universelle des droits de l'homme au cœur de son programme d'action politique et d'éducation démocratique³⁰⁰.

Bien que la CTCC refuse d'adhérer officiellement à ce regroupement, le journal *Le Travail* se fait le promoteur assidu de ses activités et rapporte dans ses pages sa déclaration de principes fondée sur la DUDH et propose des comptes rendus détaillés de ses activités, de ses congrès et des déclarations publiques de ses porte-paroles³⁰¹. Jean Marchand est par ailleurs membre de la « Commission des libertés civiles » du *Rassemblement* chargée d'enquêter sur les atteintes à ces droits dans la province et ailleurs³⁰². Engagés depuis la fin des années 1940 dans le combat pour la restauration de la démocratie, plusieurs d'entre eux se retrouvent également dans la liste des signataires

²⁹⁸ Le conseiller syndical Pierre Vadeboncoeur adhère à ce parti dès 1954. Michel Chartrand a pour sa part été sollicité par ses collègues Jean-Paul Geoffroy et Gérard Pelletier, mais aussi par Pierre Elliott Trudeau – tous collaborateurs à la revue *Cité libre*.

²⁹⁹ Pour la liste des membres du PSD et du NPD-Québec, consulter : David H. Sherwood, *The NPD and French Canada 1961-1965*, mémoire (histoire), Université McGill, 1966, p. 30 et 78.

³⁰⁰ En mai 1957, une motion en faveur d'une cotisation au *Rassemblement* est rejetée sous prétexte qu'« un tel octroi pourrait être interprété comme une souscription à un parti politique ». ACSN. Fonds du Bureau confédéral, BUR0001-D15, *Troisième réunion du Bureau Confédéral de la C.T.C.C. tenue à Montréal*, 4 mai 1957, p. 4; AUQAM. 85 P - Fonds de la FUIQ, 800 : 02/48, *Pourquoi j'adhère au Rassemblement*, s.d. [1956]; «Naissance du "Rassemblement" », *Le Travail*, 14 septembre 1956, p. 1.

³⁰¹ Voir notamment : « Naissance du "Rassemblement" », *Le Travail*, 14 septembre 1956, p. 1; « "Le Rassemblement", un instrument politique contrôlé par les citoyens, pour les citoyens », *Le Travail*, 28 septembre 1956, p. 6; Maurice Ladouceur, « L'anti-communisme des politiciens fait le jeu des communistes », *Le Travail*, 30 novembre 1956, p. 1; « Il vaut mieux avoir des hommes debout à Québec que "marcher" sur Québec », *Le Travail*, 22 février 1957, p. 5; « Les droits démocratiques des citoyens ont été restreints selon LE RASSEMBLEMENT », *Le Travail*, 7 février 1958, p. 3.

³⁰² ANC. Fonds JLCC, MG28 V75 34 - 16, *Report of the Montreal Secretary - Dec. 1957*.

du *Manifeste démocratique* publié par Pierre Elliott Trudeau en 1958³⁰³. Ceux-ci appuient aussi l'*Union des forces démocratiques*, qui se propose de rallier « toutes les forces réformistes » autour du cri de ralliement « Démocratie d'abord! »³⁰⁴.

Comme leurs collègues de la FTQ, plusieurs militants de la CTCC appuient également la création du Nouveau Parti Démocratique³⁰⁵. La CTCC n'adhérera cependant jamais officiellement au NPD, bien que la majorité de ses permanents appuient le programme de cette nouvelle formation politique, qui fait notamment de la démocratie, des droits humains et des libertés civiles les socles fondamentaux de son programme social-démocratique³⁰⁶. Suivant des trajectoires similaires à leurs anciens alliés de la FUIQ, plusieurs d'entre eux participent également, en 1963, à la fondation du Parti socialiste du Québec qui sera présidé par Michel Chartrand de la CSN³⁰⁷. Militant depuis le milieu des années 1950 pour la promotion des droits humains à la CTCC, ces derniers participent, avec leurs anciens alliés de la FUIQ, à inscrire ces droits au cœur de la plateforme politique de ce nouveau parti³⁰⁸.

³⁰³ On y retrouve notamment le nouveau président élu cette année-là, Roger Mathieu, le secrétaire Jean Marchand, le directeur du journal Gérard Pelletier et plusieurs autres permanents de l'organisation, dont Adrien Plourde, Jean-Paul Coulombe, Jean-Paul Geoffroy et Jean-Robert Ouellet. Pour la liste des signataires : AUQÀM. 85 P - Fonds de la FUIQ, 800 : 02/48, *Manifeste*, 10 avril 1959.

³⁰⁴ « L'Union des forces démocratiques est saluée avec espoir », *Le Travail*, 21 novembre 1958, p. 5.

³⁰⁵ Pour un aperçu du rôle des militants de la CTCC dans ces débats, consulter : Roger Mathieu, « La politique et la politique de la présence », *Le Travail*, 12 décembre 1958, p. 1; « Politique fédérale. Un nouveau parti ou le procès du libéralisme canadien », *Le Travail*, 13 mai 1960, p. 6; « LA C.S.N. se réjouit de la fondation du Nouveau Parti », *Le Travail*, août 1961, p. 1; ACSN, Fonds du Bureau confédéral, BUR0002-D4, Jean Marchand, *Fondation du Nouveau Parti Démocratique. Annexe au procès-verbal de la cinquième réunion du Bureau confédéral de l'année 1960-61*, Québec, 8 août 1961.

³⁰⁶ ACSN. Fonds du Bureau confédéral, BUR0003-D1, *Troisième réunion du Bureau confédéral de la C.S.N.*, Québec, 1 mars 1963.

³⁰⁷ Vice-président du Conseil Provisoire de ce nouveau parti, Michel Chartrand est en grande partie à l'origine de sa mise sur pied avec, entre autres, Pierre Vadeboncoeur, Jean-Paul Gagnon et Robert Millet de la CSN. « Le PSQ confirme sa tendance "gauche nationale" et affirme sa primauté sur le NPD-Québec », *Le Devoir*, 18 novembre 1963, p. 1-8. « Michel Chartrand à la présidence des socialistes », *Le Devoir*, 18 novembre, 1963, p. 1; Roch Denis, *Luttes de classes et question nationale...*, p. 311.

³⁰⁸ AUQÀM. 160 P - Fonds Jacques Dofny, 630/5, *Statuts du parti socialiste du Québec (Premier Congrès à Québec, 15-16-17 novembre 1963)*, 2 p.

En somme, les membres de la CTCC-CSN prennent une part active à ces divers groupements et partis politiques (PSD, Rassemblement, UFD, NPD-Québec et PSQ) qui tous, comme on l'a vu, inscrivent explicitement dans leurs statuts les principes énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et revendiquent l'adoption d'une charte des droits (fédérale ou provinciale). Lors du congrès de la CTCC de 1960 – au cours duquel la décision la plus importante fut, comme nous le verrons au prochain chapitre, celle de déconfessionnaliser l'organisation et d'adopter la nouvelle appellation de Confédération des syndicats nationaux – le thème des « droits et libertés » est au cœur de la nouvelle Déclaration de principes adoptée par ses délégués³⁰⁹. Reprenant en partie la déclaration de 1951, celle-ci apparaît alors, non seulement comme le fruit de l'évolution idéologique de ses membres, mais comme l'aboutissement du long combat qu'ils mènent depuis la fin des années 1940 contre les mesures répressives du gouvernement de l'Union nationale. Cette déclaration affirme ainsi que « l'homme est investi de droits naturels inaliénables qu'on ne peut jamais nier, abolir ou ignorer », parmi lesquels on souligne notamment les droits juridiques, la liberté d'expression, les droits politiques et le droit d'association. Affirmant que le droit d'association est la clé de voûte du système démocratique, celle-ci réclame également « le plein exercice du droit d'association » et l'adoption d'une législation du travail qui garantisse l'ensemble des droits corollaires au droit d'association des ouvriers³¹⁰.

4.4.4 Un changement de climat : la CSN et les libertés civiles au début de la Révolution tranquille

Le décès de Maurice Duplessis, en 1959, et l'élection du gouvernement libéral de Jean Lesage en juin de l'année suivante marquent une inflexion majeure dans le combat entamé depuis l'après-guerre par les syndicats catholiques pour la défense des libertés civiles. Dès son arrivée en poste, Jean Lesage affirme en effet publiquement, dans le

³⁰⁹ « Déclaration de principes de la CSN », *Procès-verbal de la trente-neuvième session du congrès de la CSN*, Montréal, 1960, p. 131-138.

³¹⁰ *Ibid.*

contexte des débats sur l'adoption de la Déclaration canadienne des droits, son appui à l'idée d'une charte des droits fédérale, tout en spécifiant que celle-ci doit respecter le droit civil, les droits constitutionnels et les compétences législatives du Québec³¹¹. Pour les dirigeants de la CTCC, la défaite du gouvernement de l'Union nationale est considérée à la fois comme un aboutissement, une période de transformation de la culture politique et une occasion d'établir un bilan des années de « grande noirceur » qui viennent s'achever. Lorsque le gouvernement libéral annonce en octobre 1960 la mise sur pied de la Commission d'enquête sur l'administration de l'Union nationale (Commission Salvas), chargée d'enquêter sur les allégations de corruption et de favoritisme du gouvernement duplessiste, la CSN réclame des commissaires qu'ils fassent enquête sur les cas de brutalités policières commises lors des grèves d'Asbestos et de Louiseville³¹².

Ce changement de garde politique consacre, aux yeux de ses dirigeants, un renouveau des idéaux de liberté et de démocratie, qui tranche radicalement avec le contexte répressif du régime duplessiste. Dans le mémoire qu'ils présentent au gouvernement provincial en 1962, les membres de la CSN se réjouissent ainsi du nouveau climat politique qui règne au Québec, soulignant que « la démocratie, que nous avions crue gravement compromise, donne des signes de vitalité et de renaissance. » Se targuant d'avoir « abattu le totalitarisme » dans la province, le mémoire conclut :

³¹¹ « Un document historique : le mémoire du Québec à la conférence fiscale », *Le Devoir*, 26 juillet 1960, p. 6; « Un bill du Québec sur les droits de l'homme? », *La Presse*, 25 juillet 1960, p. 15-18.

³¹² « Rapport du Bureau Confédéral de la C.S.N., 1960-1962 », CSN, *Procès verbal de la Quarantième session du Congrès de la C.S.N.*, Montréal, P.Q., 1962, p. 108. ACSN. Fonds des mémoires, MEM0003, *Mémoire annuel de la Confédération des Syndicats Nationaux (C.S.N.) au Cabinet provincial*, 17 novembre 1960, p. 7.

La CSN est heureuse de cette revalorisation de notre démocratie. Elle l'est d'autant plus qu'elle s'en attribue une bonne partie du mérite. Pendant les quinze années de noirceur qu'a traversée cette Province, elle se souvient d'avoir été la seule institution sociale importante à avoir résisté au Prince. À part quelques individus courageux [...] ce que nous appelons notre élite, ont donné le triste spectacle de la compromission, de la collusion et du silence coupable devant les exactions, les injustices et l'arbitraire gouvernemental.³¹³

Au-delà de la justesse de leur analyse sur l'ampleur de cette « Grande noirceur », les dirigeants de la CSN considèrent en effet que la Révolution tranquille marque la fin d'un régime dictatorial, répressif et radicalement hostile aux droits fondamentaux de la personne humaine.

* * *

Au cours des années 1950, la CTCC est ainsi passée graduellement d'une conception radicalement antilibérale des droits humains à une acceptation nouvelle de ces droits fondée sur un arrimage complexe entre les idéaux libéraux et les principes fondamentaux de la doctrine sociale de l'Église. Cette inflexion s'inscrit alors dans le contexte de l'évolution plus large de l'idéologie des militants de la gauche catholique et des syndicats chrétiens dans le monde, qui ont embrassé après la guerre l'idéal universaliste des droits humains formulé par l'ONU et ses agences spécialisées (en particulier l'OIT). Loin d'être uniquement le fruit de leur adhésion à ces principes abstraits, l'engagement concret des militants de la CTCC dans la défense de ces droits est plus fondamentalement le résultat de leur confrontation directe aux entorses perpétrées par Duplessis aux droits de leurs membres et à ceux de la classe ouvrière. Inscrivant leur combat contre le duplessisme dans le cadre de la lutte contre les dictatures fascistes et communistes menée par les travailleurs chrétiens dans le monde, ils ont très tôt mobilisé le paradigme des « droits de l'homme » comme instrument de résistance, de contestation et de mobilisation. Par son degré d'universalité, cet idéal juridico-moral a finalement constitué un cadre privilégié de la convergence idéologique entre des acteurs de différents secteurs de

³¹³ ACSN. Fonds des mémoires, MEM0003, *Mémoire de la Confédération des Syndicats Nationaux au Gouvernement de la Province de Québec*, 19 février 1962, p. 4.

la société québécoise qui, tout en ayant des conceptions différentes de ces droits, se sont unis autour d'une même compréhension de leur lutte pour la défense des droits fondamentaux des citoyens dans le contexte spécifique du Québec de l'ère duplessiste.

4.5 Une jeunesse en quête de liberté : les luttes des étudiants de l'Université de Montréal pour les libertés civiles

Les étudiants de l'Université de Montréal sont fortement influencés par l'important courant de libéralisation qui balaie la société québécoise des années 1950, tout en demeurant largement en périphérie du mouvement pour la défense des libertés civiles porté par les militants syndicaux et leurs alliés réformistes. Comme nous l'avons vu au précédent chapitre, les étudiants de la tendance moderniste cherchent depuis l'après-guerre à redéfinir leur rôle comme citoyens engagés dans les débats de société. Tout au long des années 1950, ces derniers défendent l'idée que l'université, chargée de former l'élite de demain, doit devenir un espace de liberté pour permettre aux jeunes en formation de développer leur esprit critique et de confronter les dogmes et les idées acquises aux schémas de pensées les plus divers. Le combat mené par une partie de l'élite étudiante universitaire pour la reconnaissance de leurs libertés de conscience, de presse et d'expression s'intensifie tout au long des années 1950, à la faveur d'une critique de plus en plus acerbe des valeurs de tradition, d'autorité, de hiérarchie, de soumission et de conformisme véhiculées par le clergé au Québec, en particulier grâce à son monopole sur le système d'éducation. Bien qu'ils cherchent eux aussi à mettre en valeur les principes de liberté et de démocratie, leur engagement demeure principalement cantonné à la réforme de leur milieu de vie immédiat, l'institution universitaire. Avant le tournant des années 1960, leurs revendications sont très peu articulées dans le langage des droits humains. Fortement ancré dans une quête de reconnaissance identitaire et civique, leur combat prend pour l'essentiel la forme d'une lutte menée par les journalistes étudiants du *Quartier Latin* contre la censure exercée par leurs pairs, mais aussi par les autorités cléricales et la direction de leur université.

4.5.1 Les étudiants de l'Université de Montréal face au mouvement de défense des libertés civiles

a) Le cléricalisme : obstacle à la « liberté de pensée »

Les revendications formulées par les étudiants en faveur des libertés de conscience, de presse et d'expression s'inscrivent dans une large mesure dans une quête de reconnaissance de leur statut de membres à part entière de la communauté des intellectuels catholiques au Canada français. Elle s'articule principalement autour d'une dénonciation, à bien des égards radicale, des menaces que fait peser le pouvoir de l'Église – et les valeurs de conservatisme, d'autorité et de soumission qu'elle incarne – sur la liberté de pensée au Québec.

Alors que plusieurs étudiants traditionalistes appuient leur quête de liberté sur un argumentaire authentiquement chrétien ancrée dans une recherche de piété individuelle³¹⁴, leurs collègues réformistes s'appuient sur les écrits des penseurs de la gauche catholique européenne afin d'y puiser les sources d'une critique plus radicale du conservatisme de la société québécoise. Influencés par des philosophes et des écrivains comme Sartre, Nietzsche et Gide, ceux-ci sont particulièrement sensibles à la démarche des penseurs personnalistes comme Emmanuel Mounier et Jacques Maritain, qui vise à concilier la doctrine catholique avec l'idéal de liberté humaine et les principes fondamentaux du libéralisme politique³¹⁵. Ainsi, des étudiants à peine sortis de

³¹⁴ Voir notamment : François Vachon, « Nous manquons de souffle », *QL*, 3 décembre 1953, p. 2; Géraud Beaudoin, « Il n'existe qu'une liberté », *QL*, 19 février 1952, p. 3; Suzette Thiboutôt, « On attendait plus de Pax Romana », *QL*, 18 septembre 1952, p. 2.

³¹⁵ Sur la fascination des intellectuels d'après-guerre pour les auteurs français du renouveau chrétien des années 1930-1950, consulter : Emmanuel Meunier et J-P. Warren, « *Sortir de la Grande noirceur* ». *L'horizon "personnaliste" de la Révolution tranquille*, Sillery, Septentrion, 2002, p. 112-121. À noter que ces auteurs discutent en particulier des mouvements jeunesse de l'action catholique spécialisée. Sur les manifestations de ce mouvement parmi les étudiants de l'UdeM, voir notamment : François Léger, « Essai », *QL*, 15 novembre 1949, p. 1-4; Jean-Charles Tanguay, « Renouveau thomiste », *QL*, 6 mars 1951, p. 6; C.G., « Emmanuel Mounier à la Société d'Études et de Conférences », *QL*, 19 octobre 1951, p. 5; Georges Desrosiers, « Le droit à la santé », *QL*, 7 mars 1952, p. 3-4.

l'Université de Montréal collaborent à l'édition d'août-septembre 1952 de la revue *Esprit*, une publication emblématique du courant personnaliste français, consacrée au thème du Canada français. Aux côtés d'intellectuels libéraux et réformistes établis comme Gérard Pelletier, Frank R. Scott, Maurice Blain et Jean-Charles Falardeau, on retrouve dans ce numéro deux anciens leaders importants de la communauté étudiante udemienne du tournant des années 1950 : Jean-Guy Blain et Jean-Marc Léger. Poursuivant les critiques qu'ils ont formulées sur plusieurs tribunes depuis l'après-guerre, notamment dans les pages du *Quartier Latin*, ces jeunes dénoncent l'absence de liberté, le manque d'esprit critique et la trop grande place accordée aux valeurs d'autorité et de soumission dans la société canadienne-française.

Dans le compte-rendu qu'il fait de ce numéro dans le *Quartier Latin*, le codirecteur du journal, Jacques Mackay, affirme d'emblée : « Il faut admettre que certains de ces points paraîtront audacieux, voire révolutionnaires. Ce n'est pas une raison pour les taire : au contraire...³¹⁶ ». Lui qui fondera une décennie plus tard le *Mouvement laïque de langue française* reprend la critique radicale que font ces auteurs de la « théocratie », de l'absence de « liberté de l'esprit », de l'« intolérance religieuse », voire de l'« ostracisme intellectuel » qui sévissent dans la province de Québec³¹⁷. Soulignant que ce numéro de la revue *Esprit* capte l'essentiel du problème de la liberté dans la société canadienne-française, Mackay invite ardemment ses collègues à le lire, en insistant sur la réputation mondiale qu'a cette revue dans la communauté des intellectuels catholiques³¹⁸.

³¹⁶ Jacques Mackay, « Meurs ou fais semblant de croire », *QL*, 25 septembre 1952, p. 4.

³¹⁷ *Ibid.*

³¹⁸ Cet épisode est relaté dans Nicole Neatby, *Carabins ou activistes? : l'idéalisme et la radicalisation de la pensée étudiante à l'Université de Montréal au temps du duplessisme*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 1999, p. 107 et suiv.

Comme l'a démontré Nicole Neatby, plusieurs membres influents de la communauté étudiante de l'UdeM manifestent également leur soutien à la revue *Cité libre* et leur admiration pour les libertés de conscience et d'expression dont font preuve ses rédacteurs. Depuis sa création en juillet 1950, les étudiants entretiennent des rapports périodiques avec certains collaborateurs de cette revue invités à l'Université pour discuter de la place des libertés de conscience, de parole et d'expression dans l'Église et dans la société canadienne-française³¹⁹. Dans un contexte où, comme nous le verrons, les étudiants discutent abondamment du problème de la censure des journaux étudiants au Canada, l'étudiante en droit Juliette Barcelo invite ses collègues à s'inspirer de la quête de liberté de cette « avant-garde » intellectuelle³²⁰. Sa collègue Marie Sénécal souligne également que « [l]e titre "Cité Libre" exprime bien l'absence de toute contrainte, la liberté d'expression qui règne dans cette revue.³²¹ »

La jeunesse universitaire francophone montréalaise du tournant des années 1950 inscrit ainsi sa quête de liberté dans la même mouvance de contestation du conservatisme moral et politique de la société canadienne-française portée par les libéraux réformistes de l'époque. Les positions adoptées par ces jeunes ne sont d'ailleurs pas sans provoquer des réactions importantes de la part des autorités religieuses de la province et du recteur de l'Université de Montréal, comme nous le verrons plus loin. Dans les pages de la revue *Relations*, le père Richard Arès décrit d'ailleurs *Cité libre* et le numéro spécial de la revue *Esprit* comme deux des principales manifestations du courant anticlérical qui émerge au sein de la jeunesse intellectuelle catholique du début des années 1950³²². Contrairement à d'autres groupes sociaux actifs à l'époque, cependant, les étudiants de

³¹⁹ Juliette Barcelo, « "L'obéissance à l'Église n'exclut pas la discussion entre chrétiens", Gérard Pelletier », *QL*, 16 janvier 1953, p. 2; « Conférence Mignault, Pierre Elliott Trudeau, "Obstacles à la démocratie dans le Québec", 10 décembre », *QL*, 2 décembre 1954, p. 4; Hélène Lortie, « La femme et "Cité libre", *QL*, 19 septembre 1957, p. 5.

³²⁰ Juliette Barcelo, « "L'obéissance à l'Église..." », p. 2.

³²¹ « "Points de Vue" – "Cité Libre" », *QL*, 12 janvier 1956, p.2.

³²² Richard Arès, « Le problème de l'anticléricalisme au Canada français », *Relations*, no 143, novembre 1952, p. 282-285.

l'Université de Montréal ne traduisent jamais leur combat pour la liberté dans des revendications formelles aux autorités publiques; tandis que leur engagement demeure à bien des égards théorique et finalement très peu formulé en termes de droits humains.

Bien qu'ils dénoncent ouvertement le cléricanisme, le fanatisme, le conservatisme et l'illibéralisme de la société canadienne-française, les étudiants réformistes se tiennent dans une large mesure en retrait des principaux combats menés par ceux qui se désignent à l'époque comme des militants des droits de l'homme et des libertés civiles. Les positions qu'ils adoptent au début des années 1950 traduisent leur conception restrictive des libertés individuelles, considérées par plusieurs comme ontologiquement subordonnées aux valeurs associées au maintien de l'ordre, de la paix sociale et du bien commun. On peut également poser l'hypothèse que l'absence d'engagement de ces jeunes dans la lutte concrète pour la défense des libertés civiles est plus fondamentalement liée au fait que, à l'intérieur de l'enceinte de leur université, ils restent relativement à l'abri des mesures répressives adoptées par l'État québécois.

b) Une distance de classe? : les étudiants et les droits des ouvriers

Plusieurs rédacteurs du *Quartier Latin* et étudiants en sciences sociales suivent de près les combats menés par les syndicats dans la province. Toutefois, ils s'engagent très peu dans la défense des droits des travailleurs et ne dénoncent jamais formellement les entorses aux droits syndicaux ou les abus commis par les forces policières contre les grévistes. L'AGEUM n'offre également aucune réponse organisée pour soutenir les revendications des syndicats³²³. Comme dans l'après-guerre, la collaboration entre les universitaires et les militants syndicaux demeurent dans une large mesure à sens unique : les dirigeants des organisations syndicales, de la CTCC principalement, étant

³²³ Il faut dire que pendant toutes les années 1950, les dénonciations publiques des politiques de l'Union nationale sont considérées comme subversives aux yeux des autorités universitaires, d'autant que le système de financement des institutions universitaires demeure à l'époque discrétionnaire et lié au bon vouloir du premier ministre Duplessis.

périodiquement invités à l'Université à titre de conférenciers invités³²⁴. La distance de classe qui sépare les travailleurs des universitaires constitue, aux yeux de plusieurs observateurs de l'époque, le principal frein à l'engagement de ces derniers dans les luttes syndicales; que ce soit à cause de l'« ignorance des intellectuels » de la situation ouvrière (comme le soutient Gérard Pelletier de la CTCC), de la « lâcheté de la pseudo-élite qui aurait abandonné les ouvriers à leur sort » (comme l'affirme Philippe Vaillancourt du CCT) ou encore des hésitations des jeunes à se définir comme véritable force de changement social (comme le prétend l'assistant-directeur du *QL* Gilles Duguay)³²⁵.

En marge des principales luttes ouvrières pour la sauvegarde des libertés civiles, les étudiants de l'Université de Montréal ne s'engagent également jamais dans la défense des militants de la gauche ou des membres des minorités religieuses touchées par les mesures répressives du gouvernement Duplessis. Les seules positions publiques qu'ils adoptent sur ces enjeux sont en fait destinées à dédouaner les Canadiens français des accusations d'antilibéralisme portées par certains de leurs homologues des universités anglophones canadiennes.

c) Minorités religieuses au Québec et minorités franco-catholiques au Canada.

Dans le contexte de la fin des travaux du Comité des droits de l'homme et des libertés fondamentales de 1950 (Comité Roebuck), une controverse éclate à la suite d'un éditorial paru au début de l'année 1951 dans le journal étudiant de l'Université de

³²⁴ C'est le cas notamment de Philippe Girard, de Michel Chartrand et de Jean Marchand de la CTCC, invités respectivement à discuter des structures du syndicalisme, de l'action politique ouvrière et du syndicalisme mondial. Sur les liens entre les étudiants et le mouvement ouvrier, voir notamment : François Aquin, « L'Équipe de Recherches Sociales à l'œuvre », *QL*, 5 mars 1953, p. 6; Jean-Paul St-Pierre, « Écho du monde ouvrier au C.R.I. », *QL*, 10 décembre 1953, p. 5; André Guérin et François Vachon, « Les ouvriers manifestent leur solidarité sur le plan politique », *QL*, 28 janvier 1954, p. 3; « Les étudiants ouvrent la marche sur Québec », *QL*, 28 janvier 1954, p. 1; Michel Gérin-Lajoie, « L'action politique des syndicats », *QL*, 22 septembre 1955, p. 2; « Sept jours parmi les grévistes à Noranda », *QL*, 14 janvier 1954, p. 6.

³²⁵ François Racine, « Les intellectuels et le mouvement ouvrier », *QL*, 15 décembre 1955, p. 6.; Gilles Duguay, « Sommes-nous des "Écœurants"? », *QL*, 26 septembre 1957, p. 6.

Saskatchewan, *The Sheaf*. Dans cet article l'étudiant Christopher Range s'insurge contre l'« inquisition » qui sévit dans la province de Québec, en se référant en particulier à la lutte menée par Duplessis contre les Témoins de Jéhovah et à la récente affaire des Frères de Plymouth à Shawinigan³²⁶. Range affirme en effet qu'au Québec « l'intolérance envers la liberté est plus répandue et mieux organisée que dans toute autre partie du pays ». Soulignant que ces incidents ont incité un grand nombre de Canadiens à revendiquer une charte des droits fédérale, ce dernier conclut que le manque d'appui des Canadiens français à ces minorités persécutées fait « douter que l'opinion publique de cette province soit capable de s'unir pour soutenir l'esprit et la loi d'un tel bill »³²⁷. Il faut dire qu'à l'époque aucune organisation francophone n'a soumis de mémoire aux membres du comité Roebuck.

Cette controverse témoigne des querelles qui par moments opposent les étudiants francophones et anglophones au sujet de la situation des libertés civiles et des droits des minorités au Québec et ailleurs au pays. Dénonçant les attaques dirigées par cet étudiant anglophone contre sa province et les Canadiens français, le rédacteur en chef du *Quartier Latin*, Vianney Therrien, pourfend ces généralisations abusives en insistant sur le fait que « [l]es étudiants se sont toujours posés en fougueux défenseurs de la liberté, qu'il s'agisse de réclamer leurs droits ou les droits de tout le monde.³²⁸ » Plutôt que de se porter à la défense de ces minorités religieuses ou de manifester son appui à l'idée d'une charte des droits, Therrien rappelle la nécessité de fixer des balises fermes pour séparer le bon du mauvais usage des libertés. Il souligne également le paradoxe des positions de son collègue de Saskatchewan, qui se rend coupable du même méfait dont il

³²⁶ Vianney Therrien, « L'inquisition dans le Québec... », *QL*, 30 janvier 1951, p. 1.

³²⁷ *Ibid.*

³²⁸ *Ibid.*

accuse les Canadiens français en s'attaquant à un groupe de citoyens « à cause de sa race ou de sa religion »³²⁹.

Ces controverses qui refont surface périodiquement tout au long des années 1950 montrent que les débats sur droits humains et les libertés civiles au Québec et au Canada sont structurés dans une large mesure par des lignes de démarcation linguistiques et religieuses et par le débat sur les droits des minorités canadiennes-françaises. Ainsi, au début de l'année 1953, un étudiant de l'Université de Montréal, Roger Vincent, écrit une lettre au directeur du journal étudiant de l'Université de Toronto, *The Varsity*, pour dénoncer le traitement injuste réservé au Québec dans un dossier spécial consacré à la situation des libertés civiles au Canada³³⁰. Bien que le dossier du *Varsity* mentionne quelques exemples d'autres provinces, il s'attaque en particulier à la loi du cadenas, aux abus policiers commis lors des grèves, aux entorses aux libertés des Témoins de Jéhovah et aux politiques du Bureau de la censure au Québec³³¹. Publiée en intégralité dans le *Quartier Latin*, la lettre de Roger Vincent est également reproduite dans l'édition du 29 janvier du journal *The Varsity*³³². Vincent y dénonce le « manque d'objectivité » des rédacteurs de ce numéro spécial. Bien qu'il reconnaisse que les enjeux soulevés en matière de libertés civiles au Québec existent et qu'ils doivent être discutés (il ne prend toutefois pas position), il s'insurge contre le fait que ces auteurs aient passé sous silence ce qu'il considère être l'une des plus importantes entorses aux libertés civiles au Canada : le déni de la liberté religieuse et du droit à l'éducation des membres des

³²⁹ *Ibid.*

³³⁰ Voir le numéro spécial : « Civil Liberty, Use It, Or Lose It », 7 janvier 1953. Cette édition fait suite à la création sur le campus du Civil Liberties Club en novembre en 1952. Voir notamment : « Form Club to Discuss Civil Rights », *The Varsity*, 17 novembre 1952, p. 4; « Committee to Set Up Civil Liberties Club », *The Varsity*, 21 novembre 1952, p. 1, 3.

³³¹ Voir notamment les textes suivants du numéro du 7 janvier du *Varsity* : « Our Fundamental Liberties, Their Origin And Outcome », p. 1; « Quebec Police. For whose protection », p. 2; « Nothing Will Be Permit That Is Not Roman Catholic », p. 6; « Yale-Lock Of Jail-Lock », p. 7; « Your Freedom... Your Voice », p. 8.

³³² (NDLR) et Roger Vincent, « Liberté, liberté chérie... », *QL*, 29 janvier 1953, p. 2; « Liberty in Education », *The Varsity*, 29 janvier 1953, p. 8, 4.

minorités francophones et catholiques des provinces à majorité anglophone³³³. Comme les autres cas mentionnés par *The Varsity*, ces droits relèvent pourtant des « libertés fondamentales de l'individu ». Vincent met ainsi à jour la contradiction du discours des Canadiens anglais sur la démocratie et les libertés, tout en insistant sur le fait que le Québec traite de manière exemplaire les minorités protestantes et juives³³⁴.

Cette volonté de dédouaner les Canadiens français des accusations d'illibéralisme portés par des Canadiens anglais et leur dénonciation des entorses aux droits des minorités canadiennes-françaises dans le reste du Canada, mettent en lumière les lignes de fractures linguistiques et confessionnelles qui alimentent les débats sur la situation des libertés civiles au Canada. Loin d'être uniquement identitaire, cette division est également idéologique. L'absence de prises de position de la part des étudiants sur les enjeux liés aux libertés civiles suggère en effet que ces derniers partagent l'opinion de la majorité des Canadiens français à l'égard des Témoins de Jéhovah et des mécanismes de régulation destinés à juguler ce qu'ils considèrent comme des mauvais usages des libertés. Formulée au lendemain de l'adoption par Duplessis d'une loi visant à contourner un jugement favorable aux Témoins de Jéhovah rendu par la Cour suprême en 1953, l'unique prise de parole officielle de la part d'un étudiant au sujet des Témoins de Jéhovah rappelle ainsi la position complexe des Canadiens français face aux enjeux touchant les libertés civiles des membres des minorités religieuses non catholiques³³⁵. Abordant de front quelques-unes des principales entorses aux droits des minorités religieuses au Québec, le directeur-adjoint du *Quartier Latin* François Vachon souligne que le « problème de la tolérance [...] prend un aspect de couteau à deux tranchants pour les Canadiens français qui se trouvent à la fois une minorité dans l'état fédéral du

³³³ Il rappelle en particulier les lois sur les écoles françaises du Manitoba et de l'Ontario, de même que le récent cas de Maillardville, où la minorité francophone s'est vue contrainte d'assumer le coût du maintien des écoles catholiques, tout en continuant de payer les taxes pour les écoles protestantes. Pour une description détaillée du « problème de Maillardville », consulter l'article de fond de Janet Stevenson dans la revue *Relations* de janvier 1952, intitulé « Le Problème de Maillardville ».

³³⁴ Roger Vincent, « Liberté, liberté... », p. 2.

³³⁵ François Vachon, « Tolérance », *QL*, 4 février 1954, p. 2.

Canada et la majorité dans l'état provincial du Québec ». Vachon soutient en effet que, dans le contexte d'une province à majorité catholique, « le peuple a le droit d'être défendu par son gouvernement contre les trahisons [et que ce dernier] a le droit de censurer ce qui attaque la foi et les bonnes mœurs ». Considérant qu'il incombe à l'autorité civile de défendre les droits de la majorité, Vachon appuie également la guerre sans merci menée par Duplessis contre les Témoins de Jéhovah au nom de la lutte contre la diffamation dont sont victimes les Canadiens français³³⁶.

Comme la majorité de la population catholique du Québec en ce milieu de décennie 1950, le codirecteur du *Quartier Latin* trace ainsi une ligne stricte entre le mauvais et le bon usage des libertés civiles, tout en défendant une conception confessionnelle du rôle de l'État québécois, présenté comme le garant des droits de la communauté religieuse majoritaire. Bien que l'on puisse douter que la frange la plus réformiste de la communauté étudiante appuie cette conception religieuse de l'État, l'absence de position sur les dossiers touchant les Témoins de Jéhovah suggère que leur lutte pour les libertés de conscience et d'expression reste envisagée dans sa vocation de critique du cléricalisme; et non de protection des droits des minorités religieuses non catholiques. Les rares positions des étudiants sur ces enjeux suggèrent en outre, comme nous le verrons au chapitre suivant, qu'en ce milieu de décennie 1950 la question des rapports majorité-minorités au Québec continue d'être articulée autour d'une forme de récit magnifié valorisant la coexistence pacifique entre les catholiques et la minorité protestante et, dans une moindre mesure, juive dans la province.

³³⁶ Parlant du rôle de l'État québécois, il affirme : « Son devoir est alors d'intervenir et d'empêcher toute attaque contre n'importe quelle religion; c'est restreindre la liberté de religion que de laisser une religion être attaquée par un groupement de fanatique (sic). »

d) La liberté des communistes en Russie... et au Canada

Ces débats sur les libertés civiles se déroulent avec comme toile de fond le contexte de guerre froide qui divise le mouvement étudiant international et le combat mené par les autorités civiles et religieuses au Québec contre le communisme. À l'intérieur de la communauté étudiante de l'Université de Montréal, le contexte de guerre froide contribue dans une large mesure à alimenter les débats sur les libertés civiles. Ces discussions tournent autour de deux enjeux principaux, soit celui de l'étendue des libertés individuelles dans les régimes communistes et celui de la possibilité d'engager un dialogue critique avec les communistes dans le contexte de répression qui sévit au Québec. Ces discussions s'inscrivent dans le contexte plus large des tensions idéologiques qui divisent le mouvement étudiant international au sujet de la possibilité de regrouper au sein de la principale organisation de coopération internationale étudiante de l'époque, l'Union internationale des étudiants (UIE), l'ensemble de la jeunesse étudiante mondiale, au-delà des clivages idéologiques de la guerre froide³³⁷.

Les débats qui agitent la communauté étudiante sur le thème de la « liberté des communistes » rappellent par ailleurs les débats mondiaux qui se déroulent à l'Assemblée générale des Nations Unies à l'époque au sujet de la définition des droits humains et de leur degré de protection dans les pays situés dans les blocs de l'Est et de l'Ouest. Ainsi, une première controverse éclate à la rentrée d'automne 1950 à la suite d'une conférence prononcée à l'Université par le président de l'AGEUM, Denis Lazure, à son retour de l'assemblée annuelle de l'UIE, intitulée *Liberté de la Jeunesse*

³³⁷ Au Canada, ces discussions s'articulent notamment autour de la question de la participation de la Fédération nationale des étudiants universitaires canadiens (FNEUC) – une organisation regroupant les associations étudiantes des principales universités canadiennes, dont l'AGEUM – à l'Union internationale des étudiants (UIE). Fondée 1946 pour regrouper les représentants d'associations étudiantes de 72 pays, cette organisation internationale est composée au début des années 1950 d'une majorité de délégués du bloc de l'Est et est accusée par plusieurs d'être sous la houlette de Moscou. Robert Sauvé, « Ce qui s'est passé à London », *QL*, 9 octobre 1951, p. 4. Sur l'histoire de l'UIE et les divisions idéologiques qui ont marqué ses premières années d'existence, consulter : Didier Fischer, « L'Unef et l'Union internationale des étudiants (1945-1965) », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, vol. 86, no 2, 2007, p. 84-105; Nicole Neatby, *Carabins ou activistes?...*, p. 66 et suiv.

*Communiste*³³⁸. Bien qu'il reconnaisse que la « liberté d'expression est une chose inexistante sous le régime communiste », Lazure affirme que la liberté demeure un concept relatif pour tout homme, qu'il soit communiste ou non. Il rappelle en particulier que les pays communistes ont assuré l'universalisation du droit à l'éducation, un droit considéré par ce jeune intellectuel fortement imprégné de la pensée personnaliste comme l'un des droits fondamentaux de la personne humaine. Il affirme également que « si pour le communiste il n'existe qu'une liberté communiste, dans notre pays il n'existe qu'une liberté démocratique » et que, de ce point de vue, « [l]a jeunesse communiste a des libertés que nous n'avons pas et vice-versa ». Dans le contexte tendu de la guerre froide, la position adoptée par le président de l'AGEUM au sujet de la « liberté des communistes » apparaît radicalement subversive.

À la fin de l'année, ce débat est également ravivé à la suite d'une invitation lancée par Denis Lazure à des étudiants russes et au président de l'UIE, Joseph Grohman, à effectuer une visite diplomatique au Canada et à faire la tournée des principales universités canadiennes³³⁹. Initiée dans le contexte des clivages idéologiques profonds qui divisent l'UIE, cette démarche vise alors à encourager la bonne entente entre les universitaires, afin de promouvoir la paix mondiale par l'établissement d'une solidarité internationale étudiante³⁴⁰.

Ce projet d'inviter au Canada des étudiants russes (appuyé par la majorité du Conseil de direction de l'AGEUM³⁴¹) provoque une importante controverse à l'Université de Montréal, qui a des échos également dans la communauté des intellectuels catholiques

³³⁸ Claude Lacombe, « Jeunesse et liberté », *QL*, 20 octobre 1950, p. 1.

³³⁹ Cet épisode est relaté en détail par Nicole Neatby, *Carabins ou activistes?...*, p. 66-79.

³⁴⁰ Comme l'affirme l'étudiante Suzette Thiboutôt : « Leur intention était de donner au monde adulte un exemple de fraternité mondiale, ils espéraient jeter, encore étudiants, les bases d'un monde qu'ils auront à diriger plus tard dans l'harmonie et l'entente ». Suzette Thiboutôt, « Rupture définitive entre les étudiants de l'est et de l'ouest? », *QL*, 18 septembre 1952, p. 2. Voir également : « Le sort du monde va (peut-être) se régler... », *QL*, 9 octobre 1951, p. 1.

³⁴¹ « En marge de la visite des étudiants russes », *QL*, 9 novembre 1951, p. 7; Nicole Neatby, *Carabins ou activistes?...*, p. 51 et 75.

de la province. En décembre 1951, l'AGEUM et le *Quartier Latin* organisent un débat-midi autour de cette question : « doit-on appuyer la visite des étudiants russes au Canada?³⁴² ». Celui-ci oppose deux personnalités influentes de la communauté étudiante : Rosaire Beaulé, président international de *Pax Romana*, et Luc Cossette, vice-président de la section locale de l'Entraide universitaire mondiale, de l'Équipe de recherches sociales et directeur du *Quartier Latin*. Les positions adoptées par les conférenciers et les intervenants lors de cette rencontre exposent les profondes divisions qui existent dans la communauté étudiante au sujet des limites de la liberté d'expression dans le contexte de la guerre froide. Ceux qui appuient la visite des étudiants russes insistent en particulier sur l'importance pour les jeunes d'engager, principalement dans le cadre de l'institution universitaire, un dialogue critique et frontal avec leurs principaux ennemis idéologiques. Leurs opposants soutiennent au contraire que la censure et la répression qui sévissent en Russie feront en sorte que les comptes rendus de ces étudiants seront utilisés comme instrument de propagande contre les démocraties et que cette visite risque de ternir l'image des étudiants. Certains affirment par ailleurs que la censure qui sera exercée contre ces visiteurs au Canada mettra à jour la contradiction du discours libéral et démocratique des pays du bloc de l'Ouest, dénonçant ainsi indirectement la nature mensongère de cette propagande³⁴³. Le problème de fond que soulève cette visite est donc d'une part le contexte de répression et de censure qui existe au Canada et qui contredit la propagande libérale du camp démocratique et d'autre part la crainte que l'absence de libertés dans la Russie soviétique ne travestisse les objectifs initiaux de ce projet de « bonne entente »³⁴⁴.

³⁴² Claude Marchand, « Pour ou contre la visite des étudiants russes », *QL*, 4 décembre 1951, p. 3

³⁴³ Cette controverse est en partie relatée par Nicole Neatby, *Carabins ou activistes?*, p. 76-77; Claude Marchand, « Pour ou contre... », p. 3; « En marge de la visite des étudiants russes », *QL*, 9 novembre 1951, p. 7; « Liberté », *QL*, 13 novembre 1951, p. 2-4.

³⁴⁴ Ces arguments sont présentés en détail dans : Claude Marchand, « Pour ou contre... », p. 3.

Cette initiative soulève également des réactions parmi l'intelligentsia catholique et anticommuniste de la province. En janvier 1952, le rédacteur à la revue *Relations*, le père Joseph Ledit, dénonce ouvertement le projet de visite des étudiants russes dans un article-choc intitulé « KOMINFORM »³⁴⁵. Reproduit à la « une » du *Quartier Latin*, le texte de Ledit dénonce la complaisance de Lazure envers la jeunesse communiste et avertit le président de l'AGEUM que promouvoir le « pacifisme » russe est, en fait, « faire la guerre, mais du côté soviétique! ». Grave accusation dans le contexte de l'hystérie anticommuniste du Québec de l'ère duplessiste³⁴⁶, cette diatribe du père Ledit soulève un vaste débat à l'Université de Montréal³⁴⁷. Plusieurs étudiants prennent en effet la plume pour dénoncer dans les pages du *Quartier Latin* la naïveté de leur président, qui pour sa part critique l'apathie et le manque de combativité de la jeunesse chrétienne d'Occident³⁴⁸. Le fait le plus marquant de ce débat est toutefois la prise de parole des étudiants internationaux inscrits à l'UdeM et qui proviennent des pays situés derrière le rideau de fer. Deux étudiants, l'un tchécoslovaque et l'autre hongrois, publient en effet des réponses au président Lazure dans lesquelles ils relatent leurs expériences et ceux des membres de leur famille des dictatures soviétiques de leur pays d'origine. Cette prise de parole témoigne de l'importance des étudiants internationaux dans les processus de transnationalisation des luttes pour la défense des droits humains, comme nous le verrons au chapitre 5. Soulignant que « le communisme et la liberté, c'est comme l'eau et le feu », l'étudiant Boris Celovsky dénonce les « conséquences graves » que peuvent avoir les « déductions de Denis Lazure au sujet de la Jeunesse

³⁴⁵ « KOMINFORM », *Relations*, janvier 1952, p. 21-23.

³⁴⁶ Lorsqu'au début de l'année 1953, Denis Lazure veut se rendre aux États-Unis, il est refoulé à la frontière par le consulat américain. Il faudra attendre l'intervention du ministre des Affaires extérieures Leaster B. Pearson pour que celui-ci puisse entrer aux États-Unis. Pour les protestations de la FNEUC et des associations étudiantes McGill, de l'Université de Toronto et de l'Université de Montréal, consulter : Luc Cossette, « Le cas Lazure », *QL*, 19 février 1953, p. 2; « Denis Lazure and the U.S. », *QL*, 12 février 1953, p. 2.

³⁴⁷ Joseph H. Ledit, « Le communisme à l'assaut des universités », *QL*, 22 janvier 1952, p. 1, 4-5.

³⁴⁸ Denis Lazure, « Attitude devant le communisme et la trahison », *QL*, 5 février 1952, p. 4-5; Denis Bousquet, « Nos "excellents" amis les étudiants russes », *QL*, 5 février 1952, p. 2. Voir également la réplique du père Ledit, qui décrit les tentatives du mouvement étudiant international par le gouvernement moscovite : Joseph H. Ledit, « La parole est maintenant aux étudiants », *QL*, 12 février 1952, p. 2.

communiste »³⁴⁹. Celovsky suggère par ailleurs que l'État canadien assume les dépenses pour envoyer tous les communistes du Canada en Tchécoslovaquie, affirmant que « [d]ans un an, il n'y aura plus de communiste au pays »³⁵⁰. Ayant pour sa part vécu trois ans sous les régimes communistes hongrois et roumains, l'autre étudiant (qui souhaite conserver l'anonymat par peur de représailles contre sa famille) rappelle les « épurations et liquidations » qui ont lieu en Hongrie et suggère lui aussi à Lazure de faire un échange étudiant en Hongrie pour qu'il se débarrasse de ses illusions au sujet de la prétendue liberté des communistes³⁵¹.

Ces discussions qui animent la communauté universitaire, et les universités canadiennes plus généralement jusqu'à la scission formelle de l'UIE³⁵², exposent l'importance cruciale du contexte de guerre froide dans les débats sur les libertés civiles, tant sur le plan local qu'international. La volonté affichée par plusieurs étudiants réformistes de favoriser le dialogue libre avec leur principal ennemi idéologique porte en effet en toile de fond une critique abrupte de l'anticommunisme aveugle encouragé par une société conformiste et réfractaire aux libres débats d'idées³⁵³. Sur le plan international, leur désir de promouvoir la solidarité étudiante internationale au-delà des clivages idéologiques entre les deux blocs passe également par une remise en cause partielle de l'idée d'une absence complète de liberté dans les régimes communistes. À l'inverse, ce débat pousse toutefois une majorité d'étudiants et d'intellectuels à réaffirmer avec force la supériorité morale des démocraties, en soulignant leur attachement profond à l'idéal de liberté.

³⁴⁹ Boris Celovsky, « Nuances sur le communisme », *QL*, 19 janvier 1951, p. 3.

³⁵⁰ Celovsky intervient également sur ce thème lors de la journée internationale des étudiants cette année-là. Marcel Blouin, « La journée internationale des étudiants », *QL*, 24 novembre 1950, p. 1.

³⁵¹ Un étudiant (anonymat), « Échange d'étudiants proposé à... un pauvre naïf », *QL*, 8 février 1952, p. 2. Voir également : « Collaboration avec les étudiants communistes : un mythe », *QL*, 18 septembre 1952, p. 2.

³⁵² Suzette Thiboutôt, « Rupture définitive entre les étudiants de l'est et de l'ouest? », *QL*, 18 septembre 1952, p. 2.

³⁵³ Michel Gérin-Lajoie, « Carabins et communisme », *QL*, 20 octobre 1955, p. 10; J.P. Bonhomme, « Les Russes à l'Université », *Q*, 13 septembre 1956, p. 1.

Malgré la volonté affichée d'une partie de la jeunesse réformiste des années 1950 de favoriser le dialogue libre et critique avec les communistes, il est cependant symptomatique de constater qu'aucun d'entre eux ne dénonce ouvertement la légitimité morale ou légale de la loi du cadenas et des autres mécanismes de régulation inscrits dans l'arsenal de guerre anticommuniste du régime duplessiste. Ainsi, les élus de l'AGEUM, les rédacteurs du *Quartier Latin*, tout comme la majorité de la communauté universitaire de leur université, restent rigoureusement à l'écart du mouvement de contestation des politiques anticommunistes du gouvernement de l'Union nationale pendant toute la décennie 1950. Plus encore, on constate que les critiques du conformisme anticommuniste des intellectuels catholiques diminuent de manière substantielle au milieu des années 1950, alors que se concrétise la scission du mouvement étudiant international et que se pérennise le consensus anticommuniste avec le réchauffement de la guerre froide.

4.5.2 La lutte contre la censure : un combat pour la reconnaissance des libertés de conscience et d'expression des étudiants

L'essentiel du combat mené par les étudiants de l'Université de Montréal en matière de protection des libertés civiles reste cantonné aux dénonciations des pratiques de censure qui touchent directement les membres de leur communauté. Comme les autres organisations à l'étude, l'engagement de ces jeunes dans le combat pour la défense des libertés civiles émerge principalement de leur confrontation directe et immédiate aux entorses perpétrées à leurs droits spécifiques. Alors qu'au Québec la lutte pour les libertés civiles prend essentiellement pour cible Duplessis, le combat contre la censure universitaire est principalement dirigé contre le recteur de l'Université, M^{gr} Olivier Maurault, et dans une moindre mesure contre les autorités ecclésiastiques desquelles relève la direction de l'Université de Montréal. Ce combat s'inscrit également dans le cadre des conflits de pouvoirs qui se multiplient dans la seconde moitié des années 1950 entre l'équipe du journal *Quartier Latin* et les membres élus du Conseil de direction de l'AGEUM.

a) La censure du cinéma universitaire

L'un des premiers axes du combat étudiant contre la censure concerne le contrôle exercé sur les productions cinématographiques, et en particulier sur le cinéma universitaire. Comme nous l'avons vu précédemment, la censure du film *Les enfants du paradis* par le Bureau de la censure en 1947 n'avait provoqué aucune protestation formelle de la part des étudiants de l'Université de Montréal, principalement à cause de l'avertissement lancé à l'époque par le recteur Olivier Maurault contre toute velléité de contestation. Or cette question est ravivée au début de l'année 1953, à la suite de l'annonce par l'évêque de Montréal de la mise sur pied d'un nouveau comité diocésain ayant pour mission de contrôler tous les films et spectacles présentés dans les institutions relevant de sa juridiction, ce qui inclut l'Université de Montréal³⁵⁴. Cette décision soulève en effet la question des rapports de pouvoirs entre la jeunesse étudiante catholique et les représentants du clergé, et donc celle de la liberté dans le contexte d'une société marquée par l'antilibéralisme de l'Église officielle.

Dès l'annonce de cette nouvelle, le directeur du *Quartier Latin*, Luc Cossette, publie un éditorial dans lequel il dénonce la création de ce mécanisme de censure, qui s'ajoute au contrôle exercé au Québec par le Bureau de censure provincial³⁵⁵. L'éditorial affirme d'emblée que les étudiants ne sont pas contre la censure, dans la mesure où elle permet la diffusion d'un « cinéma moral » dans la province. Celui-ci soutient plutôt que les étudiants constituent un auditoire particulier pouvant bénéficier, à titre de membres de l'élite intellectuelle, d'une plus grande marge de liberté : « Parmi les hommes, souligne Cossette, l'universitaire doit être celui dont la vie intérieure est tellement consacrée à la vérité qu'elle lui permette mieux qu'aux autres de déceler ce qui est mal dans les phénomènes extérieurs qu'il subit. Tel un film. » Celui-ci fait également valoir que l'ouverture aux schèmes de pensées différents fait partie intégrante de la formation et du

³⁵⁴ Cet épisode est relaté rapidement par Karine Hébert, *Impatient d'être soi-même : les étudiants montréalais, 1895-1960*, Québec, PUQ, 2008, p. 220.

³⁵⁵ Luc Cossette, « Nouvelle censure », *QL*, 15 janvier 1953, p. 2.

cheminement intellectuel de l'universitaire. En ce sens, c'est moins pour défendre le principe de la liberté d'expression que pour revendiquer la reconnaissance de la liberté de conscience et d'un statut particulier aux étudiants que le *Quartier Latin* dénonce cette censure comme « malheureuse et contraire au dynamisme naturel des universitaires »³⁵⁶.

Dans les faits, la censure du cinéma universitaire occupe une place relativement secondaire dans les préoccupations des étudiants, dans la mesure où elle ne semble pas avoir été appliquée avec trop de rigueur par le comité diocésain. Ainsi, l'AGEUM ne discute jamais ouvertement de ce dossier, tandis qu'un article paru en février 1954 dans le *Quartier Latin* se réjouit que le film japonais *Rashomon* soit présenté au programme du cinéma universitaire malgré qu'il ait été classé par les censeurs dans la catégorie des « films à la Martin Luther »³⁵⁷. De même, les étudiants se positionnent rarement sur les décisions du Bureau de la censure au Québec. Seul un article publié en février 1955 dénonce le fait que les censeurs « sont recrutés n'importe où » et réclame que ce Bureau soit formé de professionnels qualifiés dans les domaines de la morale et de l'esthétique. Dénonçant la « mentalité de petites filles de couvent » qui existe au Québec, Gilles Marien souligne que le « peuple » ne pourra jamais être prêt à affronter ce genre de vérités s'il est constamment tenu dans l'ignorance³⁵⁸. D'autres étudiants, plus traditionalistes, défendent au contraire le rôle du clergé dans le domaine de la censure, en affirmant que celui-ci est chargé d'« étiqueter les poisons, comme le ferait les pharmaciens » et « de diagnostiquer une infection dès son apparition »³⁵⁹. Mis à part les positions de certains jeunes de la mouvance sociale-démocrate à la fin des années 1950³⁶⁰, il faut véritablement attendre le début de la décennie 1960 pour que des

³⁵⁶ Voir également : « Censure du Cinéma universitaire », *QL*, 15 janvier 1953, p. 3.

³⁵⁷ J.P. B., « Les fesses nu-tête », *QL*, 4 février 1954, p. 2. À noter que ce film n'a été que censuré de 28 secondes par le Bureau de la censure à l'époque, soit une scène de baiser. Kenneth Landry, Yves Lever et Pierre Hébert, *Dictionnaire de la censure au Québec : littérature et cinéma*, Québec, Fides, 2006, p. 574.

³⁵⁸ Gilles Marien, « La censure "sent sure"... », *QL*, 10 février 1955, p. 8.

³⁵⁹ Paul A. Mondrou, « Église et index », *QL*, 8 mars 1956, p. 1.

³⁶⁰ Francine Chartrand, « Congrès de la jeunesse P.S.D. », *QL*, 13 novembre 1958, p. 10.

étudiants remettent en cause les décisions du Bureau de censure et réclament une réforme de la Loi sur la censure, voire la mise à pied de ce « groupe de bonzes »³⁶¹.

Ces positions démontrent que la remise en cause partielle de la censure par les étudiants est strictement orientée vers le cadre universitaire et qu'elle relève moins du principe de la liberté d'expression que de celui de la liberté de conscience des étudiants. Elles mettent plus largement en lumière la forte dimension expressive et identitaire des revendications de ces jeunes pour la reconnaissance de leur liberté. Cette démarche s'inscrit par ailleurs plus largement dans la campagne menée par certains étudiants réformistes pour la reconnaissance d'une complète liberté académique et pour l'instauration d'une « université libre » sur le principe de la pleine liberté de pensée des professeurs et des étudiants³⁶².

b) Au nom de la liberté d'expression : la censure de la presse universitaire

Le débat sur la censure universitaire s'articule dans une large mesure autour d'un combat pour la reconnaissance de la liberté de conscience des étudiants universitaires en tant que membres de l'élite intellectuelle. À l'inverse, l'engagement des rédacteurs du *Quartier Latin* contre la censure journalistique relève directement du principe de la liberté d'opinion, de presse et d'expression. Dans les deux cas, on remarque ainsi que ces revendications ont une forte dimension civique et identitaire, dans la mesure où il s'agit essentiellement pour ces jeunes de se faire reconnaître comme des citoyens éclairés pouvant bénéficier, à ce titre, d'une plus grande marge de liberté et de responsabilité.

³⁶¹ Mireille Dansereau, Robert MacKay et Michel Beaulieu, « Obscénité! », *QL*, 11 décembre 1962, p. 5; Michel Beaulieu, « Fera-t-on fi de la liberté d'expression? », *QL*, 21 novembre 1963, p. 4; Michel Beaulieu, « Ces messieurs de la censure », *QL*, 27 février 1964, p. 4; Jacques Desmarais, « On interdit le film "Jeunesse année Zéro" », *QL*, 26 janvier 1965, p. 5.

³⁶² Marc Brière et Pierre Perrault, « L'université libre », *QL*, 3 mars 1950, p. 1-2; « Avons-nous une liberté de pensée? », *QL*, 3 mars 1955, p. 12; Guy Saint-Germain, « Liberté académique de nos collègues classiques », *QL*, 3 mars 1955, p. 12; Claude Forget, « Vers la liberté académique », *QL*, 8 novembre 1956, p. 12.

Contrairement à celui de plusieurs autres acteurs et groupes sociaux engagés dans la défense des libertés civiles au Québec dans les années 1950, le combat des étudiants pour les libertés d'opinion, de presse et d'expression n'est jamais articulé dans le langage universaliste des droits humains. On peut poser l'hypothèse que cette absence s'explique d'abord par le fait que leurs revendications ne s'adressent pas au gouvernement ou à la société dans son ensemble, mais bien à une autorité proche (évêque, recteur universitaire, corps professoral), qui est considérée par plusieurs comme légitime dans le contexte d'une institution d'enseignement privée. On peut également supposer que les appels aux idéaux abstraits des droits humains constituent une stratégie discursive moins adaptée aux relations fondées sur des liens de proximité. Cette absence s'explique plus fondamentalement par le fait que la plupart des étudiants de l'Université de Montréal défendent une conception relative et limitée des libertés civiles, qu'ils considèrent comme jamais absolues et, surtout, tributaires du contexte dans lequel elles s'exercent. Aussi, tandis que la censure des autorités universitaires tend à s'exercer davantage sous forme de pression à l'autocensure, les débats sur la liberté de presse qui agitent la communauté universitaire prennent le plus souvent la forme de luttes de pouvoirs entre les étudiants eux même, en particulier entre les rédacteurs du *Quartier Latin* et les membres du Conseil de direction de l'AGEUM. Aussi, bien que certains rédacteurs et dirigeants du journal étudiant militent pour une totale liberté de presse, la plupart cherchent au contraire à trouver le juste équilibre entre, d'une part, leur idéal de liberté individuelle et, d'autre part, la préservation de la bonne réputation de leur université et du principe de la démocratie étudiante, incarnée par le pouvoir des élus de leur association étudiante.

Les luttes menées par la direction et l'équipe de rédaction du *Quartier Latin* au cours des années 1950 s'inscrivent dans un vaste mouvement de libéralisation qui balaie l'ensemble des universités canadiennes et qui est porté notamment par Presse Universitaire Canadienne (PUC), une organisation fondée en 1938 qui regroupe au début

des années 1950 des représentants de 21 journaux universitaires canadiens³⁶³. À la fin de l'année 1950, alors que se déposent tranquillement les cendres du débat sur la censure rectorale du *Quartier Latin*, les membres de la PUC réunis en congrès annuel décernent le premier prix de journalisme étudiant au *Quartier Latin*³⁶⁴. Lors de cette rencontre, un comité formé des directeurs des journaux *Varsity*, *Manitoban*, *Queens Journal* et *Quartier Latin* adopte une résolution pour dénoncer les pratiques de censure exercées par les autorités universitaires et réclamer la pleine reconnaissance des libertés de presse, d'opinion et d'expression des journalistes étudiants au Canada. Les délégués s'engagent également à faire de la PUC un instrument de défense de cette liberté, avertissant que « [t]oute atteinte pour supprimer cette complète liberté d'expression (sur les plans local, national ou international) sera fortement combattue par la CUP toute entière »³⁶⁵.

Adoptée en décembre 1950, cette résolution marque le début d'une vaste campagne nationale en faveur de la liberté d'expression de la presse étudiante. En ce début de décennie 1950, cette campagne est orientée contre la censure exercée par les directions d'universités. À l'Université de Montréal, cette question soulève des débats sur l'étendue du pouvoir de censure du recteur, et prend dans l'immédiat la forme de discussions théoriques sur les limites de la liberté d'expression dans le contexte d'une université privée pontificale. Près d'un an après l'abolition de la politique officielle de censure du *Quartier Latin*, son rédacteur en chef Vianney Therrien s'interroge ainsi sur la marge de liberté des rédacteurs de son journal depuis la levée de la censure officielle. Soulignant que la censure demeure, comme le Code de la route, nécessaire pour baliser les mauvaises conduites, celui-ci dénonce cependant le fait que son journal doit

³⁶³ Sur l'histoire, la composition et la mission de la PUC, consulter : « CUP SERVES CANADA », *The Varsity*, 3 octobre 1955, p. 2. Sur l'histoire de la liberté de presse universitaire au Canada, voir : Michiel Horn, « Students and Academic Freedom in Canada », *Historical Studies in Education/Revue d'histoire de l'éducation*, vol. 11, no 1, 1999, p. 1-32.

³⁶⁴ Hubert Aquin, « Le Q.L., premier coureur », *QL*, 19 janvier 1951, p. 1.

³⁶⁵ Aquin rappelle en plusieurs occasions son attachement à la liberté humaine comme fondement de la formation de l'universitaire et de l'engagement social du chrétien. Hubert Aquin, « Le Christ ou l'aventure de la fidélité », *QL*, 21 mars 1950, p. 4; Hubert Aquin, « Mise au point avec le "haut-parleur" », *QL*, 24 octobre 1950, p. 1; Hubert Aquin, « La politique à l'AGEUM », *QL*, 16 mars 1951, p. 2.

constamment « tenir compte de... MONSEIGNEUR LE RECTEUR »³⁶⁶. Affirmant ne pas vouloir « déterrer la hache de guerre », Therrien dénonce toutefois le fait que son journal ne jouit que d'une « demi-liberté », soulignant que sa liberté de presse demeure « bien précaire et hantée par une épée de Damoclès peu rassurante ».

Appuyé à l'époque par le directeur du journal *Le Devoir* Gérard Fillion³⁶⁷, le combat pour la liberté de presse des étudiants de l'Université de Montréal se heurte rapidement au pouvoir arbitraire des autorités religieuses de leur établissement. Peu utilisée de manière formelle, la censure rectorale est en effet exercée périodiquement pour rappeler les limites de la libre expression des idées subversives au sein d'une université catholique. Ainsi, à suite à la parution de l'article de Juliette Barcelo sur *Cité libre* et la liberté d'expression en particulier, le recteur Maurault avertit l'équipe de direction du *Quartier Latin* qu'il ne pourra plus continuer de les soutenir auprès des autorités religieuses s'ils continuent de publier des articles sur des sujets religieux ou moraux³⁶⁸. Comme le souligne l'historienne Karine Hébert, cet avertissement est une « façon de dire que le journal est menacé, au mieux, de voir la censure rétablie, au pire, d'être interdit de publication »³⁶⁹. Des rumeurs circulent également parmi les directions des journaux universitaires au Canada selon lesquelles, quelques années plus tard, le directeur du *Quartier Latin* Julien Aubert aurait été averti par M^{gr} Maurault qu'aucune faculté n'accepterait son inscription à cause de l'un de ses articles dénonçant le refus de

³⁶⁶ Vianney Therrien, « Sommes-nous libres? », *QL*, 9 octobre 1951, p. 2.

³⁶⁷ En février 1952, Fillion rédige, à l'invitation du directeur du *Quartier Latin*, cette déclaration historique aux yeux des journalistes du *Quartier Latin* : « Les journaux étudiants restent les derniers bastions du journalisme libre au Canada ». Soulignant que les journaux universitaires son « parmi les rares périodiques à permettre l'expression libre des idées » parce qu'ils ne sont pas « au service d'une politique » ou « à la remorque d'intérêts », Fillion affirme : « ILS IMPRIMENT DES IDÉES JUSTES ET PARFOIS DES SOTTISES. LES DEUX SONT NÉCESSAIRES, CAR LES DEUX SONT UN SIGNE DE LIBERTÉ D'OPINION » (majuscules dans le texte); Gérard Fillion, « Une presse libre », *QL*, 14 février 1952, p. 2.

³⁶⁸ Cet avertissement fait notamment suite aux pressions exercées par le directeur diocésain de l'Action catholique, M^{gr} Albert Valois. Karine Hébert. *Impatient d'être soi-même...*, p. 220.

³⁶⁹ *Ibid.*

Duplessis d'accepter les transferts fédéraux aux universités de la province³⁷⁰. Néanmoins, il apparaît que ce type de censure directe a très peu été exercé pendant les années 1950. Le pouvoir discrétionnaire que détient la direction de l'Université s'érige de fait comme un mécanisme d'autocensure, à la fois pour les rédacteurs du journal et pour les membres de la direction de l'AGEUM, qui agissent parfois comme relais du recteur en dénonçant les articles litigieux publiés dans les pages du *Quartier Latin*.

Ce débat sur la liberté d'expression des journalistes étudiants est ravivé avec force à la fin de l'année 1955, dans la foulée du congrès annuel de la PUC qui se déroule dans la ville de Québec. Ce congrès est en effet le théâtre d'une profonde controverse au sujet de la nature et des limites de la liberté d'expression des journaux étudiants face aux autorités universitaires au Canada. Lors du congrès de Québec, les éditeurs du journal *The Silhouette* de l'Université McMaster rendent public un classement officiel des journaux universitaires en fonction de leur plus ou moins grand degré de la liberté de presse³⁷¹. À cette occasion, des conflits éclatent également entre les délégués au sujet d'une motion affirmant que la PUC « appuie hautement une politique fortement en faveur de la liberté complète de la Presse Universitaire vis-à-vis les autorités de l'Université et du Conseil des Étudiants ». Approuvée par les représentants des universités protestantes canadiennes, cette motion est rejetée par la majorité des catholiques. Les membres de l'équipe du journal *Le Carabin* de l'Université Laval, en particulier, soutiennent qu'ils n'ont aucun pouvoir réel de s'émanciper du pouvoir de censure de la direction de leur université³⁷². Ce congrès expose de fait les divisions importantes qui existent au sujet de la revendication abstraite d'une pleine liberté de

³⁷⁰ « Editorial. It's Not All Glory », *The Purple and White*, 22 octobre 1958, p. 2; « Three Ottawa Student Editors Dismissed By University Officials », *McGill Daily*, 24 octobre 1958, p. 1.

³⁷¹ Pour une description du classement effectué par *The Silhouette*, voir : « Varsity in Shackles », *The Varsity*, 6 janvier 1956, p. 1-2.

³⁷² Rémy Mayrand, « La Presse Universitaire à Québec (... et la censure à l'honneur) », *QL*, 12 janvier 1956, p. 3.

presse, tandis que plusieurs remettent par ailleurs en cause le palmarès établi par leurs collègues du journal *The Silhouette*³⁷³.

Cette controverse qui anime les membres de PUC à l'échelle canadienne se répercute directement dans les débats qui agitent la communauté étudiante de l'Université de Montréal au milieu des années 1950. Les nombreuses prises de paroles au sujet de la liberté d'expression dans les pages du journal étudiant témoignent d'un accroissement sans précédent des conflits entre, d'une part une majorité de rédacteurs du *Quartier Latin* qui revendiquent leur pleine liberté d'expression et, d'autre part une majorité d'étudiants qui affirment que ce journal est la propriété de l'AGEUM et que la liberté de ses journalistes doit, en ce sens, être subordonnée aux intérêts de la communauté étudiante dans son ensemble³⁷⁴. Dans le contexte spécifique de l'Université, cette opposition soulève plus fondamentalement la question des limites à imposer à la liberté d'expression des idées subversives, susceptibles d'entacher la bonne réputation des étudiants ou de leur institution. Cette controverse au sujet des balises à la liberté d'expression des journalistes du *Quartier Latin* révèle par ailleurs les divisions idéologiques importantes qui existent à l'intérieur de cette communauté étudiante de plus en plus engagée dans les débats de société.

Le combat pour la liberté de presse des journalistes du *Quartier Latin* atteint son paroxysme à la fin de l'année 1958, dans un contexte où plusieurs journaux étudiants universitaires canadiens sont touchés par des mesures de censure. Lors de l'assemblée annuelle de la PUC tenue à Winnipeg en décembre 1958, les délégués adoptent une

³⁷³ Le compte rendu du congrès de Québec est disponible aux archives de l'Université de Montréal dans le fonds PEN, P172/C1, 1. Le *Varsity* de l'Université de Toronto conteste notamment ce classement, soulignant que les universités francophones sont davantage victimes de censure. Voir : « Varsity in Shackles », p. 1-2.

³⁷⁴ Pour un aperçu de ces nombreux et virulents débats, consulter : Paul Leduc (chef des nouvelles), « André Paquet nous quitte », *QL*, 19 janvier 1956, p. 1; William Gauthier Morris, « La censure », *QL*, 2 février 1956, p. 8; Robert Forcione, « Pas d'accord », *QL*, 16 janvier 1958, p. 5; « Exposés de principes sur la liberté et le respect de l'opinion », *QL*, 30 janvier 1958, p. 4. Pierre Martin, « Liberté de presse A.G.E.U.M. et Q.L. », *QL*, 25 septembre 1958, p. 4; Jacques Guay, « Liberté d'expression », *QL*, 18 septembre 1958, p. 3.

résolution unanime pour protester contre la décision prise ce même mois par la direction de l'Université Laval d'expulser un rédacteur du journal *Le Carabin*, Normand Lacharité. Cette décision fait suite au renvoi de ce dernier, l'année précédente, par l'Université d'Ottawa en raison d'articles publiés dans *La Rotonde*, le journal étudiant de cette université, dans lequel il critiquait le « paternalisme » des Oblats et affirmait que son journal était « le plus censuré au Canada »³⁷⁵. Expulsé de Laval à la suite d'un article publié dans *Le Carabin* pour dénoncer les autorités de l'Université d'Ottawa, Lacharité est officiellement admis à la rentrée de janvier 1959 à la Faculté des sciences de l'Université de Montréal³⁷⁶.

Les expulsions successives de Lacharité des universités d'Ottawa et de Laval marquent le coup d'envoi d'un vaste débat national à la PUC et dans les principaux journaux étudiants du Canada au sujet de la liberté de presse des journalistes étudiants. Lors de l'assemblée de la PUC de décembre 1958, les délégués adoptent une résolution, présentée par l'équipe du *Carabin* et appuyée par le *Quartier Latin*, qui réaffirme que « le journalisme universitaire canadien doit être basé sur le principe de la liberté de presse » et qui condamne les autorités de l'Université Laval pour l'expulsion de Lacharité³⁷⁷. Rappelant que cette décision « s'inscrit dans la grande tradition autoritaire de notre système d'éducation », le rédacteur en chef du *Quartier Latin*, Pierre Martin, publie un éditorial virulent dans lequel il dénonce – en dépit du fait que ce type de propos ait causé l'expulsion de Lacharité – l'approche répressive de la direction de l'Université Laval³⁷⁸. Martin s'insurge contre le fait que « des hommes d'Église refusent

³⁷⁵ « En guise d'introduction », *La Rotonde*, 28 février 1958; « A-t-on peur de la liberté d'expression? », *La Rotonde*, p. 11. Sur la chronologie des événements, consulter : « À la lumière du passé », *La Rotonde*, 11 décembre 1958, p. 3.

³⁷⁶ Inscrit à l'Université Laval à l'automne 1958, Lacharité rédige un imposant rapport dans lequel il décrit les événements qui ont conduit à son renvoi de l'Université d'Ottawa. Publié dans l'édition du 3 octobre de *La Rotonde*, le « rapport Lacharité » conduit à la destitution de la nouvelle équipe de direction de ce journal. « Le rapport Lacharité », *La Rotonde*, 3 octobre 1958, p. 1,5-6; « Three Ottawa Student Editors Dismissed By University Officials », *McGill Daily*, 24 octobre 1958, p. 1.

³⁷⁷ « La Presse Universitaire condamne l'expulsion de Lacharité », *QL*, 15 janvier 1959, p. 1.

³⁷⁸ Pierre Martin, « La raison du plus fort », *QL*, 15 janvier 1959, p. 2.

de reconnaître à un adulte le droit d'exprimer ses opinions, de les défendre et d'y tenir. Surtout dans un milieu universitaire.³⁷⁹ » Cette affaire témoigne non seulement de la dimension identitaire du combat des journalistes étudiants pour la liberté d'expression, mais également la manière dont il s'articule à la lutte plus large qu'ils mènent contre le cléricisme et le pouvoir des autorités religieuses au Canada français.

Cette affaire secoue le milieu étudiant universitaire canadien— en particulier celui des étudiants catholiques. Elle est également à l'origine de l'adoption par la PUC de la *Charte de la presse universitaire étudiante du Canada*. Adoptée lors de son congrès annuel de décembre 1959, qui se tient justement à l'Université Laval³⁸⁰, cette charte constitue l'aboutissement du combat pour la liberté de presse entamé depuis le début des années 1950 par les journalistes universitaires canadiens. Elle est également le résultat de la campagne nationale orchestrée contre l'expulsion de Normand Lacharité de l'Université Laval et de l'Université d'Ottawa. Plusieurs autres cas d'entraves à la liberté de presse étudiante qui marquent l'actualité nationale en cette fin de décennie 1950 contribuent également à alimenter ces débats³⁸¹. Reproduite intégralement dans les pages du *Quartier Latin*, la *Charte de la presse universitaire étudiante* réaffirme que « la

³⁷⁹ Critiquant les autorités de cette université catholique d'avoir opté pour la « raison du plus fort », Martin s'interroge : « On peut douter qu'elles croient en la philosophie humaniste dont elles se réclament ». Voir également : Denyse Roberge, « Lacharité en nos murs », *QL*, 22 janvier 1959, p. 3; Pierre Martin, « F.N.E.U.C. appuie Lacharité », *QL*, 15 janvier 1959, p. 3; « Les étudiants de Laval veulent un comité disciplinaire ultime où ils seraient représentés », *Le Devoir*, 16 janvier 1959, p. 3, 6.

³⁸⁰ À cette occasion, la direction de l'Université de Laval refuse de louer un local et d'offrir le banquet aux congressistes de la PUC, comme le veut la tradition, afin de protester contre la résolution dénonçant sa décision d'expulser Lacharité.

³⁸¹ Parmi celles-ci, mentionnons la démission forcée des trois rédacteurs de la Rotonde à la suite de la publication du « Rapport Lacharité », la menace de destitution du directeur du journal *Le Carabin* Jean Label à la suite de la publication d'un article critique à l'endroit de Duplessis et du cas, moins publicisé, du directeur du *QL*, Julien Aubert, mentionné précédemment. Voir notamment : « Editorial. It's Not All Glory », *The Purple and White*, 22 octobre 1958, p. 2; « Three Ottawa Student Editors Dismissed By University Officials », *McGill Daily*, 24 octobre 1958, p. 1.

presse universitaire doit être libre de toute pression de la part des conseils étudiants, d'autorités universitaires ou de quelqu'agent extérieur que ce soit.³⁸² »

L'adoption de cette charte provoque d'importants débats au sein de la communauté étudiante de l'Université de Montréal, dans un contexte où plusieurs conseils étudiants au Québec et au Canada adoptent des motions, soit pour limiter la liberté des journalistes étudiants, soit pour affirmer leur complète indépendance³⁸³. À la fin des années 1950, des débats sont ainsi organisés périodiquement sur la liberté de presse du *Quartier Latin*, au cours desquels les étudiants déploient les arguments classiques exprimés depuis le début de la décennie sur le degré de liberté auquel peuvent aspirer les étudiants en tant que citoyens en formation et en regard du contexte universitaire dans lequel ils évoluent³⁸⁴.

L'éclosion de ces débats sur la scène locale et nationale force les membres du Conseil de direction de l'AGEUM à mettre sur pied, en novembre 1960, une *Commission d'étude sur le journalisme étudiant* qui a pour mandat de formuler des recommandations sur le statut du *Quartier Latin* face à l'AGEUM, sur la liberté de presse et sur les responsabilités qui incombent à la direction et aux rédacteurs de ce journal³⁸⁵. Le début de la décennie 1960 est ainsi marqué par des conflits importants qui animeront les pages du journal étudiant et les réunions de l'AGEUM, jusqu'au dépôt du rapport de la

³⁸² « Charte de la presse universitaire étudiante du Canada », *QL*, 12 janvier 1960, p. 2. Ce principe implique que les journaux étudiants doivent être libres de l'ingérence des conseils étudiants, de tout contrôle « de la part du corps enseignant ou de l'autorité universitaire » et de toute autre forme de censure « de la part des autorités civiles ou académiques ».

³⁸³ Sur l'ingérence des conseils étudiants, voir le cas de UBC : « These People Refused a Free Student Press », *The Ubysey*, 21 janvier 1960, p. 1. Voir également l'éditorial et les lettres à l'éditeur publiés dans ce numéro en page 2. À l'inverse, l'association étudiante de McGill adopte une politique de libéralisation complète du *McGill Daily*, voir : C.M., « Liberté de presse à McGill », *QL*, 18 février 1960, p. 3. Pour d'autres cas, voir : « Sur les campus canadiens. Encore la liberté de presse », *QL*, 11 février 1960, p. 1.

³⁸⁴ André Simard (Droit IV), « La liberté de presse des étudiants. Pour ou contre? », *QL*, 26 janvier 1960, p. 3; Jacques Marquis, « L'exercice de l'autorité est subordonné à l'exercice de la liberté », *QL*, 1er mars 1960, p. 2; « Important débat », *QL*, 14 février 1961, p. 1.

³⁸⁵ « Attention! », *QL*, 2 mars 1961, p. 8.

Commission sur le statut du Quartier Latin en août 1964³⁸⁶. Rédigé par le secrétaire de l'AGEUM, Louis Côté, ce rapport propose une solution de compromis qui prévoit l'adoption d'une politique de complète liberté de presse de ses journalistes, tout en conservant la possibilité pour l'AGEUM de voter des motions de blâme et la révocation de l'équipe du journal par un vote du 2/3 de ses membres. Ce rapport recommande également que l'association continue d'exercer le contrôle sur la nomination du directeur et sur le vote des budgets du journal étudiant.

Le trait significatif de ces débats qui divisent la communauté étudiante est l'absence presque complète de discussions sur la censure exercée par le recteur de l'Université. Or si cette controverse s'articule essentiellement autour d'une lutte de pouvoir entre les membres du *Quartier Latin* et de l'AGEUM, c'est précisément parce que, pour les journalistes étudiants, le pouvoir des élus de l'association étudiante apparaît potentiellement plus facile à contester que celui de la direction de leur université. Il faudra attendre les débats sur la déconfessionnalisation de l'Université et sur la nomination d'un recteur laïc, à compter de 1963, pour voir les étudiants remettre en cause de façon fondamentale le pouvoir coercitif des autorités religieuses de l'Université³⁸⁷. L'absence de critique contre la censure exercée par le recteur tient en définitive moins de l'absence de contrôle de la part de ce dernier que de l'impossibilité stratégique des étudiants de s'émanciper de son autorité. Ainsi, lorsqu'en septembre 1963 le recteur lance un avertissement aux rédacteurs du *Quartier Latin* dans lequel il menace de « procéder à des exclusions »³⁸⁸, les dénonciations du *Quartier Latin* s'orientent, non pas contre le recteur lui-même, mais contre le Conseil de direction de

³⁸⁶ AUdeM, P33 - Fonds AGEUM, F/13, Louis Côté, *Commission sur le statut de Quartier Latin*, 20 août 1964, 8 p.

³⁸⁷ « Nous voulons un Recteur laïc », *QL*, 19 février 1963, p. 1.

³⁸⁸ AUdeM, P33 - Fonds AGEUM, B1/1,21, *Texte de l'avertissement lu par Monseigneur le Recteur aux membres de l'exécutif de l'Association Générale des Étudiants de l'Université de Montréal (AGEUM, lundi le 23 septembre 1963.*

l'AGEUM, qui rappelle aux journalistes leur « devoir d'autodiscipline »³⁸⁹. En somme, l'analyse des controverses sur la censure à l'Université de Montréal dévoile l'existence d'une communauté profondément divisée où les débats sur les limites à la liberté d'expression sont le plus souvent révélateurs des conflits idéologiques et des rapports de pouvoir entre les autorités établies et les forces de la contestation.

4.5.3 L'engagement des étudiants dans le mouvement des libertés civiles au tournant des années 1960

Qu'elle prenne la forme d'une dénonciation du cléricisme, d'un combat pour la liberté de conscience face au conservatisme de la société canadienne-française ou encore d'une lutte contre la censure du cinéma ou du journalisme étudiant, la quête de liberté des étudiants s'inscrit dans le processus de profonde mutation identitaire de la jeunesse universitaire québécoise entamé depuis l'après-guerre. Dans la seconde moitié des années 1950, plusieurs étudiants suivent ainsi de près les initiatives menées par les intellectuels et militants réformistes au Québec pour fédérer les efforts des forces prodémocratiques opposées à Duplessis. Les pages du *Quartier Latin* sont l'hôte de plusieurs débats au sujet des déclarations de principes de ces groupes qui, rappelons-le, s'appuient dans une large mesure sur les principes énoncés dans le droit international relatif aux droits de l'homme. Plusieurs journalistes du *Quartier Latin* manifestent ainsi leur appui à la création du *Rassemblement*³⁹⁰ et soutiennent le projet d'*Union des forces démocratiques* proposé par Pierre Elliott Trudeau et ses collègues à la fin des années 1950³⁹¹. Certains étudiants assistent également comme observateurs aux réunions de la

³⁸⁹ Pierre Marois (président) et Louis Côté (secrétaire), « L'Université est libérale en ce qui concerne la liberté d'expression », *QL*, 27 février 1964, p. 2.

³⁹⁰ André Lajoie, « La nature du "Rassemblement" », *QL*, 11 octobre 1956, p. 2; Claude Forget, « Le Rassemblement », *QL*, 25 octobre 1956, p. 9; Yvan Lanctôt, « Le Rassemblement », *QL*, 22 novembre 1956, p. 12; André Brossard, « Pour une politique rationnelle », *QL*, 22 novembre 1956, p. 15. Le Rassemblement appuie le combat pour la démocratisation de l'éducation : Noël Pérusse, « Les "Trois" à Québec », *QL*, 20 mars 1958, p. 1.

³⁹¹ Simon Paré, « Pierre-Elliott Trudeau et la démocratie », *QL*, 4 décembre 1958, p. 2; Louise Lambert, « Pierre-Elliott Trudeau. Réactionnaire ou réformiste? », *QL*, 26 février 1959, p. 5.

Ligue d'Action Socialiste créée à l'initiative des militants de la FUIQ³⁹², tandis que ceux de la frange la plus réformiste soutiennent ouvertement le Parti social démocratique (PSD)³⁹³.

Cette implication des jeunes dans les mouvements réformistes de la fin des années 1950 reflète l'engagement croissant des étudiants francophones montréalais dans les débats de société qui agitent la société québécoise à l'aube de la Révolution tranquille. Elle s'inscrit dans le processus plus large d'affirmation des étudiants universitaires, qui cherchent alors à se faire reconnaître comme membres d'une classe sociale à part entière pouvant bénéficier du plein droit de participer à la gestion des affaires de la Cité. Initié dans l'après-guerre, ce mouvement d'affirmation identitaire et civique se consolide au tournant des années 1960 à la faveur de la montée en force de l'idéologie syndicale étudiante. À la rentrée de septembre 1961, l'AGEUM adopte en effet la *Charte de l'étudiant universitaire*, un document inspiré de la Charte de Grenoble adoptée en 1946 par l'Union nationale des étudiants de France, qui énonce les droits et les devoirs des membres de la « classe des travailleurs intellectuels »³⁹⁴. Rédigée par cinq membres de l'AGEUM, celle-ci affirme que « [l']étudiant possède tous les droits et assume toutes les obligations d'un citoyen libre et jeune ». Rappelant le rôle social que doit jouer l'étudiant comme citoyen actif, cette charte soutient qu'il « doit jouir d'une complète liberté de pensée, d'expression et d'action » et réaffirme l'importance de protéger les « libertés académiques » par l'établissement d'une « université libre ». Symptomatique de l'émergence d'une pensée syndicale chez les étudiants, cette charte marque un tournant majeur dans l'entrée des jeunes, à bien des égards massive et

³⁹² Gilles Duguay, « Sommes-nous des "Écœurants"? », *QL*, 26 septembre 1957, p. 6.

³⁹³ « Le P.S.D. nous appuie », *QL*, 6 mars 1958, p. 3; Robert Burns, « Le P.S.D., parti doctrinal », *QL*, 6 mars 1958, p. 12; un observateur, « Du nouveau au P.S.D. », *QL*, 11 septembre 1958, p. 12. Le chef des nouvelles, « La L.A.U. Ce qu'en pensent les autres... », *QL*, 11 septembre 1958, p. 3.

³⁹⁴ Christiane Verdon, « Pour une charte étudiante... », *QL*, 26 janvier 1961, p. 2; Jacques Guay, Yves Papillon et Michel Pelletier Louis Bernard, « La Charte étudiante », *QL*, 6 avril 1961, p. 1-11; « La charte de l'étudiant universitaire », *QL*, 19 septembre 1961, p. 12; « La charte de l'étudiant universitaire (deuxième partie) », *QL*, 21 septembre 1961, p. 12; Michel Gouault, « Charte et syndicalisme étudiant », *QL*, 1er février 1962, p. 2.

radicale, dans le combat pour la défense des libertés civiles. De fait, l'engagement de ces jeunes dans le mouvement des droits humains est dans une large mesure le résultat de la mise sur pied des premières structures du syndicalisme sur lesquelles s'appuieront les luttes de ces jeunes pour la reconnaissance des droits des membres de la « classe étudiante »³⁹⁵.

La période d'entrée dans la Révolution tranquille est également marquée par une radicalisation sans précédent du mouvement de laïcisation qui a pris racine dans le combat des jeunes contre le cléricalisme et pour la liberté de conscience au début des années 1950. Plusieurs étudiants prennent notamment une part active dans la création du *Mouvement laïque de langue française* en 1961, un regroupement de militants laïcs qui font de la défense de la liberté de conscience l'un des axes centraux de leur engagement³⁹⁶. De même, c'est en grande partie au nom de la liberté de conscience qu'à compter de 1963 une majorité d'étudiants refuse de voter le salaire de l'aumônier de l'AGEUM, réclame le démantèlement des services religieux de l'AGEUM et revendique la laïcisation complète de leur université³⁹⁷.

L'engagement des étudiants dans la défense des libertés civiles s'élargit également au tournant des années 1960 à la faveur de la montée en force de l'idéologie syndicale et de

³⁹⁵ Voir à ce sujet : Alexandre Leduc, *"UGEQ : centrale syndicale étudiante" : l'idéologie syndicale au sein du mouvement étudiant québécois des années 1960*, Mémoire de maîtrise (histoire), Université du Québec à Montréal, 2010, 205 p.

³⁹⁶ Voir notamment : Louis Bernard, Jacques Guay, Yves Papillon et Michel Pelletier, « Qui dit démocratie, dit laïcité », *QL*, 6 avril 1961, p. 1-9; Jacques Guay, « L'Association laïque de langue française. Nous saluons sa création », *QL*, 6 avril 1961, p. 2; Bruno Verdon, « Le mouvement laïque de langue française. Nous irons à son congrès », *QL*, 2 novembre 1961, p. 2; Michel Beaulieu, « Pour une école laïque », *QL*, 14 novembre 1963, p. 3; Denise Bombardier, « Le mouvement laïque de langue française. Mouvement pondéré et serein », *QL*, 19 novembre 1963, p. 12.

³⁹⁷ Marjorie Bouchard (sciences politiques), « À propos des services religieux de l'A.G.É.U.M. », *QL*, 29 mai 1964, p. 5; Denise Bombardier-Lamontagne, « Les services religieux de l'A.G.É.U.M. », *QL*, 22 septembre 1964, p. 4; Nicole Fortin, « L'A.G.É.U.M refuse de voter un salaire à l'aumônier », *QL*, 1er octobre 1964, p. 1; AUdeM, P33 - Fonds AGEUM, E/1,56, AGEUM, *Mémoire de l'Association générale des étudiants de l'Université de Montréal au Gouvernement de l'État du Québec à propos du projet de charte et de statuts (sic) de l'Université de Montréal : commentaires, critiques, amendements*, mai 1967, p. 8-11.

l'engagement croissant des étudiants dans les débats de société qui animent cette période mouvementée. Du côté de l'Université de Montréal, l'AGEUM milite ainsi pour l'abolition de la peine capitale³⁹⁸, pour l'adoption du droit de vote des jeunes à 18 ans³⁹⁹ et pour la protection des droits des détenus⁴⁰⁰. L'AGEUM prend également position en faveur d'un changement à la loi du coroner, de la création d'un poste d'ombudsman et d'une réforme en profondeur de l'administration de la justice dans la province de Québec⁴⁰¹. Plusieurs étudiants dénoncent également les abus et les brutalités commises par la police provinciale lors des importantes manifestations étudiantes du début de la décennie⁴⁰². Dans le cadre de la manifestation organisée par les étudiants à Montréal pour dénoncer la visite de la reine Élisabeth II en 1964 (surnommée le « samedi de la matraque »), des étudiants mettent notamment sur pied un *Mouvement populaire des droits de l'homme* destiné à recueillir les plaintes d'étudiants victimes d'atteintes à leurs

³⁹⁸ Claire Gillain, « La tête de l'autre », *QL*, 19 février 1959, p. 8; Jacques Guay, « Comme Ponce-Pilate... », *QL*, 25 février 1960, p. 2; Guy Desparois, « Sondage sur la peine capitale », *QL*, 25 février 1960, p. 2; Jacques Théorêt, « Abolissons la peine de mort », *QL*, 25 février 1960, p. 2; Jacques Guay, « Meurtre légalisé », *QL*, 3 mars 1960, p. 2.

³⁹⁹ AUdeM, P33 - Fonds AGEUM, F/6, *Rapport, Comité d'éducation (Congrès de 1960)*, 26 août 1960; AUdeM, P33 - Fonds AGEUM, B1/1,19, *Procès-verbal de la dernière réunion du Conseil de Direction de l'AGEUM 1961-62*, le 2 avril 1962, 2 avril 1962.

⁴⁰⁰ Jacques Guay, « "Scandale à Bordeaux" La prison n'est pas un remède à la délinquance! », *QL*, 29 octobre 1959, p. 2; Robert Levac, « "Scandales à Bordeaux". Jacques Hébert nous en parle au comité des débats », *QL*, 17 novembre 1959, p. 2; Michel Lamarre, « Le respect de l'homme et la prison », *QL*, 5 mars 1964, p. 4.

⁴⁰¹ AUdeM, P33 - Fonds AGEUM, B1/1,21, *Procès-verbal de la réunion spéciale du Conseil de l'A.G.E.U.M., lundi le 17 juin 1963*, 17 juin 1963, p.1-2; Richard Pouliot, « L'ombudsman ou le protecteur du citoyen », *QL*, 5 mars 1964, p. 6; Marcel Simoneau, « La justice au Québec », *QL*, 14 janvier 1964, p. 2; Président de l'A.E.D. Pierre Meunier, « Supplément: Les libertés publiques », *QL*, 5 mars 1964, p. 1; Gaétan Tremblay, « Non à l'arbitraire », *QL*, 14 octobre 1965, p. 1; Jacques Elliott (dir.) et al., « Ce simulacre de procès n'aura pas lieu! », *QL*, 14 octobre 1965, p. 1; Colette Duhaime, « Des citoyens MANIFESTENT contre LES PROCÉDURES D'EXCEPTION », *QL*, 19 octobre 1965, p. 1; Gaétan Tremblay (pour l'équipe du *QL*), « L'illégalité », *QL*, 19 octobre 1965, p. 1; Louis Falardeau, « La justice ne sert pas la justice », *QL*, 31 janvier 1967, p. 2.

⁴⁰² Dorval Brunelle et al., « L'état d'urgence et les droits de l'homme », *QL*, 26 novembre 1963, p. 16; « Détentions arbitraires de quatre membres de l'A.G.E.U.M », *QL*, 15 septembre 1964, p. 9; Christiane Richard, « Québec et les "tontons-matraques" », *QL*, 15 octobre 1964, p. 1; Serge Ménard, « À la prochaine, chers beaux "tontons-matraques"! », *QL*, 20 octobre 1964, p. 4; Pierre Guertin, « Les "Tontons-matraques" sur le campus! », *QL*, 3 novembre 1964, p. 16; Chantal Gagnon, « Nos petits "tontons-matraques" », *QL*, 4 mars 1965, p. 4.

droits fondamentaux⁴⁰³. Créée en 1964 par les principaux syndicats étudiants de la province, l'Union générale des étudiants du Québec crée également un *Bureau des droits de l'homme* pour enquêter sur les manifestations de la mise en place d'un « état policier au Québec »⁴⁰⁴.

* * *

Il faut ainsi attendre le début des années 1960 pour que les étudiants de l'Université de Montréal, l'AGEUM, mais aussi le mouvement étudiant québécois en général, adoptent un discours plus radical sur la nécessité de protéger les libertés civiles des citoyens de la province et qu'ils inscrivent résolument ce combat dans la rhétorique des droits humains. De ce point de vue, le mouvement étudiant du début des années 1960 suit une trajectoire tout à fait similaire à celle des militants syndicaux des années 1950 qui, confrontés à des entorses directes et parfois brutales à leurs droits, mobilisent le discours des droits de l'homme comme instrument de défense contre un État qu'ils considèrent comme répressif, voire dictatorial.

Bien qu'il faille attendre le début de la Révolution tranquille pour voir le mouvement étudiant s'engager concrètement et massivement dans le combat pour la préservation des droits humains au Québec, la tangente radicale prise alors par les étudiants ne peut se comprendre sans prendre en compte les importantes transformations idéologiques et identitaires de la jeunesse universitaire des années 1950. Le combat contre le cléricisme, le conformisme et l'autoritarisme de la société canadienne-française, la lutte contre la censure et pour les libertés de conscience, de parole, de presse et

⁴⁰³ « Pour un mouvement populaire des droits de l'homme », *QL*, 1er novembre 1966, p. 4; « Communiqué du "Mouvement Populaire des Droits de l'Homme" », *QL*, 15 novembre 1966, p. 3. CPDH, Robert Bergevin (secrétaire), « Démission du juge Trottier », *QL*, 17 novembre 1966, p. 5; Louis Denoncourt, « Témoignage sur le terrorisme policier », *QL*, 22 novembre 1966, p. 5; Charles Gagnon et Pierre Vallières, « Protestations contre l'attitude des corps policiers! », *QL*, 1er décembre 1966, p. 5.

⁴⁰⁴ Pauline Gagnon, « L'état policier », *QL*, 11 octobre 1966, p. 5; « Enquête sur l'état policier », *QL*, 18 octobre 1966, p. 3; « Les étudiants et les droits de l'homme au Québec », *Rapports ouvriers canadiens*, mars 1966, p. 3-4.

d'expression, de même que la volonté affichée de plusieurs étudiants d'affirmer leur statut de membres d'une classe sociale active dans les débats de société, constituent autant de facteurs à l'origine de l'engagement des étudiants francophones montréalais dans le combat pour la défense des droits humains, au début de cette période mouvementée du début des années 1960, que d'aucuns refuseraient sans doute de qualifier de Révolution « tranquille ».

Conclusion

Les trajectoires des quatre organisations à l'étude témoignent de l'impact majeur du droit international relatif aux droits de l'homme et du contexte international de la guerre froide dans l'évolution des débats sur la reconnaissance des libertés civiles au Québec. Les débats qui animent la société civile québécoise de l'époque au sujet de ces droits sont également influencés par le contexte spécifique du Québec des années 1950, marqué notamment par la figure autoritaire de premier ministre Duplessis, par le pouvoir important de l'Église et de la culture catholiques, par les enjeux liés à reconnaissance des droits des Canadiens français et par les débats sur l'inscription du Québec dans le régime d'historicité des sociétés démocratiques occidentales.

Les positions adoptées par ces groupes au sujet des principaux enjeux relatifs aux libertés civiles soulevés dans le Québec de l'ère duplessiste (loi du cadenas, censure, entorses aux droits des minorités religieuses, législations antisyndicales, brutalités policières) exposent la diversité des conceptions des droits humains qui s'affrontent – ou se conjuguent – à l'intérieur de la société civile québécoise de l'époque. Déterminées dans une large mesure par leurs idéologies et par leurs propres conceptions du droit et de la justice, les positions de ces acteurs sont avant tout tributaires de considérations identitaires et stratégiques associées à la défense de leurs droits et de leurs intérêts spécifiques.

L'alliance entre la FUIQ et la CTCC dans le combat pour la défense des libertés civiles est d'abord et avant tout le résultat de la confrontation directe de leurs membres aux

mesures anticomunistes, aux législations antiouvrières et aux violences commises par la police provinciale lors des grèves (principalement celles d'Asbestos, de Louiseville et de Murdochville). Les luttes des étudiants réformistes de l'Université de Montréal pour la défense des libertés de conscience, de presse et d'expression sont également dirigées contre le pouvoir coercitif de certaines autorités extérieures (clergé catholique, direction de l'Université, Conseil de direction de l'AGEUM) et orientées vers une quête d'affirmation civique et identitaire pour la reconnaissance de leur statut comme membres d'une classe sociale apte à prendre part à la gestation des affaires de la Cité. Le refus du CJC au Québec de prendre la défense des Témoins de Jéhovah et des organisations juives touchées par la loi du cadenas s'explique quant à lui par la volonté de ses dirigeants québécois, d'une part, d'éviter d'envenimer leurs rapports avec le gouvernement et la majorité catholique et, d'autre part, de démontrer la respectabilité et l'allégeance idéologique de leur communauté dans le contexte spécifique du Québec de l'ère duplessiste.

Les trajectoires de ces quatre organisations exposent finalement la diversité de leurs conceptions des droits humains. Pour la plupart opposés à la conception libérale classique de ces droits, fondée sur la primauté ontologique des libertés individuelles, ils tentent en effet de concilier la préservation de ces libertés avec d'autres valeurs, notamment associées au maintien de l'ordre public, de la paix sociale et de la bonne morale. D'autres s'appuient également sur les préceptes de la doctrine sociale de l'Église, du socialisme démocratique ou du libéralisme réformiste pour dénoncer les apories de cette conception individualiste, qui est par ailleurs dénoncée par d'autres au nom de la protection des droits des groupes (ethniques, religieux ou nationaux).

Dans le chapitre qui suit, nous verrons que les conceptions spécifiques des droits humains portées par ces acteurs de différents secteurs de la société civile québécoise expliquent dans une large mesure leurs positions au sujet du droit à l'égalité raciale et religieuse. L'articulation de leur engagement pour la promotion des libertés civiles et pour la défense du droit à l'égalité démontre la complexité interne – et aussi parfois les

contradictions – de leurs positions au sujet des différents types de droits inclus dans la vaste catégorie discursive et normative des droits humains.

CHAPITRE 5

LE MOUVEMENT EN FAVEUR DU DROIT À L'ÉGALITÉ RACIALE ET RELIGIEUSE AU QUÉBEC

Le 4 février 1963, une délégation représentant trente-neuf organisations de la société civile québécoise se présente devant le gouvernement de Jean Lesage pour demander l'adoption de lois destinées à protéger les « droits de l'homme ». Menée par les deux principales organisations syndicales de la province, la Fédération des travailleurs du Québec et la Confédération des syndicats nationaux, cette coalition est formée de délégués des trois associations étudiantes des universités montréalaises, de représentants de groupes de l'action catholique spécialisée, d'associations des communautés juive, noire et italienne, de l'organisation pacifiste La voix des femmes et de plusieurs groupements civiques, religieux et communautaires, principalement de Montréal¹. Affirmant représenter « plusieurs centaines de milliers de citoyens », cette délégation est décrite par le journal *The Gazette* comme « one of the largest and most widely-representative delegation seen in the provincial Legislature in recent years »².

¹ Le journal *La Presse* parle de 44 organisations, alors que la liste officielle rendue publique par le Comité ouvrier des droits de l'homme, qui est à l'origine de cette initiative, contient 39 noms. Voir la liste des signataires dans : UQÀM, 100 P - Fonds FTQ, 660:01/26, *Mémoire présenté au Gouvernement provincial du Québec en la ville de Québec ce 4 février 1963*, n.p.. Voir également : « C'est délicat de légiférer contre la discrimination », *La Presse*, 5 février 1963, p. 39.

² Robert McKenzie, « Representation on Discrimination Draws "Study" Pledge From Lesage », *The Gazette*, 5 février 1963, p. 1; ANC. Fonds JLCC, MG28 V75 35 - 9, *À l'honorable Jean Lesage, Premier Ministre, et aux honorables membres du Conseil exécutif de la Province de Québec*, 4 février 1963, p. 1.

Bien que ces groupes ne partagent pas les mêmes orientations à l'égard des grands enjeux de société, leur mémoire conjoint souligne que « tous sont d'accords sur un principe, celui de l'égalité complète des chances d'épanouissement de tous les citoyens du Québec sans discrimination fondée sur la race, la nationalité, la religion ou la couleur »³. S'appuyant sur les principes inscrits dans la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948, ces groupes réclament « une loi dite des justes méthodes d'emploi, ainsi qu'une loi interdisant la discrimination dans les endroits publics, c'est-à-dire les endroits où le public est généralement admis, ainsi que le logement »⁴. Cette coalition, composée des organisations sociales et communautaires, des groupes de pressions et des mouvements sociaux les plus influents de la société québécoise du début des années 1960, incarne le changement dans la culture des droits humains qui s'est consolidé au Québec depuis les années d'après-guerre. Le contenu de son mémoire démontre cependant que la notion de « droits de l'homme » à laquelle on se réfère à cette époque reste pour l'essentiel confinée au principe formaliste du droit à l'égalité raciale et religieuse. Bien qu'il s'appuie sur la DUDH, ce document ne dit rien des droits économiques, sociaux et culturels. Le silence qu'il fait sur les discriminations liées au sexe témoigne également de ce que les droits de l'« homme » continuent d'être pensés à l'aune de ce marqueur générique, considéré au mieux comme universaliste, au pire comme exclusivement masculin⁵. Les distinctions fondées sur l'âge, l'orientation sexuelle, la condition sociale ou le handicap sont également exclues des critères discriminatoires que visent à combattre les lois réclamées par ces acteurs. Ce qu'ils

³ Robert McKenzie, « Representation on Discrimination... », p. 1; « Lesage doute de l'opportunité d'une loi contre la discrimination raciale », *Le Devoir*, 5 février 1963, p. 3; UQÀM, 100 P - Fonds FTQ, 660:01/26, *Mémoire présenté au Gouvernement provincial du Québec en la ville de Québec ce 4 février 1963*, p. 1.

⁴ UQÀM, 100 P - Fonds FTQ, 660:01/26, *Mémoire présenté... ce 4 février 1963*, p. 3.

⁵ Voir : Ruth A. Frager et Carmela Patrias, « Human Rights Activists and the Question of Sex Discrimination in Postwar Ontario », *Canadian Historical Review*, vol. 93, no 4, décembre 2012, p. 583-610; Dominique Clément, *Equality Deferred : Sex Discrimination and British Columbia's Human Rights State, 1953-1984*, Vancouver, UBC Press, 2015, p. 22-45 et 66-85; Shirley Tillotson, « Human Rights Law as Prism : Women's Organizations, Unions, and Ontario's Female Employees Fair Remuneration Act, 1951 », *Canadian Historical Review*, vol. 72, no 4, 1991, p. 532-557.

demandent, en somme, c'est la reconnaissance d'une égalité formelle pour les membres des minorités ethniques, raciales et religieuses⁶.

Dans ce chapitre, nous analysons les trajectoires spécifiques qui ont conduit le Congrès juif canadien, la Fédération des unions industrielles, la Confédération des travailleurs catholiques du Canada et l'Association générale des étudiants de l'Université de Montréal à participer à cette vaste coalition d'organisations non gouvernementales en faveur de l'adoption de lois antidiscrimination. Largement ignorée des études qui portent sur la période d'après-guerre, la genèse du mouvement pour le droit à l'égalité raciale et religieuse éclaire pourtant quelques-unes des principales transformations politiques, juridiques, idéologiques, sociales et culturelles de la société québécoise à l'égard des enjeux liés au racisme, à la question nationale, à l'intégration des minorités ethnoculturelles, à la citoyenneté et à la conception du rôle de l'État.

Étroitement liées au contexte spécifique du Québec des années d'après-guerre, ces évolutions sont également influencées par les débats sur le colonialisme, le racisme et les droits humains qui ont cours à l'échelle mondiale dans les années 1950 et 1960. Avant d'aborder en détail l'évolution des positions des quatre organisations, nous exposons dans les lignes qui suivent les principaux facteurs locaux et internationaux qui ont influencé les débats au Québec sur le principe de non-discrimination qui est au fondement de l'idéal universaliste des droits humains.

⁶ Les stratégies de ces acteurs s'inscrivent dans la deuxième phase du mouvement pour le droit à l'égalité identifiée par l'historien James Walker, qui vise à réclamer l'adoption de lois interdisant la discrimination exercée par les citoyens entre eux. James W. St. G. Walker, « The "Jewish Phase" in the Movement for Racial Equality in Canada », *Canadian Ethnic Studies*, vol. 34, no 1, 2002, p. 1-29.

5.1 Du global au local : les débats sur le racisme et les droits humains dans la communauté internationale et au Québec

5.1.1 Le mouvement international des droits humains et la lutte contre le racisme

Au cours des années 1950 et 1960, les positions des quatre organisations étudiées en matière de droit à l'égalité raciale et religieuse s'inspirent – plus encore que ce n'était le cas dans le domaine des libertés civiles – d'enjeux qui concernent les affaires internationales et la situation des droits humains à l'extérieur des frontières du Québec et du Canada. Les années 1950 se distinguent de ce point de vue par une ouverture plus marquée de la société civile québécoise aux débats qui animent la communauté internationale au sujet de la définition des droits humains et de leur application concrète dans différentes parties du monde. Les travaux et les délibérations qui ont cours à l'ONU sur le racisme et le respect des droits humains jouent un rôle crucial dans l'évolution des discours, des revendications et des stratégies des groupes que nous suivons⁷. Leurs membres s'intéressent également aux débats qui animent l'Assemblée générale de l'ONU sur les luttes des peuples coloniaux et sur les droits des minorités raciales et religieuses dans différents pays du monde⁸.

Les positions adoptées par les institutions spécialisées de l'ONU – en particulier par l'UNESCO et l'Organisation internationale du Travail – exercent également une

⁷ Sur les initiatives de l'ONU et de l'UNESCO dans la lutte contre le racisme dans les années 1950, consulter : « Race Matters in the United Nations », dans : Anne-Marie Mooney Cotter, *Race Matters : An International Legal Analysis of Race Discrimination*, Taylor & Francis, 2016, p. 41-72; Michelle Brattain, « Race, Racism, and Antiracism : UNESCO and the Politics of Presenting Science to the Postwar Public », *The American Historical Review*, vol. 112, no 5, 2007, p. 1386-1413; A.Q. Hazard, *Postwar Anti-Racism : The United States, UNESCO, and « Race », 1945-1968*. New York, Palgrave Macmillan, 2012, 252 p.

⁸ Sur le rôle de l'ONU dans ces mouvements, voir notamment : Carol Elaine Anderson, *Eyes off the prize: The United Nations and the African American struggle for human rights, 1944-1955*, New York, Cambridge University Press, 2003, 302 p.; H. Thörn, *Anti-Apartheid and the Emergence of a Global Civil Society*, Londres, Palgrave Macmillan UK, 2006, 251 p.

influence notable sur les trajectoires de ces quatre organisations. Ainsi, le programme de recherche établi en 1949 par l'UNESCO pour démontrer la fausseté des théories pseudoscientifiques sur la hiérarchie des races humaines qui ont été à l'origine des atrocités commises par le régime nazi stimule les débats qui ont lieu au Québec sur les fondements scientifiques, historiques et culturels des « races », du racisme et du colonialisme⁹.

Comme c'était le cas dans l'immédiat après-guerre, les recommandations et les conventions adoptées par l'Organisation internationale du Travail contre la discrimination, en particulier dans les domaines de l'embauche et de l'affiliation syndicale, constituent également d'importants outils de légitimation pour les militants syndicaux impliqués dans le combat contre la discrimination raciale et religieuse au Québec¹⁰.

Bien que leur manque de ressources, de capital ou de réseaux les confine souvent au rôle de commentateurs de l'actualité internationale, certains des individus et des groupes que nous étudions s'engagent directement dans les débats qui ont cours à l'ONU, notamment en participant à des organisations internationales qui ont un statut consultatif auprès du Comité Économique et Social de l'ONU (ECOSOC)¹¹. Plusieurs tentent également d'orienter les débats onusiens en faisant pression sur le gouvernement fédéral et sur le

⁹ Comme l'affirme M. Brattain, ces travaux ont été développés dans le contexte traumatique du monde post-holocauste et de la montée de l'optimisme libéral d'après-guerre sur le rôle de la science et de l'internationalisme dans la prévention de ce type de tragédies humaines. Voir à ce sujet : Michelle Brattain, « Race, Racism, and Antiracism... », p. 1386-1413. Voir également : A.Q. Hazard, *Postwar Anti-Racism...*, p. 11-62; John P. Jackson Jr et Nadine M. Weidman, *Race, Racism, and Science : Social Impact and Interaction*, Santa Barbara, Calif., ABC-CLIO, 2004, p. 197-231.

¹⁰ Maria L. Ontiveros, « Employment Discrimination », dans : James A. Gross and Lance Compa (dir.), *Human Rights in Labor and Employment Relations : International and Domestic Perspectives*, Champaign, IL : University of Illinois, 2009, p. 195-212.

¹¹ Tel qu'indiqué au chapitre 1, plusieurs ONG internationales bénéficient, à compter de 1947, d'un statut consultatif auprès de l'ECOSOC. Pour une description de la place des ONG dans le système onusien, consulter : Kerstin. Martens, *NGO's and the United Nations: Institutionalization, Professionalization and Adaptation*, New York, Palgrave Macmillan, 2005, p. 16-32.

Secrétariat d'État aux affaires extérieures pour qu'ils usent de leur influence dans des dossiers touchant les droits des minorités raciales et religieuses à l'extérieur du Canada.

Ces interventions internationales s'inscrivent dans le contexte de la guerre froide et des tensions entre les blocs de l'Est et de l'Ouest. Plusieurs des groupes que nous étudions reprennent à leur compte les grands thèmes de la rhétorique du combat des démocraties pour légitimer leur lutte locale et internationale en faveur du droit à l'égalité. En matière de politique internationale, plusieurs s'engagent dans la défense des droits des travailleurs et des minorités religieuses derrière le rideau de fer, que ce soit en appuyant les campagnes orchestrées par des organisations internationales ou en réclamant que le gouvernement canadien fasse pression auprès de l'ONU pour mettre fin à ces violations¹².

5.1.2 « Les préjugés ne s'arrêtent pas à la frontière¹³ » : l'influence du combat des Noirs aux États-Unis et en Afrique du Sud

Une décennie avant que les mouvements nationalistes « blancs » au Québec ne se réapproprient les concepts de l'anticolonialisme, les luttes d'émancipation nationale des peuples du Sud global ainsi que le combat des Noirs contre le racisme et la ségrégation aux États-Unis et en Afrique du Sud exercent une influence majeure et parfois directe sur les premiers débats qui émergent au sujet du racisme et de la discrimination raciale. Des historiens ont mis en lumière l'influence du mouvement des droits civiques américain et celle du mouvement de décolonisation sur les mouvements sociaux des

¹² Pour un aperçu des réponses à ces pressions internes par les gouvernements de Louis Saint-Laurent (1948-1957) et John Diefenbaker (1957-1963), consulter : J. Glazov, *Canadian Policy Toward Khrushchev's Soviet Union*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 2002, 251 p. Sur le rôle des enjeux associés au racisme dans les conflits diplomatiques et idéologiques de la guerre froide, consulter : Thomas Borstelmann, *The Cold War and the Color Line*, Cambridge, Harvard University Press, 2009; Mary Louise Dudziak, *Cold War Civil Rights : Race and the Image of American Democracy*, Princeton, N.J., Princeton University Press, 2011, 330 p.

¹³ Expression tirée de Myrto Gauthier, « Les préjugés ne s'arrêtent pas à la frontière », *Le Travail*, septembre 1963, p. 8, 9, 14; « Les préjugés n'ont pas de frontières », *Le Travail*, octobre 1963, p. 13.

années 1960 et 1970 au Québec¹⁴. Notre analyse corrobore cette thèse, tout en mettant en évidence les origines plus anciennes de ces influences, en particulier pour ce qui est du mouvement afro-américain des droits civiques et de la campagne internationale contre l'Apartheid. Ainsi, chez les populations immigrantes originaires des pays du Sud global, dont certaines proviennent de l'ancien empire colonial français, les premières manifestations de transfert culturel des savoirs et des théories de l'antiracisme et de l'anticolonialisme peuvent être observées dès le milieu des années 1950¹⁵.

Considéré par certains comme « l'un des mouvements sociaux les plus influents de la période d'après-guerre », le mouvement transnational antiapartheid joue lui aussi un rôle majeur dans la diffusion à l'échelle mondiale des normes onusiennes sur le droit à l'égalité raciale¹⁶. Initié en 1952 par la campagne de défiance des Noirs contre les politiques du gouvernement Malan et par les premiers débats à l'Assemblée générale des Nations unies sur la situation en Afrique du Sud, le combat contre l'Apartheid débouche entre autres sur un mouvement international de boycott des produits importés d'Afrique du Sud. Débutée en 1959, cette campagne constitue le point de départ d'un véritable « mouvement social transnational » des droits humains, qui se consolide au début des années 1960 par l'adoption de sanctions internationales et par la mise sur pied, en 1963,

¹⁴ Sean Mills, *Contester l'empire : pensée postcoloniale et militantisme politique à Montréal, 1963-1972*, Montréal, Hurtubise, 2011, 349 p.; Jean Lamarre, « Le mouvement étudiant américain et la contestation dans les années 1960. Incompatibilité et inspiration pour le mouvement étudiant québécois », *Histoire sociale/Social history*, vol. 46, no 92, 2013, p. 397-422; Maurice Demers, « Introduction – D'un anti-impérialisme à l'autre : représentations des nations dominées et colonisées au Canada français », *Mens : Revue d'histoire intellectuelle et culturelle*, vol. 13, no 1, 2012, p. 7-18. Sur l'impact du mouvement de décolonisation en Inde et son accession à l'indépendance en 1946 sur le mouvement nationaliste et le courant républicain canadien-français dans l'après-guerre, consulter : Serge Granger, « L'Inde et la décolonisation au Canada français », *Mens : Revue d'histoire intellectuelle et culturelle*, vol. 13 no 1, 2012, p. 55-79; Magali Deleuze, *L'une et l'autre indépendance 1954-1964 : les médias au Québec et la guerre d'Algérie*, Montréal, Éditions Point de fuite, 2001, 229 p.

¹⁵ Sean Mills a récemment proposé une analyse détaillée et extrêmement riche de la contribution des immigrants haïtiens, de leurs savoirs et de leurs conceptions du monde, sur l'évolution de la société québécoise et sur le mouvement nationaliste des années 1960-1970 en particulier. Voir : *A Place in the Sun: Haiti, Haitians, and the Remaking of Quebec*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 2016, 330 p.

¹⁶ « Anti-Apartheid and Human Rights », dans H. Thörn, *Anti-Apartheid and the Emergence...*, p. 4-7.

du Comité spécial de l'ONU sur la politique d'apartheid¹⁷. À un moment où le Canada est engagé, sur le plan national et international, dans un processus de redéfinition de son image comme nation postraciale¹⁸, trois des groupes que nous étudions participent à ce mouvement transnational et font pression sur le gouvernement canadien pour qu'il dénonce les entorses faites aux droits humains en Afrique du Sud.

Plus proche des acteurs de la société civile québécoise, à la fois sur les plans géographique, diplomatique et culturel, le mouvement afro-américain des droits civiques joue un rôle encore plus direct dans l'émergence des premiers débats sur la présence du racisme et de la ségrégation au Québec. Dans la foulée des manifestations de violence raciale qui secouent les États du Sud au milieu des années 1950, plusieurs des individus et des organisations que nous étudions suivent de près l'évolution de ce mouvement. En cela ils s'inscrivent dans un mouvement transnational, qui émerge dans un contexte où les violences raciales exposent avec brutalité la réalité des tensions interethniques qui existent aux États-Unis, un pays qui au même moment s'autoproclame défenseur de la liberté dans la guerre idéologique des démocraties contre le bloc soviétique¹⁹. Le contexte spécifique des relations interraciales qui prévaut aux États-Unis apparaît pour plusieurs comme une sorte de miroir, à partir duquel on tente, soit de minimiser l'existence du racisme au Québec, soit de démontrer au contraire que cette réalité ne s'arrête pas à la frontière du 45^e parallèle²⁰.

¹⁷ R. Skinner, *The Foundations of Anti-Apartheid: Liberal Humanitarians and Transnational Activists in Britain and the United States, c.1919-64*, Palgrave Macmillan UK, 2010, p. 157-170. Voir également : Chris Saunders, « South Africa, human rights, and the United Nations : A review essay », *South African Journal of International Affairs*, vol. 19, no 1, avril 2012, p. 135-142.

¹⁸ Dan Gornman, « Race, the Commonwealth, and the United Nations: From Imperialism to Internationalism in Canada, 1940-60 », dans : L. Madokoro, F. McKenzie et D. Meren (dir.), *Dominion of Race: Rethinking Canada's International History*, Vancouver, UBC Press, 2017, p. 139-159. Voir aussi la section « The Canadian Case », dans : John S. Saul, *On Building a Social Movement: The North American Campaign for Southern African Liberation Revisited*, Trenton, Africa World Press, 2017, p. 85-133.

¹⁹ Mary Louise Dudziak, *Cold War Civil Rights...*, p. 3-6.

²⁰ Des travaux ont déjà analysé l'effet du mouvement des droits civiques sur l'évolution du mouvement étudiant au Québec à partir du milieu des années 1960. Voir notamment : Jean Lamarre, « Le mouvement

5.1.3 « Race », langue et religion : le mouvement pour le droit à l'égalité et le schéma des relations interethniques au Québec

Largement influencés par des enjeux internationaux, les discours et les revendications des acteurs que nous étudions sont aussi, d'abord et avant tout, tributaires du contexte local, provincial et national dans lesquels ils évoluent. Les trajectoires communes et les parcours spécifiques de ces quatre organisations révèlent en particulier l'influence du schéma complexe des relations interethniques qui prévaut au Québec, marqué par la présence d'une population franco-catholique majoritaire dans la province mais minoritaire sur le continent américain; d'une minorité anglophone majoritaire au Canada et de nombreuses communautés ethnoculturelles d'origines, de langues et de cultures diverses²¹. Caractéristique de la métropole montréalaise, cette situation influence à la fois les stratégies des militants antiracistes et les débats qui agitent la société québécoise au sujet de la discrimination raciale et religieuse au cours de la période à l'étude.

D'une part, les enjeux associés au droit à l'égalité raciale et religieuse sont étroitement imbriqués dans les débats qui ont lieu à cette époque à propos de la redéfinition du nationalisme canadien-français. Les années 1950 sont en effet marquées au Québec par une remise en cause profonde du nationalisme, porté notamment par plusieurs intellectuels et militants des franges libérale réformiste et sociale-démocrate. Comme l'a démontré Michael Behiels, ces derniers dénoncent le nationalisme en général – et sa version canadienne-française en particulier – comme une idéologie fondamentalement

étudiant américain et la contestation dans les années 1960. Incompatibilité et inspiration pour le mouvement étudiant québécois », *Histoire sociale/Social history*, vol. 46, no 92, 2013, p. 397-422; Rosanne P. Waters, *A March from Selma to Canada: Canada and the Transnational Civil Rights Movement*, Thèse de doctorat (histoire), Hamilton, McMaster University, 2015, 330 p.

²¹ Voir la section « Le mouvement de la marée. Portrait quantitatif de l'immigration au Canada et au Québec, 1945-1965 », dans : Martin Pâquet, *Le fleuve et la cité. Représentations de l'immigration et esquisses d'une action de l'État québécois, 1945-1968*, Thèse de doctorat (Histoire), Université Laval, 1995, p. 46-51.

réfractaire aux idéaux de tolérance, de fraternité et de droits humains²². Au même moment, plusieurs représentants du courant néo-nationaliste critiquent la conception traditionnelle, cléricale et conservatrice du nationalisme canadien-français, en dénonçant à la fois son caractère passéiste et isolationniste et ses accointances avec les thèses racistes et xénophobes²³. Malgré les divergences profondes qui séparent les militants et les intellectuels des divers courants réformistes des années 1950, et en dépit de la persistance des schèmes racistes et colonialistes dans la société québécoise de l'époque, l'émergence au Québec d'une nouvelle sensibilité aux problématiques associées au racisme, à la xénophobie et à la discrimination est manifeste.

Le présent chapitre démontre toutefois que les enjeux liés à la « race » et au racisme au Québec sont encore pensés à cette époque à travers le prisme des rapports entre la majorité francophone et catholique, la minorité anglophone et protestante et, dans une moindre mesure, la minorité juive. Cette tendance lourde s'explique notamment par le fait que la notion de la « race » au Canada français s'est historiquement construite en rapport étroit avec les enjeux liés à la préservation de la langue française et de la religion catholique²⁴. Cette manière d'envisager la « race » canadienne-française comme intrinsèquement associée à la langue et à la religion contribue à masquer les rapports de domination fondés sur les processus de racisation et à perpétuer ce que Constance

²² Pour plusieurs intellectuels réformistes de l'époque, en particulier ceux gravitant autour de la revue *Cité libre*, il existe en effet une contradiction irréductible entre la volonté des nationalistes de défendre les droits d'une collectivité historiquement constituée et la protection des droits de l'individu, dans son abstrait et son universel. Voir : Michael D. Behiels, *Prelude to Quebec's Quiet Revolution: Liberalism Versus Neo-Nationalism, 1945-1960*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 1985, p. 85-96.

²³ Comme l'affirment Paul-André Linteau, René Durocher et Jean-Claude Robert à propos du courant néo-nationaliste : « le groupe qui se charge de concevoir et de reformuler ouvertement cette pensée de changement se recrute parmi les intellectuels, écrivains, journalistes, professeurs d'université et spécialistes des sciences humaines, dont plusieurs ont été formés à l'étranger et influencés par de nouveaux courants idéologiques circulant dans l'Europe et dans l'Amérique d'après-guerre », dans : *Histoire du Québec contemporain: Le Québec depuis 1930*, Montréal, Boréal, 1989, p. 349-350. Voir également Michael D. Behiels, *Prelude to Quebec's...*, chapitre 2 et 3.

²⁴ Pour une analyse de l'articulation entre la langue, la religion et le sexe dans la construction historique de la « race » canadienne-française, consulter : Sean Mills, *Une place au soleil : Haïti, les Haïtiens et le Québec*, Mémoire d'encrier, 2016. Voir en particulier le chapitre 1 « Langue, race et pouvoir », p. 29-69.

Backhouse appelle la « mythologie de la négation des races »²⁵. Encore au milieu des années 1950, le pluralisme ethnoculturel reste souvent pensé au Québec sous l'angle de la diversité interne d'une communauté « nationale » définie comme blanche, d'origine européenne et de tradition judéo-chrétienne.

Comme l'ont souligné plusieurs historiens, les années 1940 et 1950 sont par ailleurs marquées par l'émergence, chez les francophones et les catholiques du Québec, d'une préoccupation croissante concernant l'intégration des immigrants – habituellement pensée en termes d'assimilation – à la société québécoise. Cette préoccupation découle principalement de considérations économiques et d'une prise de conscience plus aiguë du problème de l'anglicisation des nouveaux arrivants, dans le contexte d'après-guerre marqué par une forte reprise de l'immigration au Canada²⁶. Elle est à l'origine de la mise sur pied de plusieurs organisations francophones et catholiques vouées à l'accueil, à l'assistance et à l'intégration de ceux qu'on appelle alors les Néo-Canadiens²⁷. Sur le plan culturel, des acteurs de tous les secteurs de la société québécoise font également valoir la nécessité pour les Canadiens français de rejeter leur hostilité traditionnelle à l'égard de l'immigration, de remettre en question leur isolationnisme et d'adopter une approche plus constructive et plus humaine à l'égard des immigrants eux-mêmes²⁸. Comme nous le verrons à partir des cas de la CTCC et de l'AGEUM, ce processus

²⁵ *De la couleur des lois: Une histoire juridique du racisme au Canada entre 1900 et 1950*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, 2010, p. 16-18.

²⁶ L'analyse la plus approfondie de l'évolution des attitudes face aux immigrants et des représentations qu'on se fait de ces derniers au cours de la période que nous étudions est celle de Martin Pâquet : *Le fleuve et la cité...*, 429 p.

²⁷ Parmi celles-ci, notons : L'Accueil franco-canadien, la Société catholique d'aide aux immigrants, l'Association des immigrés français, Caritas-Canada, la Société d'assistance aux immigrants, la Société de Bien-être des immigrants et le Comité des Néo-Canadiens de la Commission des Écoles catholiques de Montréal.

²⁸ Comme l'affirme l'historien Martin Pâquet, les années 1950 sont marquées par l'émergence, chez les francophones et les catholiques, de critiques de plus en plus généralisées contre le racisme et la xénophobie, d'une sympathie grandissante à l'égard des immigrants et d'une volonté manifeste que les associations caritatives et l'État provincial prennent en charge leur intégration à la société québécoise. Voir à ce sujet : *Ibid.*, p. 64-67.

d'ouverture est à l'origine directe de l'engagement (bien que tardif) de leurs membres dans le mouvement pour le droit à l'égalité raciale et religieuse.

Les trajectoires des quatre organisations à l'étude sont finalement tributaires de considérations identitaires et stratégiques propres aux groupes sociaux qu'elles représentent. Comme c'est le cas dans les dossiers qui touchent les libertés civiles, dont nous avons traité au chapitre précédent, les positions que prennent ces organisations sur le droit à l'égalité raciale et religieuse mettent en lumière le rôle des individus et des groupes victimes d'atteintes à leurs droits dans les processus de réappropriation du discours des droits humains. La place des membres des minorités ethniques et raciales dans ces organisations et dans les premiers réseaux de militants des droits humains au Québec et l'influence qu'ils y acquièrent, attestent de ce phénomène que plusieurs historiens ont observé déjà ailleurs au Canada²⁹. Les stratégies déployées par ces acteurs issus des minorités démontrent par ailleurs le rôle du langage universaliste des droits humains à la fois comme instrument de remise en cause des discriminations dont ils sont victimes et comme outil de négociation de leur identité et de leur appartenance à la société majoritaire³⁰.

5.1.4 Le retard législatif du Québec et la persistance de l'« ordre racial libéral »

En 1963, au moment où les délégués des quatre organisations que nous étudions (et ceux de 35 autres groupes de la société civile) réclament l'adoption de lois antidiscrimination, la province de Québec est l'une des quatre dernières provinces canadiennes où il est encore légal, dans les rapports entre particuliers, de discriminer pour des motifs liés à la

²⁹ Voir Carmela Patrias et Ruth A. Frager, « "This Is Our Country, These Are Our Rights" : Minorities and the Origins of Ontario's Human Rights Campaigns », *Canadian Historical Review*, vol. 82, no 1, 2001, p. 3.

³⁰ Sur les liens complexes entre normes de droits humains et les revendications (individuelles ou catégorielles) des membres des minorités ethnoculturelles, consulter l'introduction du livre d'Evelyn Kallen, *Ethnicity and Human Rights in Canada: A Human Rights Perspective on Ethnicity, Racism, and Systemic Inequality* [3^e édition], Don Mills, Ont., Oxford University Press, 2003, p. 1-29.

couleur de peau, à l'origine nationale ou à la croyance religieuse. La première loi ontarienne interdisant l'affichage et l'expression publique de l'intention de discriminer (Racial Discrimination Act) est votée en 1944. Trois ans plus tard, la Saskatchewan adopte pour sa part une Déclaration des droits. Puis, au cours des années qui suivent, le gouvernement fédéral et la majorité des législatures provinciales votent à leur tour des lois qui interdisent les discriminations dans les domaines de l'embauche et de l'accès aux services publics et aux lieux d'hébergements³¹. En 1960 enfin, le gouvernement conservateur de John de Diefenbaker adopte la *Déclaration canadienne des droits*, une loi « ordinaire » (c'est-à-dire non inscrite dans la Constitution canadienne) qui s'applique aux champs de compétences fédérales et qui interdit non seulement les discriminations fondées sur l'origine nationale, la couleur de la peau et la religion, mais également celles fondées sur le sexe³².

Par contraste, le gouvernement conservateur qui dirige le Québec jusqu'à la fin des années 1950 refuse explicitement de légiférer dans un domaine qui, selon le premier ministre Maurice Duplessis, relève de la morale chrétienne et de la conscience individuelle. Cette situation de blocage politique constitue le facteur le plus déterminant des stratégies déployées par les militants des droits humains au Québec au cours de cette décennie. Les réactions du premier ministre face à l'adoption de la Déclaration universelle des droits de l'homme, puis face aux demandes récurrentes des syndicats internationaux en faveur de lois antidiscrimination, certaines de ses déclarations publiques également, témoignent d'un rejet doctrinal des droits de l'homme : Duplessis les considère en effet comme un idéal athée, matérialiste et individualiste, directement inspiré des idéaux révolutionnaires de 1789³³. Ce rejet idéologique est largement partagé

³¹ Pour la liste et le contenu de ces lois, consulter : Dominique Clément, *Canada's Human Rights History*, « Human Rights Law », [en ligne] : <https://historyofrights.ca/history/human-rights-law/>

³² Sur le contenu, la genèse et les débats qui ont entouré l'adoption de cette déclaration, voir : Christopher MacLennan, *Toward the Charter: Canadians and the demand for a national bill of rights, 1929-1960*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 2003, p. 109-161.

³³ Voir notamment : « Les droits de l'homme dans la prov. de Québec », *Le Devoir*, 13 décembre 1948, p. 10; « Des premiers ministres refusent des droits aux minorités », *Rapports ouvriers canadiens*, février

par les principaux représentants de la droite conservatrice du Québec, aux yeux desquels les droits de l'homme sont une notion héritée d'une révolution sanglante, qui a sacrifié les valeurs fondamentales du catholicisme sur les hôtels de la laïcité, du matérialisme, de la liberté et de l'individualisme³⁴.

Duplessis fait siennes par ailleurs les principales objections des défenseurs de l'idéologie libérale classique, selon lesquelles l'interdiction de la discrimination entre les individus constitue une intrusion abusive de l'État dans la sphère privée et une entorse aux libertés individuelles. Il est ainsi symptomatique de constater que le premier ministre Jean Lesage qui succède à Duplessis fait valoir le même argument pour s'opposer à l'adoption de ce type de lois. En 1963, suite à sa rencontre avec la délégation venue lui présenter son mémoire, Lesage affirme en effet : « Quand on passe une telle législation [antidiscrimination], on porte atteinte à une certaine liberté des individus en leur imposant un changement d'attitude. C'est une question très délicate.³⁵ » En somme, malgré l'évolution du droit canadien et celle des normes internationales en matière de droits humains, Lesage ressent encore les appréhensions souvent exprimées par les conservateurs et les libéraux orthodoxes quant à l'effet des lois antidiscrimination et au danger qu'elles représentent pour ce que l'historien Barrington Walker a appelé l'« ordre racial libéral »³⁶.

1950, p. 5; ZA 1950 5/43, [s.t.] *Chronicle Telegraph*, 13 février 1950; « La dévotion à Marie est notre meilleure richesse », *La Presse*, 16 juillet 1951, p. 13. Voir également : Christopher MacLennan, *Toward the Charter...*, p. 102.

³⁴ Xavier Gélinas, *La droite intellectuelle québécoise et la Révolution tranquille*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2007, p. 198-199.

³⁵ Lesage s'interroge également à savoir : « Quelle sorte de tumulte provoquerait une telle législation? Est-ce qu'il n'y aurait pas une vague de protestations? ». Voir à ce sujet : « Lesage doute de l'opportunité d'une loi contre la discrimination raciale », *Le Devoir*, 5 février 1963, p. 3; « C'est délicat de légiférer contre la discrimination », *La Presse*, 5 février 1963, p. 39. Sur les réponses données aux syndicats, consulter : « Le choix donné aux syndicats... », *La Presse*, 21 mars 1961, p. 2; « Pour combattre le chômage au Québec... », *Le Devoir*, 21 mars 1961, p. 1; « La FTQ présente ses demandes au gouvernement », *Le Devoir*, 21 mars 1961, p. 6.

³⁶ Fondé sur le postulat selon lequel la primauté du droit et l'égalité devant la loi constituent des protections suffisantes pour assurer l'égalité des citoyens, cet ordre affirme la supériorité ontologique des valeurs d'individu, de liberté et de propriété sur le droit à l'égalité raciale. Démontrant que la loi

C'est pourtant le gouvernement Lesage qui montre les premiers signes d'ouverture face à la question des droits humains³⁷. Sous les pressions de groupes et d'organisations issus de plusieurs secteurs importants de la société civile québécoise, il adopte à l'été 1963 la première loi antidiscrimination de l'histoire de la province. Il s'agit plus précisément d'un article ajouté à la *Loi sur l'hôtellerie* qui interdit explicitement la discrimination dans les hôtels, les restaurants et les campings pour des critères liés à « la race, la croyance, la couleur, la nationalité, l'origine ethnique ou le lieu de naissance »³⁸. L'année suivante, le gouvernement Lesage adopte une autre loi depuis longtemps réclamée par les syndicats internationaux et leurs alliés dans la province : la *Loi sur la discrimination dans l'emploi*. Celle-ci interdit les discriminations fondées sur « la race, la couleur, le sexe, la religion, l'ascendance nationale ou l'origine sociale » dans les pratiques qui concernent « l'embauche, la promotion, la mise à pied, le renvoi ou les conditions de travail d'un salarié »³⁹. Bien que plusieurs observateurs contemporains dénoncent les lacunes importantes de ces nouvelles lois qui ne prévoient aucun mécanisme d'enquête, ni de commission chargée de les faire appliquer, elles sont le résultat d'une transformation majeure de la culture des droits humains et de la

canadienne confère aux racistes à « droit de discriminer », Walker met en lumière ce « paradoxe central » de l'expérience des Noirs au Canada, entre la reconnaissance de leur égalité formelle sur le plan juridique et la persistance des discriminations et des inégalités sociales dont ils sont victimes. Voir à ce sujet : Barrington Walker, *Race on Trial : Black Defendants in Ontario's Criminal Courts, 1858-1958*, Toronto, University of Toronto Press, Scholarly Publishing Division, 2011, p. 33-34. Cette notion s'inspire du concept développé par Ian Mackay dans son important article « The liberal Order Framework : A Prospectus for a Reconnaissance of Canadian History », *Canadian Historical Review*, vol. 81, no 4, 2000, p. 616-678.

³⁷ En 1960, Jean Lesage appuie le projet de Déclaration des droits fédérale du premier ministre canadien John Diefenbaker, tout en insistant sur la nécessité de respecter les prérogatives du Québec et ses droits constitutionnels. Amédée Gaudreault et Vincent Prince, « Suggestion de M. Lesage : Un bill du Québec sur les droits de l'homme? », *La Presse*, 25 juillet 1960, p. 15, 18.

³⁸ *Loi sur l'hôtellerie*, S.Q. 1963, c. 40, art. 8.

³⁹ *Loi sur la discrimination dans l'emploi*, S.Q. 1964, c. 46. Gordon Pape, « Anti-Discrimination Bill Adopted Despite Protest », *The Gazette*, 31 juillet 1964, p. 7; Jean-Marc Léger, « Lendemain d'un bill contre la discrimination. Aux Néo-Canadiens francophones, le Québec saura-t-il être une patrie? », *Le Devoir*, 1^{er} août 1964, p. 7.

conception du rôle de l'État en matière de la protection des droits des minorités⁴⁰. Enfin, la forte mobilisation qui mène à l'adoption de ces lois et à leur mise en application marque le coup d'envoi d'importants débats sociaux, juridiques et politiques qui aboutiront, en 1975, à l'adoption de la Charte québécoise des droits et libertés de la personne⁴¹. Bien sûr cette charte est le fruit des efforts déployés par des juristes et des constitutionnalistes. Mais dans les pages qui suivent nous montrerons que ce document fondé sur les normes du droit international des droits de l'homme est avant tout le résultat des luttes et des efforts – parfois indépendants mais le plus souvent concertés – de groupes de défense des droits humains et d'organisations non gouvernementales issus de tous les secteurs de la société civile, pour qui la reconnaissance des droits humains est étroitement liée à la défense des droits des individus et des groupes qu'elles représentent.

5.2 La « phase juive » au Québec : le Congrès juif canadien et le combat pour le droit à l'égalité raciale et religieuse

Au Québec comme dans les autres provinces du Canada, le Congrès juif canadien joue un rôle de premier plan dans la genèse et la consolidation du mouvement pour la défense du droit à l'égalité raciale et religieuse pendant la période étudiée. Bien que cette organisation intervienne dans plusieurs débats internationaux qui concernent les droits des Juifs à l'extérieur du Canada, l'essentiel de la praxis des droits humains de ses membres se déploie à l'échelle locale, provinciale et nationale. Centrées sur des approches éducatives, juridiques et législatives, ces stratégies sont largement tributaires du contexte local dans lequel ils évoluent. Or au Québec ce contexte est marqué par la

⁴⁰ Pour ce qui est du logement, il faudra toutefois attendre 1966 pour que les tribunaux de la province interdisent les pratiques discriminatoires, et 1973 pour que Québec modifie la *Loi concernant le louage des choses* pour rendre illégale la discrimination dans ce domaine. « Un précédent au Québec. Dommages payés à une victime de discrimination dans le logement », *Rapports ouvriers canadiens*, mars 1966, p. 2; *Loi concernant le louage des choses*, L.Q. 1973, c. 74.

⁴¹ Voir à ce sujet : Alain-Robert Nadeau, « La Charte des droits et libertés de la personne : origines, enjeux et perspectives », *Revue du Barreau* [Numéro thématique hors série], 2006, p. 1-33.

faiblesse de leurs réseaux d'alliances et par l'absence de structure d'opportunité politique face à un gouvernement provincial ouvertement hostile à toute réforme législative en faveur des droits humains.

Les dirigeants du CJC établissent des liens soutenus avec plusieurs groupes spécialisés dans les domaines de l'éducation civique et des relations interculturelles, et consacrent l'essentiel de leurs ressources à mobiliser leurs savoirs et leurs expertises dans le champ juridique. Au cours des années 1950, leurs recours aux tribunaux et les pressions qu'ils exercent auprès de commissions gouvernementales restent cependant infructueux. Ils ne parviennent pas à modifier sur ce plan le cadre juridique québécois, encore fortement imprégné de la pensée libérale de ses codificateurs. Il faut ainsi attendre l'arrivée au pouvoir du parti libéral de Jean Lesage, en 1960, pour que le CJC, fort de l'expertise développée par ses membres depuis l'après-guerre, joue un rôle de premier plan dans l'élaboration des premières lois interdisant les discriminations et dans la mise sur pied d'un État des droits humains au Québec.

5.2.1 L'engagement international du CJC et la défense des droits des Juifs à l'extérieur du Canada

Durant les deux décennies suivant la fin de la Deuxième Guerre mondiale, les dirigeants du CJC ont les yeux tournés vers l'international. Dans un contexte marqué à la fois par la consolidation du droit international relatif aux droits de l'homme, par la création d'Israël et par l'entrée dans la guerre froide, ils s'intéressent de près à la situation des Juifs à l'extérieur du Canada. L'engagement des membres de la communauté juive canadienne dans la défense des droits des Juifs dans le monde se produit également à un moment – à partir de l'après-guerre – où les organisations internationales juives se consolident et sont reconnues au sein des instances de l'ONU⁴².

⁴² En 1947, trois organisations juives font partie des premières ONG à obtenir un statut consultatif auprès du Conseil économique et social de l'ONU (ECOSOC). Il s'agit du Congrès juif mondial, du Conseil

Au cours des années 1950 et 1960, le Congrès juif canadien condamne en plusieurs occasions la montée de l'antisémitisme et les entorses aux droits des minorités juives en Russie et dans les pays satellites de Moscou⁴³. Dans le contexte de la guerre froide, ses représentants soutiennent que le respect des droits des Juifs constitue la principale ligne de démarcation qui permet de distinguer les États dictatoriaux de ceux qui, comme le Canada, sont les porte-étendards de la démocratie⁴⁴. Au cours de cette période, le CJC fait des pressions constantes auprès du gouvernement canadien et du secrétariat d'État aux affaires extérieures pour qu'ils dénoncent les actes antisémites du gouvernement russe, comparées à ceux d'Hitler en Allemagne nazie⁴⁵, devant les instances de l'ONU⁴⁶. Ces protestations s'intensifient au début des années 1950 à la faveur de la recrudescence de l'antisémitisme d'État et de la campagne du régime stalinien contre le « cosmopolitisme »⁴⁷. Les pressions exercées par le CJC sur le gouvernement canadien s'inscrivent alors dans une vaste campagne internationale chapeautée notamment par le Congrès juif mondial (CJM), une organisation à laquelle est affilié le CJC depuis sa

consultatif d'organisations juives (qui regroupe l'American Jewish Committee, l'Anglo-Jewish Association et l'Alliance Israélite Universelle) et du Coordinating Board of Jewish Organizations (qui regroupe le B'nai B'rith International, le British Board of Jewish Deputies et le South African Board of Jewish Deputies). Voir : Michael Galchinsky, *Jews and Human Rights: Dancing at Three Weddings*, Lanham, Rowman & Littlefield, 2008, p. 20-22. Pour une classification des types d'organisations juives reconnues et de leur rôle au sein de l'ECOSOC, consulter : Anne Stensvold, *Religion, State and the United Nations : Value Politics*, New York, Routledge, 2016, p. 145-146.

⁴³ Yuli Kosharovsky, *"We Are Jews Again" : Jewish Activism in the Soviet Union*, Syracuse, New York, Syracuse University Press, 2017, 420 p.

⁴⁴ Expression tirée de : ZA 1950 5/43, *Brief Presented by the Canadian Jewish Congress to the Special Committee on Human Rights and Freedoms of the Senate of Canada, April 27th, 1950*, p. 2.

⁴⁵ « Guest Speakers at Closing Dinner. Rabbi Morris Kertzer », *CB*, rapport du Congrès-novembre 1956, p. 4. Voir également : « Editorial. One Cannot Help But Compare », *CB*, décembre 1956, p. 1.

⁴⁶ « Tendencies Behind Iron Curtain Are Causing Concern to Congress », *CB*, février 1953, p. 1; « National Executive Examines: Anti-Semitism, Neo-Nazism and Other Problems », *CB*, janvier 1963, p. 1-2; « CJC Delegation Meets Martin », *CB*, février 1966, p. 1, 5.

⁴⁷ Voir notamment les rapports de l'Office européen de l'American Jewish Congress, publiés en 1949, 1952-1953 et 1955, dans : « Report Apparent Renewal of Soviet Anti-Semitic Campaign », *CB*, janvier 1956, p. 4.

création et dont Samuel Bronfman assure la vice-présidence et la présidence de la section de l'Amérique du Nord⁴⁸.

À compter du milieu des années 1950, les dirigeants du CJC se préoccupent également de la montée de l'antisémitisme et du nationalisme arabe au Moyen-Orient. Cette question est soulevée de manière récurrente lors des représentations faites annuellement auprès du gouvernement fédéral⁴⁹. Elle paraît d'autant plus cruciale aux leaders du CJC qu'ils codirigent avec leur principale alliée, la Zionist Organization of Canada (ZOC), le plus important mouvement sioniste national au monde, tant en terme de financement que d'émigration des Juifs vers Israël⁵⁰. Dans ce cas également le CJC fait pression auprès du gouvernement fédéral pour qu'il intervienne à l'ONU, en mettant de l'avant le rôle du Canada comme porte-étendard de l'idéal des droits humains⁵¹. Cet engagement s'inscrit aussi dans un mouvement international dirigé par le Congrès juif mondial et par l'Organisation sioniste mondiale, à un moment où les dirigeants de ces organisations

⁴⁸ Cette campagne est également en coopération avec plusieurs organisations juives états-uniennes, par l'Organisation sioniste mondiale (OSM) et par le B'Nai B'Rith International, sous la direction de l'État israélien. Voir à ce sujet : Pauline Peretz : *Le combat pour les juifs soviétiques : Washington-Moscou-Jérusalem - 1953-1989*, Paris, Armand Colin, 2006, 384 p.; Pauline Peretz, *Let My People Go: The Transnational Politics of Soviet Jewish Emigration during the Cold War*, New York, Transaction Publishers, 2015, 345 p.; « Bronfman named Vice-President, WJC », *CB*, septembre 1961, p. 2.

⁴⁹ La première intervention du CJC a lieu en 1952 suite aux politiques anti-juives adoptées par l'Arabie Saoudite dans sa politique commerciale. Voir : Louis Rosenberg, « Canada », *American Jewish Year Book*, vol. 54, 1953, p. 227.

⁵⁰ Gerald J.J. Tulchinsky, *Taking Root: The Origins of the Canadian Jewish Community*, Hanover, University Press of New England, 1993, p. XXIV-XXV. Alors qu'il délaisse en partie l'organisation du mouvement sioniste au ZOC dans l'après-guerre, le CJC se concentre de son côté sur la politique internationale canadienne au Moyen-Orient et sur les interventions du Canada à l'ONU. Voir à ce sujet : David J. Bercuson, *Canada and the Birth of Israel: a Study in Canadian Foreign Policy*, Toronto, University of Toronto Press, 1985, 304 p.

⁵¹ « Congress Submission Urge Resolution re UNESCO », *CB*, novembre 1956, p. 8. Voir également : « Tendencies Behind Iron Curtain Are Causing Concern to Congress », *CB*, février 1953, p. 1; « Congress Submits Brief to Prime Minister », *CB*, septembre-octobre 1963, p. 2.

évoquent, lors de leurs visites au Canada, les risques de déclenchement d'une Troisième Guerre mondiale au Moyen-Orient⁵².

Dans les années 1950 et 1960, les interventions du CJC sur les débats qui ont cours à l'ONU attestent l'importance primordiale accordée par ses dirigeants à la protection des droits des Juifs. Contrairement aux autres groupes à l'étude, le CJC prend très rarement position à cette époque sur les principaux enjeux qui structurent les débats internationaux sur le racisme. Il ne le fait que lorsque ces débats concernent directement la communauté juive. Ainsi, étonnamment, le CJC garde le silence face au mouvement afro-américain des droits civiques. Les rares discussions qui agitent le CJC à ce propos témoignent d'une tension entre la volonté de ses dirigeants d'appuyer la lutte des Noirs au nom de leur mission de défense des droits des minorités et leur crainte de s'immiscer dans un dossier controversé qui divise la communauté juive américaine⁵³. De même, le Congrès juif canadien ne prend jamais officiellement position sur la situation des Noirs en Afrique du Sud⁵⁴, en dépit du fait que l'Apartheid soit l'un des enjeux internationaux

⁵² Comme le souligne Nahum Goldman, président du CSM et du CJM : « If a Third World starts, it will have its origin in the Middle East, not in the Far East of Europe », cité dans : « Guest Speakers at Closing Dinner. D. Nahum Goldman », *CB*, novembre 1956, p. 4. Voir également : « WJC Resolutions », *CB*, septembre 1961, p. 5.

⁵³ Au début des années 1960, certains dirigeants du CJC hésitent à appuyer ce mouvement à cause de la tangente plus radicale de plusieurs de ses militants, dont certains défendent des idées à tendance antisémite. « Report on the Black Muslims », *CB*, septembre-octobre 1963, p. 5; ZA 1968 1/5, *Minutes of the National Joint Community Relations Committee, Montreal*, 27 octobre 1968; Saul Hayes, « Keynote Address », *CB*, juin 1968, p. 3, 6; « Negroes and Jews », *CB*, avril 1966, p. 7. Au cours des années 1950, toutefois, on ne recense que deux prises de position publiques au sujet du combat des Noirs aux États-Unis, toutes deux publiées dans le *Congress Bulletin* et signées de la main d'auteurs qui sont à l'extérieur des structures officielles du Congrès. Insistant sur les enjeux stratégiques et identitaires auxquels sont confrontés les Juifs aux États-Unis, ces articles n'abordent pas la question des schèmes de la domination raciale, ni ne discutent du point de vue des Noirs eux-mêmes. Seul l'article de l'écrivain anglais Caesar C. Aronsfeld appelle ouvertement les Juifs à « embrasser la cause de l'homme de couleur », en restant fidèle au principe selon lequel « l'homme a été créé à l'image du Créateur » et aux idéaux judéo-chrétiens de « liberté », de « paix » et de « fraternité humaine ». « The Refuse of Democracy », *CB*, novembre-décembre 1958, p. 1; C.C. Aronsfeld (Harrow, England), « Jews Before the Colour Bar », *CB*, novembre-décembre 1958, p. 2, 4.

⁵⁴ Le seul article qui traite directement de cette question est celui publié par Caesar C. Aronsfeld en 1958, cité précédemment : « Jews Before the Colour Bar », *CB*, novembre-décembre 1958, p. 4.

de droits humains les plus discutés au Québec à compter du milieu des années 1950⁵⁵. L'engagement du CJC dans les débats qui ont cours à l'ONU concerne donc, pour l'essentiel, les enjeux qui touchent directement les entorses aux droits des juifs dans différentes parties du monde. Outre ses positions sur la situation des juifs au Proche-Orient et dans l'empire soviétique, le CJC appuie les initiatives du Congrès juif mondial (CJM) auprès de l'ONU pour réclamer le renforcement des instruments juridiques de protection des droits des Juifs, en tant qu'individus et que membres de minorités⁵⁶. À titre de membre du CJM, le Congrès juif canadien suit de près l'évolution des débats entourant l'adoption la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (1951), ceux qui portent sur la Convention relative au statut des réfugiés (1951), sur la déclaration de l'ONU contre la montée du mouvement néonazi et, plus tard, sur la Déclaration (1963) puis la Convention (1966) sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale⁵⁷.

Dans un contexte où la mémoire des atrocités commises par le régime nazi pendant la Seconde Guerre mondiale reste encore vive, le CJC cherche ainsi à promouvoir l'universalisation concrète des droits humains en agissant comme gardien de la défense

⁵⁵ Les archives du CJC ne nous permettent pas d'expliquer les raisons de ce silence. Notons cependant que plusieurs organisations juives aux États-Unis ont appuyé le combat contre l'Apartheid dans les années 1950, dans un contexte marqué par leur appui au mouvement des droits civiques naissant et par la politique israélienne de soutien aux nouveaux pays indépendants en Afrique noire subsaharienne. Cet appui a beaucoup décliné au cours des années 1960, alors que plusieurs organisations juives prennent leur distance face au nationalisme noir et craignent que l'appui à la lutte des Noirs ne remette en cause la place des Juifs dans l'État sud-africain, qui est par ailleurs appuyé par l'État d'Israël. Sur ces tensions et ces évolutions, consulter : Marjorie N. Feld, *Nations Divided: American Jews and the Struggle over Apartheid*, New York, Palgrave Macmillan, 2014, 234 p.

⁵⁶ Sur les pressions exercées par le CJM sur l'ONU entre 1945 et 1955, consulter : Nehemiah Robinson, *The United Nations and the World Jewish Congress*, Institute of Jewish Affairs, World Jewish Congress, 1955, 285 p. Le CJC s'intéresse également aux pourparlers entourant l'élaboration des Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme qui se déroulent à l'ONU au milieu des années 1950. « Seeks Revision of Human Rights Policy », *CB*, mai 1955, p. 1; « Memo Submitted on Human Rights », *CB*, décembre 1955, p. 4.

⁵⁷ Archives CJCCC, *Canada Signing Convention on Genocide, IOI*, 9 décembre 1949, p. 2; « Human Rights Day, December 10. A Canadian Survey », *CB*, décembre 1960, p. 1; « Highlights of Brief Submitted to Prime Minister », *CB*, septembre-octobre 1963, p. 3-8; « CJC Submits Brief to Prime Minister », *CB*, vol. 22, no 6, juin 1966, p. 1, 6; « Racial Discrimination. Canada Signs Convention », *CB*, septembre-octobre 1966, p. 6.

des droits des juifs dans le monde. Il intervient fréquemment dans ce sens auprès du gouvernement canadien, et cherche à faire pression sur l'ONU par le biais de ses représentants engagés dans des organisations internationales. Le CJC fait ainsi partie d'une vaste nébuleuse d'organisations non gouvernementales juives et non-juives (locales et internationales) qui, dans les premières années de mise en application du droit international relatif aux droits de l'homme, contribuent à orienter les débats à l'ONU sur les enjeux liés à la protection des droits humains⁵⁸.

5.2.2 Canadianisme, citoyenneté civique et pluralisme ethnoculturel

La praxis des droits humains des membres du CJC se déploie avant tout dans le cadre national canadien. Lors de l'assemblée plénière d'octobre 1950, le président de CJC, Samuel Bronfman, rappelle ainsi que l'engagement de son organisation sur la scène internationale doit être rigoureusement circonscrit « within the limits of its essential Canadianism »⁵⁹. Sur le plan stratégique et identitaire, ses dirigeants restent fidèles tout au long des années 1950 au discours « canadianiste » qu'ils ont développé depuis la Deuxième Guerre mondiale. Ils insistent sur le fait que leur combat pour le droit à l'égalité constitue un moyen de consolider l'unité nationale canadienne. Jusqu'au début des années 1960 et au-delà, les discours officiels qui émanent du CJC soulignent l'adhésion de ses membres aux valeurs de liberté, de démocratie et de droits humains, définies comme des valeurs nationales, et sur leur « dévouement au principe du CANADIANISME »⁶⁰.

⁵⁸ William Korey, *NGOs and the Universal Declaration of Human Rights: a Curious Grapevine*, New York, Palgrave, 2001, 638 p.

⁵⁹ Samuel Bronfman, « Presidential Address », *CB*, janvier-février 1950, p. 26.

⁶⁰ En majuscule dans le texte. Expressions tirées de : ZA 1947 - 9/110, Press Info Bureau, *Bulletin of French-Canadian Opinion*. Lorsque le Congrès juif canadien s'incorpore en 1952, ses lettres patentes soulignent les caractères « national » et « patriotique » de leurs activités. Voir à ce sujet : « Congress Is Granted Incorporation Charter », *CB*, avril 1952, p. 3.

a) Le CJC et les réseaux canadiens d'éducation civique et interculturelle

Cette volonté de travailler au renforcement de l'unité nationale canadienne explique en grande partie la nature et l'étendue des réseaux d'alliances tissés par le CJC au cours des années 1950 et 1960. À l'instar des militants antiracistes des syndicats internationaux dont il sera question plus loin dans ce chapitre, les dirigeants du CJC à Montréal évoluent dans un réseau d'organisations privées et publiques faiblement structuré dont la mission est de promouvoir l'unité nationale et l'éducation à la citoyenneté en prônant la tolérance et l'amélioration des relations entre les groupes. Ces réseaux développés par le CJC ont été esquissés dans le chapitre 2 et analysés en profondeur par les historiens de la « phase juive » au Canada⁶¹. Rappelons simplement ici que, tout au long des années 1950, le CJC développe des contacts étroits avec plusieurs groupes d'éducation civique qualifiés par l'historien Ryan Edwardson de « Canadianizers »⁶², parmi lesquels on retrouve le ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration, le Conseil canadien du civisme, la Société canadienne d'éducation des adultes, la Société Radio-Canada et l'Office national du film⁶³.

À compter de 1950, les dirigeants du CJC à Montréal établissent également des liens importants avec le Conseil de la citoyenneté de Montréal, un organisme créé en 1955

⁶¹ Les réseaux du CJC ont surtout été étudiés en Ontario. James Walker, « The "Jewish Phase" in the Movement for Racial Equality in Canada », *Canadian Ethnic Studies*, vol. 34, no 1, 2002, p. 1-29; Carmela Patrias et Ruth Frager, « "This Is Our Country, These Are Our Rights": Minorities and the Origins of Ontario's Human Rights Campaigns » *Canadian Historical Review*, vol. 82, no 1, 2001, p. 1-35; R. Lambertson, « "The Dresden Story": Racism, Human Rights, and the Jewish Labour Committee of Canada », *Labour/Le Travail*, vol. 47, printemps 2001, p. 43-82; Irving Abella, « Presidential Address: Jews, Human Rights, and the Making of a New Canada », *Journal of the Canadian Historical Association*, vol. 11, no 1, 2000, p. 3-15.

⁶² *Canadian Content: Culture and the Quest for Nationhood*, Toronto, University of Toronto Press, 2008, p. 51 et suiv.

⁶³ Voir notamment les remerciements officiels des délégués et des officiers lors des assemblées plénières du CJC : « Report of National Director to 8th Plenary Session, Toronto, Canada, Oct. 22 '49' », *CB*, 22 octobre 1949, p. 17; « Resolutions, in Proceedings. Eight Plenary Session », Canadian Jewish Congress, Toronto, 22-24 Octobre, 1949, p. 48; « Executive As Elected At Toronto Meeting », *CB*, janvier-février 1950, p. 47-48; « The Views and Decisions of Canadian Jewry », *CB*, décembre 1953, p. 8,9,12; « Resolutions », *CB*, novembre 1956, p. 7.

pour relayer le programme du Conseil canadien du civisme et qui est notamment chargé d'organiser les célébrations annuelles du *Jour de la citoyenneté*⁶⁴. Dans la métropole, une partie importante du travail de réseautage et d'éducation du CJC passe également par sa collaboration avec le Comité ouvrier juif et par le financement et la supervision des activités du comité montréalais mis en place par les syndicats internationaux pour lutter contre le racisme et la discrimination (le Comité du travail contre l'intolérance raciale), qui seront analysées plus en détail dans la prochaine section de ce chapitre⁶⁵. Les dirigeants du CJC et leurs alliés de la communauté juive tissent également des liens soutenus avec le Centre de recherches en relations humaines, un laboratoire en psychologie sociale créé en 1952 à l'Université de Montréal et qui se spécialise entre autres dans l'étude des « déterminants psycho-culturels des relations ethniques »⁶⁶. À travers ces réseaux locaux et nationaux, le CJC joue un rôle majeur dans la valorisation des thèmes associés aux relations interculturelles, à l'intégration des immigrants et aux droits humains à l'intérieur des groupes spécialisés dans l'éducation civique et les relations interculturelles⁶⁷.

⁶⁴ « Congress Participates in Citizenship Talks », *CB*, juillet 1949, p. 23; ANC. Fonds JLCC, MG28 V75 34 - 18, Déclaration des droits de l'homme, Le Comité régional des fêtes anniversaires, *Compte-rendu (sans titre)*, 30 septembre 1958; ZA 1963 3/36, Dr. M. Saalheimer à Dr. A. Steinberg (Director, Cultural Department, World Jewish Congress), 30 décembre 1963.

⁶⁵ Via sa participation au Joint Advisory Committee on Labour Relations (JACLR), le CJC assure la coordination et une partie du financement des comités des droits de l'homme des syndicats internationaux au Canada. Le JACLR regroupe sur une base paritaire des représentants du JPRC et du Comité ouvrier juif. Financé au 2/3 par le CJC, ce comité assure la supervision et le financement du Comité du travail contre l'intolérance raciale de Montréal. Voir notamment : « Report of National Director to 8th Plenary Session, Toronto, Canada, Oct. 22 '49 » », *CB*, 22 octobre 1949, p. 17. « Know Your Congress. Joint Committee on Labour Relations », *CB*, septembre 1954, p. 2.

⁶⁶ Sur la création de ce centre, consulter : Bernard Mailhot, « Le Centre de Recherches en Relations Humaines de Montréal », *Recherches sociographiques*, vol. 2, no 1, 1961, p. 101-103. « Community Relations Seminar Provide Fruitful Discussions », *CB*, octobre-novembre 1954, p. 2; « Session On Public Relations », *CB*, rapport du Congrès, novembre 1956, p. 6.

⁶⁷ Sur le rôle du CJC dans l'émergence des premières initiatives d'éducation interculturelle au Québec, voir : Pierre Ancil, « Le Congrès juif canadien et la promotion de l'éducation interculturelle (1947-1975) », dans : *L'interculturel au Québec. Rencontres historiques et enjeux politiques*, B. W. W. Lomomba Emongo (dir.), Montréal, PUM, 2014, p. 117-136.

b) Les dialogues œcuménique et interculturel : les rapprochements avec les Canadiens français et catholiques

En dépit des difficultés chroniques auxquelles se heurte le CJC pour établir des liens avec les milieux catholiques et francophones de la province, les années 1950 sont marquées par la naissance de groupes mixtes de militants juifs et catholiques œuvrant dans le domaine des relations interculturelles et impliqués dans la lutte contre l'antisémitisme au Québec. Grâce à la collaboration des Pères de Sion, des religieuses de Notre-Dame-de-Sion et du Centre Ratisbonne fondé à Montréal en 1951, le père Stéphane Valiquette – allié de longue date du CJC – met ainsi sur pied la section québécoise du Conseil canadien des Chrétiens et des Juifs⁶⁸. Fondé en 1954, cet organisme développe un important programme de dialogue œcuménique et interculturel, inspiré entre autres par la National Conference of Jews and Christians des États-Unis⁶⁹. Composé de plusieurs membres importants de la communauté juive, de la communauté anglophone protestante ou catholique, et de quelques représentants de l'intelligentsia canadienne-française (et catholique, bien sûr)⁷⁰, le CCCJ tisse des liens étroits avec plusieurs alliés du CJC, dont le Comité du travail contre l'intolérance raciale, le Centre

⁶⁸ Un rapport soumis par David Rome au moment de sa création souligne : « This is the first time a Catholic priest undertakes executive responsibility in this work on the continent. » ZA 1951 2/14C, David Rome, s.t., 7 janvier 1953, p. 1.

⁶⁹ Sur la création de la NCCJ en 1937, consulter : B. Kraut, « Towards the Establishment of the National Conference of Christians and Jews: The Tenuous Road to Religious Goodwill in the 1920s », *American Jewish History*, vol. 77, no 3, 1988, p. 388-412. Pour un aperçu du rôle et de la mission du CCCJ, consulter : ZA 1948 - 6/81, *Qu'est-ce que l'Amitié judéo-chrétienne* ; AUQÂM, 85 P - Fonds de la FUIQ, 800:02/9, *Le Conseil Canadien des Chrétiens et des Juifs*, s.d. [1954], 2 p.

⁷⁰ Parmi les membres du CCCJ, de 1954 à 1964, on retrouve notamment : Gérard Pelletier, Jacques Perrault, Gratien Gélinas, Roger Lapointe, Richard D. Jones et Léon Lortie. Notons également des alliés importants, dont : Jean Beetz (Faculté de droit Udm), J.B. Lemoine (UCC), Jean Brunelle (J.Bru. Ltd), Roger Provost (FTQ), Jean Marchand (CSN), René Paré (Soc. des artisans), Murray G. Balantyne. Bien que l'essentiellement des membres du CCCJ soient à Montréal, le conseil entretient également des contacts avec le Père O'Neil et Père Lévesque de Québec. ZA 1954 4/34, *N. Kattan à Saul Hayes, "Amitiés Juéo-Chrétiennes in Quebec City"*, 25 octobre 1955; ZA 1963 1/13, *Lettre de Jean Beetz, Claude Ryan, Gérard Pelletier et al. à The Hon. Jean M. Lesage (Prime Minister)*, 22 septembre 1961; AUdM, P33 - Fonds AGEUM, G3/29, *COJ (Rubinstein, Shane, Orlikow et Ryba) à Pierre Girard (AGEUM)*, le 28 décembre 1964.

de recherches en relations humaines et le Conseil de la citoyenneté de Montréal⁷¹. Les célébrations annuelles de la Semaine de la fraternité organisées par le CCCJ au Québec constituent également un moment propice pour mettre à profit les liens établis par le CJC avec l'intelligentsia réformiste canadienne-française afin de promouvoir l'adoption de lois provinciales antidiscrimination⁷².

La création du Cercle juif de langue française en 1948 marque également le début d'un lent passage, au CJC, du dialogue œcuménique auprès des catholiques vers un travail de dialogue interculturel avec les francophones⁷³. Créé par S.D. Cohen, M. H. Myerson et le Rabbi Solomon Frank pour bâtir « a strong linguistic and cultural bond between Jews and French Canadians »⁷⁴, le CJLF organise périodiquement des activités culturelles où sont invités des représentants influents des cercles culturels, littéraires, intellectuels, religieux, médiatiques, mais aussi politiques du Québec francophone⁷⁵. Bien que le CJLF ne soit pas un lieu de réseautage de militants des droits humains, il constitue néanmoins un lieu de rapprochements entre Québécois juifs et franco-catholiques, qui favorise l'ouverture mutuelle, celle des francophones envers la lutte contre l'antisémitisme, et celle des Juifs envers la défense des droits linguistiques et

⁷¹ « La discrimination doit disparaître à Montréal », *Rapports ouvriers canadiens*, octobre 1954, p. 1-3; « Conférence contre les préjugés raciaux », *Les Nouvelles ouvrières*, mai 1954, p. 3; ANC. Fonds JLCC, MG28 V75 34 - 18, *Conférence de Québec. 10e anniversaire, Déclaration universelle des droits de l'homme*. 13 décembre 1958.

⁷² L'un des premiers mémoires en faveur de lois antidiscrimination présentées au gouvernement de Jean Lesage est soumis par le CCCJ dans le cadre de la *Semaine de la Fraternité*. Voir : ZA 1963 1/13, *Lettre de Jean Beetz, Claude Ryan, Gérard Pelletier et al. à The Hon. Jean M. Lesage (Prime Minister)*, 22 septembre 1961.

⁷³ Pour une étude approfondie du CJLF et du Bulletin du Cercle juif, consulter : Jean-Philippe Croteau, *Les relations entre les Juifs de langue française et les Canadiens français selon le Bulletin du Cercle Juif (1954-1968)*. Mémoire de maîtrise (histoire), Université de Montréal, 2000, 162 p.

⁷⁴ « Know Your Congress. Cercle Juif de Langue Française », *CB*, mai 1954, p. 2.

⁷⁵ Parmi les participants connus, on compte notamment : Germaine Guèvremont, Jacques Madaule, le Père Stéphane Valiquette, Thérèse Casgrain, André Laurendeau, Gérard Fillion, Renaud Gauthier, Jean Houpert, Judith Jasmin, Adrien Plouffe, Jean Bruchési, Roger Duhamel, Bernard Mailhiot et Gérard Pelletier. « French Culture Is Group's Theme », *CB*, octobre 1952, p. 6; « Know Your Congress. Cercle Juif de Langue Française », *CB*, mai 1954, p. 2; « French Public Relations », *CB*, mai-juin 1956, p. 5.

constitutionnels des Canadiens français⁷⁶. Les effets de ces activités œcuméniques et interculturelles soient difficiles à évaluer. Elles semblent cependant jouer un rôle relativement important dans l'engagement de plusieurs Canadiens français catholiques dans la lutte contre le racisme et l'antisémitisme⁷⁷. Malgré ces premiers rapprochements, le CJC peine à récolter des appuis parmi les groupements francophones et catholiques lors de ses campagnes en faveur de l'adoption de lois antidiscrimination : ces relations restent strictement confinées au cadre des relations humaines, de l'œcuménisme et du dialogue interculturel.

5.2.3 Les campagnes juridiques et législatives du CJC au Québec

La nature et la chronologie de la campagne législative orchestrée par le CJC et ses alliés au Québec sont structurées non seulement par les limites de leurs réseaux d'alliances, mais aussi et surtout par la présence de Maurice Duplessis à la tête du gouvernement provincial. Le refus de ce dernier de légiférer dans le domaine des droits humains fait en sorte que, jusqu'à son décès en 1959, les stratégies développées par le CJC sont marquées par une absence presque complète de capital et de structure d'opportunité politique. La situation du CJC au Québec apparaît de ce point de vue radicalement différente de celle qui prévaut à l'époque dans d'autres provinces du Canada – notamment en Ontario et en Saskatchewan – où ses membres bénéficient d'appuis parmi les députés et d'alliances avec des militants libéraux et sociodémocrates qui ont leurs

⁷⁶ Soulignant que « le combat des Canadiens français pour leur identité constitue la meilleure garantie pour la sécurité de tous les autres groupes ethniques au Canada », les dirigeants du CJLF se targuent de faire de ce cercle « un phare de la culture française sur le continent ». « Jews Seek to Understand French-Canadians », *The Jewish Post*, 6 mai 1955, p. 9. Naim Kattan, qui dirige le Bulletin du Cercle juif se déclare d'ailleurs de plus en plus sensible aux préjugés des Canadiens anglais à l'égard des francophones du Québec. Voir : ZA 1955 3/32, *Minutes of the meeting of the Joint Public Relations Committee, Eastern Region, Montréal*, 21 mars 1955, p. 3.

⁷⁷ Plusieurs rapports du JPRC-région de l'Est insistent sur l'impact crucial de ces évolutions sur la transformation des rapports entre Juifs et Canadiens français et sur l'attitude de ces derniers à l'égard du racisme et de l'antisémitisme. Voir notamment : ZA 1949 - 4/49, *Memo de L. Rosenberg à H.M. Caiserman* : "A.D.L. Questionnaire on Anti-Semitism", 9 février 1949; « Relations with French Canada », CB, octobre 1951, p. 6; Monroe Abbey, « The Congress In Eastern Canada, in Special Report Issue Published In Connections With The Tenth Plenary Session Canada Jewish Congress, Toronto, Oct. 10-12, 1953 », CB, 10 octobre 1953, p. 11.

entrées directes aux parlements provinciaux⁷⁸. Ainsi, pendant toute la décennie 1950, le CJC évite de faire pression directement auprès de Duplessis pour réclamer des lois antidiscrimination, d'une part parce qu'ils connaissent à l'avance sa réponse et d'autre part parce qu'ils souhaitent conserver des rapports harmonieux avec le premier ministre pour négocier d'autres questions cruciales pour leur communauté, notamment celle des écoles juives et la lutte contre la propagande antisémite⁷⁹.

a) Les tribunaux : instrument de lutte contre la discrimination dans les hôtels

L'utilisation des tribunaux constitue dans ce contexte une stratégie de contournement du pouvoir politique. Alors que l'enjeu de la discrimination dans l'emploi est principalement confié aux comités des droits de l'homme des syndicats internationaux – comme nous le verrons plus loin –, le CJC se concentre pour l'essentiel au Québec sur le combat contre la discrimination dans les domaines des contrats de vente, des prestations d'assurances et, surtout, de l'accès aux établissements hôteliers. Ainsi, tout au long des années 1950, ses dirigeants étudient de près le droit et la jurisprudence établie par les tribunaux dans différentes causes touchant la discrimination raciale et religieuse dans l'accès aux lieux d'hébergements et de restauration. Le contexte bijuridique du Québec, marqué par la cohabitation du droit criminel canadien et de la tradition civiliste française, contribue dans une large mesure à complexifier la tâche des militants du CJC et de son « Comité du Droit et de l'action sociale » (« Committee on Law and Social Action », ci-après Comité légal). Ces derniers ne peuvent en effet s'appuyer sur

⁷⁸ James W. St. G. Walker, « The "Jewish Phase"... », p. 1-29; Carmela Patrias et Ruth A. Frager, « "This Is Our Country, These Are Our Rights" : Minorities and the Origins of Ontario's Human Rights Campaigns », *Canadian Historical Review*, vol. 82, no 1, mars 2001, p. 1-35; Carmela Patrias, « Socialists, Jews, and the 1947 Saskatchewan Bill of Rights », *Canadian Historical Review*, vol. 87, no 2, juin 2006, p. 265-292.

⁷⁹ Voir notamment : « Education Bill Has Provision For Outremont Jewish Children », *CB*, avril 1946, p. 3; « Duplessis Hailed For Stand on Hate », *CB*, avril 1952, p. 6; « Duplessis Disavows Anti-Jewish Views Of His Minister », *CB*, février 1952, p. 12.

l'expertise développée dans le domaine de la common law par plusieurs organisations juives au Canada, aux États-Unis et dans le reste de l'Empire britannique⁸⁰.

En ce qui concerne la discrimination dans les hôtels et les restaurants, les rapports fournis par le comité légal et les avis juridiques d'experts consultés par le CJC confirment par ailleurs que l'état de la jurisprudence demeure largement favorable aux propriétaires. Cette jurisprudence s'appuie essentiellement sur les jugements rendus dans les affaires *Johnson c. Sparrow* (Cour supérieure du Québec, 1899), *Lowe's Montreal Theatre Ltd. c. Reynolds* (Cour du banc du roi, 1919) et *Fred Christie c. York Corporation* (Cour suprême du Canada, 1940), qui ont tous confirmé – en dépit des jugements minoritaires de certains magistrats – la supériorité du principe de la liberté de commerce et d'entreprise sur le droit des individus de ne pas être victimes de discrimination⁸¹. Considérant toutefois que les jugements progressistes rendus par les tribunaux au Canada depuis l'après-guerre⁸² et l'adoption des premières lois antidiscrimination au Canada reflètent une transformation profonde de la culture juridique, des dirigeants du CJC envisagent la possibilité d'appuyer des causes judiciaires impliquant des cas de discrimination raciale ou religieuse afin de tenter d'arrimer la jurisprudence aux nouvelles normes du droit international relatif aux droits de l'homme. Or à cette époque où l'on observe au Québec une diminution notable des manifestations d'antisémitisme, l'un des enjeux les plus déterminants aux yeux des dirigeants du CJC à Montréal est la discrimination exercée à l'égard des Juifs dans les

⁸⁰ Les membres des organisations juives américaines alliées du CJC – en particulier avec l'Anti-Defamation League, l'American Jewish Congress et l'American Jewish Committee – soulignent leur impuissance à conseiller le CJC à cause de leur méconnaissance du droit civil québécois. Voir notamment : ZA 1948 - 6/75A, *Paul Hartman (ADL - BB de New-York) à Sol Rabkin, "The innkeeper's duty to receive guests"*, 2 novembre 1948; ZA 1962 4/30, *Sol Rabkin (ADL) à Manfred Saalheimer*, 11 mai 1962.

⁸¹ Voir à ce sujet : Constance Backhouse, *De la couleur des lois...*, p. 327-331.

⁸² Les jugements rendus par le juge Mackay de la Cour suprême de l'Ontario dans le renvoi *re : Drummond Wren* en 1945 et par la Cour suprême du Canada dans la cause *Noble c. Alley* en 1951 ont tous deux invalidé des contrats de vente contenant des clauses restrictives. Ces jugements sont analysés en profondeur dans : James Walker, *"Race", Rights and the Law in the Supreme Court of Canada : Historical Case Studies*, Toronto, The Osgoode Society and Wilfrid Laurier University Press, 1997, p. 182-243.

hôtels et les centres de villégiature. En effet, bien que dès le tournant des années 1950 tous les rapports du CJC indiquent une disparition presque complète des actes antisémites, plusieurs cas de discrimination dans les hôtels sont répertoriés, en particulier dans la région des Laurentides, au nord de Montréal. Les municipalités de Sainte-Agathe, de Val-Morin, de St-Jovite et de Ste-Marguerite semblent être l'épicentre de ces manifestations antisémites, qui vont de l'exposition d'affiches anti-juives à la perpétration d'incendies, en passant par des actes de violence individuels et des pressions exercées par des notables régionaux pour s'opposer à la vente de propriétés à des acheteurs juifs⁸³.

Les dirigeants du CJC disposent de très peu de moyens pour contrer ces manifestations d'antisémitisme. Aussi, en plus de faire appel à certaines autorités influentes de Montréal et de la région des Laurentides⁸⁴, ils consacrent l'essentiel de leurs ressources à combattre la discrimination dans les hôtels privés de cette région hautement touristique, fréquentée à l'époque par de nombreux touristes juifs de Montréal et du Nord-Est des États-Unis. Le combat qu'ils orchestrent contre la discrimination dans les hôtels et les centres de villégiature estivale de cette région s'inscrit dans la longue tradition des luttes menées par les organisations juives en Europe et aux États-Unis depuis la fin du XIX^e

⁸³ Sur les incendies de propriétés à Val-Morin, voir dossier de presse : ZA 1948 - 6/75. Pour des exemples d'affiches antisémites, voir les dossiers CJC-YEAR, ZA 1948 - 6/75 et ZA-S-1948-3/5. Sur la lettre envoyée à Duplessis par des prêtres de la région pour s'opposer à la vente du Domaine d'Esterel à des Juifs, voir : ZA 1948 - 6/75, (see also ZA-S-1948-3-5), *Abbé Jean-Baptistes Deschênes et al. à L'Hon. Maurice Duplessis, Premier Ministre de la Province, Ste-Marguerite*, 6 août 1948. Sur les violences commises par le « bouncer » de l'hôtel Chez Maurice en 1950, consulter : ZA 1950 7/79, *E.M. Rosenzweig à Saul Hayes, "Assault on Mr. Y. Adar"*, 31 juillet 1950. Pour une analyse globale de tous ces événements, voir : ZA 1948 - 6/75, (see also ZA-S-1948-3-5), *S.D. Cohen Joint Public Relations Committee, "Summer Resort Situation"*, 23 novembre 1948; « Report of National Director to 8th Plenary Session, Toronto, Canada, Oct. 22 '49 », *CB*, 22 octobre 1949, p. 17. À la fin des années 1940, plusieurs de ces manifestations proviennent d'un groupement antisémite dénommé : *Le Comité de la Survivances des Laurentides Canadiennes-Françaises*. Selon les rapports du CJC et des résidents juifs de la région, ce comité regroupe alors des curées des paroisses locales, des policiers, des membres des conseils municipaux et plusieurs résidents et propriétaires de la région. Sur ce comité, voir : « Report of National Director... », p. 17; ZA 1948 - 6/81, *Caiserman à S.D. Cohen*, 25 août 1948.

⁸⁴ Voir notamment les pressions exercées par le CJC sur le maire de Ste-Agathe et l'intervention de l'Évêque de Montréal auprès des prêtres de la région, dans : ZA 1950 7/79, *E.M. Rosenzweig à George Libiron (Mayor of Ste Agathe)*, 19 février 1951; ZA 1948 - 6/75, (see also ZA-S-1948-3-5), *S.D. Cohen Joint Public Relations Committee, "Summer Resort Situation"*, 23 novembre 1948.

siècle contre les établissements à « clientèle restreinte »⁸⁵. Les dirigeants du CJC à Montréal entretiennent d'ailleurs des contacts soutenus avec plusieurs organisations juives impliquées dans cette lutte contre le *resort antisemitism* afin de se renseigner sur les stratégies à adopter pour lutter contre ce phénomène au Québec⁸⁶.

En dépit de l'absence de lois et de jurisprudence favorable, l'utilisation des tribunaux apparaît pour le CJC comme une stratégie pertinente, puisqu'elle ne nécessite pas l'établissement de réseaux d'alliances importants et qu'elle permet de contourner le pouvoir législatif. Toutefois, le peu de recours judiciaires effectivement appuyés par le CJC avant le début des années 1960 atteste des difficultés qu'il a à répertorier des cas probants pouvant faire l'objet de poursuites judiciaires et des limites de cette stratégie longue et onéreuse, qui n'offre finalement que très peu de chances réelles de succès⁸⁷.

⁸⁵ La discrimination des Juifs dans les centres de villégiature estivale est un phénomène ancien, connu dans l'Autriche et l'Allemagne prénazies sous les noms de Sommerfrischen-Antisemitismus (antisémitisme dans les villégiatures estivales) et de Bäder-Antisemitismus (antisémitisme dans les stations balnéaires). Au début du XX^e siècle, plusieurs organisations juives aux États-Unis lancent également des campagnes juridiques et législatives pour lutter contre la discrimination dans les hôtels et les centres de villégiature dans les États du Midwest et de la Nouvelle-Angleterre. Malgré les importantes victoires juridiques et législatives remportées par les Juifs dans plusieurs de ces États, un rapport fourni par l'Anti-Defamation League en 1957 démontre que près de 30% des hôtels aux États-Unis continuent d'interdire l'accès aux Juifs; tandis que ces chiffres s'élèvent à 56% dans les États Maine, du Vermont et du New Hampshire. Pour un aperçu de ces luttes, voir : Marc Cluet, « Avant-propos », dans : *Villégiatures à l'allemande. Les origines germaniques du tourisme vert, 1850-1950*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2009, p. 3-31; Leonard Dinnerstein, *Antisemitism in America*, New York, Oxford University Press, 1995, p. 157-158; Michael Stausberg, *Religion And Tourism: Crossroads, Destinations, And Encounters*, New York, Routledge, 2011, p. 32-33.

⁸⁶ Les dirigeants du CJC entretiennent des correspondances soutenues notamment avec Sol Rabkin et Louis Krapin, qui sont respectivement responsables du service juridique et du département sur la discrimination de l'ADL du B'nai B'rith à New York, afin d'enquêter sur les hôtels des Laurentides et discuter des stratégies à adopter dans certains dossiers impliquant des touristes juifs de New York. Voir notamment : ZA 1948 - 6/75A, *Sol Rabkin (Anti-Defamation League du BB) à M. Saalheimer (CJC)*, 3 février [1949]; ZA 1950 5/48, *Louis Krapin (ADLL, BB, Discrimination Department) à Mr. Saalheimer*, 28 septembre 1950; ZA 1951 7/66, *Louis Krapin (Discrimination Department, ADL, BB, NY) à E.M. Rosenzweig*, 2 avril 1951; ZA 1953 4/38, *M. Saalheimer à Louis Krapin (Dir. Discrimination Dept., ADL-BB, NY)*, 30 avril 1953; ZA 1958 3/23, *Saul Hayes à Louis Krapin*, 23 juin 1958; ZA 1962 4/30, *Louis Krapin (ADL) à Dr. Manfred Saalheimer*, 18 février 1960; ZA 1962 4/30, *Charles Kramer à Louis Krapin*, 29 janvier 1960.

⁸⁷ À noter qu'en 1950, le CJC soutient une première poursuite devant les tribunaux contre le propriétaire de l'hôtel Chez Maurice à Sainte-Agathe-des-Monts à la suite de deux agressions successives commises

Une seule poursuite judiciaire est ainsi appuyée officiellement par le CJC dans les années 1950 en matière de discrimination dans les hôtels. Elle implique cependant le plus important complexe hôtelier de la région des Laurentides à l'époque : le Mont Tremblant Lodge, ancêtre de l'actuelle station Mont Tremblant. Cet hôtel est la propriété de Joseph B. Ryan, un américain reconnu de longue date par les leaders de la communauté juive au Québec pour son antisémitisme et ses pratiques discriminatoires⁸⁸. Le Mont Tremblant Lodge est connu pour ses pratiques antisémites depuis la rencontre annuelle du Barreau du Québec qui s'y est tenue en 1948. Les politiques de son propriétaire avaient conduit les avocats juifs à boycotter cette rencontre et à mettre sur pied à Montréal leur propre association : la Lord Reading Law Society⁸⁹.

L'affaire du Mont Tremblant Lodge, et la cause appuyée par le CJC remontent en fait au début de l'année 1947, alors que deux visiteurs juifs de l'État de New York, Aaron Milit et Nathan Gollub, sont expulsés par Joseph Ryan à leur arrivée à cet hôtel. Selon la déclaration des deux plaignants, Ryan se serait alors rendu coupable de « malicious, defamatory, vituperative, profane and venomous declarations against plaintiffs and plaintiff's Jewish ancestry »⁹⁰. Mis au courant de cette affaire par Sol Rabkin de l'Anti-defamation League (ADL) du B'nai B'rith à New York, les dirigeants du CJC à

par le « bouncer » de cet établissement contre deux visiteurs – l'un Juif et l'autre considéré comme ayant l'« apparence » d'un Juif. Pour la version du plaignant, consulter : ZA 1950 7/79, (*sans titre*) [Déposition datée du 28 août 1950], par Hubert Reid. Consulter aussi le dossier : ZA 1950 7/79.

⁸⁸ Sur l'histoire de cet hôtel, qui devient un « club privé » en 1957 avant d'être vendu à un groupe d'actionnaires montréalais en 1965, voir : François Huart, « Le Mont-Tremblant a 50 ans : Quand le ski engendre un village », *Cap-aux-Diamants*, vol. 24, 1991, p. 67–69.

⁸⁹ En 1948, le Barreau du Québec tient son assemblée annuelle au Mont Tremblant Lodge. Bien que Ryan accepte alors de faire une exception à ses politiques discriminatoires sous prétexte que cette rencontre a lieu en basse saison et que la présence des Juifs ne sera pas remarquée par les Gentils, les membres seniors du barreau juif de Montréal mettent sur pied la Lord Reading Law Society. Ce regroupement a également pour objectif de faire pression pour la nomination d'un représentant de la communauté juive sur le Conseil du Barreau de Montréal. Voir à ce sujet : Mario Nigro et Clare Mauro, « The Jewish Immigrant Experience and the Practice of Law in Montreal, 1830 to 1990 », *McGill Law Journal*, vol. 44, 1999, p. 1015-1016.

⁹⁰ « Two U.S. Jews Bring Suit for Expulsion from Montreal Hotel Allegedly on Racial Grounds », *JTA Daily News Bulletin*, p. 5-6; « Deux hommes évincés d'un hôtel laurentien », *Rapports ouvriers canadiens*, mars 1949, p. 4; « Laurentian Resort Sued by Two Men For Discrimination », *CB*, mars 1949, p. 1, 24.

Montréal décide d'encourager les deux visiteurs new-yorkais à porter plainte et offrent gratuitement les services du président de leur comité légal, M.H. Myerson, à titre de conseiller juridique⁹¹. Les échanges entre les dirigeants du CJC et avec leurs homologues de New York ne permettent pas d'identifier clairement les raisons qui les ont poussés à appuyer cette cause en particulier, parmi les nombreux autres cas de discrimination répertoriés à l'époque dans la région des Laurentides⁹². Cette décision pourrait être motivée, sur le plan juridique, par le fait que la réservation faite à l'avance depuis New York permet d'envisager le recours à un article concernant les « bris de contrat » inscrit dans la *Loi sur les licences* du Québec⁹³. Cette poursuite semble également un moyen de répondre aux multiples plaintes rapportées par l'Anti-Defamation League depuis l'après-guerre et de s'attaquer à un ennemi de la communauté juive, qui est également une personnalité influente de la région des Laurentides⁹⁴.

La plainte de Milit et Gollub est officiellement déposée à l'été 1948 à la Cour supérieure du district de Terrebonne. Après quelques tentatives infructueuses de règlements à

⁹¹ Voir notamment : ZA 1948 - 6/75A, Sol Rabkin à M. Saalheimer, 3 février 1949; ZA 1948 - 6/75A, Aaron Milit à [inconnu], 17 novembre 1948; ZA 1952 4/48, *Minutes of an emergency meeting of the Executive Committee, Joint Public Relations Committee, Eastern Region*, 10 janvier 1952, p. 2-3.

⁹² Plusieurs cas sont en effet consignés dans les dossiers du CJC, qui proviennent pour l'essentiel de plaintes individuelles acheminées par des clients juifs victimes de discrimination, d'enquêtes menées par le CJC et ses alliés aux États et du travail de recherche effectué à partir des dépliants promotionnels des hôtels des Laurentides. Pour un aperçu des nombreux cas répertoriés par le CJC dans les années 1950, consulter les dossiers : ZA-S 1950 4/2, ZA 1952 4/51, ZA 1953 3/38, ZA 1955 2/23, ZA 1956 2/13, ZA 1956 2/13, ZA 1957 3/22, ZA 1958 3/23, ZA 1959 5/26.

⁹³ Les juristes consultés par le CJC et les recherches menées par son comité légal concluent que le Code civil prévoit une disposition contre les « bris de contrats » qui pourrait éventuellement être utilisée en cas d'annulation de réservations conclues à l'avance par des clients. ZA 1948 - 1/4, A.H.J. Zaitlin à Saul Hayes, 23 avril 1948; ZA 1948 - 6/75A, Paul Hartman (ADL - BB de New-York) à Sol Rabkin, "The innkeeper's duty to receive guests", 2 novembre 1948; ZA 1949 - 9/82, *Minutes of the meeting of the Eastern Region Joint Public Relations Committee (...)* Montreal, 12 décembre 1949, p. 2.

⁹⁴ Voir notamment les listes d'hôtels pour lesquels l'ADL a reçu des plaintes avant 1950, dans : ZA 1950 5/48, Louis Krapin (ADLL, BB, Discrimination Department) à Mr. Saalheimer, 28 septembre 1950; ZA 1951 7/66, Louis Krapin (Discrimination Department, ADL, BB, NY) à E.M. Rosenzweig, 2 avril 1951. Voir également la longue liste des hôtels identifiés par l'ADL à partir des dépliants promotionnels fournis par des agences de voyages, dont Trans-Canada Airlines : ZA 1951 7/66, Louis Krapin (Discrimination Department, ADL, BB, NY) à E.M. Rosenzweig, 2 avril 1951.

l'amiable, elle est entendue en première audience par le juge André Demers de St-Jérôme en mars de l'année suivante⁹⁵. Dans leur plaidoirie, les demandeurs associent la question du « bris de contrat » à celle de la discrimination, deux notions jusque-là dissociées dans les jugements rendus par les tribunaux au Canada⁹⁶. Ils soutiennent en effet que les agissements de Ryan constituent « a malicious, inhumane and unwarranted breach of contract and inexecution of obligation [and an] unjust and unwarranted discrimination because race dans creed of the plaintiffs.⁹⁷ » Faisant valoir l'angoisse, l'humiliation, l'« embarras extrême » et l'inconfort physique qu'ils ont subis, Milit et Gollub réclament 2 100 \$ à titre de compensation pour dommages moral et matériel⁹⁸. De son côté, la défense s'appuie sur l'argumentaire classique des propriétaires racistes et antisémites en soulignant que ces pratiques restrictives répondent aux demandes de la clientèle de l'« hôtellerie haut de gamme » et en s'appuyant sur les principes de la liberté de commerce et du droit des propriétaires de choisir leur clientèle⁹⁹.

Au tournant des années 1950, cette affaire a un retentissement considérable dans la communauté juive au Québec, au Canada, de même qu'aux États-Unis¹⁰⁰. Malgré l'importance cruciale de cette cause pour les dirigeants du CJC à Montréal, ce litige se termine toutefois, au début de l'année 1952, par un règlement à l'amiable. En effet, à la suite du suicide du propriétaire du Mont Tremblant Lodge, à la fin de l'année 1950, la veuve de Joseph Ryan fait parvenir une proposition de règlement hors cour aux deux

⁹⁵ Pour la chronologie de l'affaire jusqu'au dépôt de la poursuite, voir : ZA 1948 - 6/75A, *M. Saalheimer à Michael Garber, "Re: Mont Tremblant Incident"*, 26 août 1948. Voir aussi : « No Discrimination Policy Pledged By Hotel », *CB*, février 1952, p. 24.

⁹⁶ Constance Backhouse, *De la couleur des lois...*, p. 542, note 74.

⁹⁷ « Laurentian Resort Sued by Two Men For Discrimination », *CB*, mars 1949, p. 1-24; « Deux hommes évincés d'un hôtel laurentien », *Rapports ouvriers canadiens*, mars 1949, p. 4.

⁹⁸ « Laurentian Resort Sued by Two Men For Discrimination », *CB*, mars 1949, p. 1-24.

⁹⁹ Archives CJCCC, Série « Public Relations » - *Plea of Defendant-Company in Mont Tremblant Lodge Court Case*, 28 octobre 1949, p. 1-2.

¹⁰⁰ Voir notamment : « 2 New Yorkers Sue Canada Hotel for Slur », *New York Post*, 3 mars 1949; « N.-Y. Jews Evicted at Midnight From Canadian Lodge, Start Suit », *Jewish Post, Indianapolis*, 4 mars 1949, p. 4.

plaignants, dans laquelle elle s'engage à mettre fin aux pratiques discriminatoires de son établissement¹⁰¹. Suite aux avis donnés par le CJC et par A.H. Zaitlin lors d'une visite à New York, Milit et Gollub acceptent l'entente proposée par la veuve de Ryan – qu'elle trahira toutefois par la suite en transformant son établissement en club privé¹⁰² – soulignant que leur intention était de dénoncer les pratiques de cet établissement et non d'obtenir des dommages pour les torts personnels qu'ils ont subis¹⁰³. Après plus de deux ans de litige et de négociations, cette affaire est ainsi réglée hors cours en janvier 1952¹⁰⁴.

Bien qu'ils envisageaient dès le départ de la possibilité d'une défaite dans ce dossier, les dirigeants du CJC ont appuyé d'emblée cette poursuite en insistant sur le fait qu'elle permettrait de donner une « publicité plus large » au problème des hôtels à « clientèle restreinte » et d'établir un « moral guidepost » pour les propriétaires des établissements hôteliers des Laurentides¹⁰⁵. Au lendemain du règlement à l'amiable, toutefois, plusieurs constatent les limites évidentes de l'approche juridique. C'est la conclusion à laquelle en vient le président national du JPRC dans le rapport qu'il rédige sur cette affaire : « While this is a signal victory, and presumably will have a moral effect upon other resort hotels in the Laurentians, we realize that a solution to the problem of resort discrimination must encompass more than the "one-by-one" alterations of policy, as a

¹⁰¹ ZA 1950 6/62, *Minutes of Meeting of Eastern Region Public relations Commiteee*, 7 novembre 1950, p. 1; ZA 1948 - 6/75A, M. Saalheimer à Michael Garber, "Re: Mont Tremblant incident", 26 août 1948, p. 2; ZA 1952 4/48, *Communiqué de S.D. Cohen "Special Report, January 1952"*, 28 janvier 1952, 2 p.

¹⁰² ZA 1960 1/1, *Minutes of a meeting of the Joint Public relations Committee, Eastern Region, Montreal*, 10 mars 1960.

¹⁰³ CJC-YEAR, ZA 1952 4/48, *Communiqué de S.D. Cohen...*, p. 1.

¹⁰⁴ Dans l'attestation de ce règlement à l'amiable, le juge André Demers de St-Jérôme souligne que cette affaire, débutée dans un climat de « tension interraciale », se termine finalement dans l'« harmonie », cité dans : « Ryan Lodge Promises Not to Discriminate », *Montreal Herald*, 18 janvier 1952, p. 10.

¹⁰⁵ ZA 1950 6/62, *Minutes of Meeting of Joint Public Relations Committee - Eastern Region, Montreal*, 12 juin 1950, p. 2; ZA 1948 - 6/75A, Saul Hayes à Dr. R. Henry (Arundel, Qc.), 19 mai 1952; CJC-YEAR, ZA 1952 4/48, *Communiqué de S.D. Cohen...*, p. 2.

result of litigation.¹⁰⁶ » Dans cette perspective, les dirigeants du CJC à Montréal considèrent qu'en dépit de la présence de Duplessis à la tête du gouvernement provincial, la mise sur pied d'une campagne législative en faveur de l'adoption de lois antidiscrimination reste leur meilleur cheval de bataille. De fait, ces lois, plus que les litiges individuels, permettent d'éduquer le public sur le caractère immoral de la discrimination et d'indiquer clairement aux propriétaires l'illégalité de leurs pratiques. Enfin et surtout, elles fournissent des recours efficaces aux individus victimes de discrimination.

b) La stratégie d'évitement face à Duplessis : les débuts timides de la campagne législative du CJC au Québec

Avant les années 1960, le CJC ne présente que deux mémoires publics au sujet de l'adoption de lois antidiscrimination, chaque fois à des commissions publiques mises en place par Duplessis et son gouvernement, soit la Commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels (Commission Tremblay) et la Commission de révision du Code civil (Commission Rinfret). Bien que ces deux commissions aient des mandats différents¹⁰⁷, elles représentent pour les dirigeants du CJC des occasions de faire valoir publiquement leur requête pour que « la discrimination soit déclarée illégale » au Québec¹⁰⁸, tout en évitant de se compromettre directement face à Duplessis.

Ainsi, en même temps qu'il traite d'enjeux liés à la question scolaire, à la loi sur les changements de noms et à l'interdiction de la propagande haineuse, le mémoire présenté par le CJC à la Commission Tremblay s'intéresse plus particulièrement aux lois antidiscrimination. Il réclame en effet l'adoption d'une *Loi sur les justes méthodes*

¹⁰⁶ ZA 1952 4/48, Charles Wolfson (Chairman), *Report of Chairman Public relations Comittee, Eastern Canadian Council*, 2 mai 1952, p. 1.

¹⁰⁷ La première se penche sur les enjeux constitutionnels liés au partage des compétences fédérales-provinciales et la seconde est chargée de réviser les dispositions du Code civil de la province de Québec.

¹⁰⁸ Expression tirée du titre d'une ancienne version de ce mémoire, initialement censée être soumise à Duplessis. ZA 1952 2/22, *That "discrimination" be declared illegal*, 1952, 8 p.

d'emploi, de « lois de justes méthodes de logement » et l'ajout d'un article à la *Loi sur les licences* affirmant explicitement que les distinctions fondées sur la race, la couleur, l'origine ou la religion ne constituent pas une « cause raisonnable » pour refuser de servir des visiteurs dans les hôtels, restaurants et autres lieux d'hébergement¹⁰⁹.

Ce texte est révélateur des stratégies particulières déployées par le CJC dans le contexte spécifique du Québec. En effet, les mémoires que le CJC soumet au gouvernement fédéral à la même époque appuient leur argumentaire sur des thèmes tels que la liberté, la démocratie, les libertés britanniques, l'unité nationale, le multiculturalisme et les droits humains. Celui qu'il présente en décembre 1954 au Juge Thomas Tremblay développe un discours moins marqué par le libéralisme, pour le rendre plus acceptable sans doute dans le contexte québécois, mais aussi parce que les membres de la commission Tremblay sont pour la plupart nationalistes¹¹⁰. Prenant soin d'entrée de jeu de dédouaner le Québec et les Canadiens français des accusations de racisme et d'antisémitisme, le mémoire insiste sur le fait que la discrimination qui préoccupe le CJC ne concerne pas uniquement les minorités, mais qu'elle peut également frapper la majorité. En cela il fait implicitement référence aux débats qui ont cours à cette époque sur la discrimination à laquelle font face les francophones au Québec, en particulier dans le domaine de l'emploi¹¹¹. Tablant sur les valeurs catholiques, le CJC rappelle également cette idée, mainte fois répétée par ses dirigeants au Québec, que le combat contre les

¹⁰⁹ ZA 1954 5/49, *Mémoire au Juge Thomas Tremblay, Président et aux membres de la Commission d'enquête sur les problèmes constitutionnels, Province de Québec par le Congrès canadien juif*, décembre 1954, 6 p. Les signataires du mémoire sont : Michael Garber (Pré. CX Nat), Monroe Abbey (VP), Levy Becker (Prés. Région Est), Saul Hayes (Dir. ex. nati.), « Brief to Que. Royal Commission Cites Constitutional Problems », CB, janvier 1955, p. 2.

¹¹⁰ Comme le souligne Michel Sarra-Bournet, cette commission est « composée d'un mélange de nationalistes traditionnels et de néo-nationalistes ». Voir : « La société civile devant la Commission Tremblay » *Bulletin d'histoire politique*, vol. 16, no 1, automne 2007, p. 43-64. Pour une analyse plus fine de la composition et l'orientation idéologique de cette commission, consulter : Dominique Foisy-Geoffroy, « Le Rapport de la Commission Tremblay (1953-1956), testament politique de la pensée traditionaliste canadienne-française », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 60, no 3, 2007, p. 257-294.

¹¹¹ Le CJC rappelle ainsi la longue tradition de tolérance qui prévaut au Québec depuis l'adoption de la Loi d'Émancipation de 1832, tout en soulignant que les discriminations « existent d'ailleurs dans toutes les provinces ». *Mémoire au Juge Thomas Tremblay...*, p. 1-2.

préjugés passe d'abord par un « long procédé d'éducation fondé surtout sur les enseignements élevés de la religion »¹¹². De même, plutôt que d'insister sur la dimension punitive des lois antidiscrimination, le CJC cherche à démontrer leurs vertus morales et éducatives et leur rôle dans la préservation de paix sociale et de l'harmonie entre les groupes¹¹³.

Première revendication officielle formulée par le CJC en son propre nom pour l'obtention de lois antidiscrimination, le mémoire à la Commission Tremblay représente une étape symbolique, qui aura cependant très peu d'échos en dehors de l'organisation elle-même. Cette première intervention ne marque pas non plus le coup d'envoi d'une campagne législative semblable à celles que le CJC orchestre depuis l'après-guerre dans les autres provinces du Canada.

En revanche, la mise sur pied, en 1955, de la Commission de révision du Code civil de la province de Québec constitue une occasion sans précédent pour les membres du CJC, et de son comité légal en particulier, d'exposer leurs positions sur l'état du droit et de la jurisprudence au Québec dans le domaine de la protection des minorités contre la discrimination. Présidée jusqu'en 1961 par l'ex-juge de la Cour suprême Thibodeau Rinfret, cette commission a pour objectif d'éliminer les articles désuets du Code, d'harmoniser ses dispositions et de proposer au besoin des modifications de substance, tout en respectant l'esprit et le style de la tradition civiliste¹¹⁴.

La mise sur pied de la Commission Rinfret est l'occasion pour les dirigeants du CJC de mettre à profit leurs réseaux dans la communauté juridique montréalaise, de mobiliser

¹¹² *Ibid.*, p. 3.

¹¹³ Le mémoire s'appuie notamment sur l'étude du sociologue de l'Université de Princeton, Morroe Berger, *Equality by Statute: Legal Controls Over Group Discrimination*, New York, Columbia University Press, 1955, qui démontre la nécessité d'arrimer les lois aux normes morales de son temps et les vertus éducatives des lois antidiscrimination. *Ibid.*, p. 3.

¹¹⁴ *Loi concernant la revision [sic] du Code Civil*, S.Q. 1954-1955, c. 47 [sanctionnée le 10 février 1955]. Voir à ce sujet : Sylvio Normand, « La première décennie des travaux consacrés à la révision du Code civil », *Revue de droit de McGill*, vol. 29, 1994, p. 830; Marcel Guy, « Le Code civil du Québec : un peu d'histoire, beaucoup d'espoir », *Revue de droit de l'Université de Sherbrooke*, vol. 23, no 2, 1993, p. 464.

leur capital juridique et de mettre en scène leurs expertises dans le domaine du droit¹¹⁵. Historiquement victimes des pratiques discriminatoires, les Juifs sont en effet nombreux à avoir embrassé la profession juridique et à avoir acquis une expertise dans la défense des droits de leur communauté, une dimension de leur travail considéré par plusieurs comme une forme de devoir naturel¹¹⁶. Dans le contexte d'après-guerre, marqué par un déclin des discriminations des Juifs dans la profession juridique et par l'évolution de la philosophie juridique au Canada et dans le monde, une partie de l'élite juive du Québec perçoit le droit comme une interface de négociation de leur inclusion dans leur société d'accueil¹¹⁷. Le cadre spécifique de la *Commission de révision du Code civil*, où les conversations se déroulent dans un espace délimité par la connaissance des normes juridiques, apparaît comme un espace propice pour les avocats et les juristes du CJC pour mettre à profit la « posture linguistique » qui reste le monopole des spécialistes du droit. Le langage du droit formel a par ailleurs des effets de « neutralisation » et d'« universalisation » qui offrent l'avantage, pour les représentants d'une communauté minoritaire désireuse d'opérer une transformation du cadre juridique, d'éviter de

¹¹⁵ Le CJC met sur pied un comité spécial chargé de rédiger le mémoire à la Commission Rinfret, composé de M.H. Myerson, d'Edmund Gordon, de Horace Friedman et de A.H.J. Zaitlin. Ce comité s'appuie également sur les avis des membres de la Lord Reading Law Society et de deux avocats influents, pionniers du mouvement des droits humains au Québec, le professeur de droit de l'UdeM Jacques Perrault et le constitutionnaliste et professeur de McGill Frank R. Scott. ZA 1955 3/32, *Eastern Region, P.R. Report for National JPRC, Meeting of December 18, 1955*; ZA 1956 1/5, *Minutes of a meeting of the Joint Public Relations Committee, Eastern Region, Montréal*, 14 mai 1956; ZA 1956 1/5, *Jacques Perrault à M.H. Myerson, "Re: Discriminatory Contractual Clauses against Groups of Persons on Account of Their Ethnic Origin"*, s.d., 7 p.; ZA 1957 3/23, *F.R. Scott à Saul Hayes*, 3 juin 1957, 8 p.

¹¹⁶ Mario Nigro and Clare Mauro, « The Jewish Immigrant Experience and the Practice of Law in Montreal, 1830 to 1990 », *McGill Law Journal*, vol. 44, 1998-1999, p. 1036.

¹¹⁷ Cette interprétation s'appuie sur l'analyse de Russel Pearce et Adam Winer qui démontrent que les Juifs américains ont cherché à mettre en lumière leur adhésion aux valeurs libérales de démocratie, de justice sociale et d'égalité devant la loi afin de démontrer l'adéquation entre leur « Américanité » et les valeurs du judaïsme. Russel Pearce et Adam Winer, « From Emancipation to Assimilation: Is Secular Liberalism Still Good for Jewish Lawyers? », dans : Ari Mermelstein, Victoria Saker Woeste, Ethan Zaidoff et Marc Galanter (dir.), *Jews and the Law*, New Orleans, Quid Pro Books, 2014, p. 11-25.

soulever des enjeux identitaires potentiellement conflictuels dans le contexte spécifique des relations interethniques au Québec¹¹⁸.

Le mémoire soumis par le CJC au juge Thibodeau Rinfret à l'été 1958 est le résultat de plusieurs mois de débats concernant la stratégie à adopter face à cette commission et le degré de radicalité des changements législatifs réclamés¹¹⁹. Faisant écho aux thèses développées depuis l'après-guerre par le président du comité légal du CJC, M.H. Myerson, la démonstration du CJC s'en prend directement au caractère suranné de l'approche libérale du droit civil, qui n'offre aucune protection aux minorités victimes de discrimination¹²⁰. Le mémoire s'appuie en particulier sur les théories élaborées au Natural Law Institute de l'Université Notre Dame, selon lesquels le droit « must be made to conform to the accepted and prevailing understanding of what is just »¹²¹. Le CJC interpelle ainsi le juge Rinfret pour qu'il statue, à partir de son propre jugement moral, à savoir si la loi doit continuer de protéger la liberté de commerce et de contrat ou si elle doit au contraire interdire la discrimination¹²². Cet appel apparaît alors pour le moins délicat dans la mesure où il prend directement pour cible une décision rendue par Rinfret lui-même dans la cause *Fred Christie c. York Corporation* (1940), qui implique un homme noir victime de discrimination raciale à la taverne du Forum de Montréal¹²³. À l'époque, Rinfret avait en effet ouvertement statué que la discrimination raciale ne

¹¹⁸ Pour une analyse des effets de « neutralisation » et d'« universalisation » des normes du droit, consulter : Pierre Bourdieu, « La force du droit. Éléments pour une sociologie du champ juridique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 64, no 1, 1986, p. 4-5.

¹¹⁹ Voir notamment les conflits entre F.R. Scott et M. H. Myerson sur les fondements « libéral » et « individualiste » du Code civil, dans : ZA 1957 3/23, *F.R. Scott à Saul Hayes*, 3 juin 1957, p. 2; ACJC, CJC-Cent, CA 73/684, *Lettre de M.H. Myerson à Saul Hayes, Montréal*, 26 juillet 1957, p. 1-2.

¹²⁰ Voir notamment : M.H. Myerson, « Group Libel Law Recommended », *Revue du Barreau de la Province de Québec*, vol. 13, mai 1953, p. 218-239.

¹²¹ ZA 1958 4/34, Monroe Abbey et Harold Lande, *Submission on the Revision of the civil Code to the Rt. Hon. Thibaudeau Rinfret, P.C., by the Canadian Jewish Congress, re a proposed article 13a*, 26 août 1958, p. 8.

¹²² *Ibid.*, p. 6.

¹²³ CSC, *Christie c. York Corporation*, [1940] S.C.R. 139.

portait pas atteinte à l'ordre public et aux bonnes mœurs et qu'elle ne constituait donc pas un critère valable pour restreindre la « liberté de commerce » des propriétaires¹²⁴.

L'argumentaire présenté par le CJC en 1958 s'appuie strictement sur les principes fondamentaux du droit civil, de la morale chrétienne et du respect de la dignité humaine¹²⁵. Suivant une approche minimaliste qui consiste à réclamer le moins possible de modifications à « l'existing rule of law » afin d'éviter un refus de la part des commissaires¹²⁶, le mémoire ne réclame qu'une seule modification au Code civil. Une modification qui doit cependant avoir un impact fondamental sur l'application de l'ensemble de ses dispositions. Il recommande en effet l'inclusion d'un article (section 13A) qui affirme explicitement que la discrimination constitue une entorse aux « bonnes mœurs et à l'ordre public », une notion déjà inscrite à l'article 13 du Code, mais qui n'a jamais été appliquée pour interdire les pratiques discriminatoires¹²⁷. Bien que le juge Rinfret convoque une délégation du CJC pour discuter de la révision de l'article 13¹²⁸, il faut attendre l'arrivée en poste, en 1961, d'André Nadeau, son successeur à l'Office de révision du Code civil, pour que le CJC entreprenne une correspondance plus soutenue sur cette question avec les membres de l'Office et avec Nadeau lui-même¹²⁹. Cependant, bien que Nadeau affirme soutenir moralement le CJC et vouloir l'aider sur le plan

¹²⁴ Cité dans Constance Backhouse, *De la couleur des lois...*, p. 328-329.

¹²⁵ *Submission on the Revision...*, p. 6-7.

¹²⁶ Scott affirme : « Therefore what is desirable now is a practical proposal, framed within the spirit of the civil law, disturbing existing articles of the Code as little as possible, and yet achieving the maximum degree of restraint on discrimination »; ZA 1957 3/23, *F.R. Scott à Saul Hayes*, 3 juin 1957, p. 2.

¹²⁷ *Submission on the Revision...*, p. 9.

¹²⁸ ACJC, CJC-Cent, CA 73/684, *Manfred Saalheimer à Monroe Abbey*, 20 mars 1959.

¹²⁹ Voir la correspondance entre Saul Hayes et Nadeau dans : ZA 1962 5/45. Voir aussi : ZA 1963 1/13, *Murray B. Spiegel à Manfred Saalheimer (c.c. Saul Hayes)*, 1 février 1963; ZA 1963 2/23, *Supplementary Submission on the Revision of the Civil Code to André Nadeau, Q.C., Commissionner by the Canadian Jewish Congress, "re Amendment to Article 56a"*, s.d. 1963, 2 p.; ZA 1964 5/34, *André Nadeau à Manfred Saalheimer*, 26 mai 1964.

« pratique », il n'intercède jamais auprès du gouvernement provincial dans le dossier de la discrimination¹³⁰.

c) Le CJC « à l'intérieur des cercles gouvernementaux » : l'élection de Jean Lesage et l'ouverture du champ législatif

En ce début de décennie 1960, l'évolution des pourparlers avec l'Office de révision du Code civil apparaît cependant secondaire dans le contexte du changement de garde qui se produit à la tête du gouvernement provincial. En effet, le décès de Maurice Duplessis en septembre 1959, puis l'élection du gouvernement libéral de Jean Lesage à l'été 1960 provoquent une ouverture sans précédent du champ politique, qui permet aux dirigeants du CJC d'envisager de lancer à nouveau la campagne en faveur d'une nouvelle loi qu'ils avaient abandonnée dans l'après-guerre. Les premières années du règne du gouvernement libéral sont par ailleurs marquées par des rapprochements significatifs entre le premier ministre et les représentants de la communauté juive du Québec. En octobre 1960, Jean Lesage prononce notamment une conférence à la convention annuelle de la Zionist Organization of Canada à Montréal, où il discute des droits des minorités et de la lutte contre la montée du néonazisme au Québec et dans le monde¹³¹. En septembre 1961, Lesage accepte également de présider la *Semaine de la Fraternité* organisée par le Conseil canadien des Chrétiens et des Juifs, au cours de laquelle un groupe de « citoyens importants » de Montréal, dont Saul Hayes du CJC, lui fait parvenir une pétition pour réclamer l'adoption d'une loi interdisant la discrimination en

¹³⁰ Nadeau se contente de diriger à Lesage la requête du CJC concernant la révision de l'article 56a du Code civil sur les changements de noms. ZA 1965 4/30, *Minutes of a meeting of the Joint Community Relations Committee, Eastern Region, Montreal*, 10 février 1965, p. 2.

¹³¹ Jean Lesage, *Minorities in Canada. An address by the Prime Minister of Quebec before the 35th biennial convention, Zionist Organization of Canada, Montreal, October 31, 1960*, Montréal, Published by the Public Relations Department, Zionist Organization of Canada, 7 p.; « Canada Nazi Chief Fired After Shocking TV Debut », *The National Jewish Post and Opinion (Indianapolis)*, 11 novembre 1961, p. 4.

emploi¹³². À compter de l'automne 1960, les représentants du CJC multiplient également les interventions directes auprès du premier ministre et des membres de son cabinet pour réclamer l'adoption de lois antidiscrimination, inspirées de celles adoptées au Canada depuis le milieu des années 1940 par les gouvernements fédéral et provinciaux. Dès septembre 1960, le CJC présente ainsi un premier mémoire dans lequel il réclame un amendement à l'article 13A du Code civil, l'adoption de lois interdisant la discrimination en emploi et dans les lieux d'hébergement et la mise sur pied d'une commission chargée de les appliquer¹³³. Ce mémoire reprend les stratégies discursives habituellement déployées par le CJC, en insistant sur la « fierté légitime » des Canadiens français pour leur tradition de tolérance envers les minorités, sur le rôle éducatif des lois antidiscrimination et sur le fait que la discrimination est « éthiquement répugnante », « antimorale », « antisociale » et radicalement contraire au « principe de la dignité humaine ».

Ainsi, dans son dernier discours à titre de président du CJC, prononcé lors de l'assemblée plénière de 1962, Samuel Bronfman fait valoir aux délégués la nouvelle position dont jouit le Congrès juif « à l'intérieur des cercles gouvernementaux ». Il insiste également sur la volonté affichée par le premier ministre et des membres de son Cabinet d'approfondir les discussions avec les représentants de la communauté juive et sur leur ouverture aux questions cruciales qui la concernent sur les plans local, national et international¹³⁴. La réélection du gouvernement de Lesage en 1962 confirme la transformation radicale de la structure d'opportunité politique des représentants de la communauté juive au Québec. Ainsi, c'est en grande partie grâce aux pressions exercées par le CJC – et à sa correspondance soutenue avec le secrétaire général de la province

¹³² ANC. Fonds JLCC, MG28 V75 35-5, *Lettre de G. Ferguson, G. Pelletier, G. Fillion (et autres) à l'Hon. Jean Lesage*, septembre 1961, 2 p. La liste complète des signataires est dans : ANC. Fonds JLCC, MG28 V75 35-7, *Roger Lapointe (Dir. Rég. CCCJ) à Yves Bled*, 3 août 1962.

¹³³ ZA 1960 3/36, Samuel Bronfman, Prés. et Harold Lande, Prés. Eastern Region, *The Honourable Jean M. Lesage, Prime Minister, Province of Quebec*, 12 septembre 1960, 7 p.; ZA 1958 5/27, « Quebec's Jews See Premier », *Your J.P.R.C. Report*, Octobre 1960, p. 1-2.

¹³⁴ Bronfman souligne « the position enjoyed by Congress in government circles ». Samuel Bronfman, « Presidential Address », *CB*, septembre 1962, p. 5.

Lionel Bertrand – que le gouvernement Lesage inclut dans la loi sur l'hôtellerie de 1963 un article interdisant la discrimination pour des motifs liés à « la race, la croyance, la couleur, la nationalité, l'origine ethnique ou le lieu de naissance »¹³⁵. Le CJC est également l'un des principaux instigateurs de la *Loi sur la discrimination dans l'emploi*, adoptée par le gouvernement provincial en 1964. Reconnaisant l'expertise du CJC dans ce domaine, le ministre du Travail Carrier Fortin consulte également ses dirigeants avant l'adoption de cette loi et, par la suite, pour discuter de son renforcement et de son application¹³⁶. Le CJC sera d'ailleurs à l'origine de la première plainte formulée en vertu de cette loi, dans l'affaire *Brenda Gruman v. Canadian Plumbing and Heating Supplies*, en 1965, et d'une autre plainte contre le Laurentian Hotel de Montréal déposée l'année suivante¹³⁷.

Au lendemain de l'adoption de ces deux premières lois antidiscrimination, le CJC s'oriente, comme plusieurs autres groupes de la société civile québécoise – dont la Ligue des droits de l'homme et une coalition formée par le Comité de défense des droits de l'homme – vers un travail de lobbying en faveur de l'adoption d'une charte et de la création d'une commission des droits de l'homme¹³⁸. Le Congrès juif profite notamment des audiences du Comité sur la Constitution, mis en place par Lesage pour étudier la position du Québec sur les enjeux constitutionnels, pour revendiquer l'adoption d'un

¹³⁵ Voir notamment la correspondance entre Saul Hayes et le secrétaire de la province Lionel Bertrand. ZA 1960 1/12, *Minutes of a meeting of the Joint Community Relations Committee, Eastern Region, Montreal*, 12 juin 1962, p. 2. ZA 1963 1/13, *Saul Hayes à The Hon. Mr. Lionel Bertrand (Prov. Secretary)*, 8 mars 1963; ZA 1963 1/13, *Saul Hayes à Georges Lapalme (Gouv. du Québec)*, 24 janvier 1963.

¹³⁶ ZA 1965 3/18, *Gille Lafontaine (sec. ex. Ministre du Travail) à Manfred Saalheimer (c.c. Dean Cohen)*, 27 avril 1965. ZA 1965 3/18, *Manfred Saalheimer et Murray Spiegel à The Hon. Carrier Fortin (Ministre du Travail)*, 4 mai 1965; ZA 1965 3/18, *Maxwell Cohen (Fac. de Droit McGill) à The Hon. Carrier Fortin (Ministre du Travail)*, 13 mai 1965; ZA 1965 3/18, *Manfred Saalheimer et Murray Spiegel à The Hon. Carrier Fortin (Ministre du Travail)*, 4 mai 1965; ZA 1965 3/18, *Maxwell Cohen à The Hon. Carrier Fortin (Ministre du Travail)*, 13 mai 1965.

¹³⁷ ZA 1966 3/38, *M. Saalheimer à Saul Hayes, "Brenda Gruman v. Canadian Plumbing and Heating Supplies, Ltd."*, 21 avril 1965; ZA 1966 3/38, *Charles Bélanger, M.R.l' general Secretary [Commission du salaire minimum] à Dr. M. Saalheimer, Canadian Jewish Congress, Québec*, 4 janvier 1965; ZA 1966 3/38, *A.H.J. Zaitlin à Quebec Minimum Wage Commission, "Complaint under the Act respecting Discrimination in Employment - Jacob Kooperstock vs Laurentian Hotel, MtL"*, 24 mai 1966.

¹³⁸ Voir entre autres : « Anti-Discrimination Legislation », *CB*, septembre-octobre 1965, p. 6.

« "Bill des droits civiques" provincial qui garantirait la sauvegarde des libertés et des droits fondamentaux de l'individu »¹³⁹. Si l'on exclut les deux principales organisations de défense des droits humains au Québec (la Ligue des droits de l'homme et le Comité de défense des droits de l'homme), le CJC est le groupe qui fait le plus grand nombre de démarches auprès du gouvernement provincial pour l'adoption d'une charte provinciale¹⁴⁰. Tout au long des années 1960 et 1970, cette organisation s'implique également dans les débats initiés par le premier ministre Pierre Elliott Trudeau au sujet de l'adoption d'une charte des droits fédérale enchâssée dans une Constitution canadienne rapatriée¹⁴¹.

* * *

Comme il l'a fait ailleurs au Canada, le CJC a donc joué un rôle pionnier dans le mouvement de défense du droit à l'égalité raciale et religieuse au Québec. Alors que les succès des campagnes menées par cette organisation dans d'autres provinces tenaient principalement à la capacité de ses membres de mobiliser des réseaux d'alliances et de faire pression auprès des gouvernements, la stratégie para-politique adoptée dans le contexte spécifique du Québec de l'ère duplessiste s'avère finalement inefficace. Dans le domaine des lois antidiscrimination, davantage peut-être que dans d'autres chantiers importants ouverts par la Révolution tranquille, l'image de la « marmite de Papin » utilisée par Jean-Charles Falardeau apparaît pertinente pour décrire le décalage qui existe entre les aspirations d'une partie importante de la société civile et le blocage

¹³⁹ ZA 1964 1/5, *Mémoire du Congrès Juif Canadien à la Commission Parlementaire de la Constitution*, Montréal, 22 juin 1964, p. 11-13.

¹⁴⁰ « Montréal/Québec », CB, juin 1966, p. 6; « Human Rights », CB, février 1969, p. 2; ACJC, *Aide mémoire relatif à une conférence du Congrès juif canadien, Région de l'est avec l'Hon. Robert Bourassa, Premier Ministre du Québec*, 24 janvier 1972; ACJC, *Mémoire soumis par le Congrès juif canadien à la Commission de la justice sur le projet de loi No 50, "Loi concernant les droits et libertés de la personne"*, 15 janvier 1975, 5 p.

¹⁴¹ *Mémoire du Congrès Juif Canadien à la Commission...*, p. 14.

politique imposé par le régime duplessiste¹⁴². L'ouverture du champ politique au lendemain de l'élection du parti libéral en 1960 permet en effet aux membres du CJC de mobiliser l'expertise juridico-légale qu'ils ont développée en tant que représentants de l'une des minorités qui, avec les communautés noires et autochtones, a été l'une des principales victimes des pratiques discriminatoires au Québec.

5.3 Solidarité ouvrière et fraternité humaine : les syndicats industriels et la lutte contre la discrimination raciale et religieuse

Tout comme le font les représentants du CJC, les militants des syndicats industriels au Québec associent dans leurs discours et dans leur praxis la notion de « droits de l'homme » au droit à l'égalité raciale et religieuse. Si la Fédération des unions industrielles du Québec (FUIQ) milite dès sa création contre la discrimination raciale et religieuse – en étroite collaboration avec le Comité du travail contre l'intolérance raciale de Montréal (CTCIR) – c'est principalement parce que ses dirigeants considèrent que le principe de non-discrimination fait partie intégrante de l'identité des syndicats industriels. Il est à leurs yeux le fondement d'une conscience de classe qui transcende les clivages « raciaux », nationaux, culturels et religieux. Le combat mené par les syndicats internationaux pour le droit à l'égalité raciale et religieuse s'inscrit au départ, comme nous l'avons vu au chapitre 3, dans la campagne nord-américaine de lutte contre le racisme orchestrée par les syndicats internationaux au Canada et aux États-Unis¹⁴³. Dans ce cas également la façon dont il est mené est influencée dans une large mesure par le contexte local dans lequel les syndicats évoluent, qui est marqué à la fois par la complexité du schéma des relations interethniques et par la présence d'un gouvernement réfractaire à toute intervention législative dans le domaine des droits humains. Au cours des années 1950, l'engagement de ces militants dans la défense des droits des francophones et des membres de minorités victimes de discrimination contribue beaucoup

¹⁴² « Des élites traditionnelles aux élites nouvelles », *Recherches sociographiques*, vol. 7, no 1-2, janvier-août 1966, p. 140.

¹⁴³ Voir chapitre 3, section 3.3.3 La lutte contre les discriminations raciales et religieuses.

à élargir leurs réseaux d'alliances. À la fin de cette décennie, grâce à leur imposant travail d'éducation, de lobbying et de réseautage, les militants des syndicats internationaux et ceux des comités des droits de l'homme qu'ils ont créés dans l'après-guerre joueront un rôle nodal dans la mise sur pied de la plus vaste coalition de groupes et d'organismes de la société civile québécoise militant pour la reconnaissance des droits humains et pour l'adoption de lois antidiscrimination.

5.3.1 Le droit à l'égalité : fondement de la solidarité ouvrière et de l'unité nationale canadienne

a) « Diviser pour régner » : la solidarité ouvrière au risque de l'intolérance raciale et religieuse

Au Québec, les militants des syndicats internationaux affiliés au Congrès canadien du travail (CCT) et, à compter de 1952, à la Fédération des unions industrielles du Québec (FUIQ), s'appuient dans une large mesure sur le principe de non-discrimination pour définir le rôle et la mission de leurs organisations. Les archives dont nous disposons ne permettent pas de confronter systématiquement les déclarations antiracistes des dirigeants syndicaux à la réalité des pratiques à l'échelle des entreprises et des syndicats locaux¹⁴⁴. Cependant, tout au long des années 1950, l'implication des officiers des syndicats internationaux dans la lutte contre le racisme et la discrimination est présentée

¹⁴⁴ Sur les contradictions entre les discours antiracistes des dirigeants des syndicats internationaux et les pratiques de certains syndicats à l'échelle locale au Canada, consulter : Agnes Calliste, « Sleeping Car Porters in Canada: An Ethnically Submerged Split Labour Market », *Canadian Ethnic Studies*, vol. 19, no 1, 1987, p. 1-20. Aux États-Unis, plusieurs historiens ont critiqué « [l'interprétation] romancée de la classe ouvrière » qui tend à édulcorer le rôle du mouvement ouvrier dans la perpétuation de la discrimination ou, pour reprendre l'expression d'Herbert Hill, à « dissoudre la race dans la classe ». Voir à ce sujet : Herbert Hill, « Myth-Making as Labor History: Herbert Gutman and the United Mine Workers of America », *Journal of Politics, Culture, and Society*, vol. 2, no 2, hiver 1988, p. 133-134. Sur la véritable « guerre historiographique » déclenchée par les critiques d'Herbert Hill, consulter : Eric Arnesen, « Passion and Politics: Race and the Writing of Working-Class History », *The Journal of The Historical Society*, vol. 6, no 1, septembre 2006, p. 329-334.

comme le prolongement de leur combat pour l'unification de la classe ouvrière¹⁴⁵. Ainsi, au moment de la création de la FUIQ, en 1952, ses dirigeants font valoir en plusieurs occasions que leur nouvelle fédération se définit d'abord par le fait qu'elle regroupe des travailleurs sans distinction de « race », d'origine nationale, de couleur, de langue et de religion. Dans le contexte québécois, ce principe de non-discrimination apparaît comme un moyen de se distinguer de la Confédération des travailleurs catholiques du Canada, qui se définit par son caractère confessionnel et dans une moindre mesure national¹⁴⁶.

La composition des syndicats dits industriels, qui regroupent en majorité des travailleurs non qualifiés sur la base de leur affiliation à une industrie, rend peut-être leurs dirigeants plus sensibles aux risques que représentent les clivages ethniques pour l'émergence d'une conscience de classe. Comme plusieurs historiens l'ont montré, le principe de non-discrimination dans l'affiliation syndicale est une stratégie de recrutement adaptée aux secteurs industriels qui rassemblent une main-d'œuvre abondante, composée de travailleurs non qualifiés, mobiles, d'origines ethniques diverses et souvent issus de l'immigration¹⁴⁷.

¹⁴⁵ Tout au long des années 1950, le CTCIR poursuit cet objectif de « d'éclairer les travailleurs syndiqués sur les dangers de la discrimination raciale [et de] mettre en lumière la nécessité de la solidarité entre tous les travailleurs sans égard à leur origine raciale ou leur affiliation religieuse ». ANC. Fonds JLCC, MG28 V75 34 2, *Le mouvement ouvrier unit les citoyens de Québec*, 1948, p. 2.

¹⁴⁶ Lors d'une entrevue réalisée en 1954 à l'émission *La gamme des idées* à la station CJMS, l'animatrice, Mme Robert Choquette, demande au président de la FUIQ, Romuald Lamoureux, si les syndicats internationaux sont « composés exclusivement de non-Catholiques? ». « Pas du tout, affirme Lamoureux. Notre Fédération est en grande majorité composée de catholiques. Notre mouvement cependant est non-confessionnel et groupe les ouvriers sans distinction de sexe, de race ou de religion. La fraternité humaine, comme vous le savez, est un des principes de base du syndicalisme ouvrier. C'est pour ça que nous menons une grande campagne contre les préjugés de race. Nos conseils de districts ont mis sur pied des comités spéciaux pour faire de l'éducation dans ce domaine de la bonne entente entre les nationalités, de l'intégration des Néo-Canadiens à notre vie industrielle, etc. J'ai moi-même l'honneur de présider le comité des Droits de l'Homme du CCT qui coordonne le travail de ces comités à travers le pays. » AUQAM, 85 P - Fonds de la FUIQ, 160/31, « *La gamme des idées* », poste CJMS - entrevue avec R.J. Lamoureux et Philippe Vaillancourt et J-V Morin, 28 avril 1954, p. 5.

¹⁴⁷ Comme l'affirme Steven A. Reich au sujet de la création du CIO aux États-Unis : « Unlike craft unions [...] industrial unions embraced all workers, regardless of race, creed, or skill. Consequently, they had the capacity to combat twin threats of racial hatred and classe exploitation », dans : *A Working People: A History of African American Workers Since Emancipation*, Lanham, Rowman & Littlefield, 2013, p. 97.

Cette volonté de promouvoir la tolérance raciale et religieuse au sein de la classe ouvrière est également une stratégie autodéfensive orientée contre les pratiques de certains employeurs, qui instrumentalisent les divisions ethniques pour miner les efforts de recrutement, d'unification et de mobilisation des travailleurs et de leurs syndicats¹⁴⁸. Il faut dire qu'en ce début de décennie 1950, les dangers d'instrumentalisation des clivages ethniques sont loin d'être théoriques : ils se manifestent en particulier lors de plusieurs grèves d'envergure, où les dirigeants d'entreprises utilisent des travailleurs immigrants pour briser des lignes de piquetage¹⁴⁹. Au cours de cette période, les activités d'éducation et de réseautage organisées par le Comité du travail contre l'intolérance raciale à Montréal s'articulent également autour de cette idée selon laquelle l'intolérance raciale et religieuse nuit à l'unification des travailleurs¹⁵⁰. De ce point de vue, le combat des syndicats industriels contre le racisme et la discrimination apparaît à la fois comme

Le CIO a en effet adopté dès sa création en 1938 des pratiques de non-discrimination qui tranchent avec les politiques protectionnistes, élitistes et hiérarchiques de l'AFL. Voir à ce sujet : Herbert Hill, *Black Labor and the American Legal System: Race, Work, and the Law*, Madison, University of Wisconsin Press, 1977, p. 22-23.

¹⁴⁸ Dans un article publié en 1951, Jacques-Victor Morin soutient que la discrimination s'inscrit dans la vieille tactique patronale de « diviser pour régner » ; rappelant que « [p]lus la classe ouvrière est divisée, plus c'est facile de briser une grève et refuser de signer un contrat de travail ». Sur la trajectoire de cet article publié dans plusieurs journaux syndicaux de la province, consulter : ANC. Fonds JLCC, MG28 V75 34 - 8, *Report on the Activities of the Montreal Labor Committee against Racial Intolerance during the Month of December 1952*, p. 1.

¹⁴⁹ Lors des grèves à la compagnie Simmons à Montréal en 1952, à la Noranda Mines à Murdochville en 1957 et à l'usine Mastercraft à Montréal en 1959, en particulier, la partie patronale fait appel chaque fois – avec l'appui allégué du Service national de placement dans les deux premiers cas – à des briseurs de grèves immigrants. Voir notamment : « Étude de la situation dans la Province de Québec », *Les Nouvelles ouvrières*, août 1952, p. 1,3; AUQÀM, 100 P - Fonds FTQ, 630:03/120, Métallurgistes unis d'Amérique, *Rapport sur Murdochville-urgent!*, 1^{er} août 1957; « La CTCC demande une enquête sur les agissements des immigrants à Murdochville », *Le Travail*, 30 août 1957, p. 2; ANC. Fonds JLCC, MG28 V75 35 - 1, Robert Dean, *Rapport du Comité ouvrier des droits de l'homme au Conseil du travail de Montréal*, 19 novembre 1959, p. 1.

¹⁵⁰ Encore en 1960, le programme des droits de l'homme du comité s'appuie sur ce principe : « La discrimination et les préjugés divisent l'union; ils sont une menace à l'unité. La discrimination et les préjugés entrent directement en conflit avec les principes fondamentaux du mouvement syndical qui sont la fraternité et l'égalité ». Voir : « Exposé du Programme Syndical d'Anti-discrimination et des droits de l'homme », *Rapports ouvriers canadiens*, novembre-décembre 1960, p. 2-3.

une stratégie d'expansion syndicale, de consolidation de l'unité ouvrière et d'autodéfense face aux employeurs¹⁵¹.

b) L'unité dans la diversité : la lutte contre la discrimination raciale et religieuse et la construction de la nation canadienne

Dans les discours des militants des syndicats industriels au Québec, le racisme, l'intolérance et les discriminations sont constamment présentées comme des menaces à la fois pour l'unité ouvrière et pour la préservation de l'unité nationale canadienne. Porteurs ou héritiers des positions adoptées depuis le début des années 1940 par les dirigeants locaux et nationaux du Congrès canadien du travail et du parti Co-Operative Commonwealth Federation (CCF) (qui est considéré à l'époque par les syndicats industriels comme le bras politique de la classe ouvrière au Canada), les militants des syndicats industriels font la promotion d'une identité nationale canadienne distincte de l'identité impériale britannique. Ils défendent également une conception pluraliste de la nation et militent pour la mise en place d'un modèle de citoyenneté démocratique fondé sur la reconnaissance de l'égalité de droits de l'ensemble des citoyens¹⁵². Cette conception civique et pluraliste de la nation trouve son expression la plus achevée dans un article tiré de *Rapports ouvriers canadiens* publié dans les pages du journal *Les Nouvelles ouvrières* en 1953, qui porte un titre révélateur : « La patrie des "minorités" »¹⁵³. Soulignant le rôle des lois antidiscrimination comme instrument de construction de la nation, ce texte – reproduit dans plusieurs journaux syndicaux de la

¹⁵¹ Comme l'affirme le directeur national du *Comité ouvrier juif*, Kalmen Kaplansky, à propos de l'origine des premiers comités syndicaux des droits de l'homme qu'il a contribué à mettre sur pied au Canada : « Labor became interested in this fight because of a desire for self-preservation, not merely because of moral or religious principles, important though they are in themselves. ANC. Fonds JLCC, MG28 V75 34 3, *Allocution de Kalmen Kaplansky [sans titre]*, CKEY, Toronto, 19 juillet 1948, p. 2.

¹⁵² Sur le rôle pionnier joué par le CCF dans le mouvement des droits humains et dans la « reconsidération de la place des minorités religieuses et racisées dans la société canadienne », consulter : Carmela Patrias, « Socialists, Jews, and the 1947 Saskatchewan Bill of Rights », *Canadian Historical Review*, vol. 87, no 2, juin 2006, p. 265-292.

¹⁵³ ROC, « La patrie des "minorités" », *Les Nouvelles ouvrières*, septembre 1953, p. 3.

province¹⁵⁴ – conclut : « Ces lois sont nécessaires pour protéger l'unité canadienne, et pour augmenter au sein de chaque groupe la conscience que bien que tous les groupes soient minoritaires, ils appartiennent tous à un seul immense groupe – que tous leurs membres sont Canadiens.¹⁵⁵ »

Les militants antiracistes des syndicats industriels au Québec s'inscrivent, tout au long des années 1950, dans une nébuleuse d'organismes privés ou parapublics dont la mission consiste explicitement à renforcer l'unité nationale canadienne, en travaillant – souvent en collaboration avec le ministère de l'Immigration et de la Citoyenneté – dans les domaines de l'éducation civique, du dialogue interculturel et de l'intégration des immigrants. Parmi ces groupes, on retrouve comme après la guerre le Conseil canadien du civisme, le Comité des relations culturelles au Canada, la Société Radio-Canada, l'Office national du film et la Société canadienne d'éducation des adultes. À cela s'ajoutent au cours des années 1950 la section québécoise du Conseil canadien des chrétiens et des juifs, le Centre de recherches en relations humaines de l'Université de Montréal et le Conseil de la citoyenneté de Montréal.

La conception civique et pluraliste de la nation canadienne promue par les militants antiracistes de la FUIQ et du CTCIR est partagée par la majorité de ces organisations, comme en attestent les interventions de leurs représentants dans le cadre des activités éducatives et des conférences annuelles en relations humaines organisées par le CTCIR. Ainsi, en 1952, lors d'une conférence intitulée « Tous Canadiens¹⁵⁶ », plusieurs conférenciers soulignent l'importance d'approfondir le sens civique des Canadiens par

¹⁵⁴ Publié initialement dans *Rapports ouvriers canadiens*, ce texte est reproduit dans les journaux *La Voix des Manuels* de la Fraternité canadienne des employés municipaux et *L'Aiguilleur* des Ouvriers unis de la confection d'Amérique. Sur la trajectoire de cet article, consulter : ANC. Fonds JLCC, MG28 V75 34 - 8, *Report on the Activities of the Montreal Labor Committee against Racial Intolerance during the Month of December 1952*, p. 1.

¹⁵⁵ Cet article s'appuie sur les données du recensement de 1951 pour affirmer que, bien que les Canadiens français représentent le « plus fort groupe homogène » au Canada, « nous sommes tous membres de minorités ».

¹⁵⁶ ANC. Fonds JLCC, MG28 V75 34 7, *Tous Canadiens. Programme de la conférence ouvrière sur les relations entre Canadiens*, 20 avril 1952.

l'éducation à la tolérance et de mettre en valeur l'apport des immigrants à l'économie et à la culture nationales canadiennes¹⁵⁷. L'allocution prononcée lors de la conférence annuelle de 1954 par le R.P. Bernard Mailhot, qui organise chaque année cette activité conjointement avec le CTCIR à titre de professeur associé au *Centre de recherches en relations humaines*¹⁵⁸, fait également de la reconnaissance du pluralisme ethnoculturel la condition essentielle à la construction d'une « nation canadienne adulte¹⁵⁹ ». Établissant un lien direct entre unité ouvrière et unité nationale, Mailhot soutient que le mouvement ouvrier incarne le modèle pluraliste qui convient au Canada :

C'est à la classe ouvrière que nous devons la preuve très concluante que les groupes ethniques, qui constituent notre nation canadienne, peuvent s'intégrer sans rien sacrifier de leurs valeurs culturelles. Le jour où d'autres classes sociales où d'autres groupes professionnels auront fait cette expérience le Canada pourra évoluer vers une maturité authentique, faite de la synthèse des apports culturels de tous les groupes ethniques qui vivent sous sa protection.¹⁶⁰

Jusqu'au milieu des années 1950, les dirigeants de la FUIQ véhiculent également un discours canadianiste, civique et pluraliste, en appelant d'abord leurs membres à cultiver

¹⁵⁷ Les intervenants proviennent du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration du Canada, de l'Amitié judéo-chrétienne, de l'Institut canadien d'éducation des adultes et du Centre de recherches en relations humaines de l'Université de Montréal. Comme dans d'autres activités organisées par le comité, son secrétaire Jacques-Victor Morin profite de cette rencontre pour mettre en scène l'apport culturel des Néo-Canadiens en invitant le groupe l'Ordre du Bon Temps à faire une « démonstration de chant et de danse de folklore de plusieurs nationalités » ANC. Fonds JLCC, MG28 V75 34 7, *Lettre de J.-V. Morin à Guy Mercier*, 10 janvier 1952; « Les conclusions de la Conférence du travail contre l'intolérance raciale », *Le Devoir*, 20 mars 1953, p. 5.

¹⁵⁸ Nous aborderons plus en profondeur l'histoire et l'évolution de ce laboratoire de recherches en psychologie sociale dans la section sur les étudiants de l'Université de Montréal, plus loin dans ce chapitre.

¹⁵⁹ Cette conférence regroupe des représentants du CCRH, du CCCJ, de la SCEA, du Thomas Moore Institute, du Comité ouvrier juif, du ministère du Travail fédéral et du Ministère de la citoyenneté et de l'immigration. « Conférence contre les préjugés raciaux », *Les Nouvelles ouvrières*, mai 1954, p. 3; « Conférence annuelle sur les relations humaine », *Rapports ouvriers canadiens*, mars, avril, mai 1954, p. 1-2.

¹⁶⁰ Cette allocution de Mailhot est reproduite dans un dépliant intitulé *Faites aux autres*, où le célèbre comédien Gratien Gélinas, alors président de la section québécoise du *Conseil canadien des chrétiens et des juifs*, rappelle-lui aussi que la « grande nation [canadienne] a opté non pour la fusion mais pour l'harmonieuse intégration des éléments qui la composent ». Voir : ANC. Fonds JLCC, MG28 V75 34 - 12, Gratien Gélinas, *Les distinctions injustes et l'avenir du pays, Le Canada au travail*, 7 décembre 1954, p. 1; *Faites aux autres : série de causeries radiophoniques...*, Ottawa, Ministère du travail, Canada, 1955, 79 p.

leur sentiment d'appartenance au Canada, par opposition à l'identité impériale britannique¹⁶¹. Faisant la promotion d'une conception juridique et symbolique de la citoyenneté, ils militent à la fois pour la reconnaissance des droits constitutionnels des « deux peuples fondateurs » et pour la défense du droit à l'égalité de tous les citoyens canadiens, sans égard à leur « race », leur origine, leur couleur ou leur religion¹⁶². Cette conception civique trouve sa formulation la plus synthétique dans un mémoire rédigé par Pierre Elliot Trudeau, présenté en 1954 par la FUIQ à la Commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels, ainsi que dans le *Manifeste au peuple du Québec* de 1955 qui énonce le programme politique de cette fédération. L'un et l'autre réclament le rapatriement de la constitution canadienne et l'adoption d'une charte des droits fédérale garantissant les droits fondamentaux de tous les citoyens, sans égard à leur appartenance ethnique ou religieuse¹⁶³. C'est d'ailleurs dans cette optique de raffermir l'unité nationale canadienne par l'intégration civique de ses membres que la fédération met sur pied, à l'automne 1955, un Comité inter-culturel et des droits de l'homme « qui [a] pour but le rapprochement entre les groupes ethniques, l'intégration des Néo-Canadiens, et d'une manière générale l'amélioration des relations humaines »¹⁶⁴.

¹⁶¹ Ainsi, le président et les secrétaires de la FUIQ profitent chaque année des célébrations de la Fête de la Confédération pour encourager leurs membres à « célébrer comme il convient la fête nationale du Canada ». AUQÀM, 85 P - Fonds de la FUIQ, 100/4, *Communiqué par la FUIQ, "La FUIQ demande le rapatriement de la Constitution"*, 30 juin 1955, p. 1; « La FUIQ et son manifeste politique », *Les Nouvelles ouvrières*, juillet 1954, p. 1.

¹⁶² Des représentants de la FUIQ participent périodiquement aux cérémonies du Jour de la citoyenneté à Montréal, où ils discutent du rôle des syndicats dans l'intégration des immigrants, de l'importance de cultiver le sentiment d'appartenance civique des nouveaux arrivants, de lutter contre la discrimination et de travailler à la bonne entente entre les groupes au Canada. La FUIQ, comme le CTCIR, coopte également des représentants sur l'exécutif du Conseil de la citoyenneté de Montréal chargé d'organiser ces cérémonies civiques, dont Paul King assumera la présidence entre 1956 et 1959. Sur L'histoire et la mission du CCM, consulter : ANC. Fonds JLCC, MG28 V75 35 - 3, Montreal Citizenship Council, *Citizenship Week - May 14-May 20, 1960. Citizenship Day - May 20, 1960*, 2 p.

¹⁶³ *Mémoire de la Fédération des unions industrielles du Québec (Congrès canadien du travail) à la Commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels (Province de Québec)*, 10 mars 1954, 47 p.; AUQÀM, 85 P - Fonds de la FUIQ, 160/27, FUIQ, *Constitution et Manifeste politique*, 14 mai 1955, p. 13.

¹⁶⁴ AUQÀM, 85 P - Fonds de la FUIQ, 160/3, *Procès verbaux du Comité exécutif de la FUIQ*, 30 septembre 1955, p. 1.

c) Le bilinguisme et la lutte contre la discrimination en emploi des francophones

Ce discours canadianiste, civique et pluraliste se compare, jusqu'au milieu des années 1950, à celui que véhiculent les dirigeants du CCT et de son Comité national pour la tolérance raciale, dirigé à l'époque par le président de la FUIQ, Romuald Lamoureux. Le fait d'être confronté à la réalité québécoise et au schéma particulier des relations interethniques dans cette province contribue cependant à infléchir de manière significative l'engagement des militants des syndicats industriels dans la promotion du droit à l'égalité raciale et religieuse. Alors que depuis le milieu des années 1940, au Canada et aux États-Unis, les militants antiracistes des syndicats internationaux se consacrent presque exclusivement à la défense des droits des minorités raciales et religieuses, ceux de la FUIQ et du CTCIR accordent une place de plus en plus importante aux droits constitutionnels des Canadiens français et à la discrimination dont sont victimes les francophones au Québec dans le domaine de l'emploi. Cette préoccupation émerge d'abord des expériences personnelles de ces militants, dont la majorité est bilingue ou unilingue francophone, dans les instances majoritairement unilingues anglophones du Congrès canadien du travail et du Co-Operative Commonwealth Federation¹⁶⁵. Confrontés à l'environnement industriel métropolitain dominé par l'élite anglophone, ces militants prennent également conscience du fait qu'au Québec les enjeux liés à la « race » ou à l'ethnicité sont aussi intrinsèquement liés à la question linguistique.

Dès la création de la FUIQ, en décembre 1952, les délégués des locaux et des conseils de districts des syndicats industriels adoptent des résolutions pour réclamer que tous les documents produits par le Congrès canadien du travail, auquel elle est affiliée, soient traduits en français et disponibles dans les deux langues officielles du pays¹⁶⁶. Des

¹⁶⁵ Nous avons exposé ces tensions plus haut, au chapitre 4. Voir section 4.3.4 Les droits de l'homme : arme de combat contre Duplessis.

¹⁶⁶ SAGD. 85 P - Fonds de la FUIQ, 160/1, *Résolutions soumises au : 1er congrès de la Fédération provinciale du travail (CCT)*, 6 décembre 1952, résolution 2.

résolutions sont également adoptées lors des congrès annuels subséquents en faveur du respect du bilinguisme et de la protection des « droits de la langue française »¹⁶⁷. Les membres du CTCIR s'engagent eux aussi dans la défense du bilinguisme, avant tout pour répondre aux préoccupations exprimées par les participants lors de leurs activités éducatives et interculturelles. Cet enjeu est soulevé pour la première fois au CTCIR en 1952, dans le cadre d'une série d'ateliers sur les préjugés, l'intolérance et la discrimination organisée à l'Université de Montréal. Elle réunit des travailleurs de plusieurs groupes ethniques considérés comme représentatifs de la diversité de la population montréalaise, soit des Juifs, des Polonais, des Anglais, des Écossais, des Irlandais, des « Noirs »¹⁶⁸ et des Canadiens français¹⁶⁹. Au cours de ces ateliers, plusieurs participants soulèvent le problème de la discrimination vécue par les francophones dans l'accès aux postes de cadres dans les industries dirigées par des anglophones¹⁷⁰. Bien qu'elle ne figure pas à l'ordre du jour de cette rencontre, cette question est également soulevée lors la conférence annuelle de 1953 sur les relations humaines, au cours de laquelle les participants dénoncent la discrimination systémique envers les francophones dans les industries qui n'engagent que « des contres-maîtres de langue anglaise »¹⁷¹ et demandent au CTCIR de faire enquête sur le traitement réservé aux Canadiens français dans l'armée et dans la fonction publique fédérale¹⁷².

¹⁶⁷ SAGD. 85 P - Fonds de la FUIQ, 640/13, *Résolutions - Convention annuelle de la Fédération des Unions Industrielles du Québec - CCT, Auberge des Quatre Chemins, Champigny, 5 et 6 juin 1954*, résolution 20.

¹⁶⁸ À noter que l'utilisation que font ces militants antiracistes du terme « Noirs » semble indiquer qu'ils considèrent les populations noires du Québec comme faisant partie d'une seule communauté, en dépit de la diversité de leurs origines.

¹⁶⁹ « Cercles d'études sur la tolérance », *Rapports ouvriers canadiens [ROC]*, janvier 1953, p. 5; ANC. Fonds JLCC, MG28 V75 34 - 8, *Report on the Activities of the Montreal Labor Committee against Racial Intolerance during the Month of December 1952*, p. 1.

¹⁷⁰ ANC. Fonds JLCC, MG28 V75 34 - 9, *Report on the Activities of the Montreal Labor Committee against Racial Intolerance during the Month of January 1953*, p. 1.

¹⁷¹ « Succès de la conférence sur les relations humaines », *ROC*, avril-mai 1953, p. 2.

¹⁷² Le rapport du CTCIR souligne toutefois qu'« [u]ne telle enquête, pour être sérieuse, nécessitera un personnel et des ressources bien au-dessus des moyens dont dispose le Comité à l'heure actuelle ». « Succès de la conférence sur les relations humaines », *ROC*, avril-mai 1953, p. 2; « Les conclusions de la

Ces préoccupations sont résolument endossées par l'équipe du CTCIR qui, à partir du milieu des années 1950, intervient plusieurs fois pour défendre les droits linguistiques des Canadiens français, en dénonçant principalement des cas de discrimination à l'embauche qui défraient les manchettes de l'actualité provinciale. La première intervention publique du CTCIR touche un cas hautement médiatisé de discrimination linguistique dans les services publics fédéraux. Dévoilée à la « une » du journal *Le Devoir* en décembre 1954, cette affaire concerne une infirmière en chef de l'Hôpital des vétérans Queen Mary de Montréal, Ida Henderson, qui a transmis un ordre verbal aux infirmières de son service les obligeant à rédiger leurs dossiers en anglais et leur interdisant de discuter en français avec les médecins de l'hôpital¹⁷³. Or, l'enquête réalisée par le *Devoir* démontre que, parmi les 17 infirmières en chef de cet établissement – qui relève du ministère des Affaires des anciens combattants sous la responsabilité du ministre Hugues Lapointe¹⁷⁴ –, on ne compte qu'une seule Canadienne française, alors que la moitié des patients et des médecins, de même que 99% des infirmières qui y travaillent, sont francophones¹⁷⁵.

Dès la mise au jour de cette affaire, le secrétaire du CTCIR, Paul King, envoie un télégramme au ministre Lapointe dans lequel il « proteste énergiquement » contre la politique « voulant que la langue française, l'une des deux langues officielles de notre pays, soit prohibée à l'hôpital des anciens combattants »¹⁷⁶. Dans sa réponse, le ministre déclare qu'il n'y a pas de politique discriminatoire à l'Hôpital des vétérans, que Mlle Henderson a agi de son propre chef et que, par « mesure disciplinaire », cette dernière

Conférence du travail contre l'intolérance raciale », *Le Devoir*, 20 mars 1953, p. 5; ANC. Fonds JLCC, MG28 V75 34 - 9, *Report on the Activities of the Montreal Labor Committee against Racial Intolerance during the Month of March 1953*, p. 1.

¹⁷³ Marcel Thivierge, « Le français prohibé à l'hôpital des vétérans », *Le Devoir*, 2 décembre 1954, p. 1.

¹⁷⁴ Ce dernier est décrit par le journal *Le Devoir* comme « un Canadien français pur laine ». Voir : « Miss Henderson est congédiée », 4 décembre 1954, p. 1.

¹⁷⁵ Marcel Thivierge, « Le français prohibé... », p. 1; « Un comité d'enquête à l'hôpital des vétérans », *Le Devoir*, 3 décembre 1954, p. 1; « Miss Henderson est congédiée », *Le Devoir*, 4 décembre 1954, p. 1.

¹⁷⁶ « Un comité syndical proteste », *Le Devoir*, 3 décembre 1954, p. 1; « On exige le renvoi de Mlle Anderson », *Le Devoir*, 3 décembre 1954, p. 1.

sera relevée de ses fonctions¹⁷⁷. Cette intervention du comité – la première à être rapportée à la « une » d'un grand quotidien de la province – est à l'origine de l'un des plus importants mouvements de contestation des syndicats industriels au Québec contre la discrimination des francophones dans l'emploi. Suite à une demande en ce sens acheminée par Paul King, le Conseil du travail de Montréal adopte une résolution pour réclamer la mise sur pied d'une commission d'enquête sur le statut du français dans les services fédéraux¹⁷⁸. Cette « résolution d'urgence » est également transmise à l'exécutif de la FUIQ, qui adopte une motion pour « demander une enquête royale sur le bilinguisme dans le service fédéral et les forces armées »¹⁷⁹. De son côté, le secrétaire-général de la Fédération, Roméo Mathieu, écrit directement au premier ministre Louis Saint-Laurent pour « prier instamment [son] gouvernement d'instituer une enquête royale sur la pratique effective du bilinguisme dans les ministères et autres services fédéraux, y compris les forces armées »¹⁸⁰.

L'engagement du CTCIR dans ce dossier témoigne d'une mutation partielle de son rôle dans la promotion du droit à l'égalité, qui s'oriente désormais résolument vers le combat contre la discrimination en emploi des francophones. Ainsi, bien qu'elle concerne les droits constitutionnels des francophones, le journal *Rapports ouvriers canadiens* (l'organe des comités des droits de l'homme des syndicats internationaux au Canada) dénonce d'entrée de jeu l'affaire Henderson comme « un cas d'intolérance raciale »; associant ainsi implicitement les discriminations fondées sur la langue et la « race »¹⁸¹.

¹⁷⁷ « Un cas d'intolérance raciale à l'hôpital des vétérans », *ROC*, décembre 1954, p. 3.

¹⁷⁸ « 3 motions de censure du Conseil du travail », *Le Devoir*, 14 décembre 1954, p. 2.

¹⁷⁹ « À propos du bilinguisme. Enquête royale demandée dans le service civil fédéral », *Les Nouvelles ouvrières*, décembre 1954, p. 1.

¹⁸⁰ Soulignant que sa fédération représente près de 60 000 travailleurs, Mathieu réclame une action prompt de la part du gouvernement fédéral afin, dit-il, de « ramener l'harmonie entre les Canadiens d'expression française et ceux d'expression anglaise ». ANC. Fonds JLCC, MG28 V75 34 - 12, *Fédération des unions industrielles du Québec au Très Honorable Louis Saint-Laurent*, 15 décembre 1954; « À propos du bilinguisme. Enquête royale demandée dans le service civil fédéral », *Les Nouvelles ouvrières*, décembre 1954, p. 1.

¹⁸¹ « Un cas d'intolérance raciale... », p. 3.

Cette affaire est par ailleurs considérée par les militants du CTCIR et de la FUIQ comme l'une des actions phares des syndicats industriels de la province au cours des années 1950¹⁸². Contribuant à publiciser le rôle des syndicats dans la lutte contre la discrimination, elle favorise également les premiers rapprochements entre le CTCIR et certains membres de l'intelligentsia nationaliste de l'époque¹⁸³. Elle marque plus fondamentalement une inflexion importante dans les stratégies et les revendications de ce comité, qui inscrit dès lors le respect du bilinguisme et des droits des francophones dans sa campagne de lutte contre la discrimination en emploi. Ainsi, à la fin de l'année 1957, le CTCIR prend une part active dans la campagne de dénonciation de l'entreprise minière canadienne *Iron Ore*, qui impose l'usage exclusif de l'anglais aux employés qui travaillent à la gestion de son réseau ferroviaire dans le Nord du Québec, en soulignant « qu'une telle politique est tout à fait contraire au caractère bi-culturel de cette province et du Canada, comme à tous les principes qui doivent régir les justes méthodes d'emploi »¹⁸⁴.

Dans la foulée de ces cas de discrimination très médiatisés, le CTCIR inscrit la problématique du bilinguisme au centre de ses activités d'éducation et de réseautage¹⁸⁵. Suite à l'affaire Henderson, il consacre sa conférence annuelle sur les relations humaines

¹⁸² « Les quatre années de la FUIQ », *Le Devoir*, 9 février 1957, p. 15.

¹⁸³ Ainsi, lors de la préparation de cette conférence, le secrétaire du comité prend pour la première fois contact avec quelques figures importantes du courant nationaliste du milieu des années 1950, dont André Laurendeau et Gérard Fillion, du journal *Le Devoir*, Jean-Marc Léger, journaliste à *La Presse* qui a collaboré au journal *L'Action nationale* dans le dossier de l'Affaire Henderson, de même que les historiens nationalistes de l'Université de Montréal, Michel Brunet et Guy Frégault. Voir les programmes préliminaires de la conférence, dans : ANC. Fonds JLCC, MG28 V75 34 – 13; ANC. Fonds JLCC, MG28 V75 34 - 13, *Paul F. King à André Laurendeau*, mars 1955.

¹⁸⁴ « L'Iron Ore interdit l'usage du français », *Le Devoir*, 12 décembre 1957, p. 1; « L'Iron Ore Co. et l'usage du français », *Le Devoir*, 14 décembre, p. 1; « Le Comité du travail contre l'intolérance fera enquête », *Le Devoir*, 13 décembre, p. 2. Sur la publicité donnée à l'intervention du comité dans les journaux de la province, consulter : ANC. Fonds JLCC, MG28 V75 34 - 16, *Report of the Montreal Secretary - Dec. 1957*, p. 1.

¹⁸⁵ ANC. Fonds JLCC, MG28 V75 34 - 14, *Mémoire du Comité d'éducation de la FUIQ à la Conférence consultative sur le programme d'éducation de la FUIQ et du CCT dans la Québec, Montréal*, 10 septembre 1955, p. 3; ANC. Fonds JLCC, MG28 V75 34 - 15, *Report of the Montreal Secretary - Month of February 1956*, p. 2.

à deux thèmes considérés comme connexes, soit la discrimination raciale et le bilinguisme dans le secteur privé et dans les services publics fédéraux¹⁸⁶. Dans la foulée du scandale de l'*Iron Ore*, un atelier de la conférence annuelle de 1958 est également dédié au thème du bilinguisme, au cours duquel un chercheur du Centre de recherches en relations humaines de l'Université de Montréal présente les résultats d'une enquête sur le bilinguisme dans les entreprises montréalaises¹⁸⁷. Dans le cadre de ces activités, plusieurs intervenants soulignent que les droits linguistiques se distinguent des droits des minorités, car ils relèvent de droits constitutionnels inscrits dans la loi fondamentale du Canada¹⁸⁸. Ils font cependant valoir que le « complexe d'infériorité » et la « psychologie de minoritaires » des Canadiens français constituent des obstacles à l'établissement de relations harmonieuses entre les groupes ethnoculturels dans la province¹⁸⁹. Plusieurs appellent ainsi les Canadiens français à militer plus ardemment pour le respect du bilinguisme et à se débarrasser de leurs réflexes victimaires pour s'engager plus activement dans le dialogue interculturel et dans le combat contre les préjugés et la discrimination¹⁹⁰.

¹⁸⁶ AUQÂM, 85 P - Fonds de la FUIQ, 160/6 - Comité de travail contre l'intolérance raciale, Comité du travail contre l'intolérance raciale, *Une conférence ouvrière traite du bilinguisme et de la discrimination*, 14 novembre 1955; ANC. Fonds JLCC, MG28 V75 34 - 13, *Programme de la conférence ouvrière en relations humaines, 12 et 13 novembre 1955*, 12 novembre 1955.

¹⁸⁷ Sur cette enquête, consulter : « Études en relations humaines », *La Presse*, 15 février 1958, p. 15; ZA 1957 1/6, *Report of Activities for Improved Human Relations in the Labor Field during the month of June 1957, submitted to the Joint Advisory Committee on Labor Relations*, p. 2.

¹⁸⁸ La présidente du CTM et membre du CTCIR, Huguette Plamondon, affirme ainsi : « Je suis personnellement d'accord pour traiter toutes les minorités avec justice et équité, affirme-t-elle, mais quand je parle de bilinguisme canadien, je ne parle plus des minorités mais bien de certains droits constitutionnels découlant du pacte confédératif. » *Communiqué : Une conférence ouvrière traite...*, p. 1.

¹⁸⁹ « Les conditions d'un véritable bilinguisme », *La Presse*, 14 novembre 1955, p. 22; « Une conférence ouvrière sur le bilinguisme et la discrimination [sic] », *Le Devoir*, 14 novembre 1955, p. 2.

¹⁹⁰ *Une conférence ouvrière traite...*, p. 1-2; ANC. Fonds JLCC, MG28 V75 34 - 17, *Conférence ouvrière en relations humaines à l'Université de Montréal*, 28 février 1958, 2 p.; « Études en relations humaines », *La Presse*, 15 février 1958, p. 15; « Les syndiqués doivent se libérer de tout préjugé », *La Presse*, 3 mars 1958, p. 13; « Racial Prejudice Breaks Labour Unity », *Le Monde ouvrier*, mars 1958, p. 7.

À compter de 1960, les dirigeants des comités des droits de l'homme des syndicats internationaux s'engagent activement dans la défense des droits des Canadiens français. Ils réussissent en effet à inscrire la question de la « discrimination économique » des Canadiens de langue française à l'agenda du Comité des droits de l'homme du Congrès du travail du Canada¹⁹¹. Bien qu'elle se positionne initialement contre le mouvement séparatiste qui secoue la province au début des années 1960, la Fédération des travailleurs du Québec (une fédération créée en 1957 par la fusion de la FUIQ et de la Fédération provinciale du travail du Québec) recommande que les revendications portées au gouvernement provincial par les comités syndicaux des droits de l'homme abordent de front l'enjeu « de l'intolérance et de la discrimination envers les droits d'usage de la langue française »¹⁹², soulignant que « si on veut que les Canadiens-français [sic] défendent des principes de tolérance et pratiquent la tolérance, il faut d'abord qu'ils soient eux-mêmes traités sans préjugés »¹⁹³.

L'évolution des discours, des revendications et des stratégies de lutte des militants antiracistes des syndicats industriels au Québec est ainsi structurée, dans une large mesure, par leur confrontation au contexte local et à la réalité des relations interethniques dans cette province. Loin d'être en contradiction avec leur mission de défense des droits des minorités, leur combat pour la défense des droits de la majorité francophone apparaît au contraire, pour plusieurs d'entre eux, comme le prolongement de leur lutte pour la promotion du droit à l'égalité. Plusieurs considèrent

¹⁹¹ « Exposé du Programme Syndical d'Anti-discrimination et des droits de l'homme », *ROC*, novembre-décembre 1960, p. 2-3.

¹⁹² ANC. Fonds JLCC, MG28 V75 35-4, *Ivan A. Legault (secrétaire exécutif de la FTQ) à Sid Blum (CODH)*, 20 juin 1961.

¹⁹³ UQÀM, 100 P - Fonds FTQ, 640/105, *Rapport du Comité des droits de l'homme au 7ième Congrès de la FTQ*, 22 novembre 1962, n. p. À noter que le Comité des droits de l'homme de la FTQ réclame que le gouvernement provincial adopte des lois « qui forceraient les compagnies américaines à négocier dans la langue de la majorité de leurs employés et à respecter leur langue dans leurs relations au travail, avec ces mêmes employés ». UQÀM. 100 P - Fonds FTQ, 640/105, « Annexe », *Rapport du Comité des droits de l'homme au 7ième Congrès de la FTQ*, 22 novembre 1962, n. p.

en outre que le respect des droits des Canadiens français constitue la prémisse nécessaire à l'engagement de ces derniers dans la défense des droits des autres minorités.

5.3.2 Promouvoir les droits humains dans le monde : l'engagement international des militants des syndicats industriels

Bien que l'enjeu de la discrimination linguistique devienne un important cheval de bataille des militants antiracistes de la FUIQ et du CTCIR dans la seconde moitié des années 1950, leur combat demeure cependant prioritairement dirigé, jusqu'à la fin de la période que nous étudions, contre les discriminations dont sont victimes les membres des minorités ethnoculturelles pour des motifs associés à l'origine nationale, à la couleur et à la religion¹⁹⁴. Essentiellement déployée à l'échelle locale et provinciale, leur militance est également influencée, comme les autres organisations que nous étudions, par les débats qui animent la communauté internationale au sujet du racisme et des droits de l'homme à l'époque.

Dans les années 1950 et 1960, tout comme dans l'immédiat après-guerre, les développements en cours à l'ONU et dans ses institutions spécialisées continuent d'être suivis de près par les militants antiracistes des syndicats industriels au Québec. Plusieurs résolutions adoptées par la FUIQ et présentées au gouvernement provincial en faveur d'une charte ou de lois antidiscrimination s'appuient sur la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948¹⁹⁵. Reproduit et discuté périodiquement dans les pages des

¹⁹⁴ Il est d'ailleurs symptomatique de constater que les comités des droits de l'homme sont spécifiquement voués à lutter contre le racisme, la discrimination et l'intolérance raciale et religieuse. Il faut en effet attendre le début des années 1960 avant que ces comités incluent la question des discriminations fondées sur le genre et sur l'âge. Voir notamment : UQÀM, 100 P - Fonds FTQ, 640/105, *Rapport du Comité des droits de l'homme au 7ième Congrès de la FTQ*, 22 novembre 1962, n.p.; UQÀM, 100 P - Fonds FTQ, 660:01/22, *Mémoire législatif de la Fédération des Travailleurs du Québec (CTC) au gouvernement provincial, Québec, 26 février 1962*, p. 15; UQÀM, 100 P - Fonds FTQ, 640/132, *Rapport du Comité des droits de l'homme*, 21 novembre 1963, n.p.

¹⁹⁵ Voir notamment : AUQÀM, 85 P - Fonds de la FUIQ, 160/1, *Résolutions soumises au : 1er congrès de la Fédération provinciale du travail (CCT)*, 6 décembre 1952; « Égalité pour tous », *Les Nouvelles ouvrières*, septembre 1952, p. 2; « Le CCT et les pratiques équitables d'emploi », *Rapports ouvriers canadiens*, juin 1952, p. 5. De même, le *Manifeste au peuple du Québec* de 1955 s'inspire de cette

journaux syndicaux de la province¹⁹⁶, ce document fondateur du droit international relatif aux droits de l'homme est le sujet de plusieurs ateliers organisés lors des conférences annuelles du CTCIR à Montréal. De même, il fait l'objet de plusieurs séances d'études organisées dans le cadre de l'École ouvrière en relations humaines mise sur pied à la fin de l'année 1953 par le secrétaire et responsable du service d'éducation de la FUIQ, Jacques-Victor Morin¹⁹⁷. À travers les contacts qu'il a développés avec certains responsables de l'UNESCO en France et au Canada, Jacques-Victor Morin suit également de près les orientations de cette institution spécialisée de l'ONU et contribue à publiciser ses travaux sur le racisme et les droits humains à travers les programmes d'éducation de la FUIQ dont il a la responsabilité à l'époque¹⁹⁸. Les militants de la FUIQ et du CTCIR profitent également de la *Journée internationale des droits de l'homme* du 10 décembre pour consolider leurs réseaux d'alliances, pour rappeler que les principes inscrits dans cette déclaration constituent le socle doctrinal de leur programme politique et pour démontrer que leur combat pour l'égalité raciale et religieuse s'inscrit dans un mouvement international endossé par l'ensemble des États

déclaration pour réclamer la reconnaissance juridique du droit à l'égalité et l'adoption d'une charte des droits fédérale. AUQAM, 85 P - Fonds de la FUIQ, 160/27, FUIQ, *Constitution et Manifeste politique*, 14 mai 1955, 18 p.

¹⁹⁶ Voir notamment la liste des journaux syndicaux qui discutent de la DUDH lors du 4^e anniversaire de son adoption en 1952 : ANC. Fonds JLCC, MG28 V75 34 - 8, *Report on the Activities of the Montreal Labor Committee against Racial Intolerance during the Month of December 1952*, p. 2; « Les Nations Unies en un clin d'œil », *Le Nouvelle ouvrières*, août 1955, p. 2.

¹⁹⁷ ANC. Fonds JLCC, MG28 V75 34 5, *Report of the week-end conference on group relations in Canada held february 25 & 26 th 1950*; ANC. Fonds JLCC, MG28 V75 34 - 11, *Successful Week-End Institute on Human Relations Held in Montreal*, 8 mai 1954; « Conférence contre les préjugés raciaux », *Les Nouvelles ouvrières*, mai 1954, p. 3; « École ouvrière en relations humaines », *ROC*, août-septembre 1953, p. 3; « Cercles d'études sur les relations humaines », *La Voix des Manuels*, octobre 1953, p. 3.

¹⁹⁸ Voir notamment : ANC. Fonds JLCC, MG28 V75 34 - 9, *J.V. Morin à Monsieur et madame Paul Lengrand*, 6 mai 1952, p. 2; ANC. Fonds JLCC, MG28 V75 34 - 8, *Mariella Tabellini à J.-V. Morin*, 25 septembre 1952; ANC. Fonds JLCC, MG28 V75 34 - 9, *Mariella Tabellini à J.V. Morin*, 1 avril 1953; AUQAM, 85 P - Fonds de la FUIQ, 800 : 02/52, *Jacques-V. Morin à Mr. King Gordon (Human Rights Department, ONU, N-Y)*, 30 juin 1955. À noter que l'un des successeurs de Morin au secrétariat du CTCIR, Marc Boulard, a également été membre du secrétariat de la conférence mondiale de l'UNESCO sur l'éducation des adultes. Voir : ANC. Fonds JLCC, MG28 V75 35 - 3, Marc Boulard, *Lettre de présentation [s.t.]*, s.d [1960], 1 p.

membres de l'ONU¹⁹⁹. Ainsi, en 1958, le secrétaire du CTCIR, Paul King, est nommé coordonnateur du *Comité régional des Fêtes Anniversaires* chargé d'organiser les célébrations du 10^e anniversaire de la DUDH au Québec, un projet d'envergure qui s'inscrit dans la campagne internationale orchestrée par l'ONU et ses institutions spécialisées pour publiciser cette déclaration et promouvoir l'avancement des droits humains dans l'ensemble des pays du monde²⁰⁰.

Les militants du CTCIR et de la FUIQ s'impliquent également à l'époque dans plusieurs dossiers qui touchent le racisme et les atteintes aux droits des minorités en dehors du Canada. Leurs prises de position témoignent de l'émergence d'une véritable conscience civique mondialisée et de son impact sur la pratique des acteurs sociaux impliqués dans la défense des droits humains à l'échelle locale. Bien que la FUIQ n'accorde qu'une place secondaire à cette question²⁰¹, les militants du CTCIR – dont plusieurs sont membres du Comité ouvrier juif – dénoncent périodiquement les entorses aux droits des Juifs de Russie, de même que les emprisonnements, les persécutions et le déni des droits culturels des Juifs derrière le rideau de fer²⁰².

¹⁹⁹ « Journée des Droits de l'Homme », *ROC*, décembre 1952, p. 6; Jacques-Victor Morin, « Anniversaire », *Les Nouvelles ouvrières*, décembre 1952, p. 2; « Le Conseil du travail fête le 7^e anniversaire des droits de l'homme », *Les Nouvelles ouvrières*, janvier 1956, p. 2.

²⁰⁰ Voir le programme de cette conférence : ANC. Fonds JLCC, MG28 V75 34 - 18, *Conférence de Québec. 10^e anniversaire, Déclaration universelle des droits de l'homme. Samedi, 13 décembre, 1958*, 2 p.; ANC. Fonds JLCC, MG28 V75 34 - 18, *Condensed Report of planning committee. Quebec Conference - Tenth Anniversary Universal Declaration of Human Rights*, 21 octobre 1958, 3 p.

²⁰¹ Lors du congrès de fondation de la FUIQ, ses délégués adoptent une résolution pour « protester contre les persécutions religieuses derrière le rideau de fer ». Voir : « Les résolutions et la convention provinciale », *Les Nouvelles ouvrières*, décembre 1952, p. 3.

²⁰² Voir notamment : « L'anti-sémitisme des Soviétiques », *ROC*, février-mars 1953, p. 4; « Antisémitisme en Tchécoslovaquie », *ROC*, décembre 1952, p. 4. Dans un mémoire soumis en 1962 par le *Comité ouvrier juif* à l'Ambassade soviétique du Canada, ses représentants soulignent que les droits humains sont « un patrimoine inaliénable, non seulement pour les Canadiens, mais aussi bien pour les nègres de l'Afrique du Sud et pour les habitants de l'Union soviétique ». Ils affirment que les Juifs d'Europe de l'Est, survivants de l'holocauste, « ont un droit spécial de revendication en regard de la conscience humaine ». AUQAM, 100 P - Fonds FTQ, 640/137, *Memorandum concernant les discriminations contre les Juifs en Russie, présenté par le Comité ouvrier juif au Canada. À l'ambassade soviétique à Ottawa*, 1962, p. 1, 7.

Ces militants suivent également de près à la fois les positions adoptées par le Congrès canadien du travail (CCT) et celles de la Confédération internationale des syndicats libres (CISL) contre les politiques d'Apartheid du gouvernement du Parti National en Afrique du Sud. C'est principalement sous l'instigation du secrétaire-trésorier du CCT et membre de son comité des droits de l'homme, Donald Macdonald, qu'émergent les premières contestations ouvrières du régime sud-africain au début des années 1950 au Canada²⁰³. Bien que ces dénonciations soient suivies par les militants des comités syndicaux des droits de l'homme au Québec, il faut attendre 1960 avant que les syndicats internationaux s'impliquent plus directement dans le mouvement international de contestation de l'Apartheid²⁰⁴. Répondant aux directives de la CISL et aux pressions personnelles de Macdonald auprès de son exécutif, la Fédération des travailleurs du Québec participe en 1960 à la campagne internationale de boycottage des produits importés d'Afrique du Sud. Elle fait pression auprès du procureur général de la province et du directeur de la Régie provinciale des alcools pour « boycotter les vins et brandies sud-africains en représailles contre la politique d'apartheid de ce pays »²⁰⁵. Cette année-là, le président de la FTQ demande également au gouvernement provincial de dénoncer

²⁰³ Nommé membre de l'exécutif de la CISL, Macdonald est notamment à l'origine des premières résolutions soumises au congrès de la CISL pour condamner le gouvernement de Malan. Voir notamment : « La I.C.F.T.U. des progrès constants », *Les Nouvelles ouvrières*, août 1952, p. 2, 4; « Grand progrès de la C.I.S.L. », *Les Nouvelles ouvrières*, septembre 1953, p. 2.

²⁰⁴ Voir notamment, pour l'année 1952 : « Émeutes raciales en Union Sud-Africaine », *Rapports ouvriers canadiens*, janvier 1949, p. 4; « La Résistance gronde en Afrique du Sud », *ROC*, mars 1952, p. 4; « Peut-on sauvegarder les Droits de l'Homme? », *ROC*, avril-mai 1952, p. 2-3; « Les Indes accuseront l'Afrique-Sud », *ROC*, septembre 1952, p. 5; « Journée des Droits de l'Homme », *ROC*, décembre 1952, p. 6.

²⁰⁵ AUQÀM, 100 P - Fonds FTQ, 164/5, *Recommandations du Comité exécutif*, 10 juin 1960; AUQÀM, 100 P - Fonds FTQ, 640/65, *Rapport des officiers présenté au 6ième Congrès de la FTQ*, Montréal, 23 novembre 1961, p. 9; FTQ, *Politique de la FTQ, 1960-1967*, s.l., Les éditions FTQ, 1967, p. 56-57. Des résolutions sont également adoptées par les membres du congrès au début des années 1960 pour intensifier cette campagne de boycott. AUQÀM, 100 P - Fonds FTQ, 640/45, *Résolutions présentées à la Sième Conférence de la Fédération des Travailleurs du Québec*, Québec, 17 novembre 1960, résolution 168.

officiellement le gouvernement sud-africain, tout comme le fait de son côté le président du CTC auprès du gouvernement fédéral²⁰⁶.

Les luttes que les syndicats et les organisations de défense des droits civiques mènent contre la ségrégation raciale aux États-Unis influencent elles aussi les trajectoires des militants des syndicats internationaux au Québec. Les membres du CTCIR et de la FUIQ adoptent en effet à partir du milieu des années 1950 des positions très claires contre les politiques ségrégationnistes et les entorses aux droits des Noirs aux États-Unis. Ainsi, dans la foulée de l'assassinat du jeune Emmett Till au Mississippi à l'été 1955, la FUIQ publie une déclaration officielle qu'elle fait parvenir au Congrès canadien du travail, à l'Ambassade canadienne à Washington, au Congrès des organisations industrielles et à l'Anti-Defamation League aux États-Unis²⁰⁷. Insistant sur le fait que la Fédération « a proclamé sa foi en les droits fondamentaux de l'homme, tels que proclamés par les Nations-Unies », cette déclaration affirme son soutien aux syndicats et aux groupes de défense des droits civiques, tout en condamnant « les politiciens qui mènent une campagne [...] pour réduire le vote des Noirs dans les états, et pour menacer de représailles les citoyens Noirs qui osent défendre publiquement leurs droits »²⁰⁸. De même, en septembre 1958, Paul King fait parvenir une lettre de protestation au gouverneur de l'Alabama pour dénoncer l'exécution de Jimmy Wilson, un jeune homme noir condamné à mort pour un vol de 1.95 \$²⁰⁹. L'engagement de la FUIQ s'inscrit alors dans un mouvement international de soutien aux militants des droits civiques, qui prend notamment appui sur les réseaux établis à l'échelle internationale par les syndicats dits

²⁰⁶ ZA 1960 1/3, Sid Blum, *Report on Activities for Improved Human Relations in the Labor Field during the month of March 1960, submitted to the Joint Advisory Committee on Labor Relations*, p. 4.

²⁰⁷ AUQÀM, 85 P - Fonds de la FUIQ, 160/3, *Procès verbaux du Comité exécutif de la FUIQ*, 30 septembre 1955.

²⁰⁸ « Ce qui se passe à la F.U.I.Q. », *Les Nouvelles ouvrières*, février 1956, p. 3; AUQÀM, 85 P - Fonds de la FUIQ, 800:02/12, « *En marge du meurtre d'Emmet Till - La justice ne connaît pas de frontière* », s.d.; AUQÀM, 85 P - Fonds de la FUIQ, 640/30, *Rapport du secrétaire général au Congrès annuel de la FUIQ, cinquième convention annuelle, Québec, les 13 et 14 février 1957*, p. 5.

²⁰⁹ ANC. Fonds JLCC, MG28 V75 34 - 17, *Paul King to The Governor of Alabama*, 2 septembre 1958, 1 p.

libres²¹⁰. À l'exception de ces interventions ciblées faites sur des enjeux fortement médiatisés, il faut également attendre le début des années 1960 pour que la FTQ prenne une part plus active dans le mouvement international de contestation de la ségrégation raciale aux États-Unis. Cela se fera en particulier dans la foulée de l'implication du militant syndical Asa Philipp Randolph dans l'organisation de la Marche sur Washington de 1963²¹¹. Cette évolution, tout comme l'engagement de la FTQ dans le mouvement international de lutte contre l'Apartheid, s'inscrit dans le contexte de la montée en force du mouvement anticolonial au Québec, qui marquera de son empreinte la décennie suivante²¹².

5.3.3 La campagne des syndicats industriels pour l'obtention de lois antidiscrimination au Québec

Bien que les militants du CTCIR et de la FUIQ soient influencés par les grands débats qui animent la communauté mondiale, leur engagement dans les affaires internationales est avant tout le prolongement de leur combat pour la défense des droits humains à l'échelle locale, provinciale et nationale. Leur imposant travail d'éducation prend une multitude de formes, de la distribution de dépliants, de dessins, d'affiches et de journaux à l'organisation de conférences, de journées d'études, de séminaires, d'activités interculturelles et d'ateliers d'éducation par le film. Ces militants adoptent par ailleurs une stratégie de réseautage et de lobbying qui vise à promouvoir l'adoption de lois

²¹⁰ Pour un aperçu de l'impact des cas de Wilson et de Till sur la naissance de ce mouvement transnational, consulter : Mary Louise Dudziak, *Cold War Civil Rights: Race and the Image of American Democracy*, Princeton, N.J., Princeton University Press, 2011, p. 3-6. Devery S. Anderson, *Emmett Till: The Murder That Shocked the World and Propelled the Civil Rights Movement*, Jackson, University Press of Mississippi, 2015, 552 p.

²¹¹ ANC. Fonds JLCC, MG28 V75 35 - 2, *Report of the Montreal Labour Committee on Human Rights for the Month of February 1960*; UQÀM, 100 P - Fonds FTQ, 640/132, *Rapport du Comité des droits de l'homme*, 21 novembre 1963; ZA 1963 1/8, *Télégramme de Gérard Rancourt (Montreal Committee on Human Rights), Roger Provost (FTQ), Louis Laberge (CTM) et M. Rubinstein (JLC) à M.A. Phillip Randolph (Committee for the March on Washington)*, 27 août 1963.

²¹² Sean Mills, *The Empire Within: Montreal, the Sixties, and the Forging of a Radical Imagination*, Thèse de doctorat (histoire), Queen's University, 2007, 432 p.

provinciales interdisant la discrimination dans les domaines de l'emploi, du logement et de l'accès aux hôtels, restaurants et autres lieux publics. Ces efforts s'inscrivent dans une campagne menée par les syndicats auprès des législatures fédérale et provinciales du Canada. Ils sont relayés au Québec par le Comité du travail contre l'intolérance raciale, les conseils montréalais des syndicats internationaux, la Fédération provinciale du travail du Québec (FPTQ) et, à partir de 1952, par la Fédération des unions industrielles du Québec.

a) Les premières demandes de la FUIQ pour des lois antidiscrimination

Conscients de l'impossibilité stratégique d'obtenir des lois antidiscrimination sous le gouvernement de Duplessis, les militants de la FUIQ et du CTCIR considèrent que leur campagne législative constitue en soi une entreprise de réseautage et, surtout, d'éducation civique et populaire²¹³. S'inspirant des positions adoptées par les syndicats affiliés au CCT depuis l'après-guerre au Québec, les délégués présents au congrès de fondation de la FUIQ se positionnent ainsi à l'unanimité en faveur de l'adoption de lois antidiscrimination²¹⁴. Le premier mémoire que la FUIQ présente au gouvernement provincial, en décembre 1952, contient ainsi une section inspirée de ces résolutions qui réclame l'adoption de lois interdisant la discrimination dans les hôtels et les restaurants, dans les contrats de vente et dans l'embauche des travailleurs²¹⁵. Pendant toutes les années d'existence de la FUIQ (1952-1957), des résolutions en faveur de lois

²¹³ Voir à ce sujet : « Éducation vs Loi - Laquelle conduit à la tolérance? », *ROC*, septembre 1949, p. 2-3; « Les lois anti-discriminatoires sont-elles immorales? », *ROC*, juin 1950, p. 3; « Le Génocide est-il moins mal que le meurtre? », *ROC*, juin 1950, p. 5; « Finissons la tâche », *ROC*, octobre 1952, p. 6.

²¹⁴ Adoptées à l'unanimité par le congrès, ces premières résolutions sont rédigées par le secrétaire du CTCIR, Jacques-Victor Morin, qui confie à Romuald Lamoureux (président de la FUIQ) et à Gérard Rancourt (président du CTM) le soin de les soumettre et de les défendre. ANC. Fonds JLCC, MG28 V75 34 - 8, *J.V. Morin à Romuald J. Lamoureux*, 26 novembre 1952; ANC. Fonds JLCC, MG28 V75 34 - 8, *J.V. Morin à Gérard Rancourt*, 27 novembre 1952.

²¹⁵ AUQÀM, 85 P - Fonds de la FUIQ, 660/2, *Mémoire de la Fédération des Unions Industrielles au Premier ministre et aux ministres*, 10 décembre 1952, p. 10.

antidiscrimination sont adoptées à l'unanimité par ses délégués réunis en congrès et retranscrites dans les mémoires annuels de la fédération au gouvernement provincial²¹⁶.

Dans l'après-guerre, les lois antidiscrimination réclamées par les militants des syndicats internationaux s'inspiraient principalement des législations adoptées aux États-Unis. À partir des années 1950, ces militants peuvent prendre et présenter comme modèles les lois adoptées au Canada par le gouvernement fédéral et par certains gouvernements provinciaux²¹⁷. Gage de la légitimité de leurs revendications, l'existence de ces lois et leur efficacité leur permettent aussi de mettre en évidence le retard du Québec face au reste du Canada en matière de protection des droits humains.

b) Un double standard juridique : la Loi canadienne sur les justes méthodes d'emploi (1953)

De ce point de vue l'adoption, en 1953, de la *Loi canadienne sur les justes méthodes d'emploi* (LJME) représente un tournant important de la campagne menée par les syndicats internationaux. Rappelons que cette législation est en grande partie le fruit des pressions exercées par le Congrès canadien du travail et par son Comité national pour la tolérance raciale au début des années 1950²¹⁸. Sanctionnée officiellement en mai 1953, elle a pour objet « d'empêcher toute discrimination injuste en matière d'emploi et

²¹⁶ Voir notamment : AUQAM, 85 P - Fonds de la FUIQ, 800 : 02/51, *Recommandations faites au gouvernement de la province de Québec par la FUIQ (CCT)*. Avril 1954, p. 4; AUQAM, 85 P - Fonds de la FUIQ, 640/28, *Mémoire présenté au Conseil exécutif de la Province de Québec par la FUIQ*, 13 janvier 1955, p. 9.

²¹⁷ Ainsi, la première loi sur les justes méthodes d'emploi adoptées par l'Ontario en avril 1951 est l'un des principaux thèmes de la conférence en relations humaines du CTCIR de 1952. Rapportée dans les principaux journaux de la province, dont *Le Canada*, *Le Petit Journal*, le *Montreal Daily Star*, *La Presse*, *The Gazette*, *The Montreal Herald* et *Le Devoir*, cette conférence constitue une importante vitrine pour mettre en lumière la réalité de la discrimination en emploi au Québec et pour faire valoir la pertinence des lois comme mode de régulation de ces pratiques. ANC. Fonds JLCC, MG28 V75 34 7, *Compte rendu de la conférence ouvrière sur les relations entre Canadiens (sans titre)*, 19 avril 1952, p. 1. Voir le dossier de presse dans le dossier : ANC. Fonds JLCC, MG28 V75 34 7.

²¹⁸ Voir notamment le mémoire présenté en mai 1952 par le CCT au ministre du Travail à Ottawa : ANC. Fonds JLCC, MG28 V75 13 - 19, *The Canadian Congress of Labour, Draft Submission to the Minister of Labour on Fair Employment Practices Legislation*, 1952, 5 p.; « Égalité pour tous », *Les Nouvelles ouvrières*, septembre 1952, p. 2.

d'affiliation syndicale pour raison de race, d'origine nationale, de couleur ou de religion »²¹⁹. Applaudie comme une victoire importante par les militants de la FUIQ et du CTCIR, la LJME s'applique à plusieurs entreprises basées au Québec qui œuvrent dans des secteurs d'activité relevant de la juridiction fédérale (banques, navigation, aviation, transport ferroviaire, radiodiffusion, armée, etc.)²²⁰.

À partir de 1953, les militants antiracistes des syndicats internationaux opèrent ainsi au Québec dans un contexte de double standard juridique en matière de discrimination en emploi : alors qu'il est interdit de discriminer dans les entreprises relevant du gouvernement fédéral, ces pratiques demeurent encore parfaitement légales dans la majorité des commerces, entreprises et industries de la province. Ce cadre juridique, lié au contexte fédératif canadien, influence les stratégies des militants des droits humains, en leur permettant – au moins dans certains cas – de passer de l'étape de la mobilisation symbolique à celle de l'usage instrumental du droit²²¹. Ainsi, au lendemain de l'adoption de la LJME, plusieurs organisations syndicales et groupes de défense des droits humains au Canada entreprennent de valider son application²²². Dès le début de l'année 1955, les membres du CTCIR prennent une part active dans le combat orchestré par les militants antiracistes des comités des droits de l'homme des syndicats internationaux contre la

²¹⁹ Déposée à la Chambre des communes par la députée conservatrice ontarienne Ellen Fairclough, le 13 janvier, sous le nom de « bill 100 », cette loi est adoptée en 2^e lecture le 13 avril 1953. *Loi ayant pour objet d'empêcher toute distinction injuste en matière d'emploi et d'affiliation syndicale pour raison de race, d'origine nationale, de couleur ou de religion*. 1-2 Elizabeth II, 14 mai 1953.

²²⁰ Pour une présentation du champ d'application de la loi, voir : ANC. Fonds JLCC, MG28 V75 35 - 3, Frank Hall (Président du Comité des droits de l'homme du Congrès du Travail du Canada), *Juste méthodes d'emploi - Un bon commencement, publié par Rapports ouvriers canadiens*, s.d. [1959-60], 4 p.

²²¹ Sur les étapes de la mobilisation du droit comme ressource symbolique (mobilisation en faveur de législations) et instrumentale (recours aux tribunaux), consulter : Pierre Noreau et Élisabeth Vallet, « Le droit comme ressource des minorités nationales : un modèle de mobilisation politique du droit », dans Pierre Noreau et José Woehrling (dir.), *Appartenances, institutions et citoyenneté*, Montréal, Wilson Lafleur, 2005, p. 55-77.

²²² Dès mai 1953, les membres du *Comité national pour la tolérance raciale* du Congrès canadien du travail (organisme national auquel la FUIQ est affiliée) se préparent à procéder à des *test cases* dans quelques firmes importantes bien connues du grand public, dont Bell Téléphone, la corporation Chrysler, le Canadien National et le Canadien Pacifique. ANC. Fonds JLCC, MG28 V75 13 - 20, *Meeting of the National Committee on Human Rights...*, 13 mai 1953, p. 8.

discrimination, en particulier celle subie par les travailleurs noirs de l'industrie ferroviaire. Plus spécifiquement, l'enjeu de ce combat est l'accès aux postes de chauffeurs et de mécaniciens dans les deux principales compagnies de chemin de fer au Canada, le Canadien National (CNR) et le Canadien Pacifique (CPR). Le CTCIR offre en effet son soutien logistique pour deux plaintes déposées par des travailleurs noirs montréalais, l'une contre le CPR et l'autre contre le CNR²²³.

Le CTCIR utilise également les dispositions de la LJME pour mener des enquêtes sur les formulaires d'embauches de certaines compagnies sous juridiction fédérale. Cette stratégie est notamment utilisée en 1957 pour forcer la Société Radio-Canada à retirer de ses formulaires des questions considérées comme illégales en vertu des dispositions de la nouvelle loi fédérale²²⁴. De même, après une enquête réalisée auprès de neuf banques québécoises, le secrétaire du CTCIR, Paul King, dépose une plainte officielle contre la Banque provinciale du Canada, qui se voit elle aussi contrainte de retirer de ses formulaires les questions relatives à l'origine nationale et au lieu de naissance des candidats et de leurs parents²²⁵. Jusqu'à la fin des années 1950, cependant, il est rare que des plaintes individuelles relatives à la discrimination dans l'emploi soient déposées par le biais du CTCIR auprès du département des relations industrielles à Ottawa²²⁶.

²²³ La première sera abandonnée en 1955; la seconde sera rejetée par la direction des affaires industrielles en 1959. Voir les dossiers de S.R. Martineau et de William Ryan, dans les dossiers : ANC. Fonds JLCC, MG28 V75 34 – 14 et V75 22 – 7.

²²⁴ « Malgré la Loi sur les justes méthodes d'emploi... La ségrégation raciale poste-t-elle des problèmes au Canada? », *Le Petit journal*, 15 septembre 1957, p. 116.

²²⁵ Voir les lettres envoyées aux banques, dans : ANC. Fonds JLCC, MG28 V75 34 – 16. ANC. Fonds JLCC, MG28 V75 34 – 16, *Paul-F. King à Director, Industrial Relations Branch, Department of Labour*, 6 août 1957; MG28 V75 34 – 16, Bernard Wilson à Paul F. King, 3 septembre 1957, 1 p.; « Éditorial. La Banque du Canada viole une loi fédérale », *ROC*, juin-juillet-août 1957, p. 1-4.

²²⁶ Le comité appuiera la plainte d'un travailleur d'origine hollandaise, J. Ypenburg, refusé à l'embauche par les compagnies Bell Canada, R.C.A. Victor et Canadair Ltd parce qu'il n'a pas son certificat de citoyenneté canadienne. Les documents relatifs à cette plainte, rejetée par le Département des affaires industrielles, sont disponibles dans : ANC. Fonds JLCC, MG28 V75 35 – 1 et 2 et ANC. Fonds JLCC, MG28 V75 22-7.

L'absence de lois antidiscrimination au Québec, et l'impossibilité stratégique d'obtenir des réformes législatives en ce sens, constitue pour le CTCIR le plus important obstacle structurel au développement d'un véritable service d'aide aux travailleurs victimes de discrimination. Cette réalité oblige en effet les militants des syndicats internationaux à adopter des stratégies extrajudiciaires et parapolitiques, fondées pour l'essentiel sur la création de réseaux, l'éducation populaire, la publicisation de cas de discrimination et la persuasion par l'appel à certains principes moraux. Dans la seconde moitié des années 1950, les interventions de ce comité dans les dossiers de discrimination dans le logement sont assez inefficaces : les rares cas qui lui sont référés dans ce domaine donnent lieu tout au plus à des lettres de protestation auprès des locateurs, dont la plupart demeurent sans suite²²⁷. Plusieurs cas de discrimination en emploi, ou de manifestation de racisme, d'antisémitisme ou d'intolérance sur les lieux de travail sont également référés au CTCIR par des syndicats, des organisations ethniques, des institutions publiques ou des groupes spécialisés dans l'intégration des immigrants²²⁸. Dans ces dossiers, le Comité de travail contre l'intolérance raciale ne dispose d'aucune base d'intervention légale. Le pouvoir de dénonciation et de négociation dont bénéficient ses membres est déterminé principalement par leur statut et leurs réseaux d'alliances à l'intérieur du mouvement ouvrier organisé. Plusieurs cas de discrimination sont ainsi négociés directement avec les dirigeants des entreprises par le secrétaire du CTCIR ou par l'entremise des représentants des locaux syndicaux auxquels appartiennent les employés concernés²²⁹. Dans un cas, le CTCIR est appelé à intervenir auprès d'un dirigeant d'un syndicat local accusé de complicité avec son employeur dans la discrimination à l'embauche de

²²⁷ Pour un aperçu des cas de discrimination dans le logement traités par le comité à la fin des années 1950, consulter : « Incidents raciaux dans le Québec », *ROC*, août-sept. 1959, p. 1; ANC. Fonds JLCC, MG28 V75 35 - 1, *Report of activities of the Montreal Labour Committee on Human Rights for the Months of July & August 1959*, p. 2. ANC. Fonds JLCC, MG28 V75 22 - 7, dossier « Discrimination Cases. Correspondence & memos (1956-60) ».

²²⁸ En 1954 et 1960, le comité traite environ une trentaine de dossiers de discrimination à l'embauche, dont plusieurs sont répertoriés dans : « Discrimination Cases. Correspondence & memos (1956-60) ».

²²⁹ Voir notamment le cas d'un employé juif du Restaurant Murray à Montréal en 1959, dans ANC. Fonds JLCC, MG28 V75 22-7, *Paul King à The Manager, Murray's Restaurant*, 15 octobre 1959, p.1 et *N.B. Kirby (Vice-président, Murray's Restaurant Ltd) à Paul King*, 24 octobre 1959, p. 1.

travailleurs italiens²³⁰. Dans plusieurs dossiers trop complexes ou insuffisamment étayés, le secrétaire du CTCIR se contente par ailleurs de rediriger les travailleurs vers d'autres emplois, en particulier dans des entreprises assujetties aux dispositions de la LJME fédérale²³¹.

L'absence de cadre juridique s'ajoute, tout en l'exacerbant, à un autre obstacle structurel majeur auquel sont confrontés les membres du Comité de travail contre l'intolérance raciale : leur manque de contacts auprès des nombreuses communautés ethnoculturelles qui composent la population de Montréal²³². Craignant de donner une trop grande publicité à leur cas, plusieurs membres de minorités ethnoculturelles victimes de discrimination préfèrent également adopter une stratégie d'évitement face des pratiques institutionnalisées qui font partie de leur réalité quotidienne²³³. Ainsi, malgré la vaste campagne orchestrée par le CTCIR à la fin des années 1950 auprès des organisations ethniques de la métropole²³⁴, cet organisme a de la difficulté à établir le contact avec les

²³⁰ En 1959, dix-neuf travailleurs italiens de Montréal affirment être victimes de discrimination à la compagnie Shell à Montréal, en la collaboration avec le représentant du local 62 de l'International Hod Carriers, Building and Common Laborers' Union of America. Les correspondances du CODH indiquent qu'à la suite des pressions exercées auprès du représentant syndical, celui-ci a réfuté toute accusation de discrimination et accepté de collaborer avec l'ingénieur en chef de Shell pour discuter de la situation avec l'ensemble des contremaîtres de son usine. Les documents relatifs à cette affaire sont disponibles dans : « Discrimination Cases. Correspondence & memos (1956-60) »

²³¹ Deux travailleuses noires d'origine caribéenne victimes de discrimination à l'embauche sont ainsi référées par le CTCIR à certains de leurs contacts dans les compagnies CNR, CPR et RCA Victor. Ces entreprises oeuvrent dans des domaines de compétence fédérale et tombent sous la juridiction de la loi fédérale contre la discrimination en embauche. « Discrimination Cases. Correspondence & memos (1956-60) ».

²³² La barrière linguistique rend difficile le dialogue avec certains groupes minoritaires. C'est le constat que dresse le CTCIR suite à l'utilisation de briseurs de grève originaires de Grèce à l'usine Mastercraft en 1959. ANC. Fonds JLCC, MG28 V75 35 - 1, *Report of the Montreal Labour Committee on Human Rights for the Month of December 1959*, p. 2. La méconnaissance du travail du CTCIR parmi les travailleurs issus de l'immigration récente constitue elle aussi un frein à ce travail.

²³³ C'est la conclusion à laquelle arrive le secrétaire du CTCIR, Robert Dean en 1960, à la suite d'un rapport sur six cas de discrimination en emploi et dans le logement traités cette année-là. ANC. Fonds JLCC, MG28 V75 35 - 3, *Robert Dean à Roger Provost, "Subject: background facts on discrimination cases"*, 1960, p. 2. Plusieurs correspondances et rapports du comité corroborent cette affirmation.

²³⁴ En 1959, le secrétaire du comité, Robert Dean, fait parvenir une lettre aux principales organisations ethniques de la métropole – dont on ne trouve cependant pas la liste dans les archives du comité – dans laquelle il insiste sur son engagement dans le combat contre la discrimination et sur son rôle d'agent de

individus et les groupes les plus touchés par la problématique de la discrimination qui est au cœur de sa mission²³⁵.

c) Les droits de l'homme et le programme politique des syndicats internationaux

Face à ces obstacles structurels, les militants antiracistes des syndicats internationaux décident d'orchestrer une campagne massive d'éducation et de réseautage afin de promouvoir l'adoption de lois antidiscrimination au Québec²³⁶. En 1957, la fusion des deux principales fédérations des syndicats internationaux de la province²³⁷ donne naissance à la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ). Dans le cadre de cette fusion, les comités des droits de l'homme de la FUIQ et de la FPTQ sont regroupés au sein d'un même comité, qui prend le nom de Comité des droits de l'homme de la Fédération des travailleurs du Québec (CDH-FTQ). Au même moment, le Comité du travail contre l'intolérance raciale de Montréal est renommé Comité ouvrier des droits de l'homme de Montréal (CODH). Il est à noter qu'à l'époque, plusieurs des anciens militants de la FUIQ sont membres de ces deux comités à la fois. Dès la création de la FTQ, les membres de son comité des droits de l'homme (CDH-FTQ) mettent sur pied, en étroite collaboration avec le CODH, un programme de lutte contre la discrimination, dont l'ampleur témoigne de l'augmentation des moyens, des effectifs et des outils de coordination rendue possible grâce à la fusion des deux fédérations²³⁸. Jusqu'au milieu

placement pour les immigrants et les travailleurs victimes de discrimination. ANC. Fonds JLCC, MG28 V75 35 - 1, CODH (Robert Dean), *sans-titre [Communiqué envoyé aux associations ethniques de Montréal]*, 21 décembre 1959, p. 1.

²³⁵ Bien implanté dans la communauté juive grâce au Comité ouvrier juif et au Congrès juif canadien, le CTCIR tisse également des liens ténus avec des représentants des communautés noire et italienne, dans des cas de discriminations à l'embauche touchant leurs membres.

²³⁶ ANC. Fonds JLCC, MG28 V75 34 - 17, *Report of the Montreal Secretary - November (1958)*, p. 2; AUQAM. 100 P - Fonds FTQ, 164/1, *Procès-verbal de la dernière assemblée du comité exécutif de la Fédération des Travailleurs du Québec tenue le 8 janvier 1959*, p. 3.

²³⁷ Il s'agit de la Fédération des unions industrielles du Québec (qui regroupe les syndicats industriels) et de la Fédération provinciale du travail du Québec (qui regroupe les syndicats de métiers).

²³⁸ Pour un aperçu de ce programme, consulter : « La Fédération des travailleurs du Québec adopte un programme pour les droits de l'homme », *ROC*, juin-juillet-août 1957, p. 2; « Exposé du Programme Syndical d'Anti-discrimination et des droits de l'homme », *ROC*, novembre-décembre 1960, p. 2-3.

des années 1960, des résolutions en faveur de lois antidiscrimination, rédigées et présentées par des membres du CODH et du CDH-FTQ, sont adoptées à l'unanimité lors des congrès annuels de la FTQ²³⁹. Ces résolutions sont incluses dans les mémoires législatifs présentés chaque année par la nouvelle fédération au cabinet provincial²⁴⁰. Bien que le gouvernement Duplessis refuse depuis longtemps de légiférer dans ce domaine, les membres du CDH-FTQ croient que la publicisation des mémoires de leur fédération permettra d'attirer l'attention de ses quelque 50 000 membres et celle du public en général sur l'enjeu de la discrimination et sur la nécessité d'adopter des lois pour la combattre.

Aux yeux des militants du Comité des droits de l'homme de la FTQ et du Comité ouvrier des droits de l'homme, l'arrivée de Paul Sauvé à la tête du gouvernement de l'Union nationale, en septembre 1959, est le premier signe d'une ouverture potentielle du champ politique, susceptible de favoriser l'adoption d'une loi sur les justes méthodes d'emploi²⁴¹. Le mémoire présenté par la FTQ au gouvernement Sauvé en novembre de cette année-là contient ainsi une longue section sur les droits de l'homme, qui insiste sur le retard du Québec dans ce domaine. Son préambule est sans détour et témoigne d'une exaspération longtemps contenue :

²³⁹ Voir notamment : ANC. Fonds JLCC, MG28 V75 34 - 16, *Résolution présentée au 1er congrès de la FTQ [s.t.]*, 1957, n. p.; AUQÀM, 100 P - Fonds FTQ, 640/17, *Résolutions présentées à 2ième Conférence des la Fédération des Travailleurs du Québec, Montréal*, 14 novembre 1957, p. 25; ANC. Fonds JLCC, MG28 V75 34 - 16, *The QFL in Convention*, 1958, p. 1; AUQÀM, 100 P - Fonds FTQ, 640/45, *Résolutions présentées à la 5ième Conférence de la Fédération des Travailleurs du Québec, Québec*, 17 novembre 1960; AUQÀM, 100 P - Fonds FTQ, 640/45, *Résolutions présentées à la 5ième Conférence de la Fédération des Travailleurs du Québec, Québec*, 17 novembre 1960; AUQÀM, 100 P - Fonds FTQ, 640/65, *Résolutions présentées au 6ième Congrès de la Fédération des Travailleurs du Québec, Montréal*, 23 novembre 1961; UQÀM, 100 P - Fonds FTQ, 640/92, *Résolutions présentées au 7ième Congrès de la Fédération des Travailleurs du Québec, Québec*, 22 novembre 1962.

²⁴⁰ UQÀM, 100 P - Fonds FTQ, 660:01/11, *Mémoire législatif de la Fédération des Travailleurs du Québec (CTC-FAT-COI) au gouvernement provincial, Québec*, 23 octobre 1958, p. 10-11; UQÀM, 100 P - Fonds FTQ, 660:01/13, *Mémoire législatif de la Fédération des Travailleurs du Québec (CTC) au gouvernement provincial, Québec*, 11 novembre 1959, p. 15-16.

²⁴¹ ANC. Fonds JLCC, MG28 V75 29 - 3, Sid Blum, *Annual Report - 1959, Prepared for the Joint Advisory Committee on Labour Relations*, 1959, p. 1.

Nous regrettons, monsieur le premier ministre, à la fin de l'année 1959, au moment où l'homme est en train de faire la conquête de l'espace, d'avoir à venir vous demander l'adoption de lois reconnaissant l'égalité entre tous les hommes. Veuillez croire que cette démarche, qui prend une allure parfaitement anachronique, nous humilie tout autant qu'elle peut mettre votre gouvernement mal à l'aise.²⁴²

Bien que Paul Sauvé annonce aux délégués de la FTQ son intention d'adopter une série de réformes législatives inspirées de leur cahier de revendications, il n'émet aucun commentaire officiel sur les propositions de la FTQ au sujet de la discrimination. Il semble en effet que la protection des droits humains ne soit pas incluse dans l'imposant chantier de réformes annoncé par le successeur de Duplessis²⁴³.

d) Vers la création du Comité pour la défense des droits de l'homme (CDDH) : la société civile face au gouvernement de Jean Lesage

Dès lors, le décès de Paul Sauvé et l'élection du Parti libéral de Jean Lesage en juin 1960 apparaissent comme le principal tournant de la campagne en faveur de lois antidiscrimination menée au Québec depuis la fin des années 1940 par les syndicats internationaux. Pour ces militants antiracistes, l'arrivée au pouvoir des libéraux apparaît comme un moment propice pour réclamer l'adaptation du droit québécois au droit international relatif aux droits de l'homme²⁴⁴. Dans le mémoire qu'ils soumettent au gouvernement Lesage en mars 1961, les représentants de la FTQ soulignent d'emblée qu'ils ne croient pas « nécessaire, en 1961, de tenter de convaincre des gens de pensée libérale de la nécessité de consacrer par des textes de loi le principe de l'égalité de tous les hommes »²⁴⁵. Cette demande doit cependant être réitérée l'année suivante : à

²⁴² UQÀM, 100 P - Fonds FTQ, 660:01/13, *Mémoire législatif de la Fédération des Travailleurs du Québec (CTC) au gouvernement provincial, Québec*, 11 novembre 1959, p. 15.

²⁴³ « Réponse de M. Sauvé à la FTQ », *La Presse*, 12 novembre 1959, p. 1, 24; « M. Sauvé promet de poser des actes », *Le Devoir*, 12 novembre 1959, p. 1, 6.

²⁴⁴ ANC. Fonds JLCC, MG28 V75 35 - 3, *Programme for the Human Rights Committee of the Montreal Labour Council*, 1960, p. 1.

²⁴⁵ UQÀM, 100 P - Fonds FTQ, 660:01/16, *Mémoire législatif de la Fédération des Travailleurs du Québec (CTC) au gouvernement provincial, Québec*, 20 mars 1961, p. 14.

nouveau, la FTQ affirme l'inutilité d'argumenter en faveur d'une mesure qui relève du « domaine de l'évidence pure »²⁴⁶.

En réalité, bien qu'elle marque un changement important dans les relations entre l'État et les syndicats, l'arrivée du gouvernement de Jean Lesage ne provoque pas l'ouverture immédiate du champ politique. À l'issue de la présentation du mémoire annuel de la FTQ au gouvernement provincial en 1961, Lesage déclare l'opposition de son gouvernement à toute discrimination « pour des raisons de race, de langue, de religion, etc. », mais il se garde bien d'exprimer son intention de légiférer dans ce domaine²⁴⁷. Les membres du Comité des droits de l'homme de la FTQ et du Comité ouvrier des droits de l'homme (CODH) considèrent cependant que les pressions exercées sur le gouvernement libéral sont susceptibles de mener à terme à des actions concrètes de la part de l'État provincial. En 1961, ils entreprennent une vaste campagne de réseautage afin de récolter des appuis pour présenter un mémoire conjoint en faveur de l'adoption de lois antidiscrimination dans les domaines de l'emploi, du logement et de l'accès aux lieux et aux services publics. La majorité des organisations qu'ils contactent entre avril 1961 et la fin de l'année 1962 acceptent d'appuyer le mémoire préparé initialement par les membres du CODH à Montréal. Plusieurs refusent cependant de l'endosser, soit pour des raisons idéologiques – c'est le cas de l'Association professionnelle des industriels – soit pour des raisons liées à la nature de leur organisation – ce qui est le cas de nombreux groupes apolitiques spécialisés dans l'éducation civique et le dialogue interculturel qui sont des alliés de longue date des militants des syndicats industriels²⁴⁸.

²⁴⁶ UQÀM, 100 P - Fonds FTQ, 660:01/22, *Mémoire législatif de la Fédération des Travailleurs du Québec (CTC) au gouvernement provincial, Québec, 26 février 1962*, p. 15.

²⁴⁷ « Le choix donné aux syndicats... », *La Presse*, 21 mars 1961, p. 2; « Pour combattre le chômage au Québec... », *Le Devoir*, 21 mars 1961, p. 1; « La FTQ présente ses demandes au gouvernement », *Le Devoir*, 21 mars 1961, p. 6.

²⁴⁸ Pour la liste des groupes contactés et leurs réponses, consulter les correspondances du secrétaire du CODH dans les dossiers : ANC. Fonds JLCC, MG28 V75 35-4; ANC. Fonds JLCC, MG28 V75 35-5.

Néanmoins, en janvier 1963, après plus d'un an de pourparlers avec Jean Lesage²⁴⁹, le président du CODH et du Conseil du travail de Montréal, Gérard Rancourt, publie un communiqué officiel dans lequel il confirme que le gouvernement provincial accepte de rencontrer la délégation formée par son comité et ses alliés pour discuter du contenu de leur mémoire sur les lois antidiscrimination²⁵⁰.

Présenté par Roger Provost de la FTQ, Louis Laberge du CTM et Jean Marchand de la CSN, le mémoire signé par trente-neuf organisations souligne « l'urgente nécessité des lois interdisant la discrimination dans la province de Québec »²⁵¹. Décrivant le changement de mentalités qui s'est opéré depuis l'après-guerre en matière de discrimination, Provost insiste sur le fait que l'adoption de ce type de lois apparaît particulièrement pertinente dans un contexte où les Canadiens français militent pour être reconnus comme partenaires égaux au sein de la fédération canadienne²⁵². Pour guider le gouvernement dans l'élaboration de ces lois, enfin, le CODH dispose en annexe du mémoire les textes des principales lois antidiscrimination adoptées par les législatures fédérale et provinciales depuis le début des années 1950.

À cette époque, la coalition formée autour du CODH est le groupe de pression le plus représentatif de la société civile québécoise parmi ceux qui militent pour l'adoption de lois antidiscrimination au Québec. C'est en grande partie sous les pressions de cette vaste coalition que le gouvernement Lesage adopte, en juin 1963, l'amendement à la *Loi*

²⁴⁹ Pour les échanges entre le secrétaire du comité et le premier ministre Jean Lesage, consulter : ANC. Fonds JLCC, MG28 V75 35-6, *Yves Bled à l'Hon. Jean Lesage*, 17 avril 1962, 1 p.; ANC. Fonds JLCC, MG28 V75 35-6, *Jean Lesage à Yves Bled*, 30 avril 1962. Pour les correspondances avec les groupes signataires du mémoire, entre 1962 et 1963, consulter : ANC. Fonds JLCC, MG28 V75 35-7.

²⁵⁰ ANC. Fonds JLCC, MG28 V75 35-8, Gérard Rancourt, *Communiqué [sans titre]*, 23 janvier 1963. Cette annonce avait été faite préalablement à l'été 1962. Voir : « Les préjugés raciaux dans notre milieu », *Le Devoir*, 24 juillet 1962; « Les comités ouvriers des droits de l'homme réclament : La loi interdisant la discrimination raciale dans la location de logements », *La Presse*, 21 juillet 1962, p. 21.

²⁵¹ UQÀM, 100 P - Fonds FTQ, 660:01/26, *Mémoire présenté au Gouvernement provincial du Québec en la ville de Québec ce 4 février 1963*, p. 1-2.

²⁵² Robert McKenzie, « Representation on Discrimination Draws "Study" Pledge From Lesage », *The Gazette*, 5 février 1963, p. 1.

sur l'hôtellerie²⁵³. En dépit des limites de cette loi, celle-ci permet aux membres du CODH d'entreprendre une vaste enquête (comme ils l'avaient fait à la suite de l'adoption de la LJME fédérale), auprès de quelque cent établissements hôteliers du Québec, afin de vérifier s'ils admettent des Juifs et des « personnes de couleur »²⁵⁴.

Cette première victoire législative convainc l'exécutif du CODH de mettre sur pied, avec les groupes qui ont appuyé son mémoire, une organisation permanente destinée à promouvoir l'avancement des droits humains au Québec. Au début du mois de mars 1964, les représentants de vingt-quatre groupements de la société civile québécoise forment cette organisation, qui prend le nom de Comité pour la défense des droits de l'homme (CDDH)²⁵⁵. En collaboration avec la Ligue des droits de l'homme et le Comité des droits de l'homme de la FTQ, le CDDH est l'un des principaux organismes à l'origine de l'adoption de la *Loi sur la discrimination dans l'emploi* de 1964²⁵⁶. À partir de 1965, le CDDH présente également au gouvernement provincial une série de

²⁵³ *Loi sur l'hôtellerie*, S.Q. 1963, c. 40, art. 8 et 14. Sur les pressions exercées par le comité sur le gouvernement Lesage en faveur de l'inclusion d'une clause antidiscrimination dans cette loi, consulter : « Les prises de positions contre la discrimination raciale se multiplient », *La Presse*, 15 mars 1963, p. 16; « Le Comité des droits de l'homme demande une deuxième rencontre », *La Presse*, 18 mars 1963, p. 13; « Il y a de la discrimination raciale au Québec. Le comité ouvrier des droits de l'homme envoie la preuve à M. Jean Lesage », *La Presse*, 5 mars 1963, p. 32; « 40 organismes présentent à M. Lesage un 2^e mémoire contre la discrimination », *Le Devoir*, 3 avril 1963, p. 3.

²⁵⁴ ANC. Fonds JLCC, MG28 V75 29 - 4, David Orlikow, *Report of Activities for the Past Year and Recommendations Arising out of this report*, 1963, p. 4

²⁵⁵ Représentant vingt-quatre organisations au moment de sa création, ce comité réunit des représentants des syndicats juifs de l'industrie du textile et de la confection, des dirigeants des principales organisations syndicales de la province, des représentants de la communauté juive (Comité ouvrier juif, B'Naï B'Rith et Congrès juif canadien) et de la communauté noire (Negro Community Center et Negro Citizenship Association), de même que des délégués de l'Association générale des étudiants de l'Université de Montréal et de l'Office d'action sociale de l'Archevêché de Montréal. Voir notamment : ACSN. Fonds du Secrétariat général, SEC0825, *Communiqué, Comité ouvrier des droits de l'homme*, 14 mai 1963, 3 p.; AUdeM, P33 - Fonds AGEUM, F/14, *Comité pour la défense des droits de l'homme, note historique et autres...*, 3 p.; ACSN. Fonds du Secrétariat général, SEC0825, *Procès-verbal de l'Assemblée générale de fondation du Comité pour la Défense des Droits de l'Homme, Montréal*, 4 mars 1964, 4 p.

²⁵⁶ UQÀM, 100 P - FONDS FTQ, 630:03/157, *Annexe V. Considérations concernant la Loi sur la discrimination en emploi (Bill 67)*, 1964, p. 2; ACSN. Fonds du Secrétariat général, SEC0825, CDDH, *Communiqué de Presse, Sujet: Bill 67*, s.d. 1964, p. 1-2. Sur l'histoire et l'évolution de cette commission, consulter : Bryan R. Howe, « The Evolution of Human Rights Policy in Ontario », *Canadian Journal of Political Science/Revue canadienne de science politique*, vol. 24, no 4, décembre 1991, p. 783-802.

mémoires réclamant l'adoption d'une charte des droits provinciale et la création d'une commission des droits de l'homme chargée de l'administrer. Il s'inspire notamment pour cela du Code des droits de la personne et de la Commission des droits de la personne créés par le gouvernement ontarien en 1962²⁵⁷. Les membres de ce comité continueront à faire pression en ce sens auprès du gouvernement provincial et participeront activement aux débats qui précèdent l'adoption, en juin 1975, de la Charte québécoise des droits et libertés de la personne²⁵⁸. Avec la Ligue des droits de l'homme, le CDDH sera l'un des principaux instigateurs de cette loi quasi-constitutionnelle, qui marque la consolidation d'un véritable État des droits humains au Québec²⁵⁹.

* * *

L'action des syndicats internationaux dans le domaine des droits humains constitue l'un des facteurs déterminants de l'éclosion du vaste consensus social qui se consolide au Québec, à l'aube de la Révolution tranquille, en faveur de lois destinées à protéger le droit à l'égalité raciale et religieuse. La large coalition d'organisations non gouvernementales qui se présente face au gouvernement de Jean Lesage en 1963 atteste en effet du rôle nodal des syndicats internationaux et de l'influence déterminante de ses militants sur l'évolution des positions d'autres organisations de la société civile québécoise. Les trajectoires des militants de la Confédération des travailleurs

²⁵⁷ AUdeM, P33 - Fonds AGEUM, G3/50, *Mémoire présenté au gouvernement du Québec le 30 septembre 1965*, p. 2; UQÀM, 100 P - Fonds FTQ, 100:01/33, *Mémoire au gouvernement provincial du Comité pour la défense des droits de l'homme, Montréal, 4 novembre 1966*, 14 p.; ANC. Fonds JLCC, MG28 V75 29 - 6, David Orlikow, *Rapport d'activités avril 1969 [sans titre]*, 29 avril 1969, p. 3.

²⁵⁸ « Demande de mesures efficaces contre la discrimination (sic) », *La Presse*, 30 juin 1970, p. 80. Pour le résumé de ce mémoire, voir : ACSN. Fonds du Secrétariat général, SEC0825, CDDH, *Présentation du mémoire du CDDH à L'Hon. Jérôme Choquet le 30 juin 1970*, 2 p.; Claude Saint-Laurent, « Louis Laberge réclame un Code des droits de l'homme », *La Presse*, 19 mai 1971, p. A12; ACSN. Fonds du Secrétariat général, SEC0825, CDDH, *Communiqué [s.t.]*, 20 décembre 1972; ACSN. Fonds du Secrétariat général, SEC0825, CDDH, *Conférence provinciale pour un Code des droits de l'homme*, 2 décembre 1972; ACSN. Fonds du Secrétariat général, SEC0825, *Communiqué. Le Conseil Uni des Droits de l'Homme et le Projet de Charte soumis par la Ligue des Droits de l'Homme*, 3 juillet 1973.

²⁵⁹ Pierre Bosset, « La Charte québécoise : Le rôle crucial de la Ligue », dans : *Au cœur des luttes (1963-2013). La Ligue des droits et libertés, 50 ans d'action*, Montréal, LDL, 2013, p. 21-24.

catholiques du Canada et celles des membres de l'Association générale des étudiants de l'Université de Montréal, que nous explorons dans les sections qui suivent, sont des exemples éloquents de cette influence.

5.4 L'universalité au risque de l'identité : la CTCC et la lutte contre le racisme et la discrimination

Pour un syndicat qui se définit ouvertement par des caractéristiques ethniques, nationales et confessionnelles, l'engagement dans la lutte contre les discriminations raciales et religieuses ne peut se faire sans soulever des enjeux stratégiques et identitaires touchant à la composition, aux fonctions, voire à la nature même de l'organisation. Au cours des années 1950, les positions adoptées par les membres de la CTCC sur les enjeux liés à la discrimination raciale et religieuse témoignent de cette tension constante entre leur volonté, d'une part, de préserver le caractère distinctif du syndicalisme confessionnel et national et, d'autre part, d'arrimer leur pratique syndicale à la réalité multiethnique du monde du travail d'après-guerre et à l'évolution des normes morales et juridiques en matière de droits de la personne. Cette contradiction se manifeste tout d'abord dans les rapports établis par la CTCC avec d'autres groupes de la société civile québécoise engagés dans la lutte contre le racisme, en particulier avec le Comité du travail contre l'intolérance raciale (CTCIR). De même, l'hostilité initiale de ses dirigeants à l'égard de la *Loi canadienne sur les justes méthodes d'emploi* témoigne de leurs résistances face à la mise en œuvre concrète – et surtout juridique – du principe de non-discrimination, pourtant inscrit dans les principes de leur organisation depuis 1951.

La CTCC ne s'engage véritablement dans la lutte contre le racisme et la discrimination vécue par les membres des minorités non francophones et non catholiques qu'à la fin de la décennie 1950. Cette participation tardive est due dans une large mesure aux importants débats idéologiques, stratégiques et identitaires qui animent ses membres au sujet du projet de fusion de leur organisation avec les syndicats internationaux au Canada et du processus de déconfessionnalisation de leur organisation syndicale.

L'ouverture des dirigeants de la CTCC aux débats internationaux sur la situation des Noirs en Afrique du Sud et aux États-Unis marque une rupture importante dans leur compréhension du rôle des syndicats chrétiens dans le combat contre le racisme. De même, leur engagement dans le mouvement en faveur de l'adoption d'une charte des droits et de lois antidiscrimination provinciales à la fin des années 1950 permet de concrétiser dans la pratique les idéaux abstraits des « droits de la personne humaine » qui sont au cœur de la doctrine du syndicalisme chrétien au Québec depuis plus d'une décennie.

5.4.1 Une frontière mouvante : la place de l'Autre dans le syndicalisme national et catholique

En tant qu'organisation syndicale catholique et nationale, la CTCC a longtemps adopté des positions ouvertement hostiles à l'immigration et au pluralisme ethnoculturel. Pendant la première moitié des années 1950 comme c'était le cas dans l'après-guerre, ses dirigeants continuent également de concevoir le droit à l'égalité raciale et religieuse à l'aune de la problématique des droits des Canadiens français comme membres de l'une des deux « races fondatrices » du Canada²⁶⁰. L'arrivée massive de travailleurs immigrants après la guerre, la volonté de recruter une main-d'œuvre diversifiée dans les centres industriels cosmopolites (en particulier à Montréal), de même que l'évolution du droit national et international en matière de lutte contre la discrimination contribuent cependant à transformer les positions de ses dirigeants au cours de la décennie.

Le début des années 1950 est marqué par plusieurs débats à la CTCC sur la place des « Néo-Canadiens » dans les structures du syndicalisme confessionnel et sur le rôle des syndicats dans l'intégration des populations issues de l'immigration. Ces discussions

²⁶⁰ Comme nous l'avons vu au chapitre 3, la CTCC se définit d'abord par son caractère catholique ainsi que par des critères linguistiques ou nationaux, en cherchant à « grouper dans ses rangs les catholiques des quatre races pionnières du Canada : Canadienne-française, Écossaise, Irlandaise et Anglaise ». Cité dans : « Le rayonnement et l'influence de la Confédération des Travailleurs Catholiques du Canada... », *Le Travail*, septembre 1946, p. 10.

interviennent dans un contexte où le gouvernement fédéral adopte une politique d'ouverture à l'immigration qui a pour objectif de stimuler la reprise économique d'après-guerre, tout en conservant les critères ethniques et raciaux qui sont aux fondements des politiques d'immigration canadiennes depuis le début du XX^e siècle²⁶¹. Suivant en cela l'évolution de la société canadienne-française²⁶², la CTCC se positionne graduellement en faveur de la mise en place de mécanismes d'accueil et d'assistance aux immigrants gérés par des francophones et des catholiques. Entre 1950 et 1954, cette centrale syndicale demande ainsi au gouvernement du Québec de soutenir les nouvelles associations catholiques et francophones créées depuis la fin des années 1940 dans le domaine de l'accueil et de l'assistance aux immigrants. Reflétant la volonté de ses dirigeants de préserver l'homogénéité culturelle du Canada français, ces premières demandes visent toutefois uniquement les organisations qui « s'occupent des immigrants jugés sympathiques à la cause des Canadiens français »²⁶³.

Lors de son congrès de 1949, les résolutions concernant l'accueil des immigrants sont pour la première fois jumelées à des demandes pour que la direction de la CTCC entame une réflexion approfondie sur les politiques d'immigration et sur la problématique de l'intégration des immigrants²⁶⁴. Cette problématique est abordée de front par les membres du Bureau confédéral à partir du début de l'année 1950, dans la foulée d'un décret adopté par le gouvernement de Louis Saint-Laurent pour élargir les critères

²⁶¹ Voir notamment le programme à long terme de stimulation de l'immigration établi en 1947 par le gouvernement King : Freda Hawkins, *Canada and Immigration: Public Policy and Public Concern*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 1988, p. 91 et suiv.

²⁶² Martin Pâquet, *Le fleuve et la cité. Représentations de l'immigration et esquisses d'une action de l'État québécois, 1945-1968*, Thèse de doctorat (Histoire), Université Laval, 1995, p. 64-67.

²⁶³ ACSN. Fonds des mémoires, MEM0002, *Mémoire annuel de la C.T.C.C. au Cabinet provincial, mars 1950 (et mémoire additionnel)*, p. 16; ACSN. Fonds des mémoires, MEM0002, *Mémoire annuel de la C.T.C.C. au Cabinet provincial*, 22 décembre 1953, p. 21; ACSN. Fonds des mémoires, MEM0002, *Mémoire annuel de la C.T.C.C. au Cabinet provincial*, 30 novembre 1954, p. 24.

²⁶⁴ « Feuilleton des résolutions », *Procès verbal. Vingt-huitième session du Congrès de la C.T.C.C., Montréal, 1949*, p. 146.

d'admission des immigrants en provenance d'Europe²⁶⁵. À partir de 1952, plutôt que de demander comme après la guerre un renforcement des critères ethniques, « raciaux » ou idéologiques en matière de sélection des immigrants, la CTCC se positionne en faveur de mesures positives destinées à mieux intégrer les « Néo-Canadiens » à leur société d'accueil, afin d'éviter de « provoquer dans la population canadienne un sentiment hostile à toute immigration quelle qu'elle soit »²⁶⁶. Les mémoires présentés par la CTCC au cours des années qui suivent insistent également sur le fait que le secours aux populations provenant des pays pauvres et surpeuplés de la planète constitue, avec la nécessité d'« assurer aux Canadiens un niveau de vie convenable », l'un des principes qui doivent présider à la gestion d'« une question aussi profondément humaine et sociale que celle de l'immigration »²⁶⁷. Ainsi, le changement d'attitude de la CTCC à l'égard de la question de l'immigration se manifeste par une volonté de s'engager concrètement dans l'intégration des immigrants, en particulier dans le domaine du travail.

a) La solidarité chrétienne comme arme de guerre contre le communisme : la mise en place du Service d'aide aux immigrants de la CTCC

Dans le contexte de la guerre froide naissante, ces premiers pourparlers sur l'intégration des immigrants sont structurés autour d'une réflexion plus large sur la mission authentiquement chrétienne dévolue aux syndicats dans le domaine de l'assistance aux immigrants blancs, catholiques et fuyant les dictatures communistes d'Europe centrale et de l'Est. À l'été 1951, le nouveau directeur du journal *Le Travail*, Gérard Pelletier, redirige ainsi aux membres du Bureau confédéral une demande adressée par un travailleur immigrant réclamant la mise sur pied à la CTCC d'un service spécial destiné

²⁶⁵ ACSN. Fonds du Bureau confédéral, BUR0002-D1, *Première réunion du bureau confédéral de la CTCC pour l'année 1950-1951, Québec, le 28 octobre 1950* p. 8. Voir à ce sujet : Freda Hawkins, *Canada and Immigration: Public Policy and Public Concern*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 1988, p. 99.

²⁶⁶ ACSN. Fonds des mémoires, MEM0002, *Mémoire de la Confédération des Travailleurs Catholiques du Canada, Inc. au Cabinet Fédéral*, 28 mars 1952, p.5.

²⁶⁷ « Ce pourquoi les travailleurs interviennent dans la politique fédérale », *Le Travail*, 10 juillet 1953, p.4-7.

à « la protection des immigrants catholiques »²⁶⁸. Les membres du Bureau confédéral ne jugent pas opportun de donner suite à cette demande²⁶⁹. Ils changent d'avis deux mois plus tard, après avoir reçu à Québec la visite du représentant de la Fédération Internationale des Travailleurs Chrétiens Réfugiés et Émigrés de Belgique, Franciszek Krakowski²⁷⁰. Muni d'une lettre signée de la main du secrétaire-général de la Confédération internationale des syndicats chrétiens (CISC), Petrus J. S. Serrarens, Krakowski est chargé de leur présenter le projet d'aide aux réfugiés et aux immigrants mis sur pied par cette organisation. Il faut dire qu'à l'époque, la CISC prend une part active dans le secours des réfugiés catholiques fuyant les régimes communistes des pays situés derrière le rideau de fer. Serrarens et Krakowski enjoignent ainsi la CTCC à participer aux initiatives développées par la Commission des Migrations de la CISC dans le domaine de l'accueil des réfugiés et des immigrants chrétiens²⁷¹. Souhaitant que la CTCC participe à ce projet qui est « l'expression concrète de la solidarité des travailleurs chrétiens », ils insistent en particulier sur les valeurs de tolérance, d'entraide, de fraternité, de solidarité et de droits de la personne humaine qui sont aux fondements de la doctrine sociale de l'Église et des principes défendus par leur organisation depuis sa fondation. À l'issue de cette rencontre, l'exécutif de la CTCC se réunit pour étudier ce

²⁶⁸ Nous n'avons pu retracer le nom de ce travailleur issu de l'immigration. À noter que la question de l'assistance aux immigrants reste largement, en ce début de décennie, associée à des critères confessionnels; l'aide syndicale étant orientée strictement vers les immigrants catholiques. ACSN. Fonds du Bureau confédéral, BUR0002-D1, *Septième réunion du bureau confédéral de la CTCC pour l'année 1950-1951, Québec*, 25 août 1951.

²⁶⁹ *Ibid.*

²⁷⁰ François Krakowski a notamment participé à la formation de la Fédération internationale des Travailleurs chrétiens réfugiés et immigrants. D'origine polonaise, il est un ancien animateur des Syndicats chrétiens en Pologne. La Fédération a son siège à Paris, à la CFTC, et travaille en étroite collaboration avec la CISC.

²⁷¹ ACSN. Fonds du Bureau confédéral, BUR0001-D11, *P.J.S. Serrarens (CISC), au Bureau Exécutif de la Confédération des Travailleurs Catholiques du Canada, Utrecht*, 28 août 1951.

projet et, le mois suivant, confie à François Krakowski le mandat d'organiser de façon temporaire ce qui deviendra le Service d'aides aux immigrants de la CTCC²⁷².

Dès sa création, ce service s'inscrit dans le prolongement de l'engagement apostolique des syndiqués chrétiens d'Europe pour la protection des droits des populations catholiques derrière le rideau de fer. Au début des années 1950, cette mission s'inscrit également dans la stratégie internationale mise de l'avant par les syndicats européens pour contrer la propagation à l'échelle mondiale du communisme et du syndicalisme dit « libre » (c'est-à-dire neutre sur le plan confessionnel)²⁷³. Krakowski affirme ainsi que son travail doit servir à démontrer la supériorité de la doctrine sociale chrétienne face au communisme et à empêcher que les travailleurs néo-canadiens ne tombent dans les griffes des organisations communistes²⁷⁴. Comme on l'a vu au chapitre 4²⁷⁵, la CTCC s'implique également à cette époque dans la défense des minorités catholiques de l'empire soviétique; elle présente aussi son service d'accueil des réfugiés comme un moyen d'aider les populations chrétiennes fuyant les persécutions communistes²⁷⁶.

L'arrivée massive de réfugiés hongrois au Canada au lendemain de l'invasion de la Hongrie par l'armée soviétique en 1956 est révélatrice de cette dimension à la fois

²⁷² ACSN. Fonds du Bureau confédéral, BUR0001-D11, *Deuxième réunion du bureau confédéral de la C.T.C.C. pour l'année 1951-52, Québec*, 10 décembre 1951, p. 3.

²⁷³ Ces tensions sont notamment liées aux divisions avec la Confédération internationale des syndicats libres, à laquelle la CISC refuse de s'affilier au début des années 1950 parce qu'elle comporte en son sein des syndicats à tendance communiste. Georges Levard, *Chances et périls du syndicalisme chrétien*, Paris, Fayard, 1955, p. 79. Cité dans : T. Regin, *Les relations intersyndicales françaises à la lumière des engagements internationaux 1948-1978*, Thèse de doctorat (histoire), Université de Bourgogne, 2003, p. 38.

²⁷⁴ En leur montrant « que seuls les catholiques sembl[ent] pouvoir leur être utile au Canada. » Roger McGinnis, « Le travail de la CTCC au service des immigrants. Entrevue avec M.F. Krakowski », *Le Travail*, 1 février 1952, p. 6.

²⁷⁵ Voir section 4.4.1 Au nom de l'ordre et du bien commun : du bon et du mauvais usage des libertés individuelles, a) *Deux poids, deux mesures : la répression des Témoins de Jéhovah et des minorités catholiques*.

²⁷⁶ De même, Krakowski est invité en 1954 par le service international de la Société Radio-Canada à animer des émissions sur syndicalisme catholique destinées aux pays au-delà du Rideau de Fer. « Rapport du Service d'immigration de la C.T.C.C. », *Procès verbal. Trente-troisième session du Congrès de la C.T.C.C., Montréal, P.Q.*, 1954, p. 117-119.

confessionnelle et idéologique des premières initiatives de la CTCC dans le domaine de l'accueil des immigrants. Au moment où ses dirigeants font pression auprès du gouvernement fédéral pour qu'il condamne l'invasion de la Hongrie par la Russie, le Bureau confédéral de la CTCC vote en faveur d'une aide directe à ces réfugiés et du projet proposé par Gérard Picard d'« adopter » deux familles hongroises²⁷⁷. Cette action est fortement publicisée par la CTCC afin de mettre de l'avant ses idéaux humanistes, son rôle dans le combat international contre le communisme et la mission qui incombe aux syndicats chrétiens de promouvoir la paix, la défense des droits des minorités et la sauvegarde des droits de la personne dans le monde²⁷⁸.

b) De l'accueil des immigrants européens catholiques à l'ouverture au pluralisme ethnique et religieux

D'abord destiné à des travailleurs immigrants catholiques venus majoritairement d'Europe, le travail d'accueil et d'assistance favorise toutefois l'émergence d'un engagement laïc de la part des dirigeants de la CTCC envers tous les immigrants, sans distinction de « race » et d'origine nationale. Krakowski met ainsi régulièrement de l'avant le fait qu'il travaille à aider des immigrants de plusieurs « races » et « nationalités »²⁷⁹. Dans la foulée de la mise sur pied du service d'aide aux immigrants, les dirigeants de la CTCC sont également appelés à prendre la parole pour promouvoir le rôle des syndicats dans l'intégration des immigrants lors d'activités organisées par des

²⁷⁷ « La CTCC "adopte" deux familles hongroises », *Le Travail*, 14 décembre 1956, p. 1; ACSN. Fonds du Comité exécutif, EXE0001-D10, *Troisième réunion du Comité exécutif de la C.T.C.C., Ottawa*, 23 janvier 1957, p. 3.

²⁷⁸ Voir notamment : ACSN. Fonds du Bureau confédéral, BUR0001-D15, *Première réunion du Bureau Confédéral de la C.T.C.C. tenue à Québec*, 8 décembre 1956, p. 8-9; « Les Néo-Canadiens sont capables de faire la grève avec nos syndiqués », *Le Travail*, 27 décembre 1957, p. 3; « À la veille des élections, M. St-Laurent est sensible à l'opinion publique », *Le Travail*, 1^{er} février 1957, p. 3.

²⁷⁹ Voir notamment : « Le scandale de l'immigration? », *Le Travail*, 18 janvier 1952, p. 2; Roger McGinnis, « Le travail de la CTCC au service des immigrants. Entrevue avec M.F. Krakowski », *Le Travail*, 1 février 1952, p. 6.

groupes ethniques et des organismes spécialisés dans les domaines de l'accueil des immigrants, de l'éducation civique ou du dialogue interculturel²⁸⁰.

Dans le contexte du clivage idéologique qui marque les rapports Est-Ouest et de l'obsession sécuritaire de la guerre froide, la nouvelle orientation de la CTCC en faveur de l'aide aux immigrants n'est toutefois pas sans provoquer des résistances de la part de ses membres. Face à ces réticences, toutefois, les dirigeants de la CTCC insistent sur les principes chrétiens de justice, de charité et de fraternité humaine qui doivent guider l'action des syndiqués chrétiens dans ce domaine. Ainsi, en février 1952, la direction du journal *Le Travail* (l'organe du CTCC), publie une lettre ouverte signée par « Un Canadien français (et non Russe) » qui s'insurge contre l'octroi de ressources matérielles et financières pour soutenir les immigrants dans leur intégration au marché du travail. Alors que « nos Canadiens chôment », soutient-il, la CTCC devrait arrêter de chercher des emplois aux travailleurs immigrants qui, pour la plupart, sont des « rouges » sympathisants du communisme²⁸¹. En réponse à cette lettre, dans l'édition suivante de ce même journal, Gérard Pelletier signe un de ses rares éditoriaux dans lequel il explique les nouvelles orientations de la CTCC en matière d'assistance aux immigrants. Soulignant le devoir moral qui incombe à tout chrétien de venir en aide à ses « frères humains », Pelletier insiste toutefois, non sur l'idée de *droit*, mais sur le *devoir de charité* et sur l'idéal de la solidarité ouvrière²⁸².

D'abord justifié par des préceptes chrétiens associés à la charité, cet engagement de la CTCC envers les immigrants s'appuie également sur l'idéal chrétien des « droits de la

²⁸⁰ Voir notamment : AUQÂM, 85 P - Fonds de la FUIQ, 160/25, *Laval Fortier (sous-Ministre, Min. Immig. et de la Cit.) à Fernand Jolicoeur, Ottawa, 28 mars 1953*; « Une démarche de la CTCC qui porte ses fruits », *Le Travail*, 17 avril 1953, p. 7; « Rapport du Service d'immigration de la C.T.C.C. », *Procès verbal. Trente-troisième session du Congrès de la C.T.C.C., Montréal, P.Q., 1954*, p. 117-119; « Services de la CTCC aux Néos-Canadiens », *Le Travail*, 24 septembre 1954, p. 5.

²⁸¹ Un Canadien français (et non Russe), « Au sujet de l'immigration », *Le Travail*, 15 février 1952, p. 2.

²⁸² Il affirme en effet : « il s'agit seulement d'aider des ouvriers comme nous envers qui nous avons un devoir strict d'humanité et de charité ». Gérard Pelletier, « Réponse du "Travail" », *Le Travail*, 15 février 1952, p. 2.

personne humaine » et sur le principe chrétien de l'égalité naturelle entre les hommes, en vertu de leur appartenance à l'humanité et de leur soumission à un même Dieu²⁸³. Ainsi, à la fin de l'année 1952, l'aumônier de la CTCC, Henri Pichette, reprenant à la sauce chrétienne les principes inspirés de la Révolution française, va jusqu'à affirmer qu'en matière de tolérance raciale et religieuse « [l]'Église a été la première à proclamer pour tous : égalité, liberté, fraternité »²⁸⁴. Les dirigeants syndicaux laïcs s'appuient également sur les écrits des papes traitant du racisme, du nationalisme et des relations humaines pour justifier cette ouverture à l'Autre. En même temps, ils inscrivent cette mission d'entraide dans la rhétorique des droits de la personne humaine que les syndicats chrétiens promeuvent alors à travers le monde²⁸⁵.

c) La doctrine du syndicalisme chrétien et le principe de non-discrimination

La notion de « droits de la personne humaine » apparaît, dans les déclarations de principes de la CTCC et les discours de ses dirigeants, comme un concept hybride qui permet d'arrimer le principe de charité chrétienne à l'idéal universaliste des droits humains énoncé dans le droit international depuis l'après-guerre. Cette notion trouve sa définition doctrinale la plus achevée dans la *Déclaration de principes* adoptée par ses membres en septembre 1951. En matière de droit à l'égalité, cette déclaration opère une rupture symbolique importante puisque la CTCC se déclare officiellement opposée à toute forme de « traitement injuste à cause de la langue, de la nationalité, de la race, du sexe et de la religion »²⁸⁶. Au cours des années 1950, le principe d'égalité formulé dans

²⁸³ Cet argumentaire trouve son expression la plus complète dans : « Éditorial. Bien faire... et laisser braire », *Le Travail*, 12 janvier 1951, p. 2.

²⁸⁴ « Pourquoi des aumôniers? », *Le Travail*, 14 novembre 1952, p. 2.

²⁸⁵ Voir plus loin les discours prononcés par Picard et Marchand sur la déconfessionnalisation. Voir également la diatribe contre le « nationalisme chauvin incompatible avec le courageux effort d'ouverture sur la communauté mondiale demandé par les derniers Papes », dans : Guy Cormier, « La semaine sociale en France. *Vie internationale* '53 », *Le Travail*, 31 juillet 1953, p. 3.

²⁸⁶ « La CTCC a des convictions! », *Le Travail*, 21 septembre 1951, p. 2-3; « Projet de déclaration de principes de la C.T.C.C. », *Procès verbal. Trentième session du Congrès de la C.T.C.C., Québec, 1951*, p. 214. À noter que plusieurs observateurs contemporains voient dans cette nouvelle déclaration une étape historique de l'évolution générale de la mentalité des Canadiens français et des catholiques, vers une

cette déclaration sera réaffirmé sur plusieurs tribunes par les dirigeants de la CTCC. Gérard Picard, Jean Marchand et l'aumônier de la centrale, Henri Pichette, discutent ainsi en plusieurs occasions du « principe de non-discrimination », en s'appuyant principalement sur la Déclaration universelle des droits de l'homme, sur les conventions de la Conférence internationale du travail et sur les principes énoncés par la Confédération internationale des syndicats chrétiens²⁸⁷. Cette orientation est par ailleurs confirmée dans la nouvelle Déclaration de principes adoptée par les membres de la CTCC en 1954, qui rappelle que les « droits de la personne humaine » constituent l'un des fondements de la doctrine du syndicalisme chrétien²⁸⁸.

Ces énoncés de principes suggèrent en somme que la CTCC s'oppose, dès le début des années 1950, aux discriminations raciales et religieuses. Or, analyser les positions de cette organisation à l'aune des déclarations et des discours publics de ses dirigeants rend très imparfaitement compte de l'évolution et surtout de la complexité de son engagement dans le domaine du droit à l'égalité raciale et religieuse²⁸⁹. En effet, l'adhésion formelle de la CTCC aux droits de la personne contraste de manière parfois brutale avec les positions de ses membres au sujet de la mise en pratique concrète du principe de non-discrimination. Leurs hésitations à s'allier à d'autres groupes de défense des droits humains, en particulier avec le Comité du travail contre l'intolérance raciale de

acceptation du pluralisme de l'idéal des droits humains. Voir notamment : Louis Rosenberg, « Canada », *American Jewish Year Book*, 1953, p. 222; ANC. Fonds JLCC, MG28 V75 34 7, *Lettre de J.-V. Morin à Fernand Jolicoeur*, 8 janvier 1952.

²⁸⁷ Les références à ces documents sont trop nombreuses pour les énumérer. Voir notamment : « Le secrétaire-adjoint de la Confédération internationale des syndicats chrétiens nous dit son admiration pour la CTCC et l'estime dont elle jouit à l'étranger », *Le Travail*, mars 1950, p. 5; « Rapport moral du Président général de la C.T.C.C. », *Procès verbal. Trente-et-unième session du Congrès de la C.T.C.C., Shawinigan-Falls, P.Q., 1952*, p. 28-29; « Allocution de M. Gaston Tessier, Président de la C.I.S.C. », *Procès verbal. Trente-troisième session du Congrès de la C.T.C.C., Montréal, P.Q., 1954*, p. 241-243.

²⁸⁸ « La déclaration de principes de la C.T.C.C. », *Relations Industrielles*, vol. 10, no. 1, décembre 1954, p. 56-60; « Les droits de la personne humaine », *Le Travail*, 24 septembre 1954, p. 4-5.

²⁸⁹ Les historiens ont en effet montré l'adhésion de la CTCC aux droits de la personne, sans toutefois confronter cette interprétation avec la praxis de l'organisation, notamment dans le domaine du droit à l'égalité. Jacques Rouillard, « Mutations de la Confédération des travailleurs catholiques du Canada (1940-1960) », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 34, no 3, 1980, p. 385; Simon Lapointe, *L'influence de la gauche catholique française sur l'idéologie de la CTCC-CSN de 1948-1963*, Mémoire de maîtrise (histoire), Université de Montréal, Montréal, 1995, p. 65-68.

Montréal, et surtout leur rejet initial de la *Loi fédérale sur les justes méthodes d'emploi*, mettent en évidence le décalage profond qui existe à la CTCC entre l'affirmation théorique et l'application concrète des idéaux universalistes des droits de la personne.

5.4.2 Universalisme et identité : les obstacles à l'engagement de la CTCC dans le combat contre le racisme et la discrimination

Sur le plan proprement doctrinal, l'adhésion formelle de la CTCC au principe d'égalité et de non-discrimination aurait pu constituer un terreau fertile à l'établissement d'alliances avec des organisations ethniques ou des associations travaillant dans les domaines de l'antiracisme, des relations interculturelles ou de l'intégration des immigrants. De même, les rapprochements qui se font, à partir du début des années 1950, entre ses dirigeants et les militants de la Fédération des unions industrielles du Québec (FUIQ), auraient pu constituer un facteur favorable à la création d'une alliance avec le Comité du travail contre l'intolérance raciale de Montréal (CTCIR), dont la mission est justement d'unir « toutes les unions ouvrières de la province de Québec » dans un combat commun en faveur des droits de l'homme²⁹⁰. Cependant, jusqu'à la fin des années 1950, les rapports entre la CTCC et le CTCIR demeurent pour le moins problématiques. Selon certains historiens, le refus de la CTCC de collaborer avec le CTCIR a fait en sorte que le Québec est demeuré le seul endroit au Canada, voire en Amérique du Nord, où l'unité ouvrière dans la lutte contre la discrimination n'a pu être réalisée. La réalité s'avère à la fois plus nuancée et plus complexe²⁹¹.

²⁹⁰ ANC. Fonds JLCC, MG28 V75 34 2, *Roméo Girard à Jean Marchand*, 1948.

²⁹¹ R. Lambertson, « "The Dresden Story": Racism, Human Rights, and the Jewish Labour Committee of Canada », *Labour/Le Travail*, mars 2001, para. 21. Notre interprétation est en partie attestée par l'ancien secrétaire du CTCIR, Jacques-Victor Morin. Voir à ce sujet: Mathieu Denis, *Jacques-Victor Morin: syndicaliste et éducateur populaire*, Montréal, VLB Éditeur, 2003, p. 85-87.

**a) Une alliance difficile pour un combat commun? Les rapports de la CTCC avec la
Comité du travail contre l'intolérance raciale de Montréal**

Comme nous l'avons vu au chapitre 3²⁹², la question de la participation des syndicats catholiques au CTCIR se pose dès la création de ce comité en 1948. Au début des années 1950, ces pourparlers sont particulièrement intenses, et le responsable de l'éducation à la CTCC, Fernand Jolicoeur, de même que Gérard Pelletier, Jean-Paul Lefebvre, Jean Marchand et Gérard Picard (respectivement directeur du journal *Le Travail*, codirecteur du service d'éducation, secrétaire-général et président de la CTCC) et se déclarent tous favorables à une collaboration officielle avec le Comité du travail contre l'intolérance raciale²⁹³. Malgré les nombreux projets d'ententes conclus entre le CTCIR et les hauts dirigeants de la CTCC, les pourparlers qui se prolongent au début des années 1950 n'aboutissent jamais à une collaboration formelle. Bien que les archives de la CTCC ne permettent pas de comprendre ces hésitations, celles du CTCIR montrent que les délais constamment repoussés à signer une entente formelle de collaboration tiennent pour l'essentiel aux méfiances traditionnelles des syndicats chrétiens à l'égard des velléités d'intrusion, de propagande et de maraudage des syndicats internationaux²⁹⁴.

Malgré ces tensions inhérentes à la compétition intersyndicale, particulièrement vive dans la région métropolitaine à cette époque, les relations entre la CTCC et le CTCIR s'intensifient de manière importante au début des années 1950, en particulier suite à l'arrivée de Jacques-Victor Morin au secrétariat du CTCIR, à l'été 1951. Dès son entrée en fonction, celui-ci entreprend en effet une correspondance soutenue avec les responsables du service d'éducation de la CTCC, organise des conférences, des activités

²⁹² Voir chapitre 3, section 3.3.3 La lutte contre les discriminations raciales et religieuses.

²⁹³ ANC. Fonds JLCC, MG28 V75 34 4, *CTCIR, Rapport annuel d'activité, 1er sept. 1948 à 1er août 1949*; ANC. Fonds JLCC, MG28 V75 34 5, *Report of activities of the Montreal Labour Committee Against Racial Intolerance, for the months of July and August 1950*.

²⁹⁴ Voir notamment : ANC. Fonds JLCC, MG28 V75 34 7, *Lettre de J.-V. Morin à Fernand Jolicoeur*, 8 février 1952; ANC. Fonds JLCC, MG28 V75 29 - 3, Sid Blum, *Annual Report - 1959, Prepared for the Joint Advisory Committee on Labour Relations*, 1959, p. 1.

éducatives et des projections de films sur la tolérance raciale et religieuse dans les syndicats affiliés à la CTCC. De même, la CTCC l'invite à participer à ses congrès annuels²⁹⁵.

Jusqu'à la fin des années 1950, toutefois, les collaborations entre le CTCIR et la CTCC demeurent presque exclusivement à sens unique et de nature informelle : les pourparlers entourant une possible coopération se limitent à des échanges informels entre les secrétaires successifs du CTCIR et les principaux dirigeants de la CTCC (Marchand, Pelletier, Picard et Jolicoeur); les coopérations concrètes restent cantonnées à des activités éducatives menées par le CTCIR auprès des membres de la CTCC pour promouvoir l'unité ouvrière et les idéaux de solidarité, de fraternité et de tolérance raciale et religieuse. Au-delà des considérations liées à la compétition intersyndicale, il semble également que la principale pierre d'achoppement des pourparlers sur la participation de la CTCC au CTCIR, soit le caractère confessionnel de la première et le fait que les principaux promoteurs de cette collaboration comptent aussi parmi les plus chauds partisans de la déconfessionnalisation²⁹⁶. Jusqu'à la fin des années 1950, en effet, le caractère « catholique » et, dans une moindre mesure, le caractère « national » de la CTCC demeurent un obstacle majeur à l'engagement de ses membres dans la lutte contre le racisme et la discrimination. Ce n'est qu'au prix d'une évolution lente, mais à bien des égards radicale, de la conception de l'identité et du rôle de leur organisation que ses membres s'engageront, à la fin des années 1950, dans le combat initié par les syndicats internationaux contre la discrimination raciale et religieuse.

²⁹⁵ Voir la correspondance intense entre Fernand Jolicoeur et Jacques-Victor Morin au cours de l'année 1952, dans : ANC. Fonds JLCC, MG28 V75 34 6 et 7. Voir aussi : ANC. Fonds JLCC, MG28 V75 34 7, *Lettre de J.-V. Morin à Pierre Forest (c.c. Fernand Jolicoeur, Gérard Pelletier)*, 8 février 1952; ANC. Fonds JLCC, MG28 V75 34 7, *Lettre de Jean-Marie Lapointe, ptre à Kalmen Kaplansky*, 13 juin 1952. Le successeur de Morin, Paul King, est aussi invité en 1956 à assister au congrès de la CTCC ANC. Fonds JLCC, MG28 V75 34 - 15, *Report of the Montreal Secretary - Month of September 1956*, p. 1.

²⁹⁶ Sans toutefois développer cette interprétation, Jacques-Victor Morin soutient que malgré les importants réseaux établis avec la CTCC, celle-ci n'a jamais voulu s'affilier officiellement à l'organisation principalement pour une question religieuse. Denis, Mathieu, *Jacques-Victor Morin...*, p. 85-87.

b) La Loi sur les justes méthodes d'emploi (1953) : une mise hors la loi du syndicalisme catholique au Canada?

Les difficultés qu'ont les dirigeants de la CTCC à concilier ses caractères chrétien et national avec son adhésion au principe de non-discrimination inhérent aux droits de la personne humaine se révèlent avec une acuité sans précédent au milieu des années 1950, au moment de l'adoption de la *Loi canadienne sur les justes méthodes d'emploi* (Bill 100). Déposé en première lecture en janvier 1953, ce projet de loi vise à interdire les discriminations en embauche, mais également dans l'affiliation syndicale. Intitulé « Méthodes d'emploi interdites », son article 4 stipule en effet que nul syndicat ne peut refuser ou discriminer un travailleur « à cause de la race, de l'origine nationale, de la couleur ou de la religion de cette personne »²⁹⁷.

Le bill 100 est accueilli froidement par l'exécutif de la CTCC. Dès l'annonce de ce projet de loi, le président Gérard Picard fait parvenir un télégramme au ministre du Travail, Milton F. Gregg, dans lequel il dénonce ses articles touchant la discrimination religieuse dans l'affiliation syndicale. Picard s'oppose radicalement au principe de la loi et propose de changer le titre anglais de cette section, « Prohibited employment practices », pour celui de « Unfair employment practices », de manière à ce que cet article soit considéré comme un principe directeur plutôt qu'une sanction légale assortie de sanctions punitives : « Otherwise the bill seems to be absolute to the extent that our labour organization may suffer serious prejudice if not outlawed according to actual wording [sic].²⁹⁸ »

²⁹⁷ Le Bill 100 prévoit par ailleurs des procédures de poursuites, de conciliations et des peines pour les syndicats coupables de discrimination pouvant aller jusqu'à 500 \$, une somme conséquente à l'époque. *Bill 100. Loi ayant pour objet d'empêcher toute distinction injuste en matière d'emploi et d'affiliation syndicale pour raison de race, d'origine nationale, de couleur ou de religion*, , sect. 5-6.

²⁹⁸ Dans sa réponse, le ministre souligne toutefois que rien dans la présente loi ne saurait causer d'« embarras » à son syndicat ou à « toute autre organisation similaire ». ACSN, Fonds Secrétariat général, 831, *Télégramme de Gérard Picard à Hon. Milton F. Gregg (Min. Travail), Montréal, 22 janvier 1953*; ACSN. Fonds Secrétariat général, 831, *Hon. Milton F. Gregg (Min. Travail) à Gérard Picard, Ottawa, 27 janvier 1953*, p.1.

Ces arguments sont invoqués par la délégation de la CTCC qui se présente au mois d'avril 1953 devant les membres du Comité des relations industrielles à Ottawa, chargés d'étudier les dispositions finales du projet de loi 100. Lors de cette audience, les représentants de la CTCC demandent que l'article 4 de la loi soit modifié de manière à indiquer explicitement que le fait d'appartenir à une organisation syndicale dont le nom ou la « doctrine sociale » sont basés sur une « obédience religieuse » ne constitue pas une présomption de culpabilité en vertu de la loi²⁹⁹. Ils réclament également que le moment d'entrée en vigueur de cette loi soit retardé afin de permettre à ses syndicats et fédérations affiliés de se conformer au principe – par ailleurs déjà présent dans sa *Déclaration de principes* – de non-discrimination énoncé dans la nouvelle législation³⁰⁰. Le vice-président de la CTCC publie également un article de fond dans le journal *Le Travail*, pour informer ses membres du « danger » de ce projet de loi et des « conséquences qu'il peut comporter » pour les syndicats catholiques³⁰¹. Le principe d'égalité qu'énonce ce bill est bon, excellent même, reconnaît-il. Mais il s'insurge contre le fait qu'il soit dirigé explicitement contre les syndicats catholiques³⁰². Or, précise-t-il, la CTCC a inscrit le principe de non-discrimination dans ses statuts en 1951 et « n'a jamais cessé de conformer son action aux préceptes de la justice et de la charité chrétienne »³⁰³. En menaçant ainsi l'existence légale d'un syndicat depuis toujours engagé dans la défense des droits de la personne humaine, soutient-il, le Bill 100 va à

²⁹⁹ Le projet d'amendement sera formulé et envoyé par écrit le 20 avril. ACSN. Fonds Secrétariat général, 831, *A.H. Brown (Député Min. du Travail) à Jean Marchand, Ottawa, 14 mai 1953*, 2 p.

³⁰⁰ ACSN. Fonds du Bureau confédéral, BUR0001-D12, *Quatrième réunion du bureau confédéral de la C.T.C.C.*, 19 avril 1953, p. 3. À l'issue de cette rencontre, le Bureau confédéral fait également parvenir un télégramme officiel de protestation aux membres du Comité des relations industrielles qui affirme que la CTCC ne voit aucune raison d'adopter une telle loi à l'heure actuelle au Canada et qu'elle ne peut finalement en aucun cas supporter le Bill 100. ACSN. Fonds Secrétariat général, 831, *Télégramme Gérard Picard à Mr. A. Small (Clerk, Industrial Relations Committee)*, 22 avril 1953.

³⁰¹ André Roy, « Le Bill 100 Un danger pour nos syndicats », *Le Travail* (24 avril 1953), 4.

³⁰² *Ibid.*

³⁰³ *Ibid.*

l'encontre du principe même qu'il est censé défendre; il met de surcroît en péril le plus important de ces droits, le droit d'association³⁰⁴.

En 1953 cependant, après avoir rencontré les représentants de la CTCC, le Comité des relations industrielles accepte rapidement et à l'unanimité d'ajouter une sous-section à l'article 4 de la loi afin d'éliminer toute présomption de biais contre le syndicat catholique³⁰⁵. Ses membres consentent également à retarder l'entrée en vigueur de la loi au 1^{er} juillet pour permettre à la CTCC de s'y conformer³⁰⁶. Dans le mémoire qu'elle présente au gouvernement fédéral cette année-là, la CTCC affirme désormais qu'elle reconnaît les principes de la LJME. Mais elle exprime du même souffle son étonnement de voir que la discrimination linguistique ne figure pas parmi les critères de discrimination prohibés³⁰⁷. Les dirigeants de la CTCC ne discuteront plus de cette loi par la suite, si ce n'est pour affirmer leur adhésion au principe de non-discrimination qu'elle énonce³⁰⁸.

L'adoption de la *Loi canadienne sur les justes méthodes d'emploi* se produit au moment où la CTCC vit un tournant majeur de son histoire, alors que ses membres entament une vaste réflexion sur son caractère national et catholique. La LJME agit de fait comme un

³⁰⁴ *Ibid.*

³⁰⁵ ACSN. Fonds Secrétariat général, 831, A.H. Brown (*Député Min. du Travail*) à Jean Marchand, Ottawa, 14 mai 1953, p. 1. L'amendement à l'article 4 stipule: « Quand il surgit un doute, sous le régime du présent article, sur la question de savoir si un syndicat ouvrier établit une distinction contrairement à cet article, aucune présomption ou déduction ne doit être tirée du nom du syndicat ouvrier ».

³⁰⁶ Dans sa lettre à la CTCC, le député-ministériel A.H. Brown affirme que ces deux amendements permettront à la CTCC de s'adapter au changement législatif proposé et de mettre en pratique le principe de non-discrimination déjà formulé dans ses statuts. *Ibid.*, p. 2.

³⁰⁷ ACSN. Fonds des mémoires, MEM0002, *Mémoire de la Confédération des Travailleurs Catholiques du Canada, Inc. au Cabinet Fédéral*, 4 décembre 1953, p. 5. « Changements suggérés dans la loi des Justes Méthodes d'Emploi », *Rapports ouvriers canadiens*, octobre-novembre-décembre 1953, p. 4.

³⁰⁸ Les craintes exprimées concernant la possible mise au banc légale de la CTCC et de ses affiliés ne semblent pas non plus s'être concrétisées, bien qu'une mention dans le journal *Le Travail*, deux mois après l'entrée en vigueur de cette loi, laisse entendre que Maurice Duplessis aurait utilisé ses dispositions pour bloquer les requêtes en accréditation de certains syndicats dont le nom contenait une épithète catholique. « Quelle autonomie! », *Le Travail*, 4 septembre 1953, p. 8. Nous n'avons toutefois trouvé aucun document relatif à ces événements dans la *Gazette du Travail*, dans les journaux de la province ou dans les documents de la CSN.

important catalyseur des débats sur la problématique de la discrimination raciale et religieuse, en particulier dans le cadre des pourparlers qui ont lieu dans la seconde moitié des années 1950 sur la fusion de la CTCC avec les deux syndicats internationaux au Canada et sur la déconfectionnalisation de ses structures.

5.4.3 Adapter la pratique et la philosophie syndicales aux normes nationales et internationales en matière de droits humains

a) L'unité organique et la question de la discrimination

Les positions de la CTCC sur la question du droit à l'égalité raciale et religieuse sont largement tributaires de l'évolution du mouvement ouvrier nord-américain et des débats initiés au cours des années 1950 sur la fusion des syndicats internationaux, d'abord aux États-Unis, puis au Canada. Les pourparlers sur l'unité organique de la CTCC avec les deux congrès du travail au Canada, le Congrès canadien du travail (CCT) et le Conseil des métiers et du travail du Canada (CMTC) débutent au moment où se concrétise, de l'autre côté de la frontière, la fusion entre la Fédération américaine du travail (FAT) et le Congrès des organisations industrielles (COI). Lors du congrès de la CTCC de 1955, le président Gérard Picard présente pour la première fois à ses membres l'entente de fusion FAT-CIO qui sera officiellement entérinée en décembre de la même année, de même que le projet d'unité syndicale canadien du CCT et du CMTC, qui mènera à la création du Congrès du travail du Canada (CTC) l'année suivante³⁰⁹.

La question de la discrimination raciale et religieuse, affirme Picard, constitue un pan important des ententes discutées entre les syndicats internationaux des deux côtés de la frontière³¹⁰. La proposition de constitution du futur CTC, souligne-t-il, contient « des

³⁰⁹ Voir à ce sujet : Gérard Dion, « La CTCC et l'unité ouvrière canadienne », *Relations industrielles*, vol. 12, no 1-2, 1957,

³¹⁰ « Rapport du Président général de la C.T.C.C. », *Procès verbal. Trente-quatrième session du Congrès de la C.T.C.C., Québec, P.Q., 1955*, p. 40. Voir aussi : Gérard Picard, « La CTCC doit-elle participer à l'unité syndicale organique? », *Le Travail*, 9 septembre 1955, p. 4-5.

dispositions marquant son hostilité déclarée pour toujours contre toute distinction injuste, d'où elle vienne [sic], au sujet de la race, de la couleur, de la religion et de la nationalité.³¹¹ » Or Picard souligne que ce principe de non-discrimination est inscrit dans plusieurs textes internationaux auxquels son organisation a adhéré depuis l'après-guerre, dont la Déclaration universelle des droits de l'homme et la Convention internationale sur la liberté syndicale de l'OIT, toutes deux adoptées en 1948³¹². En dépit d'accusations lancées par le président du Congrès des métiers et du travail du Canada (qui regroupe les syndicats de métiers) contre l'isolationnisme de la CTCC et des travailleurs canadiens-français qu'elle représente³¹³, le principe de non-discrimination dans l'affiliation syndicale est accepté dès le milieu des années 1950 par les dirigeants de la CTCC³¹⁴. Toutes les versions du projet de fusion négocié par le comité de l'unité syndicale de la CTCC entre 1955 et 1961 (date de son rejet final) présentent ainsi le principe d'égalité comme l'un consensus de base établi avec les représentants du CTC³¹⁵.

³¹¹ « Rapport du Président général de la C.T.C.C. », *Procès verbal. Trente-quatrième session du Congrès de la C.T.C.C., Québec, P.Q., 1955*, p. 40.

³¹² *Ibid.*, p. 47; Gérard Picard, « La CTCC doit-elle participer à l'unité syndicale organique? », *Le Travail*, 9 septembre 1955, p. 4-5.

³¹³ Une controverse éclate en effet à l'automne 1953 à la suite d'accusations d'isolationnisme portées par le président du CMTC, Claude Jodoin, contre les travailleurs canadien-français. Voir : Gérard Picard, « Une mise au point de Gérard Picard », *Le Travail*, 16 octobre 1953, p. 1; Gérard Picard, « À Montréal. Gérard Picard défend ses positions », *Le Travail*, 23 octobre 1953, p. 4, 8; Gérard Picard, « La CTCC doit-elle participer... », p. 4-5. Ces polémiques continuent de diviser les syndicats nationaux et internationaux au Québec même après les projets de fusion et la déconfessionnalisation de la CTCC. Voir notamment : « Question de privilège, re : Discrimination », *CSN, Procès verbal de la Quarante-et-unième session du Congrès de la C.S.N., Québec, P.Q., 1964*, p. 294-299; « Comme si vous y étiez!... Les sept jours du Congrès », *Le Travail*, octobre 1964, p. 2-5; « Boomerang », *Le Travail*, octobre 1964, p. 7.

³¹⁴ À noter qu'à l'aube du rejet du projet de fusion par les délégués au congrès de 1959, l'entente négociée stipule notamment que « La C.T.C.C. s'oppose à tout traitement injuste à cause de la langue, de la nationalité, de la race, du sexe et de la religion. », dans : « La C.T.C.C. a négocié avec le C.T.C. – progrès », *Le Travail*, 18 septembre 1959, p. 2.

³¹⁵ Voir entre autres : « Rapport du Comité de l'unité syndicale », *Procès verbal. Trente-cinquième session du Congrès de la C.T.C.C., Montréal, P.Q., 1956*, p. 237-238; « La CTCC conservera ses caractéristiques en s'affiliant au CTC », *Le Travail*, 20 décembre 1957, p. 4; « La CTCC pose des conditions à son affiliation au CCT », *Le Travail*, 4 octobre 1957, p. 3.

b) Les droits de la personne et les débats sur la déconfessionnalisation de la CTCC

Les pourparlers sur la fusion possible entre la CTCC et le CTC se déroulent en parallèle d'un autre débat de fond qui anime la CTCC pendant toute la seconde moitié des années 1950 : celui de la déconfessionnalisation. La plupart des historiens ont interprété, avec justesse, le processus de déconfessionnalisation des structures de la CTCC comme le résultat de la volonté de ses membres de lever les obstacles que pose son caractère confessionnel dans le recrutement des travailleurs non catholiques, en particulier dans les centres urbains et industriels où se concentre une main-d'œuvre pluriethnique³¹⁶. Jusqu'au congrès de 1960, les impératifs liés au recrutement des syndiqués, plus particulièrement dans la région cosmopolite de Montréal, demeurent en effet l'un des principaux arguments des partisans de la déconfessionnalisation³¹⁷. Au-delà des questions liées à l'expansion de leur organisation, ces débats s'articulent également autour de deux autres enjeux majeurs, jusqu'ici peu traités par l'historiographie. Le premier concerne la nécessité d'adapter les structures de la CTCC au principe de non-discrimination inhérent à l'idéal des droits de la personne inscrit dans ses statuts depuis le début des années 1950. Le second concerne l'adaptation des pratiques du syndicalisme confessionnel aux principes inscrits dans la *Loi canadienne sur les justes méthodes d'emploi* et dans les normes établies par l'ONU et ses agences spécialisées en matière de respect du droit à l'égalité raciale et religieuse.

Dans son allocution au congrès de 1956, l'aumônier de la CTCC, Henri Pichette, rappelle ainsi que le droit du travail au Canada interdit désormais toute discrimination dans l'embauche et l'affiliation syndicale. Soulignant que cette mutation du droit

³¹⁶ Comme l'explique le spécialiste de cette question, Jacques Rouillard : « Deux raisons majeures nous semblent l'expliquer [la déconfessionnalisation], la crainte d'une stagnation de ses effectifs et un désir d'autonomie des dirigeants de la CTCC dans l'action temporelle ». Jacques Rouillard, « Mutations de la Confédération des travailleurs catholiques du Canada, 1940-1960 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 34, no 3, 1980, p. 391.

³¹⁷ Comme l'affirme le président Roger Mathieu à l'été 1959 : « Le problème de la confessionnalité ne se pose pas à Rimouski, par exemple, comme il se pose dans un centre cosmopolite comme Montréal ». Voir : « Garder notre formule; changer notre présentation », *Le Travail*, 10 juillet 1959, p. 2; « La C.S.N. doit s'implanter plus fortement à Montréal », *Le Travail*, juillet 1961, p. 3.

confère un statut « semi-public »³¹⁸ aux syndicats, il insiste sur la nécessité pour la CTCC de représenter « indistinctement un milieu hétérogène quant aux croyances » et de retirer de ses statuts toutes « barrières et limites discriminatoires »³¹⁹. La nécessité de se conformer à ce cadre légal est au cœur de plusieurs des rencontres que les membres de l'exécutif de la CTCC consacrent à la question de la déconfessionnalisation au lendemain du congrès de 1956³²⁰.

En février 1958, le président de la CTCC, Gérard Picard, est chargé par le Conseil exécutif de rédiger un mémoire préliminaire sur cette question qui, une fois révisé par le Bureau Confédéral, devra être soumis à l'approbation de l'Assemblée des évêques de la province de Québec. Dans son argumentaire en faveur de la déconfessionnalisation, Picard s'appuie abondamment sur la Déclaration universelle des droits de l'homme et sur les conventions adoptées par l'Organisation internationale du Travail pour démontrer l'obligation morale qu'ont les syndicats de se conformer au principe de non-discrimination énoncé dans ces textes. Dans le mémoire final qu'elle soumet à l'Assemblée des évêques, la direction de la CTCC souligne également que le principe moral et légal de non-discrimination inhérent aux droits de la personne l'oblige à modifier la définition de son statut « national », de manière à le dépouiller de son « tout ce qui serait de nature à lui donner une couleur raciste »³²¹. Insistant sur les impératifs d'expansion et de recrutement des travailleurs non catholiques, ce mémoire précise en outre que les débats qui agitent la CTCC s'inscrivent dans l'évolution des syndicats catholiques dans le monde – et de la Confédération internationale des syndicats chrétiens (CISC) en particulier – qui ont entamé depuis l'après-guerre une vaste réflexion sur la

³¹⁸ « Message de l'aumônier général », *Procès verbal. Trente-cinquième session du Congrès de la C.T.C.C., Montréal, P.Q., 1956*, p. 271; « L'orientation de la CTCC », *Le Travail*, 26 octobre 1956, p. 2.

³¹⁹ « Message de l'aumônier général », p. 271.

³²⁰ ACSN. Fonds du Comité exécutif, EXE0001- D10, *Réunion du Comité exécutif de la C.T.C.C., tenue à Montréal, 21 septembre 1956*, p. 2-3; « Rapport du Comité de l'unité syndicale (suite) », *Procès verbal. Trente-cinquième session du Congrès de la C.T.C.C., Montréal, P.Q., 1956*, p. 242-243.

³²¹ ACSN. Fonds des mémoires, MEM0002, *Mémoire présenté par le comité exécutif de la Confédération des Travailleurs Catholiques du Canada à l'intention de NN. SS. les Archevêques et Evêque de la Province de Québec touchant la confessionnalité de la C.T.C.C., septembre 1959*, p. 27.

manière de concilier leur caractère confessionnel avec les principes du droit international relatif aux droits de l'homme³²². La volonté de la CTCC d'affirmer le principe de non-discrimination comme stratégie pour rejoindre les travailleurs non catholiques du Canada est ainsi présentée comme le prolongement de la stratégie d'ouverture adoptée au même moment par la CISC pour assurer son expansion internationale, en particulier dans les pays du monde colonial³²³.

À l'été 1960, les membres de l'Assemblée épiscopale de la province de Québec souscrivent à l'argumentaire présenté par la CTCC et enjoignent ses dirigeants à prendre la pleine responsabilité des changements qu'ils souhaitent apporter à leur organisation en matière de confessionnalité³²⁴. En acceptant le contenu du mémoire soumis par l'exécutif de la centrale, l'épiscopat souscrit de fait à l'idée que l'idéal des droits de la personne humaine constitue l'un des axes centraux de la doctrine sociale de l'Église que doit promouvoir le syndicalisme catholique dans la province³²⁵. Au congrès de 1960, les délégués de la CTCC votent très majoritairement en faveur du changement de nom de la centrale pour celui de Confédération des syndicats nationaux (CSN)³²⁶. La Déclaration de principes qu'ils adoptent la définit désormais comme une « organisation syndicale de travailleurs nationale, démocratique et libre [ayant] pour but de promouvoir les intérêts

³²² *Mémoire présenté par le comité exécutif...*, p. 2. Sur l'évolution des structures du syndicalisme chrétien à l'époque, consulter : Patrick Pasture, *Histoire du syndicalisme chrétien international. La difficile recherche d'une troisième voie*, Paris, L'Harmattan, 1999, p. 301-315.

³²³ Le mémoire dispose en annexe le projet de déconfessionnalisation de la CISC. Ce projet, souligne-t-on a pour objectif de s'ouvrir aux travailleurs de toutes les races et toutes les confessions, afin d'éviter que le syndicalisme chrétien demeure cantonné en Europe. Fernand Jolicoeur, « La C.S.N. aide des militants d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine », *Le Travail*, décembre 1960, p. 4.

³²⁴ ACSN. Fonds du Bureau confédéral, BUR0002-D4, *Charles-Omer Garant (V.G. Evêque-Auxiliaire à Québec, Secrétaire de l'Assemblée Épiscopale de la Province...) au Secrétaire général de la CTCC*, 6 août 1960, 1 p.

³²⁵ À noter que l'Archevêque de Montréal, le cardinal Paul-Émile Léger, prendra officiellement position contre le racisme dans une allocution faite à la Chambre de Commerce le 30 janvier 1962. Voir : Henri Pichette, « Ni Grec, ni Juif... », *Le Travail*, février 1963, p. 5.

³²⁶ Roger Chartier, « Chronologie de l'évolution confessionnelle de la CTCC (CSN) », *Relations industrielles*, vol. 16, no 1, janvier 1961, p. 111; « Déclaration de principes de la CSN », *Procès-verbal de la trente-neuvième session du congrès de la CSN*, Montréal, 1960, p. 131-138.

des travailleurs canadiens, sans discrimination à cause de la race, de la nationalité, du sexe, de la langue et de la religion.³²⁷ »

5.4.4 Du principe à la pratique : l'engagement local et international de la CTCC-CSN en faveur du droit à l'égalité raciale et religieuse

a) Les premiers engagements internationaux de la CTCC : l'Apartheid et le mouvement afro-américain des droits civiques

Cette mutation de l'identité, de la nature et de la fonction sociale de la CTCC se produit en parallèle – et marque le début d'une intensification – des premiers engagements des militants de cette organisation dans les grands débats internationaux contemporains sur le racisme, la discrimination et le colonialisme à l'échelle mondiale. Ainsi, à partir de 1959, l'organisation s'engage timidement dans le mouvement international de lutte contre les politiques d'Apartheid en Afrique du Sud³²⁸. La CTCC appuie également les déclarations de la Confédération internationale des syndicats catholiques (CISC) qui appellent l'ONU et l'UNESCO à faire respecter les droits humains et à reconnaître la « légitimité du droit des Africains à l'égalité civique et devant la loi et de leur lutte contre la suppression de toute législation restrictive de ces droits ou attentatoire aux libertés fondamentales et à la dignité de la personne.³²⁹ » À partir de 1960, le directeur adjoint de la CTCC, Jean-Paul Lefebvre, contribue à stimuler cet engagement en documentant les entorses aux droits fondamentaux commises contre les Noirs et contre les syndicats en Afrique du Sud³³⁰. C'est dans ce contexte que la CSN appuie, en 1963,

³²⁷ Reproduite dans : Roger Chartier, « Chronologie... », p. 111-112; « La C.T.C.C. fait peau neuve. Vive la C.S.N! », *Le Travail*, octobre 1960, p. 1.

³²⁸ Les premières prises de position formelles de la CTCC contre l'Apartheid sont adoptées à la suite des dénonciations formulées à l'Organisation internationale du Travail par le syndicaliste canadien Charles H. Millard. « Apartheid et syndicats », *Le Travail*, 26 juin 1959, p. 6.

³²⁹ « La C.I.S.C. contre tout racisme », *Le Travail*, 15 avril 1960, p. 2.

³³⁰ Jean-Paul Lefebvre, le responsable Voir aussi les articles de Jean-Paul Lefebvre : « La triste histoire de l'Union sud-africaine », *Le Travail*, 29 avril 1960, p. 4; « Ceux qu'on matraque... ceux qu'on tolère, ceux

la campagne internationale de boycottage des produits importés d'Afrique du Sud et qu'elle réclame du gouvernement canadien qu'il adopte « des sanctions économiques [contre le gouvernement sud-africain] par suite de son attitude rétrograde et provocante sur la question raciale.³³¹ »

Plusieurs représentants de la CTCC, puis de la CSN, participent plus directement aux débats internationaux sur la lutte contre l'Apartheid, notamment par le biais de leur participation aux conférences annuelles de la CISC et aux délégations canadiennes à la Conférence internationale du travail. À l'été 1958, le secrétaire de la CTCC, Roger Mathieu, participe ainsi aux discussions de la commission sur les discriminations en matière d'emploi et de profession qui se déroulent au CIT à Genève³³². Le président de la CTCC, Jean Marchand, et son secrétaire général Marcel Pepin participent de leur côté à plusieurs rencontres de l'exécutif de la CISC où il est abondamment question de l'Apartheid et, plus généralement, de la solidarité internationale autour des enjeux liés au racisme³³³. En 1964, aux côtés de collègues qui représentent des syndicats internationaux, René Harmegnies, de la CSN, participe à la délégation canadienne à la

qu'on oublie », *Le Travail*, avril 1964, p. 4; «... le feu à la province », *Le Travail*, avril 1964, p. 4; « Le tiers monde et nous », *Le Travail*, 23 septembre 1960, p. 4.

³³¹ ACSN. Fonds des mémoires, MEM0004, *Mémoire de la Confédération des Syndicats Nationaux au Cabinet Fédéral*, 19 février 1964, p. 24; ACSN. Fonds des mémoires, MEM0004, *Mémoire de la Confédération des syndicats nationaux au cabinet fédéral*, 16 février 1966, p. 34.

³³² Roger Mathieu, « Rapport du délégué à la Conférence internationale du travail et au Congrès de la CISC », *Procès verbal. Trente-septième session du Congrès de la C.T.C.C., Montréal, P.Q., 1958*, p. 121-128. Lors de cette rencontre, les délégués adoptent la *Convention (no 111) concernant la discrimination (emploi et profession)*, Genève, 42ème session CIT, 25 juin 1958. Dans son rapport moral au congrès de septembre cette année-là, le président Picard fait également un exposé des principes inscrits dans la Convention no 111 sur la discrimination adoptée lors de cette conférence du CIT, où participait également le directeur national du Comité ouvrier juif Kalmen Kaplansky à titre de délégué du Canada. « Rapport du Président général de la C.T.C.C., La liberté syndicale et l'unité syndicale au Canada », *Procès-verbal. Trente-septième session du Congrès de la C.T.C.C., Montréal, P.Q., 1958*, p. 26-27. Voir compte rendu de cette conférence : CIT, 42^e session, Rapport IV, *La discrimination en matière d'emploi et de profession*, 1958.

³³³ « Rapport du Bureau confédéral de la C.S.N., 1962-1964 », *CSN, Procès verbal de la Quarante-et-unième session du Congrès de la C.S.N.*, Québec, 1964, p. 98-99; « Nous sommes des citoyens du monde », *Le Travail*, octobre 1962, p. 7.

conférence de l'OIT où sera adoptée la *Déclaration concernant la politique de "l'Apartheid" de la République d'Afrique du Sud*³³⁴.

La CSN appuie par ailleurs tacitement la lutte des Noirs américains contre la ségrégation raciale et pour la reconnaissance de leurs droits civiques. Son journal en rapporte les événements marquants ainsi que les stratégies mises de l'avant par les organisations noires pacifistes américaines³³⁵. *Le Travail* documente également l'appui des syndicats internationaux au Canada en faveur des « voyageurs de la liberté » (freedom riders)³³⁶. Comme pour d'autres groupes de la société civile, les tensions raciales qui s'exacerbent de l'autre côté de la frontière contribuent à l'éclosion des premiers débats à la CSN sur l'existence du racisme et de la ségrégation au Québec, et en particulier à Montréal³³⁷.

b) Les alliances avec le Comité ouvrier des droits de l'homme de Montréal

L'ouverture grandissante des membres de la CTCC aux débats internationaux sur le racisme et les droits humains contribue également à attirer leur attention sur le problème de la discrimination raciale au Québec. Cette évolution se manifeste notamment par l'établissement des premières alliances formelles de la CTCC avec le comité établi à Montréal par les syndicats internationaux pour lutter contre la discrimination (le Comité du travail contre l'intolérance raciale, renommé en 1957 Comité ouvrier des droits de

³³⁴ Les syndicalistes et (ex)membres du Comité ouvrier des droits de l'homme, Kalmen Kaplansky et Huguette Plamondon, participent également à cette délégation. « Rapport du délégué à la 48e session de la Conférence internationale du Travail », CSN, *Procès verbal de la Quarante-et-unième session du Congrès de la C.S.N., Québec, P.Q., 1964*, p. 273-274; OIT, *ANNEXE XVIII, Déclaration concernant la politique de "l'Apartheid" de la République d'Afrique du sud*, 8 juillet 1964, p. 880-882. [En ligne] : http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---jur/documents/genericdocument/wcms_432227.pdf

³³⁵ Jean Francoeur, « La pression économique : nouvelle arme entre les mains des Noirs », *Le Travail*, septembre 1963, p. 8; Jorges Girard, « La patience des Noirs a des limites », *Le Travail*, octobre 1965, p. 11.

³³⁶ « Les ouvriers appuient les voyageurs de la liberté », *Le Travail*, juin 1961, p. 5.

³³⁷ Voir notamment le reportage de Myrto Gauthier sur la situation du racisme à Montréal : « Les préjugés ne s'arrêtent pas à la frontière », *Le Travail*, septembre 1963, p. 8, 9, 14; « Les préjugés n'ont pas de frontières », *Le Travail*, octobre 1963, p. 13.

l'homme)³³⁸. Au début de l'année 1958, la CTCC participe ainsi pour la première fois à l'organisation de la conférence tenue chaque année à Montréal par ce comité sur le thème des relations humaines³³⁹. Ses représentants y sont invités à donner des conférences et à animer des ateliers sur le bilinguisme et sur les « origines des préjugés racistes »³⁴⁰. Sous l'instigation du Comité ouvrier des droits de l'homme, la CTCC participe également cette année-là au financement et à l'organisation des conférences de Québec et d'Ottawa soulignant le dixième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme³⁴¹. La fin des années 1950 est plus généralement marquée par des rapprochements importants de la CTCC avec plusieurs groupes spécialisés dans l'éducation civique et les relations interculturelles qui sont des alliés de longue date du CODH. Parmi eux, le Conseil canadien du civisme, le Conseil de la citoyenneté de Montréal et le Conseil canadien des Chrétiens et des Juifs³⁴².

³³⁸ À noter que l'année précédente, la CTCC fait la publicité des activités du Comité d'action politique du Conseil du travail de Montréal du CTC lors des célébrations organisées entourant le 8^e anniversaire de la DUDH. Voir : « Les droits de l'homme sont-ils respectés? », *Le Travail*, 11 janvier 1957, p. 1.

³³⁹ ANC. Fonds JLCC, MG28 V75 34 - 17, *Conférence ouvrière en relations humaines à l'Université de Montréal*, 28 février 1958, 2 p. Cette collaboration est perçue comme un important progrès par les membres de la communauté juive qui financent et supervisent les travaux du CODHM. Ceux-ci affirment : « This is a major step connecting the French Catholic unions with our fight against discrimination ». ANC. Fonds JLCC, MG28 V75 29 - 2, *Meeting of the Joint Advisory Committee on Labour Relations, Friday, « Report JACLR for a meeting of Esatern region, JPRC »*, 9 mai 1958. p. 2.

³⁴⁰ ANC. Fonds JLCC, MG28 V75 34 - 17, *Conférence ouvrière en relations humaines à l'Université de Montréal*, 28 février 1958, p. 2; « Racial Prejudice Breaks Labour Unity », *Le Monde ouvrier*, mars 1958, p. 7.

³⁴¹ ANC. Fonds JLCC, MG28 V75 34 - 18, *Conférence de Québec. 10e anniversaire, Déclaration universelle des droits de l'homme. Samedi, 13 décembre, 1958*; ANC. Fonds JLCC, MG28 V75 34 - 18, *Déclaration des droits de l'homme, Le Comité régional des fêtes anniversaires, Organization invited to meeting*, 1958; ANC. Fonds JLCC, MG28 V75 34 - 18, *Paul-F. King à Gérard Pelletier (c.c. à Jean-Paul Lefebvre)*, 23 septembre 1958; ANC. Fonds JLCC, MG28 V75 34 - 18, *Gérard Pelletier à Paul-F. King*, 9 octobre 1958; ANC. Fonds JLCC, MG28 V75 34 - 18, *United Nations Association in Canada, Committee for UNESCO, Information Bulletin on The Tenth Anniversary of the Adoption of the Universal Declaration of Human Rights*, 1958; ANC. Fonds JLCC, MG28 V75 34 - 18, *Sid Blum To: Sponsoring Organizations co-operating and interested groups. Subject: Latest Arrangements for Ottawa Human Rights Conference*, 3 octobre 1958, 2 p.

³⁴² ANC. Fonds JLCC, MG28 V75 34 - 17, *Report of the Montreal Secretary - November (1958)*, p. 3; ACSN. Fonds Service d'éducation, 1297, Guy Tourangeau (agent de Liaison Min. Cit.) à Fernand Jolicoeur, 25 mars 1960, p. 1; ACSN. Fonds Service d'éducation, 1297, *Séminar annuel du Conseil de la Citoyenneté de Montréal*, 30 mars 1960, p. 1; ACSN. Fonds Service d'éducation, 1297, *Fernand*

Alors qu'en 1953 la CTCC s'était formellement opposée à l'adoption de la *Loi fédérale sur les justes méthodes d'emploi*, à peine quelques années plus tard la majorité de ses dirigeants se solidarisent au combat mené par les syndicats internationaux pour l'adoption d'une loi similaire au Québec. Dès 1958, des pourparlers sont entamés entre le CODH et la CTCC pour que cette dernière participe à la présentation d'un mémoire conjoint sur cette question au gouvernement provincial³⁴³. En 1961 – alors que la CTCC est devenue la CSN – Jean Marchand et Gérard Pelletier comptent également parmi les signataires de la pétition envoyée au premier ministre Jean Lesage par le Conseil canadien des Chrétiens et des Juifs pour réclamer l'adoption d'une loi sur les justes méthodes d'emploi³⁴⁴. Lorsque l'année suivante le secrétaire du CODH prend contact avec le secrétaire général de la CSN, Marcel Pepin, ce dernier accepte d'emblée d'appuyer le mémoire que son organisation souhaite présenter conjointement avec d'autres organisations au gouvernement Lesage³⁴⁵. Enfin lorsque les représentants de la coalition formée par le CODH se rendent à Québec en février 1963 c'est Jean Marchand, le nouveau président de la CSN, qui présente le mémoire, aux côtés de Louis Laberge (président du Conseil du travail de Montréal) et de Roger Provost (président de la FTQ).

Jolicoeur à M. Pierre de Bellefeuille (rédacteur en chef du Magazine MacClean, Montréal), Québec, le 26 avril 1962. Voir aussi dans le même dossier : Alan Clyke (ex-directeur du CCC) à Fernand Jolicoeur, 6 avril 1962, p. 1; Fonds du Bureau confédéral, BUR0003-D1, *Septième réunion du Bureau confédéral de la C.S.N., Québec, 27 et 28 novembre 1963*,; ACSN. Fonds Secrétariat général, 807, Roger Lapointe (Dir. rég. CCCJ) à Marcel Pépin, 13 mai 1963; ACSN. Fonds Secrétariat général, 807, *Votre enfant et les préjugés, présentation de Marcel Pépin, 6e colloque Annuel "Comment élever des enfants sans préjugés", 8-9 mai 1963, Anglican House. Sous les auspices du Conseil Canadien de (sic) Chrétiens et Juifs*, 9 p.

³⁴³ ZA 1958 3/20, *Minutes of a meeting of the Joint Public Relations Committee, Eastern Region, Montreal*, 5 février 1958, p. 2.

³⁴⁴ ANC. Fonds JLCC, MG28 V75 35-5, G. Ferguson, G. Pelletier, G. Fillion (et autres) à l'Hon. Jean Lesage, septembre 1961, 2 p.

³⁴⁵ ACSN. Fonds du Secrétariat général, SEC0825, Yves Bled à Marcel Pépin, 28 février 1962. Une décision confirmée par la suite à l'unanimité par les membres du le Bureau confédéral. ACSN. Fonds du Bureau confédéral, BUR0002-D7, *Sixième réunion du Bureau confédéral de la C.S.N., Québec*, 14 septembre 1962, p. 5.

À cette occasion, l'aumônier de la CSN, Henri Pichette, prend également la parole pour exposer les fondements chrétiens de l'idéal des droits de la personne humaine³⁴⁶.

Au début des années 1960, les dirigeants nationaux de la CSN participent également à la formation des deux principaux groupes de défense des droits humains au Québec. Jean Marchand est nommé membre du « Comité des Dix » chargé de travailler à l'élaboration de la constitution de ce qui deviendra l'année suivante le Comité pour la défense des droits de l'homme (CDDH)³⁴⁷. Jean Francoeur, et à sa suite René Chartrand et Gérard Picard, sont désignés par la permanence de la CSN pour siéger sur son exécutif³⁴⁸. À partir de 1965, à titre de membre du CDDH, la CSN participe aux nombreuses délégations qui se rendent à Québec pour demander l'adoption de lois antidiscrimination, la mise sur pied d'une commission des droits, et l'adoption d'une charte des droits provinciale³⁴⁹. Enfin, de leur côté, Jean Marchand et Gérard Pelletier

³⁴⁶ Pichette représente à la fois la CTCC et l'Office d'action sociale de l'Archevêché de Montréal. Voir : « Lesage doute de l'opportunité d'une loi contre la discrimination », *Le Devoir*, 5 février 1963, p. 3. Dans un article de fond publié dans *Le Travail*, Pichette s'appuie sur la Déclaration universelle des droits de l'homme, sur les principes de l'Organisation internationale du Travail, sur la LJME de 1953 et sur la Déclaration canadienne des droits de Diefenbaker; mais il évoque aussi la mission du Concile Vatican II et une allocution du Cardinal Léger devant la Chambre de Commerce contre « les préjugés et [...] l'ignorance qui séparent les classes sociales, les groupes d'origine ethnique différente et même les gens de religion différente ». Voir : Henri Pichette, « Ni Grec, ni Juif... », *Le Travail*, février 1963, p. 5.

³⁴⁷ ACSN. Fonds du Secrétariat général, SEC0825, *Communiqué, Comité ouvrier des droits de l'homme*, 14 mai 1964, 3 p. Les membres du « Comité des Dix » sont : Roger Provost (FTQ), Jean Marchand (CSN), Jean-Marie Lafontaine (Office d'action sociale de l'Archevêché de Montréal), Michael Rubinstein (COJ), Jacqueline Dumont (Mouvement laïque de LF), David Franklin (Association des Nations Unies), D.A.M. MacLaren (Église Anglicane), Gérard Rancourt (CODH) et Haary Lautman (Union des Travailleurs amalgamés du vêtement d'Amérique).

³⁴⁸ « Liste des personnes qui ont représenté la C.S.N. ... 1962-1964 », *CSN, Procès verbal de la Quarante-et-unième session du Congrès de la C.S.N., Québec, P.Q., 1964*, p. 200-202.

³⁴⁹ « Une Commission et un Code des Droits de l'Homme au Québec », *Rapports ouvriers canadiens*, novembre 1965, p. 1-3; « Il faut au Québec un code des droits de l'homme administré par une commission permanente », *Le Devoir*, 1 octobre 1965, p. 3; *Mémoire conjoint de la C.S.N., de la F.T.Q. et de l'U.C.C. au "Comité de la Constitution" de l'Assemblée Législative du Québec*, s.d., 43 p.

sont également impliqués directement dans la mise sur pied, en 1963, de la Ligue des droits de l'homme³⁵⁰.

* * *

Ainsi, au tournant des années 1960, la CSN participe, aux côtés d'autres groupes de la société civile, à l'émergence du vaste consensus social en faveur de l'adoption de lois interdisant la discrimination raciale et religieuse au Québec. Par leurs initiatives conjointes avec la FTQ et avec les deux principales organisations de défense des droits humains, ses dirigeants contribuent plus largement à inscrire la protection des droits humains dans le vaste chantier de réformes entrepris par le gouvernement libéral en cette période d'entrée dans la Révolution tranquille. Ainsi, malgré les hésitations et les contradictions nombreuses et manifestes de leur engagement dans le combat contre les discriminations raciale et religieuse, les militants de la CTCC-CSN jouent un rôle de premier plan dans la diffusion du discours des droits humains et dans le mouvement en faveur de l'adaptation de la législation provinciale aux normes nationales et internationales en matière de droit à l'égalité raciale et religieuse.

5.5 Du global au local : le combat des étudiants de l'Université de Montréal contre le racisme et la « ségrégation raciale »

Longtemps conçue par les historiens comme fondamentalement homogène sur le plan ethnoculturel, la communauté étudiante de l'Université de Montréal des années 1950 a très peu été analysée sous l'angle des rapports ethniques ou de « race » et des conflits qui résultent de ces rapports de pouvoirs. Dans cette section, nous verrons que les enjeux associés au racisme, aux rapports majorité-minorités et aux relations interethniques occupent pourtant une place importante dans les débats auxquels participent les étudiants de cette université à l'époque. Les étudiants s'intéressent à l'intégration des immigrants

³⁵⁰ ACSN. Fonds du Secrétariat général, SEC0825, J.Z. Léon Patenaude, *La Ligue des droits de l'homme, (Avis de convocation à la première Assemblée générale), 1er mai 1963.*

et manifestent leur volonté de travailler au dialogue et au rapprochement avec les minorités ethnoculturelles, en particulier avec les étudiants de leur université qui en sont issus. D'abord articulés autour des enjeux associés à la langue et à la religion, ces débats s'orientent, dans la seconde moitié des années 1950, vers les discriminations vécues par les membres des minorités racisées. Cette évolution est fortement influencée par les débats sur le concept de race qui agitent la communauté scientifique mondiale au cours de cette décennie, par le mouvement de décolonisation qui secoue le Sud global, par la lutte contre les politiques d'Apartheid en Afrique du Sud et, surtout, par le combat contre la ségrégation scolaire du mouvement afro-américain des droits civiques. L'évolution des positions des étudiants sur ces questions témoigne par ailleurs du rôle crucial joué par les étudiants internationaux inscrits à l'Université de Montréal dans la mise au jour des préjugés, du racisme et des discriminations auxquels ils sont confrontés dans leur adaptation à leur université et à la société montréalaise.

5.5.1 L'identité au risque du pluralisme : les débats sur les relations interethniques à Montréal et à dans la communauté étudiante

Comme nous l'avons vu au chapitre 2, les étudiants de l'Université de Montréal militent activement depuis l'après-guerre à promouvoir les idéaux de paix, de tolérance et de solidarité humaine. Mais ils ne s'engagent concrètement dans la lutte pour le droit à l'égalité que pour des enjeux touchant directement les droits des francophones et des catholiques. Dans les années 1950, les positions de ces étudiants continuent d'être définies dans une large mesure par la centralité de la question nationale canadienne-française. Cette décennie est néanmoins marquée par une transformation progressive, mais assez radicale de la pensée étudiante à l'égard de l'Autre, que cet Autre soit immigrant, membre d'une minorité ethnoculturelle ou étudiant international. Cette transformation se signale notamment, à partir de 1951, par la prolifération d'activités organisées sur le campus sur les thèmes de l'immigration et des rapports interculturels. Celles-ci prennent la forme de forums, de séminaires ou de conférences, où

interviennent divers experts « adultes » de différents domaines liés aux relations humaines et à l'accueil et l'intégration des immigrants³⁵¹.

a) De la solidarité internationale au dialogue interculturel : les groupes d'entraide et de coopération étudiante internationaux

Les activités organisées par les sections locales des groupes d'entraide et de coopération étudiante internationales présentes sur le campus constituent des lieux d'échanges et de débats importants sur les questions associées au droit à l'égalité raciale et religieuse. En tant que lieu de formation et de sociabilité, ces organisations sensibilisent les étudiants aux enjeux internationaux associés aux droits humains et contribuent à faire en sorte qu'ils portent un regard sur leur société et leur communauté étudiante dans une perspective plus internationaliste, orientée vers l'idéal de solidarité humaine. Dès le début des années 1950, le comité local de l'Entraide universitaire mondiale (EUM) constitue un espace de délibérations où l'immigration et l'intégration des minorités sont discutées, non plus à l'aune de la menace qu'elles font peser sur la nation canadienne-française, mais au regard des principes chrétiens et humanistes d'entraide, de charité et de solidarité internationale³⁵². Plusieurs étudiants de l'Université de Montréal participent, au cours de cette décennie, aux séminaires internationaux de l'EUM, parmi lesquels plusieurs sont impliqués dans les principaux cercles réformistes des années 1950 et, plus tard, dans des organisations de défense des droits humains³⁵³. Pendant

³⁵¹ Ces experts sont issus de l'élite blanche et masculine de la métropole; peu d'entre eux proviennent des groupes racisés ou des communautés immigrantes directement confrontés aux préjugés, au racisme et à la discrimination. Parmi les conférenciers qui interviennent sur ces questions au début des années 1950, notons Aldéric Deschamps (agent de liaison du le ministère de l'Immigration et de la Citoyenneté au Québec), Pierre Elliott Trudeau (avocat et membre fondateur de la revue *Cité libre*), Bernard Mailhot (chercheur au *Centre de recherches en relations humaines* de l'Université de Montréal) Pierre Laporte (journaliste au *Devoir*), Guy Frégault (professeur d'histoire à l'UdeM) et Frank R. Scott (constitutionnaliste et professeur de droit à l'Université McGill).

³⁵² F. Côté (président), « L'E.U.M. s'inquiète des problèmes d'immigration », *QL*, 19 février 1953, p. 7.

³⁵³ Parmi eux, on retrouve notamment : Jean-Marc Léger, Maurice Sauvé, Pierre Elliott Trudeau, Jean-Charles Falardeau, Jacques-Yvan Morin, Louis O'Neil, Gérard Dion, Pierre Laporte, Claude-Armand Sheppard, Gérard Fillon, Juliette Barcelo, Luc Cossette, Georges Lahaise et Marc Lalonde. À noter que plusieurs de ces personnalités deviendront des militants importants dans le domaine des droits humains, en

toute la décennie 1950, les campagnes de souscription, les assemblées nationales de l'EUM et les séminaires internationaux organisés dans différents pays du monde donnent lieu à des prises de position publiques de la part des étudiants de l'Université de Montréal sur différents enjeux internationaux liés au racisme, au colonialisme et au droit des peuples à l'autodétermination³⁵⁴.

Créé en 1947 par l'étudiant en droit D'Iberville Fortier pour stimuler l'intérêt des carabins sur les enjeux internationaux, le Club des relations internationales (CRI) est également un important lieu de dialogue critique sur les enjeux – principalement internationaux – liés au racisme, aux droits humains et aux inégalités Nord-Sud. L'engagement des membres du CRI favorise en effet l'adoption d'une posture internationaliste qui fait en sorte que ces questions sont surtout débattues à l'aune de principes universalistes qui dépassent le cadre de la nation et de la citoyenneté. Les membres de son comité local sont les principaux organisateurs et participants à l'*Assemblée-Modèle des Nations-Unies*, qui réunit à Montréal des étudiants de différents pays du monde autour des grands enjeux de l'heure débattus à l'ONU³⁵⁵. Reconnu par l'UNESCO, le CRI est par ailleurs chargé de relayer sur le campus les activités de cette institution onusienne et de promouvoir ses orientations auprès des étudiants, ce qui

particulier : Trudeau, Morin et Sheppard. AUdeM, P33 - Fonds AGEUM, F/16, Claude Bachand, *Exposé du directeur du Comité de l'entraide universitaire mondiale de l'Univ. de Montréal*, 26 août 1965, p. 3; Jean-Pierre Blais, « La présidente des présidents », *QL*, 12 novembre 1953, p. 2.

³⁵⁴ Par exemple, le Séminaire de l'EUM tenu au Ghana en 1958 est largement consacré à la question du colonialisme et aux rapports Nord-Sud. Voir : Pierre Lapointe (délégué de l'EUM (Afrique), « Africains et occidentaux: deux mondes », *QL*, 27 février 1958, p. 4. Sur ces thèmes, voir également : Claude Simard, « L'Entr'Aide Universitaire Internationale. Une conférence qui fera époque », *QL*, 12 novembre 1948, p. 2; Jean-Pierre Blais, « La présidente des présidents », *QL*, 12 novembre 1953, p. 2; Gilles Guay (comité de souscriptions), « Pour unir deux mondes », *QL*, 1^{er} mars 1956, p. 7; Alain de C. Nantel, « Assemblée nationale de l'E.U.M. », *QL*, 4 octobre 1956, p. 1; William Gauthier Morris, « L'E.U.M. parmi nous », *QL*, 11 octobre 1956, p. 2.

³⁵⁵ Jacques Brassard, « Le C.R.I. délégué à l'O.N.U. », *QL*, 19 mars 1953, p. 3; Jean Sauriol, « Les Nations Unies à l'université », *QL*, 29 octobre 1953, p. 6; André Brossard, « O.N.U. modèle », *QL*, 29 janvier 1959, p. 2; André Brossard, « L'O.N.U. modèle. Un succès à renouveler », *QL*, 12 février 1959, p. 6-7.

inclut naturellement ses travaux sur les races et le racisme³⁵⁶. Le CRI fait plus largement du « respect des droits de l'homme » l'une des composantes fondamentales de son travail de valorisation de la mission de l'ONU auprès des étudiants³⁵⁷. Son président, Jacques Brassard, rappelle ainsi que le CRI a un objectif analogue à celui de l'ONU, soit de « proclamer à nouveau notre foi dans les droits fondamentaux de l'homme, dans la dignité et la valeur de la personne humaine »³⁵⁸. Principal organisateur de la *Journée des Nations Unies* à l'université, le CRI est enfin un espace où s'exprime la parole d'étudiants de divers pays et où s'engagent des dialogues entre eux, notamment sur les relations asymétriques entre les pays du Nord et du Sud³⁵⁹.

Cette ouverture aux enjeux internationaux touchant le racisme et le colonialisme se manifeste également par la volonté de plusieurs étudiants de l'Université de Montréal d'engager des dialogues à l'échelle locale avec les membres d'autres confessions religieuses et les étudiants internationaux présents sur leur campus. L'organisation catholique Pax Romana joue de ce point de vue un rôle crucial, en tant que principale instigatrice des activités de dialogues œcuménique et interculturel sur le campus l'Université de Montréal. Bénéficiant du statut de consultante auprès de l'UNESCO et du Conseil Économique et Social de l'ONU, cette organisation fondée en 1921 a pour objectif « d'unir les étudiants et les intellectuels du monde entier, dans un esprit de

³⁵⁶ « Le C.R.I. rattaché à l'U.N.E.S.C.O. », *QL*, 30 septembre 1954, p. 3; Pierre Chouinard, « La semaine de l'U.N.E.S.C.O. », *QL*, 27 octobre 1955, p. 6.

³⁵⁷ Sylvie Gélinas, « Les étudiants et les Nations Unies », *QL*, 1^{er} octobre 1959; Jacques Brassard (Président du CRI), « Pourquoi les Nations-Unies? », *QL*, 25 novembre 1954, p. 6.

³⁵⁸ Jacques Brassard (Président du CRI), « Pourquoi les Nations-Unies? », *QL*, 25 novembre 1954, p. 6.

³⁵⁹ À l'issue d'une rencontre réunissant des étudiants en provenance de douze pays, au cours de laquelle un étudiant originaire du Dahomey, Nicolas Eouagnignon, fait une critique virulente du colonialisme français, la rédactrice du *Quartier Latin*, Juliette Barcelo, dénonce elle aussi le rapport de domination envers « le colonisé » et la « forme de civilisation » portée par le colonisateur blanc. Voir : « Fédération internationale pour la paix : Absurdité », *QL*, 30 octobre 1952, p. 3; Juliette Barcelo, « Pourquoi les coloniaux? », *QL*, 12 février 1953, p. 5. Voir également : Raymond Boily, « La semaine des Nations-Unies », *QL*, 25 octobre 1956, p. 5; Sylvie Gélinas, « Les étudiants et les Nations Unies », *QL*, 1^{er} octobre 1959; Jean Sauriol, « Les Nations Unies à l'université », *QL*, 29 octobre 1953, p. 6; Emerson Douyon, « Les noirs et nos enfants », *QL*, 15 octobre 1953, p. 9.

charité universelle, de compréhension supranationale et de coopération mutuelle »³⁶⁰. L'objectif de Pax Romana de créer une « nouvelle communauté des peuples³⁶¹ » trouve son extension, sur le plan local, dans les premières activités destinées à favoriser les rapprochements entre les différents groupes ethnoculturels présents à Montréal et dans la communauté étudiante de l'Université de Montréal.

Dès 1953, Pax romana organise l'une des premières rencontres interculturelles, qui regroupe des étudiants catholiques et de confession juive de l'université³⁶². Ces rencontres donnent lieu à la première dénonciation publique, de la part d'un étudiant catholique de l'Université de Montréal, de l'antisémitisme qui existe au Canada français. Dans le compte rendu qu'il fait de la première rencontre interconfessionnelle organisée par l'organisation dont il est membre, Pax Romana, Fernand Côté rappelle les massacres commis sous le régime hitlérien à l'endroit du peuple juif et la situation des Juifs persécutés par le régime communiste en URSS pour dénoncer toutes les formes d'antisémitisme. Celui-ci insiste alors sur le fait que la « cause principale » de l'antisémitisme au Canada français se trouve « dans un sentiment religieux exacerbé »³⁶³. Ces expériences de dialogue œcuménique s'inscrivent dans les premiers rapprochements entre les membres de la section locale de Pax Romana et des représentants du Conseil canadien des Chrétiens et des Juifs, du Congrès juif canadien ainsi que du Cercle juif de langue française, dans la foulée du travail de relations

³⁶⁰ Comme l'affirme Denis Bousquet : « La fin propre de Pax Romana [...] c'est précisément d'organiser dans le monde entier la fraternité des esprits qui mettent l'intelligence au service de Dieu. » Denis Bousquet, « À la première place », *QL*, 23 novembre 1951, p. 2. Voir aussi : « Le congrès de Pax Romana », *QL*, 18 septembre 1952, p. 2; René Major, « Un groupe ouvert », *QL*, 20 octobre 1955, p. 3.

³⁶¹ Yvon Charpentier, « Pax Romana... dans le monde », *QL*, 6 mars 1951, p. 4.

³⁶² En 1950, on compte 42 étudiants juifs à l'Université sur 4 260 étudiants, soit 1% de la population étudiante universitaire. Betty Sigler, « Montreal's Catholic University, Jewish Students at Montreal's Catholic University. Cross Over The Open Door », *CB*, septembre 1950, p. 11; « Rencontre avec nos frères juifs », *QL*, 26 février 1953, p. 2.

³⁶³ Fernand Côté, « Pour une charité illimitée », *QL*, 26 février 1953, p. 2.

publiques mené par les dirigeants du CJC au lendemain d'une conférence donnée par Adrien Arcand en 1950 à l'Université de Montréal³⁶⁴.

Les membres du comité local de Pax Romana mettent par ailleurs sur pied, à la fin de l'année 1955, la première association étudiante destinée à l'accueil et à l'intégration des étudiants internationaux : les Amitiés universitaires³⁶⁵. Cette décision est prise dans un contexte où les effectifs des étudiants internationaux inscrits à l'Université de Montréal augmentent de façon sensible, passant de 251 en 1951 à près de 450 en 1962³⁶⁶. Présenté comme un « mouvement destiné à provoquer des rencontres entre les étudiants étrangers à l'université », ce groupe est au départ pensé comme le prolongement au niveau local de la mission d'entraide, de solidarité et de paix portée par Pax Romana dans le monde. À l'issue du congrès national de Pax Romana qui se tient à Oka en février 1956, Claude Forget, un étudiant en droit, affirme ainsi qu'on « peut difficilement imaginer une idée moins étroitement "confessionnelle" et qui, en même temps remplisse plus

³⁶⁴ ZA 1950 6/57, *Minutes of Meeting of Sub-Committee on French Public relations*, 23 mars 1950; ZA 1952 4/74, S.D. Cohen, "Activities in Area of French Canada", *The Joint Public Relations Committee, Eastern Region*, 21 mai 1952.

³⁶⁵ Cette décision fait notamment suite à une importante rencontre qui se tient en septembre 1954 au Lac Ouareau entre les responsables de Pax Romana et les représentants des principales associations de l'Université de Montréal (AGEUM, *Quartier Latin*, Conférence Laennec, Conférence Mignault, Club des relations internationales, Entr'aide universitaire mondiale) sur le thème « la communauté universitaire au point de vue intellectuel, international et religieux ». Au terme de cette rencontre, tous ces groupes s'entendent sur la nécessité de renforcer l'accueil et l'intégration des étudiants internationaux. Voir à ce sujet : Pierre Savard, « Pax Romana, 1935-1962. Une fenêtre étudiante sur le monde », *Les Cahiers des dix*, no 47, 1992, p. 296-297. À noter que la Conseil de direction de l'AGEUM avait reconnu l'existence d'une association d'étudiants étrangers (1948-1951) comme « comité adhérent » de l'AGEUM. Nous n'avons cependant trouvé aucune autre trace des activités de ce comité, qui semble être tombé rapidement en désuétude. AUdeM, P33 - Fonds AGEUM, B1/1,6, *Cinquième assemblée générale du Conseil de Direction 1948-49 de l'Association générale des étudiants de l'Université de Montréal*, 29 novembre 1948; AUdeM, P33 - Fonds AGEUM, B1/1,8, *Dixième assemblée régulière du Conseil de l'Association générale des étudiants de l'Université de Montréal*, 26 février 1951.

³⁶⁶ Cette tendance reflète la mouvance globale de mobilité croissante des effectifs d'étudiants étrangers dans le monde, attestée par les statistiques de l'UNESCO. Voir : Abdelkader Latreche, « Les migrations étudiantes de par le monde », *Hommes et Migrations*, vol. 1233, no 1, 2001, p. 14.

pleinement l'idéal d'apostolat chrétien » que la mission de bonne entente dévolue aux Amitiés Universitaires³⁶⁷.

Bien qu'elles soient organisées et dirigées par les étudiants catholiques et francophones, les activités des Amitiés Universitaires constituent un premier lieu d'expression de la parole des étudiants internationaux sur le campus. Emerson Douyon, un étudiant d'origine haïtienne qui s'implique dans cette organisation dès sa création, profite ainsi de ses activités pour publier dans le *Quartier Latin* des articles destinés à présenter son pays d'origine, à exposer les fondements psychologiques des préjugés raciaux et à mettre en lumière la réalité intime vécue par les étudiants étrangers dans leurs processus d'adaptation à leur société d'accueil³⁶⁸. C'est également sur la structure préexistante des Amitiés Universitaires que sera créée, en 1959, la première association d'étudiants internationaux de l'Université de Montréal : Cosmopolis. Formée à l'initiative des étudiants internationaux eux-mêmes, cette association rassemble notamment plusieurs étudiants originaires des pays de l'ancien empire colonial français³⁶⁹.

³⁶⁷ « Vu et entendu », *QL*, 9 février 1956, p. 4.

³⁶⁸ Voir notamment : « Psychologie de l'étudiant étranger », *QL*, 12 janvier 1956, p. 8; « Emerson Douyon vous présente son pays. Haïti », *QL*, 8 mars 1956, p. 4; « Réflexions sur la question noire, dans "Ségrégation et racisme" », *QL*, 23 février 1956, p. 4. Douyon publie par ailleurs plusieurs textes sur la question du racisme au milieu des années 1950 : « La conscience religieuse des Noirs », *QL*, 14 octobre 1954, p. 5; « Les noirs et nos enfants », *QL*, 15 octobre 1953, p. 9; « La pensée des minorités. La personnalité enchaînée », *QL*, 16 septembre 1954, p. 6; « La conscience religieuse des Noirs », *QL*, 14 octobre 1954, p. 5.

³⁶⁹ Sur le rôle et la composition de Cosmopolis, consulter : AUdEM, P33 - Fonds AGEUM, H2/3,3, Guy Garcia (président, Cosmopolis), *Communiqué, Montréal, le 1^{er} octobre 1959*; Raymond Beltrami, « Annales cosmopolites », *QL*, 27 septembre 1962, p. 9; Un groupe d'étudiants étrangers, « Les métèques grondent dans la cité... », *QL*, 7 décembre 1961, p. 3. À noter que le Conseil de direction de l'AGEUM avait reconnu en 1948 l'existence d'une association d'étudiants étrangers, tombée en désuétude en 1951. AUdEM, P33 - Fonds AGEUM, B1/1,6, *Cinquième assemblée générale du Conseil de Direction 1948-49 de l'Association générale des étudiants de l'Université de Montréal*, 29 novembre 1948.

b) Les sciences humaines et l'étude des préjugés raciaux : le Centre de recherches en relations humaines

Au cours des années 1950, les débats qui émergent entre les étudiants sur les enjeux liés au racisme, aux préjugés et à l'intégration des immigrants sont étroitement associés au développement des sciences humaines et sociales et à la spécialisation croissante des formations offertes aux étudiants à l'Université de Montréal. Ceux qui interviennent sur ces enjeux sont pour la plupart rattachés à la Faculté de droit, à l'Institut de psychologie et à la Faculté des sciences sociales. Ces étudiants utilisent les expertises qu'ils ont développées dans leurs champs d'études dans les domaines du droit, de la philosophie, de la sociologie, de l'anthropologie, de l'histoire et de la psychologie sociale. Les principaux instigateurs des débats sur les préjugés, le racisme et les discriminations étudient en particulier dans un nouveau domaine de la recherche en psychologie sociale développé au Centre de recherches en relations humaines de l'Université de Montréal (CRRH). Ce laboratoire de recherche associé à l'Institut de psychologie est fondé en septembre 1952 par le père Noël Mailloux³⁷⁰, à un moment où ce domaine de recherche connaît un important développement. Spécialisé dans l'étude de la « dimension psychologique des phénomènes de groupes », ce laboratoire compte deux équipes de recherche, dont l'une, dirigée par le père Bernard Mailhiot, s'intéresse aux déterminants psychoculturels des relations ethniques³⁷¹.

Le Centre de recherches en relations humaines organise périodiquement des activités interculturelles, des conférences et des ateliers de formation sur les thèmes du racisme et des préjugés, tant sur le campus qu'en dehors de l'enceinte universitaire. Il mène

³⁷⁰ Bernard Mailhiot, « Les recherches en psychologie sociale au Canada français (1946-1962) », *Recherches sociographiques*, no spécial « Situation de la recherche sur le Canada français », vol. 3, no 1-2, 1962, p. 189-202.

³⁷¹ Cette équipe bénéficie d'octrois du Ministère canadien de la défense. Voir : Bernard Mailhiot, « Le Centre de Recherches en Relations Humaines de Montréal », *Recherches sociographiques*, vol. 2, no 1, 1961, p. 101-103. Voir également : Bernard Mailhiot, « Les recherches en psychologie... », p. 189-202.

également des enquêtes approfondies sur l'état des relations interethniques au Québec³⁷². Sur le campus de l'Université de Montréal, cet organisme est l'un des principaux instigateurs des débats sur la situation des minorités et sur les enjeux liés au racisme. À la fin de l'année 1953, deux étudiants en psychologie rattachés au CRRH, Jean-Marie Grandbois et Lydia Landry, publient ainsi dans le *Quartier Latin* les résultats d'un sondage réalisé auprès des étudiants de l'Université de Montréal au sujet de leurs rapports avec les populations issues de l'immigration³⁷³. Les résultats de ces sondages exposent pour la première fois la réalité de l'intolérance telle qu'elle existe sur le campus montréalais. Intéressé aux différences de perceptions entre les hommes et les femmes, ce sondage révèle en effet que 53 % des étudiantes affirment accepter les Néo-Canadiens, alors que 29 % ne les acceptent pas; ces chiffres sont respectivement de 64 % et de 9 % du côté de leurs collègues masculins, et la proportion d'indécis est presque la même dans les deux cas (28 % et 27 %)³⁷⁴. Les résultats de ce sondage sont très peu commentés dans le journal étudiant : seul Emerson Douyon le fait dans un article où il analyse les conséquences du colonialisme³⁷⁵. Ces études du CRRH n'ont pas de répercussion immédiate sur les politiques officielles de l'Association générale des

³⁷² Voir notamment : « L'intolérance raciale pose des problèmes sérieux dans l'emploi », *Le Devoir*, 21 avril 1952, p. 5; « Cercles d'études sur la tolérance », *Rapports ouvriers canadiens*, janvier 1953, p. 5; « Community Relations Seminar Provide Fruitful Discussions », *CB*, octobre-novembre 1954, p. 2; C.G. Blackburn (Directeur de l'information, ministère du Travail), *Le Canada au travail. Cinq causeries radiophoniques sur la discrimination*, 22 novembre 1954; « Session On Public Relations », *CB*, novembre 1956, p. 6; ACSN. Fonds Service d'éducation, 1298, *Rencontres organisées par le CRRH, Thème Le Bilinguisme dans nos industries québécoises et ses répercussions psychologiques sur les relations ouvrières*, 6-7 juin 1957, p. 1.

³⁷³ J.M. Grandbois, « Gallup universitaire », *QL*, 15 octobre 1953, p. 2.

³⁷⁴ Ce sondage s'inscrit à ce moment dans le cadre d'une enquête plus large effectuée depuis 1951 par Landry, Grandbois et deux autres de leurs collègues du CRRH, Guy Dubreuil et Dollard Cormier, portant sur « Les attitudes de la population canadienne de Montréal concernant la politique du gouvernement fédéral en matière d'immigration ». Ces enquêtes ont donné lieu à quatre thèses réalisées dans le cadre de la licence de psychologie. Une synthèse de ces recherches sur la psychologie des relations interethniques à Montréal a été publiée dans deux articles signés par Mailhiot : « La psychologie des relations interethniques à Montréal », *Contributions à l'étude des sciences de l'homme*, no 3, 1956; « L'intégration interethnique : ses déterminants psychoculturels », *Contributions à l'étude des sciences de l'homme*, no 4, 1959. Voir également : Bernard Mailhiot, « Les recherches en psychologie sociale au Canada français (1946-1962) », *Recherches sociographiques*, no spécial « Situation de la recherche sur le Canada français », vol. 3, no 1-2, 1962, p. 191-193.

³⁷⁵ Emerson Douyon, « Les noirs et nos enfants », 15 octobre 1953, p. 9.

étudiants de l'Université de Montréal (AGEUM). Elles contribuent cependant à alimenter les débats entre les étudiants sur la présence du racisme, des préjugés, de l'intolérance et de la discrimination dans la société québécoise. Au milieu des années 1950, toutefois, ces premiers débats continuent d'être largement articulés autour de la problématique des rapports entre les Canadiens français catholiques et les Canadiens anglais (catholiques ou protestants), et dans une moindre mesure les Juifs de même que, par moments, les Témoins de Jéhovah³⁷⁶. Axés sur des enjeux linguistiques et religieux et centrés sur Montréal, ces débats révèlent une forme de déni du racisme qui masque complètement les discriminations vécues par les membres des communautés racisées³⁷⁷.

5.5.2 L'influence des débats internationaux sur les « races » et des combats des Noirs aux États-Unis et en Afrique du Sud

L'ouverture des étudiants de l'Université de Montréal à la problématique de la discrimination raciale au Québec est dans une large mesure la conséquence des débats qui agitent la communauté internationale des années 1950 au sujet du racisme, du colonialisme et des droits humains. Les luttes d'émancipation anticoloniales, le combat des Noirs en Afrique du Sud et aux États-Unis et le mouvement de remise en cause de la notion de « race » porté principalement par les scientifiques de l'UNESCO sont autant de facteurs qui contribuent à l'évolution des positions des étudiants de l'Université de Montréal sur la question du droit à l'égalité raciale et religieuse.

³⁷⁶ Le débat amorcé en 1955 par William Gauthier Morris sur les tensions interraciales à Montréal témoigne de la centralité de la langue et de la religion comme vecteurs de la construction de la « race » à l'époque. Voir : « Montréal un défi pour les Montréalais », *QL*, 20 octobre 1955, p. 10; J.P. Baillargeon, « Rencontrons nos voisins », *QL*, 27 octobre 1955, p. 3; Lyette Plourde, « Montréal, un défi assez bien relevé par les Montréalais », *QL*, 3 novembre 1955, p. 5.

³⁷⁷ Voir à ce sujet : Constance Backhouse, *De la couleur des lois : Une histoire juridique du racisme au Canada entre 1900 et 1950*, Ottawa, University of Ottawa Press/Presses de l'Université d'Ottawa, 2010, p. 16-18. Sur les conséquences de cet aveuglement sur la mémoire et sur la production historique d'un « oubli fabriqué » au Québec, consulter : Daniel Gay, *Les Noirs du Québec...*, Sillery (Québec), Septentrion, 2004, p. 412-143.

Les premières prises de position des étudiants de l'UdeM sur ces enjeux se font dans les pages du journal étudiant *Quartier Latin*. Leurs interventions prennent le plus souvent la forme de commentaires de l'actualité internationale ou d'analyses plus théoriques sur les fondements historiques et culturels du racisme. L'un des débats les plus importants sur ces questions à l'Université de Montréal éclate au début de l'année 1956 à la suite de la publication d'un article incendiaire d'un étudiant en droit, Claude Forget, intitulé « Xénophobie et ségrégation »³⁷⁸. Celui qui deviendra rédacteur en chef du *Quartier Latin* à la rentrée suivante et plus tard, en 1968, le président de la Ligue des droits de l'homme, dénonce alors ouvertement l'existence du racisme à l'échelle mondiale, mais aussi la « xénophobie » des Canadiens français.

Suite à ce texte, l'équipe du *Quartier Latin* prépare un numéro spécial intitulé « Ségrégation et racisme »³⁷⁹, qui fait intervenir sept étudiants de domaines d'études variés. Les articles de ces étudiants font alors écho directement aux débats qui animent la communauté internationale sur le racisme, dans la foulée des combats menés par les populations noires en Afrique du Sud et aux États-Unis. Ce numéro spécial témoigne en effet de la force qu'exercent sur l'imaginaire de la jeunesse canadienne-française les politiques d'Apartheid adoptées en Afrique du Sud. Il faut dire qu'au moment où est publié ce numéro, la montée de la contestation noire dans ce pays atteint un sommet sans précédent avec l'adoption de la « Charte de la liberté » par les principales formations politiques anti-Apartheid réunies au Congrès des peuples à Kliptown à l'été 1955³⁸⁰. Les positions exprimées par ces étudiants sont toutefois plus directement inspirées par les luttes des étudiants noirs contre la ségrégation sur les campus universitaires américains, initiées au lendemain du jugement rendu par la Cour suprême de 1954 dans la célèbre

³⁷⁸ Claude Forget, « Xénophobie et ségrégation », *QL*, 26 janvier 1956, p. 2.

³⁷⁹ Dossier « Ségrégation et racisme » : *Le Quartier Latin* du 23 février 1956.

³⁸⁰ La version intégrale de cette charte est reproduite dans : Paulette Pierson-Mathy, *La politique raciale de la République d'Afrique du Sud*, Institut Royal des Relations Internationales, 1964, p. 647-650.

affaire *Brown v. Board of Education* déclarant inconstitutionnelle la ségrégation raciale dans les écoles publiques aux États-Unis³⁸¹.

Tous les étudiants qui discutent de la question du racisme se réfèrent en particulier au récent cas d'Autherine Lucy, une jeune étudiante noire admise sur ordre de la cour à l'Université de l'Alabama à l'été 1955. Inscrite à la faculté de bibliothéconomie en février 1956, Lucy devient la première Noire à entrer dans cette institution jusque-là réservée aux Blancs, dans l'un des États les plus ouvertement ségrégationnistes des États-Unis. Largement suivi et commenté dans les journaux au Québec, le cas d'Autherine Lucy marque le début de l'activisme noir sur les campus aux États-Unis et l'émergence de la problématique de ségrégation scolaire comme point de ralliement des forces antiségrégationnistes impliquées dans le mouvement des droits civiques³⁸².

Ces événements poussent plusieurs étudiants à prendre position contre le racisme et conduisent certains d'entre eux à s'interroger sur la présence de la ségrégation raciale au Québec. Dans la présentation qu'elle fait de ce dossier spécial, l'équipe du Quartier Latin rappelle ainsi que, bien qu'elle soit propre à ce pays, la lutte menée par les Noirs aux États-Unis soulève l'enjeu du racisme en tant que réalité « universelle »³⁸³. Gérard Pelletier, un étudiant en lettres [à ne pas confondre avec le journaliste du *Devoir* et rédacteur de la revue *Cité libre* du même nom], souligne lui aussi que la lutte des Noirs oblige les étudiants canadiens-français à s'interroger sur la réalité du racisme à l'échelle mondiale : « Depuis quelques semaines, souligne-t-il, des exemples frappants de discrimination raciale, en particulier le geste des étudiants de l'Alabama et celui des gouvernants de la république du Cap, en Afrique, ont rappelé au monde qu'il se trouve

³⁸¹ Ibrahim H. Rogers, *The Black Campus Movement: Black Students and the Racial Reconstitution of Higher Education, 1965–1972*, Palgrave Macmillan US, 2012, p. 29 et suiv.

³⁸² Robert Cohen et David J. Snyder, *Rebellion in Black and White: Southern Student Activism in the 1960s*, p. 17; Ibrahim. H. Rogers, *The Black Campus Movement: Black Students and the Racial Reconstitution of Higher Education, 1965–1972*, New York, Palgrave Macmillan, 2012 p. 60 et suiv.

³⁸³ « Ségrégation et racisme », *QL*, 23 février 1956, p. 4.

encore des gens, des peuples mêmes, qui souffrent d'injustice et qui ne jouissent pas de l'égalité humaine que leur a donné le Créateur.³⁸⁴ »

Les interventions de ces jeunes sur la situation qui prévaut aux États-Unis montrent que plusieurs d'entre eux abordent le phénomène du racisme au Québec en le comparant à ce qu'ils comprennent de la réalité américaine. Ce faisant, plusieurs minimisent l'existence des rapports de domination semblables dans leur société ou, du moins, les présentent sous un jour plus favorable que ce qu'on observe aux États-Unis. Claude Forget tient à ce propos un discours un peu contradictoire. Soutenant une position défendue à cette époque par plusieurs étudiants, il affirme d'une part que le racisme est moins présent au Québec qu'ailleurs grâce à la forte présence de la culture catholique, qui enseigne « le dogme vénérable de l'égalité foncière de tous les hommes ». Or du même souffle il reconnaît que le racisme existe chez les Canadiens français : « Si, en une nuit, tous les Néo-Canadiens devenaient noir (sic) ou bien jaunes, la ségrégation, au bon pays du Québec, appuyée sur la multiplicité réelle des cultures et des mentalités nationales serait, n'en doutons pas, de nature à faire pâlir les plus farouches tenants de l'APARTHEID!³⁸⁵ » Le codirecteur du *Quartier Latin*, Rémi Mayrand, rappelle lui aussi que le phénomène du racisme est plus fortement ancré dans la société américaine pour des raisons culturelles et historiques, mais qu'il existe aussi bel et bien dans la société canadienne-française³⁸⁶.

Ce dossier spécial met ainsi en évidence l'utilisation que l'on fait de l'exemple de la société américaine comme sorte de miroir déformant qui permet a priori de discuter sans trop de complexes de la situation du racisme au Québec. La plupart des collaborateurs du *Quartier Latin* donnent assez spontanément leur appui à la cause des militants des droits civiques. Très peu d'entre eux se réfèrent directement aux discours ou aux normes

³⁸⁴ Gérard Pelletier (Lettres I), « Naissance d'un préjudice psychologique », *QL*, 23 février 1956, p. 8.

³⁸⁵ Claude Forget, « Xénophobie et ségrégation », *QL*, 26 janvier 1956, p. 2; « Notre attitude », *QL*, 23 février 1956, p. 4.

³⁸⁶ Rémi Mayrand, « Vermoulus de catholicisme », *QL*, 23 février 1956, p. 4.

du droit international relatif aux droits de l'homme. Tous par contre mobilisent les valeurs de l'humanisme chrétien en insistant sur le principe de « l'égalité foncière de tous les hommes »³⁸⁷.

Par ailleurs, les textes parus dans ce numéro spécial du *Quartier Latin* exposent le rôle crucial que jouent les étudiants internationaux, à partir du milieu des années 1950 et dans la décennie qui suit, dans la transformation des termes des débats sur le racisme et dans le processus de transnationalisation du mouvement décolonisation et des luttes pour les droits civiques. Ainsi, Ishfaq Ahmad, un étudiant pakistanais inscrit à la faculté des sciences, signe un article en anglais dans lequel il fait l'apologie du mouvement d'émancipation initié par les Noirs aux États-Unis³⁸⁸. Emerson Douyon fait de même, et présente plus généralement un plaidoyer en faveur de l'éveil de la conscience noire, inspirée des écrits d'Aimé Césaire et des thèses de la négritude³⁸⁹.

Par sa chronologie comme par son contenu, enfin, ce dossier reflète l'influence du mouvement international de remise en cause des notions de « race » et de « supériorité raciale » qui se consolide au cours des années 1950, à l'instigation notamment des scientifiques regroupés à l'UNESCO³⁹⁰. Cela dit, les positions adoptées par les étudiants canadiens-français qui s'y expriment témoignent de leur compréhension ambiguë et parfois contradictoire de la notion de « race ». Claude Forget s'appuie ainsi sur les récentes thèses du scientifique et anthropologue Juan Comas – l'un des rédacteurs de la

³⁸⁷ Jean-Paul Laurendeau (Sciences sociales), « À capacité égale, traitement égal », *QL*, 23 février 1956, p. 4; Gérard Pelletier (Lettres I), « Naissance... », p. 8.

³⁸⁸ Ishfaq Ahmad, « It can be done! », *QL*, 23 février 1956, p. 8.

³⁸⁹ Discutant de la vague d'émancipation symbolisée par le cas de Lucy, il affirme : « Elle signifie que le noir soumis, passif, craintif a répudié désormais cette philosophie traditionnelle de la bonté, de la douleur, de la résignation, de l'espérance béate et ces techniques d'évasion dans l'irréel. Il ne se sent plus seul, mais a réalisé dans sa marche dialectique vers la liberté, une conscience de classe, qui lui permette de réclamer ses droits pour en jouir pleinement dans ce monde temporel d'abord. » Emerson Douyon, « Réflexions sur la question noire », *QL*, 23 février 1956, p. 4.

³⁹⁰ Sur l'impact de la déclaration « La Question des races » de 1950 de l'UNESCO et le rôle de cette organisation dans la remise en cause des fondements scientifiques de la notion de « race », voir notamment : Tracy Teslow, *Constructing Race: The Science of Bodies and Cultures in American Anthropology*, New York, Cambridge University Press, 2014, p. 228-283.

déclaration de 1950 de l'UNESCO sur *La Question des races* – afin de dénoncer le caractère pseudoscientifique des thèses sur la supériorité raciale élaborées par les théoriciens du nazisme³⁹¹. C'est également ce que fait Gérard Pelletier, en se référant aux travaux d'Ashley Montagu, un autre anthropologue de renom impliqué dans la rédaction de cette déclaration de l'UNESCO. Pelletier poursuit cependant en affirmant que l'inégalité entre les peuples et les cultures est plutôt « basée sur des caractéristiques ethniques, et non raciales »³⁹². André Marchand, un étudiant d'histoire, prétend également réfuter l'idée d'une hiérarchisation des races, mais adhère néanmoins aux théories raciales de Joseph Folliet, Henri Victor Vallois et Henri Piéron sur l'infériorité culturelle de certains groupes, toujours qualifiés sous le vocable de « races »³⁹³. Ce dossier reflète en somme les ambivalences de cette période de transition du milieu du XX^e siècle, marquée par le passage d'un racisme de type « classique » (issu du mouvement pseudoscientifique de classification des « races » en fonction de caractéristiques physiques, héréditaires et biologiques) vers une nouvelle acception, davantage culturelle et civilisationnelle, d'un « racisme sans race », pour reprendre la formule d'Étienne Balibar³⁹⁴.

³⁹¹ « Ségrégation et racisme », p. 4; Claude Forget, « Notre attitude », p. 4.

³⁹² Gérard Pelletier, « Naissance... », p. 8.

³⁹³ Marchand affirme ainsi qu'il « y a des races d'intellectualité inférieure, chez celles surtout qui ne paraissent pas pouvoir s'adapter aux civilisations modernes », tout en applaudissant le mouvement de condamnation du racisme qui balaie la société occidentale en ce milieu de décennie 1950. « Existe-t-il des races supérieures? », *QL*, 23 février 1956, p. 8.

³⁹⁴ Étienne Balibar, « Y a-t-il un néo-racisme », dans E. Balibar et I. Wallerstein (dir.), *Race, nation, classe. Les identités ambiguës*, Paris, La Découverte, 1988, p. 27-41. Pour un aperçu de cette thèse et des travaux qui s'en inspirent, consulter le numéro *Le racisme après les races* de la revue *Actuel Marx*, no 38, 2005/2. Voir aussi le travail pionnier sur le racisme « classique » de Colette Guillaumin, dans : *L'idéologie raciste*, Paris, Gallimard, 1967, 378 p.

5.5.3 Dans la cour des autres : la ségrégation raciale sur les campus des universités anglophones au Canada

Ces premières interventions sur la question du racisme se caractérisent par leur approche théorique et le fait qu'elles ignorent complètement tant l'histoire coloniale canadienne que la situation des Noirs et des minorités racisées au Québec. Bien qu'elles soulignent toutes l'existence du racisme chez les Canadiens français, elles sont résolument orientées vers la situation des Noirs à l'extérieur du Canada. Il faut attendre la toute fin de la décennie 1950 pour que ces débats se tournent vers la société canadienne et les campus universitaires, d'abord au Canada anglais, puis à l'Université de Montréal même. D'un débat théorique sur la genèse du racisme et sur le colonialisme, on passe alors graduellement à une lutte directe et locale contre les discriminations dont sont victimes les étudiants internationaux et les membres des minorités racisées à Montréal.

Le premier débat sur la discrimination dans la communauté universitaire canadienne survient à la suite de la mise au jour d'un cas impliquant une étudiante noire de l'Université de Toronto, Barbara Arrington³⁹⁵. Comme l'affaire Autherine Lucy, il soulève les passions parmi les étudiants de l'Université de Montréal³⁹⁶. Le cas d'Arrington concerne les pratiques des sororités (fraternités étudiantes féminines) qui font à l'époque partie de cette nébuleuse nord-américaine d'organisations d'étudiants de premier cycle, généralement désignées par des lettres grecques³⁹⁷. À la rentrée d'hiver

³⁹⁵ Cette affaire est mentionnée dans : Charles Levi, « "There is a definite limitation imposed" (Robin Ross to Claude Bissell, December 4, 1959)... », *Historical Studies in Education*, no 15, printemps 2013, p. 137.

³⁹⁶ Il est possible que les cas impliquant des femmes noires interpellent davantage la conscience des étudiants « blancs », majoritairement masculins, parce qu'elles ne sont pas associées, comme les hommes noirs, à des préjugés liés à la violence, à la force et à d'autres figures de dangerosité liées à l'héritage culturel de l'esclavage. Voir notamment à ce sujet : David Austin, *Fear of a Black Nation: Race, Sex, and Security in Sixties Montreal*, Toronto, Between the Lines, 2013, 256 p.

³⁹⁷ Plusieurs études américaines ont abordé la question de la discrimination dans les sororités et les fraternités universitaires. Voir : Deborah E. Whaley, « Links, Legacy, and Letters: A Cultural history of Black Greek-Letter Organisations », dans Craig L. Torbenson et Gregory Parks, *Brothers and Sisters: Diversity in College Fraternities and Sororities*, Cranbury, Associated University Presse, 2009, p.46-83.

1956, les sororités *Kappa Kappa Gamma* et *Delta Gamma* refusent en effet d'admettre cette jeune femme dans leurs rangs sous prétexte que l'admission d'une « Noire » pourrait offenser certains chapitres de leurs confréries aux États-Unis et créer de la discorde entre leurs membres³⁹⁸. Publiée à la « une » du journal étudiant torontois *The Varsity*, auquel Barbara Arrington s'est adressée³⁹⁹, cette affaire soulève un véritable tollé à l'Université de Toronto, d'autant qu'une enquête du même journal révèle l'ampleur des pratiques ségrégationnistes parmi ses fraternités étudiantes⁴⁰⁰. Appuyés dans leur démarche par l'International Student Organization, plusieurs étudiants racisés dénoncent alors publiquement les pratiques discriminatoires dont ils sont victimes⁴⁰¹.

Le cas de Barbara Arrington est aussi révélé à la « une » du *Quartier Latin*, dans un article-choc intitulé « Ségrégation à Toronto »⁴⁰². Dans la même édition, un autre texte rapporte qu'à la suite de l'appel lancé par la United States National Students' Union (USNSA), la Fédération nationale des étudiants des universités canadiennes (FNEUC) a adopté à l'unanimité une motion en faveur de la lutte des Afro-Américains, du droit à l'égalité, des droits humains, du droit à l'éducation, de la bonne entente entre les peuples et du renforcement de l'entraide étudiante internationale⁴⁰³.

³⁹⁸ À noter que cette affaire fait les manchettes de plusieurs journaux universitaires au Canada, voir notamment : « Toronto Students' Council Hits Sororities' Discrimination », *The Ubysey*, 20 octobre 1959, p. 1; « UofT Sponsors Lecture On Discrimination », *The Carleton*, 5 février 1960, p. 1. Les détails de cette affaire sont également exposés dans : « Action in Sorority Discrimination », *The Dalhousie Gazette*, 28 octobre 1959, p. 1.

³⁹⁹ « For One Girl It Happens Here », *The Varsity*, p. 1.

⁴⁰⁰ On retrouve la liste des fraternités et de leurs politiques dans : « Fraternalism Redefined », *The Varsity*, 13 octobre, p. 6-7.

⁴⁰¹ « West Indian Reveals More Discrimination », *The Varsity*, 16 octobre 1959, p. 1; « Council Slams Discrimination », *The Varsity*, 15 octobre 1959, p. 1-3; « The Motion » et « SAC To End Discrimination », *The Varsity*, 16 octobre 1959, p. 1.

⁴⁰² « Ségrégation à Toronto », *QL*, 20 octobre 1959, p. 1.

⁴⁰³ « Contre la ségrégation », *QL*, 20 octobre 1959, p. 3.

Cette affaire signale l'émergence d'une conscience et d'une pratique antiracistes dans le mouvement étudiant canadien. Elle met avant tout en lumière le rôle crucial des étudiants racisés dans le processus de transnationalisation des luttes anticoloniales et du mouvement afro-américain des droits civiques⁴⁰⁴. L'affaire Arrington survient à un moment où de plus en plus d'étudiants prennent ouvertement position contre le colonialisme, en se prononçant notamment en faveur de l'indépendance de l'Algérie et contre les exactions commises par les colonisateurs français contre les étudiants au Maghreb⁴⁰⁵. En même temps, dans les pages du *Quartier Latin*, les articles qui dénoncent les politiques d'Apartheid en Afrique du Sud se multiplient⁴⁰⁶.

Dans la foulée de l'affaire Arrington, la journaliste étudiante Nicole Vaillancourt publie dans le *Quartier Latin* un article de fond dans lequel elle établit des comparaisons directes entre les discriminations vécues par les étudiants noirs aux États-Unis, au Canada et à Montréal même⁴⁰⁷. Elle révèle à ce propos les résultats d'une récente étude réalisée par l'équipe du *McGill Daily*, qui témoigne des pratiques de ségrégation généralisées existant dans les fraternités étudiantes de l'Université McGill, dont plusieurs refusent officiellement l'admission d'étudiants juifs ou noirs. Comparant la situation qui prévaut aux États-Unis aux pratiques qui ont cours dans les fraternités étudiantes de l'Université de Toronto et de McGill, Nicole Vaillancourt se réfère en particulier aux événements de Little Rock (Arkansas) survenus deux ans plus tôt, où

⁴⁰⁴ Rosanne P. Waters, *A March from Selma to Canada: Canada and the Transnational Civil Rights Movement*, Thèse de doctorat (histoire), Hamilton, McMaster University, 2015, p. 103-172.

⁴⁰⁵ « Lutte étudiante contre la dictature », *QL*, 28 janvier 1960, p. 6; « Bourse à un étudiant algérien », *QL*, 20 octobre 1959, p. 3; Pierre J.G. Vennat, « Étudiants torturés en Algérie », *QL*, 24 novembre 1959, p. 1-6; Pierre Pinard, « L'Algérie français, votre verdict? », *QL*, 3 décembre 1959, p. 6-7; Pierre Dubé, « Détresse des étudiants algériens », *QL*, 8 décembre 1959, p. 1.

⁴⁰⁶ Alice Desjardins, « L'apartheide (sic) », *QL*, 28 novembre 1957, p. 8; C.M., « Toujours la ségrégation », *QL*, 23 février 1960, p. 5; François Lacasse, « Anachronisme ou anticipation », *QL*, 12 avril 1960, p. 3.

⁴⁰⁷ N. Vaillancourt, « Ségrégation à Montréal et à Toronto. Souscrivons-nous aux violences de Little Rock? », *QL*, 22 octobre 1959, p. 2.

l'armée américaine a dû intervenir pour stopper les émeutes raciales et forcer l'intégration de neuf étudiants noirs dans un collège réservé aux Blancs⁴⁰⁸.

Les étudiants qui interviennent sur les cas de l'Université McGill et de l'Université de Toronto ne disent rien cependant, dans l'immédiat, de la situation des minorités au sein de leur propre institution⁴⁰⁹. Ainsi à aucun moment Vaillancourt et ses collègues ne discutent du statut confessionnel de l'Université de Montréal, où la direction est encore occupée par un recteur catholique, et du fait que l'AGEUM – bien qu'elle ne refuse pas les étudiants non catholiques – possède un aumônier et réserve une partie de son budget à la dispense de services religieux. Quelques années plus tard, à la suite des débats sur la reconnaissance de l'organisation Cosmopolis par le Conseil de direction de l'AGEUM, cette situation sera dénoncée par des étudiants internationaux comme étant explicitement discriminatoire⁴¹⁰.

5.5.4 « Les métèques grondent dans la Cité⁴¹¹ » : les étudiants internationaux et le combat contre la ségrégation à Montréal

La mise au jour des discriminations dans les fraternités étudiantes universitaires canadiennes et américaines marque le coup d'envoi de plusieurs débats entre les étudiants de l'Université de Montréal sur la ségrégation raciale qui existe dans cette ville et sur leur propre campus. Dans la foulée de ces affaires, l'équipe du *Quartier Latin* met ainsi sur pied sa propre enquête pour déterminer s'il existe des pratiques « ségrégationnistes » envers les étudiants internationaux inscrits à leur université. Cette

⁴⁰⁸ Vaillancourt pose ainsi ouvertement la question : « Souscrivons-nous aux violences de Little Rock? », *Ibid.* Sur cette affaire, consulter notamment : Fitzgerald, Stephanie. *The Little Rock Nine: Struggle for Integration*. Minneapolis, White-Thomas Publishing, 2006, 96 p.

⁴⁰⁹ Voir également : C.M., « Encore la discrimination », *QL*, 18 février 1960, p. 3; « Ségrégation à Toronto », p. 1.

⁴¹⁰ Pour un aperçu de ces débats, consulter : Yathay Pin (Membre non catholique de l'A.G.E.U.M), « Les services religieux. L'AGEUM et les étudiants étrangers », *QL*, 20 octobre 1964, p. 9.

⁴¹¹ Un groupe d'étudiants étrangers, « Les métèques grondent dans la cité... », *QL*, 7 décembre 1961, p. 3.

enquête, souligne-t-on, fait suite à des rumeurs concernant les discriminations dont seraient victimes ces étudiants dans leur recherche de logement à Montréal⁴¹². De fait, cette démarche intervient à un moment où de plus en plus d'étudiants internationaux, galvanisés par les débats internationaux sur le racisme et le colonialisme, prennent ouvertement la parole pour dénoncer le racisme et les discriminations dont ils sont victimes. Parmi les deux enquêteurs du *Quartier Latin*, se retrouve Maximilien Laroche, étudiant originaire d'Haïti et membre du barreau du Cap-Haïtien, inscrit en 1960 à la Faculté des lettres de l'Université de Montréal⁴¹³.

Afin de vérifier ces assertions, les deux journalistes rencontrent le directeur du Service de placement de l'Université de Montréal chargé d'établir des listes de logeurs pour les étudiants et réalisent des entrevues avec « quelques étudiants étrangers » et « quelques logeurs » à Montréal. Bien que très sommaire et non scientifique, cette enquête révèle l'existence, du côté des logeurs, d'une diversité d'attitudes, allant du rejet pur et simple à l'acceptation sans équivoque des étudiants étrangers, en passant par des hésitations fondées, dit-on, sur de mauvaises expériences passées. Du côté des étudiants internationaux, plusieurs soulignent la discrimination dont ils sont victimes et se plaignent d'être exploités par des logeurs⁴¹⁴. La conclusion des journalistes est un premier signal d'alarme, quoique timide, sur la réalité de la discrimination dans le logement à Montréal⁴¹⁵.

Dans ses réponses publiques et dans le mémoire qu'il présente à la direction de l'université à la rentrée de septembre 1961, le directeur du Service de placement aborde très succinctement cette question et se borne à souligner l'intérêt de mettre sur pied un

⁴¹² Pierre Saulnier et Maximilien Laroche, « Ségrégation ou mésentente? », *QL*, 11 octobre 1960, p. 1.

⁴¹³ « Maximilien Laroche. Universitaire », dans Samuel Pierre, *Ces Québécois venus d'Haïti : contribution de la communauté haïtienne à l'édification du Québec moderne*, Montréal, Presses internationales Polytechnique, 2007, p. 133-136.

⁴¹⁴ « Ségrégation ou mésentente? », p. 1.

⁴¹⁵ Ceux-ci affirment : « Nous pouvons conclure de cette brève enquête que certains de nos compatriotes ne favorisent pas l'habitation des étudiants étrangers chez eux et encore moins leur intégration à notre milieu et à notre genre de vie ». *Ibid.*

« centre d'accueil pour étudiants étrangers » et l'effort qui doit être déployé pour « [é]duquer les gens à prendre des étrangers »⁴¹⁶. Il néglige toutefois de mentionner que son service propose ouvertement aux logeurs de la métropole, dans les formulaires qu'il leur fournit, de choisir entre des étudiants « Blancs » et des « Étudiants de couleur ». Cette pratique raciste et ségrégationniste sera découverte un peu plus tard.

Cette première enquête avive les débats sur les relations interethniques à Montréal qui ont cours depuis le milieu des années 1950. En effet, plusieurs articles sont alors publiés dans le *Quartier Latin* qui condamnent tantôt la peur traditionnelle des Canadiens français à l'égard de l'étranger, tantôt l'image négative des Noirs dans les médias ou l'antisémitisme propagé dans la province par l'enseignement religieux⁴¹⁷. Ces débats s'inscrivent par ailleurs dans le contexte d'une importante polémique soulevée par les étudiants internationaux concernant le statut de leur association, Cosmopolis. Cette dernière n'est pas représentée au Conseil de direction de l'AGEUM, dont elle dépend entièrement et qui nomme son président⁴¹⁸. Aux étudiants internationaux qui formulent des critiques à ce propos et réclament l'autonomie de leur association, les dirigeants de l'AGEUM répliquent que leur « syndicat étudiant » a le devoir de représenter tous les membres de la communauté étudiante sans égards à leur race, leur religion ou leur origine nationale⁴¹⁹. La conscience de classe, affirment-ils, doit primer sur la conscience

⁴¹⁶ AUdeM, P33 - Fonds AGEUM, H3/1,8, Michel E. Cloutier, Directeur, *Université de Montréal, Mémoire sur le service de logement*, 7 septembre 1961, p. 4.

⁴¹⁷ Michel Gouault, « Nationalisme et internationalisme au C.R.I. », *QL*, 23 mars 1961, p. 11; Guy Charest, « Propos à contre-courant. Antisémitisme : apport de l'évangile », *QL*, 21 novembre 1961, p. 11; André Charron (Sociologie), « "Nouvelles Illustrées" prône la ségrégation », *QL*, 22 mars 1962, p. 7-8.

⁴¹⁸ Voir notamment à ce sujet : AUdeM, P33 - Fonds AGEUM, H2/3,5, *Réunion du Club de Cosmopolis*, 29 novembre 1961. Un groupe d'étudiants étrangers, « Les métèques grondent... »; AUdeM, P33 - Fonds AGEUM, H2/3,4, *Lettre de Gérard Fillion (directeur, Le Devoir), à Monsieur Raymond Beltrami, le 7 mars 1962*; Raymond Beltrami, « Annales cosmopolites », *QL*, 27 septembre 1962, p. 9; Bernard Philogène (président), « Discours du Président "Cosmopolis" », *QL*, 8 octobre 1963, p. 4.

⁴¹⁹ Voir notamment l'entrevue du *Quartier Latin* avec le vice-président de l'AGEUM, Paul Leduc : Michel Lord, « L'A.G.E.U.M. et les étudiants étrangers », *QL*, 6 mars 1962, p. 2-7. Pour un aperçu de ces débats, consulter : AUdeM, P33 - Fonds AGEUM, H2/3,5, *Assemblée du club de Cosmopolis, s.d.*, 27 février 1962; Roger Soublière, « Cosmopolis doit s'intégrer dans l'A.G.E.U.M », *QL*, 10 novembre 1964, p. 4; « Le statut de Cosmopolis », *QL*, 11 février 1965, p. 2.

ethnique – aussi encouragent-ils ces étudiants à délaissier leurs revendications particulières pour prendre part à la politique « nationale » de leur association⁴²⁰.

a) Les étudiants internationaux et la discrimination dans le logement

Au moment où s'affirme la parole des étudiants internationaux et où paraît l'enquête préliminaire de Saulnier et Laroche, le *Quartier Latin* confie à un étudiant en anthropologie, Yves Bled⁴²¹, le mandat de réaliser une étude scientifique sur les pratiques de discrimination dans le logement à Montréal. Cette recherche s'intéresse d'abord à la discrimination contre les étudiants internationaux, puis aux pratiques qui ont cours chez les propriétaires dans l'ensemble de la métropole. Menée en collaboration avec l'équipe du *Nouveau Journal*⁴²², elle est réalisée sous l'égide de la Faculté des Sciences sociales de l'Université de Montréal. Son second volet est mené en collaboration avec le *Comité ouvrier des droits de l'homme* (CODH) et le *Comité des droits de l'homme* de la Fédération des travailleurs du Québec (CDH-FTQ), qui tous deux embauchent Yves Bled à titre de « secrétaire temporaire », entre 1961 et 1962⁴²³.

Publiée dans le *Quartier Latin*, cette enquête est à l'origine d'un débat sur la ségrégation raciale à Montréal qui dépasse l'enceinte universitaire⁴²⁴. Dans un premier article, Yves Bled met en effet à jour les pratiques racistes du Service de placement de l'Université de

⁴²⁰ AUdeM, P33 - Fonds AGEUM, H2/3,4, *Lettre de Michel Vaillancourt (président de l'AGEUM) à Yathay Pin (Président de Cosmopolis)*, 13 octobre 1964, p. 1-2. La rhétorique des dirigeants de l'AGEUM rappelle la manière dont plusieurs syndicats ont, historiquement, valorisé l'identité de classe pour nier les problématiques associées à l'existence des identités et des divisions ethniques en leur propre sein. Ce processus qui consiste à « dissoudre la race dans la classe » a notamment été mis en lumière par Herbert Hill. Voir : « Myth-Making as Labor History: Herbert Gutman and the United Mine Workers of America », *Journal of Politics, Culture, and Society*, vol. 2, no 2, hiver 1988, p. 133-134.

⁴²¹ À noter que ce dernier réalisera un mémoire sur la situation des domestiques originaires des Antilles à Montréal. Yves Bled, *La condition des domestiques antillaises à Montréal*, thèse (Anthropologie), Université de Montréal, 1965, 165 p.

⁴²² Ce journal est fondé en septembre 1961 par un journaliste de *La Presse*, Jean-Louis Gagnon. Jacques Girard, « Serions-nous ségrégationnistes? », *QL*, 22 mars 1962, p. 2.

⁴²³ UQÀM. 100 P - Fonds FTQ, 640/92, *Rapport du Comité des droits de l'homme, 7ième Congrès de la Fédération des Travailleurs du Québec*, 22 novembre 1962, p. 22-24.

⁴²⁴ Lysiane Gagnon, « Pourquoi refuse-t-on de louer à des Noirs? », *La Presse*, 25 juillet 1962, p. 3-13.

Montréal⁴²⁵. Il dénonce de la même manière l'explication qu'on lui offre, selon laquelle l'université « partage entièrement notre idéal, mais [...] ne peut se permettre d'offenser le public »; la société canadienne n'étant « pas encore assez évoluée » pour que l'on puisse mettre fin à ces pratiques d'exclusion. Bled condamne ouvertement cette entorse au « principe élémentaire des droits de l'homme » de même que la direction de son université.

Dans l'édition suivante du *Quartier Latin*, Bled révèle l'ampleur de la discrimination dans le logement à Montréal, démontrant que près de 20 % des propriétaires discriminent sur la base de la « race » [comprise cette fois en termes de couleur de la peau]⁴²⁶. Ce constat ne l'incite pas pour autant à mettre en cause les valeurs de la société montréalaise ou québécoise. Il évoque au contraire la tradition catholique du Québec, apte selon lui à rectifier un comportement discriminatoire qu'il juge n'exister qu'à l'État superficiel⁴²⁷. En même temps, il inscrit clairement ce combat contre la discrimination dans le prolongement du mouvement occidental des droits humains en se référant aux principes inscrits dans la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948.

La diffusion de cette enquête ouvre une nouvelle tribune aux étudiants internationaux qui leur permet de témoigner de leurs propres expériences de discrimination⁴²⁸. C'est ce que font quatre étudiants originaires du Vietnam, du Congo, du Ghana et de la Tunisie, qui expriment en même temps leur scepticisme quant aux possibilités de régler ce problème⁴²⁹. Cette enquête force l'AGEUM à intervenir. À ce moment, Bernard Landry

⁴²⁵ Yves Bled (Anthropologie), « Couleur, race et logement des étudiants étrangers », *QL*, 15 mars 1962, p. 8.

⁴²⁶ « Discrimination », *QL*, 20 mars 1962, p. 3. Il s'agit dans les faits de 18%. La méthodologie est présentée dans : UQAM. 100 P - Fonds FTQ, 660:01/26, « Annexe III », *Mémoire présenté au Gouvernement provincial du Québec en la ville de Québec*, 4 février 1963. Voir aussi l'entrevue avec Yves Bled, dans : Lysiane Gagnon, « Pourquoi refuse-t-on... », p. 3, 13.

⁴²⁷ Yves Bled, « Discrimination », p. 3.

⁴²⁸ Voir également les débats qui émergent sur cette question à l'Université de Toronto : « Étudiants vs discrimination », *La Presse*, 21 septembre 1962, p. 13.

⁴²⁹ Cités dans : Michèle Rivest, « Connaître, comprendre, croire, agir », *QL*, 20 mars 1962, p. 2.

prend publiquement position contre toute forme de discrimination sur le campus⁴³⁰. L'enquête confronte également l'association étudiante à ses propres pratiques à l'égard de Cosmopolis, dénoncées à nouveau par des étudiants internationaux, dans un contexte où on leur porte cette fois plus d'attention⁴³¹. Enfin, l'équipe de direction du *Quartier Latin* reconnaît elle aussi l'obligation qu'elle a de condamner avec force la discrimination sur le campus et dans la ville de Montréal, ce qu'elle fait dans un numéro presque entièrement consacré à ces thèmes⁴³². Son directeur, Jacques Girard, met en cause l'Université de Montréal et son service de logement et réclame également une intervention plus audacieuse de la part de l'AGEUM. Les positions exprimées par le *Quartier Latin*, qui rappellent à ses lecteurs « la sourde indignation qui les prenaient » en lisant les horreurs de la ségrégation raciale aux États-Unis, insistent cette fois sur le rôle d'avant-garde que doivent jouer les étudiants et l'institution universitaire dans la promotion du droit à l'égalité raciale au Québec⁴³³.

En réponse à l'appel lancé par le *Quartier Latin*, lors de la réunion suivante du Conseil de direction de l'AGEUM une résolution est adoptée à l'unanimité par les quelque 40 membres du Conseil de direction, permanents de l'exécutif, représentants des facultés et directeurs pour que leur association fasse pression auprès de la Direction de l'université et que l'on remplace la formule d'avis aux logeurs par une autre rejetant clairement toute discrimination basée sur la « race » ou la couleur⁴³⁴.

⁴³⁰ *Ibid.*

⁴³¹ Vu Hun Quan (Poly), « Étudiant étranger qui cherche (sic) un logis », *QL*, 22 mars 1962, p. 4.

⁴³² Pierre Beausoleil, « Le N.J. et le Q.L. contre la ségrégation », *QL*, 22 mars 1962, p. 1.

⁴³³ Le Comité d'Enquête et Suggestions des Sciences Sociales, « Discrimination ou distinction? », *QL*, 22 mars 1962, p. 2; Jacques Girard, « Serions-nous ségrégationnistes? », *QL*, 22 mars 1962, p. 2.

⁴³⁴ AUdeM, P33 - Fonds AGEUM, B1/1,19, *Procès-verbal de la dernière réunion de l'A.G.E.U.M.*, 26 mars 1962, p. 2.

Cette résolution reste pourtant lettre morte⁴³⁵. Un rapport sur l'orientation générale de l'AGEUM présenté quelques années plus tard, en août 1965, range le dossier de la discrimination dans le logement parmi les « étoiles filantes qui tôt s'éteignent »⁴³⁶. Cet enjeu ne touche en effet qu'une minorité mobile et marginalisée de la communauté universitaire, et il tombe rapidement dans l'oubli. Le rapport de 1965 explique cet abandon par des luttes nombreuses et exigeantes menées par l'AGEUM au début des années 1960⁴³⁷. Il faudra attendre par ailleurs la fin de l'année 1965 pour que l'AGEUM accorde la pleine autonomie à l'association des étudiants internationaux Cosmopolis et donne un siège à son président, désormais élu par ses propres membres, dans son conseil de direction. Cette décision consacre la lente évolution de la compréhension des dirigeants de l'AGEUM sur la place des étudiants internationaux et des minorités ethnoculturelles à l'intérieur de leur propre communauté étudiante et de la société québécoise plus généralement. Elle constitue par ailleurs une rupture symbolique dans le rôle de l'AGEUM en tant que représentante d'une communauté désormais considérée comme diversifiée sur le plan ethnique et religieux. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si la reconnaissance de Cosmopolis survient au même moment où les dirigeants de l'AGEUM s'impliquent plus activement dans la lutte contre le racisme au Québec et qu'ils réclament la laïcisation complète de leur Université et du système d'éducation québécois au nom du respect des droits des minorités⁴³⁸.

⁴³⁵ La seule autre mention de cette affaire apparaît dans un rapport du Comité des affaires internationales de l'AGEUM daté d'octobre 1964, où ce comité se propose de rendre publics tous les cas de discrimination qui pourraient se produire à l'endroit d'étudiants étrangers. AUdeM, P33 - Fonds AGEUM, F/12, *Comité des affaires internationales (Rapport soumis au Congrès de 1964)*, 20 août 1964, p. 2.

⁴³⁶ AUdeM, P33 - Fonds AGEUM, F/15, Jean-Claude Leclerc, *Commission d'orientation de l'AGEUM. Rapport général (première lecture)*, 26 août 1965, p. 5-6.

⁴³⁷ *Ibid.*, p. 6.

⁴³⁸ Jean-François Desautels, « À quand la reconnaissance des droits des minorités? », *QL*, 21 février 1963, p. 9; Michel Beaulieu, « Pour une école laïque », *QL*, 14 novembre 1963, p. 3; Denise Bombardier-Lamontagne, « Les services religieux de L'A.G.É.U.M. », *QL*, 22 septembre 1964, p. 4. Nicole Fortin, « L'A.G.É.U.M. refuse de voter un salaire à l'aumônier », *QL*, 1^{er} octobre 1964, p. 1; Yathay Pin ("Membre non catholique de l'A.G.É.U.M."), « Les services religieux. L'AGEUM et les étudiants étrangers », *QL*, 20 octobre 1964, p. 9.

b) L'engagement de l'AGEUM dans la lutte contre la discrimination et dans le mouvement des droits humains au début des années 1960

À compter de 1963, les débats qui ont animé la communauté étudiante de l'Université de Montréal depuis le milieu des années 1950 se déplacent résolument en dehors du strict cadre de l'université. L'expérience du combat antiraciste dans le dossier des étudiants internationaux de l'Université de Montréal pousse l'AGEUM et plusieurs de ses officiers à s'impliquer plus activement dans le combat contre la discrimination raciale. Dans la foulée de l'enquête réalisée par Yves Bled, l'AGEUM accorde en effet son appui officiel à la campagne menée par les syndicats internationaux – alors chapeautée par le Comité ouvrier des droits de l'homme de Montréal (CODH) – pour l'obtention de lois antidiscrimination. Dans un contexte où l'AGEUM s'est officiellement opposée à toute forme de discrimination contre les étudiants internationaux dans le logement, elle délègue un représentant pour participer à la coalition de trente-neuf organisations formée par le CODH qui se présente à Québec en février 1963 pour réclamer des lois antidiscrimination au gouvernement provincial. Le mémoire présenté à cette occasion à Jean Lesage et son équipe s'appuie d'ailleurs sur l'enquête réalisée par Yves Bled sur la ségrégation dans le logement à Montréal. En reconnaissance de son expertise, Bled est également nommé secrétaire du CODH en 1961. Le travail de réseautage que réalise ce dernier, et celui qu'accomplit son successeur au poste de secrétaire du CODH, Michel Gouault (jusque-là directeur des relations extérieures de l'AGEUM), permettent à ce comité de récolter des appuis massifs dans plusieurs secteurs de la société civile québécoise⁴³⁹.

L'expérience des dirigeants de l'AGEUM dans la défense des droits des étudiants internationaux qu'ils représentent incite aussi plusieurs d'entre eux à s'impliquer dans les deux principales organisations provinciales de défense des droits humains au début des années 1960. En 1964, lorsque la coalition formée par le CODH pour réclamer des

⁴³⁹ UQÀM, 100 P - Fonds FTQ, 640/92, *Rapport du Comité des droits de l'homme, 7ième Congrès de la Fédération des Travailleurs du Québec*, 22 novembre 1962, p. 22-24.

lois antidiscrimination se regroupe en comité permanent, dans ce qui deviendra le Comité pour la défense des droits de l'homme (CDDH), l'AGEUM fait partie des premières organisations à en devenir membre⁴⁴⁰. Au moment de sa création, Michel Gouault est élu sur son comité exécutif. Le président sortant de l'AGEUM, Bernard Landry, est pour sa part engagé comme premier secrétaire permanent de ce comité⁴⁴¹. Landry fait par ailleurs partie au même moment du premier conseil d'administration de la Ligue des droits de l'homme, une organisation de défense des droits humains créée à Montréal en 1963, qui est également appuyée officiellement dès sa création par l'AGEUM⁴⁴².

Les dirigeants de l'AGEUM jouent par ailleurs un rôle de premier plan dans l'implication plus large du mouvement étudiant québécois dans la lutte contre le racisme. Créée à la fin de l'année 1963 sous l'instigation principalement des officiers de l'AGEUM, l'Union générale des étudiants du Québec (UGEQ) regroupe jusqu'en 1969 les principales associations étudiantes francophones du Québec (Laval, Montréal et Sherbrooke), et pendant un temps celles des trois universités anglophones de Montréal (Loyola, McGill et Sir George Williams)⁴⁴³. Très tôt, cette centrale syndicale étudiante provinciale fait de la question du racisme l'un des thèmes centraux de ses activités éducatives et de son programme d'action politique. Comme l'ont démontré plusieurs historiens, l'UGEQ – qui affirme dès sa création son adhésion à la Déclaration universelle des droits de l'homme – appuie le mouvement des droits civiques et le combat contre l'Apartheid et s'engage activement dans la lutte contre le colonialisme et

⁴⁴⁰ AUdeM, P33 - Fonds AGEUM, B1/1,23, *Procès-verbal de la sixième réunion du Conseil de Direction de l'A.G.E.U.M. tenue lors de son Congrès annuel*, 23 août, 1964, p. 31.

⁴⁴¹ ACSN. Fonds du Secrétariat général, SEC0825, *Procès-verbal de l'Assemblée générale de fondation du Comité pour la Défense des Droits de l'Homme*, 4 mars 1964, 4 p.

⁴⁴² AUdeM, P33 - Fonds AGEUM, B1/1,21, *Procès-verbal de l'exécutif de l'AGEUM*, 30 mai 1963, p. 1.

⁴⁴³ Sur l'histoire et l'idéologie de l'UGEQ, consulter : Alexandre Leduc, *"UGEQ : centrale syndicale étudiante" : l'idéologie syndicale au sein du mouvement étudiant québécois des années 1960*, Mémoire de maîtrise (histoire), Université du Québec à Montréal, 2010, 205 p.

les guerres impérialistes⁴⁴⁴. Au milieu des années 1960, le mouvement étudiant devient ainsi l'un des principaux mouvements sociaux à l'avant-garde du combat contre le racisme et pour la défense des droits humains au Québec. Cette implication est dans une large mesure imputable aux trajectoires des leaders étudiants de l'Université de Montréal impliqués depuis le tournant des années 1960 dans les luttes contre la discrimination des étudiants internationaux à Montréal et dans la campagne de soutien aux luttes menées par les populations noires à l'extérieur du Québec.

* * *

À partir de décembre 1963, c'est donc principalement à titre de membre de l'UGEQ, du Comité de défense des droits de l'homme et de la Ligue des droits de l'homme que l'AGEUM et les étudiants de l'Université de Montréal poursuivent leurs combats contre le racisme et la discrimination. Ses représentants sont ainsi partie prenante de la vaste coalition d'organisations non gouvernementales qui sont à l'origine de l'adoption, en 1963 et 1964, des deux premières lois interdisant la discrimination raciale et religieuse dans les domaines de l'emploi et de l'accès aux hôtels et restaurants. Dès lors, l'AGEUM participe aux côtés de plusieurs autres groupes de pression et mouvements sociaux de la province et à l'émergence d'un consensus en faveur de la protection du droit à l'égalité formelle des membres des minorités raciales et religieuses. Plusieurs des ces jeunes, formés pendant la décennie 1950 et au début des premières années de la Révolution tranquille, participeront par ailleurs aux débats sur les droits humains qui agiteront la société québécoise dans le cadre de l'adoption, puis de la mise en application, de la Charte québécoise des droits et libertés de la personne.

⁴⁴⁴ Voir notamment à ce sujet : Jean Lamarre, « "Au service des étudiants et de la nation" : l'internationalisation de l'Union générale des étudiants du Québec (1964-1969) », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 16, no 2, p. 53-73; Rosanne P. Waters, *A March from Selma to Canada: Canada and the Transnational Civil Rights Movement*, Thèse de doctorat (histoire), Hamilton, McMaster University, 2015, p. 103-172.

Conclusion

Les trajectoires des quatre organisations que nous étudions mettent en lumière la complexité du processus historique qui ont conduit à l'émergence au Québec, au tournant des années 1960, d'un large consensus social en faveur de la protection du droit formel à l'égalité raciale et religieuse. L'analyse des positions adoptées par ces groupes, y compris celle de leurs incohérences et de leurs contradictions, montre l'importance cruciale des enjeux stratégiques et identitaires dans l'évolution de leur engagement en faveur des droits humains. Plusieurs des observations faites dans ce chapitre attestent de cette dialectique entre identité et universalité. La réticence des dirigeants de la CTCC à reconnaître le principe de non-discrimination dans l'affiliation syndicale parce qu'il contredit le caractère confessionnel de cette centrale en est un exemple. La volonté des dirigeants des syndicats industriels de définir leur mission de promotion de la solidarité ouvrière et de l'unité nationale canadienne à l'aune du principe universaliste des droits humains en est une autre. De même, les stratégies et les revendications des dirigeants du CJC sont tributaires de leur adhésion à l'idéal canadianiste, des limites de leurs réseaux d'alliances avec les catholiques et les francophones et de leur rôle en tant que représentants d'une minorité qui, historiquement, a été l'une des principales cibles des préjugés, de l'intolérance et de la xénophobie au Québec. L'évolution des positions des étudiants de l'Université de Montréal sur le droit à l'égalité raciale et religieuse est pour sa part étroitement liée à la place qu'occupent la langue et la religion dans leur compréhension des enjeux « interraciaux » au Québec, à la conception qu'ils ont du rôle international du mouvement étudiant, aux expertises qu'ils ont développées dans leurs champs d'études et à leur prise en compte des revendications portées par les étudiants internationaux de leur Université contre les discriminations dont ils sont victimes dans leur adaptation à la société québécoise.

Bien que l'engagement progressif de ces groupes dans le combat pour les droits humains soit tributaire des évolutions singulières de leurs stratégies, de leurs idéologies et de leur(s) identité(s), l'analyse comparée de leurs trajectoires met également en lumière le rôle structurant du contexte local et international des années 1950 et 1960 dans

l'évolution de leurs discours et de leurs revendications. Les débats qui animent la société québécoise sur les droits humains sont d'abord influencés par le contexte spécifique du Québec de l'après-guerre, marqué par une préoccupation nouvelle à l'égard de l'intégration des immigrants, par l'émergence de débats récurrents sur les discriminations dont sont victimes les francophones et par la complexité des rapports interethniques au sein d'une société multiculturelle, qui reste fondamentalement marquée par l'importance historique des rapports entre Canadiens anglais et français. Le long règne d'un premier ministre, Maurice Duplessis, ouvertement hostile à l'idéal des « droits de l'homme », le contexte bijuridique du Québec et l'absence de lois antidiscrimination influence également de plusieurs manières les trajectoires de ces militants impliqués dans le mouvement de défense du droit à l'égalité raciale et religieuse jusqu'au début des années 1960.

Parallèlement, l'évolution des positions de ces quatre organisations montre le rôle crucial des débats qui agitent la communauté internationale à l'époque au sujet du racisme, du colonialisme et de la mise en œuvre des principes des droits de l'homme dans différentes parties du monde. Le mouvement de décolonisation, la dénonciation des entorses aux droits des minorités derrière le rideau de fer, le mouvement afro-américain des droits civiques, de même que la campagne internationale de contestation du régime d'Apartheid occupent ainsi une place importante dans les débats qui agitent la société civile québécoise au sujet du racisme, de la discrimination et des droits humains.

L'interpénétration des débats locaux et mondiaux sur ces enjeux atteste l'ouverture graduelle du Québec sur le monde et l'émergence, chez plusieurs groupes de la société civile, d'une nouvelle forme de conscience civique globalisée. Loin d'être uniquement théorique ou idéelle, cette dialectique globale-locale se traduit concrètement par la participation directe ou indirecte de plusieurs des acteurs que nous étudions dans les débats qui animent les institutions spécialisées de l'ONU, en particulier l'UNESCO et la Conférence internationale du travail. Elle se manifeste également par leur implication dans des organisations non gouvernementales internationales qui interviennent directement à l'ONU, grâce notamment à leur statut consultatif auprès du Conseil

économique et social (ECOSOC). Le Congrès juif mondial, la Confédération internationale des syndicats libres, la Confédération internationale des syndicats chrétiens et Pax Romana apparaissent ainsi comme autant de lieux où les acteurs locaux exercent une influence – quoique limitée – sur les débats qui ont cours à l'ONU sur le racisme et les droits humains. Non seulement ces expériences leur permettent-elles de se familiariser avec les processus de la gouvernance mondiale, mais elles contribuent à orienter les trajectoires personnelles de ces acteurs et à modifier le regard qu'ils portent sur leur époque, sur le monde et sur leur propre société. En situant les trajectoires de ces militants à l'intérieur des cadres locaux, nationaux et internationaux dans lesquels ils évoluent, ce chapitre met plus fondamentalement en évidence le rôle des organisations non gouvernementales locales dans l'évolution des débats qui animent la communauté internationale au sujet des droits humains; à l'inverse, il montre les façons dont ces organisations s'approprient, intériorisent et diffusent ces idéaux à l'échelle locale.

CONCLUSION

L'après-guerre constitue une période charnière dans la diffusion du langage et des idéaux des droits humains universels à travers le monde. Contrairement aux interprétations généralement admises en histoire canadienne, notre thèse montre que le Québec n'est pas demeuré à l'écart ou en marge de ce mouvement international. Entre les années 1940 et 1960 en effet, les discours, les revendications et les stratégies du Congrès juif canadien (CJC), de la Confédération des travailleurs catholiques du Canada (CTCC), de la Fédération des unions industrielles du Québec (FUIQ) et de l'Association des étudiants de l'Université de Montréal AGEUM) témoignent d'une transformation profonde de la culture des droits humains au Québec.

Les résultats de nos recherches illustrent parfaitement ce constat simple, mais lourd de conséquences sur le plan théorique, établi par l'un des plus importants théoriciens des droits humains de notre temps : « There is not *one* world of "human rights", but many conflicting worlds.¹ » En effet, le consensus social qui émerge au Québec à la fin des années 1950 en faveur d'une plus grande protection des droits humains n'est pas le fruit de l'adhésion des acteurs de la société civile à une conception uniforme et préétablie de ces droits. Il est au contraire le résultat de la conjonction de plusieurs conceptions des droits humains, parfois similaires et souvent contradictoires, portées par un ensemble d'acteurs de milieux et d'horizons divers engagés dans des luttes de pouvoir pour la reconnaissance de différents types ou catégories de droits. En d'autres mots, le

¹ Upendra Baxi, *The Future of Human Rights*, New York, Oxford University Press, 2008, p. 31.

mouvement des droits humains de l'après-guerre au Québec apparaît foncièrement complexe, conflictuel et diversifié.

Articulée autour de deux dialectiques fondamentales du processus d'universalisation concrète des droits humains, les dialectiques *globale-locale* et *universalisme-particularismes*, notre étude montre que les quatre organisations étudiées sont fortement influencées par les débats qui agitent la communauté internationale au sujet de la création, puis de la mise en œuvre, du droit international relatif aux droits de l'homme. Elle met également en lumière l'importance déterminante du contexte spécifique du Québec des années 1940 à 1960 dans l'évolution des débats qui animent la société civile au sujet de la reconnaissance de ces droits. Elle montre enfin que l'adhésion des quatre organisations étudiées à l'idéal universaliste des droits humains est d'abord et avant tout tributaire de considérations idéologiques, identitaires et stratégiques associées à la défense de leurs droits et de leurs intérêts spécifiques.

L'influence du contexte mondial

Les trajectoires communes et particulières de ces quatre organisations démontrent, en premier lieu, l'influence considérable du contexte international sur les discours, les revendications et les stratégies des militants des droits humains actifs à l'échelle locale. Les positions adoptées par ces groupes, au cours des années 1940 à 1960, sont principalement influencées par le rythme et le contenu des pourparlers qui se déroulent à l'Organisation des Nations unies (ONU) et au sein de ses agences et institutions spécialisées (principalement l'UNESCO et l'Organisation internationale du Travail). Entamés pendant la Seconde Guerre mondiale, les débats sur les droits universels au Québec portent initialement sur les objectifs de guerre des pays alliés et sur les implications des idéaux démocratiques qui sont aux fondements de la « croisade des droits de l'homme » contre les dictatures fascistes et nazie. Dans l'immédiat après-guerre, ces débats s'articulent essentiellement autour des pourparlers internationaux sur la création d'une nouvelle forme de gouvernance mondiale, sur la mise en place d'un

système de justice internationale et sur l'adoption d'une déclaration énonçant les droits fondamentaux de la personne humaine.

Au lendemain de l'adoption de la Déclaration universelle des droits de l'homme (DUDH) en 1948, l'attention des acteurs locaux se focalise sur les pourparlers qui ont cours à l'ONU et au sein de ses institutions et agences spécialisées sur le renforcement et la mise en œuvre du droit international relatif aux droits de l'homme. Parallèlement, les années 1950 et 1960 sont marquées par l'éclosion des premiers mouvements transnationaux de soutien à des luttes locales ou régionales pour la défense de ces droits, dont plusieurs se transposent dans les débats qui ont cours à l'ONU. La dénonciation des entorses aux droits humains dans les dictatures communistes d'Europe centrale et de l'Est, les luttes d'émancipation anticoloniale dans les pays du Sud global, le mouvement afro-américain des droits civiques et la campagne internationale de contestation du régime d'Apartheid en Afrique du Sud occupent ainsi une place centrale dans les débats qui animent tous les secteurs de la société civile québécoise à l'époque. Les quatre organisations que nous étudions s'impliquent de différentes manières dans ces débats mondiaux, qui exercent par ailleurs une influence majeure sur l'évolution de leurs discours, de leurs stratégies et de leurs conceptions des droits humains.

Participant à plusieurs conférences internationales des Nations Unies dans l'après-guerre, les dirigeants du Congrès juif canadien s'impliquent directement dans les pourparlers sur la création de l'Organisation des Nations unies et sur l'adoption d'une charte internationale des droits de l'homme. Par les pressions qu'ils exercent auprès du gouvernement fédéral et leur implication au Congrès juif mondial, ils cherchent à orienter les débats qui ont cours à l'ONU dans plusieurs dossiers qui concernent la protection des droits des Juifs dans le monde (prévention des génocides, traitement des réfugiés, création d'un État juif, protection des minorités juives en Russie, etc.). En tant que porte-parole de la communauté qui a été la principale victime des atrocités commises pendant la Deuxième Guerre mondiale, les dirigeants du CJC militent pour la reconnaissance d'une conception hybride des droits humains fondée à la fois sur la

protection des individus contre la discrimination et sur la défense des droits collectifs des minorités ethnoculturelles.

Au cours des deux décennies suivant la Deuxième Guerre mondiale, les dirigeants du Congrès canadien du travail et de la Fédération des unions industrielles du Québec appuient de leur côté les combats menés à l'ONU par la Confédération internationale des syndicats libres en faveur de la protection des libertés civiles, du droit à l'égalité raciale et religieuse, des droits des travailleurs et des droits économiques, sociaux et culturels. En plus de participer aux délégations canadiennes à l'Organisation internationale du Travail (OIT) et à l'UNESCO, les dirigeants des syndicats industriels s'impliquent dans la lutte contre les atteintes aux droits des juifs de Russie et dans les campagnes internationales de soutien aux luttes des populations noires en Afrique du Sud et aux États-Unis. En tant que représentants des intérêts des travailleurs des secteurs industriels, ils militent pour la reconnaissance d'une conception sociale-démocrate des droits humains directement inspirée de la DUDH, fondée à la fois sur la protection des libertés civiles, du principe de non-discrimination et des droits économiques, sociaux et culturels.

Pour sa part, d'abord réticente à appuyer l'ONU en raison du caractère strictement étatique de cette institution où seuls les délégués des gouvernements sont représentés, la Confédération des travailleurs catholiques du Canada se tourne principalement vers l'OIT, une organisation tripartite auprès de laquelle elle est représentée via sa participation aux délégations canadiennes. Actifs dans la Confédération internationale des syndicats chrétiens (CISC), les dirigeants de la CTCC s'impliquent également dans plusieurs dossiers qui touchent la protection des droits des travailleurs et des minorités catholiques dans le monde. Tout comme la CISC, la CTCC fait la promotion sur la scène mondiale d'une conception chrétienne des droits de la personne humaine fondée sur la primauté du droit d'association, des droits de la famille, des droits des minorités religieuses et des droits économiques et sociaux.

Les étudiants de l'Université de Montréal, quant à eux, sont impliqués dans plusieurs organisations d'entraide et de coopération étudiante internationales. À ce titre, ils suivent de près les débats sur la reconstruction de la paix mondiale et sur création de l'ONU. À la recherche des fondements éthiques et moraux qui doivent guider l'élaboration et la mise en œuvre du droit international relatif aux droits de l'homme, ils font pour la plupart la promotion d'une conception humaniste et chrétienne de ces droits, fondée sur la doctrine du droit naturel et sur les principes fondamentaux de l'enseignement social de l'Église. Au cours des années 1950 et 1960, ces étudiants prennent une part active aux débats qui ont cours à l'échelle mondiale sur la situation des libertés civiles en Russie, sur les luttes d'émancipation anticoloniale, sur le mouvement afro-américain des droits civiques et sur les politiques d'Apartheid en Afrique du Sud.

En somme, loin de constituer un cadre normatif prédéterminé qui serait en quelque sorte importé du global vers le local, le droit international relatif aux droits de l'homme constitue un champ de lutte en soi, investi par plusieurs acteurs (locaux et internationaux) qui sont porteurs de revendications particulières et de conceptions spécifiques de ces droits. Les débats qui animent la société civile québécoise apparaissent de ce point de vue comme le prolongement, à l'échelle locale, des luttes de pouvoirs dans lesquelles sont engagées plusieurs ONG internationales pour orienter les débats mondiaux sur la définition et la mise en œuvre des principes du droit international des droits de l'homme. La nature et la portée de l'engagement international des quatre organisations que nous étudions sont largement tributaires de l'étendue de leurs réseaux transnationaux ou internationaux respectifs. Elles sont également influencées par leurs identités, leurs intérêts, leurs stratégies et leurs idéologies. En tant que représentants de groupes ou de catégories de populations (étudiants, travailleurs, catholiques, juifs, anglophones, francophones), qui ont des intérêts spécifiques et parfois divergents, elles militent pour faire reconnaître leurs conceptions spécifiques des droits humains par la communauté internationale et pour inscrire les droits catégoriels de leurs membres à l'agenda des délibérations politiques de l'ONU et de ses agences et institutions spécialisées.

L'influence du contexte local

L'étude des discours et des revendications portés par les quatre organisations que nous avons suivies révèle, en second lieu, qu'au-delà du pouvoir normatif du droit international, la *praxis* des droits humains se déploie essentiellement dans le cadre de luttes de pouvoirs menées à l'échelle locale ou nationale. En effet les combats dans lesquels s'engagent ces acteurs s'articulent principalement autour du rôle de l'État (fédéral ou provincial), qui apparaît à la fois comme le principal violateur et le premier protecteur des droits humains. Nous montrons ainsi que le contexte singulier du Québec des années 1940 à 1960 contribue fortement à orienter les débats sur l'adaptation et l'internalisation des normes du droit international relatif aux droits de l'homme.

Les débats qui ont cours au Québec dans les deux décennies d'après-guerre sont d'abord influencés par le schéma des relations interethniques de cette province, marqué par la présence d'une population franco-catholique majoritaire dans la province mais minoritaire au Canada et sur le continent américain; d'une minorité anglophone majoritaire au Canada et de nombreuses communautés ethnoculturelles d'origines, de langues et de cultures diverses. La question nationale et les questions liées aux droits collectifs des Canadiens français soulèvent des enjeux cruciaux, qui concernent d'une part l'arbitrage entre les droits individuels et les droits collectifs et d'autre part l'adaptation des principes universalistes des droits humains dans le contexte d'une société préoccupée par la préservation de ses particularités ethniques, religieuses et linguistiques. De même que le contexte bijuridique propre au Québec, le cadre confédéral de l'État canadien complexifie les débats sur l'arbitrage entre les droits des collectivités nationales et ceux des minorités ethnoculturelles et sur le partage des compétences fédérales-provinciales en matière de protection des droits humains.

La culture catholique influence fortement les positions adoptées par plusieurs acteurs de la société civile soucieux de concilier l'idéal universaliste des droits humains et les principes fondamentaux de la doctrine sociale de l'Église. Elle influence également les stratégies déployées par les militants des droits humains, qui évoluent dans une société

profondément marquée le pouvoir de l'Église, traditionnellement hostile aux idéaux laïcs, matérialistes et individualistes des droits de l'homme hérités des révolutions libérales modernes. La présence de Maurice Duplessis à la tête du gouvernement provincial jusqu'à son décès en 1959 structure également plusieurs des débats sur les droits humains, tant par la nature des politiques de son gouvernement que par son rejet doctrinal des droits de l'homme. Dans le contexte des importants débats qui agitent le Québec des années 1950 au sujet de l'héritage démocratique des Canadiens français, l'enjeu de la reconnaissance des droits humains s'inscrit enfin dans la question plus vaste de l'inscription du Québec dans le régime d'historicité des sociétés libérales modernes.

La dialectique universalisme-particularismes

Les trajectoires spécifiques des quatre organisations étudiées démontrent, en dernier lieu, que leur combat en faveur des droits humains est d'abord et avant tout tributaire des identités, des idéologies et des stratégies de ces acteurs impliqués dans la défense de leurs droits spécifiques. Les positions adoptées par ces groupes au sujet de différentes catégories de droits sont en effet directement liées à leur confrontation plus ou moins directe à des entorses à leurs droits et des considérations stratégiques associées à la défense de leurs intérêts spécifiques dans le contexte du Québec des années 1940 à 1960. Notre analyse montre de ce point de vue le rôle crucial des individus et des groupes victimes d'atteinte à leurs droits dans le processus de réappropriation, de mobilisation et de diffusion du discours universaliste des droits humains. Plusieurs des positions adoptées par ces organisations témoignent par ailleurs des décalages qui existent entre leur adhésion formelle à l'idéal des droits humains et leurs positions parfois contradictoires au sujet de différents types ou catégories de droits. L'analyse comparative de ces organisations met ainsi en lumière une pluralité de conceptions des droits humains qui, tout en s'appuyant sur le cadre normatif du droit international relatif aux droits de l'homme, sont articulées autour d'autres principes, idéologies ou schèmes de valeurs.

Le refus des dirigeants du CJC au Québec de prendre la défense des Témoins de Jéhovah ainsi que leur appui à la loi du cadenas – deux décisions fortement dénoncées par les membres de cette organisation en dehors du Québec – est ainsi directement lié à leur volonté de préserver la paix interconfessionnelle au Québec, d'éviter d'envenimer leurs relations avec les autorités civiles et religieuses et de faire valoir la respectabilité et l'allégeance idéologique de leur communauté dans le contexte de la guerre froide. L'engagement pionnier du CJC dans le combat pour le droit à l'égalité raciale et religieuse – de même que ses positions restrictives au sujet des libertés individuelles – s'expliquent plus largement par le traumatisme sans précédent causé par l'holocauste et par le fait que cette organisation, au Québec comme ailleurs, représente l'une des minorités qui, historiquement, a été la plus directement confrontée aux préjugés, à l'intolérance et à la discrimination.

L'engagement des dirigeants des syndicats industriels dans le combat pour la sauvegarde des libertés civiles tient pour sa part au fait qu'ils sont très tôt confrontés aux mesures du gouvernement provincial ciblant le mouvement ouvrier organisé, les dirigeants syndicaux et les militants des milieux de la gauche au Québec (loi du cadenas, lois antisyndicales, répression juridique, violences policières, etc.). De même, c'est parce qu'ils sont conscients des obstacles que créent les divisions ethniques et religieuses pour le recrutement des travailleurs et l'unification de la classe ouvrière que les militants de la FUIQ et ceux des comités des droits de l'homme des syndicats internationaux jouent un rôle pionnier dans la défense du droit à l'égalité raciale et religieuse au Québec. Plus généralement, leur conception sociale-démocrate des droits humains est une façon de traduire dans un langage universaliste leurs revendications anciennes en faveur de l'amélioration des conditions de vie des travailleurs des secteurs industriels qu'ils représentent.

De leur côté, les dirigeants de la CTCC adoptent dans l'après-guerre des positions foncièrement conservatrices au sujet des libertés civiles : ils soutiennent notamment l'interdiction du parti communiste, les entorses faites aux droits des Témoins de Jéhovah et le renforcement de la censure morale et politique. Cependant devenus eux-mêmes la

cible des mesures antisyndicales et anticomunistes adoptées par le gouvernement provincial, ils s'engagent résolument dans le combat pour la défense de ces droits. Le droit d'association, les droits de la famille, les droits des minorités catholiques et les droits sociaux occupent une place centrale dans les discours de ces militants syndicaux catholiques qui rejettent la conception libérale des droits humains et veulent défendre les droits spécifiques des travailleurs qu'ils représentent, majoritairement francophones et catholiques. Aussi, bien qu'ils affirment très tôt leur adhésion formelle à l'idéal des droits humains et au principe de non-discrimination, ses dirigeants ne s'engagent finalement dans le mouvement en faveur du droit à l'égalité raciale et religieuse qu'au prix d'une profonde transformation de la nature confessionnelle et, dans une moindre mesure, nationale de leur organisation.

Le combat des étudiants de l'Université de Montréal en faveur des libertés de conscience, de presse et d'expression revêt lui aussi une dimension fortement stratégique et identitaire. En effet, il s'agit pour ces jeunes de se définir, aux yeux de leurs pairs, des autorités universitaires et de la population en général, comme membres d'une élite intellectuelle apte à participer pleinement à la gestion des affaires de la Cité. Leurs positions ambiguës sur les enjeux liés au droit à l'égalité raciale et religieuse s'expliquent par ailleurs par le décalage qui existe entre la mission qu'ils confèrent à la jeunesse mondiale de promouvoir la solidarité internationale et l'importance primordiale qu'ils accordent, sur le plan local, à la défense des droits des Canadiens français. De plus, bien qu'ils articulent leurs revendications en faveur du droit à l'éducation dans le langage universaliste des droits humains, leur engagement en matière de droits économiques et sociaux reste finalement cantonné aux droits qui touchent directement les membres de la jeunesse étudiante.

L'analyse comparative du CJC, de la FUIQ, de la CTCC/ CSN et de l'AGEUM atteste du fait que les droits humains sont une catégorie discursive plurivoque et polysémique mobilisée de manière différente par les acteurs en fonction des types de droits qu'ils revendiquent et des luttes de pouvoirs dans lesquelles ils sont engagés. Elle montre ainsi que ces acteurs, loin d'être les destinataires passifs des normes universalistes édictées à

l'échelle internationale, sont des agents actifs de la (re)définition du discours juridico-moral des droits humains, de sa réappropriation dans le cadre de luttes de pouvoir et de son adaptation au contexte local spécifique dans lequel ils évoluent.

* * *

Notre étude est une contribution originale à l'imposante historiographie des droits humains qui s'est développée à l'échelle internationale depuis le début des années 1990. Le cas spécifique du Québec des années 1940 à 1960 apporte un éclairage tout à fait singulier sur la genèse et l'évolution du mouvement international des droits humains d'après-guerre. Dans cette société, en effet, les trois des principales cultures politiques et juridiques qui, à cette époque, sont à la source du droit international relatif aux droits de l'homme, soit les cultures française, anglaise et américaine, se rencontrent et se confrontent. Par ailleurs, ce travail porte un éclairage nouveau, sensiblement différent de la lecture qu'en a faite jusqu'ici l'historiographie canadienne-anglaise, sur le rôle que la religion ou la culture catholique peut jouer soit comme frein à la diffusion, soit comme vecteur de la diffusion des idéaux des droits humains à l'échelle locale. Enfin, le cas du Québec éclaire les mécanismes spécifiques de l'internalisation des normes du droit international dans le contexte des États confédéraux et ceux de la réappropriation du discours des droits humains par des acteurs impliqués dans la défense des droits des minorités nationales. Échelonnée sur deux décennies, l'étude comparative des quatre organisations que nous avons suivies met plus largement en lumière les manifestations locales des luttes de pouvoirs globales qui traversent le mouvement international des droits humains d'après-guerre.

L'examen des débats qui agitent la société civile québécoise dans l'après-guerre montre qu'ils s'inscrivent résolument dans le cadre du mouvement canadien des droits humains. Ce constat permet de dépasser les interprétations qui, reprenant le mythe de la « Grande noirceur », ont présenté le Québec de cette époque comme une société en marge du mouvement international des droits humains. Notre analyse met en effet en évidence l'importance des débats liés à la reconnaissance de ces droits dans le contexte spécifique

du Québec des années 1940 à 1960. Elle révèle avec force la diversité des points de vue exprimés par les organismes que nous étudions et la complexité des enjeux qu'ils soulèvent ou auxquels ils se trouvent confrontés. À cet égard, les trajectoires de ces organismes et ce qu'elles nous disent des transformations de la société civile québécoise s'inscrivent dans l'évolution observée à l'époque dans les autres provinces du Canada. Notre étude montre également que l'influence de la religion catholique et l'importance des enjeux liés à la question nationale ne constituent pas *per se* des obstacles à l'éclosion des revendications en faveur des droits individuels. En dépit de la contradiction théorique entre droits individuels et droits collectifs, le discours des droits humains est en effet mobilisé par plusieurs acteurs qui militent à la fois pour les droits individuels et pour des droits collectifs, ou qui font la promotion d'un projet d'émancipation nationale fondé sur la reconnaissance des droits fondamentaux de l'individu. Enfin, les positions adoptées par les organismes que nous étudions et les réseaux qu'ils parviennent ou ne parviennent pas à former présentent sous un éclairage nouveau les lignes de fractures linguistiques, confessionnelles, nationales et plus encore régionales qui traversent le mouvement social des droits humains d'après-guerre au Canada.

Notre travail participe à la construction d'un champ de recherche encore en friche au Québec, celui de l'histoire sociale des droits humains. Mettant à profit les apports théoriques et empiriques des recherches développées à l'échelle mondiale depuis plus de deux décennies, il révèle notamment que plusieurs importantes réformes de la Révolution tranquille tirent leur origine immédiate des revendications des acteurs de la société civile québécoise pour la reconnaissance des principes énoncés après la guerre par l'ONU et par ses agences ou institutions spécialisées. Ce faisant, il met au jour un important chantier, que les études sur la Révolution tranquille ont généralement ignoré jusqu'ici : celui de l'adaptation des politiques et de la législation provinciales aux normes du droit international relatif aux droits de l'homme.

Notre analyse comparative jette également les bases d'un projet de recherche plus vaste sur les influences complexes et multiformes du mouvement international des droits humains sur l'évolution de la société québécoise d'après-guerre. Plusieurs avenues de

recherche pourraient en effet compléter et enrichir notre analyse. Ainsi, il serait pertinent de prolonger notre étude comparative en étudiant les trajectoires d'autres organisations non gouvernementales locales membres, comme celles que nous étudions, d'ONG internationales qui ont un statut de consultant auprès de l'ONU. Nous pensons en particulier aux organisations issues des mouvements féminins et féministes, des mouvements de jeunesse et d'action catholique spécialisée, des milieux communautaires et coopératifs, des secteurs professionnels et académiques et de la profession juridique². Une étude approfondie des trajectoires de ces groupes rendrait mieux compte encore de la diversité des expériences des acteurs engagés dans la défense des droits humains et de la complexité des réseaux locaux et internationaux qui ont contribué à la diffusion des idéaux des droits humains au Québec.

En somme, en inscrivant le Québec d'après-guerre dans le mouvement international des droits humains, nous affirmons aussi la pertinence d'inclure le paradigme des droits humains dans l'étude historique des importantes transformations politiques, juridiques, sociales et culturelles que connaît cette société au cours de cette période initiale de l'entrée dans l'ère des droits.

² Pour la liste des ONG reconnues par l'ECOSOS dans les années 1940 à 1960, consulter : ECOSOC, *Liste officielle de toutes les ONG dotées du statut consultatif auprès de l'ECOSOC*, 1^{er} septembre 2016, 152 p. [En ligne], <http://undocs.org/E/2016/INF/5>

BIBLIOGRAPHIE

1. SOURCES PREMIÈRES

a) Fonds d'archives

Service de la documentation de la Confédération des syndicats nationaux

- Fonds du Bureau confédéral, BUR0001-03 (1945-1966)
- Fonds du Comité exécutif, EXE0001-03 (1945-1966)
- Fonds des mémoires, MEM0001-04 (1945-1966)
- Fonds du Secrétariat général, SEC0825 (1945-1966)
- Fonds Congrès (1945-1966)
- Fonds Service d'éducation (1945-1966)

Division de la gestion de documents et des archives – Université de Montréal

- Fonds Association générale des étudiants de l'Université de Montréal (1945-1964)
- Fonds Union générale des étudiants du Québec (1963-1964)

Service des archives et de gestion des documents de l'Université du Québec à Montréal

- Dépouillement exhaustif :
 - 85 P – Fonds de la Fédération des unions industrielles du Québec (1952-1957)
 - 100 P- Fonds de la FTQ (1957-1966)
 - 159 P – Fonds Jacques-V. Morin (1945-1963)
 - 145 P – Fonds de la Ligue d'action socialiste (1961-1965)
- Dépouillement ciblé (Parti socialiste du Québec)
 - 160 P – Fonds Jacques Dofny
 - 176 P – Fonds Alfred Dubuc, 630/7.
 - 70 P – Fonds Émile Boudreau, 630P02 :04/3

Archives juives canadiennes Alex Dworkin

- CJC0001 Fonds Canadian Jewish Congress
 - Series DB - Eastern / Quebec Region Staff
 - Series CA - Numerical Subject Files
 - Series G - Submissions to Government. Série mémoires, 1943-1975
 - Series ZA - Year Boxes, 1945-1970

Archives nationales du Canada (ANC)

- Fonds Jewish Labour Committee of Canada (MG28-V75)

b) Journaux d'organisations (dépouillement exhaustif, 1945-1964)

Congress Bulletin
Le Quartier Latin
Le Travail
Les Nouvelles ouvrières
Rapports ouvriers canadiens
The Canadian Unionist (1940-1952)

c) *Revue d'idées et journaux d'organisations (dépouillement ciblé, 1945-1964)*

American Jewish Year Book
Cité libre
L'Action catholique
L'Action nationale
L'Action universitaire
La Rotonde
La voix des Manuels
Le Monde ouvrier
Le mouvement ouvrier
McGill Daily
Relations
The Carleton
The Dalhousie Gazette
The Purple and White
The Silhouette
The Ubysey
The Varsity
Transport

d) *Journaux à grand tirage (dépouillement ciblé, 1945-1964)*

Jewish Post, Indianapolis
La Gazette du Nord
La Patrie
Le Petit journal
Ottawa Citizen
Photo Journal
Montreal Herald
The Canadian Jewish Chronicle
The Gazette
The Jewish Post
The Shawinigan Standard
The Val d'Or Star

e) Textes de lois

Loi protégeant la province contre la propagande communiste, S.Q., 1, Georges VI, c. 11 [1937].

Loi canadienne sur les justes méthodes d'emploi, L.C. 1952-53, c.19 [1953].

Loi concernant la liberté des cultes et le bon ordre, chap. 15, 2 Elizabeth II, Bill 38 [1954].

Loi concernant la revision [sic] du Code Civil, S.Q. 1954-1955, c. 47 [1955].

Loi concernant le louage des choses, S.Q. 1973, c. 74.

Loi modifiant la Loi des différends entre les services publics et leurs salariés, S.Q. 1953-1954, c. 11, modifiant S.R.Q. 1941, c. 169 [1954].

Loi modifiant la Loi des relations ouvrières, S.Q. 1954, c. 10, modifiant S.R.Q. 1941, c. 162A [1954].

Loi sur l'égalité de salaire pour les femmes, S.C. 1956, ch. 38 [1956].

Loi sur l'hôtellerie, S.Q. 1963, c. 40 [1963].

Loi sur la discrimination dans l'emploi, S.Q. 1964, c. 46 [1964].

f) Jugements de la Cour suprême du Canada

Christie c. York Corporation, [1940] R.C.S. 139.

Noble c. Alley, [1951] R.C.S. 64.

Boucher c. le Roi, [1951] R.C.S. 265.

Saumur c. Ville de Québec, [1953] 2 R.C.S. 299.

Chaput c. Romain, [1955] R.C.S. 834.

Switzman c. Elbing, [1957] R.C.S. 285.

Roncarelli c. Duplessis, [1959] R.C.S. 121.

g) Publications gouvernementales

Canada. Parlement. Comité spécial mixte des droits de l'homme et des libertés fondamentales, *Procès-verbaux et témoignages*, [20e législature, 3e session], fasc. no 1 (5/13 juin 1947)-[20e législature, 4e session], fasc. no 11 (21/23 juin 1948), Ottawa, Imprimeur du Roi, 1947-1948.

Canada. Parlement. Sénat. Comité spécial institué pour étudier les droits de l'homme et les libertés fondamentales, *Délibérations du Comité spécial institué pour étudier les droits de l'homme et les libertés fondamentales*, 21e législature, 2e session, fascicule no 1 (25 avril 1950)-21e législature, 2e session, fascicule no 10 (1950), Ottawa, Imprimeur du Roi, 1950.

Canada. Commission royale pour la révision du code criminel Rapport de la Commission royale pour la révision du code criminel. *Rapports du Comité spécial chargé de l'étude du Bill no 93 (Lettre O du Sénat) « Loi concernant le droit criminel »* (Session de 1952-1953), Ottawa, Imprimeur de la reine, 1954, 64 p.

Canada. Parlement. Chambre des communes. Comité spécial des droits de l'homme et des libertés fondamentales, *Procès-verbaux et témoignages*, 24e législature, 3e session, fasc. 1 (12/15 juil. 1960)-24e législature, 3e session, fasc. 12 (29 juil. 1960), Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1960.

Canada. Comité spécial de la propagande haineuse au Canada. *Rapport soumis au ministre de la Justice par le Comité spécial de la propagande haineuse au Canada*. Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1966, 337 p.

f) Sources imprimées

ANONYME. « Le nouveau Code pénal canadien », *Revue internationale de droit comparé*, vol. 8, no 2, 1956, p. 278-279.

_____. *René Rocque, prisonnier politique?*, Montréal, Confédération des travailleurs catholiques du Canada, s.d. [1949], 48 p.

ASSEMBLIES OF CHRISTIANS IN FRENCH CANADA. *News of Quebec*. ACFC, 1950, p. 2-5.

BERGER, Morroe. *Equality by Statute: Legal Controls Over Group Discrimination*. New York, Columbia University Press, 1955, 238 p.

BLACKBURN, C. G. (Directeur de l'information, ministère du Travail). *Le Canada au travail. Cinq causeries radiophoniques sur la discrimination*. Ottawa, Ministère du travail, 1954, 2 p.

BLED, Yves. *La condition des domestiques antillaises à Montréal*. Thèse (Anthropologie), Université de Montréal, 1965, 165 p.

CANADA, DÉPARTEMENT CANADIEN DE LA CITOYENNETÉ ET DE L'IMMIGRATION. *L'intégration des immigrants au Canada, Rapport préparé par le Département canadien de la Citoyenneté et de l'Immigration*, Conférence de l'UNESCO sur l'intégration culturelle des immigrants, La Havane, 18-27 avril 1956, p. 1-8.

CARON, François. *Rapport d'enquête sur la moralité*, Montréal, Cour supérieure jugement no 3000 (« Document complet sur l'enquête Caron », *Le Devoir*, supplément, 16 octobre 1954, p. 1-40).

CHARTIER, Roger. « Chronologie de l'évolution confessionnelle de la CTCC (CSN) », *Relations industrielles*, vol. 16, no 1, janvier 1961, p. 102-112.

COMMISSION CANADIENNE, ANNÉE INTERNATIONALE DES DROITS DE L'HOMME. *Rapport d'activité conférence des droits de l'homme et travaux de la commission canadienne*. Ottawa, 1969. 293 p.

CONGRÈS JUIF CANADIEN. *Mémoire au Juge Thomas Tremblay, Président et aux membres de la Commission d'enquête sur les problèmes constitutionnels, Province de Québec par le Congrès canadien juif*. décembre 1954, 6 p.

CONSEIL CENTRAL DE MONTRÉAL (CSN). *Charte des droits de l'homme pour l'État libre du Québec, adopté au 12ième Congrès du Conseil central des syndicats nationaux de Montréal (CSN)*. Longueuil, Imprimerie Mansour Inc., 1970, 16 p.

CONFÉDÉRATION DES SYNDICATS NATIONAUX, FÉDÉRATION DES TRAVAILLEURS DU QUÉBEC ET UNION CATHOLIQUE DES CULTIVATEURS. *Mémoire de la Confédération des syndicats nationaux, de la Fédération des travailleurs du Québec et de l'Union catholique des cultivateurs soumis au Comité de la constitution de l'Assemblée législative du Québec*. avril 1966. 23 p.

CONFÉDÉRATION DES TRAVAILLEURS CATHOLIQUES DU CANADA, *Programme de la Confédération des travailleurs catholiques du Canada inc. pour l'après-guerre*, Montréal, 1945, 10 p.

_____ *René Rocque, prisonnier politique?*, Montréal, CTCC, s.d., p. 10-11; J

_____ ET CONFÉDÉRATION DES SYNDICATS NATIONAUX. *Procès-verbaux des congrès annuels de la CTCC-CSN, 1944-1964*.

CONFÉRENCE INTERNATIONALE DU TRAVAIL. *Rapport IV, La discrimination en matière d'emploi et de profession*. Genève, 42e session, CIT, 1958.

CRÉPEAU, Paul-André, Frank R. Scott, Jean Beetz et Gérard Le Dain. *Rapport sur un projet de loi concernant les droits et libertés de la personne*. 25 juillet 1971.

DRAFTING COMMITTEE ON AN INTERNATIONAL BILL OF HUMAN RIGHTS. *Report of the Drafting Committee to the Commission on Human Rights, Second Session*, E/CN.J+/95, 21 May 1948, p. 1-2.

FÉDÉRATION DES TRAVAILLEURS DU QUÉBEC ET CONFÉDÉRATION DES TRAVAILLEURS CATHOLIQUES DU CANADA. *"Mémoire sur l'éducation" soumis à Monsieur Omer-Jules Desaulniers, Surintendant de l'Instruction Publique, Hôtel du parlement de la province de Québec*. s.l., 12 février 1958, 42 p.

FÉDÉRATION DES TRAVAILLEURS DU QUÉBEC. *Politique de la FTQ, 1960-1967*. s.l., Les éditions FTQ, 1967, 125 p.

FÉDÉRATION DES UNIONS INDUSTRIELLES DU QUÉBEC. *Mémoire de la Fédération des unions industrielles du Québec (Congrès canadien du travail) à la Commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels (Province de Québec)*. 10 mars 1954, 47 p.

_____. *Manifeste au peuple du Québec, Constitution et manifeste politique*, Joliette, 14 mai 1955, p. 11-18.

FRANK, Rabbi Solomon. *Mémoire sur les "Témoins de Jéhovah", présenté à Me Ernest Godbout, C.R., Procureur de la Cité de Québec*. Québec, 1948, 20 p.

HALL, Frank (Président du Comité des droits de l'homme du Congrès du Travail du Canada). *Juste méthodes d'emploi - Un bon commencement, publié par Rapports ouvriers canadiens*. Rapports ouvriers canadiens. Montréal, s.d. [1959-60], 4 p.

INSTITUT CANADIEN DES AFFAIRES PUBLIQUES. *Rapport de la Première Conférence Annuelle de l'Institut Canadien des Affaires Publiques, « Le peuple souverain », Ste-Marguerite, 29 septembre au 2 octobre 1954*. Institut canadien des affaires publiques, 1954, 52 p.

LACOSTE, Paul et al. « Le droit de la Personne humaine au travail intellectuel », *L'Action universitaire*, juillet 1950, p. 43-85.

LERNER, Nathan. *The crime of incitement to group hatred: a survey of international and national legislation*. New York, World Jewish Congress, 1965, 79 p.

- LESAGE, Jean. *Minorities in Canada. An address by the Prime Minister of Quebec before the 35th biennial convention, Zionist Organization of Canada, Montreal, October 31, 1960*. Montréal, Public Relations Department, Zionist Organization of Canada, 1960, 7 p.
- LEVAR, Georges. *Chances et périls du syndicalisme chrétien*. Paris, Fayard, 1955, 223 p.
- MAILHIOT, Bernard. « La psychologie des relations interethniques à Montréal », *Contributions à l'étude des sciences de l'homme*, no 3, 1956, p. 7-24.
- _____ « Le Centre de Recherches en Relations Humaines de Montréal », *Recherches sociographiques*, vol. 2, no 1, 1961, p. 101-103.
- _____ « Les recherches en psychologie sociale au Canada français (1946-1962) », *Recherches sociographiques*, no spécial « Situation de la recherche sur le Canada français », vol. 3, no 1-2, 1962, p. 189-202.
- MARSHALL, Thomas H. *Citizenship and Social Classe and Other Essays*. New York, Oxford University Press, 1950, 155 p.
- MOSHER, Aaron. *En garde! La haine raciale et religieuse tend à détruire l'unionisme ouvrier!* Édition Rapport ouvriers canadiens, s.d. [1948], 4 p.
- MYERSON, Moses H. « Group Libel Law Recommended », *Revue du Barreau de la Province de Québec*, vol. 13, mai 1953, p. 218-239.
- NEHEMIAH, Robinson. *The United Nations and the World Jewish Congress*. Institute of Jewish Affairs, World Jewish Congress, 1955, 285 p.
- NORMANDIN, Paul, M.E. *La Loi du Cadenas vous menace!*. 1955, 26 p.
- PARTI SOCIALISTE DU QUÉBEC. *Charte des droits de l'homme pour l'état libre du Québec*, Longueuil, Imprimerie Mansour Inc., s.d. [1963], 14 p.
- PICARD, Gérard. *Le salaire minimum vital*. CTCC, Tract no 7, 1944, 24 p.
- SOCIÉTÉ CANADIENNE D'ÉDUCATION DES ADULTES. *Rapport du travail accompli au cours de la saison 1955-56 par le Comité « Les Idées en Marche »*, 1956.
- SCOTT, Frank R. « Publishing False News », *Revue du Barreau canadien*, vol. 30, no 1, janvier 1952, p. 37-47.

SCOTT, Frank R. et Paul-André CRÉPEAU. *Rapport sur un projet de loi concernant les droits et libertés de la personne*. Montréal, 1971.

TANGUAY, Pierre. « Les Conditions du travail intellectuel pour l'étudiant en sciences appliquées », *Croire et Savoir*, vol. 1, no 4, 1950,

TRUDEAU, Pierre Elliott. « Some Obstacles to Democracy in Quebec », *Canadian Journal of Economics and Political Science*, vol. 24, août 1958 : p. 297-311

_____ « Un manifeste démocratique », *Cité libre*, no 22, octobre 1958, p. 1-31.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES, *La Charte des Nations Unies*, San Francisco, 24 octobre 1945 [en ligne] : <http://www.un.org/fr/sections/un-charter/>

_____ Procès-verbal de la cent quatre-vingt-troisième séance plénière, tenue au Palais de Chaillot, Paris, 10 décembre 1948, A/PV.183, p. 912-935.

_____ Déclaration universelle des droits de l'homme (1948) Rés. AG 217 (III), Doc.off. AG NU, 2e session, support no 13, Doc. NU A/810 (1948).

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ÉDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE, Conférence des représentants des organisations internationales de jeunesse. *Rapport du secrétariat sur les suites données aux résolutions de la deuxième conférence des organisations internationales de jeunesse*, Paris, 21-27 novembre 1951.

ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL. *Annexe XVIII, Déclaration concernant la politique de "l'Apartheid" de la République d'Afrique du sud*, 8 juillet 1964, p. 880-882.

UNITED NATIONS ASSOCIATION IN CANADA, COMMITTEE FOR UNESCO, Information Bulletin on The Tenth Anniversary of the Adoption of the Universal Declaration of Human Rights, Ottawa, 1958.

WELLS, H. G. *The Rights of Man, or What Are We Fighting For?* Harmondsworth, Penguin Books, 1940, 176 p.

WATCH TOWER BIBLE AND TRACT SOCIETY. *Québec, vous avez manqué à votre peuple*. Toronto, W.T.B.T.S., 1947, 4 p.

_____ *La haine ardente du Québec pour Dieu, pour Christ et pour la liberté est un sujet de honte pour tout le Canada*. Toronto, Watch Tower Bible and Tract Society, 1946, 4 p.

2. MONOGRAPHIES, CHAPITRES D'OUVRAGES ET ARTICLES

ANONYME. « Des groupuscules québécois d'extrême droite sortent de l'ombre », *Le Devoir*, 19 juillet 2017.

_____ « La consultation sur la discrimination systémique change de nom et de mandat », *La Presse*, 18 octobre 2017.

ABELLA, Irving. « Presidential Address: Jews, Human Rights, and the Making of a New Canada ». *Journal of the Canadian Historical Association/Revue de la société historique du Canada*, vol. 11, no 1, 2000, p. 3-15.

ADAMS, Eric M. *The Idea of Constitutional Rights and the Transformation of Canadian Constitutional Law, 1930-1960*. Thèse (sciences juridiques), Toronto, Université de Toronto, 2009, 300 p.

_____ « Building a Law of Human Rights: Roncarelli v. Duplessis in Canadian Constitutional Culture ». *McGill Law Journal*, vol. 55, no 2010, p. 339.

AGUILAR, Gaby Oré. « The Local Relevance of Human Rights : A Methodological Approach ». dans: Koen DE FEYTER (dir.), *The Local Relevance of Human Rights*, New York, Cambridge University Press, 2011, p. 109-146.

ALBISA, Catherine, Martha F. DAVIS et Cynthia SOOHOO. *Bringing Human Rights Home*. Westport, Greenwood Pub Group, 2007, vol. 2-3.

ALGER, Chadwick F. *The United Nations System: A Reference Handbook*. Santa Barbara, Calif, ABC-CLIO, 2006, 375 p.

ALSTON, Philip (dir.). *Labour rights as human rights*. New York, Oxford University Press, 2005, 253 p.

ANCTIL, Pierre. « Interlude of Hostility: Judeo-Christian Relations in Quebec in the Interwar Period, 1919-1939 ». dans : Alan DAVIES (dir.), *Antisemitism in Canada : History and Interpretation*, Waterloo, Wilfrid Laurier University Press, 1992, p. 143-174.

_____ « Le Congrès juif canadien et la promotion de l'éducation interculturelle (1947-1975) ». dans : Lomomba EMONGO et Bob W. WHITE (dir.), *L'Interculturel au Québec. Rencontres historiques et enjeux politiques*, Montréal, PUM, 2014, p. 117-136.

_____ *Tur Malka : flâneries sur les cimes de l'histoire juive montréalaise*. Sillery, Septentrion, 1997, 199 p.

- ANCTIL, Pierre. *Le rendez-vous manqué : les Juifs de Montréal face au Québec de l'entre-deux-guerres*, Québec, IQRC, 1988, p. 315.
- ANDERSON, Carol Elaine. *Eyes off the Prize: The United Nations and the African American Struggle for Human Rights, 1944-1955*. New York, Cambridge University Press, 2003, 302 p.
- ANDERSON, Devery S. *Emmett Till: The Murder That Shocked the World and Propelled the Civil Rights Movement*. Jackson, University Press of Mississippi, 2015, 552 p.
- ANDRIANTSIMBAZOVINA, Joël (dir.), *Dictionnaire des droits de l'homme*. Paris, Presses universitaires de France, 2008, 864 p.
- ARAT, Zehra F.K. *Human Rights Worldwide: a Reference Handbook*. Santa Barbara, ABC-CLIO, 2006, 313 p.
- ARENDT, Hannah. *The origins of totalitarianism*. New York, Harcourt, Brace & World, 1966, 526 p.
- ARMSTRONG-REID, Susan et David MURRAY. *Armies of Peace: Canada and the UNRRA Years*. Toronto, University of Toronto Press, 2008, 448 p.
- ARNESEN, Eric. « Passion and Politics : Race and the Writing of Working-Class History ». *Journal of the Historical Society*, vol. 6, no 3, 2006, p. 323-356.
- AUSTIN, David. *Fear of a Black Nation: Race, Sex, and Security in Sixties Montreal*. Toronto, Between the Lines, 2013, 256 p.
- BALIBAR, Etienne. « Y a-t-il un néo-racisme ». dans : E. BALIBAR et I. WALLERSTEIN (dir.), *Race, nation, classe. Les identités ambiguës*, Paris, La Découverte, 1988, p. 27-41.
- B.-BEAUMIER, Marie-Laurence. *Le genre et les limites de l'universalité : La Ligue des Droits de l'Homme du Québec, 1963-1985*. Mémoire (histoire), Université Laval, 2013, 153 p.
- BACKHOUSE, Constance. *De la couleur des lois: Une histoire juridique du racisme au Canada entre 1900 et 1950*. Ottawa, University of Ottawa Press/Presses de l'Université d'Ottawa, 2010, 594 p.

- BANGARTH, Stephanie. « "We are not asking you to open wide the gates for Chinese immigration": The Committee for the Repeal of the Chinese Immigration Act and Early Human Rights Activism in Canada ». *Canadian Historical reviews*, vol. 84, no 3, septembre 2003, p. 395-422.
- _____. *Voices Raised in Protest: Defending North American Citizens of Japanese Ancestry, 1942-49*. Vancouver, UBC Press, 2008, 280 p.
- BANTEKAS, Ilias et Lutz OETTE. *International Human Rights Law and Practice*. New-York, Cambridge University Press, 2013, 721 p.
- BARBIER, Maurice. « Les relations entre l'Église catholique et l'Organisation internationale du travail », *Politique étrangère*, no 3, 1972, p. 351-387.
- BARRY, Alpha Ousmane. *Les bases théoriques en analyse du discours*. 2002, [En ligne], https://www.infoamerica.org/teoria_articulos/discurso01.pdf
- BAXI, Uprenda. *The Future of Human Rights*. New York, Oxford University Press, 2006 (2e éd.), 339 p.
- BEAUREGARD, Claude. *Guerre et censure au Canada, 1939-1945*. Sillery, Les éditions du Septentrion, 1998, 196 p.
- BEHIELS, Michael D. *Prelude to Quebec's Quiet revolution : Liberalism Versus Neo-nationalism, 1945-1960*. Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 1985, 366 p.
- BÉLANGER, André-J. *Ruptures et constantes. Quatre idéologies du Québec en éclatement : La Relève, la JÉC, Cité libre, Parti Pris*. Montréal, Les Éditions Hurtubise, 1977, 219 p.
- BÉLANGER, Guy. « La grève de Murdochville (1957) », *Labour/Le Travail*, vol. 8/9, automne 1981 – printemps 1982, p. 103-135.
- BÉLANGER, Yves, Robert COMEAU et Céline MÉTIVIER (dir.), *La Révolution tranquille. 40 ans plus tard : un bilan*. Montréal, VLB Éditeur, 2000, 316 p.
- BELKHODJA, Chedly et Christophe Traisnel. « Une communauté nationale assiégée? Le constate des nouveaux penseurs de sensibilité conservatrice en France et au Québec », dans : Jocelyne COUTURE, Micheline LABELLE et Frank W. REMIGGI (dir.), *La communauté politique en question : regards croisés sur l'immigration, la citoyenneté, la diversité et le pouvoir*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2012, p. 121-144.

- BENOÎT-ROHMER, Florence. « L'Égalité dans la typologie des droits ». dans: *Classer les droits de l'homme*, E. BRIBOSA et L. HENNEBEL (dir.), Bruxelles, Bruylant, 2004, p. 135-152.
- BÉRARD, Frédéric. *Charte canadienne et droits linguistiques: Pour en finir avec les mythes*. Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2017, 386 p.
- BERCUSON, David J. *Canada and the Birth of Israel: a Study in Canadian Foreign Policy*. Toronto, University of Toronto Press, 1985, 304 p.
- BIALYSTOK, Franklin. *Delayed impact: the Holocaust and the Canadian Jewish community*. Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 2000, 340 p.
- BIENVENUE, Louise. *Quand la jeunesse entre en scène. L'Action catholique avant la Révolution tranquille*. Montréal, Boréal, 2003, 291 p.
- BLAISE, Pierre. « Les structures du syndicalisme international ». *Courrier hebdomadaire du CRISP*, vol. 21, no 1126, 1986, p. 1-41.
- BOBBIO, Norberto. *The Age of Rights*. Cambridge, Polity Press, 1996, 168 p.
- BOCK-CÔTÉ, Mathieu. « Le multiculturalisme d'État et l'idéologie antidiscriminatoire ». *Recherches sociographiques*, vol. 50, no 2, 2009, p. 348-363.
- _____ « Le procès des Québécois », *Le Journal de Montréal*, 16 août 2017.
- BOGWART, Elizabeth. « FDR's Four Freedoms and Wartime Transformations in America's Discourse of Rights », dans : Cynthia SOOHOO, Catherine ALBISA, et al.. *Bringing Human Rights Home*, Greenwood Pub Group, University of Pennsylvania Press, 2009, p. 40-67
- BOHAKER, Heidi et Franca IACOVETTA. « Making Aboriginal People "Immigrants Too": A Comparison of Citizenship Programs for Newcomers and Indigenous Peoples in Postwar Canada, 1940s-1960s », *Canadian Historical Review*, vol. 90, no 3, 2009, p. 427-462.
- BORSTELMANN, Thomas. *The Cold War and the Color Line*. Cambridge, Harvard University Press, 2009, 384 p.
- BOSSET, Pierre. « Les droits économiques et sociaux : parents pauvres de la Charte québécoise? », *Revue du Barreau canadien*, vol. 75, 1996, p. 583-603.
- _____ (dir.), *Après 25 ans : La Charte québécoise des droits et libertés de la personne. Volume I : Bilan et recommandations*. Montréal, Commission des droits de la personne et de la jeunesse, 2003, 135 p.

- BOSSET, Pierre. « La Charte québécoise : Le rôle crucial de la Ligue », dans : Martine Eloy, Nicole Fillion, P.-E. Rainville et al. (dir.), *Au cœur des luttes (1963-2013). La Ligue des droits et libertés, 50 ans d'action*, Montréal, LDL, 2013, p. 21-24.
- BOUCHARD, Gérard et Charles TAYLOR. *Fonder l'avenir. Le temps de la conciliation. Rapport de la Commission de consultation sur les pratiques d'accommodement reliées aux différences culturelles*. Québec, 2008, 307 p.
- BOUCHARD, Gérard. « L'histoire sociale au Québec. Réflexions sur quelques paradoxes ». *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 51, no 2, 1997, p. 243-269.
- BOURDIEU, Pierre. « La force du droit. Éléments pour une sociologie du champ juridique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 64, no 1, 1986, p. 3-19.
- BOURQUE Gilles et Jules Duchastel. « Multiculturalisme, pluralisme et communauté politique : le Canada et le Québec », dans Mikhaël Elbaz et Denise Helly (dir.), *Mondialisation, citoyenneté et multiculturalisme*. Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 2000, p. 147-169.
- BRATTAIN, Michelle. « Race, Racism, and Antiracism : UNESCO and The Politics of Presenting Science to the Postwar Public », *The American Historical Review*, vol. 112, no 5, 2007, p. 1386-1413.
- BRETT, Rachel. « The Role and Limits of Human Rights NGOs at the United Nations », *Political studies*, vol. 43, no 1, 1995, p. 96-110.
- BRODIE, Janine. « Three Stories of Canadian Citizenship ». dans : Dorothy E. CHUNN, Robert J. MENZIES et Robert L. ADAMOSKI, *Contesting Canadian Citizenship: Historical Readings*. Peterborough, Ont., Broadview Press, 2002, 429 p.
- BROOKFIELD, Tarah. *Cold War Comforts: Canadian Women, Child Safety, and Global Insecurity*. Waterloo, Wilfrid Laurier University Press, 2012, 270 p.
- BRUNER, Arnold. « The Genesis of Ontario's Rights Legislation: A Study in Law Reform », *University of Toronto Faculty Law Review*, vol. 37, 1979, p. 236-253.
- BRUNET, Dorval. *Les trois colombes. Essai*. Montréal, VLB Éditeur, 1985, 305 p.
- BUERGENTHAL, Thomas. « The evolving international human rights system ». *American Journal of International Law*, vol. 100, no 4, 2006, p. 783-807.

- BURGERS, Jan Herman. « The road to San Francisco: The revival of the human rights idea in the twentieth century ». *Human Rights Quarterly*, vol. 14, no 4, novembre 1992, p. 447-477.
- BURON, Denis. « Liberté d'expression et diffamation de collectivités : quand le droit à l'égalité s'exprime ». *Les Cahiers de droit*, vol. 29, no 2, 1988, p. 491-534.
- BUSHNELL, Ian. *The captive court: a study of the Supreme Court of Canada*. Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 1992, 624 p.
- CACCIA, Ivana. *Managing the Canadian Mosaic in Wartime: Shaping Citizenship Policy, 1939-1945*. Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 2010, 359 p.
- CALLISTE, Agnes. « Sleeping car porters in Canada: An ethnically submerged split labour market », *Canadian Ethnic Studies*, vol. 19, no 1, 1987, p. 1-20.
- _____ « The Struggle for Employment Equity by Blacks on American and Canadian Railroads », *Journal of Black Studies*, vol. 25, no. 3, janvier 1995, p. 297-317.
- CANUEL, Alain. « La censure en temps de guerre : Radio-Canada et le plébiscite de 1942 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 52, no 2, 1998, p. 217-242.
- CAREL, Ivan. « L'invention de la "Grande Noirceur" : la voie française », dans : Lucia FERRETTI et Xavier GÉLINAS (dir.), *Duplessis, son milieu, son époque*. Québec, Septentrion, 2010, 513 p.
- CARTY, R. Kenneth et W. Peter WARD. « The Making of a Canadian Political Citizenship ». dans : R. Kenneth CARTY et W. Peter WARD (dir.), *National Politics and Community in Canada*. Vancouver, University of British Columbia Press, 1986, 200 p.
- CASGRAIN, Thérèse-F. *Une femme chez les hommes*. Montréal, Éditions du Jour, 1971, 296 p.
- CASSIN, René. « Droits de l'Homme et méthode comparative », *Revue internationale de droit comparé*, vol. 20, no 3, juillet-septembre 1968, p. 449-492.
- _____ « Le premier résultat d'une croisade », *Le Monde*, 6 décembre 2008.
- CELTA, « De la Confédération internationale des Travailleurs chrétiens (C.I.S.C.) à la Confédération mondiale du Travail (C.M.T.) », *Politique étrangère*, vol. 24, no 1, 1969, p. 73-80.

- CHABOT, Mélanie. *L'institut canadien d'éducation des adultes, pôle rassembleur des mouvements d'éducation populaire au Québec (1946-1960)*. Mémoire (histoire), Université du Québec à Montréal, 2004, 143 p.
- _____ « À la découverte de l'"Autre" : le mouvement de l'éducation des adultes au Québec et les questions des relations interculturelles (1945-1960) ». dans : Jean-Michel LACROIX et Paul-André LINTEAU (dir.), *Vers la construction d'une citoyenneté canadienne*, Paris, Presses Sorbonne Nouvelle, 2006, p. 171-186.
- CHANDRA, Puran. *NGOs and Human Rights Activism*. New Delhi, Forward Books, 2011, 288 p.
- CHARTRAND, Michel. *Les voies d'un homme de parole*. Montréal, Lanctôt Éditeur, 1999, 303 p.
- CHERMIN, Albert D. « Making Soviet Jews an Issue: A History ». dans : Murray FRIEDMAN et Albert D. CHERNIN, *A Second Exodus: The American Movement to Free Soviet Jews*. London, University Press of New England, 1999, 265 p.
- CHEVRIER, Marc, Louis-Georges HARVEY, Stéphane KELLY et Samuel TRUDEAU. *De la république en Amérique française. Anthologie pédagogique des discours républicains au Québec*. Québec, Septentrion, 2013, 518 p.
- CHRISTIE, Nancy et Michael GAUVREAU. *Cultures of Citizenship in Post-War Canada, 1940-1955*. Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 2003, 344 p.
- CHUNN, Dorothy E., Robert J. MENZIES et Robert L. ADAMOSKI. *Contesting Canadian Citizenship: Historical Readings*. Peterborough, Broadview Press, 2002, 429 p.
- CLARKE, Frank K.. *Debilitating Divisions: The Civil Liberties Movement in Early Cold War Canada, 1946-48*. dans: Dieter K. BUSE, Mercedes STEEDMAN et Gary KINSMAN (dir.), *Whose National Security?: Canadian State Surveillance and the Creation of Enemies*, Toronto, Between the Lines, 2000, p. 171-187.
- CLAVETTE, Suzanne. *Les dessous d'Asbestos : une lutte idéologique contre la participation des travailleurs*. Saint-Nicolas, Presses de l'Université Laval, 2005, 566 p.
- CLÉMENT, Dominique. *Rights in the Age of Protest: A History of the Human Rights and Civil Liberties Movement in Canada, 1962-1982*. Thèse de doctorat (histoire), Memorial University of Newfoundland, 2005, 507 p.

CLÉMENT, Dominique. « An Exercise in Futility? Regionalism, State Funding, and Ideology as Obstacles to the Formation of a National Social Movement Organization in Canada ». *BC Studies*, no 146, été 2005, p. 63-91.

_____ « An Exercise in Futility? Regionalism, State Funding, and Ideology as Obstacles to the Formation of a National Social Movement Organization in Canada ». *BC Studies*, no 146, été 2005, p. 63-91.

_____ *Canada's Rights Revolution, Social Movements and Social Change, 1937-82*. Vancouver, University of British Columbia Press, 2008, 308 p.

_____ « Generations and the Transformation of Social Movements in Postwar Canada », *Histoire sociale/Social history*, vol. 42, no 84, 2009, p. 361-387.

_____ « A Sociology of Human Rights : Rights through a Social Movements Lens », *Canadian Review of Sociology/Revue canadienne de sociologie*, vol. 48, no 2, 2011, p. 121-135.

_____ « Human Rights in Canadian Domestic and Foreign Politics : From "Niggardly Acceptance" to Enthusiastic Embrace », *Human Rights Quarterly*, vol. 34, no 3, 2012, p. 751-778.

_____ *Equality Deferred : Sex Discrimination and British Columbia's Human Rights State, 1953-1984*. Vancouver, UBC Press, 2015, 332 p.

_____ *Human Rights in Canada: A History*. Waterloo, Wilfrid Laurier University Press, 2016, 233 p.

CLUET, Marc. *Villégiatures à l'allemande. Les origines germaniques du tourisme vert, 1850-1950*. Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2009, 388 p.

CMIEL, Kenneth. « The recent history of human rights », *The American Historical Review*, vol. 109, no 1, 2004, p. 117-135.

COHEN, Robert et David J. SNYDER. *Rebellion in Black and White: Southern Student Activism in the 1960s*. Baltimore, JHU Press, 2013, 368 p.

COHEN, Daniel. « The Holocaust and the 'Human Rights Revolution': A Reassessment », dans : Akira IRIYE, Petra GOEDDE et William I. HITCHCOCK, *The Human Rights Revolution: An International History*, New York, Oxford University Press, 2012, 272 p.

COHEN, Jonathan G. et J. F. FLAUSS (dir.), *Les Organisations non gouvernementales et le droit international des droits de l'homme*. Bruxelles, Bruylant, 2005, 258 p.

- COHEN, Maxwell. « The Hate Propaganda Amendments: Reflections on a Controversy », *Alberta Law Review*, vol. 9, 1970, p. 103-117.
- COLÁS, Alejandro. *International Civil Society: Social Movements in World Politics*. Malden, MA Blackwell Publishers, 2002, 219 p.
- COMEAU, Robert et Bernard DIONNE. « Henri Gagnon, organisateur révolutionnaire : 1936-1956 », dans : Robert COMEAU et Bernard DIONNE, *Le droit de se taire. Histoire des communistes au Québec, de la Première Guerre mondiale à la Révolution tranquille*, Montréal, VLB Éditeur, 1989, p. 298-337.
- _____ et Bernard DIONNE. « Le Parti ouvrier-progressiste en crise, 1946-1976 », dans : Fernand DUMONT (dir.), *Idéologies au Canada français 1940-1976*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1981, 360 p.
- _____ et Jean-François NADEAU. « Actions de Jacques Perrault », dans : Alain-G. GAGNON et Michel SARRA-BOURNET (dir.), *Duplessis : entre la grande noirceur et la société libérale*, Montréal, Éditions Québec Amérique, 1997, p. 121-144.
- CORNELIER, Louis. « Penser un souverainisme de gauche », *Le Devoir*, 25 novembre 2017.
- COTTER, Anne-Marie M.. *Race Matters: An International Legal Analysis of Race Discrimination*. Aldershot, England, Ashgate 2006, 306 p.
- COWAN, Jane K., Marie-Bénédicte DEMBOUR et Richard A. WILSON, *Culture and Rights : Anthropological Perspectives*. New York, Cambridge University Press, 2001, 258 p.
- _____ « Culture and Rights after Culture and Rights », dans: Mark GOODALE (dir.), *Human Rights: An Anthropological Reader*, Malden, Wiley-Blackwell, 2009, p. 305-331.
- COWEN, Deborah E. « The Soldier-Citizen », dans: Egin F. ISIN, *Recasting the Social in Citizenship*, Toronto, University of Toronto Press, Scholarly Publishing Division, 2008, 352 p.
- _____ *Military Workfare: The Soldier and Social Citizenship in Canada*. Toronto, University of Toronto Press, 2008, 320 p.
- CROTEAU, Jean-Philippe. *Les relations entre les Juifs de langue française et les Canadiens français selon le Bulletin du Cercle Juif (1954-1968)*. Mémoire de maîtrise (histoire), Université de Montréal, 2000, 162 p.

- CROUZATIER, Jean-Marie. « "Droits de l'homme" ou "droit humain" : une différence sémantique? », *ASPECTS – Hors Série*, 2008, p. 11-16.
- CUTHBERTSON, Wendy. *Labour Goes to War: The CIO and the Construction of a New Social Order, 1939-45*. Vancouver, University of British Columbia Press, 2012, 240 p.
- DAVID-PELLETIER, Julien. « Ceci n'est pas un procès », *L'Actualité*, 11 septembre 2017.
- DE FEYTER, Koen, et Stephan PARMENTIER et al. *The Local Relevance of Human Rights*. New York, Cambridge University Press, 2011, 381 p.
- « Introduction : Reconsidering Human Rights From Below », dans : Koen DE FEYTER, Stephan PARMENTIER et al., *The Local Relevance of Human Rights*, New York, Cambridge University Press, 2011, p. 1-10.
- DE GIVRY, Jean. *Droits de l'homme, travail et syndicats : l'action de l'Organisation internationale du travail dans le domaine de la liberté syndicale et des relations professionnelles de 1944 à 1985*. Paris, Éditions universitaires, 1989, 267 p.
- DELEUZE, Magali. *L'une et l'autre indépendance 1954-1964 : les médias au Québec et la guerre d'Algérie*. Montréal, Éditions Point de fuite, 2001, 229 p.
- DELPLA, François. *Nuremberg face à l'histoire*. Paris, Archipel, 2006, 413 p.
- DEMBOUR, Marie-Bénédicte, « What Are Human Rights? Four Schools of Thought », *Human Rights Quarterly*, vol. 32, no 1, février 2010, pp. 1-20.
- DEMERS, Maurice. « Introduction—D'un anti-impérialisme à l'autre: représentations des nations dominées et colonisées au Canada français », *Mens : Revue d'histoire intellectuelle et culturelle*, vol. 13, no 1, 2012, p. 7-18.
- DENIS, Mathieu. *Jacques-Victor Morin : syndicaliste et éducateur populaire*. Montréal, VLB, 2003, 251 p.
- DENIS, Roch. *Luttes de classes et question nationale, 1948-1968*. Montréal, Les Presses socialistes internationales; Paris : Études et documentation internationales, 1979, 601 p.
- DEVINATZ, Victor G. « David Dubinsky, the International Ladies' Garment Workers' Union and the Limits of Social Democratic Trade Unionism », *Employee Responsibilities and Rights Journal*, vol. 22, no 1, 2010, p. 67-78

- DINNERSTEIN, Leonard. *Antisemitism in America*. New York, Oxford University Press, 1994, 369 p.
- DION, Léon. *Québec 1945-2000. Tome II : Les intellectuels et le temps de Duplessis*. Ste-Foy, PUL, 1993, 452 p.
- DIONNE, Bernard. *Les "unions internationales" et le conseil des métiers et du travail de Montréal de 1938 à 1958*. Thèse de doctorat (histoire), Université du Québec à Montréal, 1988, 834 p.
- DIXON, Rosalind. « The Supreme Court of Canada and Constitutional (Equality) Baselines », *Osgoode Hall Law Journal*, vol. 50, no. 3, 2013, p. 637-669.
- DOLLINGER, Marc. *Quest for Inclusion: Jews and Liberalism in Modern America*. Princeton, Princeton University Press, 2000, 296 p.
- DOMINIQUE-LEGAULT, Pascal. *Le projet de loi antiterroriste canadien: Gouvernance sécuritaire et droits de l'homme*. Mémoire de maîtrise (criminologie), Université d'Ottawa, 2009, 273 p.
- DONNELLY, Jack. *The Concept of Human Rights*. London, Croom Helm, 1985, 120 p.
- _____ « The Social Construction of International human rights », dans: Tim DUNNE et Nicholas J. WHEELER (dir.), *Human Rights in Global Politics*, New York, Cambridge University Press, 1999, p. 71-102.
- _____ *Universal Human Rights in Theory and Practice*. Ithaca, Cornell University Press, 2013, 296 p.
- DUDZIAK, Mary Louise. *Cold War Civil Rights: Race and the Image of American Democracy*. Princeton, N.J., Princeton University Press, 2011, 330 p.
- DUMONT, Fernand (dir.), *Idéologies au Canada français 1940-1976*. Québec, Presses de l'Université Laval, 1981, 363 p.
- DUTRISAC, Robert. « Commission sur le racisme: sortie de secours », *Le Devoir*, 10 octobre 2017.
- ECOSOC, *Liste officielle de toutes les ONG dotées du statut consultatif auprès de l'ECOSOC*, 1^{er} septembre 2016, 152 p. [En ligne], <http://undocs.org/E/2016/INF/5>
- EDWARDSON, Ryan. *Canadian Content: Culture and the Quest for Nationhood*. Toronto, University of Toronto Press, 2008, 360 p.

- EGERTON, George W. « Entering the Age of Human Rights: Religion, Politics, and Canadian Liberalism, 1945-50 », *The Canadian Historical Review*, vol. 85, no 3, septembre 2004, p. 451-480.
- _____ « Writing the Canadian Bill of Rights: Religion, Politics, and the Challenge of Pluralism 1957-1960 », *Canadian Journal of Law and Society*, vol. 19, no 2004, p. 1-22.
- ELOY, Martine, Nicole FILLION, P.-E. RAINVILLE et al., dir. *Au cœur des luttes (1963-2013). La Ligue des droits et libertés, 50 ans d'action*. Montréal, LDL, 2013, 122 p.
- FAHRNI, Magda et Robert RUTHERDALE (dir.), *Creating Postwar Canada: Community, Diversity, and Dissent, 1945-75*. Vancouver, UBC Press, 2008, 360 p.
- _____ *Household politics: Montreal families and postwar reconstruction*. Toronto, University of Toronto Press, 2005, 279 p.
- FECTEAU, Jean-Marie. *La liberté du pauvre : crime et pauvreté au 19^e siècle québécois*. Montréal, VLB éditeur, 2004, 455 p.
- FELD, Marjorie N. *Nations Divided: American Jews and the Struggle over Apartheid*. New York, Palgrave Macmillan, 2014, 234 p.
- FINKEL, Alvin. *Social Policy and Practice in Canada. A History*. Waterloo, Ontario Wilfrid Laurier University Press, 2006, 384 p.
- FISCHER, Didier. « L'Unef et l'Union internationale des étudiants (1945-1965) », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, vol. 86, no 2, 2007, p. 84-105.
- FITZGERALD, Stephanie. *The Little Rock Nine: Struggle for Integration*. Minneapolis, White-Thomas Publishing, 2006, 96 p.
- FOISY-GEOFFROY, Dominique. « Le Rapport de la Commission Tremblay (1953-1956), testament politique de la pensée traditionaliste canadienne-française », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 60, no 3, 2007, p. 257-294.
- FORMAN, Seth. *Blacks in the Jewish Mind : a Crisis of Liberalism*. New York, New York University Press, 1998, 284 p.
- FORSYTHE, David P. *Human Rights in International Relations*. New-York, Cambridge University Press, 2003, 355 p.

FRAGER, Ruth A. *Sweatshop Strife: Class, Ethnicity, and Gender in the Jewish Labour Movement of Toronto, 1900-1939*. Toronto, University of Toronto Press, 1992, 300 p.

_____ « "Mixing People on Spadina": The Tense Relations Between Non-Jewish Workers and Jewish Workers », dans: Janet MIRON (dir.), *A History of Human Rights in Canada*, Toronto, Canadian Scholars Press, 2009, p. 117-134;

_____ et Carmela PATRIAS. « Human Rights Activists and the Question of Sex Discrimination in Postwar Ontario », *Canadian Historical Review*, vol. 93, no 4, décembre 2012, p. 583-610.

_____ et Carmela PATRIAS. « Ethnic, Class and Gender Dynamics among Jewish Labour Activists and Jewish Human Rights Activists », *Canadian Jewish Studies/Études juives canadiennes*, vol. 21, no 1, 2013, p. 143-160.

_____ et Carmela PATRIAS. « Transnational Links and Citizens' Rights: Canadian Jewish Human Rights Activists and Their American Allies in the 1940s and 1950s. », dans : David GOUTOR et Stephen HEATHORN (dir.), *Taking Liberties: A History of Human Rights in Canada*, Toronto, Oxford University Press, 2013, p. 139-165.

FRIEDLANDER, Judith. « Les juifs et le droit à la différence : entre l'idéal de l'État-nation et le nationalisme des minorités », *Cahiers du Centre de recherches historiques*, vol. 9, 1992 [En ligne], <http://journals.openedition.org/ccrh/2811>

FRIEDMAN, Murray et Albert D. CHERNIN. *A Second Exodus: The American Movement to Free Soviet Jews*. Hanover et London, University Press of New England [for] Brandeis University Press, 1999, 265 p.

FUJIWARA, Aya. *Ethnic Elites and Canadian Identity: Japanese, Ukrainians, and Scots, 1919-1971*. Winnipeg, University of Manitoba Press, 2012, 272 p.

FUKUYAMA, Francis. *La fin de l'histoire et le dernier homme*. Paris, Flammarion, 1992, 452 p.

GAGNON, Alain-G. et Michel SARRA-BOURNET (dir.), *Duplessis - Entre la Grande Noirceur et la société libérale*. Montréal, Québec/Amérique, 1997, 396 p.

GAGNON, François-Marc. « Anarchie, droits de l'homme et le Refus global », dans : Yvan LAMONDE et Jonathan LIVERNOIS (dir.), *Culture québécoise et valeurs universelles*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2010, p. 171-180.

GALCHINSKY, Michael. *Jews and Human Rights: Dancing at Three Weddings*. Lanham, Md., Rowman & Littlefield, 2008, 255 p.

- GAUVREAU, Michael. « Catholicisme, nationalisme et fédéralisme dans la pensée de Claude Ryan », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 62, no 3, 2009, p. 429-472.
- GAY, Daniel. *Les Noirs du Québec, 1629-1900*. Sillery, Septentrion, 2004, 514 p.
- GÉLINAS, Xavier. *La droite intellectuelle québécoise et la Révolution tranquille*. Québec, Presses de l'Université Laval, 2007, 286 p.
- GÉLINAS, Xavier et Lucia FERRETTI. *Duplessis: son milieu, son époque*. Québec, Septentrion, 2010, 513 p.
- GEORGI, Frank. *L'invention de la CFDT 1957-1970 : syndicalisme, catholicisme et politique dans la France de l'expansion*. Paris, Éd. de l'Atelier, 1995, 651 p.
- GERARD, Emmanuel. *Histoire du mouvement ouvrier chrétien en Belgique, Volume 1*. Leuven University Press, 1994, 399 p.
- GLAZOV, J.. *Canadian Policy Toward Khrushchev's Soviet Union*. Montréal et Kingston, McGill-Queens University Press, 2002, 251 p.
- GLENDON, Mary Ann. *A World Made New: Eleanor Roosevelt and the Universal Declaration of Human Rights*. New York, Random House, 2002, 333 p.
- GODIN, Christian. *Le racisme*. Nantes, Éd. Du Temps, 2008, 160 p.
- GOEDDE, Petra, William I. HITCHCOCK et Kira IRIYE. *The Human Rights Revolution : An International History*. New York, OUP, 2012, 353 p.
- GOLDSTEIN, Eric L. *The Price of Whiteness: Jews, Race, and American Identity*. Princeton, Princeton University Press, 2006, 307 p.
- GOODALE, Mark et Sally E. MERRY. « Introduction. Locating Rights, Envisioning Law Between the Global and the Local », dans: Mark GOODALE et Sally E. MERRY (dir.), *The Practice of Human Rights: Tracking Law between the Global and the Local*, New York, Cambridge University Press, 2007, 398 p.
- GOODALE, Mark et Sally Engle MERRY. *The Practice of Human Rights: Tracking Law between the Global and the Local*. Cambridge, Cambridge University Press, 2007, 398 p.
- _____ « Introduction : Human Rights and Anthropology », dans: Mark GOODALE (dir.), *Human Rights: An Anthropological Reader*, Malden, Wiley-Blackwell, 2009, p. 1-19.

- GOODALE, Mark et Sally Engle MERRY (dir.). *Human Rights: An Anthropological Reader*. Malden, Wiley-Blackwell, 2009, 406 p.
- GORDON, Neve et Nitza BERKOVITCH. « Human Rights Discourse in Domestic Settings: How Does it Emerge? », *Political studies*, vol. 55, no 1, 2007, p. 243-266.
- GORNMAN, Dan. « Race, the Commonwealth, and the United Nations : From Imperialism to Internationalism in Canada, 1940-60 », dans : L. MADOKORO, F. MCKENZIE et D. MEREN (dir.), *Dominion of Race: Rethinking Canada's International History*, Vancouver, UBC Press, 2017, p. 139-159.
- GOSSELIN, Cherryl. A.. *Vers l'avenir : Québec women's politics between 1945 and 1967 : feminist, maternalist and nationalist link*, Thèse de doctorat (histoire), Université de Montréal, 2003, 422 p.
- GOUTOR, David et Stephen HEATHORN (dir.), *Taking Liberties: A History of Human Rights in Canada*. Don Mills, Ont., Oxford University Press, 2013, 304 p.
- GRANASTEIN, Jack L.. « Le Québec et le plébiscite de 1942 sur la conscription », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, volume 27, no 1, 1973, p. 43-62.
- GRANGER, Serge. « L'Inde et la décolonisation au Canada français », *Mens : Revue d'histoire intellectuelle et culturelle*, vol. 13 no 1, 2012, p. 55-79.
- GRAVEL, Jean-Yves. « Le Québec militaire, 1939-1945 », dans : Jean-Yves Gravel, *Le Québec et la guerre*, Montréal, Éd. Du Boréal Express, 1974, 173 p.
- GREEN, Nancy L. « Blacks, Jews, and the "Natural Alliance": Labor Cohabitation and the ILGWU », *Jewish social studies*, vol. 4, no 1, 1997, p. 79-104.
- GREGG, Benjamin. *Human Rights as Social Construction*. New York, Cambridge University Press, 2011, 260 p.
- GUILLAUMIN, Colette. *L'idéologie raciste*, Paris, Gallimard, 1967, 378 p.
- GUILLET, Sara. *Nous, peuples des Nations Unies. L'action des ONG au sein du système de protection internationale des droits de l'homme*. Paris, Mont-chrestien, 1995, 179 p.
- GUILLON, Jean-Marie. « Résistance et antiracisme », *Cahiers de la Méditerranée*, vol. 61, no 1, 2000, p. 209-226.
- GUY, Marcel. « Le Code civil du Québec : un peu d'histoire, beaucoup d'espoir », *Revue de droit de l'Université de Sherbrooke*, vol. 23, no 2, 1993, p. 454-192.

- HAARSCHER, Guy. « Diffamation collective : une notion irrémédiablement confuse? », *Revue de droit de l'Université Libre de Bruxelles*, vol. 35, 2007, p. 51-73.
- HAGGITH, Toby et Joanna NEWMAN. *Holocaust and the Moving Image: Representations in Film and Television Since 1933*. Londres, Wallflower Press, 2005, 317 p.
- HARRIS, Jose, Christine CHOALER et Bruno PALIER. « Le compromis de Beveridge : Contrat et citoyenneté dans la protection sociale, 1934-1948 », *Revue française de science politique*, vol. 45, no 4, août 1995, 596 p.
- HASSENTEUFEL, Patrick. « L'État-providence ou les métamorphoses de la citoyenneté », *L'Année sociologique*, (1940/1948), vol. 46, no 1, 1996, p. 127-149.
- HAWKINS, Freda. *Canada and Immigration: Public Policy and Public Concern*. Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 1988, 476 p.
- HAZARD, Anthony Q.. *Postwar Anti-Racism: The United States, UNESCO, and « Race », 1945-1968*. New York, Palgrave Macmillan, 2012, 252 p.
- HÉBERT, Karine. *Impatient d'être soi-même : les étudiants montréalais, 1895-1960*. Québec, PUQ, 2008, 290 p.
- HÉBERT, Pierre, Kenneth LANDRY et Yves LEVER. *Dictionnaire de la censure au Québec : littérature et cinéma*. Les Éditions Fides, 2006, 715 p.
- HENKIN, Louis. *The Age of Rights*. New York, Columbia University Press, 1990, 220 p.
- HERRERA, Carlos Miguel. *Les droits sociaux*. Paris, Presses Universitaires de France, 2009, 128 p.
- HILAIRE, Y. M.. « Droits de l'homme, droits de la personne. Un siècle de conflits, un siècle de convergence entre l'Église et les Déclarations des Droits de l'Homme », *Communio*, vol. 14, no 3-4, mai-août 1989, p. 140-152.
- HILL, Herbert. *Black Labor and the American Legal System: Race, Work, and the Law*. Madison, University of Wisconsin Press, 1977, 455 p.
- . « Myth-Making as Labor History: Herbert Gutman and the United Mine Workers of America », *Journal of Politics, Culture, and Society*, vol. 2, no 2, hiver 1988, p. 132-200.

- HOBBS, A.J. « Eleanor Roosevelt, John Humphrey and Canadian Opposition to the Universal Declaration of Human Rights : Looking Back on the 50th Anniversary of the UDHR », *International Journal*, vol. 53, no 2, 1998, p. 325-342.
- HORN, Michiel. « Students and Academic Freedom in Canada », *Historical Studies in Education/Revue d'histoire de l'éducation*, vol. 11, no 1, 1999, p. 1-32.
- HOWE, Brian. « The Evolution of Human Rights Policy in Ontario », *Canadian Journal of Political Science/Revue canadienne de science politique*, vol. 24, no 4, décembre 1991, p. 783-802.
- HUART, François. « Le Mont-Tremblant a 50 ans : Quand le ski engendre un village », *Cap-aux-Diamants*, vol. 24, 1991, p. 67-69.
- HUNT, Lynn. *Inventing Human Rights: A History*. New York, W. W. Norton & Company, 2008, 272 p.
- IACOVETTA, Franca. *Gatekeepers: Reshaping Immigrant Lives in Cold War Canada*. Toronto, Between the Lines, 2006, 370 p.
- IGNATIEFF, Michael. *La révolution des droits*. Montréal, Boréal, 2001, 141 p.
- IMBER, Mark. « The UN and Global Citizenship », dans : Nigel DOWER et John WILLIAMS, *Global Citizenship: A Critical Introduction*, New York, Routledge, 2002, p. 115-124.
- IRIYE, Akira, Petra GOEDDE et William I. HITCHCOCK. *The Human Rights Revolution: An International History*. New York, Oxford University Press, 2012, 353 p.
- _____ et Petra GOEDDE. « Introduction: Human Rights as History », dans : Akira IRIYE, Petra GOEDDE et William I. HITCHCOCK (dir.), *The Human Rights Revolution: An International History*, New York, Oxford University Press, 2012, p. 3-26.
- ISHAY, Micheline R. *The History of Human Rights: From Ancient Times to the Globalization Era*. Berkeley, Los Angeles et London, University of California Press, 2008, 450 p.
- ISIN, Egin F. *Recasting the Social in Citizenship*. Toronto, University of Toronto Press, Scholarly Publishing Division, 2008, 352 p.
- _____ (dir.), *Democracy, Citizenship, and the Global City*. Londres et New York, Routledge, 2013, 336 p.

- IVES, Don. « The Veterans Charter: The Compensation Principle and the Principle of Recognition for Service », dans : Peter Neary and Jack L. Granatstein (dir.), *The Veterans Charter and Post-World War II Canada*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 1998, 306 p.
- JACKSON, J.P. et N.M. WEIDMAN. *Race, Racism, and Science : Social Impact and Interaction*. Santa Barbara, Calif., ABC-CLIO, 2004, 403 p.
- JEAN, Dominique. « Les parents québécois et l'État canadien au début du programme des allocations familiales : 1944-1955 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 40, no 1, 1986, p. 73-95.
- JOSHEE, Reva et Lauri JOHNSON. *Multicultural Education Policies in Canada and the United States*. Vancouver, University of British Columbia Press, 2011, 272 p.
- KALDOR, Mary. « L'idée de société civile mondiale », *Recherches sociologiques et anthropologiques*, vol. 38, no 1, 2007, p. 89-108.
- KALLEN, Evelyn. *Ethnicity and Human Rights in Canada: a Human Rights Perspective on Ethnicity, Racism, and Systemic Inequality*. Don Mills, Ont., Oxford University Press, 2003, 312 p.
- KAPLAN, William. « Maxwell Cohen and the Report of the Special Committee on Hate Propaganda », dans : William KAPLAN and Donald MCRAE (éd.), *Law, Policy, and International Justice*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 1993, p. 243-274.
- KECK, Margaret E. et Kathryn SIKKINK. *Activists beyond borders: advocacy networks in international politics*. Ithaca, Cornell University Press, 1998, 228 p.
- KELLEY Ninette. *The Making of the Mosaic: a History of Canadian Immigration Policy*. Toronto, University of Toronto Press, 2010, 689 p.
- KERBER, Linda. « We are all historians of human rights », *Perspectives Online*, vol. 44, no 2007, 12 p.
- KERNAGHAN, William David Kenneth. *Freedom of Religion in the Province of Quebec: With Particular Reference to the Jews, Jehovah's Witnesses and Church-state Relations, 1930-1960*. Thèse de doctorat (science politique), Duke University, 1966, 347 p.
- KLOSE, Fabian. « "Source of Embarrassment": Human Rights, State of Emergency, and the Wars of Decolonization », dans : Stefan-Ludwig HOFFMAN (dir.), *Human rights in the twentieth century*. New York, Cambridge University Press, 2004, p. 237-257.

- KNOWLES, Valerie. *Les artisans de notre patrimoine : la citoyenneté et l'immigration au Canada de 1900 à 1977*. Citoyenneté et immigration Canada, 2000, 103 p.
- KOREY, William. *NGOs and the Universal Declaration of Human Rights: a Curious Grapevine*, New York, Palgrave, 2001, 638 p.
- KOSCHAROVSKY, Y., A. KOMAROMI et al.. *"We Are Jews Again": Jewish Activism in the Soviet Union*. Syracuse, New York, Syracuse University Press, 2017, 420 p.
- KOTEK, Joel et Ralph BLUMENAU. *Students and the Cold War*. New York, Palgrave Macmillan UK, 2015, 279 p.
- KRAUT, Benny. « Towards the Establishment of the National Conference of Christians and Jews: The Tenuous Road to Religious Goodwill in the 1920s », *American Jewish History*, vol. 77, no 3, 1988, p. 388-412.
- KRIEG-PLANQUE, Alice. *Analyser les discours institutionnels*. Paris, Éditions Armand Colin, 2012, 252 p.
- KYMLICKA, Will. *Multicultural Citizenship: A Liberal Theory of Minority Rights*. New York, Clarendon Press, 1996, 280 p.
- LACROIX, Jean-Michel et Paul-André LINTEAU (dir.), *Vers la construction d'une citoyenneté canadienne*. Paris, Presses Sorbonne Nouvelle, 2006, 247 p.
- LACROIX, Justice et Jean-Yves PRANCHÈRE (dir.), *Le Procès des droits de l'homme. Généalogie du scepticisme démocratique*. Paris, Éd. du Seuil, 2017, 350 p.
- LAMARRE, Jean. « "Au service des étudiants et de la nation" : l'internationalisation de l'Union générale des étudiants du Québec (1964-1969) », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 16, no 2, 2008, p. 53-73.
- _____ « Le mouvement étudiant américain et la contestation dans les années 1960. Incompatibilité et inspiration pour le mouvement étudiant québécois », *Histoire sociale/Social history*, vol. 46, no 92, 2013, p. 397-422.
- LAMBERTSON, Ross. *Activists in the Age of Rights: the Struggle for Human Rights in Canada, 1945-60*. Thèse de doctorat (histoire), University of Victoria, 1998, 587 p.
- _____ « "The Dresden Story": Racism, Human Rights, and the Jewish Labour Committee of Canada », *Labour/Le Travail*, vol. 47, printemps 2001, p. 43-82.

LAMBERTSON, Ross. « The Black, Brown, White and Red Blues: The Beating of Clarence Clemons », *Canadian Historical Review*, vol. 85, no 4, décembre 2004, p. 755-776.

_____. *Repression and resistance. Canadian human rights activists, 1930-1960*. Toronto, University of Toronto Press, 2005, 523 p.

LAMONDE, Yvan et Gérard PELLETIER. *Cité Libre. Une anthologie*. Montréal, Les internationales Alain Stanké, 1991, 415 p.

LAMOUREUX, André. *Le NPD et le Québec : 1958-1985*. Montréal, Editions du Parc, 1985, 230 p.

_____. « Impasse historique, vague orange et nouvelle ère Mulcair : le Nouveau Parti démocratique et l'épreuve du Québec », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 21, no 1, 2012, p. 207-253.

LANGLAIS, Jacques et David ROME. *Juifs et Québécois français : 200 ans d'histoire commune*. Montréal, Fides, 1986, p. 189;

LAPLANTE, Robert. « Éditorial - Coupables d'exister ». *L'Action Nationale*, octobre 2017.

LAPOINTE, Mathieu. *Nettoyer Montréal : les campagnes de moralité publique, 1940-1954*. Québec, Septentrion, 2014, 395 p.

LAPOINTE, Simon. *L'influence de la gauche catholique française sur l'idéologie de la CTCC-CSN de 1948-1963*. Mémoire de maîtrise (Histoire), Université de Montréal, 1995, 194 p.

_____. « L'influence de la gauche catholique française sur l'idéologie politique de la CTCC-CSN de 1948 à 1964 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 49, no 3, 1996, p. 331-356.

LATRECHE, Abdelkader. « Les migrations étudiantes de par le monde ». *Hommes et Migrations*, vol. 1233, no 1, 2001, p. 13-27.

LAUREN, Paul G. *The Evolution of International Human Rights: Visions Seen*. Philadelphie, University of Pennsylvania Press, 2011, 414 p.

LAURIN, Lucie. *Des luttes et des droits. Antécédents et histoire de la Ligue des droits de l'homme de 1936 à 1975*. Montréal, Éditions du Méridien, 1985, 167 p.

- LAURIN, Lucie. « Communisme et liberté d'expression au Québec : la "loi du Cadenas", 1937-1957 », dans : Robert COMEAU et Bernard DIONNE, *Le droit de se taire : histoire des communistes au Québec, de la Première Guerre mondiale à la Révolution tranquille*, Outremont, VLB, 1989, 542 p.
- LAVIEZ, Jean-Pierre. « Section 2. Le développement du droit international social ». dans : Jean-Marc THOUVENIN et Anne TREBILCOCK (dir.), *Le droit international social : droits économiques, sociaux et culturels*, Bruxelles, Bruylant, 2013, 2072 p.
- LEDUC, Alexandre. *"UGEQ : centrale syndicale étudiante" : l'idéologie syndicale au sein du mouvement étudiant québécois des années 1960*. Mémoire de maîtrise (histoire), Université du Québec à Montréal, 2010, 205 p.
- LEVAR, Georges. *Chances et périls du syndicalisme chrétien*. Paris, Fayard, 1955, 223 p.
- LEVER, Yves. « Maurice Duplessis et la censure du cinéma », dans : Lucia FERRETTI et Xavier GÉLINAS (dir.), *Duplessis, son milieu, son époque*, Québec, Septentrion, 2010, p. 218-230.
- LÉVESQUE, Andrée. *Virage à gauche interdit, les communistes, les socialistes et leurs ennemis au Québec, 1929-1939*. Montréal, Boréal Express, 1984, 186 p.
- LÉVESQUE, Michel. *De la démocratie au Québec, 1940-1970 : anthologie des débats autour de l'idée de la démocratie, de la Seconde guerre mondiale à la Crise d'octobre*. Montréal, Lux Éditeur, 1995, 338 p.
- LEVI, Charles. « "There is a definite limitation imposed" (Robin Ross to Claude Bissell, December 4, 1959) ». *Historical Studies in Education*, no 15, printemps 2013, p. 131-138.
- LEWIS, Hope. « "New" Human Rights? U.S. Ambivalence Toward International Economic and Social Rights Framework », dans : Cynthia SOOHOO, Catherine ALBISA, et Martha F. DAVIS, *Bringing Human Rights Home*, Greenwood Pub Group, 2009, 411 p.
- LICHTENSTEIN, Nelson. *Labor's War at Home: The CIO in World War II*. Philadelphie, Temple University Press, 2003, 319 p.
- LIGUE DES DROITS ET LIBERTÉS. *Rapport sur l'état des droits humains au Québec et au Canada*. Montréal, LDL, juin 2013, p. 9-32.

- LINTEAU, Paul-André. « Un débat historiographique : l'entrée du Québec dans la modernité et la signification de la Révolution tranquille », dans : Yves BÉLANGER, Robert COMEAU et Céline MÉTIVIER (dir.), *La Révolution tranquille. 40 ans plus tard : un bilan*, Montréal, VLB Éditeur, 2000, p. 21-41.
- _____. et al. *Histoire du Québec contemporain. Tome II, Le Québec depuis 1930*. Montréal, Boréal, 1989, 739 p.
- LOCHAK, Danièle. « Penser les droits catégoriels dans leur rapport à l'universalité », *La Revue des droits de l'homme*, no 3, juin 2013, p. 14-21.
- LORTIE, Guy. « L'évolution de l'action politique de la CSN », *Relations industrielles*, vol. 22, no 4, 1967, p. 532-557.
- LUI, Andrew. *Why Canada Cares: Human Rights and Foreign Policy in Theory and Practice*. Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 2012, 242 p.
- LUPOVITCH, Howard N. *Jews and Judaism in World History*. New York, Routledge, 2009, 264 p.
- MACKAY, Ian. « The liberal Order Framework: A Prospectus for a Reconnaissance of Canadian History », *Canadian Historical Review*, vol. 81, no 4, 2000, p. 616-678.
- MACLENNAN, Christopher. *Toward the Charter: Canadians and the Demand for a National Bill of Rights, 1929-1960*. Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 2003, 235 p.
- MARSHALL, Dominique. *Aux origines sociales de l'État-providence : familles québécoises, obligation scolaire et allocations familiales, 1940-1955*. Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1998, 318 p.
- MARTENS, Kerstin. *NGO's and the United Nations: Institutionalization, Professionalization and Adaptation*. New York, Palgrave Macmillan, 2005, 199 p.
- MARTIN, Éric. *Un pays en commun. Socialisme et indépendance au Québec*. Montréal, Les Éditions Écosociété, 2017, 272 p.
- MARTIN, Paul. « Citizenship and the People World », dans : William Kaplan, *Belonging : The Meaning and Future of Canadian Citizenship*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 1993, 387 p.
- MARTIN, Richard. « Le congrès des métiers et du travail et la guerre civile espagnole ». *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 33, no 4, 1980, p. 575-581.

- MARTIN, William Melville. « APPENDIX. Report of the Royal Commission on Revision of Criminal Code ». Ottawa, 22 février 1952, dans : *Official Report of Debates, 1952*, Sixth Session, Twenty-First Parliament 1 Elizabeth II, Ottawa, 1952, p. 226-268.
- MATTHEWS, Robert et Cranford PRATT. *Human Rights in Canadian Foreign Policy*. Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 1988, 379 p.
- MATHIEU, Sarah-Jane. *North of the Color Line: Migration and Black Resistance in Canada, 1870-1955*. Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2010, 280 p.
- MAUL, Daniel Roger. « The International Labour Organization and the Globalization of Human Rights, 1944-1970 », dans : Stefan Ludwig Hoffmann (dir.), *Human rights in the twentieth century*, Cambridge University Press, 2011, p. 301-320.
- _____. *Human Rights, Development and Decolonization: The International Labour Organization, 1940-70*. New York, Palgrave Macmillan, 2012, 416 p.
- MAYER, Jean-Marie, et al.. *Histoire du christianisme des origines à nos jours. Tome XII - Guerres mondiales et totalitarismes (1914-1958)*. Paris, Desclée-Fayard, 1990, 1152 p.
- MAZOWER, Mark. « The Strange Triumph of Human Rights, 1933-1950 », *The Historical Journal*, vol. 47, no 2, 2004, p. 379-398.
- _____. *No Enchanted Palace: The End of Empire and the Ideological Origins of the United Nations*. New Jersey, Princeton University Press, 2009, 248 p.
- MCKAY, Ian. « The liberal order framework: A prospectus for a reconnaissance of Canadian history », *Canadian Historical Review*, vol. 81, no 4, 2000, p. 617-645.
- MCKEON, Nora. *The United Nations and Civil Society: Legitimizing Global Governance – Whose Voice?*. Zed Books, 2013, 256 p.
- MCKERCHER, Asa. « Sound and Fury: Diefenbaker, Human Rights, and Canadian Foreign Policy », *Canadian Historical Review*, vol. 97, no 2, 2016, p. 165-194.
- MERRIEN, François-Xavier. *L'État-providence : « Que sais-je? » no 3249*. Paris, Presses universitaires de France, 2007, 128 p.
- MERRY, Sally E. « Transnational human rights and local activism: Mapping the middle », *American anthropologist*, vol. 108, no 1, 2006, p. 38-51.

- MERRY, Sally E. « Legal Transplants and Cultural Translation : Making Human Rights in the Vernacular », dans : Mark GOODALE (dir.), *Human Rights: An Anthropological Reader*, Malden, Wiley-Blackwell, 2009, p. 265-302.
- METCALF, Robert. *The Padlock Act and the Conflict Between Ideologies in Duplessis' Quebec*. Mémoire de maîtrise (histoire), Dalhousie University, 1990, 200 p.
- MEUNIER, Emmanuel-Martin et Jean-Philippe WARREN. "Sortir de la Grande noirceur". *L'horizon "personnaliste" de la Révolution tranquille*. Sillery, Septentrion (Coll. Les Cahiers du Septentrion), 2002, 207 p.
- MILLS, Sean. *The Empire Within: Montreal, the Sixties, and the Forging of a Radical Imagination*. Thèse de doctorat (histoire), Queen's University, 2007, 432 p.
- _____. *Contester l'empire: pensée postcoloniale et militantisme politique à Montréal, 1963-1972*. Montréal, Hurtubise, 2011, 349 p.
- _____. *Une place au soleil. Haïti, les Haïtiens et le Québec*, Montréal, Mémoire d'encrier, 2016, 369 p.
- MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION, DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION. « Consultation sur le racisme et la discrimination systémique », Communiqué émis par le ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion, 21 mars 2017 [En ligne], <http://www.midi.gouv.qc.ca/fr/presse/communiqués/com20170321.html>
- MINNERATH, Rolland. *Le droit de l'Église à la liberté : du syllabus à Vatican II*. Paris, Beauchesne, 1982, 207 p.
- MIRON, Janet (dir.), *A History of Human Rights in Canada*. Toronto, Canadian Scholars' Press, 2009, 271 p.;
- MONIÈRE, Denis. *Le développement des idéologies au Québec, des origines à nos jours*. Montréal, Éditions Québec Amérique, 1977, 381 p.
- MOORES, Chris. *Civil Liberties and Human Rights in Twentieth-Century Britain*. New York, Cambridge University Press, 2017, 344 p.
- MOREL, André. « La Charte québécoise : un document unique dans l'histoire législative canadienne », *La Revue juridique Thémis*, vol. 21, no 1, 1987, p. 1-23.
- MORSINK, Johannes. *The Universal Declaration of Human Rights: Origins, Drafting, and Intent*. Philadelphie, University of Pennsylvania Press, 1999, 396 p.

- MORTON, Desmond. *Working People, Fifth Edition: An Illustrated History of the Canadian Labour Movement*. Montréal et Kingston, McGill-Queen's Press, 2007, 424 p.
- MOUNIER, Emmanuel. *Le personnalisme*. Paris, Les Presses universitaires de France, 7e édition [1949], 1961, 136 p.
- MOURGEON, Jacques. « *Les droits de l'homme* », *Que sais-je?*, no 1728. Paris, Presses universitaires de France, 1978, 125 p.
- MOYN, Samuel. « Personalism, Community, and the Origins of Human Rights », dans : Stefan Ludwig Hoffmann (dir.), *Human rights in the twentieth century*, New-York, Cambridge University Press, 2011, p. 85-106.
- _____. *The Last Utopia: Human Rights in History*. Cambridge, Harvard University Press, 2012, 337 p.
- _____. *The Breakthrough: Human Rights in the 1970s*. Philadelphie, University of Pennsylvania Press, 2013, 352 p.
- _____. *Human Rights and the Uses of History*, Brooklyn, NY, Verso, 2014, 155 p.
- _____ et Jan ECKEL. *The Breakthrough: Human Rights in the 1970s*. Philadelphia, University of Pennsylvania Press, 2013, 352 p.
- MUTUA, Makau. *Human Rights: A Political and Cultural Critique*. Philadelphia, University of Pennsylvania Press, 2013, 264 p.
- NADEAU, Alain-Robert. « Vingt-cinquième anniversaire de la Charte des droits et libertés de la personne. Du droit international... à la Charte », *Revue du Barreau*, vol. 32, no 15, sept, 2000, p. 18-19.
- _____. (dir.), *La charte québécoise : origines, enjeux et perspectives*. Montréal, *La Revue du Barreau du Québec*, 2006, 609 p.
- NEATBY, Nicole. *Carabins ou activistes? : l'idéalisme et la radicalisation de la pensée étudiante à l'Université de Montréal au temps du duplessisme*. Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 1999, 256 p.
- NEIER, Aryeh. *The International Human Rights Movement : A History*. Princeton, N.J., Princeton University Press, 2012, 379 p.
- NEMNI, Max. « Les 25 ans de la Charte canadienne des droits et libertés : Le reflet de l'humanisme chrétien de Trudeau », *Options politiques*, février 2007, p. 59-64.

- NESTOR, Michel. « Retour vers le passé : portrait de l'extrême-droite au Québec », *Revue francophone de la NEFAC* [En ligne], www.nefac.net
- NIGRO, Mario et Clare MAURO. « The Jewish Immigrant Experience and the Practice of Law in Montreal, 1830 to 1990 », *McGill Law Journal*, vol. 44, 1999, p. 1000-1446.
- NOREAU, Pierre et Élisabeth VALLET. « Le droit comme ressource des minorités nationales : un modèle de mobilisation politique du droit », dans : Pierre NOREAU et José WOEHLING (dir.), *Appartenances, institutions et citoyenneté*, Montréal, Wilson Lafleur, 2005, p. 55-77.
- NORMAND Roger et Sarah ZAIDI. *Human Rights at the UN: The Political History of Universal Justice*. Bloomington, Indiana University Press, 2008, 528 p.
- NORMAND, Sylvio. « Un thème dominant de la pensée juridique traditionnelle au Québec : La sauvegarde de l'intégrité du droit civil ». *Revue de droit de McGill*, vol. 32, 1987, p. 559-601.
- _____ « La première décennie des travaux consacrés à la révision du Code civil ». *Revue de droit de McGill*, vol. 29, 1994, p. 828-844.
- OBERDORFF, Henri. *Droits de l'homme et libertés fondamentales*. Paris, LGDJ : Lextenso éditions, 2013 (4^e éd.), 564 p.
- ONTIVEROS, Maria L., « Employment Discrimination », dans : James A. Gross and Lance Compa (dir.), *Human Rights in Labor and Employment Relations : International and Domestic Perspectives*, Champaign, IL : University of Illinois, 2009, 237 p.
- PAL, Leslie A. *Interests of State: The Politics of Language, Multiculturalism, and Feminism in Canada*. Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 1995, 344 p.
- PÂQUET, Martin. *Le fleuve et la cité. Représentations de l'immigration et esquisses d'une action de l'État québécois, 1945-1968*. Thèse de doctorat (histoire), Université Laval, 1995, 429 p.
- PASTURE, Patrick. *Histoire du syndicalisme chrétien international. La difficile recherche d'une troisième voie*. Paris, L'Harmattan, 1999, 478 p.
- PATRIAS, Carmela. « Socialists, Jews, and the 1947 Saskatchewan Bill of Rights », *Canadian Historical Review*, vol. 87, no 2, juin 2006, p. 265-292.

PATRIAS, Carmela. *Jobs and Justice : Fighting Discrimination in Wartime Canada, 1939-1945*. Toronto, University of Toronto Press, 2012, 256 p.

_____ et Ruth FRAGER. « "This Is Our Country, These Are Our Rights": Minorities and the Origins of Ontario's Human Rights Campaigns », *Canadian Historical Review*, vol. 82, no 1, 2001, p. 1-35.

PEARCE, Russel et Adam WINER. « From Emancipation to Assimilation: Is Secular Liberalism Still Good for Jewish Lawyers? », dans : Ari MERMELSTEIN, Victoria SAKER WOESTE, Ethan ZAIDOFF et Marc GALANTER (dir.), *Jews and the Law*, New Orleans, Quid Pro Books, 2014, p. 11-25.

PEGRAM, Thomas. « Diffusion Across Political Systems: The Global Spread of National Human Rights Institutions », *Human Rights Quarterly*, vol. 32, no 3, 2010, p. 729-760.

PELLETIER-BAILLARGEON, Hélène. *Simonne Monet-Chartrand : un héritage et des projets*. Montréal, Fides, 1993, 382 p.

PENNER, Normand. *From Protest to Power: Social Democracy in Canada 1900-Present*. Toronto, James Lorimer Limited, Publishers, 1992, 168 p.

PENTASSUGLIA, Gaetano. *Minorités en droit international : une étude introductive*. Strasbourg, Conseil de l'Europe, 2004, 327 p.

PERETZ, Pauline. *Le combat pour les juifs soviétiques : Washington-Moscou-Jérusalem - 1953-1989*. Paris, Armand Colin, 2006, 384 p.

_____ *Let My People Go: The Transnational Politics of Soviet Jewish Emigration during the Cold War*. New York, Transaction Publishers, 2015, 345 p.

Marc CHEVRIER, Louis-Georges HARVEY, Stéphane KELLY et Samuel TRUDEAU, *De la république en Amérique française. Anthologie pédagogique des discours républicains au Québec*. Québec, Septentrion, 2013, 538 p.

PESCHARD, Dominique. « Douze ans de lutte contre les mesures antiterroristes », dans : Martine ELOY, Nicole FILLION, Paul-Étienne RAINVILLE et al. (dir.), *Au cœur des luttes (1963-2013). La Ligue des droits et libertés, 50 ans d'action*. Montréal, LDL, 2013, p. 76-78.

PICHÉ, Lucie. « Entre l'accès à l'égalité et la préservation des modèles : ambivalence du discours et des revendications du Comité Féminin de la CTCC-CSN, 1952-1966 », *Labour / Le Travail*, vol. 29, printemps 1992, p. 187-209.

- PIERRE, Samuel. *Ces Québécois venus d'Haïti: contribution de la communauté haïtienne à l'édification du Québec moderne*. Montréal, Presses internationales Polytechnique, 2007, 545 p.
- PIERSON-MATHY, Paulette. *La politique raciale de la République d'Afrique du Sud*. Institut Royal des Relations Internationales, 1964, 407 p.
- PIOTTE, Jean-Marc et Jean-Pierre COUTURE. *Les nouveaux visages du nationalisme conservateur au Québec*. Montréal, Québec Amérique, 2012, 171 p.
- POTVIN, Maryse et Frédérick NADEAU. « L'extrême-droite au Québec : une menace réelle? », *Relations*, no 791, 2017, p. 12-13.
- PROST, Antoine. *Douze leçons sur l'histoire*. Paris, Éd. Du Seuil, 1996, 370 p.
- QUÉRIN, Joëlle. « La logique du nationalisme conservateur », dans : Micheline LABELLE, Rachad ANTONIUS et Pierre TOUSSAINT (dir.), *Les nationalismes québécois face à la diversité ethnoculturelle*, Actes du colloque annuel de la Chaire de recherche en immigration, ethnicité et citoyenneté, Montréal, Éditions de l'IEIM, 2^e édition, 2014, p. 86-88.
- RAO, Bhaskara D. *World Conference on Human Rights*. New Delhi, Discovery Publishing House, 2003, 234 p.
- REARDON Terry et John N. TURNER. *Winston Churchill and Mackenzie King: So Similar, So Different*. Toronto, Dundurn, 2012, 472 p.
- REGIN, T. *Les relations intersyndicales françaises à la lumière des engagements internationaux 1948-1978*. Thèse de doctorat (histoire), Université de Bourgogne, 2003, 492 p.
- REID, Ispeth et Daniel VISSER. *Private Law and Human Rights: Bringing Rights Home in Scotland and South Africa*. Edinburgh, Edinburgh University Press, 2013, 532 p.
- REITER, Ester, *A Future Without Hate or Need: The Promise of the Jewish Left in Canada*, Toronto, Between the Lines, 2016, 340 p.
- _____ et Roz USISKIN. *Jewish Dissent in Canada: The United Jewish People's Order*. Paper presented at conference of the Association of Canadian Jewish Studies (ACJS), Winnipeg, 30 mai 2004.
- RINGELHEIM, Julie. « Droits individuels et droits collectifs : avenir d'une équivoque », dans : Emmanuelle BRIBOSIA et Ludovic HENNEBEL (dir.), *Classer les droits de l'homme*, Bruxelles, Bruylant, 2004, p. 231-261;

- RISSE, Thomas et Kathryn SIKKINK. « The socialization of international human rights norms into domestic practices : introduction », dans : Thomas RISSE, Stephen C. ROPP et Kathryn SIKKINK, *The power of human rights: International norms and domestic change*, Cambridge, Cambridge University Press, 1999, 318 p.
- ROBERTS, Christopher N. J. *The Contentious History of the International Bill of Human Rights*. Cambridge, Cambridge University Press, 2014, 262 p.
- ROBINSON, Greg. *Un drame de la Deuxième Guerre. Le sort de la minorité japonaise*. Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 2011, 320 p.
- ROCHER, Guy. « Les fondements de la société libérale, les relations industrielles et les Chartes », dans : R. BLOUIN (dir.), *Les Chartes des droits et les relations industrielles*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1988, p. 1-18.
- ROGERS, Ibrahim H. *The Black Campus Movement: Black Students and the Racial Reconstitution of Higher Education, 1965–1972*. New York, Palgrave Macmillan, 2012, 235 p.
- ROPP, Stephen C. et Kathryn SIKKINK. *The power of human rights: International norms and domestic change*. Cambridge, Cambridge University Press, 1999, 318 p.
- ROUILLARD, Jacques. « Mutations de la Confédération des travailleurs catholiques du Canada, 1940-1960 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 34, no 3, 1980, p. 377-405.
- _____ *L'histoire de la CSN (1921-1981)*. Montréal, Boréal-CSN, 1981, 335 p.
- _____ *Histoire du syndicalisme au Québec des origines à nos jours*. Montréal, Boréal, 1989, 535 p.
- _____ « Haro sur le fascisme. La fondation de la Fédération provinciale du travail du Québec, 1938 ». *Canadian Historical Review*, vol. 71, no 3, 1990, p. 346-374.
- _____ *L'expérience syndicale au Québec*. Montréal, VLB éditeur, 2008, 385 p.
- ROY, Jean-Louis. *La marche des Québécois : le temps des ruptures, 1945-1960*. Montréal, Leméac, 1976, 383 p.
- ROY, Patricia E. *The triumph of citizenship: the Japanese and Chinese in Canada, 1941-67*. Vancouver, University of British Columbia Press, 2007, 400 p.

- SANSCHAGRIN, David. *Les juges contre le Parlement? La conscience politique de l'Ouest et la contre-révolution des droits au Canada*. Québec, Presses de l'Université Laval, 2015, 188 p.
- SARRA-BOURNET, Michel. *L'affaire Roncarelli : Duplessis contre les Témoins de Jéhovah*. Québec, IQRC, 1986, 196 p.
- . « La société civile devant la Commission Tremblay », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 16, no 1, automne 2007, p. 43-64.
- SAUL, John S. *On Building a Social Movement: The North American Campaign for Southern African Liberation Revisited*. Trenton, Africa World Press, 2017, 298 p.
- SAUNDERS, Chris. « South Africa, human rights, and the United Nations: A review essay ». *South African Journal of International Affairs*, vol. 19, no 1, avril 2012, p. 135-142.
- SAVARD, Pierre. « Pax Romana, 1935-1962. Une fenêtre étudiante sur le monde », *Les Cahiers des dix*, no 47, 1992, p. 279-323.
- SCHABAS, William A. « Canada and the adoption of the Universal Declaration of Human Rights », *McGill Law Journal*, vol. 43, no 2, 1998, p. 403-441.
- SCHMEISER, Douglas.A. *Civil liberties in Canada*. London, Oxford University Press, 1964, 302 p.
- SHERWOOD, David H. *The NPD and French Canada 1961-1965*. Mémoire de maîtrise (sciences politiques), Université McGill, 1966, 230 p.
- SILVER, Will, Dominique CLÉMENT et Daniel TROTTIER. *L'évolution des droits de la personne au Canada*. Ottawa, Commission canadienne des droits de la personne, 2012, 95 p.
- SKINNER, Rob. *The Foundations of Anti-Apartheid: Liberal Humanitarians and Transnational Activists in Britain and the United States, c.1919-64*. New York, Palgrave Macmillan, 2010, p. 157-170.
- SKRENTNY, John David. *The Minority Rights Revolution*. Cambridge, Harvard University Press, 2009, 473 p.
- SMITH, Miriam C. *Lesbian and gay rights in Canada: social movements and equality-seeking, 1971-1995*. Toronto, University of Toronto Press, 1999, 211 p.

- SONGER, Donald R., Susan W. JOHNSON et Jennifer BARNES BOWIE. « Do Bills of Rights Matter? An Examination of Court Change, Judicial Ideology, and the Support Structure for Rights in Canada », *Osgoode Hall Law Journal*, vol. 51, no 1, 2013, p. 297-329.
- SREBRNIK, Henry F. *Jerusalem on the Amur: Birobidzhan and the Canadian Jewish Communist Movement, 1924-1951*. Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 2008, 338 p.
- STAMMERS, Neil. *Human Rights and Social Movements*. New York, Pluto Press, 2009, 286 p.
- STAUB, Michael E. *Torn at the Roots: The Crisis of Jewish Liberalism in Postwar America*. New York, Columbia University Press, 2004, 400 p.
- STAUSBERG, Michael. *Religion And Tourism: Crossroads, Destinations, And Encounters*. New York, Routledge, 2012, 304 p.
- STEARNS, Peter N. *Human Rights in World History*. New York, Routledge, 2012, 196 p.
- STEINER, Henry J., Philip ALSTON et Ryan GOODMAN. *International Human Rights in Context: Law, Politics, Morals. Text And Materials*. New York, Oxford University Press, 2008, 1492 p.
- STENSVOLD, Anne. *Religion, State and the United Nations: Value Politics*. New York, Routledge, 2016, 200 p.
- STERN, Steve J. et Scott STRAUS. *The Human Rights Paradox: Universality and Its Discontents*. Madison, University of Wisconsin Press, 2014, 248 p.
- STINGEL, Janine. *Social discredit : anti-Semitism, Social Credit, and the Jewish response. Montréal*. Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 2000, 280 p.
- STRUTHERS, James. « Family Allowances, Old Age Security, and the Construction of Entitlement in the Canadian Welfare State, 1943-1951 », dans : Peter NEARY and JL GRANATSTEIN (dir.), *The Veterans Charter and Post-World War II Canada*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 1998, 306 p.
- SUNDQUIST, Eric J. *Strangers in the Land: Blacks, Jews, Post-Holocaust America*. Cambridge et Londres, Harvard University Press, 2009, 672 p.
- SUNSTEIN, Cass R. *The Second Bill of Rights: FDR's Unfinished Revolution-And Why We Need It More Than Ever*. New York, Basic Books, 2009, 304 p.

- SUPIOT, Alain. *L'esprit de Philadelphie. La justice sociale face au marché total*. Paris, Seuil, 2010, 190 p.
- SWEET, William. « L'individu et les droits de la personne selon Maritain et Bosanquet », *Études Maritainiennes/Maritain Studies*, vol. 6, 1990, p. 141-166.
- TAMBAKAKI, Paulina. *Human Rights, or Citizenship?* New York, Birkbeck Law Press, 2010, 168 p.
- TARNOPOLSKY, Walter S. *The Canadian Bill of Rights*. Toronto, Oxford University Press, 2^e éd., 1964, 246 p.
- TESLOW, Tracy. *Constructing Race: The Science of Bodies and Cultures in American Anthropology*. New York, Cambridge University Press, 2014, 408 p.
- THOBANI, Sunera. *Exalted Subjects: Studies in the Making of Race and Nation in Canada*. Toronto, University of Toronto Press, 2007, 410 p.
- THOMPSON, John Herd. *Ethnic minorities during two world wars*. Canadian historical association Ottawa. 1991, 20 p.
- THOMPSON, Andrew S. *In Defence of Principles: NGOs and Human Rights in Canada*. Vancouver, UBC Press, 2010, 224 p.
- THÖRN, Hakan. *Anti-Apartheid and the Emergence of a Global Civil Society*. Londres, Palgrave Macmillan, 2006, 251 p.
- TILLOTSON, Shirley. « Human Rights Law as Prism: Women's Organizations, Unions, and Ontario's Female Employees Fair Remuneration Act, 1951 », *Canadian Historical Review*, vol. 72, no 4, 1991, p. 532-557.
- TROPER, Harold. *The Defining Decade: Identity, Politics, and the Canadian Jewish Community in the 1960s*. Toronto, University of Toronto Press, 2010, 384 p.
- TSUTSUI, Kiyoteru et Christine Min WOTIPKA. « Global Civil Society and the International Human Rights Movement: Citizen Participation in Human Rights International NGOs », *Social Forces*, vol. 83, no 2, 2004, p. 587-620.
- TULCHINSKY, Gerald J. J. *Branching out: the transformation of the Canadian Jewish community*. North York, Stoddart, 1998, 470 p.
- _____. *Taking Root: The Origins of the Canadian Jewish Community*. Hanover, University Press of New England, 1992, 341 p.

- TUNNICLIFFE, Jennifer. « Canada and the Human Rights Framework: Historiographical Trends », *History Compass*, vol. 12, no 10, 2014, p. 807-817.
- TURNER, Brian S. « Cosmolitan Virtue. Loyalty and the city », dans : Egin F. ISIN (éd.), *Democracy, Citizenship, and the Global City*, Londres et New York, Routledge, 2013, 336 p.
- TURP, Daniel. « Droits de l'homme, droits de la personne, droits et libertés et droits humains : essai sur la dénomination des droits et plaidoyer pour les "droits fondamentaux" », dans : Brigitte LEFEBVRE et Antoine LEDUC (dir.), *Mélanges en l'honneur de Pierre Ciotola*, Montréal, Éditions Thémis, 2012, p. 527-548.
- VAILLANCOURT, Yves et Michel PELLETIER. *L'évolution des politiques sociales au Québec, 1940-1960*. Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1988, 513 p.
- VAN HORSSSEN, Jessica J. *Asbestos, Quebec: The Town, the Mineral, and the Local-Global Balance Between the Two*. Thèse de doctorat (philosophie), University of Western Ontario, 2010, 301 p.
- VASAK, Karel. « Les différentes typologies des Droits de l'homme », dans : Emmanuelle BRIBOSIA et Ludovic HENNEBEL (dir.), *Classer les droits de l'homme*, Bruxelles, Bruylant, 2004, p. 11-23.
- VERGE, Pierre. « Bref historique de l'adoption du monopole de la représentation syndicale au Québec », *Les Cahiers de droit*, vol. 12, no 2, 1971, p. 303-314.
- VINCENT, Andrew. *The Politics of Human Rights*. New York, Oxford University Press, 2010, 272 p.
- VON ESCHEN, P.M. *Race against Empire: Black Americans and Anticolonialism, 1937-1957*. London, Cornell University Press, 2014, 259 p.
- WALKER, Barrington. *Race on Trial: Black Defendants in Ontario's Criminal Courts, 1858-1958*. Toronto, University of Toronto Press, 2011, 256 p.
- WALKER, James W. St. G. « Canadian Anti-Semitism and Jewish Community Response: The Case of Noble and Wolfe », dans : Howard ADELMAN et John H. SIMPSON, *Multiculturalism, Jews, and Identities in Canada*, Jerusalem, Magnes Press, the Hebrew University, 1996, p. 37-68.
- "Race", *Rights and the Law in the Supreme Court of Canada: Historical Case Studies*, Toronto, The Osgoode Society for Canadian Legal History and Wilfrid Laurier University Press, 1997, 464 p.

WALKER, James W. St. G. « The "Jewish Phase" in the Movement for Racial Equality in Canada », *Canadian Ethnic Studies*, vol. 34, no 1, 2002, p. 1-29.

_____ « Toward a New Definition of Canadian Citizenship: The Movement to Criminalize Hate Propaganda », *Mobilisations politiques et prises de paroles citoyennes au Québec et au Canada*, Colloque du Groupe d'histoire politique (SHC), Montréal, 3 octobre 2014.

WARREN, Jean-Philippe. « Fonder l'autorité sur la liberté... », dans : Anne TRÉPANIÉ (dir.), *La rénovation de l'héritage démocratique. Entre fondation et refondation*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, 2009, 330 p.

WATERS, Rosanne P. *A March from Selma to Canada: Canada and the Transnational Civil Rights Movement*. Thèse de doctorat (histoire), Hamilton, McMaster University, 2015, 330 p.

WHALEY, Deborah E. « Links, Legacy, and Letters: A Cultural history of Black Greek-Letter Organisations », dans : Craig L. TORBENSON et Gregory PARKS, *Brothers and Sisters: Diversity in College Fraternities and Sororities*, Cranbury, Associated University Presse, 2009, p. 46-83.

WIEVIORKA, Annette. *Le procès de Nuremberg*. Paris, L. Lévi, 2006 (3^e éd.), 312 p.

WILDENTHAL, Lora. *The Language of Human Rights in West Germany*. Philadelphia, University of Pennsylvania Press, 2012, 288 p.

WILLETTS, Peter. *The Conscience of the World: The Influence of Non-governmental Organisations in the UN System*. Washington, Hurst Publishers, 1996, 333 p.

WILLIAM, Alfred et Brian SIMPSON. *Human Rights and the End of Empire: Britain and the Genesis of the European Convention*. New York, Oxford University Press, 2004, 1161 p.

WILSON, Richard A. « Human Rights Culture and Context : an Introduction », dans: Richard A. WILSON, *Human Rights, Culture and Context : Anthropological Perspectives*, London, Chicago, Pluto Press, 1997, p. 1-27.

WITTE, John. « Introduction », dans : John WITTE and Frank S. ALEXANDER, *Christianity and Human Rights: An Introduction*. Cambridge, Cambridge University Press, 2010, p. 8-43.

_____ et Frank S. ALEXANDER. *Christianity and Human Rights: An Introduction*. Cambridge, Cambridge University Press, 2010, 390 p.

YOUNG, Katharine G.. *Constituting Economic and Social Rights*. New York, Oxford University Press, 2012, 384 p.

ZIVI, Karen. *Making Rights Claims: A Practice of Democratic Citizenship*. New York, Oxford University Press, 2012, 158 p.

ZUGGER, Christopher Lawrence. *The Forgotten: Catholics of the Soviet Empire from Lenin Through Stalin*. New York, Syracuse University Press, 2001, 556 p.